



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

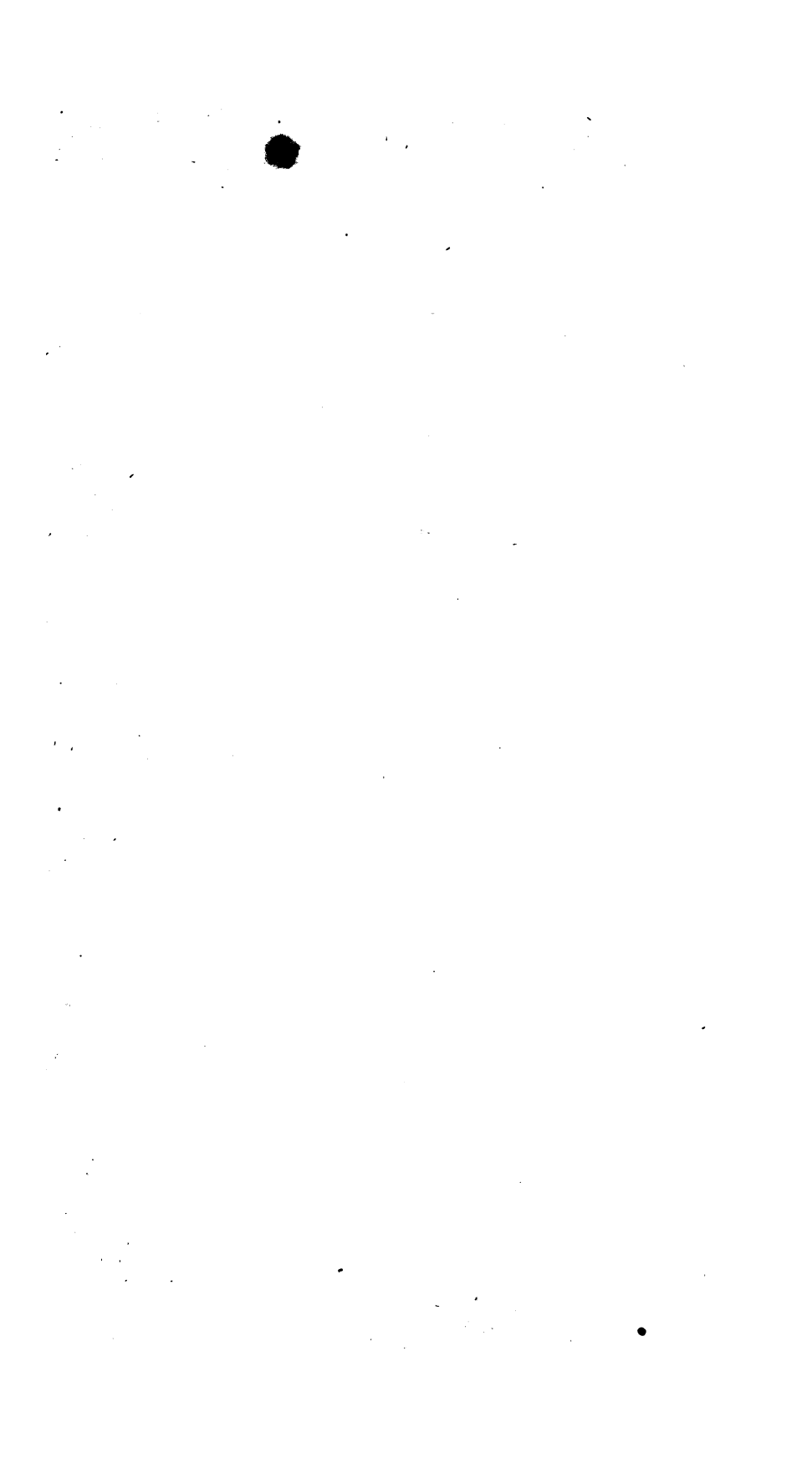
Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

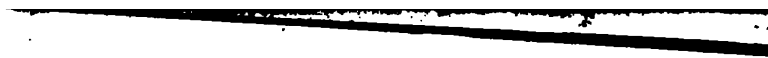




6000544050









HISTOIRE
DES
DEUX RESTAURATIONS

IMPRIMERIE DE J. CLAYE ET C^e
RUE SAINT-BENOIT, 7.

HISTOIRE
DES
DEUX RESTAURATIONS



IMPRIMERIE DE J CLAYE ET C^e
RUE SAINT-BENOIT, 7.



CHUTE DE L'EMPIRE
HISTOIRE
DES
DEUX
RESTAURATIONS

JUSQU'A LA CHUTE DE CHARLES X

PAR
ACHILLE DE VAULABELLE

—•••—
TOME SEPTIÈME



PARIS

PERROTIN, ÉDITEUR DE LA MÉTHODE WILHEM
ET DE L'ORPHÉON

RUE FONTAINE-MOLIÈRE, 41

—
M DCCC LIV

237. e. 347

HISTOIRE

DES

DEUX RESTAURATIONS

JUSQU'À LA CHUTE DE CHARLES X

CHAPITRE PREMIER

SOMMAIRE.— Chute du ministère Villèle. Avènement du ministère Martignac; sa position, ses premiers actes. Nomination de M. de Vatissani au ministère de l'instruction publique. Composition politique de la Chambre; forces de chaque parti.— **INSURRECTION DE LA GRÈCE.** Rhigas, Czerny Georges. Association des *Philomuses*. Société secrète de l'*Hétérie*; éphories. Offres faites au comte Jean Capo-d'Istria et au général Alexandre Ypsilantis; entretien de ce dernier avec l'empereur Alexandre. — Ali, pacha de Janina, appelle la Grèce aux armes; les Grecs se divisent entre Ali et le sultan Mahmoud. Siège de Janina. Ali devient membre de l'*Hétérie*. — Alexandre Ypsilantis donne le signal de l'insurrection: il entre en Moldavie; sa défaite, sa captivité. Insurrection de la Morée. Massacres à Constantinople. Première rencontre entre la flotte du sultan et la marine grecque. *Le brûlot*. Congrès d'Épidaure. La Grèce proclame son indépendance. — Chute de Janina; mort d'Ali. — Massacres de Chios. L'insurrection en 1822, 1823 et 1824; sa faiblesse politique et ses succès militaires. Découragement des Turcs. Le sultan demande le secours du pacha d'Égypte; état de ce pays; administration de Mohammed-Ali; il reçoit le pachalik de Morée; départ d'une expédition sous les ordres de son fils Ibrahim-Pacha. La flotte égyptienne est dispersée. Anarchie dans le gouvernement grec. Offre de la couronne de la Grèce au duc de Nemours; le général Sébastiani; Benjamin Constant; plans de campagne envoyés de Paris. — Débarquement de l'armée égyptienne à Modon. Siège et prise de Navarin. Ibrahim entre à Tripolizza; sa marche sur Napoli de Romanie; il est repoussé. Kanaris dans le port d'Alexandrie. Position d'Ibrahim en Morée; des renforts lui sont envoyés d'Égypte. — *Siège de Missolonghi*: lettre du Ser-Asker Rachyd à Ibrahim; intervention de ce dernier. Défense de la ville pendant quinze mois; ses habitants l'abandonnent; sa destruction. — Situation de la Grèce: misère, anarchie. Chute de la citadelle d'Athènes. — Intervention de la diplomatie; secours donnés par les populations européennes. *Protocole du 4 avril 1826*. Destruction des janissaires. Conférences d'Akermann. *Traité de Londres du 6 juillet 1827*. Envoi de trois escadres dans les mers de la Grèce. **BATAILLE DE NAVARIN.** Déclaration des ministres anglais. — *Ouverture de la session de 1828*. Discours du roi. Vérification des pouvoirs. Démission de MM. de Chabrol et de Frayssinous. M. Royer-Collard est nommé président de la Chambre. MM. Hyde de Neuville et Feutrier remplacent les ministres démissionnaires. Discussion de l'adresse; réponse du roi. — Elections partielles. Réunions préparatoires publiques à Paris. — Nomination du baron de Damas comme gouverneur du duc de Bordeaux.

1828.— *Le Moniteur* du 1^{er} janvier trompa l'attente publique: il ne contenait pas la liste du nouveau ministère. L'irritation de Charles X contre les royalistes dont les attaques avaient

contribué le plus activement à la chute de M. de Villèle ; la persistance de ce prince à rayer leurs noms des listes mises sous ses yeux par M. de Chabrol, entre autres les noms de MM. de Chateaubriand et de Labourdonnaie ; le soin que prenait le président du conseil de faire écarter de ces listes les candidats, amis personnels du roi, et dont l'influence pouvait se substituer, auprès de ce dernier, à l'ascendant que lui-même entendait conserver ; la répugnance des hommes politiques, dont on sollicitait le concours, à subir le rôle de prête-noms de leurs prédécesseurs et à recueillir ainsi l'héritage de leur impopularité, telles étaient les causes qui avaient successivement fait avorter les laborieux efforts de M. de Chabrol pour la formation définitive d'un cabinet. Ce fut seulement le 2 janvier que ce négociateur crut enfin être parvenu à constituer un ministère dont la composition pouvait donner une satisfaction suffisante à l'opinion publique, sans cependant heurter trop vivement la passion de Charles X qui, dans ce premier moment, repoussait jusqu'à l'apparence d'un désaveu du système politique suivi depuis 1822. Jusque-là, M. de Villèle et ses collègues n'avaient pas cessé de se rendre aux Tuileries pour l'expédition des affaires courantes. Chacune de ces visites, épiée attentivement, devenait, dans les journaux, l'objet des commentaires les plus contradictoires, selon que les ministres demeuraient plus ou moins longtemps dans le cabinet du roi, ou que leur physionomie, lorsqu'ils y étaient entrés ou en étaient sortis, portait l'empreinte d'une préoccupation chagrine ou d'une ferme assurance. Le 3, au lever de Charles X, une certaine agitation inquiète, remarquée parmi les courtisans, fit pressentir le terme de la crise qui, depuis un mois, agitait tous les esprits ; les ministres, il est vrai, parurent au palais à l'heure habituelle, et leur réunion ne se prolongea pas au delà du temps ordinaire ; mais, contre la coutume, chacun d'eux sortit isolément du cabinet du roi, et M. de Chabrol, resté le dernier, ne quitta Charles X que longtemps après le départ de ses collègues. Ce ministre revint plusieurs fois dans la journée ; le soir, le nouveau cabinet était agréé par le roi, et ses membres se réunissaient chez le ministre de la marine pour concerter les

moyens d'aborder sans désavantage la nouvelle Chambre des députés. Quelques-uns d'entre eux, redoutant l'influence des ministres démissionnaires sur les membres réélus de l'ancien côté droit, et craignant qu'ils n'exercassent sur cette partie de l'Assemblée une action qui les rendit les arbitres de la majorité, exigeaient que MM. de Villèle, Corbière et Peyronnet allassent siéger à la Chambre des pairs. M. de Chabrol annonça qu'il n'était pas autorisé à cette concession; ces mots devinrent le signal d'une rupture; on se sépara; le nouveau cabinet se trouvait dissous. Un de ses membres, M. de Saint-Cricq, ne perdit cependant pas courage; il employa toute la nuit et la matinée du lendemain en démarches et en négociations; MM. de Villèle et de Peyronnet, après une courte résistance, consentirent à accepter la pairie; et, le 5 janvier, *le Moniteur* publiait enfin une ordonnance datée du 4, dont l'article 1^{er} contenait les nominations suivantes :

M. Portalis, au ministère de la justice;

M. de La Ferronnays, au ministère des affaires étrangères;

M. de Caux, au ministère de l'*administration de la guerre*, la présentation aux emplois vacants dans l'armée étant réservée au Dauphin;

M. de Martignac, au ministère de l'intérieur, dont on retranchait les attributions relatives au commerce et aux manufactures, qui devenaient une annexe du bureau du commerce et des colonies;

M. de Saint-Cricq, à la présidence du conseil supérieur du commerce et des colonies, avec le titre de ministre secrétaire d'État;

M. Roy, au ministère des finances.

L'article 2 statuait « qu'à l'avenir, l'instruction publique ne ferait plus partie du ministère des affaires ecclésiastiques. »

Deux autres ordonnances portant la même date, nommaient pairs de France MM. de Villèle, Corbière et Peyronnet qui recevaient, en outre, le titre de ministres d'État ainsi que MM. de Damas et de Clermont-Tonnerre.

Bien que l'instruction publique cessât d'être confiée aux

mêmes mains qui administraient les cultes, et malgré la chute des membres les plus impopulaires du dernier cabinet, l'ordonnance du 4 janvier constituait moins un changement de ministère qu'une simple modification dans le personnel ministériel. Non-seulement MM. de Chabrol et de Frayssinous restaient en fonctions, mais M. de Saint-Cricq, président du bureau du commerce sous l'administration précédente, ne faisait que changer de titre; on érigeait ses anciennes attributions en département ministériel comme pour consacrer l'importance acquise dans notre nouvel état social par le commerce et l'industrie, ces deux puissants éléments de la richesse et de la force des classes moyennes. MM. de Villèle, Corbière, Peyronnet, de Damas et de Clermont-Tonnerre abandonnaient, à la vérité, leurs portefeuilles, mais MM. de Martignac et de Caux, envoyés à la Chambre par l'influence des derniers ministres, avaient également appartenu à la précédente administration, ainsi que M. de La Ferronnays; celui-ci, comme ambassadeur à Saint-Petersbourg; M. de Martignac, comme conseiller d'État et directeur de l'enregistrement et des domaines, et M. de Caux à titre de directeur d'un des services du ministère de la guerre. Seuls, MM. Roy et Portalis avaient montré, en plusieurs circonstances, une certaine opposition au système personifié dans les ministres déchus, opposition timide, circonscrite dans quelques discours prononcés sur des questions spéciales, et qui ne mettait pas entre eux et leurs prédécesseurs une séparation assez profonde pour offrir une garantie suffisante aux adversaires de l'ancien cabinet. Les nominations du 4 janvier ne rencontrèrent donc dans tous les partis qu'un sentiment de défiance ou d'irritation. « Ce ministère n'est que l'ombre de l'ancien, disaient les libéraux; ce n'est qu'un mélange de trainards de l'administration vaincue. M. de Villèle, qui l'a formé, n'attend que le moment favorable pour en reprendre la direction officielle. » — « Son caractère est celui d'un cabinet de transition, » disaient à leur tour les membres de la contre-opposition royaliste, en faisant remarquer que MM. de Chateaubriand, de Labourdonnaie et Delalot restaient en dehors de l'administration nouvelle. « Un ministère

doit représenter les opinions dominantes et les talents élevés de la Chambre, ajoutaient-ils ; le nouveau cabinet ne renferme pas cette double condition de force et de durée ; il manque d'une raison suffisante d'exister ; il n'est pas né viable. » Dans leur mécontentement de la chute de M. de Villèle, les amis de ce ministre reprochaient eux-mêmes à la nouvelle combinaison ministérielle « de ne présenter aucun des ces noms qui sont l'expression d'une doctrine et le gage d'une capacité éprouvée dans le maniement des grands intérêts d'une nation. » Toutes les nuances de l'opposition étaient, en outre, d'accord pour critiquer avec force l'étrange position faite à M. de Caux par la disposition qui ne lui confiait que la partie administrative du département de la guerre, et réservait au Dauphin, personne essentiellement irresponsable, la présentation à tous les grades de l'armée, quand l'avancement des officiers, réglé par une loi, engageait, pour chaque nomination, la responsabilité ministérielle.

La destitution de M. Delavau, remplacé par M. de Belleyme, procureur du roi à Paris, et la suppression de la direction de la police générale au ministère de l'intérieur, qui entraînait la retraite de M. Franchet, furent impuissantes à calmer les esprits. Cette double satisfaction était exigée trop impérieusement par l'opinion publique pour qu'on en sût gré aux nouveaux ministres. On ne pouvait davantage leur tenir compte de deux mesures prises quelques jours plus tard, et qui ne faisaient, pour ainsi dire, que régulariser la position de MM. de Caux et de Saint-Cricq : une ordonnance du 17 janvier rendit au premier le titre de *ministre de la guerre*, et lui restitua la nomination aux grades vacants dans l'armée, avec cette restriction « que ces nominations auraient lieu sur la présentation du Dauphin ; » une seconde ordonnance, en date du 20, substitua au titre d'abord donné à M. de Saint-Cricq, celui de ministre secrétaire d'État au département du commerce et des manufactures.

Ces différents actes, témoignage singulier des tâtonnements, des hésitations et des embarras du ministère, dans ces premiè-

jours, étaient sans signification sérieuse pour la marche politique qu'il comptait adopter. Placés, il est vrai, entre les accusations des journaux de toutes les oppositions qui leur reprochaient de n'être que les continuateurs du système tombé, et les éloges des anciennes feuilles ministérielles qui les félicitaient de leur résistance aux déclamations de la presse révolutionnaire; obligés, d'un autre côté, de ménager les préjugés et les défiances de la couronne, les ministres ne voyaient autour d'eux que des écueils, et craignant de s'y briser dès les premiers pas, ils évitaient de s'engager. Cependant la Session approchait; encore quelques jours, et ils se trouveraient en présence de la nouvelle Assemblée; ils voulurent donner à la majorité de la chambre un gage de leur résolution à la suivre dans la voie tracée par le dernier mouvement électoral. L'existence des Jésuites et leur active intervention dans l'enseignement public étaient les deux griefs qui passionnaient le plus vivement l'opinion : le 22, *le Moniteur* publia un rapport signé de M. Portalis, approuvé par le roi, et qui chargeait une commission de neuf membres « d'examiner les mesures que pouvait nécessiter l'exécution des lois du royaume dans l'enseignement des écoles ecclésiastiques secondaires. » La légalité de l'existence des Jésuites en France, tel devait être en réalité l'objet soumis à l'examen de cette commission, qui avait pour membres : MM. de Quélen, archevêque de Paris; vicomte Lainé, baron Séguier et baron Mounier, pairs de France; Feutrier, évêque de Beauvais; comte Alexis de Noailles, comte de Labourdonnaie, Dupin aîné, députés; de Courville, membre du conseil de l'Université.

La majorité de ces commissaires était favorable plutôt qu'hostile à la compagnie de Jésus; tous les organes de la congrégation n'en poussèrent pas moins un immense cri d'alarme : flétrissant la mesure comme une concession scandaleuse faite à l'esprit révolutionnaire, ils y voyaient le début d'une persécution depuis longtemps préparée contre la religion et ses ministres. D'un autre côté, l'opposition, mise en défiance par les noms des commissaires, ne faisait pas entendre des plaintes moins vives : la création de cette commission, disaient ses jour-

naux, n'était qu'un expédient destiné par les ministres à tromper l'impatience de l'opinion et à gagner du temps; la question n'avait nul besoin d'examen, ajoutaient-ils; elle était décidée par les faits et par les lois.

Ces clameurs et ces plaintes, proférées par tous les partis, laissaient le ministère dans un isolement qui donna promptement naissance au bruit de sa chute prochaine. Bientôt on annonça qu'il était en pleine dissolution, et chaque journal publia sa liste de nouveaux ministres. *Le Moniteur*, avidement interrogé, gardait pourtant le silence. Enfin, une ordonnance parut : mais loin d'apporter le moindre changement dans le cabinet, elle venait, au contraire, le compléter. L'instruction publique, détachée du ministère des affaires ecclésiastiques, était restée sans titulaire; cette administration, érigée en département ministériel, fut confiée, le 1^{er} février, à M. de Vatisménil, cet ancien membre du parquet de Paris dont nous avons dit les violences comme secrétaire général du département de la justice, fonction qu'il avait abandonnée, en 1824, au baron de Crouseilhès, pour aller s'asseoir au parquet de la cour de cassation (1). Cette nomination souleva les protestations les plus véhémentes, même parmi les royalistes de la contre-opposition. « Nous marchons de surprise en surprise, s'écriait le *journal des Débats* du 3 février; cette nomination n'est pas propre à faire revenir la France de sa stupeur. Affilié depuis longtemps aux congrégations, imbu de leurs doctrines mystérieuses, M. de Vatisménil n'aura plus qu'à les faire prévaloir sur le droit commun universitaire. Les jésuites sont tout prêts; le pacte est formé entre eux et la Congrégation; c'est du haut de la chaire du grand-maître qu'il sera proclamé. » Mais le public était réservé à un autre étonnement : par un de ces retours trop communs parmi les adorateurs de la puissance ou les courtisans de la popularité, et dont les esprits exaltés, les imaginations

1. Le baron de Crouseilhès était membre de la congrégation des missions; il est devenu pair de France sous le règne de Louis-Philippe, ministre de la République après la révolution de février 1848, et sénateur après le coup d'État du 2 décembre 1851.

passionnées donnent des plus éclatants exemples, M. de Vatisménil signala son entrée en fonctions par une circulaire qui était un complet démenti à tout son passé. Le nouveau grand-maitre, dans ce document, ne se bornait pas à exiger de tous les fonctionnaires de l'Université le respect de la liberté des consciences et l'amour des libertés nationales; il les sollicitait de former des citoyens éclairés, et leur recommandait avec chaleur le développement de l'instruction primaire comme un moyen de donner aux classes laborieuses un bonheur et une aisance qui les rendraient plus morales et plus calmes. — Un des organes de la gauche, obligé de louer ce langage, faisait suivre ses éloges de la réflexion suivante : « Voilà un de ces changements de rôle qui renversent toutes les idées et confirment ce mot de Montaigne : *il n'y a rien de plus divers et de plus ondoyant que l'homme.* »

Les ministres se défendaient de leurs incertitudes et de leur inaction en faisant observer que la Chambre se trouvait divisée en plusieurs fractions au milieu desquelles il était difficile de découvrir la majorité. Cette majorité, dans ses nuances diverses, paraissait ouvertement hostile à M. de Villèle; ce ministre venait de se retirer devant elle : mais l'esprit politique qui animerait ses délibérations et ses actes ultérieurs s'inspirerait-il des principes de la gauche ou des doctrines de la droite? La composition de l'Assemblée pouvait laisser, en effet, quelque incertitude sur ce point.

Le chiffre normal des membres de la Chambre était de quatre cent dix-neuf; mais quarante-cinq à cinquante nominations faites en double ou en triple réduisaient à trois cent soixante-dix, environ, le nombre des députés appelés à prendre part aux premiers travaux de la session. Pour ne citer qu'un seul exemple de ces choix multiples, exemple qui peut caractériser l'esprit des dernières élections, M. Royer-Collard avait obtenu à lui seul sept nominations, tandis que M. de Peyronnet, présenté et soutenu par le gouvernement dans plusieurs collèges, n'avait pu être élu nulle part. Les trois cent soixante-dix députés composant alors l'Assemblée se partageaient en quatre groupes. Le premier, le

plus nombreux, formé des libéraux proprement dits, s'élevait à près de cent soixante-dix membres. Le second réunissait tous les députés congréganistes ou non, qui soutenaient le système de gouvernement personnifié dans MM. de Villèle, Corbière et Peyronnet ; il comptait cent vingt-cinq à cent trente membres. Restaient soixante-dix députés environ divisés en deux fractions à peu près égales en nombre, et qui avaient pour guides, l'une M. de Labourdonnaie, l'autre MM. Hyde de Neuville, Delalot et Agier ; la première prenait dans l'ancienne Chambre le nom d'*extrême droite*, la seconde, celui de *centre droit*. Les députés libéraux se réunissaient rue Grange-Batelière dans un cercle qui empruntait son nom à cette rue et que les journaux congréganistes désignaient sous le titre de *Club des Jacobins* ; M. Piet continuait à recevoir les amis de M. de Villèle ; chacune des deux autres fractions s'assemblait dans le salon de M. Agier ou dans celui de M. de Labourdonnaie. L'opposition de ce dernier et des députés groupés autour de lui avait été une querelle de personnes plutôt qu'une question de doctrines ; désarmés de leurs principaux griefs par la chute de M. de Villèle, et obligés, par leur petit nombre, de renoncer à exercer une influence qui leur fût propre, ces députés étaient entraînés vers la *société Piet* par leurs affinités naturelles et par leurs passions ; aussi, les votes de ces deux groupes devaient-ils bientôt reconstituer, en se confondant, un *côté droit* dont la force balançait celle des cent soixante-dix membres du *côté gauche*. Dans cette situation, les vingt-cinq à trente membres de la *réunion Agier* disposaient de la majorité ; cette majorité se trouverait à gauche ou à droite, selon que les députés de cette réunion, désignés par les amis du dernier cabinet sous le titre injurieux de *parti de la défection*, se porteraient de l'un ou de l'autre côté.

Le ministère n'appartenait, à proprement parler, à aucune des deux grandes fractions de l'Assemblée. Sur quel parti politique prendrait-il son point d'appui ? L'incertitude où l'on était à cet égard faisait attendre les déclarations du discours de la couronne avec une impatience d'autant plus vive, que les ministres avaient à se prononcer, à la fois, sur les difficultés créées,

à l'intérieur, par les violences de la dernière administration, et sur une question de politique extérieure qui, depuis sept années, passionnait la France, agitait l'Europe, et dont la solution, d'ailleurs, intéressait la paix du monde.

On sait l'influence de la Grèce sur le monde antique. Nous ne rappellerons pas son rôle dans la lutte engagée, durant le moyen âge, entre le monde chrétien et le monde musulman. Nous nous bornerons à dire que, dans les premières années du XVIII^e siècle, lorsque cette terre, îles et continent, eut complètement passé sous la domination turke¹, sa population ne se soumit pas tout entière au joug des nouveaux maîtres. Quelques hommes intrépides, retranchés au milieu des âpres et difficiles montagnes de la contrée, y continuèrent la lutte et, sous le nom de *Klephtes*, parvinrent, au prix des plus rudes combats et des plus durs sacrifices, à maintenir leur indépendance. Le reste se courba. La loi de la conquête donnait au vainqueur tous les biens des vaincus. La classe qui, sous le régime tombé, possédait l'influence et les richesses, se livra sans réserve aux conquérants, et ses membres obtinrent, en récompense, sous le titre de *Khodjabachys* ou *Primats*, une partie de l'administration civile du pays, entre autres la mission de percevoir les taxes imposées sur leurs concitoyens. La masse de ceux-ci, réduite à travailler, au profit des nouveaux propriétaires, un sol qui ne lui appartenait plus, devint, sous la dénomination de *Rayas*, le jouet et la proie des Primats et des Turks. Toute énergie et toute intelligence parurent s'éteindre par degrés dans cette malheureuse contrée, et la Grèce semblait descendue au rang des provinces les plus ignorantes et les plus misérables de l'empire ottoman, lorsque la secousse imprimée au monde par la Révolution française, vint y réveiller le sentiment de la nationalité perdue. A ce bruit lointain de liberté, des cœurs généreux s'émurent, et quelques esprits passionnés rêvèrent le retour de la patrie à l'ancienne indépendance. Rhigas, entre autres, entreprit la délivrance de

1. Ce fut en 1715 que Ahmed III reprit la Morée aux Vénitiens et leur enleva les deux petites places de Spinalonga et de Suda, en Candie, leurs dernières possessions dans l'Archipel.

ses compatriotes à l'aide d'une organisation politique secrète dont il secondait l'active propagation par des publications et par des chants patriotiques qui exaltaient les imaginations, enflammaient les esprits et portaient dans toutes les âmes la haine des oppresseurs¹. Ce travail insurrectionnel était déjà fort étendu lorsque des dénonciations l'obligèrent à chercher un abri momentané sur le territoire autrichien; il n'y trouva pas l'asile qu'il avait espéré; le cabinet de Vienne, au mois de mai 1798, le livra aux Turks qui le firent périr en le noyant dans le Danube. Les germes qu'il avait semés ne demeurèrent cependant pas inféconds: les îles Ioniennes, au mois de mars 1800, se constituaient en république, et quatre ans plus tard, en 1804, la Serbie, à la voix de Czerny Georges, se révoltait contre les Turks. Mais pendant que dans la mer d'Ionie et dans les provinces danubiennes, des populations d'origine hellénique se livraient à des efforts isolés et prématurés, les îles et le continent de la Grèce proprement dite voyaient s'opérer dans leur sein un silencieux travail de transformation matérielle et morale qui devait amener le triomphe de la cause à laquelle Rhigas avait donné sa vie.

La lutte prolongée de la France contre l'Europe, en retenant captifs dans nos ports et dans ceux de l'Italie les nombreux navires employés autrefois à la navigation et au cabotage de la Méditerranée, livrait le commerce entier de cette mer aux habitants de l'Archipel. Les profits de cette espèce de monopole maritime, accrus incessamment, ne tardèrent pas à créer dans les ports de la Grèce une marine nombreuse et tout un peuple d'armateurs et de matelots; au bout de quelques années, la population sur tous les points de la côte et des îles avait augmenté; l'industrie avait pénétré dans les villes, et le numéraire, devenu plus abondant, avait fait succéder l'aisance à la misère. En un mot, une classe nouvelle venait de prendre place, dans la nation grecque, entre les *Rayas* opprimés et les *Primats* oppresseurs, classe puissante par son activité, par ses richesses, et qui ne

1. Un de ces chants, connu sous le titre d'*Hymne de Rhigas*, et demeuré un des chants nationaux de la Grèce, est une imitation de notre *Marseillaise*.

tarda pas à concentrer dans ses mains une partie des forces matérielles et toute la force morale du pays. Cette classe moyenne possédait en 1815 près de six cents bâtiments de commerce montés par vingt-cinq mille marins. Le bien-être amène l'indépendance ; celle-ci appelle les lumières. D'abord, quelques négociants envoyèrent leurs enfants dans les collèges et dans les universités du sud et de l'est de l'Europe ; et bientôt, une *Société* dite d'*Athènes* ou des *Philomuses* (amis des Muses), s'occupa de fonder, non-seulement en Grèce, mais dans un grand nombre de villes turques, même à Constantinople, des écoles nationales pour lesquelles on sollicita les secours de tous les Grecs marquants répandus en Europe. Un de ceux-ci, le comte Jean Capo d'Istria, ministre de l'empereur Alexandre, ne se contenta pas d'accepter le titre de membre de cette association et de lui venir généreusement en aide ; plénipotentiaire de la Russie au congrès de Vienne, il intervint auprès des souverains, des ministres réunis à ce congrès, pour les intéresser à l'œuvre de ses compatriotes, et en obtint de larges souscriptions.

Pendant qu'à Vienne les rois de l'Europe encourageaient ainsi la régénération intellectuelle de la population grecque, trois hommes obscurs de Constantinople, nommés Skoufas, Xanthos et Dikeos¹, cherchaient en commun, à quelques pas du palais du sultan, les moyens de relever la nation grecque de l'abaissement où la conquête musulmane l'avait fait tomber. Les Albanais et les Grecs de certains cantons de l'Épire et de la Thessalie avaient coutume, depuis plus de deux siècles, de s'unir par les liens d'une fraternité appelée *Adelphopoïésis*, et qui les obligeait à se secourir, à s'entr'aider dans toutes les circonstances de leur vie². Cette institution, qui était connue de Skoufas et de ses deux compagnons, leur inspira la pensée

1. Dikeos était un archimandrite qui joua, plus tard, un rôle actif dans l'insurrection grecque sous le nom de Papa-Fléchas.

2. *Ἀδελφopoïήσις* (fraternisation). L'union se formait ainsi : les contractants, revêtus de leurs habits les plus riches, se rendaient dans une église, se présentaient devant l'autel, et là, échangeant leurs armes et se donnant la main, ils s'entretenaient et prononçaient ces paroles : « Ta vie est ma vie, mon âme

de créer une société plus vaste dans son action et dans son but. L'association nouvelle prendrait le titre d'*hétérie amicale*¹; ses membres auraient pour devoir d'éteindre les inimitiés dans chaque famille et d'arriver, par l'union de tous les Grecs, à l'affranchissement de leur race; chaque récipiendaire devait prêter, sur la croix et entre les mains d'un prêtre, le serment de consacrer à l'indépendance de la Grèce sa fortune et ses talents; il s'obligerait, en outre, à la soumission et au silence, et prendrait l'engagement de procurer immédiatement des subsides à la caisse nationale. On n'y admettrait aucun musulman.

L'adoption de ce plan avait lieu au mois d'octobre 1815, au même moment où les souverains, réunis à Vienne, accueillaient par des dons abondants les démarches faites, au nom des *amis des muses*, par le comte Capo d'Istria. Ces témoignages de sympathie ne tardèrent pas à être connus des Grecs de Constantinople. Les fondateurs de l'*hétérie* s'empressèrent d'en utiliser la nouvelle au profit de leur apostolat: ils annoncèrent mystérieusement autour d'eux que l'*hétérie* et la société des *Philomusés* formaient les deux branches d'une même association soumise à la direction de personnages puissants dont ils n'étaient que les agents subalternes. Aidés par cette fable, mais surtout par le nom de l'empereur de Russie, qu'ils avaient le soin de faire constamment intervenir dans leurs confidences et dans leurs promesses, ils parvinrent à réunir, en peu de temps, un nombre assez considérable d'adeptes. Ce succès les porta à étendre au delà de Constantinople le développement et l'action de la société. Galatis, Grec d'Ithaque, fut envoyé, au mois de janvier 1816, en Moldavie et en Valachie; Athanase Tsakaloff, fils d'un négociant de Moscou, partit, à son tour, dans les premiers jours de 1817, pour le Péloponèse, où sa parole ardente,

est ton âme. » Une telle liaison était indissoluble. Si un des associés allait en expédition ou s'absentait pour quelque autre cause que ce fût, ses champs étaient labourés par son frère adoptif, qui prenait soin, en outre, de la famille de l'absent comme de la sienne propre.

1. *Εταιρεία* (association, compagnonnage).

secondée par de chaleureux appels à la haine contre les oppresseurs, et par des invocations à d'anciennes prophéties ou à des révélations récentes, ne tarda pas à donner à l'association un grand nombre de Klephtes, de marchands, de marins, et jusqu'à des Primats. Ces missions se multiplièrent, et l'*Hétérie*, sous leur influence, fit des progrès si rapides que, dans le courant de 1818, trois ans après sa fondation, Smyrne, Chios, Samos, Missolonghi, Janina, Bucharest, Jassy, Moscou, Pesth, Trieste et nombre d'autres villes importantes, comptaient une foule d'adhésions. Markos Botanis, Georgios l'Olympien, Kyriakoulis, Petros Mavro-Michaëlis, Antonios Kriësis, Lazaros Koundouriotis, quinze à vingt archevêques, plusieurs princes du *Fanar*, figuraient à cette époque parmi les principaux hétéristes¹.

Placée à une grande distance et en dehors, pour ainsi dire, des territoires où l'*Hétérie* exerçait sa principale influence, Constantinople avait une position excentrique qui était une entrave à l'activité de la propagande; on convint d'y laisser le siège du comité dirigeant, et des *éphories* ou commissions établies dans toutes les villes importantes de la Turquie d'Europe, de la Moldo-Valachie, de l'empire russe, et dont les membres étaient élus par les hétéristes de la localité, furent chargées de diriger les efforts des affiliés de chaque province, d'en centraliser les souscriptions, et de correspondre avec le comité constantinopolitain. Cette organisation imprima un nouvel élan au développement de la société; ses membres, en 1819, couvraient, pour ainsi dire, le sol de l'ancienne Grèce; et le gouvernement turc, insouciant témoin de ce hardi travail insurrectionnel, pratiqué à découvert, au grand jour, en fut, sans doute, resté encore longtemps le spectateur impassible, si quelques chancelleries européennes ne lui en eussent montré le péril. Le Divan sortit de sa torpeur; un grand nombre d'écoles grecques furent fermées; les pachas reçurent l'ordre d'exercer une surveillance active sur les rayas de leurs provinces. Les *éphories* prirent l'alarme, et un grand nombre demandèrent le

1. Le *Fanar* est un quartier de Constantinople habité par l'aristocratie grecque.

signal du soulèvement avec une insistance d'autant plus vive, que l'on accusait justement les chefs hétéristes de Constantinople de dévorer en profusions honteuses l'argent destiné à l'œuvre de la régénération nationale. Bien que les sommes envoyées dans cette capitale s'élevassent à un chiffre considérable, les membres du comité dirigeant ne cessaient pas, en effet, d'adresser aux *éphories* des demandes de fonds dont on cherchait vainement la nécessité ou l'emploi. Pour échapper à ces plaintes, et pour détourner vers des objets plus importants que des redditions de comptes, l'attention des mécontents, les chefs hétéristes de Constantinople, dans les premiers mois de 1820, prirent enfin la résolution de jeter la société dans le tumulte et les embarras d'une phase militante, et chargèrent Xanthos d'aller offrir la direction suprême du mouvement, soit au comte Capo d'Istria, soit au général Alexandre Ypsilantis, aide de camp de l'empereur de Russie. Le comte Capo d'Istria, prévenu contre Xanthos, refusa de l'écouter; Ypsilantis l'accueillit, mais il ne voulut s'engager qu'après avoir sondé les secrètes dispositions de son maître.

Pontife suprême de l'église grecque de son empire, en même temps que souverain temporel; héritier des projets de Catherine II sur Constantinople, comme du trône de cette impératrice, Alexandre témoignait, en toute occasion, la sympathie la plus vive pour les souffrances des nombreux coreligionnaires qu'il comptait dans les États du Sultan. L'expression de *barbares* lui venait souvent aux lèvres quand il parlait des Turcs, et, plus d'une fois, dans ses entretiens intimes, on l'avait entendu s'écrier : « Je ne fais encore rien pour mes pauvres Grecs ; mais, patience : l'heure de la délivrance sonnera ! » On assure qu'il connaissait l'existence de l'*hétéris*, et que plusieurs agents de la société avaient reçu de lui des secours et des encouragements. De quelle nature étaient ses promesses ? On n'a, sur ce point, que de contestables affirmations. Ce que l'on sait, c'est qu'Alexandre se promenait dans la partie la plus retirée et la plus solitaire de ses jardins de Tzarkoë-Zelo, lorsque Ypsilantis l'aborda et lui fit connaître la proposition qu'il venait de rece-

voir. L'empereur était alors en proie à un de ces accès de mélancolie et de tristesse qui signalèrent les dernières années de son existence ; il parut d'abord écouter son aide de camp avec intérêt ; puis, après l'avoir fixé longtemps en silence, il lui répondit qu'il ne devait pas accepter : « Deux révolutions venaient d'éclater dans le midi de l'Europe, disait-il¹ ; ses alliés et lui-même allaient bientôt se rencontrer à Troppau pour concerter les moyens de préserver leurs États de ce nouveau débordement révolutionnaire. Dans cette position, un coup de canon tiré sur le Danube pouvait mettre l'Europe en feu. » Ypsilantis insista : « Lasse de ses souffrances, impatiente de son affranchissement, la Grèce, répliquait-il, n'aspire qu'au moment de prendre les armes. » — « Eh bien, s'écria l'empereur entraîné par la parole enthousiaste de son aide de camp, si la Grèce entière se lève, mes Cosaques iront la seconder ! »

Ces mots décidèrent Ypsilantis : il se mit aussitôt en rapport avec les principales *éphories*, versa toute sa fortune dans la caisse de la société, et s'occupa d'organiser l'insurrection ; mais il rencontra, dès le début, des difficultés inattendues : composée de groupes isolés, sans liens antérieurs, et disséminés sur un territoire immense, l'*Hétérie* présentait des éléments nombreux de soulèvement plutôt qu'une force prête à se lever. Il fallait du temps pour donner à ces éléments le développement et la puissance de cohésion nécessaires au succès. Ypsilantis était tout entier à ce travail, et ses dispositions se trouvaient encore fort incomplètes, lorsque des événements survenus dans le voisinage de l'ancienne Grèce vinrent le contraindre de précipiter le mouvement.

Un Albanais, Ali, de Tébelen, devenu pacha de Janina, avait profité de la position de son pachalik à une des extrémités de l'empire, et du relâchement progressivement introduit dans les ressorts du pouvoir central par la turbulence séditieuse des janissaires, pour se constituer, au cœur de l'ancienne Épire, une sorte de souveraineté indépendante. Maître d'une armée et

1. Les révolutions d'Espagne et de Naples.

d'une flottille qui ne connaissaient que ses ordres, il signait des traités de paix et d'alliance avec les États voisins, et recevait à sa cour leurs représentants. Mais si la faiblesse des derniers sultans avait favorisé le développement de cette puissance qui constituait un État séparé, au milieu de l'empire turk, le sultan régnant devait apporter, dans le maintien des droits de sa couronne, une énergie fatale au pacha de Janina. Rarement un cœur plus ferme et un caractère plus absolu s'étaient rencontrés parmi les successeurs d'Othmân. Arrivé au trône en 1808, à l'âge de vingt-trois ans, et absorbé, dès le lendemain de son avènement, dans les complications d'une guerre contre la Russie, Mahmoud II, après avoir subi la *paix de Bucharest*¹, se vit obligé de lutter contre une nouvelle révolte de la Servie. Cette révolte comprimée, et l'importante forteresse de Widdin reconquise, le sultan, libre enfin de ses forces, les tourna contre Ali, et le somma de rentrer sous le niveau de l'obéissance commune. Le pacha refusa de se soumettre, et, le 23 mars 1820, pour augmenter les chances de sa résistance, il invoqua le secours des populations chrétiennes de l'Épire et de la Livadie, dans une proclamation où se présentant comme désigné par le destin pour devenir le sauveur des Hellènes, il les appelait à l'indépendance et à la liberté.

Les Grecs de cette partie de l'empire turk avaient eu dans Ali, pendant vingt ans, un persécuteur et un bourreau qui les faisait sceller tout vivants dans les murs de son palais. Une partie de la population qu'il avait si longtemps décimée et un certain nombre de capitaines klephtes, entraînés par cet appel aux armes, n'hésitèrent cependant pas à se ranger sous son drapeau. Mais la Porte, imitant l'exemple du pacha, convoqua de son côté ses *fidèles rayas* de la Livadie et de l'Épire à la destruction du tyran dont la cruauté avait porté la mort et la ruine dans leurs familles. Une foule de tribus, entre autres la tribu des Souliotes, race de guerriers intrépides, dominés par le sentiment de la vengeance, vinrent à leur tour grossir les rangs des

1. 28 mai 1812.

soldats de Mahmoud. Les Grecs, partagés entre leurs oppresseurs, se trouvaient divisés en deux camps. Les adversaires d'Ali formaient toutefois le plus grand nombre, et leurs coups, dirigés par Markos Botzaris, chef des Souliotes, contribuèrent beaucoup plus que les attaques des Turks à refouler progressivement le pacha au cœur de ses possessions. Ces défaites successives amenèrent les défections : abandonné d'abord par ses fils, ensuite par ses aghas, Ali ne tarda pas à se trouver resserré dans les murailles de Janina. Vainement il multipliait les sorties ; vainement il déployait, à l'âge de quatre-vingts ans, l'audace et l'énergie de la jeunesse, et, prodigue de ses jours, dirigeait lui-même ses soldats, tantôt en brancard, lorsque la goutte paralysait ses mouvements, tantôt à cheval, tenant suspendu aux arçons de sa selle un mousqueton de Charles XII, et portant dans une main un fusil, cadeau de Napoléon, dans l'autre un cimeterre ayant appartenu à Kérym-Ghéraï, célèbre khân de la dynastie tartare de Crimée ; tous ses efforts venaient se briser contre le nombre de ses ennemis. Ceux-ci n'ignoraient pas que, avare autant que cruel, Ali avait amassé d'immenses richesses ; on eût dit que, tentée par ces dépouilles opulentes, l'Albanie entière était accourue à Janina pour se les partager.

La saison rigoureuse ramenait chaque année les Albanais dans leurs foyers ; cette fois, pas un détachement ne s'éloigna : attachés à la proie qui allumait leur convoitise, les assiégeants ne discontinuèrent pas leurs attaques durant l'hiver de 1820 à 1821. Ali s' alarma de cette ténacité. Une jeune Grecque douée d'une beauté remarquable, et qu'il venait d'épouser, lui ayant fait connaître l'existence de l'hétérie, il voulut s'assurer l'appui de cette association. Sa jeune femme s'entremît auprès des épheores de Janina et en obtint l'admission de son époux dans la société. A peine affilié, Ali réclama les bénéfices de ce baptême politique. Markos Botzaris, ses Souliotes et tous les autres hétéristes alors réunis en grand nombre devant Janina, fidèles à la fraternité jurée, n'hésitèrent pas à se retirer, emportant avec eux la copie d'une lettre interceptée par les agents d'Ali, communiquée par ce dernier à ses nouveaux frères, et dans laquelle

Ghaleb-Effendi, favori du sultan, annonçait au ser-asker Ismaïl-Pacha, commandant l'armée de siège, la découverte de l'association hétériste, et lui enjoignait, au nom de son maître, de frapper des châtimens les plus terribles, après la chute de Janina, tous les infidèles soupçonnés d'être entrés dans ce complot. Cette lettre, transmise immédiatement à Alexandre Ypsilantis, parvint dans ses mains au moment où, de tous les côtés, lui arrivaient les plaintes les plus vives sur son inaction. On lui reprochait jusqu'à l'initiative prise par Ali. La Grèce, sous peine d'un éternel déshonneur, ne pouvait devoir sa liberté, lui disait-on, à un pacha musulman. Ypsilantis essaya d'opposer à ces sollicitations l'insuffisance des préparatifs, le défaut d'organisation, et l'inopportunité d'une insurrection qui éclaterait au moment même où les rois de l'Europe, irrités des récentes révolutions d'Espagne et de Naples, se concertaient pour les attaquer et pour les détruire. Non-seulement on refusa de l'écouter, mais nombre d'éphories lui annoncèrent qu'elles agiraient malgré lui, sans lui, le laissant responsable de tout le sang que le manque d'une direction centrale et d'un chef ferait inutilement couler. Sa résistance cessa, et le 6 mars 1821, un an après l'appel fait aux Grecs par le pacha de Janina, Ypsilantis franchit le Pruth à la tête de 3,600 hétéristes, marcha sur Jassy, s'empara de cette capitale de la Moldavie, et y proclama solennellement l'insurrection. Ce fut de cette ville qu'il écrivit à l'empereur Alexandre pour lui annoncer ce premier succès et le supplier de seconder l'hétérie. Sa dépêche trouva le czar à Laybach; toutes les sympathies religieuses de ce souverain pour les Grecs de la Turquie se réveillèrent à la lecture de la lettre de son aide de camp : « Ah ! le brave garçon ! » s'écria-t-il dans le premier entraînement. Un moment il fut incertain sur le rôle qu'il adopterait à l'égard de l'insurrection grecque. Ce fut encore M. de Metternich qui triompha de ses hésitations, en plaçant sous ses yeux de fausses correspondances établissant des rapports directs, suivis, entre les hétéristes, les libéraux français, les constitutionnels espagnols et les *carbonari* napolitains. Sacrifiant alors ses sympathies pour ses coreligionnaires à ses craintes politi-

ques et aux terreurs des rois ses alliés, il désavoua officiellement l'entreprise d'Ypsilantis « comme étant l'effet de l'exaltation qui caractérisait l'époque présente, ainsi que de l'inexpérience et de la légèreté de ce jeune homme. »

Cette déclaration, affichée par les agents de l'Autriche dans toutes les villes de la Moldavie et de la Valachie, porta un coup funeste à l'insurrection dans les provinces danubiennes. Abandonné presque aussitôt par les hétéristes timides, trahi par deux de ses principaux officiers, Savas et Vladimirescos, attaqué et poursuivi par plusieurs détachements turcs, Ypsilantis ne vit bientôt plus autour de lui que quelques centaines de jeunes gens, issus de familles riches ou nobles, pour la plupart, mais mal armés, mal organisés, et qui, atteints et cernés, le 10 juin, dans le voisinage de Sculen et de Dragatzan, se firent presque tous tuer les armes à la main. Le chef de l'hétérie échappa à ce désastre. L'Autriche lui fit offrir un refuge sur son territoire, mais à la condition de le traverser sous un autre nom que le sien, de se rendre directement à Hambourg, et de s'y embarquer pour l'Amérique. Confiant dans cette promesse, Ypsilantis entra en Hongrie; mais, arrivé à Munkatz dans les derniers jours de juin, il y fut arrêté, enfermé dans la forteresse, puis transféré dans les cachots de Thérésienstadt, en Bohême, où il expia, dans une lente et douloureuse agonie de six années, le crime d'avoir aidé au réveil d'un peuple que ses bourreaux eux-mêmes devaient bientôt admettre au rang des nations ¹.

Avant de passer le Pruth, Alexandre Ypsilantis avait transmis à toutes les *éphories* l'ordre de prendre les armes. Les *éphores* de Constantinople essayèrent de soulever les nombreux matelots grecs formant les équipages des bâtiments de guerre armés dans le port de cette capitale. La tentative avorta; les victimes furent en grand nombre, et le patriarche, sur l'ordre du sultan, excom-

1. Ypsilantis fut rendu à la liberté en 1837, après la signature du traité de Londres, qui plaçait la Grèce sous la protection de l'Angleterre, de la France et de la Russie; mais il était alors mourant, et succomba quatre mois après la bataille de Navarin, dans le courant de février 1838.

munia tous les membres de l'hétérie. Le prince Cantacuzène et Démétrius Ypsilantis, frère d'Alexandre, chargés par ce dernier de provoquer et de diriger l'insurrection dans l'ancienne Grèce, obtinrent plus de succès. A peine étaient-ils arrivés en Morée que l'archevêque hétériste Germanos appelait aux armes la population de l'ancienne Achaïe, et, le 21 mars (1821), plantait le premier, sur les murs de Calavrita, le drapeau de l'indépendance. A ce signal, les villes les plus proches se lèvent; le feu révolutionnaire s'étend, embrase bientôt toute la Morée, gagne l'isthme de Corinthe qu'il franchit, et fait invasion en Livadie. Partout on attaque les Turks, on les dépouille, on les tue ou on les contraint de se réfugier dans les forteresses. Constantinople s'émeut à la nouvelle de cette révolte sanglante : le 22 avril, une foule énorme d'imans, de mollahs, d'étudiants, de marchands, de manœuvres et de soldats, tout un peuple de musulmans fanatisés, se précipite dans les rues, sur le port, sur les places, et massacre, sans distinction d'âge, de sexe ou de rang, tout ce qui porte le costume ou parle le langage de la Grèce. Les matelots grecs saisis sur les bâtimens de guerre ou de commerce mouillés dans le port, sont jetés à la mer. Le prince Constantin Mourousis, amené devant une des portes du sérail, y est décapité. Le patriarche Grégorios, malgré l'excommunication qu'il a naguère lancée contre les hétéristes, est enlevé à l'autel où il officie, et on le pend, revêtu de ses habits pontificaux, à la porte même de son palais. Deux archevêques, deux évêques et trente Grecs du plus haut rang subissent le même sort. La Thrace, la Macédoine, l'Asie Mineure, deviennent successivement le théâtre des mêmes fureurs : toutes les riches familles grecques de ces contrées se hâtent de les fuir et d'aller chercher un asile à Ipsara, à Hydra, à Spezzia et dans d'autres îles de l'Archipel, alors soulevées, et que menace bientôt une nombreuse flotte chargée de comprimer et de punir leur révolte.

Cette flotte était attendue. Cent quarante à cent cinquante bricks marchands composant la marine des îles insurgées n'hésitent pas à marcher à la rencontre des vaisseaux de guerre du sultan Jacob Tombazis, capitaine hydriote, que le choix de ses

compagnons avait élu aux fonctions d'amiral. enviaient sans crainte l'immense disproportion qui existait entre les instruments de combat possédés par chaque parti. Les vaisseaux turcs, masses énormes, lourdes, à plusieurs rangées de canon, semblaient n'avoir besoin que de se mouvoir pour disperser et braver les légers et frêles navires des insurgés. Comment suppléer à cette inégalité? Ce fut l'objet des délibérations d'un conseil où assistaient tous les capitaines grecs. De nombreuses opinions avaient été successivement émises, puis rejetées, et l'on paraissait d'accord pour adopter un système d'attaque à force ouverte où l'abordage jouerait le principal rôle, lorsqu'un capitaine ypsariote, vieillard à cheveux blancs, se leva et dit : « En 1770, quand la flotte turke était retirée dans la baie de Tchesmeh, les Russes lancèrent au milieu d'elle des bâtiments à feu qui la réduisirent en cendres. Je fus alors un de ceux qui conduisaient ces machines incendiaires; je connais l'art de les construire, et j'en garantis le succès. »

Trois bricks sont aussitôt mis à la disposition du vieux marin qui les remplit de matières combustibles, garnit leurs bords de chemises de soufre, enveloppe les cordages de bandes de toile goudronnée ou trempée dans un mélange de camphre et d'huile, puis établit entre les mâts et les différentes extrémités de chaque navire des tuyaux conducteurs destinés à transporter rapidement la flamme sur les points les plus opposés. Ces dispositions achevées, la flotte se met à la recherche des Turks qu'elle rencontre au mouillage dans une des rades de l'île de Mitylène. Averti de l'approche des Grecs, l'amiral Mohammed-bey, sûr de les vaincre, donne à un de ses vaisseaux l'ordre de mettre à la voile pour Constantinople afin d'annoncer au capitau-pacha que les rebelles sont en vue avec toutes leurs forces, et que la journée du lendemain verra leur complète destruction. Le vaisseau sort de la rade et gagne la haute mer; bientôt les navires grecs l'entourent; un des bricks incendiaires se détache de cette ceinture mouvante, et s'avance conduit par le capitaine ypsariote Papa-Nicolas qui, abordant rapidement le vaisseau ennemi, y attache son bâtiment auquel il met le feu, se jette ensuite

dans un canot, et s'éloigne à force de rames. Au même moment la flamme brille sur un des bords du *brûlot*; bientôt elle s'étend, monte, gagne les haubans et se communique au vaisseau qu'elle embrase sur plusieurs points. Les Turks épouvantés veulent se précipiter dans leurs embarcations; mais avant que les canots soient à flot, une horrible explosion se fait entendre, et cette masse énorme, chargée de neuf cent cinquante Osmanlis, saute dans les airs, retombe et disparaît sous les eaux qu'elle laisse couvertes de cadavres et de débris.

En même temps que les marins grecs conquéraient ainsi le *brûlot*, auxiliaire terrible qui devait enlever l'empire de la mer Égée aux flottes du sultan, les places de Patras, Napoli de Malvasia, Navarin et Tripolitza tombaient successivement, dans les derniers mois de 1821, aux mains des insurgés de la Morée. L'insurrection avait ses places d'armes; elle résolut de se donner un gouvernement. Un congrès national, convoqué le 15 décembre 1821, à *Épidaure*, proclama l'indépendance de la Grèce le 1^{er} janvier 1822, puis, le 27, promulgua un acte constitutionnel qui établissait, pour le gouvernement de ce pays, un conseil exécutif de cinq membres, présidé par Mavrokordatos, et un sénat législatif composé de cinquante-neuf députés, ayant Démétrius Ypsilantis pour président. A ce moment, Janina, après un siège de plus d'une année, tombait aux mains de Kur-chid-pacha, et, le 1^{er} février, Ali payait de sa vie sa longue résistance aux soldats du sultan. Cet événement permettait à Kur-chid d'employer son armée à combattre l'insurrection; il marcha contre elle, rencontra les insurgés, et les défit complètement à Arta, pendant que la flotte ottomane, renforcée par le capitain-pacha, s'emparait de Chios, passait au fil de l'épée la population de cette île florissante, en détruisait les cultures, rasait les habitations, et réduisait à l'esclavage le petit nombre de femmes et d'enfants échappés au massacre. La vengeance ne se fit pas attendre: le 19 juin, une flottille grecque arrive devant Chios et y surprend la flotte turke au mouillage; le capitaine Kanaris aborde le vaisseau monté par le capitain-pacha, il y attache un brûlot auquel il met le feu pendant que plusieurs de ses compa-

gnous accrochent d'autres bricks incendiaires aux principaux vaisseaux ottomans. Bientôt la flamme enveloppe tous ces navires : leurs équipages essaient vainement de se sauver : ceux que l'explosion ne lance pas dans l'espace et qui ont pu se précipiter à la mer, périssent frappés par quelques débris, ou submergés avant d'avoir atteint le rivage. Lorsque la flottille grecque reprit le large, le cadavre du capitain-pacha et les restes de plusieurs milliers de matelots ou de soldats osmanlys étaient le jouet des flots qui baignent les rives de l'île où ils venaient de porter le carnage et la ruine.

Durant les six derniers mois de 1822 et pendant le cours de 1823, la lutte, malgré la disproportion des ressources et des forces de chaque parti, ne fut, des deux côtés, qu'une longue alternative de succès et de revers. Chaque pied de terrain sur le continent de l'ancienne Grèce fut vivement disputé : nombre de villes et de positions furent emportées et perdues plusieurs fois ; le combat était partout ; le sang coulait à flots : on s'égorgeait des deux parts sans relâche et sans pitié.

La population grecque, dans cette guerre acharnée, déploya une énergie et un dévouement dont peu de nations ont offert l'exemple : l'Ypsariote Kanaris, un autre marin, son émule, Andréas Miaoulis, les capitaines Markos Botzaris, Joannis Gouras, Kolokotronis, Odysséus, Nikitas, pour ne citer que quelques noms, y déployèrent une intelligence militaire et un courage dignes de la cause qu'ils s'efforçaient de rendre triomphante. Ces chefs trouvaient, à la vérité, dans la généralité des habitants un concours qui n'hésitait devant aucun sacrifice. Adultes, adolescents ou vieillards, tous, jusqu'aux femmes, prodiguaient à la cause commune leurs biens et leurs vies. Les victoires de Marathon et de Salamine furent le juste orgueil de la Grèce antique ; la Grèce moderne renouela sur plusieurs champs de bataille les prodiges de ces immortelles journées. Mais si les masses étaient admirables de patriotisme, un certain nombre de grands et de primats, naguère courtisans serviles des pachas turks, et oppresseurs de leurs coreligionnaires, faisaient preuve en revanche d'une bassesse cupide et d'une lâcheté qui rejailli-

rent sur le reste de la nation, et devinrent contre celle-ci l'occasion des accusations les plus imméritées. Possesseurs sous la domination ottomane d'une partie de la fortune publique, ces primats et ces grands demandaient surtout à l'insurrection un accroissement de richesses et le monopole du pouvoir qu'ils partageaient auparavant avec la race conquérante. Placés dans les conseils du gouvernement et dans les assemblées délibérantes, ils consumaient en dissensions jalouses et en intrigues le temps que d'autres employaient à combattre, et souvent ils détruisaient, à l'aide de mesures dictées par leur seul intérêt personnel ou leurs haines privées, les résultats des victoires les plus brillantes. On put les voir créer la guerre civile, employer les forces nationales à soutenir leurs querelles propres, et pousser l'oubli du sentiment patriotique jusqu'à discuter, en 1823, les propositions de quelques vieillards oisifs, anciens commandeurs de l'ordre de Malte qui, rêvant le rétablissement de cette milice religieuse éteinte depuis vingt-cinq ans, offraient de reconnaître la *légitimité* de l'insurrection, de la faire tolérer par les rois de la Sainte-Alliance et de lui fournir un secours de quatre millions si on consentait à leur céder la toute propriété de quelques-unes des îles insurgées. L'offre fut accueillie par plusieurs membres du gouvernement et par un grand nombre de députés et de fonctionnaires qui sollicitèrent aussitôt des agents de l'ordre, des cordons, des croix, des titres dont on les entendait déjà s'enorgueillir lorsque le cri public fit échouer cette étrange négociation.

Les gouvernements européens ne demeuraient pas étrangers à cette confusion et à ces déchirements. De nombreux agents autrichiens, anglais, italiens, établis dans les centres de l'insurrection, y semaient le découragement, y soufflaient la discorde, répandaient les nouvelles les plus sinistres et tenaient les Turcs au courant du moindre mouvement des insurgés. L'Autriche, entre autres, agissait en ennemie déclarée; sa marine était devenue celle du sultan; son pavillon protégeait tous les convois de soldats, de munitions ou d'approvisionnements nécessaires au ravitaillement des garnisons ottomanes.

La Grèce avait donc à se défendre à la fois contre les mauvaises passions de ses chefs civils et politiques, l'inimitié des rois de l'Europe et les efforts convulsifs de l'empire turk. L'héroïsme de ses soldats et de ses marins se maintint durant trois années, au niveau de la lutte, et à la fin de 1823, ils avaient dispersé six armées, détruit deux flottes, fait sauter deux amiraux et tué cinq pachas. Un autre que Mahmoud eût peut-être faibli devant cette prodigieuse résistance; puisant, au contraire, un surcroît d'énergie dans ces continuelles défaites, ce prince résolut, en 1824, de faire une quatrième campagne, et dépêcha sur tous les points de son vaste empire des kapydjy-bâchys chargés de ranimer l'ardeur des fidèles musulmans. Mais partout ses messagers ne rencontrent que le découragement ou l'effroi : l'Albanie, cette pépinière de soldats, est frappée de stupeur; ses pachas ne font que des réponses évasives; ceux des autres provinces montrent la même hésitation. Les janissaires et les galyoundjys de Constantinople, eux-mêmes, plus hardis dans leurs peurs, refusent hautement « de s'aventurer sur une terre qui dévorait les armées, disaient-ils, et dont les ports transformés en fournaises ardentes par la magie des Francs, consumaient les plus nombreuses escadres. » Cette terreur, en paralysant l'énergie des tumultueuses milices de l'empire, eût peut-être contraint Mahmoud, non de cesser, mais de suspendre la lutte faute de soldats, si les représentants de quelques puissances chrétiennes, impatientes de la chute de l'insurrection grecque, n'eussent pas donné au sultan un conseil qui eut pour résultat de lancer contre les insurgés des forces nouvelles et un nouvel adversaire.

L'Égypte ne faisait plus partie des pays soumis à l'autorité directe du sultan, lorsqu'au mois de juillet 1798, une armée française vint l'arracher au joug des *Mamlouks*, milice d'esclaves qui la gouvernait depuis deux siècles¹. Nos soldats s'y maintin-

1. Les mamlouks se recrutaient exclusivement à l'aide d'esclaves achetés très-jeunes sur les principaux marchés de l'Orient. Ils se mariaient rarement, et les enfants issus de ces unions ne pouvaient faire partie de la milice. On ne cite, dans l'espace de deux siècles, qu'une seule exception à ce principe : elle

rent pendant près de trois ans. Mais livrée en mars 1801, aux Anglais et aux Turks, par l'impéritie du général Menou, cette contrée ne tarda pas à passer sous la domination de bandes albanaises que les généraux turks y avaient laissées pour la maintenir dans l'obéissance, et que dirigeait avec une rare adresse un de leurs chefs, le bynbachy Mohammed-Ali. Appelant tour à tour, au secours de son influence, le mensonge, la corruption, la trahison et le meurtre, ce chef d'Arnautes devint bientôt le maître des troupes, et, par celles-ci, le dominateur de l'Égypte. Une fois en possession de la puissance, il acheta des membres du Divan de Constantinople la confirmation d'un pouvoir qui lui donnait, sous le simple titre de pacha, une véritable indépendance. Le paiement d'un tribut annuel et quelques marques extérieures de respect pour les ordres du sultan, ordres auxquels il n'obéissait que lorsqu'ils ne portaient aucun ombrage à son pouvoir ni le moindre dommage à sa politique, voilà les seuls liens de vassalité qui unissaient l'Égypte à l'empire turk, quand Mohammed-Ali résolut de créer dans son pachalik, avec les seules ressources du pays, une force militaire assez puissante pour le délivrer de l'incertain et coûteux appui des bandes albanaises dont la turbulence et l'avidité avaient fait sa fortune, et pour maintenir, au besoin, son usurpation, même contre le sultan. Ce fut au mois d'octobre 1820 qu'il remit aux mains de l'officier français Sève un certain nombre d'esclaves et de gens de service attachés à sa maison pour les instruire au maniement des armes et les soumettre à la discipline des troupes européennes. Ce noyau formé, Mohammed-Ali le grossit progressivement à l'aide de noirs enlevés violemment aux deux Nubies, au Sennaar, au Kourdoûan, et qui, une fois instruits et enrégimentés, servirent à leur tour à faire entrer de vive force dans les rangs des nouvelles troupes les habitants les plus valides de tous les villages répandus sur les deux rives du Nil¹. Le résultat

eut lieu en faveur de Martouk, fils de ce vieil Ibrahim-Bey qui partageait avec Mourad le commandement des mamlouks à l'époque de notre expédition.

1. Nous ferons connaître plus loin le mode de recrutement employé par Mohammed-Ali dans l'Égypte proprement dite; quant au Kourdoûan, au Sen-

répondit aux espérances de Mohammed-Ali : au bout de trois ans, il possédait une armée de plus de trente mille hommes entièrement organisés et exercés à la française. Ce fut cette force exclusivement musulmane et dont le poids écrasait l'Égypte que l'on conseilla au sultan de faire intervenir dans sa lutte contre l'insurrection grecque. Cette guerre, lui disait-on, était une guerre de religion, et lors même que Mohammed-Ali ne serait pas tenu, comme vassal du sultan, de satisfaire aux réquisitions de son suzerain, il se trouvait obligé, comme vrai croyant, de répondre à l'appel du chef de l'Islamisme. Mahmoud accueillit avidement cette ouverture, et le 16 janvier 1821, il adressait au pacha d'Égypte un firman où, le qualifiant à l'avance du titre d'*exterminateur des infidèles*, il lui donnait le pachalik de Morée : « Tâche de soumettre la Morée, lui disait-il ; mes autres pachas se chargeront de subjuguier la Roumélie ainsi que les îles de la mer Blanche (l'Archipel). » Ce firman comblait les vœux secrets du pacha. Les frais de son armée étaient hors de proportion avec ses revenus. Or, la possession de la Morée ne doublerait pas seulement sa puissance ; cette péninsule, par sa position au centre de la Méditerranée, à quelques pas de l'Italie, par le nombre et la bonté de ses ports, lui fournirait en outre des moyens faciles d'écoulement pour les produits de ses États d'Afrique. Devenu propriétaire de tout le sol de l'Égypte à l'aide de l'un des plus audacieux systèmes de spoliation que le despotisme ait inventés, Mohammed-Ali avait, en effet, transformé la fertile vallée du Nil en une ferme immense cultivée par tout un peuple, mais dont lui seul recueillait les fruits¹. A ce

mar et aux deux Nubies, le pacha procédait par masses : ses soldats allaient littéralement à la chasse des populations et enlevaient des villages entiers, hommes, femmes, vieillards et enfants. Les hommes valides entraient dans l'armée ; tout le reste, conduit sur le marché à esclaves, y était vendu au profit du pacha.

1. Le sol de l'Égypte, sous la domination mamlouke, comprenait trois classes de propriétaires : une moitié environ formait une sorte de propriété domaniale partagée entre les différents beys, qui divisaient ensuite ces fiefs viagers entre leurs kâchefs ou officiers inférieurs. Cette première moitié du territoire était le domaine spécial de la milice souveraine. Les mosquées, les établissements pieux et les particuliers possédaient l'autre moitié. Lors-

monstrueux monopole il avait ajouté celui de la vente et de l'achat des denrées ou des objets de consommation de toute nature. Seul propriétaire du territoire égyptien, Mohammed-Ali était encore l'unique fournisseur, le seul industriel de son pachalik. Mais la détresse engendrée par ce monstrueux état économique arrêta toute consommation ; les fellahs allaient littéralement nus, et la population, décimée par la misère et par la faim, diminuait dans des proportions effrayantes¹. Dans cette position, la Morée devenait pour Mohammed-Ali un nouveau et vaste marché où il trouverait à la fois des ressources pour l'entretien de ses soldats, et des facilités pour écouler, soit dans le pays même, soit dans les ports européens les plus proches, les

que la trahison, l'assassinat et le massacre eurent délivré Mohammed-Ali de la rivalité des mamlouks, il se trouva naturellement substitué aux biens de ses victimes. Maître de la moitié du sol, il voulut s'approprier le reste. Les propriétés affectées aux mosquées et aux établissements pieux avaient toujours été exemptes d'impôts : le pacha, au mois de septembre 1808, exigea la moitié de leur revenu brut ; puis, dans le but de prévenir, disait-il, toute discussion sur la nature, l'étendue et le produit de ces biens, il ordonna la vérification de tous les titres de propriété. Quand ces titres furent déposés entre les mains de ses officiers, il déclara les annuler et prendre à son compte les dépenses d'entretien, les traitements, les pensions, en un mot les charges spéciales de toute nature « qui seraient reconnues nécessaires. » — Un an plus tard, il annonce qu'il a besoin de 55,000 bourses (39 millions environ). Cette somme, répartie entre les deux mille deux cents villes, bourgs ou villages existant en Égypte, présentait une moyenne de 25 bourses (17,700 fr.) par agglomération d'habitants. Cette charge dépassait les forces de la population ; les propriétaires réclamèrent en masse et firent entendre les plaintes les plus vives. Mohammed-Ali répondit qu'il était prêt à faire droit à toute réclamation qui serait fondée ; mais il ne pouvait prononcer sans examen, ajoutait-il, et chaque réclamant devait lui soumettre sa demande avec ses titres de propriété à l'appui. Les demandes furent faites, les titres furent remis ; mais, au lieu d'avoir à s'occuper des réclamations, les agents du pacha reçurent l'ordre de s'emparer immédiatement de tous les biens désignés dans les actes déposés. Quelques-unes des victimes de cette spoliation obtinrent, à l'aide de protecteurs puissants, de conserver la moitié de leurs anciens revenus, mais à titre de *pensions viagères* assises sur les produits de la *douane* ; le reste ne reçut pas un seul parah de dédommagement. Le sol de l'Égypte, après cette dernière opération, appartenait tout entier à Mohammed-Ali.

1. Un dénombrement opéré pendant notre domination portait la population de l'Égypte à 2,200,000 habitants ; ce nombre, malgré l'importation des populations nubienues, était descendu, vingt ans plus tard, au-dessous de 1,600,000 individus.

produits agricoles dont ses magasins étaient encombrés. Enfin, la perspective de sortir de l'obscurité à laquelle le condamnait son rôle de simple gouverneur d'une province d'Afrique, de se mêler aux affaires de l'Europe, de porter ses armes et son nom sur un théâtre qui fixait l'attention du monde civilisé, flattaient singulièrement l'orgueil de ce despote beaucoup trop vanté, sorte de novateur à rebours, qui sacrifiait l'Égypte et ses misérables habitants à de violents essais d'une civilisation hâtive, factice, dont les traces ont disparu même avant lui. Comme tous les oppresseurs, il vivait au milieu de tout un monde d'admirateurs à gages et de flatteurs effrontés : lorsque deux jours après l'arrivée du messenger de Mahmoud, il fit connaître, dans un grand Divan, la nouvelle faveur que lui accordait son suzerain, et qu'il annonça le prochain départ de ses troupes pour la Grèce, un de ses ministres, l'Arménien Youssouf Boghôs, s'inclinant devant lui, s'écria : « Que Dieu enlève toutes les couronnes de la terre et les pose sur ton front ! Elles t'appartiennent ; tu es le Bonaparte de l'Afrique ! »

Quatre régiments d'infanterie, forts ensemble de 16,000 hommes, un régiment de 800 chevaux, deux parcs d'artillerie de siège et de campagne, et quatre compagnies de sapeurs-mineurs, dirigés immédiatement sur Alexandrie avec les approvisionnements et le matériel nécessaires, s'embarquèrent, dans les derniers jours de juillet 1824, sur une flotte composée de 63 bâtiments de guerre égyptiens commandés, en grande partie, par des officiers de marine anglais ou français, et de 100 navires de transport portant pavillon anglais ou autrichien, et frétés par des armateurs de ces deux nations. Telle était la terreur inspirée par la marine grecque, que, malgré le pavillon étranger qui protégeait ces derniers bâtiments, leurs armateurs, dans les contrats passés avec les agents égyptiens, avaient cru devoir désigner les 17,000 soldats du pacha comme d'inoffensifs trafiquants, de simples passagers que leurs affaires ou leurs plaisirs appelaient dans les principaux ports de la Grèce.

Ibrahim-Pacha, fils aîné de Mohammed-Ali, commandait cette expédition. Il la dirigea d'abord sur l'île de Rhodes, où se trou-

vait alors mouillée la flotte du Sultan. Celle-ci ralliée, Ibrahim la joignit à la sienne et reprit le large, convaincu qu'il était assez fort pour écraser les Grecs, s'ils osaient lui barrer le passage. Les Grecs s'étaient mis, en effet, à sa recherche, et le rencontrèrent dans les eaux de Samos; ils n'avaient que cinquante voiles; les Turks, depuis la jonction des deux flottes, en comptaient plus de cent. Malgré cette disproportion de forces, l'amiral Miaoulis se porte résolûment sur l'ennemi, précédé par cinq brûlots; à la vue des navires incendiaires, plusieurs vaisseaux du Sultan prennent la fuite et vont s'échouer à la côte; les brûlots continuent d'avancer, Kanaris monte l'un d'eux; il se dirige sur une frégate portant pavillon d'amiral, s'y attache et y met le feu; d'autres bâtiments sont également incendiés; l'épouvante se met parmi les commandants turks; tous abandonnent le champ de bataille, laissant Ibrahim et ses capitaines européens soutenir seuls l'effort des Hellènes. Les bâtiments égyptiens ne tardent pas à fuir à leur tour. Vainement Ibrahim essaie de trouver un refuge dans un des ports de l'Asie Mineure; partout la flotte grecque se dresse devant lui comme une barrière mouvante, et le contraint de chercher ailleurs un abri qu'il croit trouver enfin dans une des rades de l'île de Candie. Mais Miaoulis, toujours attaché à sa poursuite, y pénètre, l'y attaque, lui coule bas une frégate et vingt transports chargés de 2,000 hommes, et disperse le reste de la flotte ainsi que le convoi. Ibrahim, après de longs efforts, rallie ses bâtiments, partie dans la rade de Boutros (golfe de Cò), partie à l'île de Rhodes, et, renvoyant à l'année suivante l'achèvement de son expédition, il ramène sa flotte à l'île de Candie où il la fait hiverner.

Pendant que Miaoulis, Kanaris et leurs marins faisaient avorter ainsi la première campagne de l'expédition égyptienne, les chefs politiques de la Grèce continuaient de s'abandonner aux plus déplorables luttes et de consumer, en de stériles et sanglants débats personnels, les ressources mises à leur disposition par les philhellènes européens, ainsi que le peu de forces qu'ils trouvaient encore dans l'inépuisable patriotisme de la population. Les propositions des représentants de l'ordre de Malte une fois

écartées, ils avaient offert tour à tour à la Russie, à l'Angleterre et à certains membres des familles royales de l'Europe la souveraineté d'un sol racheté de la servitude, au prix du sang de tout un peuple. Alexandre si favorable, d'abord, à la cause grecque, avait repoussé toutes leurs demandes, même la proposition d'un simple protectorat. Le gouvernement anglais s'était montré, pendant quelques instants, plus facile : un des chefs de sa marine, dans la Méditerranée, le commodore Hamilton avait officiellement débattu avec les chefs de la Hellade les conditions d'une sorte d'annexion de la Grèce aux îles Ioniques, possession britannique, et les avait transmises à sa cour, qui ne refusa cette offre qu'après une certaine hésitation. Repoussés dans cette double tentative, les Grecs, dociles aux ouvertures de quelques philhellènes français, se tournèrent vers le duc d'Orléans, prince riche, influent, disait-on, profondément dévoué à la cause de la Grèce, et lui demandèrent son second fils, le duc de Nemours, pour roi. Le chef de la branche cadette de Bourbon chargea le général Sébastiani de répondre en son nom : « que soumis, par sa position, à la plus grande réserve, il confiait à un publiciste éminent, véritable homme d'État, et plein de zèle pour la cause des Grecs, le soin de leur faire connaître les conditions où devait se trouver la Grèce pour que son fils pût accepter la couronne offerte. » Ce publiciste était Benjamin Constant qui, dans un mémoire longuement élaboré, déclarait : « que trois conditions étaient nécessaires pour l'acceptation de l'élection projetée : l'établissement d'un gouvernement constitué en monarchie constitutionnelle, selon les règles inscrites dans la charte française ; l'existence d'une armée régulière organisée à l'européenne, et capable de protéger le nouveau royaume au dedans comme au dehors ; enfin, l'assentiment de toutes les puissances de l'Europe. »

Ces négociations ne pouvaient évidemment aboutir, et leur issue n'avait d'autre but que la vanité des plans de campagne transmis également de Paris aux chefs insurgés, pour leur indiquer les moyens de résister victorieusement à la prochaine invasion des troupes égyptiennes. Des généraux de haut renom

n'hésitaient pas, du fond de leur cabinet, à promettre aux Grecs le plus complet triomphe sur Ibrahim, s'ils se décidaient à concentrer autour de Thèbes, qui n'existait plus depuis plusieurs siècles, 25,000 hommes de troupes régulières qui n'existaient pas. Tandis que les chefs politiques de la Grèce s'absorbaient dans ces chimériques poursuites de protection étrangère, les points les plus exposés du territoire restaient sans défense, les troupes de terre et la flotte ne recevaient ni solde, ni vivres, ni munitions. Ces désordres, que les agents de l'Autriche faisaient soigneusement connaître à Ibrahim, parurent arrivés au comble dans les derniers jours de janvier 1825. Le fils de Mohammed-Ali crut le moment favorable pour reprendre la mer; ses bâtiments se disposèrent au départ. La nouvelle de leurs préparatifs parvint promptement à Hydra. Miaoulis résolut d'arrêter une seconde fois la flotte égyptienne; mais ses matelots, privés de leur paie depuis plus d'une année, déclarèrent qu'ils ne s'embarqueraient pas avant d'avoir reçu une partie au moins de leur solde arriérée. L'amiral, tous ses capitaines, et les principaux habitants de l'île, épuisant leurs ressources personnelles, parvinrent, au bout de quelques jours, à satisfaire les équipages. Mais la mer, pendant ce temps était restée libre; la flotte égyptienne avait passé; et, le 26 février 1825, Ibrahim et son armée jetaient enfin l'ancre dans la rade de Modôn.

Situées à l'extrémité méridionale de la Morée, possédant chacune un port, et séparées l'une de l'autre par une courte distance, les trois places de Modôn, Korôn et Navarin, étaient pourvues de fortifications. Modôn et Korôn étaient demeurées aux mains des Turks; les Grecs avaient réussi à s'emparer de Navarin, et, dans ce moment-là même, ils assiégeaient Korôn, que le général égyptien se hâta de dégager et qu'il ravitailla avec les vivres et les munitions abandonnées par les assiégeants. Cette opération eut lieu le 2 mars; le 23, deux des régiments d'Ibrahim s'établissaient devant Navarin; le 25, lui-même complétait, avec le reste de son armée, l'investissement de cette place.

La nouvelle du débarquement de l'armée égyptienne fut un coup de foudre pour les chefs divisés de la Grèce: l'orage an-

noncé depuis longtemps avait enfin éclaté ; l'Afrique venait peser à son tour dans la lutte de tout le poids de ses bataillons organisés à l'européenne. Les Grecs se battaient, comme les Turks, avec tout le désordre de bandes indisciplinées que l'ignorance de toute règle et le défaut de toute organisation condamnent aux attaques tumultueuses ou aux efforts individuels. L'infériorité existait pour les Hellènes, même dans l'armement de leurs soldats ; les fusils des Arabes, munis de baïonnettes, alors que ceux des Grecs en étaient dépourvus, donnaient aux nouveaux combattants deux armes dans une seule. Ces désavantages se firent sentir dès les premières rencontres. Deux corps de Rouméliotes et de Péloponésiens, l'un de trois mille hommes, l'autre de dix mille, accourus successivement au secours de Navarin, ne purent résister au feu régulier de mousqueterie et aux charges à la baïonnette des Égyptiens ; mis en déroute dès le premier choc, ils n'essayèrent pas même de se rallier, et portèrent dans toute la Morée l'épouvante dont les avaient frappés les mouvements tout à la fois réguliers et rapides, ainsi que les meurtrières décharges de ces nouveaux adversaires.

En même temps que le gouvernement grec avait dirigé au secours de la ville assiégée les deux corps si vite dispersés, un de ses membres, Mavrokordatos, s'y était porté par mer avec quelques centaines de soldats et un détachement de volontaires italiens. Cette petite troupe, montée sur une flottille de huit navires, que commandait le capitaine hydriote Tsamados, prit position dans la rade même de Navarin, sur un îlot ou plutôt un rocher connu sous le nom d'île de Sphactéria, et qui en défend l'entrée : cet îlot, fortifié depuis le commencement du siège, était armé de canons dont les boulets battaient des deux côtés les ouvrages des Turks. Gêné par le feu de cette artillerie, Ibrahim enjoignit à Séve, devenu musulman et colonel du 6^e régiment d'infanterie, sous le nom de Souleymân-Bey, de prendre deux bataillons et d'enlever cette position. Séve embarqua ses soldats sur cinquante prames et se dirigea le 8 mai sur Sphactéria. A la vue de ce nombreux convoi de bateaux, Tsamados descend sur l'îlot avec une centaine de matelots. Ce

renfort porte la garnison à cinq cents hommes : les Égyptiens étaient quinze cents. Trois fois Sève tente d'aborder par le point où Tsamados venait de prendre terre ; il est repoussé trois fois. Partageant alors sa flottille en plusieurs divisions, il attaque la position par tous ses côtés ; quelques compagnies parviennent à débarquer et facilitent la descente des autres détachements. Les Grecs, obligés de céder au nombre, sont successivement délogés de leurs principaux postes ; une partie s'arrêtent pourtant derrière quelques faibles abris, et s'y retranchent, décidés à périr et à vendre chèrement leur vie ; le reste, avec Mavrokordatos, se réfugie sur la flottille de Tsamados.

Ce capitaine était un des plus intrépides marins de l'île d'Hydra. En 1822, dans le détroit de Chios, il avait, sans autre force que quatre briks, dispersé un vaisseau amiral et quatre frégates turkes ; en 1823, sous le mont Athos, il lutta, avec un seul navire, contre quatre bâtiments de haut-bord et parvint à leur échapper. Pressé de regagner sa flottille, il résista à toutes les instances : « En quittant Hydra, dit-il, j'ai promis à mes frères de périr plutôt que d'abandonner Sphactéria ; je dois tenir ma parole. » Un gros d'Égyptiens s'avancait en ce moment ; Tsamados se précipite sur eux, les armes à la main, et tombe bientôt percé de coups. Une vingtaine de soldats commandés par le capitaine Sahinis s'étaient retranchés dans une chapelle servant de dépôt pour les munitions de guerre ; Sève vient les y assiéger ; il leur offre la vie ; Sahinis, pour toute réponse, met le feu aux poudres et se fait sauter. Plusieurs volontaires de haut rang que la chute des révolutions de Naples et du Piémont avait jetés sur le sol de la Grèce insurgée, pour y continuer la lutte des opprimés contre les oppresseurs, perdirent la vie dans cette rencontre. Au nombre de ces généreux proscrits que l'amour de la liberté italienne avait fait lever longtemps avant l'heure, et qui, martyrs de cette cause sainte, vinrent mourir loin de la patrie, sur le rocher de Sphactéria, était le ministre piémontais dont la main avait signé l'ordre de marcher à l'armée autrichienne, le jeune et brillant comte de Santa-Rosa ¹.

1. V. tome V, chapitre 1^{er} (*Insurrection du Piémont*).

La mort de Tsamados fut connue à Hydra le 11 mai ; ses compatriotes confièrent à Miaoulis le soin de le venger. Cet amiral prenait la mer le 12 au matin, et le soir même il trouvait la flotte turko-égyptienne dans la rade de Modôn. La nuit venue, Miaoulis dirige sur les bâtiments ennemis six brûlots que leurs capitaines attachent à autant de navires égyptiens. Ces derniers, portés sur le gros de la flotte par un coup de vent venu du large, communiquent bientôt l'incendie à un vaisseau rasé, à une frégate de premier rang et à treize autres navires de moindre grandeur qui, faisant explosion l'un après l'autre, lancent leurs débris enflammés jusque sur la ville où ils mettent le feu. Les flammes ne tardent pas à gagner un dépôt de poudre qui éclate à son tour en imprimant au sol une si violente secousse que nombre d'édifices et plusieurs parties de la muraille d'enceinte sont renversés. Ce désastre était impuissant à sauver Navarin, où nul secours ne pouvait arriver depuis la chute de Sphactéria ; ses défenseurs, décimés par de nombreuses et meurtrières sorties, épuisés de vivres et de munitions, se rendirent le 18, après un siège de deux mois.

Au moment où la chute de Navarin portait l'effroi sur tous les points de la Morée, on y apprenait que 8,000 Asiatiques marchaient sur la Béotie, tandis que 30,000 Albanais, après avoir chassé l'insurrection des positions qu'elle occupait en Épire, venaient de mettre le siège devant Missolonghi. A ces nouvelles, tous les Rouméliotes répandus dans le Péloponèse quittent cette péninsule pour courir à la défense de leurs foyers. Les Moréotes réduits à leurs seules forces¹, déclarent qu'ils ne se battront pas si on ne leur rend le plus populaire de leurs anciens chefs, Théodoros Kolokotronis, alors détenu dans un couvent de l'île d'Hydra. Kolokotronis est remis à la tête des insurgés de la Morée ; mais troublé, déconcerté par la manière de combattre des régiments égyptiens, ce vieux capitaine klephte trouve une défaite dans chaque rencontre. Ses soldats d'ailleurs ne résistent plus ; battus aussitôt qu'abordés, ils ne savent plus que fuir ; les montagnes les plus difficiles, les positions les plus fortes, ne

1. La péninsule de Morée est le Péloponèse des anciens Grecs.

peuvent arrêter leurs bandes épouvantées ; ils se dispersent au seul bruit des trompettes arabes. Ibrahim avait quitté Navarin le 5 juin ; le 23, il entra dans Tripolitza, capitale de la Morée, après avoir pris et incendié Maniati, Arcadia, Kalamata, et, le 28, débouchant dans la plaine d'Argos, il se portait rapidement sur Napoli de Romanie, capitale de la Grèce. Ses forces se composaient de 4,600 hommes, son artillerie de deux pièces de campagne et d'un obusier.

Cette pointe hardie sur la capitale de l'insurrection pouvait décider du sort de la Grèce continentale. Située sur une langue de terre, au fond du golfe qui porte son nom, Napoli de Romanie était protégée du côté de la terre ferme par une montagne dont plusieurs moulins désignés sous le nom de *moulins de Lerne*, occupaient le point culminant. Ce point devenait le nœud de la défense et de l'attaque. La garnison ne comptait que six ou sept cents hommes ; Démétrius Ypsilantis que la jalousie de quelques chefs tenait dans l'inaction depuis deux ans, en prend le commandement et se porte sur les moulins avec deux cent vingt-sept soldats. Là, divisant sa petite troupe, il porte deux détachements de cent hommes chacun à droite et à gauche des moulins, et dissémine les vingt-sept soldats restants derrière les murs de maisons et de jardins placés sur la pente du plateau qui fait face à la plaine. Plusieurs mysticks s'embossent en même temps très-près de la terre, et protègent de leurs canons les deux côtés de la position. Il était quatre heures et demie du soir quand Ibrahim arriva croyant surprendre la place. Ses soldats étaient harassés de fatigue ; il ne leur donna pas le temps de se reposer, les forma en colonne d'attaque et leur fit transmettre l'ordre de se porter rapidement sur les moulins. Obligés de s'engager dans un passage étroit, resserré entre les murs des jardins et des maisons, et où ils ne peuvent se déployer, les Égyptiens se voient bientôt accueillis par un feu plongeant, vigoureusement nourri, qui jette de l'hésitation dans leurs rangs. A ce moment, les mysticks font jouer leur artillerie, et, par ces détonations, donnent à la résistance toutes les apparences d'une défense fortement organisée. Les Égyptiens s'arrêtent : trois

fois Ibrahim leur renouvelle l'ordre de se porter en avant ; ils s'ébranlent trois fois, s'avancent, puis se retirent. Cette mollesse encourage les Grecs ; ils redoublent leur feu, ils se multiplient ; les mysticks, de leur côté, font décharges sur décharges, et plusieurs de leurs boulets atteignent la colonne arabe. Les Grecs embusqués derrière les murs des maisons et des jardins, sur les flancs de la colonne d'attaque, et demeurés immobiles jusque là, tirent à leur tour. Les Égyptiens se croient pris entre deux feux. Ibrahim commande la retraite et bivouaque au pied du plateau. Les habitants s'attendaient à une nouvelle attaque pour le lendemain, et la plupart, convaincus de la chute de Napoli, s'étaient réfugiés sur les bâtiments de l'escadre française alors mouillée devant la ville. Mais trompé par la résistance de la veille, et privé par la rapidité de sa marche, de renseignements certains sur la situation de la place qu'il croit défendue par de nombreux ouvrages et par une forte garnison, le fils de Mohammed-Ali ne pousse pas plus loin sa tentative ; il revient sur ses pas, brûle tous les oliviers de la plaine d'Argos, incendie cette ville, ruine tous les environs, et rentre bientôt dans Tripolitza où il établit son quartier général ainsi que les magasins nécessaires à la subsistance de ses troupes.

Pendant que, pour assurer ses approvisionnements, le général égyptien organise une partie de son armée en corps de travailleurs et en détachements d'escorte qui parcourent la Morée dans tous les sens, coupant les récoltes encore sur pied, incendiant les villages après en avoir enlevé les grains, les fourrages, les bestiaux et les provisions de toute nature, les hardis marins d'Hydra, impuissants à punir ces dévastations, songeaient à les venger sur l'Égypte elle-même.

Le 4 juillet (1825), Kanaris, les capitaines Vokos et Voutis, montés sur trois brulôts, appareillent pour Alexandrie avec la résolution d'incendier les navires réunis dans le double port de cette ville, et de détruire également par le feu, les arsenaux, les magasins et jusqu'au palais du Pacha. Ils avaient pour escorte deux bricks commandés par Emmanuel Tombazis et Antonios Kriésis. Après cinq jours de navigation Kanaris et ses

compagnons découvrent la côte d'Égypte; le soir ils se présentent à l'entrée du *port neuf* d'Alexandrie et s'engagent résolument dans la passe. Kanaris marchait le premier; il retient à son bord l'officier chargé de visiter les navires qui franchissent la barre, et se porte rapidement sur quatre frégates et un vaisseau de ligne, ancrés au pied même du palais de Mohammed-Ali. Mais au moment où l'intrépide marin allait attacher son brulôt à ces bâtiments, un coup de vent de terre l'en éloigne et le porte vers d'autres navires qu'il espère du moins incendier; il s'en approche, met le feu à son brulôt et se jette dans une embarcation pour gagner les deux bricks d'escorte. Cette fois encore, le vent chasse le brulôt vers un espace vide où il se consume sans rien atteindre. La vue de cet incendie donne enfin l'éveil aux autorités du port; un grand nombre de barques se mettent à la poursuite de Kanaris qui rejoint les bricks et sort de la passe, pavillon déployé, avec la lenteur et le calme qu'il aurait mis à quitter un port allié. Cette tentative audacieuse ne fut cependant pas sans résultat; les Grecs incendièrent, sur leur route, un brick du Pacha, et capturèrent une de ses goëlettes.

Les premiers jours de 1826 trouvèrent Ibrahim à son quartier général de Tripolitza. Bien que Napoli de Romanie et Napoli de Malvoisie¹ fussent les seules places fortes de la Morée où flottait encore le drapeau de la Grèce, les Égyptiens n'étaient cependant pas les maîtres paisibles et incontestés de cette péninsule. Ils ne possédaient, dans l'intérieur de la contrée, que les points où campaient leurs détachements. Les Grecs ne tenaient pas encore contre les Arabes; comme aux premiers jours, ils n'opposaient nulle part une résistance sérieuse aux troupes d'Ibrahim; mais ils ne se cachaient plus, et s'ils se retiraient, c'était après avoir déchargé leurs armes, et pour se reformer immédiatement en tirailleurs sur les flancs et le derrière de l'ennemi qu'ils ne cessaient d'inquiéter. Le sol de la Morée, sillonné de hautes montagnes et de gorges profondes, se pré-

1. Napoli de Malvoisie prend encore les noms de *Maltasis* et de *Monembasia*, de même que Napoli de Romanie s'appelle également *Nauplia* et *Nauplie*.

mas et Klissova. Les faces de la ville que la mer ne protégeait pas, avaient été entourées, en 1824, d'une ceinture bastionnée, construite d'après le système de la fortification moderne. Chacun de ces bastions portait un nom illustre, *Franklin*, *Guillaume-Tell*, *Rhigas*. Plusieurs tombeaux élevés dans l'intérieur de la ville à la mémoire de Markos Botzaris, de lord Byron, de Kyriakoulis et du général Normann, rappelaient en outre aux habitants et à la garnison de glorieux faits d'armes et d'héroïques souvenirs. Une feuille périodique rédigée par le Suisse Mayer entretenait l'enthousiasme parmi la population et ses défenseurs. Enfin, lorsque dans les premiers jours de 1825, Rachyd avec ses Albanais s'était avancé pour en faire le siège, Notis Botzaris et les autres chefs rouméliotes s'étaient jetés dans ses murs avec 4,000 soldats d'élite.

Rachyd s'était borné d'abord à enfermer la place dans une ligne de circonvallation construite par des ingénieurs autrichiens et qu'ils avaient armée de pièces de gros calibre et de mortiers. Pendant près de deux mois le siège ne fut guère qu'un blocus très-resserré, que venaient seulement animer des sorties fréquentes mais sans résultats importants. Les opérations ne

un fusil. La famille, dans ce cas, n'était pas séparée de son chef, qui recevait alors une ration supplémentaire. Presque toujours, les individus renvoyés comme impropres au service étaient réexpédiés à El-Khanqah à chaque nouvel appel. Leur état physique n'était pas changé; mais les chefs de village auraient craint d'irriter le Pacha en ne présentant pas au choix de ses officiers un contingent de recrues aussi nombreux que le précédent.

Le recrutement de la marine s'opérait de la même manière que celui de l'armée de terre. Quatre ans plus tard, en 1830, plusieurs bâtiments de guerre, construits en Europe pour le compte du Pacha, entrent dans le port d'Alexandrie. Il leur fallait des matelots : tous les âniers de la ville sont immédiatement arrêtés; des soldats se répandent dans la campagne, saisissent tous les fellahs qu'ils rencontrent et les amènent; on les trie, on embarque les plus valides, et, au bout de quelques jours, chaque bâtiment avait un équipage complet.

Les événements de 1840, en restreignant la puissance de Mohammed-Ali, en l'obligeant à réduire considérablement le nombre de ses troupes, et à se soumettre aux réformes décrétées par le sultan, ont eu de favorables résultats pour l'Égypte. Cette malheureuse contrée, moins foulée que par le passé, tend à se relever de son épuisement; la situation de ses habitants devient progressivement plus tolérable.

prirent un caractère sérieux que vers le milieu de juillet, lorsque l'amiral turk Topal-Pacha entra dans le golfe avec soixante bâtiments de guerre et un grand nombre de navires de transport chargés de provisions de bouche, de matériel et de munitions. Une partie des équipages de Topal fut mise à terre, et construisit de nouvelles batteries de brèche. Ces batteries une fois armées, les deux pachas concertèrent une double attaque par mer et par terre. Rachyd, avant d'en donner le signal, somma les assiégés de se rendre : « Les clefs de Missolonghi sont suspendues à nos canons, répondirent les Grecs; viens les prendre. »

Les Turks avaient pratiqué une mine sous le bastion *Botzaris*; au signal convenu entre Topal et Rachyd, la mine éclate, ouvre une brèche où se précipitent plusieurs milliers d'Albanais qui se pressent, se poussent, gravissent l'escarpe écroulée et plantent au sommet le drapeau turk. Les habitants accourent; une mêlée furieuse s'engage sur le bastion; les Albanais, à la fin, faiblissent; ils sont repoussés, et pendant que les assiégés achèvent la poursuite, les enfants et les femmes, chargés de pierres, de planches et de matelas, réparent la brèche ou donnent les premiers secours aux blessés. Un nouvel assaut est décidé à quelques jours de là : une nouvelle brèche est pratiquée par la grosse artillerie de Rachyd; les Albanais s'y portent avec furie et parviennent à planter une seconde fois leurs drapeaux sur les bastions *Botzaris* et *Franklin*; mais, au bout de deux heures d'un combat acharné, ils sont encore chassés du rempart et obligés de regagner leur camp, en laissant les tranchées encombrées de leurs morts et de leurs blessés. Topal avait secondé par mer ces deux assauts; sa double diversion n'avait pas obtenu un meilleur résultat; le tiers environ de ses équipages et nombre de chaloupes canonnières étaient restés au fond des lagunes qui couvrent l'entrée du port.

Les généraux turks, après ces deux échecs, changèrent de tactique : Informés que les vivres et la poudre commençaient à manquer aux assiégés, il se bornèrent à faire jouer leur grosse artillerie contre les remparts et à resserrer le blocus. Vaine-

ment les Grecs, défilant les Albanais du haut de leurs murailles, les appelaient à un assaut mille fois préférable pour eux à l'inaction cruelle que leur imposaient les calculs de Rachyd et de Topal ; ceux-ci demeuraient sourds à ces provocations, et attendaient de la faim et du manque de munitions un succès que l'héroïsme des défenseurs de la place semblait devoir refuser à leurs attaques de vive force. Quelques sacs de farine, deux barils de poudre et cinq à six cents boulets, voilà, en effet, tout ce qui restait d'approvisionnements de bouche et de guerre dans Missolonghi au commencement de septembre. Le blocus, à la vérité, comptait déjà six mois de durée. Une espérance soutenait l'énergie des assiégés : l'arrivée d'une flotte de ravitaillement. Mais les jours, les semaines se succédaient, et la flotte attendue ne paraissait pas. Le découragement commençait à se glisser dans tous les cœurs, et l'on agitait les résolutions les plus désespérées, quand, un matin, de lointaines détonations se font entendre du côté du golfe ; le temps était sombre, le ciel couvert de nuages épais ; les Missolonghiotes prennent ce bruit pour le retentissement de la foudre. Mais, vers le midi, le temps s'élève et permet d'apercevoir la flotte turke qui met précipitamment toutes ses voiles dehors et s'éloigne. Une quarantaine de navires se montrent en même temps au côté opposé de l'horizon ; la population entière accourt sur les remparts ; un long cri de joie s'échappe de toutes les poitrines ; les bonnets sautent en l'air ; l'artillerie tonne ; on venait de reconnaître Miaoulis et sa flotte. Le soir Missolonghi était ravitaillé.

Cet événement obligeait Rachyd de recourir encore à la force ouverte. Il fait élever, en face des bastions *Normann* et *Franklin*, une espèce de digue longue de soixante mètres, large de huit, qu'il garnit de gabions, de parapets et de tourelles. Quand cette montagne artificielle, ouvrage gigantesque, est fortement armée, le Ser-Asker ouvre le feu, abat de larges pans de muraille et ordonne l'assaut. Ses soldats se rendent maîtres du *Franklin* et y établissent trois galeries auxquelles les Grecs opposent un nouveau rempart, puis une mine qu'ils ne tardent pas à faire jouer et dont l'explosion détruit les galeries du pacha et facilite

aux assiégés la reprise du *Franklin*. Les Turks se retirent sur la digue; les Grecs les y poursuivent: Rachyd, à cette vue, se jette au plus fort de la mêlée, plante son étendard sur le point le plus exposé, rallie ses Albanais, rétablit le combat et force ses adversaires de se retirer dans leurs lignes. L'abattement succède parmi les Turks à l'énergie des premiers jours; seul, le Ser-Asker ne faiblit pas: le 21 décembre, il réunit ses soldats, les organise, à l'aide de cavaliers armés de fouets, en colonnes d'attaque dont il prend le commandement et que lui-même dirige, le cimeterre au poing, contre les bastions *Rhigns* et *Makris*. Les Albanais commençaient à combler le fossé sous la protection d'une nombreuse artillerie quand, tout à coup, la terre s'ébranle, le sol s'entr'ouvre et une horrible explosion, produite par la mine, lance dans les airs, au milieu de tourbillons de fumée, des pierres et des corps mutilés qui, retombant sur les rangs pressés des Turks, blessent ou écrasent ceux que l'éloignement avait d'abord garantis du danger. Rachyd, atteint par la secousse et frappé de stupeur, erre de tous côtés sans direction et sans but, et va tomber enfin dans sa tente à moitié évanoui. Son armée demande à grands cris la levée du siège. « Les boulets et les mines des *giaours* (infidèles, mécréants) ne renversent pas seulement tous nos ouvrages, s'écriaient les soldats; Karaïskakis¹ nous enlève chaque jour nos provisions, et demain, peut-être, il aura coupé nos communications avec Salone et Arta! »

« Missolonghi ou ta tête, » avait dit le sultan à Rachyd en lui confiant le commandement en chef de la Roumélie. Ce général, dans sa détresse, tourna ses regards vers Ibrahim, alors victorieux des Grecs de la Morée, et inactif à Tripolitza; il lui transmit cette prière :

« Tu as anéanti la race abjecte des *Morayes* (Moréotes); viens m'aider à exterminer ces pêcheurs de Missolonghi qui, par leurs sortilèges, sont devenus autant de *chéytans* (satans, diables).

« J'avais élevé devant eux une montagne qui dépassait leurs

1. Capitaine rouméliote dont le corps opérait sur les derrières des assiégés et inquiétait leurs opérations.

« murailles ; ils viennent de la détruire par la magie d'un certain « Kokinis qu'ils tiennent à leur solde. Un maudit Konstantinos, « envoyé de Napoli de Romanie, a renversé toutes mes fortifica- « tions. Les infidèles réparent tous les jours leurs remparts qui « tombent en ruine. Ils osent m'insulter du haut de leurs tours. « Me laisseras-tu devenir la risée de ces *Giaours* ? La possession « de toute la Grèce est dans les murs de Missolonghi. Viens ! »

Rachyd n'exagérait pas les résultats de la prise de Missolonghi, seule place d'armes qui restât aux insurgés dans la Grèce septentrionale, le seul port où pouvaient encore leur arriver, de ce côté, les secours de leurs frères des îles de l'Archipel ou des comités philhelléniques de l'Europe. L'insurrection, après la chute de cette place, devait se trouver réduite, sur le continent, à la possession de la citadelle d'Athènes et des deux places de Napoli de Romanie et de Napoli de Malvoisie, points isolés, que de longues distances séparaient l'un de l'autre, et dont le temps amènerait inévitablement la reddition. L'importance de la conquête de Missolonghi n'avait pas échappé à Ibrahim ; mais le firman du grand-seigneur ne donnait à son père que le pachalik de Morée, et réservait à d'autres pachas la soumission du reste de la Grèce. Enchaîné par la lettre de cet acte, le fils de Mohammed-Ali tenait ses troupes enfermées dans les limites de la péninsule péloponésienne. La dépêche de Rachyd levait tous ses scrupules, dégageait sa responsabilité ; heureux de répondre à cet appel, il réunit les trois premiers bataillons de chacun de ses régiments d'infanterie, ainsi que cinq cents chevaux, un nombreux matériel de siège, des approvisionnements considérables, et se dirigea sur Patras, où la flotte turque vint embarquer ses troupes, qui prirent pied proche de Missolonghi dans les derniers jours de 1826, lorsque le siège comptait déjà près d'un an de durée. Les dix-huit bataillons de renfort qu'il amenait à Rachyd présentaient un effectif de 10,000 hommes.

Impatient de se mesurer à son tour contre les assiégés, Ibrahim, deux jours après le débarquement, divise ses soldats en deux colonnes, et dirige la première sur le bastion qui lui paraît le mieux armé. Les Grecs retiennent leur feu ; ils laissent arri-

ver la colonne jusqu'au pied du rempart ; puis, lorsque l'ennemi s'apprête à escalader leurs ouvrages à demi ruinés, ils l'accueillent par des décharges si meurtrières, et se précipitent sur lui avec une telle furie, que les Arabes, forcés de fuir, ne se rallient que sous la protection de la seconde colonne. Celle-ci s'avance à son tour ; les Grecs se retirent devant elle, manœuvrent de manière à l'attirer sur un terrain miné, et regagnent précipitamment leurs murailles. Les Égyptiens les injurient, les railent de la rapidité de leur retraite. Mais tout à coup une explosion effroyable éclate ; une partie de la colonne, lancée dans toutes les directions, est détruite ; le reste est dispersé. Deux fois, à plusieurs jours de distance, le fils de Mohammed-Ali renouvelle sa tentative : il échoue deux fois. Ces échecs multipliés font comprendre à Ibrahim que des attaques de vive force sont impuissantes à lui donner Missolonghi, et que la conquête de cette place est dans la possession des îlots fortifiés qui la défendent du côté de la mer, et dont les canons, en tenant ouvertes les passes des lagunes, facilitent aux assiégés l'arrivage des munitions et des approvisionnements. C'est sur ces îlots que les chefs des deux armées de siège dirigent aussitôt leurs efforts. Ibrahim fait construire des pontons, des radeaux qu'il charge de troupes et d'artillerie, et qui, amenés entre la ville et les îlots, interceptent leur communication. Le 9 mars, le général égyptien attaque Vassilidi ; 200 hommes formaient la garnison. Cette petite troupe, foudroyée durant tout un jour et toute une nuit par une artillerie formidable, résistait encore lorsqu'une bombe, tombée sur le magasin à poudre, fait sauter ce bâtiment, détruit les munitions, et livre la position aux Arabes. Le 14, Klissova succombe à son tour sous les décharges des batteries flottantes d'Ibrahim, qui, le lendemain, se rend également maître de Dolmas. La mer se trouvait hermétiquement fermée. Le résultat de cet investissement absolu ne se fit pas attendre : les provisions apportées au mois de septembre précédent par la flotte de Miaoulis étaient épuisées depuis longtemps. En vain cet amiral veut secourir cette détresse et se consume en efforts pour faire entrer quelques vivres dans la place : toutes ses tentatives

échouent contre la ceinture de chaloupes canonnières qui ferme les passes, même aux barques les plus légères. Pas un sac de blé, pas une charge de poudre ne peuvent plus arriver aux assiégés, qui bientôt sont obligés d'avoir recours aux chevaux, aux chiens, aux animaux les plus immondes, même à l'herbe des rues et des remparts et aux plantes amères des lagunes.

Cette cité martyre résistait depuis quinze mois : les habitants et la garnison avaient déclaré à plusieurs reprises que, plutôt que de se rendre, ils s'ouvriraient un passage les armes à la main, ou mineraient la ville et s'enseveliraient sous ses ruines. Quand toutes les ressources furent épuisées et que l'herbe même vint à manquer, les assiégés décidèrent que le moment était venu pour eux de se sauver ou de périr ensemble. Telle fut l'unanimité de cette résolution qu'une embarcation française, autorisée par Ibrahim à recueillir les officiers européens enfermés dans la place, revint complètement vide. Aucun de ces étrangers n'avait accepté ce moyen de salut ; tous avaient refusé de séparer leur sort de celui de la population. On fit le dénombrement de celle-ci, la garnison comprise : la ville renfermait encore 9,000 individus, dont 3,000 pouvaient porter des armes ; le reste se composait de vieillards, de femmes, d'enfants, de malades et de blessés. De ces derniers, une partie consentait à suivre les hommes armés ; mais le plus grand nombre, soit faiblesse physique, soit dégoût de la vie, refusaient de quitter Missolonghi, sans vouloir pourtant survivre à sa chute ; ils se retireraient dans les édifices ou sur les terrains minés, y attendraient les Albanais et les Arabes, et se feraient sauter avec eux.

La soirée du 12 avril (1826) fut le moment fixé pour l'abandon de la place. Les chefs de la garnison en transpirent l'avis à Karaïskakis dans une lettre où ils priaient ce capitaine de se porter à leur rencontre, par le mont Aracynthe, de leur annoncer sa présence par une forte décharge de mousqueterie, et de faire immédiatement sur les camps d'Ibrahim et de Rachyd deux fausses attaques de nuit destinées à attirer au loin l'attention exclusive de l'ennemi. Cette lettre, confiée à un Bulgare,

espion des deux partis, qui la remit à Ibrahim, ne faisait connaître ni les points de l'enceinte où se ferait la sortie, ni les dispositions convenues pour l'effectuer. Ces dispositions étaient celles-ci : les Turks et les Arabes occupaient deux camps séparés; tous les soldats et les officiers étrangers réunis en une colonne distincte, traverseraient le camp turk; les habitants susceptibles de porter les armes formeraient une seconde colonne, placeraient au milieu d'eux leurs pères, leurs enfants et leurs femmes, et se feraient jour à travers le camp arabe. Enfin, quatre ponts volants en bois, disposés à l'avance pour être jetés sur les fossés, faciliteraient la descente des remparts. Le 12, au soir, à sept heures, les ponts sont jetés en face des deux camps; vers les huit heures, une décharge de mousqueterie se fait entendre dans la direction du mont Aracynthe. A ce signal, la première colonne, ayant en tête les Souliotes, se met silencieusement en marche, descend les ponts placés en face du camp turk, et s'arrête au pied des batteries de Rachyd, attendant que des décharges plus rapprochées que la première lui annoncent la diversion qui doit faciliter son passage. Mais aucune détonation nouvelle ne se fait entendre; ce silence inquiète la colonne; cependant, impatiente d'avancer, elle se remet en marche, et franchit, compacte et rapide, toutes les lignes du camp turk.

La seconde colonne, plus nombreuse, plus lourde, descend les ponts à son tour et arrive devant les tentes d'Ibrahim; mais au lieu de soldats endormis, elle trouve l'infanterie arabe debout, sous les armes, et l'artillerie prête à tirer. Ibrahim, après avoir envoyé sur l'Aracynthe deux bataillons chargés d'en occuper les passages et de donner le signal de la sortie aux assiégés, attendait ceux-ci; il commande le feu : ses fantassins et ses canonniers tirent dans la direction des remparts. La confusion et le désordre inséparables de ces décharges faites en pleines ténèbres, au hasard, permettent à un certain nombre de Missolonghiotes de se dérober aux coups, de franchir les premières lignes, puis d'arriver au delà du camp égyptien. Mais la masse de la colonne, arrêtée par les boulets, les balles et les

baïonnettes de l'ennemi, revient sur ses pas vivement poursuivie par les soldats d'Ibrahim qui se précipitent au milieu de cette foule, frappant autour d'eux sans relâche et sans pitié. Arrivés au pied des murailles, les assiégés et les assiégeants s'engagent pêle-mêle sur les ponts de bois. Mais le passage franchi, les fuyards se retournent et combattent; chaque rue de la ville devient un champ de bataille: chaque maison, chaque pan de mur se transforment en un retranchement attaqué avec furie et opiniâtrément défendu. Durant quatre heures, la lutte est partout. On se bat corps à corps dans l'intérieur des habitations comme au dehors; un sentiment unique semble animer cette masse exaspérée et confuse, tuer. Personne ne demande quartier; on ne fait grâce à personne: ici, un groupe d'assiégés, retranchés sur un terrain miné, se fait sauter avec les assaillants qui les entourent; là, des vieillards ou des femmes incendient leurs propres demeures et périssent dans les flammes en même temps que les envahisseurs; ailleurs, des habitants se jettent à la mer, se précipitent dans des puits, ou vont chercher la mort sur les baïonnettes arabes.

Cependant, au centre de ces maisons en feu et de ces murailles croulantes, un édifice remarquable par son étendue et par sa hauteur, demeurait debout et respecté. C'était le dépôt des munitions de guerre. Des femmes, des enfants, des infirmes, au nombre de près de deux mille, y étaient réunis autour du primat Khristos Kapsalis et de quelques autres vieillards qui avaient promis « de veiller sur l'honneur de la patrie et sur celui des femmes confiées à leur garde. » Toutes les ouvertures étaient soigneusement fermées. Convaincus que ce vaste bâtiment renfermait les richesses des habitants, les Arabes s'y portent en foule: les uns s'efforcent de briser les portes; d'autres, montés sur les toits, essaient de les abattre. Lorsque les portes, ébranlées sous les efforts du dehors, sont prêtes à céder, le primat ordonne de les ouvrir; les Égyptiens s'y précipitent en masse. A leur vue, Kapsalis, les cheveux hérissés et la face inspirée, saisit une torche, et jetant sur les malades, les femmes et les enfants, alors prosternés dans une dernière prière, ce cri su-

prême : *Souviens-toi de nous, Seigneur !* il se baisse et met le feu aux poudres. Une affreuse commotion soulève et disperse jusqu'aux fondements de l'édifice ; le plus grand nombre des maisons encore debout s'écroulent ; le sol s'entr'ouvre au loin ; la mer, repoussée par la secousse, recule ; près de cinq mille Grecs et Égyptiens venaient de périr.

Dans ce moment, les fugitifs échappés aux horreurs de cette nuit étaient réunis au pied de l'Aracynthe, dans le monastère abandonné de Saint-Siméon, rendez-vous indiqué aux deux colonnes ; ils voulaient donner le temps de rejoindre à ceux de leurs compagnons que les périls ou les difficultés de cette retraite avaient pu retarder. Mais lorsque l'explosion du dépôt des poudres vint leur apprendre que le sacrifice était consommé, et que Missolonghi n'avait plus ni édifices, ni habitants, ils se comptèrent, se remirent en marche, et s'engagèrent dans les défilés de l'Aracynthe, convaincus que Karaïskakis les y attendait. Ce furent les deux bataillons détachés sur ce point par Ibrahim qu'ils rencontrèrent. Le chemin se trouvait fermé. Les Grecs s'efforcent de l'ouvrir ; ils se jettent sur les Arabes avec l'énergie du désespoir ; leurs efforts sont vains ; chacune de leurs attaques vient se briser contre les baïonnettes et le feu régulier des deux bataillons. Le bruit de ces décharges attire heureusement dans cette direction un détachement assez nombreux de soldats de Karaïskakis qui, plaçant bientôt les Arabes entre deux feux, ne tarde pas à les contraindre d'abandonner la position. La colonne passe ; elle franchit les abîmes, les torrents, les ruines, et arrive, au bout de deux jours de marche, à Derveniska où elle espère trouver un abri et du pain. La guerre n'y avait laissé ni un habitant, ni une maison. Obligée de poursuivre sa route, elle atteint enfin Salone après quatre nouvelles journées de fatigues et de privations inouïes, et en laissant, pour ainsi dire, à chaque pas du chemin, un cadavre jeté là par la lassitude ou par la faim. Les Grecs étaient partis du monastère Saint-Siméon au nombre de 2,500 ; il se trouvèrent 1,800 en arrivant à Salone. Ces dix-huit cents fugitifs et huit à neuf cents femmes ou enfants arrachés à demi morts aux

ruines fumantes de la ville, et réduits en esclavage par le vainqueur, voilà les seuls restes de quinze mille habitants que renfermait, avant le siège, l'héroïque Missolonghi.

Ibrahim, traversant une seconde fois le golfe de Lépante sur la flotte turque, regagna la Morée pendant que Rachyd, de son côté, franchissant la Livadie, venait mettre le siège devant la citadelle d'Athènes. L'insurrection, dans ce moment, marchait vers une décadence marquée ; la Grèce se perdait dans les dissensions et dans les fautes de ses chefs politiques et militaires. Sur la terre ferme comme dans les îles, au sein des Assemblées et dans les Conseils comme au milieu des camps, on ne voyait que rivalités jalouses, haines privées et désordres. On eût dit que, dans cette heure fatale, chacun voulait profiter des courts instants encore laissés à la lutte, pour satisfaire, ne fût-ce que durant un jour, sa soif de pouvoir et ses rêves d'ambition. Quatre ou cinq points de la Grèce continentale restaient seuls au pouvoir de ses gouvernants ; tous se disputaient avec acharnement ces lambeaux.

Une assemblée de députés est convoquée à Égine dans le courant de 1827 : soixante-douze membres se rendent dans cette île ; quatre-vingt-quatre refusent de se joindre aux premiers, et se réunissent à Hermione. Chacune de ces Chambres rivales proclame qu'elle seule représente la nation, et elle organise son gouvernement. Toutes les deux commandent, prennent des arrêtés et publient des proclamations où elles se renvoient les qualifications d'*usurpatrice*, de *factieuse*, et se vouent réciproquement au mépris et à la haine du peuple et de l'armée.

L'anarchie descendit des gouvernants aux chefs secondaires. Les deux forts de *Palamida* et d'*Albanitika* défendaient Napoli de Romanie, siège du gouvernement ; le premier était occupé par Grivas, le second par Photomora qui l'un et l'autre tenaient pour un parti différent. Le 11 juillet 1827, dans la nuit, deux patrouilles sorties de chaque fort se rencontrent et tirent l'une sur l'autre. Au bruit de cette fusillade, les canonniers des deux forteresses courent à leurs pièces et font pleuvoir sur la ville des bombes et des obus qui tuent des enfants et des femmes jus-

que dans l'intérieur des maisons. Trois fois ces projectiles mettaient le feu dans différents quartiers : on l'éteint trois fois. Les membres du gouvernement et les autorités s'enfuient. Las de tirer et de tuer sans motif et sans but, les soldats des deux partis, au bout de plusieurs heures de bombardement, oublient les querelles de leurs chefs et s'unissent pour piller; commis à la garde et à la défense de cette capitale, ils l'envahissent de concert, et la traitent en place conquise. Les habitants veulent fuir. Une partie de la garnison embusquée aux portes, les arrête, les dépouille, et ne permet la sortie qu'au prix d'énormes rançons. Quelques négociants, réfugiés à bord de bâtiments de commerce, croient pouvoir gagner la mer : ils trouvent l'entrée du golfe gardée par des forbans de leur nation qui leur laissent à peine quelques vêtements. Le pillage dura huit jours : il ne cessa que lorsque les deux factions furent gorgées de butin. Cet incroyable incident coûta, dit-on, la vie à deux cents personnes, et on évalue à quinze millions de piastres la valeur du numéraire, des matières précieuses et des autres objets pillés ou détruits.

Les îles elles-mêmes, ces boulevards de l'insurrection, subissaient les effets de cette décomposition politique et morale. Le défaut de solde avait désorganisé les anciens équipages : la voix des capitaines les plus illustres n'était plus écoutée ; les briks de guerre ne trouvaient plus de matelots : et, transformés en hardis pirates, les marins de la Grèce écumaient la Méditerranée, dépouillaient les bâtiments de toutes les nations, et usaient dans le pillage et dans le vol, un courage et une audace qui n'étaient plus fatals qu'au commerce de toutes les puissances.

Il n'était pas jusqu'à quelques-uns des étrangers accourus au secours de cette malheureuse terre, qui, agités par la fièvre de la discorde, ne subissent l'influence de cette sorte de dissolution générale. Missolonghi tombée, l'insurrection ne possédait plus à l'est et au nord de l'isthme de Corinthe qu'une seule position, la citadelle d'Athènes. Investie dans les premiers jours d'avril 1826 par Bachy-Pacha, cette citadelle fut défendue par un procrès dont le nom, inséparable de l'histoire de cette

longue lutte, se place à côté du nom des chefs militaires qu'elle a le plus illustrés, le colonel français Fabvier ; mais, après un siège de onze mois, épuisée de vivres et de munitions, Athènes, malgré les efforts du plus admirable courage, succomba, dans les premiers jours de juin 1827, devant la désunion et les fausses opérations de plusieurs philhellènes européens chargés de la secourir.

Ainsi déchirée par les factions, abattue sous l'anarchie et la misère, la Grèce était expirante, lorsque le 20 août on reçut à Napoli de Romanie la communication officielle d'un traité conclu à Londres, le 6 *juillet* précédent, entre les cours de France, d'Angleterre et de Russie, et dont les stipulations devaient la sauver.

Si les gouvernements de l'Europe avaient accueilli le soulèvement de la Grèce avec le sentiment d'irritation que leur causait toute tentative révolutionnaire, et comme la coupable révolte d'une province sujette contre son légitime souverain, les populations, considérées dans leurs classes intelligentes, avaient, au contraire, applaudi avec transport à ce réveil d'une antique nation dont les fastes, perpétués à travers les générations par les écrivains, les poètes, les artistes de chaque siècle, tenaient une si grande place dans l'enseignement donné à tous les ordres de citoyens. Tant que l'insurrection fut dans sa phase triomphante, la sympathie qu'elle inspirait ne se manifesta que par la voie des brochures et des journaux. Mais quand sonna l'heure des revers, lorsque vint en Europe la nouvelle de la destruction de Chios et les désastres subis par la population de cette île florissante, des comités s'établirent, à Paris, dans le but d'arracher à l'esclavage les enfants et les femmes enlevées par les Turks et vendus par eux sur les marchés de Smyrne et de Constantinople. Ce fut l'opinion libérale qui prit l'initiative de cette organisation. Les feuilles congréganistes crurent pouvoir arrêter par des railleries ce premier élan d'une manifestation à laquelle l'esprit d'opposition, il est vrai, n'était pas complètement étranger ; mais loin de la retenir, les moqueries du parti clérical lui imprimèrent un nouvel essor en irritant le sentiment public et

en obligeant ses adversaires à rappeler que si les insurgés combattaient pour recouvrer leur indépendance, soldats de la croix, ils défendaient en même temps leur foi religieuse contre le sabre musulman. La cause de la Grèce devenait ainsi la cause du christianisme. Cette solidarité laissait cependant le clergé non pas indifférent, mais hostile, car les Grecs étaient tout à la fois pour lui des schismatiques et des révoltés; elle acquit, en revanche, aux comités le concours d'une foule de gens timides que la pensée d'un acte politique eût effrayés, et qui n'hésitaient pas à accepter le rôle de protecteurs et de soutiens d'une nation chrétienne luttant pour sa croyance. On vit alors réunis dans les mêmes comités les noms des hommes politiques appartenant aux partis les plus opposés; les royalistes, entrés dans l'opposition à la suite de M. de Chateaubriand, s'y montrèrent partout unis aux libéraux. Le mouvement s'étendit. Ces noms d'Athènes, de Sparte, d'Argos, de Corinthe, d'Égine et d'Épidaure, gravés dans toutes les mémoires; ces combats dont l'héroïsme rappelait les combats de la Grèce antique, et qui, rapportés, chaque matin, dans une foule de correspondances tracées sur les lieux, se livraient, pour ainsi dire, sous les regards de l'Europe, ces noms, ces luttes et ces dévouements remuaient tous les cœurs, exaltaient toutes les imaginations, inspièrent les chants des poètes comme les écrits des prosateurs, les mélodies des compositeurs comme le crayon et le pinceau des artistes. La lithographie, la peinture, la musique et le théâtre, en popularisant les faits et les hommes de cette guerre, eussent au besoin suppléé, pour la foule, à la lecture des journaux. Le sort de la Grèce devint un souci public, une préoccupation universelle. Aussi les appels de fonds au profit des Grecs revêtaient-ils toutes les formes : concerts, représentations scéniques, publications en prose et en vers, souscriptions volontaires, loteries, collectes dans les réunions publiques, quêtes à domicile. Des femmes, des jeunes filles, appartenant aux classes élevées, s'imposaient la tâche de ces quêtes et allaient solliciter l'offrande d'artisans et d'ouvriers qui entendaient prononcer le nom de la Grèce pour la première fois. Ces appels,

imités dans les plus petites localités de province, et qui se continuèrent pendant plusieurs années, produisirent des sommes considérables ; et l'on eut alors le singulier spectacle de l'insurrection de tout un peuple et d'une longue et rude guerre encouragées et soutenues par le produit de simples dons particuliers.

L'Allemagne, l'Italie et l'Angleterre ne demeuraient pas étrangères à ce mouvement ; mais les secours fournis par leurs populations n'avaient pas l'importance des ressources que l'insurrection trouvait en France. Les Italiens et les Allemands, comprimés par leurs princes, se bornaient à quelques envois de fonds péniblement recueillis. Quant à l'Angleterre, son intervention plus libre, plus active, se ressentait du génie particulier à cette nation. Malgré les sacrifices considérables de quelques philhellènes de haut rang, entre autres de lord Byron, qui donna à la cause de la Grèce une partie de sa fortune, ses dernières années et sa vie, l'aide de l'Angleterre devenait trop souvent un véritable trafic ; ce royaume était le marché où les philhellènes des autres nations venaient acheter la plus grande partie des armes, des munitions et des approvisionnements qu'ils envoyaient aux insurgés. Un emprunt ouvert par le gouvernement grec et hypothéqué sur toutes les propriétés nationales, trouva, il est vrai, des souscripteurs à la Bourse de Londres ; mais il ressortit d'un compte publié au mois de juillet 1826, au nom des chefs politiques de la Hellade, que sur 1,100,000 livres sterling (27,000,000 fr.), environ de titres émis, le gouvernement grec n'avait reçu en numéraire qu'une somme de 216,114 l. st. 10 sch. (5,402,873 fr. 75 c.) ; 200,000 l. (5,000,000 fr.), avaient été retenues pour le service de deux années d'intérêt, et 20,000 l. (500,000 fr.) pour l'amortissement. Le reste, c'est-à-dire près de 17 millions, se trouvait soldé par des livraisons de linge, de chaussures, d'habits, de poudre, de fusils, de sabres, de canons, de bateaux à vapeur mal construits, hors de service ou de mauvaise qualité, dont la fourniture avait profité aux négociants des trois-royaumes bien plus qu'à l'insurrection, et par des commissions de banque devenues également

pour les soumissionnaires de l'opération la source de bénéfices considérables.

La Russie semblait rester en dehors de ces démonstrations ; mais si sa population , contenue par le gouvernement , ne donnait à la Grèce que des secours sans importance ; si son souverain et ses ministres n'avaient en outre pour l'insurrection que des paroles de blâme, cette puissance, depuis plusieurs années, n'en prenait pas moins vis-à-vis de la Turquie, une attitude hostile, menaçante, qui devait exercer une influence notable sur le salut des insurgés. L'inexécution de certaines stipulations du traité de paix de Bucharest était le grief successivement invoqué par Alexandre et par Nicolas pour concentrer de nombreux régiments sur les frontières de la Moldavie. Placé entre les devoirs que lui imposait le système de politique conservatrice devenu la loi de l'Europe monarchique, et les passions religieuses de son peuple qui appelait à grands cris la guerre contre les Turks, le jeune souverain de cet empire aurait-il la force d'arrêter encore longtemps l'explosion du sentiment national ? Résisterait-il surtout à la tentation d'inaugurer son règne par une lutte dont le résultat , grâce aux circonstances , pouvait enfin réaliser les projets séculaires de sa famille contre le trône des sultans ? Les différentes cours n'osaient y compter, et celle de Londres, que la conquête de Constantinople par la Russie menaçait plus directement dans sa puissance maritime, redoutait d'apprendre, à toute heure, le passage du Pruth par l'armée russe. Pour écarter ce danger, l'Angleterre, affectant une politique toute de modération et de désintéressement, fit connaître à la Russie les offres que ses amiraux avaient reçues des chefs politiques de l'insurrection et lui proposa une action commune en faveur des insurgés. La négociation, conduite par le duc de Wellington, envoyé dans ce but à Saint-Petersbourg, aboutit à la rédaction d'un *protocole* signé par ce lord , au nom de sa cour, par les comtes de Nesselrode et de Lieven , au nom de la Russie, et où il était stipulé « que les deux cabinets uniraient leurs efforts dans le but de réconcilier les Grecs avec la Porte, et de mettre un terme à la lutte dont l'Archipel était le théâtre. »

Le protocole, daté du 4 avril 1826, posait les conditions suivantes comme base de l'arrangement que les deux cours devaient s'efforcer d'obtenir : la Grèce resterait une *dépendance* de l'empire ottoman et paierait un tribut annuel ; les Grecs auraient toutefois la direction exclusive de leurs affaires intérieures et se gouverneraient à l'aide d'autorités choisies par eux, mais sur la nomination desquelles la Porte exercerait une certaine influence. Les deux cours s'interdisaient d'avance, dans l'arrangement à intervenir, tout avantage commercial particulier, ou tout agrandissement de territoire. Enfin le protocole serait confidentiellement communiqué aux cabinets de Paris, de Vienne et de Berlin, à qui on proposerait de garantir, de concert avec la Russie, le futur traité de réconciliation.

L'Angleterre, par cet acte, espérait enchaîner dans les liens d'une action commune, l'ambition et les vues particulières de la Russie ; elle croyait pouvoir d'autant plus compter sur la modération de cette puissance, que dans ce moment-là même, le Sultan accomplissait dans la constitution militaire de son empire une réforme vainement tentée par ses prédécesseurs, et qui plaçait momentanément ce souverain au milieu de tous les embarras d'une révolution intérieure. Mahmoud venait de détruire les janissaires. L'abolition de cette puissante milice n'avait pas eu lieu sans combat : pendant trois jours et trois nuits, les 15, 16 et 17 juin 1826, le sultan eut à lutter contre la plus formidable révolte. Victorieux des rebelles après des efforts inouïs de courage et d'énergie, Mahmoud se trouvait placé entre une organisation militaire disparue et une nouvelle force militaire à réunir, à former, lorsque la Russie, loin de s'arrêter devant cette faiblesse, et persistant à séparer ses griefs particuliers contre la Turquie, des intérêts de la question grecque, se montra soudainement plus exigeante pour sa querelle privée, multiplia ses plaintes, ses menaces, et notifia à la Porte un *ultimatum* dont les termes impérieux eussent probablement amené le rejet, si l'Angleterre, redoutant de perdre tout le fruit de la négociation du duc de Wellington, ne fût pas activement intervenue auprès du Sultan pour l'engager à se soumettre. La Porte

était sans soldats; cent mille Russes se tenaient prêts à passer le Pruth; Mahmoud se rendit, et consentit à l'ouverture de conférences où les demandes de la Russie seraient débattues et décidées. Commencées le 1^{er} août (1826) à Ackermann¹, ces conférences se terminèrent le 7 octobre, par un traité explicatif du traité de Bucharest, que Mahmoud, après une assez longue hésitation, prit le parti de ratifier. La Russie, dans cette convention supplémentaire, avait imposé sa volonté; en subissant la loi de cette puissance, le Sultan espérait que désormais nul obstacle ne viendrait, du moins, troubler l'entière soumission de la Grèce; mais à peine était-il délivré des exigences privées du cabinet de Saint-Petersbourg, que l'Angleterre, pressée de ne pas laisser au Tzar, dans la question grecque, un nouveau prétexte pour ébranler son armée de Bessarabie, se hâta d'invoquer les stipulations du protocole du 4 avril, insista pour une démarche collective, et fit remettre au Divan une note dans laquelle les deux cours notifiaient à la Porte leur intention de se porter *médiateurs* entre celle-ci et les insurgés. Cette notification était la première démarche officielle de la diplomatie européenne, auprès de la Turquie, en faveur des Hellènes. Le sultan ne fit qu'une réponse évasive, et pour rendre la médiation inutile, il transmit à Ibrahim et à Rachyd l'ordre de précipiter leurs coups, et d'emporter dans le plus bref délai possible le petit nombre de positions restées au pouvoir des Grecs. De nouvelles notes sollicitant la Porte d'admettre au moins le principe de la médiation proposée, furent remises les 5 et 11 février 1827, par les ambassadeurs des deux cours, mais sans plus de succès. L'Autriche elle-même intervint : son représentant, le baron d'Ottensfelds, dans une note déposée le 12 mars, invoqua « la sincérité et la constance des sentiments de sa cour en faveur de la Porte », pour adjurer celle-ci « d'apporter l'attention la plus sérieuse aux propositions faites par l'Angleterre et la Russie, propositions qui n'avaient pour but que de concilier les intérêts les plus précieux de l'empire turk avec la nécessité où se trouvaient les puis-

1. Place forte située à l'embouchure du Dniester, dans la province russe de Bessarabie.

sances de l'Europe de mettre enfin un terme à la prolongation indéfinie des troubles qui agitaient les provinces grecques. » Le langage de l'Autriche ne pouvait être suspect au Sultan ; il fut également sans résultat. Les réponses des ministres turks à ces différentes communications n'avaient jamais été que verbales ; les agents des grandes puissances s'unirent pour demander une déclaration écrite qui, après de nombreux délais, leur fut enfin remise le 12 juin. Dans ce document — où la Porte opposait aux puissances chrétiennes leurs propres maximes politiques, les principes proclamés par elles à Troppau, à Laybach, à Vérone, et leurs actes ; où elle accusait leurs propositions d'intervention « d'être la véritable cause de la prolongation de la révolte, en donnant à une troupe de rebelles et de brigands une importance qu'ils ne méritaient pas », — la Porte, disons-nous, déclarait « ne pouvoir donner la plus légère approbation aux propositions présentées, 1^o parce qu'elles violaient la doctrine de l'obéissance passive des sujets envers leur souverain légitime ; 2^o parce que le droit d'un souverain de régler ses propres affaires devait être inviolable, et que, d'ailleurs, la loi religieuse de l'empire ne permettait, en aucun cas, aux musulmans d'admettre l'intervention d'une puissance chrétienne. » Le Reiss-Effendi, en remettant une copie de cette note à chacun des représentants des puissances, ajouta qu'elle serait la seule qu'ils recevraient de lui, et que, désormais, son gouvernement laisserait sans réponse toutes les communications relatives à la Grèce.

Cette note parvint en Europe au moment où on y apprenait la chute de la citadelle d'Athènes. Ce nouveau désastre, en frappant la Grèce alors que ses derniers défenseurs s'entre-déchiraient sur des ruines et creusaient de leurs mains leur propre tombeau, ne permettait pas aux puissances de rester plus longtemps les spectatrices impassibles de cette agonie. La guerre, d'ailleurs, durait depuis six ans. Une résistance aussi prolongée perdait le caractère de révolte et devenait la lutte d'un peuple que ses revers même rendaient digne de recouvrer le titre et le rang de nation. Le sentiment public en Europe, d'un autre côté, incessamment étendu et fortifié, avait fini par former un cou-

rant d'opinion qui entraînait les gouvernements eux-mêmes ; et si Nicolas, toujours menaçant, semblait ne plus résister qu'avec peine aux cris de tout un peuple de prêtres, de boyards et de marchands, dont il tolérait la plainte contre l'inaction des cent mille soldats campés en Bessarabie ; si, depuis plusieurs années, la crainte de voir cette armée, toujours prête à franchir le Pruth, le franchir à la fin, tenait l'Angleterre attentive et inquiète, les ministres de cette puissance se trouvaient en butte, d'un autre côté, aux énergiques et bruyantes réclamations d'une foule de spéculateurs et de marchands, prêteurs ou fournisseurs de l'insurrection, qui les accusaient de laisser périr le gage de leurs créances. Soutenue, fortifiée par ces intérêts multiples, la voix de l'humanité fut enfin entendue, et, le 6 juillet 1827, l'Angleterre, la France et la Russie signaient à Londres un traité où ces cours stipulaient l'offre de leur médiation pour un armistice immédiat entre les deux parties belligérantes et pour la conclusion d'un arrangement basé sur la *séparation civile* absolue entre les deux populations. La Porte, à la vérité, demeurerait suzeraine, et la Grèce paierait une redevance annuelle ; mais les territoires seraient distincts et leur délimitation fixée par une convention ultérieure. Les dispositions de ce traité n'étaient, comme on le voit, que la reproduction des stipulations du *protocole* signé à Saint-Petersbourg le 4 avril de l'année précédente (1826) ; elles posaient le principe de la médiation ; il fallait une sanction à cette clause : on la lui donna dans un *article additionnel et secret* aux termes duquel la Porte aurait à se prononcer sur les propositions des puissances dans le terme d'un mois. En cas de silence ou de refus, les cours contractantes entraient en relation immédiate avec les Grecs, proclameraient l'armistice et confieraient à leurs escadres le soin de le faire respecter. Ces actes, qui consacraient, au nom de l'Europe, la légitimité de la révolution grecque et assuraient l'existence du nouvel État, étaient signés, au nom de l'Angleterre, par *lord Dudley* ; au nom de la Russie, par le *comte de Lieven*, et au nom de la France, par le *prince Jules de Polignac*.

L'article *additionnel* formait toute l'essence de cette transac-

tion ; ses prescriptions devaient, à bon droit, demeurer *secrètes* ; mais telle était l'importance des intérêts commerciaux engagés, en Angleterre, dans l'insurrection, que les ministres, pour rassurer leurs nationaux, n'hésitèrent pas à communiquer immédiatement cet article aux journaux, qui le rendirent ainsi public plus d'un mois avant que les représentants des trois cours pussent notifier le traité ostensible à la Porte. Cette notification eut lieu le 16 août. Le Sultan se montra inébranlable ; il repoussa l'armistice comme la médiation. Mohammed-Ali ne fut pas moins ferme : une flotte chargée de 4,000 hommes, de plusieurs centaines de chevaux, de vivres ; de munitions et d'un million de piastres d'Espagne était prête à quitter le port d'Alexandrie pour la Morée, lorsque les consuls des trois puissances communiquèrent au Pacha le traité de Londres, et lui signifièrent qu'il eût à suspendre tout envoi de troupes. Malgré cette opposition, la flotte mit à la voile, et, le 9 septembre, entra dans le port de Navarin.

La Porte ne puisait pas uniquement sa résistance dans la conscience de son droit : elle était convaincue que, nécessaires à l'équilibre politique comme à la paix de l'Europe, son indépendance et l'intégrité de ses possessions territoriales seraient respectées par les trois cours, et que le traité du 6 juillet resterait une menace purement comminatoire. Mais la menace, cette fois, était sérieuse, et chacune des puissances contractantes avait dirigé sur l'Archipel, dès le lendemain de la signature du traité, une escadre de quatre vaisseaux de ligne, de quatre frégates et de quatre bâtiments légers, avec l'ordre, à chaque amiral, de bloquer les ports occupés par les Turks. L'escadre anglaise, commandée par l'amiral sir Edouard Codrington, arriva la première sur les côtes du Péloponèse. Averti le 15 septembre de l'entrée du dernier convoi égyptien dans la rade de Navarin, l'amiral anglais se rendit aussitôt devant ce port, s'y mit en croisière, et attendit les autres escadres. La présence prolongée de ces vaisseaux devant sa flotte surprit, inquiéta Ibrahim. Leur mission était-elle pacifique ou hostile ? Pour le connaître, il donna à une division de sa flotte l'ordre de prendre la mer. Mais ces bâti-

ments étaient à peine sortis du port, que l'amiral anglais les arrêta et leur enjoint de rentrer sur-le-champ, sous peine de s'y voir contraints par la force. Le soir même, un officier de l'escadre britannique se présentait devant Ibrahim et lui communiquait les dispositions du traité du 6 juillet, en ajoutant que l'amiral était décidé à en assurer l'exécution, même par la voie des armes. « Je ne donnerai pas le signal des hostilités, répondit le fils de Mohammed-Ali; mais si le Sultan me commande de faire sortir la flotte et de combattre, j'obéirai, quelle que puisse être la supériorité de vos forces. »

Le 21 au matin, l'escadre française, commandée par l'amiral de Rigny, rallia la flotte britannique, et, le 23, les deux amiraux demandaient au général égyptien une conférence, qui eut lieu le surlendemain. Sir Édouard Codrington et M. de Rigny, dans cette entrevue, insistèrent auprès d'Ibrahim pour le décider à accepter la suspension d'armes qu'ils avaient l'ordre d'imposer aux deux partis, et à laquelle le gouvernement grec s'était empressé d'adhérer. Le pacha renouvela la déclaration qu'il avait faite précédemment : « Toutefois, disait-il, les instructions de la Porte n'ayant pu prévoir la circonstance extraordinaire qui se présentait, il consentait à écrire à Constantinople et à Alexandrie, et à tenir sa flotte inactive jusqu'à l'arrivée des nouveaux ordres du Sultan et de son père, quelque déplaisir, d'ailleurs, qu'il éprouvât à suspendre les hostilités au moment où la chute de la plus grande partie des places des insurgés, la dispersion de leurs forces et les dissensions de leurs chefs assuraient la complète extinction de la révolte. »

Cette promesse équivalait à un armistice d'une durée probable de vingt jours. Les deux amiraux convinrent d'en aller attendre le terme, sir Édouard Codrington à l'île voisine de Zante, possession anglaise, et M. de Rigny à l'île de Milo. Une frégate de chaque nation, le *Dartmouth* et l'*Armide*, restaient devant Navarin pour observer les mouvements de l'escadre ottomane. L'amiral anglais avait à peine jeté l'ancre à son nouveau mouillage, qu'un avis transmis par le *Dartmouth* lui annonça la sortie de sept frégates, de neuf corvettes et de deux bricks égyptiens ;

il se mit à leur poursuite avec un vaisseau, une frégate et deux bricks, et, malgré cette disproportion de forces, menaça le commandant ottoman de le couler bas s'il persistait à continuer sa route. Les Turks rentrèrent à Navarin, mais pour prendre une seconde fois la mer, se voir arrêter de nouveau par les Anglais, et revenir au port. Informé de ces deux sorties, l'amiral de Rigny rejoint la flotte anglaise devant Navarin, le 12 octobre, et, le 15, il somme tous les Français qui se trouvaient sur la flotte ou dans l'armée d'Ibrahim, de quitter immédiatement les rangs égyptiens; tous obéissent et se retirent à bord d'un brick autrichien. Le 18, l'escadre russe, commandée par l'amiral de Heiden, rallie enfin les deux flottes. Les trois amiraux se réunissent à bord de l'*Asia*, vaisseau amiral anglais, pour aviser aux moyens de remplir le but principal de leur mission : l'établissement d'une suspension d'armes effective entre les Grecs et les Turks. Les premiers avaient accepté et observaient l'armistice; les seconds avaient promis de le garder; or, non-seulement ils venaient de le violer à deux reprises différentes, mais on savait, en outre, qu'Ibrahim, immédiatement après l'entrevue du 25 septembre, s'était jeté dans l'intérieur de la Morée, le fer et le feu à la main, égorgeant les enfants et les femmes, brûlant les habitations, déracinant les vignes, les arbres, les arbustes, en un mot, portant partout la mort et la dévastation. Comment contraindre ce général à s'arrêter? Les instructions données aux trois amiraux, conçues en termes vagues, généraux, ne pouvaient les guider : chaque cour s'était bornée « à s'en rapporter à leur prudence et à leur habileté pour l'exécution du traité du 6 juillet. » Bloquer les ports occupés par les Turks devenait une menace sans résultat, puisque, maîtres de l'intérieur du pays, Ibrahim et les pachas pourraient ravitailler ces ports par la voie de terre. Continuer de veiller à l'entrée de la rade de Navarin, c'était paralyser l'action de la flotte turco-égyptienne, sans doute, mais non l'action des troupes qui demeureraient libres de continuer leur œuvre d'extermination. Restait un dernier parti : faire entrer les trois escadres dans l'intérieur même du port, et, cette position prise,

exiger d'Ibrahim une accession sérieuse à l'armistice vainement proposé. « Les amiraux furent unanimes pour reconnaître que, par la seule présence imposante des escadres, ce troisième moyen pouvait amener, *sans hostilité et sans effusion de sang*, une détermination conforme à l'esprit du traité du 6 juillet, comme aux intérêts de la Porte elle-même » ¹.

Le commandement supérieur des escadres, aux termes des instructions des trois cours, appartenait à l'amiral le plus ancien. Ce privilège revenait à sir Édouard Codrington, qui employa la journée du 19 à ordonner les préparatifs nécessaires. Le 20, à midi, le vent se trouvant favorable, les signaux de préparation furent faits, et chacun prit son poste, le vaisseau amiral anglais l'*Asia*, en tête, suivi de l'*Albion*, du *Génoa* et de la frégate le *Dartmouth*; puis la frégate la *Sirène* portant pavillon de l'amiral de Rigny, le *Scipion*, le *Trident*, le *Breslaw* et la frégate l'*Armide*, les goëlettes l'*Alcyon* et la *Daphné*, se tenant sur les ailes. L'amiral russe de Heiden venait ensuite avec trois vaisseaux et quatre frégates.

Le port de Navarin forme le fer à cheval. Son ouverture, commandée à l'intérieur par cet flot de Sphactéria dont nous avons déjà parlé, était défendue par des batteries établies tout à la fois sur ce rocher et sur chacun des côtés de la passe d'entrée. Les forts du vieux et du nouveau Navarin battaient, en

1. Relation publiée dans le *Moniteur* du 9 novembre 1827. — On a beaucoup parlé, à cette occasion, de quelques mots que le duc de Clarence, en ce moment lord grand-amiral, et, depuis, roi sous le nom de Guillaume IV, aurait ajoutés à la dépêche ministérielle contenant les instructions de l'amiral anglais. Cette dépêche avait été envoyée au lord grand-amiral, selon l'usage, pour être transmise à sir Édouard Codrington. Ami particulier de ce dernier et philhellène très-prononcé, le duc de Clarence écrivit au bas de cette pièce quelques mots pour complimenter l'amiral, et lui recommander « ses pauvres Grecs ; » *have at them* (donne sur eux, tombe dessus), ajoutait-il en parlant des Turcs. On a dit que cette recommandation avait exercé une grande influence sur la résolution adoptée. Nous croyons ce bruit sinon sans fondement, du moins fort exagéré. L'exhortation du duc de Clarence rendit peut-être l'amiral anglais plus facile à consentir au parti convenu ; mais elle ne pouvait évidemment avoir aucune action sur la décision de MM. de Rigny et de Heiden. Or, la résolution fut unanime et fondée certainement sur les motifs donnés par le *Moniteur*, qui ne fait que reproduire le rapport de M. de Rigny.

outre, la rade dans toutes les directions. La flotte turco-égyptienne, composée de trois vaisseaux de ligne, d'un vaisseau rasé, de seize frégates, de vingt-sept grandes corvettes et de vingt-sept bricks, présentait une ligne d'embossage formée sur trois rangs, et qui empruntait à la courbe de la rive la figure d'une sorte de demi-cercle dont chaque extrémité était gardée par trois brûlots.

A deux heures, le vaisseau de tête, l'*Asia*, donnait dans le port, dépassait les batteries, et, suivi par les autres bâtiments anglais, venait mouiller par le travers du vaisseau amiral turk. A deux heures vingt minutes, la *Sirène*, par un mouvement de contre-marche dont la hardiesse et la précision furent remarquées, vint se placer dans un vide que laissaient entre elles la frégate égyptienne portant pavillon amiral, et deux autres frégates de la même nation. Le *Trident* se mit à babord; le *Scipion* présenta le travers à deux frégates égyptiennes et à trois brûlots mouillés sur son flanc gauche; le *Breslaw* prit position entre le vaisseau amiral russe et plusieurs grosses frégates turkes; enfin, l'*Armide* se tint sous voiles, prête à se porter partout où il y aurait des secours à donner.

Les escadres avaient franchi la passe sans être inquiétées par les batteries; aucun bruit, aucun mouvement ni sur la rive ni dans l'intérieur de la rade, n'accueillit leur apparition soudaine; pendant une demi-heure toutes les lignes turkes demeurèrent silencieuses et leurs soldats immobiles; les amiraux purent manœuvrer aussi librement que s'ils fussent venus jeter l'ancre dans un port et au milieu de navires amis. Tout semblait donc éloigner l'apparence même du plus léger conflit, quand un acte isolé de violence brutale et de grossier fanatisme vint soudainement changer les destins de cette journée.

La frégate le *Dartmouth* avait été chargée d'enjoindre aux brûlots turks de quitter leur position aux deux extrémités de la ligne d'embossage pour se retirer sur un point plus éloigné des vaisseaux alliés. Au moment où un de ses canots abordait le navire incendiaire le plus proche, pour lui communiquer cet ordre, une balle partie du bâtiment turk frappe l'aspirant commandant le canot. Les matelots de l'embarcation répondent à ce

coup de feu par des coups de fusil; le brûlot riposte; le *Dartmouth* accourt; une fusillade s'engage sur ce point entre les marins des deux partis. Au bruit de cette mousqueterie, les échos de la baie s'éveillent; les Turks s'émeuvent; le mouvement chez eux succède à l'inertie. L'amiral Codrington veut arrêter le conflit; il dépêche au commandant du vaisseau amiral turk une embarcation pour l'inviter à faire cesser le feu; un coup de fusil tue le maître-pilote anglais qui la conduit. La *Sirène*, alors vergue à vergue avec la frégate égyptienne l'*Esnina*, hèle aussitôt ce navire au porte-voix, et lui crie qu'elle ne fera pas feu si l'*Esnina* ne tire pas. Celle-ci répond en envoyant à la *Sirène* un boulet qui la frappe en poupe. L'amiral français, indigné, lâche immédiatement sa bordée de tribord; cette formidable explosion étonne, entraîne les équipages des bâtiments les plus voisins; les artilleurs se précipitent sur leurs pièces; le feu gagne de proche en proche; en quelques minutes, tous les points de la rade retentissent d'effroyables décharges.

Cette lutte était soudaine, inattendue; la rapidité avec laquelle on venait de l'engager la rendit encore plus terrible. Tous les bâtiments, placés bord à bord, presque pêle-mêle, tiraient à toutes bordées et dans toutes les directions. Bientôt la quadruple ligne de navires est enveloppée d'épais nuages de fumée que sillonnent à chaque seconde les éclairs rapides qui s'échappent de la lumière des pièces d'artillerie. Ces courtes et vives lueurs deviennent le seul guide des pointeurs de chaque parti. L'instruction et l'expérience des canonniers européens triomphaient de cette obscurité; leurs coups n'en étaient pas moins sûrs; chaque volée de leurs boulets trouait les œuvres vives des bâtiments ennemis, en balayait les ponts, en brisait les cordages ou les mâts. Les Turks, emportés par une sorte d'ivresse furieuse, se battaient, au contraire, en aveugles, et, acharnés sur leurs canons, soucieux seulement de multiplier leurs coups, ils déchargeaient leurs pièces au hasard, sans pointer, tirant toujours ou trop haut ou trop bas. Moins exaltés ou plus habiles, ils auraient écrasé la flotte combinée sous le double poids de l'artillerie de leurs navires trois fois plus nombreux que

les navires alliés, et des batteries du vieux et du nouveau Navarin. Les alliés, il est vrai, ajoutaient à la justesse de leur tir le courage le plus intrépide. La frégate française *l'Armide* soutint longtemps et sans désemparer le feu de cinq frégates égyptiennes, tandis que, non loin d'elle, le vaisseau *le Scipion*, engagé dans son beaupré par un brûlot enflammé, éteignit quatre fois le feu mis à son bord, sans cesser un seul instant de combattre et de tirer à la fois contre la triple ligne des ennemis, contre les forts et les remparts de Navarin.

Cent cinquante bâtiments de guerre faisant feu de toutes leurs pièces; des milliers de mourants et de blessés rongissant les flots de leur sang, frappant l'air de leurs plaintes et de leurs cris; des mâts, des voiles, des cordages, brisés, déchirés, s'abattant avec fracas; et, pour ajouter à l'horreur du tableau, quarante bâtiments environ devenant tour à tour la proie des flammes, faisant successivement explosion, puis se déployant dans les airs en immenses gerbes de feu qui laissaient retomber, au milieu d'une clarté éblouissante, des tronçons de bois, des vergues, des mâtures et des canons; tel fut, pendant trois heures et demie, le spectacle que présenta la baie de Navarin. A cinq heures du soir, la première ligne des Turks était détruite; à sept heures, il ne restait plus à flot de leur formidable armement qu'une vingtaine de petits navires complètement abandonnés.

Le coup de feu tiré sur le canot du *Dartmouth* coûtait au Sultan 6,000 hommes tués, trois vaisseaux de ligne, seize frégates, vingt-six corvettes, douze bricks et cinq brûlots. Pas un de ces bâtiments n'était tombé entre les mains des alliés; ceux que n'avait pas fait sauter ou sombrer le canon des vaisseaux chrétiens, avaient été coulés bas ou incendiés par leurs propres équipages. La flotte coalisée ne perdit pas une seule chaloupe, et ne compta que 140 morts et 300 blessés.

La Grèce, épuisée par la misère et par la discorde, étouffée sous le double poids des soldats d'Ibrahim et du Sultan, allait succomber; cette bataille la sauva. Mais son salut pouvait causer la ruine de la Turquie. Affaibli par une lutte de sept ans, sans armée organisée, presque sans soldats, cet empire, par la

complète destruction de sa marine , se trouvait en outre hors d'état de défendre contre les vaisseaux de la Russie la plus grande partie de ses côtes et de ses ports ; la mer Noire devenait un lac russe. En présence de ces résultats faciles à prévoir et que l'événement devait bientôt confirmer ¹, le triomphe du 20 octobre se changeait , pour l'Angleterre , en un accident fatal que son gouvernement n'hésita pas à déplorer ; non-seulement l'amiral Codrington perdit le commandement de la flotte de la Méditerranée , mesure qui entraîna la démission du lord grand-amiral duc de Clarence , mais , le 29 janvier 1828 , les ministres ouvrant , au nom du roi , la session du Parlement , parlèrent en ces termes de la rencontre de Navarin : « Une collision tout à fait inattendue a eu lieu entre les flottes des puissances contractantes (du traité du 6 juillet) et celle de la Porte ottomane. Malgré la bravoure dont on a fait preuve en cette occasion , Sa Majesté se sent *profondément affligée* de ce combat contre les forces navales d'un ancien allié ; mais elle conserve les plus grandes espérances que cet *événement sinistre* (*unto-ward event*) ne sera pas suivi d'autres hostilités. »

On a vu dans le précédent volume que les premières nouvelles de la victoire de Navarin avaient été pour ainsi dire étouffées en France sous l'agitation et sous le bruit causés par la dernière lutte électorale ². Lorsque ce mouvement fut apaisé , l'attention publique se reporta vers la Grèce , et toutes les classes de la population applaudirent d'autant plus vivement à la journée du 20 octobre , que le ministère Villèle s'était montré plus longtemps hostile à la cause de l'insurrection. Quel serait le langage du nouveau cabinet , à l'occasion de cette victoire , dans le discours de la couronne ? Ses membres sympathiseraient-ils avec le sentiment national ? ou bien , à l'exemple des ministres anglais , n'auraient-ils pour la défaite des Turks que des plaintes et des paroles de regret ? On n'était pas moins impatient d'entendre les déclarations de M. de Martignac et de ses collègues sur ce fait de politique étrangère , que de connaître leur pensée

1. V. au chapitre suivant (*Expédition de Morée*).

2. V. tome VI, chapitre VII, page 512.

sur les questions de politique intérieure qui agitaient le pays depuis six ans. L'attitude du parti religieux ajoutait encore à l'intérêt des communications attendues : loin d'accepter sa défaite, ce parti semblait, en effet, se préparer à la résistance et multipliait ses appels à tous ses affiliés. Dix jours avant l'ouverture de la session, le 25 janvier, une circulaire répandue à profusion invitait tous les fidèles « à faire une neuvaine, sous l'invocation de saint Ignace, pour la conservation des Jésuites. » Six jours plus tard, un prélat à qui son intervention dans la discussion de la loi sur *la conversion de la rente* avait fait une courte popularité, l'archevêque de Paris, publiait à l'occasion de l'ouverture de la session, un mandement où il recommandait au nombre des pratiques pieuses destinées à attirer la bénédiction du ciel sur les travaux de la nouvelle Assemblée, les prières en usage pour les dévotions au *Sacré Cœur de Marie* et au *Sacré Cœur de Jésus*. Enfin, lors de la réunion préparatoire où devait se tirer au sort la grande députation chargée d'aller recevoir Charles X à son arrivée dans la salle où la solennité d'ouverture devait s'accomplir, chaque député reçut un volume intitulé : *Défense de l'ordre des Jésuites*. La cérémonie eut lieu le lendemain, 5 février, avec l'appareil habituel; le discours prononcé par le roi contenait les passages suivants :

« Le traité que j'ai signé avec le roi d'Angleterre et l'empereur de Russie, a posé les bases de la pacification de la Grèce, et j'ai lieu d'espérer encore que les efforts de mes alliés et les miens triompheront, sans le secours de la force, des résistances de la Porte ottomane.

« Le combat imprévu de Navarin a été à la fois une occasion de gloire pour nos armes, et le gage le plus éclatant de l'union des trois pavillons.

« Quelle que soit l'intimité des rapports qui doivent exister entre la religion et l'éducation des hommes, l'instruction publique et les affaires ecclésiastiques m'ont paru exiger une direction séparée et j'en ai ordonné la division.

« Voulant affermir de plus en plus dans mes États la charte qui fut octroyée par mon frère, et que j'ai juré de maintenir, je veillerai à ce qu'on travaille avec sagesse et maturité à mettre notre législation en harmonie avec elle.

« Quelques hautes questions d'administration publique ont été signalées à ma sollicitude. Convaincu que la véritable force des trônes est,

après la protection divine, dans l'observation des lois, j'ai ordonné que ces questions fussent approfondies, et que leur discussion fit briller la vérité, premier besoin des princes et des peuples. »

Les journaux avaient fait connaître les expressions employées par les ministres anglais à l'occasion de la bataille de Navarin. Lors donc que Charles X en vint aux passages relatifs à notre politique extérieure, le plus profond silence se fit dans toute la salle; mais à mesure qu'il avançait dans sa lecture, une sorte de frémissement de satisfaction se faisait remarquer sur tous les bancs; aux derniers mots du paragraphe, l'enthousiasme éclata; les cris de : *Vive le roi !* ébranlèrent les voûtes. Un nouveau mouvement d'approbation accueillit la promesse de séparer désormais l'instruction publique des affaires religieuses, et les cris de : *Vive le roi !* se renouvelèrent quand on entendit le monarque prendre le double engagement de demeurer fidèle à la Charte et de mettre notre législation en harmonie avec l'esprit du pacte constitutionnel. Le ministère, dans ce discours, répudiait le système de ses prédécesseurs; si les actes répondaient aux déclarations, l'avènement de M. de Martignac et de ses collègues inaugurerait une politique nouvelle.

Le 15 février, la Chambre des pairs répondit au discours de la couronne par une adresse qui n'était que la paraphrase de la harangue royale. On avait répandu le bruit que les membres libéraux de cette Assemblée, imitant l'exemple donné en 1819 par les pairs ultra-royalistes, à la suite de la nombreuse nomination faite par M. Decazes, essaieraient de contester la constitutionnalité de la considérable promotion contre-signée par M. de Villèle; il n'en fut rien : tous les nouveaux pairs furent admis sans opposition, et, contrairement à l'opinion commune, leur introduction ne modifia pas l'esprit de la Chambre héréditaire aussi profondément qu'on le supposait. Une partie des nouveaux membres ne se croyaient nullement engagés à soutenir le système politique du ministère qui les avait nommés; quelques autres, habitués à voter invariablement pour le cabinet quel qu'il fût, portèrent leurs votes au cabinet nouveau; la balance entre les divisions qui partageaient auparavant cette Assemblée,

se trouvait à peu près maintenue. Mais, d'un autre côté, si la défense des principes constitutionnels contre une administration et une Chambre dévotes et rétrogrades, avait donné la première place, dans l'opinion publique, durant les six dernières années, à la Chambre héréditaire, l'avènement d'une Assemblée élective libérale déplaçait les rôles, et reportait les espérances et l'intérêt du pays sur les discussions de la Chambre des députés.

Les premiers débats de cette Chambre furent consacrés à la vérification des pouvoirs de ses membres. Une foule de protestations dirigées contre la nomination d'un grand nombre de partisans de l'ancien ministère, et dans lesquelles les réclamants dénonçaient des fraudes et des violences qui pouvaient en amener l'annulation, devinrent l'occasion des discussions les plus passionnées. Introduction de faux électeurs sur les listes comme dans l'intérieur des collèges; radiations d'électeurs remplissant toutes les conditions requises, dénis de justice, inexécution d'arrêts rendus par des Cours royales, tels étaient les griefs le plus généralement énoncés. Dans le département de la Meuse, les listes, au lieu d'être publiées le 25 septembre, n'avaient été affichées que le vendredi 28. Un grand nombre d'électeurs en étaient éliminés faute de justifications suffisantes, quand d'autres s'y trouvaient inscrits sans en avoir fait aucune. Le délai, pour les réclamations, expirait le 30, à minuit. Nombre d'électeurs se hâtent, dans la journée du 29, de régulariser ou de compléter leurs pièces, et, le 30, au matin, ils se présentent à la préfecture pour les déposer; mais les portes sont fermées; ils interrogent la femme du concierge: « Le préfet? — Il est absent. — Le secrétaire général? — Il fait ses vendanges. — Les employés? — Ils ne viendront pas; c'est aujourd'hui dimanche. » Dans certains collèges on avait contraint les électeurs de voter entre deux gendarmes; ailleurs, les présidents avaient outrageusement violé le secret des votes; partout, les chefs des administrations judiciaires, militaires et administratives avaient prodigué, dans de nombreuses circulaires, l'intimidation et la menace à leurs subordonnés, même aux notaires, aux avoués, aux commissaires priseurs et aux huissiers, les

rendant responsables non-seulement de leurs votes, mais encore des votes de leurs parents. La lecture de ces documents, accueillie par les cris d'indignation des députés de la gauche, provoquait, au contraire, les marques les plus vives d'approbation sur les bancs de la droite où M. de Labourdonnaie et ses amis, revenus à leur ancienne place, défendaient avec chaleur les actes les plus violents des fonctionnaires dénoncés. Un de ceux-ci, le vicomte de Curzay, préfet d'Ille-et-Vilaine, et que le grand collège de la Vienne avait envoyé à la Chambre, ne se borna pas à repousser dans les termes les plus violents les reproches adressés aux fonctionnaires ses collègues, il dit : « Oui, j'en conviens, les élections n'ont pas été libres, car elles ont été faites, dans la plus grande partie de la France, par l'influence d'un *comité-directeur* établi à Paris. (*Violente interruption à gauche, vive approbation au côté droit.*)

M. de La Pommeraye, se levant : Le comité-directeur des élections était à *Montrouge* ! (*Exclamations à droite.*)

M. de Curzay : Elles n'ont pas rapporté tout ce que le comité-directeur attendait, voilà le seul grief. (*Nouvelle interruption à gauche.*) Ce n'est pas aux préfets qu'on en veut, car ils n'ont fait pour la plupart que leur devoir ; c'est à l'administration du roi. (*Nombreux cris : à l'ordre !*)

Voix à gauche : Vous vous croyez encore à la Chambre de 1824 !

Autres voix, du même côté : C'est un des trois cents de M. de Villèle ! Ce discours est un anachronisme !

Voix à droite : Continuez ! continuez ! »

M. de Curzay continue, en effet, à accuser le *comité-directeur* de tous les désordres signalés dans les élections contestées. Vainement on l'interrompt chaque fois qu'il prononce le mot de *comité*, par les cris de *Montrouge ! Montrouge !* il persiste à soutenir que ce sont les conseils consultatifs établis par l'opposition, dans chaque département, qui ont fait tout le mal en égarant les électeurs sur leurs droits au lieu de les éclairer, et termine en qualifiant de calomniateurs les pétitionnaires « assez hardis pour accuser devant la France entière des gens honorables,

dignes de la confiance du pays tant qu'ils auront celle de leur roi. »

Ce discours, comme on le faisait justement observer, portait l'empreinte des passions de 1824. Son auteur, en affectant de confondre l'administration avec la royauté, jetait une sorte de blâme sur ceux des membres de l'ancien parti monarchique qui, sous le titre de *royalistes constitutionnels*, prétendaient, au contraire, séparer la royauté de l'administration, et après avoir énergiquement combattu, dans la dernière Chambre, le ministère Villèle, paraissaient décidés à continuer de voter contre les doctrines et les actes de ce cabinet, avec les députés libéraux. Un de ces royalistes, M. Augustin de Leyval, prit la parole après M. de Curzay, pour justifier le changement qui avait amené ses amis et lui-même, à s'unir, dans certains votes, à l'opposition libérale, sans renoncer cependant en rien à leur vieil attachement au roi et à la royauté.

« S'il fut en France deux peuples dans le même peuple, ils se sont donné le signe de paix, dit-il. On nous parle de troubles, de révolution. Personne plus que moi n'a en horreur l'anarchie et le despotisme : ils m'ont ravi mes parents, ma fortune ; ils ont abreuvé mon enfance d'amertume et de misère. Mais s'il m'en est resté des impressions profondes, elles n'offusquent ni mon sens, ni ma raison ; des fantômes, quelque hideux qu'ils soient, ne sont pour moi que des fantômes. (*Applaudissements prolongés à gauche. Le côté droit est immobile.*) »

« Et la Révolution où donc est-elle ? La Charte a tué le monstre, et ce n'est qu'en voulant tuer la Charte qu'on peut le faire revivre. (*A gauche : Oui ! oui !*) Il est des temps où les peuples semblent avoir besoin d'anarchie ; il en est d'autres où ils ne veulent que la raison. Ces derniers temps sont venus pour la France : tant de vicissitudes dans les événements, tant de bonnes et de mauvaises fortunes, tant de joies étouffées à leur naissance, de triomphes suivis de promptes défaites, ont dissipé les fumées de l'ivresse politique. L'aménité naturelle de nos mœurs, nos habitudes bienveillantes et polies, ont rapproché des hommes ennuyés de se haïr. Dans leurs rapports plus con-

fiançants et plus faciles, les opinions se sont par degrés adoucies et confondues. Que vous dirai-je, enfin ? le royalisme est devenu libéral, et le libéralisme est devenu monarchique. » (*Nouveaux et longs applaudissements à gauche. Profond silence à droite.*)

Cette conciliation entre la doctrine libérale et le principe royaliste qui devint l'effort, le caractère particulier du ministère nouveau, était sincère des deux parts. La veille, 13, le comte Gaëtan de La Rochefoucauld-Liancourt, répondant à un membre de la droite qui contestait à la Chambre certaines attributions dans la vérification des pouvoirs de ses membres, avait dit : « On nie la souveraineté de la Chambre. (*A droite : Oui ! oui !*) Eh bien, quand on n'est pas souverain on est sujet ; or, de qui êtes-vous sujets ? (*A droite : Du roi ! du roi ! — Agitation prolongée.*)

M. Gaëtan de La Rochefoucauld : Laissez-moi, Messieurs, expliquer ma pensée. Dira-t-on que la souveraineté est dans le roi ! (*A droite : Oui ! oui !*) Je ne le nie pas ; mais comment y est-elle ? Qu'est-ce que la souveraineté du roi ? Voilà la question. » (*Explosion à gauche ; cris : Non ! non ! Il ne s'agit pas de cela ! Assez ! assez !*)

La droite insiste avec force pour que l'orateur continue son discours ; les députés de la gauche s'y opposent ; MM. Étienne, Casimir-Périer et de Chauvelin courent à la tribune, et, après de longs efforts contrariés par ces cris continuels à droite : *Parlez ! parlez !* ils obtiennent de M. de La Rochefoucauld, au nom de toutes les nuances constitutionnelles, le sacrifice des périlleuses considérations qu'il s'apprêtait à développer.

Ces débats excitaient au plus haut point l'attention publique ; M. de Villèle, lui-même, les suivait attentivement du fond de la tribune particulière du duc de Bourbon ; ouverts le 8 février, ils se prolongèrent durant quinze jours et eurent pour résultat l'annulation des cinq nominations du département des Vosges, celle d'une élection particulière et la démission de deux députés.

L'attitude des nouveaux ministres, incertaine au début de cette longue discussion, était progressivement devenue plus

nette et plus ferme. M. de Martignac, à qui son talent de tribune donnait la première place dans le cabinet, avait d'abord essayé, sinon d'excuser, du moins d'atténuer les illégalités des fonctionnaires dépendants de son administration. Mais, averti par les murmures de la gauche et par le silence désapprobateur du centre droit, il comprit la nécessité de séparer plus profondément qu'il ne l'avait encore fait, le système politique du cabinet nouveau, des doctrines professées par l'ancienne administration, et, le 12 février, il dit : « Nous n'exercerons jamais à notre profit le droit d'élection. Nous sommes les ennemis jurés de la fraude, du mensonge et de l'illégalité ; nous les combattons sous quelque couleur que nous les rencontrions. La lutte doit être franche, ouverte, légale, et l'action du gouvernement ne doit jamais être ni frauduleuse, ni tyrannique, ni inquisitoriale. » Accueillie par les applaudissements de la gauche, et renouvelée par MM. Roy et Portalis, cette déclaration plaçait dans la situation la plus fautive les deux membres du dernier cabinet, MM. de Chabrol et de Frayssinous, demeurés dans la nouvelle administration. Solidaires de tous les actes du ministère Villèle, et obligés de baisser la tête à chaque séance sous les reproches et les accusations dirigées contre les hommes dont ils avaient partagé les travaux, ils ressentaient ces attaques d'autant plus vivement qu'ils ne pouvaient les repousser sans s'exposer à soulever contre eux la majorité de la nouvelle Assemblée et à se voir désavoués par leurs nouveaux collègues. Cette position, déjà si difficile quand il ne s'agissait que de simples vérifications de pouvoirs, deviendrait évidemment intolérable lorsque la présentation du projet d'adresse amènerait la discussion sur la politique générale et sur tous les actes de précédent cabinet. Ces deux ministres ne se sentirent pas la force de subir cette seconde épreuve ; et, abritant la nécessité de leur retraite sous le désir de ne pas ajouter, par leur présence, aux difficultés que leurs nouveaux collègues auraient à surmonter dans ce périlleux débat, ils offrirent l'un et l'autre leur démission.

Dans ce moment la Chambre procédait à l'élection des cinq candidats parmi lesquels le roi devait choisir le président de

l'Assemblée. Cette question empruntait à la composition de la Chambre un intérêt exceptionnel : les votes les plus divers avaient signalé la vérification des pouvoirs ; on saurait , enfin , où se trouvait la majorité. L'alliance fortuite , instantanée , contractée au moment des élections , entre tous les adversaires de M. de Villèle , s'était , en effet , dissoute. M. de Labourdonnaie et ses amis étaient rentrés au côté droit , ainsi qu'on l'a vu , et , confondus avec les députés congréganistes , ils ne formaient plus avec ces derniers qu'un seul et même parti. M. Agier et les députés assis près de lui ne montraient plus , d'un autre côté , la décision des premiers jours. Le souvenir de leurs anciennes luttes contre les libéraux , et la crainte de se voir entraînés par ceux-ci , au delà de leurs engagements envers la royauté , les rendaient hésitants , incertains , et , dans nombre de votes , la plupart d'entre eux avaient uni leurs boules à celles du côté droit. On aurait pu croire , après le discours de M. de Leyval , que l'union était rétablie avec la gauche ; mais , la première impression passée , la défiance était revenue , tant était profonde la trace laissée dans l'ancien parti royaliste par cette querelle de dix ans que l'intolérant despotisme du parti religieux avait seul fait cesser. Ces vingt-cinq à trente membres dissidents portaient-ils leurs voix à droite ou à gauche ? Le premier scrutin pour la nomination des cinq candidats à présenter au roi , laissa la question indécise. Le nombre des votans était de 364 ; majorité absolue , 183 ; les voix se trouvèrent ainsi réparties : M. de Labourdonnaie , 178 ; M. Gauthier (de la Gironde) , 174 ; M. Royer-Collard , 168 ; M. Ravez , 162 ; M. Casimir-Périer , 156.

Ces chiffres donnaient la force exacte de chaque parti : la droite proprement dite , c'est-à-dire les partisans du dernier cabinet , unis aux amis de M. de Labourdonnaie , se trouvaient représentés par les 162 voix obtenues par M. Ravez ; MM. Royer-Collard et Casimir Périer avaient reçu de tous les membres de la gauche , le premier 168 suffrages , le second 156 , soit , en moyenne 162 , chiffre égal à celui des voix données à M. Ravez. Restaient les 25 à 30 voix de la *réunion Agier*. Cette réunion

avait sa liste particulière qui se composait, y compris trois de ses membres, de M. de Labourdonnaie, cet intraitable adversaire de M. de Villèle, qu'elle avait emprunté à la liste de la droite, et de M. Gauthier, négociant de Bordeaux, royaliste devenu libéral, porté par la gauche. De là le chiffre élevé des suffrages obtenus par ces deux députés. Quant aux trois autres candidats appartenant en propre à la réunion, et parmi lesquels figuraient MM. Delalot et Hyde de Neuville, ils n'avaient eu qu'un nombre de voix sans importance.

Aucun de ces candidats ne réunissait la majorité absolue. Un second scrutin devenait nécessaire. La soirée et une partie de la nuit se passèrent en pourparlers sans résultat, entre le côté gauche et la petite fraction qui tenait en ses mains la majorité. Le parti clérical commit la faute de triompher trop tôt et avec trop de bruit, des voix obtenues par MM. de Labourdonnaie et Ravez; leur nomination, disaient tous ses membres, était certaine, et prouverait que la majorité appartenait encore au côté droit. Au bout de quelques heures on annonçait que ces deux hommes politiques, unis à M. de Villèle, allaient immédiatement former un nouveau cabinet. Une feuille du soir, organe avoué de l'ancien président du conseil, en rapportant ce bruit, ne se contentait pas de railler les amis de M. Agier de leur défaite, et de ridiculiser leur opposition; elle injurait l'un d'eux, M. Delalot. Ces insultes, ces cris de joie où perçait un certain accent de menace, décidèrent les membres de cette réunion; toute hésitation cessa, et le lendemain, 23, dans la matinée, ils arrêtaient, de concert avec la réunion de la rue Grange-Batelière, une liste où deux d'entre eux étaient inscrits avec les trois députés déjà portés par la gauche. A une heure, la séance était ouverte; peu d'instant après, le scrutin commença. A quatre heures on annonce que le dépouillement est terminé; la Chambre et les tribunes deviennent attentives; le résultat proclamé est celui-ci : M. Delalot, 212 voix; M. Hyde de Neuville, 206; M. Royer-Collard, 189; M. Gauthier 187; M. Casimir Périer, 180.

Chacun de ces députés réunissant la majorité absolue des

votants, tous devenaient candidats définitifs. Ces nominations n'étaient pas attendues par les amis de la dernière administration ; elle les frappa de stupeur. Tous leurs efforts eurent alors pour but de punir les amis de M. Agier en obtenant du roi que la présidence, du moins, ne fût pas déférée à l'un des deux candidats appartenant à cette réunion. Ce fut, en effet, M. Royer-Collard qui, bien que le troisième sur la liste, fut choisi par Charles X. Cette préférence était contraire à tous les précédents. Le choix de la couronne s'arrêtait d'ordinaire sur le candidat qui réunissait le plus de voix. Les ministres colorèrent cette exception d'un motif en apparence assez plausible ; M. Royer-Collard, élu dans sept collèges, était, disaient-ils, le président désigné par l'opinion publique.

Cette nomination et le concert qui l'avait amenée, consacraient le triomphe des adversaires de l'ancien cabinet. La majorité se trouvait formée, et le ministère lui-même plus affermi. Les démissions de MM. de Chabrol et de Frayssinous furent acceptées. Il était difficile de leur chercher des successeurs sur les bancs de la gauche : dans la conviction du roi et de son entourage, comme dans celle de la généralité du parti monarchique, le mot *libéral* était synonyme de *révolutionnaire*, et un homme politique appartenant à cette opinion n'avait jamais été et ne pouvait jamais devenir *royaliste*. On ne pouvait refuser ce titre aux amis de M. Agier. Ce fut donc au sein de cette réunion, et parmi les membres de l'épiscopat les moins engagés avec les Jésuites, qu'on dut choisir les nouveaux ministres. M. Hyde de Neuville prit à la marine la place de M. de Chabrol ; l'abbé Fautrier, évêque de Beauvais, que signalaient la douceur de ses mœurs et la tolérance de son esprit, remplaça M. de Frayssinous comme ministre des affaires ecclésiastiques. Ces nominations furent signées le 3 mars ; le surlendemain, 5, la Chambre des députés discutait, en comité secret, son adresse en réponse au discours de la couronne.

Cette discussion se prolongea pendant quatre jours, et porta presque tout entière sur différents paragraphes dont les termes donnaient enfin satisfaction au sentiment public en infligeant

une sorte de flétrissure au ministère déchu. MM. de Villèle, Corbière et Peyronnet avaient eu la moitié de l'Assemblée pour complice; leur administration y fut chaudement défendue. « Quelques parties de l'administration publique ont soulevé de *vifs ressentiments* » disait le projet d'adresse. M. Humbert de Sesmaisons, appuyé par M. Syriès de Mayrinhaç, proposa de substituer aux deux derniers mots ceux de *graves mécontentements*; le blâme était moins sévère, disait-il. Benjamin Constant combattit ce changement, qui fut rejeté. Les amis de M. de Villèle furent plus heureux à l'occasion de ce membre de phrase : « la vérité, longtemps captive, parviendra enfin au pied du trône. » — « Le roi aime et cherche la vérité, objecta M. Portalis; ne craignez-vous pas, en lui tenant ce langage, non de lui déplaire, mais de l'affliger? » Cette considération emporta toutes les convictions; la suppression du passage fut prononcée à l'unanimité. Un dernier paragraphe qui résumait pour ainsi dire tout ce projet dont la rédaction appartenait à M. Delalot, eut un sort différent : « Sire, y était-il dit, vous invoquez la loi comme le plus ferme appui du trône; vous appelez du fond des cœurs la vérité. Elles retentiront dans la postérité ces paroles mémorables. La France se recueille dans un profond attendrissement. Ses vœux ne demandent aux dépositaires de votre pouvoir que la vérité de vos bienfaits, ses plaintes n'accusent que le *système déplorable* qui les rendit trop souvent illusoires. »

Un congréganiste zélé, dévot mondain parmi les gens de cour, bel esprit de cour parmi les dévots, et qui, chargé du *département des beaux-arts*, s'était acquis la célébrité la plus étrange en voulant officiellement moraliser les poèmes, la musique, les ballets, et jusqu'aux robes des danseuses de l'Opéra, M. Sosthènes de La Rochefoucauld, demanda la suppression des mots « système déplorable »¹. M. de Montbel appuya ce retranche-

1. Nous avons dit de quelle nature était l'influence que, dans les dernières années du règne de Louis XVIII, donnaient à M. Sosthènes de La Rochefoucauld ses rapports avec la favorite. A défaut d'un *département ministériel*, que nul ne pouvait songer à lui confier, il avait sollicité l'administration des beaux-arts, et obtenu de changer le titre de *direction* en celui de *département*.

ment dans un discours où, faisant intervenir et parler M. de Villèle, il plaçait dans la bouche de cet ancien ministre une défense que terminaient ces paroles de Scipion : « Allons au Capitole rendre grâces aux Dieux ! » Le marquis de Laboëssière, qui n'apercevait de *déplorable*, disait-il, que l'adresse elle-même ; MM. Syriès de Mayrinhac, de Martignac et de Labourdonnaie sollicitèrent également la suppression demandée, qui, combattue avec vivacité par MM. Agier, Casimir Périer et de Chauvelin, fut enfin mise aux voix par assis et levé. La Chambre se trouve partagée ; deux fois le président déclare l'épreuve douteuse ; on recourt au scrutin ; le nombre des votants est de 360 ; 173 voix se prononcent pour le retranchement ; 187 le repoussent ; l'épithète de *déplorable*, qui devait demeurer la qualification du long ministère Villèle, était maintenue à une majorité de 14 voix. Le vote sur l'ensemble du projet eut le résultat qui suit toutes les luttes politiques : la victoire était décidée ; un certain nombre d'opposants passèrent immédiatement au vainqueur, et l'adresse, adoptée par 198 boules blanches contre 164 boules noires, obtint une majorité de 34 voix.

Contrairement à l'usage, le roi ne fit pas annoncer qu'il recevrait le soir même le bureau de l'Assemblée. Ce silence fit naître des suppositions sans nombre. Charles X refuserait d'accueillir l'adresse, disaient les amis de la dernière administration. Bientôt on assura que les ministres avaient donné leur démission ; qu'ils étaient remplacés par MM. de Blacas, de Vitrolles, de Villèle, de Labourdonnaie et Pardessus, et que le roi venait de signer la dissolution de l'Assemblée. Ces rumeurs, suscitées, accréditées par la crainte où l'on était du retour de l'ancien président du conseil, encore tout puissant, disait-on, sur l'esprit du prince, se trouvèrent sans fondement. Charles X avait uniquement voulu préparer sa réponse, et le lendemain 9, M. Royer-Collard, admis aux Tuileries avec les membres du bureau et une grande députation de la Chambre, lui donnait lecture de l'adresse ; le roi répondit :

« Messieurs, en vous faisant connaître ma volonté d'affermir nos institutions, et en vous appelant à travailler avec moi au bonheur de

la France, j'ai compté sur l'accord de vos sentiments comme sur le concours de vos lumières.

« Mes paroles avaient été adressées à la Chambre entière ; il m'aurait été doux que sa réponse eût pu être unanime.

« Vous n'oublierez pas, j'en suis sûr, que vous êtes les gardiens naturels de la majesté du trône, la première et la plus noble de vos garanties. Vos travaux prouveront à la France votre profond respect pour la mémoire du souverain qui nous octroya la charte, et votre juste confiance dans celui que vous appelez le digne fils de Henri IV et de saint Louis. »

L'irritation contenue dont cette réponse était empreinte et la préoccupation qu'elle révélait, dans l'esprit du roi, sur une « majesté du trône » qu'il plaçait au-dessus de toutes les autres garanties constitutionnelles, causèrent dans une partie du public un sentiment de surprise mêlé d'inquiétude, que ne tarda cependant pas à dissiper le spectacle alors tout nouveau de réunions électorales publiques.

Nous avons dit que les dernières élections avaient amené un assez grand nombre de nominations multiples. Les sièges demeurés ainsi vacants et ceux devenus inoccupés à la suite des annulations prononcées ou des démissions données lors de la vérification des pouvoirs, s'élevaient à quarante-cinq. Paris, à lui seul, avait six députés nouveaux à élire. Les opérations destinées à pourvoir à ces vacances étaient fixées au 21 avril. Une foule de candidats invoquant des droits, des titres politiques à peu près équivalents, sollicitaient la préférence des électeurs. Comment obtenir l'accord nécessaire au triomphe ? qui choisir ? Jusqu'alors les journaux avaient seuls indiqué et discuté les candidatures, sous l'inspiration de comités composés d'un petit nombre d'hommes influents. Paris donna l'exemple de Réunions préparatoires nombreuses où les candidats, après avoir pris l'engagement d'honneur « de n'accepter aucune place ou faveur quelconque du gouvernement s'ils étaient élus, » soumettaient eux-mêmes leurs titres à la réunion, ou les faisaient valoir par leurs amis ; où tous répondaient aux interpellations qui leur étaient faites sur leur passé, sur leurs opinions à l'égard des questions politiques ou économiques à l'ordre du jour, et dans lesquelles ils subissaient ensuite l'épreuve d'un scrutin dont le

résultat désignait, par la pluralité des suffrages, le nom du candidat que les électeurs devaient porter. Convoquées d'abord dans des lieux publics, ces assemblées avaient leur bureau, leur tribune et leurs discussions dont les journaux rendaient compte. Tels sont les retours de la politique, que dans une d'elles où assistaient mille à douze cents électeurs, on put voir le comte Lavalette, condamné à mort en 1815, et évadé de la Conciergerie la veille du jour fixé pour son exécution, paraître à la tribune, et recommander au choix des électeurs l'avocat qui l'avait alors défendu¹. Ces réunions, purement accidentelles, toutes passagères, et que le fait de l'élection faisait cesser, devinrent, pour les journaux congréganistes, l'objet des plaintes les plus véhémentes : la publicité donnée aux séances, l'ordre imposé aux délibérations, éveillaient un lointain souvenir de ces anciennes sociétés populaires dont l'influence et l'action révolutionnaire étaient encore dans toutes les mémoires ; les feuilles cléricales poussèrent un cri d'épouvante : « La révolution reprend sa marche, disaient-elles ; le club des Jacobins se rouvre ; un nouveau 93 se prépare. » Trop faibles auprès de la cour et du roi pour mépriser les terreurs excitées dans l'opinion royaliste par ces déclamations ; obligés, en même temps, de respecter les réclamations de l'opinion constitutionnelle en faveur du droit de libre discussion, les ministres firent insérer dans *le Moniteur* une note annonçant : « Qu'ils ne mettraient aucun obstacle aux réunions formées dans des *maisons particulières*, dans des *locaux privés*, parce que, n'exerçant aucune action au dehors, elles n'offraient aucun inconvénient sérieux ; mais qu'ils n'autoriseraient pas et cesseraient de tolérer les assemblées tenues dans des *lieux publics*, où un nombre immense de citoyens pouvaient soumettre à une délibération imprévoyante et passionnée les plus graves sujets de la politique intérieure et extérieure. » Les libéraux se soumirent ; la discussion du choix de leurs candidats perdit la solennité d'un débat parlementaire ; mais elle n'en fut ni moins libre, ni moins complète, et, le 21 avril, les deux

1. V. pour le procès, la condamnation et l'évasion du comte Lavalette, tome III, chapitre VIII.

partis qui divisaient la Chambre se trouvèrent en présence dans vingt-huit départements : l'opposition constitutionnelle triompha dans les six collèges de Paris et dans le plus grand nombre des collèges de province ; trente-cinq députés vinrent renforcer le côté gauche. Le ministère, fidèle à ses déclarations, avait gardé partout la plus absolue neutralité.

Au même moment où le courant de l'opinion publique portait ainsi un notable renfort à la nouvelle majorité, Charles X, que ses défiances et ses préjugés entraînaient dans un mouvement contraire, protestait, autant qu'il était en lui, contre la direction suivie par ses ministres. Le duc de Rivière, gouverneur du duc de Bordeaux, était mort le jour même des élections, le 21 avril. La nomination de son successeur, acte propre à la couronne, exempt du contre-seing ministériel, eut lieu le 26. Deux haines dominaient, à ce moment, parmi l'opinion qui venait de triompher ; la haine de la congrégation et celle du cabinet qui, depuis 1822, avait tenu la France courbée sous le joug de cette société. Or, le personnage à qui le roi confiait l'éducation politique du jeune héritier du trône, était le baron de Damas, congréganiste notoire, et un des membres de ce ministère que la Chambre venait de flétrir du nom de *déplorable*. Le choix surprit, consterna. « Cette nomination est l'indice d'un système arrêté ; elle doit effrayer l'opinion, » s'écrièrent le plus grand nombre des journaux. Les organes des royalistes dissidents, plus timides, n'osèrent protester qu'en exprimant « leur profonde douleur. »

Le surlendemain, 28, la Chambre des députés commençait la discussion d'un des projets de loi destinés, par le ministère, à donner aux réclamations et aux griefs de l'opinion constitutionnelle les réparations qu'elle attendait.



CHAPITRE II

Continuation de la session de 1828. Projet de loi sur la révision annuelle des listes électorales et du jury : discussion, adoption. — Secret des lettres ; cabinet noir ; sa suppression. — Projet de loi sur la liberté de la presse : discussion, adoption. — Proposition de mise en accusation du ministère Villèle : prise en considération ; nomination d'une commission d'enquête. — Rapport de la commission chargée d'examiner la question des Jésuites. Les ministres offrent leur démission. Ordonnances du 16 juin : irritation du parti religieux ; protestation des évêques ; mission de M. Lasagni à Rome ; réponse du pape ; les ordonnances sont exécutées. — Rapport de la commission d'enquête sur la demande de mise en accusation du ministère Villèle ; ses conclusions ; ajournement. — Discussion du budget. Instruction publique : réclamations du parti religieux contre l'Université et en faveur de la liberté d'enseignement. CLÔTURE DE LA SESSION. — Guerre entre les Turcs et les Russes ; protocole signé à Londres le 29 juillet ; préparatifs militaires. — Expédition de Morée : embarquement des troupes ; tentative du cabinet de Londres pour faire avorter l'expédition ; convention avec Mohanmed-Ali ; débarquement de l'armée ; Ibrahim dans le camp français ; reddition de Modon, Koron, Navarin et Patras ; prise du château de Morée ; délivrance de la Grèce. — Voyage de Charles X en Alsace : ovations. — Réorganisation du conseil d'État. — Voyage de la duchesse de Berri en Bretagne et en Vendée. — Les Jésuites et les Bourbons.

Le 25 mars, M. de Martignac avait présenté à la Chambre des députés un projet de loi sur la *révision annuelle des listes électorales et du jury*, destiné à compléter les dispositions législatives votées sur la même matière, le 12 mai précédent, mais dont l'insuffisance, le manque de précision et de clarté, venaient d'être démontrés par les violences et par les fraudes signalées dans les dernières élections¹. Les moyens que proposaient les ministres pour garantir désormais aux électeurs, leurs droits, et aux opérations électorales, leur sincérité, étaient ceux-ci :

Le 1^{er} juin de chaque année, les maires des communes de chaque canton, assistés de tous les percepteurs de la circonscription cantonale, se réunissaient au chef-lieu, et arrêtaient la liste des électeurs du canton. Transmise au sous-préfet, puis au préfet qui la révisait à partir du 1^{er} juillet, d'après les renseignements

1. V. au précédent chapitre (*ouverture de la session, — vérification des pouvoirs*)

qui lui étaient survenus et en tenant registre de ses décisions et de leurs motifs, cette liste, ainsi rectifiée, était affichée le 15 août dans chaque commune, et déposée au secrétariat de chaque mairie, sous-préfecture et préfecture.

Le jour même de cette publication, il était ouvert au secrétariat de chaque préfecture un registre destiné à inscrire, à sa date, toute réclamation faite soit par un intéressé, soit par un tiers; le droit de poursuivre l'inscription d'un électeur pourvu de titres suffisants ou la radiation d'un électeur sans titre, appartenait à tout individu inscrit sur la liste. Ces demandes étaient soumises au conseil de préfecture, qui prononçait dans les cinq jours; chaque quinzaine, un tableau rectificatif, publié de la même manière que les listes, faisait connaître ces décisions. La clôture définitive de la liste électorale avait lieu le 12 octobre.

Le recours contre les décisions du conseil de préfecture était suspensif; il devait être porté, savoir : devant le conseil d'État, pour les difficultés relatives à la régularité des rôles, à la nature et à l'assiette des contributions, et devant la cour royale pour les questions d'état civil et politique, et celles concernant le domicile, le droit de propriété ou la possession. Les décisions de ces deux corps étaient rendues sans frais, sans intervention d'avocat ni d'avoué, sommairement, et toutes affaires cessantes.

Un intervalle d'un mois devait toujours séparer l'ordonnance de convocation d'un collège et sa réunion. Nul fonctionnaire public ne pouvait être inscrit sur la liste électorale du département où il exerçait ses fonctions, que six mois après la déclaration faite par lui d'y prendre son domicile politique. Enfin, les percepteurs étaient tenus de délivrer aux électeurs, qui en feraient la demande, tous certificats négatifs ou extraits de rôles relatifs aux contribuables de leur perception.

La franchise et la netteté de ces dispositions avaient fait accueillir ce projet de loi, par l'opinion libérale, comme un gage de la sincère résolution où étaient les ministres d'abandonner les traces de leurs dévanciers pour entrer enfin dans une voie

fermement constitutionnelle. Tous les organes de l'ancienne opposition s'étaient trouvés d'accord pour en louer les stipulations et l'esprit ; ils n'en avaient critiqué que certaines imperfections de détail qui disparurent lors du vote des articles.

Aussi, la discussion ouverte le 28 avril, présenta-t-elle le spectacle tout nouveau d'un projet du gouvernement défendu chaudement par les députés libéraux contre les attaques des membres les plus obstinés de l'ancien parti ministériel. Ceux-ci reprochaient au projet de dépouiller l'administration au profit de l'intérêt révolutionnaire. Dans la permanence des listes, ils voyaient l'organisation d'un corps politique démocratique, dont la puissance serait un péril pour la monarchie. Le droit accordé à tout électeur de provoquer l'inscription ou la radiation de tout individu indûment ômis ou porté, leur semblait une intervention populaire, dangereuse pour la tranquillité publique, un moyen, pour les malveillants, de porter les plus scandaleuses investigations dans la fortune et les affaires de chaque famille. Née des circonstances, disaient-ils, cette loi était une loi de faction : « Donnée à un parti qu'on redoute, ajoutait M. Duplessis de Grenédan, elle semble être son ouvrage ; elle cède tout ce qu'on peut céder, et, après l'avoir lue, on cherche s'il reste encore à l'administration quelque chose pour se défendre. Le parti qui domine aujourd'hui n'a eu qu'un but en exigeant cette loi, ôter au gouvernement toute influence dans les élections et conserver toute la sienne. » Ces accusations et ces plaintes demeurèrent vaines ; les garanties inscrites dans la loi furent fortifiées, dans le cours de la discussion, au lieu de se trouver amoindries. Ainsi, la *permanence des listes* qui, dans le projet, était une prescription indiquée, sous-entendue, plutôt qu'exprimée, fut formellement ordonnée en ces termes : « Les listes sont permanentes. » Plusieurs autres amendements inspirés par les frauduleuses interprétations données par les préfets à certains textes de lois, lors des élections précédentes, furent également adoptés ; on précisa toute expression, toute disposition pouvant donner matière à équivoque. Parmi les modifications

apportées au projet ministériel, une des plus importantes et des plus disputées fut relative à une question de juridiction.

Aux termes de ce projet, toute réclamation pour l'inscription ou la radiation d'un électeur, après la première publication de la liste, était jugée, comme on l'a vu, en premier ressort, par *le conseil de préfecture*; en appel, par *le conseil d'Etat* ou *la cour royale*, selon que le point décidé était relatif à la quotité et à l'assiette de l'impôt ou bien au domicile de l'électeur et à la propriété des biens imposés. Les membres de l'ancienne opposition libérale repoussaient, d'une manière absolue, l'appel au *conseil d'Etat*, corps dont tous les membres étaient amovibles et dans l'entière dépendance du gouvernement. « Les conseils de préfecture composés d'agents de l'administration, révocables à volonté, n'offrent aucune garantie d'indépendance, disaient-ils; est-il logique, est-il juste, dès lors, de donner pour unique recours aux électeurs frappés par leurs décisions, d'autres agents également dépendants, et révocables comme eux? » Les membres du côté droit, appuyés par les ministres, objectaient « que les conseils de préfecture formaient une juridiction administrative dont les décisions ne pouvaient ressortir qu'à une juridiction de même nature. L'appel au conseil d'État, d'ailleurs, n'était prescrit que pour les questions d'impôt, ajoutaient-ils; lui seul pouvait se trouver compétent sur ces matières, et vouloir recourir, dans ce cas, à un autre tribunal, était confondre toutes les juridictions. »

Ces raisons n'étaient pas sans force, ni les défiances des libéraux sans fondement. La question s'envenimait, et le nombre des orateurs qui se succédaient à la tribune l'obscurcissait au lieu de l'éclairer, lorsque M. de Martignac qui, d'abord, s'était prononcé pour le maintien de certains appels au conseil d'État, proposa de faire décider les réclamations électorales, non plus par le conseil de préfecture, mais par le préfet, en conseil de préfecture, et de confier à la cour royale du ressort, l'appel de tous les arrêtés pris par cet administrateur en matière électorale. Ce n'était plus, en effet, du jugement d'un tribunal administratif, mais de la décision d'un fonctionnaire qu'il s'agissait dans ce

système. Cette proposition, qui témoignait de la parfaite loyauté du ministère, fit immédiatement tomber les réclamations de la gauche, moins, pourtant, les scrupules de deux de ses membres, MM. Mauguin et Dupin aîné, dont l'insistance à vouloir embarrasser le débat d'une inutile question de *conflits*, vint heureusement échouer devant l'empressement de leurs collègues à voter le changement proposé.

A mesure que la discussion approchait de son terme, la droite multipliait ses amendements. Deux de ses membres, MM. Boscal de Réals et de Pina, demandèrent l'interdiction absolue des réunions préparatoires, celle des comités électoraux, et la punition des provocateurs, directeurs ou membres de ces réunions et comités. « La France monarchique et religieuse, disaient-ils, s'est émue de leurs tendances alarmantes ; elle accuse l'impuissance des lois. » Soutenue par M. de Montuégou, repoussée par le général Mathieu-Dumas et par M. Eusèbe de Salverte qui, rappelant une expression de M. Etienne, qualifiaient « d'hypocrisie de la peur » les craintes exprimées au sujet des comités électoraux, cette proposition fut rejetée, et le lendemain, 12 mai, lorsque la discussion comptait déjà quinze jours de durée, la Chambre votait enfin au scrutin sur l'ensemble de la loi ; le nombre des votants était de 362 : boules blanches 257, boules noires 105 ; majorité en faveur de la loi, 152. Cette majorité ne fut pas moins considérable à la Chambre des pairs. Cependant la loi y fut combattue avec une violence encore sans exemple à cette assemblée, par un certain nombre de pairs nouveaux, entre autres, par MM. Forbin des Issarts, de Castelbajac, de Kergorlay, de Frénilly, de Kergariou, qui repoussaient, comme leurs amis de l'autre Chambre, la permanence des listes, l'intervention des tiers, et la juridiction exclusive des cours royales ; malgré ces violences ou plutôt à causes d'elles, la loi fut adoptée, le 24 juin, après huit jours de discussion, par 159 *oui*, contre 83 *non* ; majorité, 76 voix. Ce dernier chiffre, par une coïncidence singulière, était égal à celui des pairs compris dans la promotion faite par M. de Villèle.

Un incident que nous ne pouvons passer sous silence, avait occupé la Chambre élective pendant la discussion de la loi électorale. Les premiers moments de chaque séance étaient habituellement consacrés au rapport de quelques pétitions. Le 3 mai, M. d'Haussez rendit compte d'une demande, dont le signataire sollicitait une enquête sur de nombreuses infidélités commises à l'administration des postes, et sur la violation du secret des lettres. Cette réclamation amenait naturellement le débat sur l'existence d'un bureau secret, désigné dans le public sous le nom de *cabinet noir*, où la violation des correspondances était officiellement pratiquée au profit du gouvernement. Cette institution immorale, sans utilité réelle, soulevait depuis de longues années les plaintes les plus vives, et les députés libéraux ne se lassaient pas d'en demander la suppression. Les ministres, malgré la notoriété publique, se renfermaient dans de vagues dénégations, protestaient de leur respect pour le secret des correspondances, et transmettaient à leurs successeurs, comme une sorte de secret d'État, l'usage de ce honteux établissement. Placé dans la partie inférieure, presque souterraine, d'un des bâtiments de l'Hôtel des Postes, le cabinet noir avait des issues secrètes qui permettaient d'y arriver et d'en sortir sans être remarqué. Ses employés étaient au nombre de trente-deux; l'habileté spéciale, nécessaire à leurs fonctions, constituait le privilège de quelques familles; les fils succédaient aux pères; et leurs traitements, en général assez élevés, montaient par mois, à une somme totale de trente mille francs prélevée sur les fonds généraux de la police. Sous Louis XIV, du moins dans la dernière partie de son règne, le travail de ce cabinet avait surtout pour but de venir en aide aux recherches et aux poursuites dirigées contre les protestants; sous Louis XV, il fournissait la matière des rapports destinés à mettre ce prince, chaque matin, dans la confidence des intrigues galantes de la ville et de la cour; sous Louis XVI, ce bureau ne servait guère qu'à défrayer la curiosité de quelques ministres. Transformé en redoutable instrument de police, sous l'empire, il reprit son caractère de révélations licencieuses, sous Louis XVIII, et des-

cendit, sous Charles X, aux proportions d'un simple espionnage congréganiste. Les débats soulevés par la pétition rapportée le 3 mai, firent connaître que les nouveaux ministres avaient enfin donné satisfaction à la morale publique ; que le 31 janvier précédent, moins d'un mois après la chute de M. de Villèle, la suppression du cabinet noir, consentie par Charles X, avait été opérée sur l'ordre du nouveau ministre des finances, M. Roy, et que les meubles qui en garnissaient les bureaux, les appareils et les outils nécessaires au travail des employés, avaient été enlevés dans la nuit. Cet acte qui honorait la nouvelle administration, devait être maintenu par les différents gouvernements qui ont succédé à celui de Charles X ; aucun d'eux, du moins jusqu'à ce jour ¹, n'a assumé sur lui la honte du rétablissement du *cabinet noir*.

Au nombre des réparations attendues par la nouvelle majorité, était la suppression des entraves dans lesquelles les lois des 31 mars 1821 et 17 mars 1822, avaient enchaîné la presse. Immédiatement après la vérification des pouvoirs, Benjamin Constant s'était fait l'interprète de ses amis politiques en demandant, dès le 10 mars, l'abrogation de la censure facultative. Cette proposition avait été prise en considération à une immense majorité ; mais on en suspendit le développement et la discussion, sur la demande des ministres qui annoncèrent la prochaine présentation d'un projet dont les dispositions donneraient satisfaction au vœu de l'Assemblée. Ce projet fut apporté le 14 avril ; nous n'en citerons que le premier article et le dernier. « Tout Français majeur, jouissant de ses droits civils, pourra, sans autorisation préalable, publier un journal ou écrit périodique, en se conformant aux dispositions de la présente loi, » disait l'article 1^{er}. L'article 18 et dernier était ainsi conçu : « La loi du 17 mars 1822, relative à la police des journaux et des écrits périodiques, demeure abrogée. » La première de ces dispositions rétablissait la liberté de publication ; la seconde supprimait la *censure facultative* et les *procès de tendance*. Toute-

1. Septembre 1852.

fois, le cautionnement à déposer préalablement à toute publication restait fixé à 10,000 fr. de rentes, pour les journaux quotidiens; à moitié, si le journal ou écrit périodique ne paraissait qu'une fois par semaine; au quart, s'il paraissait seulement plus d'une fois par mois. Les journaux ou écrits périodiques ne paraissant qu'une fois par mois ou plus rarement, et les feuilles périodiques, exclusivement consacrées aux avis, annonces, affiches judiciaires, arrivages maritimes, mercuriales et prix courants, étaient seuls exempts de tout cautionnement. Cette exemption pouvait être accordée, il est vrai, sur la demande motivée d'une des quatre classes de l'Institut, à tout journal ou écrit périodique exclusivement consacré aux lettres, sciences ou arts, paraissant plus d'une fois par mois, mais le gouvernement pouvait la retirer. Enfin, le jugement de tous les délits commis par la voie de la presse demeurait dans l'attribution des tribunaux ordinaires.

Empruntées aux amendements introduits l'année précédente, par la Chambre des pairs dans le célèbre projet de loi *de justice et d'amour* de M. de Peyronnet, les principales dispositions de la loi nouvelle rencontrèrent, d'abord, le plus favorable accueil parmi la majorité de l'Assemblée comme parmi le public. On n'aperçut, dans le premier moment, que la suppression de la censure, des procès de tendance, et de l'autorisation préalable. Mais une lecture plus attentive fit bientôt découvrir, dans la plupart des articles, des précautions et des exigences qui diminuaient singulièrement les avantages accordés. Le gouvernement reprenait, à l'aide de nombreuses prescriptions de détail et de leur application, le bénéfice des principes qui s'y trouvaient inscrits. Ainsi, des amendes énormes punissaient la moindre contravention, et, dans certains cas, pour une déclaration inexacte, par exemple, l'amende pouvait s'élever au montant total du cautionnement, qui se trouvait alors confisqué. D'un autre côté, les journaux littéraires étaient soumis au même cautionnement que les journaux politiques; ils devaient verser, comme ceux-ci, deux cent mille francs s'ils paraissaient plus d'une fois par semaine. Enfin, dans certains cas, les tribunaux

avaient le droit tout à la fois de frapper d'incapacité absolue le gérant d'un journal ou de tout autre écrit périodique, et de suspendre pendant trois mois la publication de ce journal ou de cet écrit. D'amères critiques succédèrent aux louanges des premiers jours, et les plaintes avaient encore toute leur vivacité lorsque, le 29 mai, la discussion parlementaire vint absorber l'attention des écrivains et de leurs lecteurs.

Le projet de loi fut attaqué des deux côtés de la Chambre, mais par des motifs différents : la gauche se plaignait de ses exigences et de ses rigueurs ; la droite accusait ses concessions et sa faiblesse. « Cette loi est une loi de déception, de ruse, pleine d'impossibilités matérielles ou morales, et de contradictions ; les ministres nous l'ont apportée sans l'approfondir, » disait un député libéral, M. Kératry, qui, en défendant le *journalisme* du reproche de jeter l'inquiétude et le désordre dans les esprits, faisait observer : « que sans les journaux, les conseillers actuels de la couronne ne proposeraient certainement pas de lois en son nom ; que la majorité de la Chambre ne siégerait pas davantage sur les bancs qu'elle couvrait ; et que le ministère précédent, ainsi que la dernière assemblée, continueraient à braver l'indignation publique. » — « Lorsque ce projet nous fut présenté, ajoutait Benjamin-Constant, je vis qu'il contenait ou semblait contenir quelques améliorations importantes. De plus, j'aimais à entourer d'une confiance anticipée le naissant ministère. Sa faiblesse et l'incertitude même de ses premiers pas, les regards timides qu'il promenait sur une Chambre inconnue, son désir de trouver, pour un système quelconque, une majorité forte et protectrice, toutes ces choses me touchaient, m'intéressaient. Enfin, plusieurs phrases de l'exposé des motifs m'avaient enchanté. Mais un examen attentif m'a promptement démontré les vices de la proposition ministérielle, et je la rejetta avec d'autant moins d'hésitation, que ses articles sont empreints de l'esprit de subtilité et d'astuce d'une société fameuse dont la France sollicite vainement le ministère de la délivrer et de s'affranchir lui-même. »

« — Sans doute, disait d'un autre côté, un membre de la droite

M. de Conny, la liberté de la presse est une des nécessités de l'époque, et l'homme d'État qui voudrait interdire les journaux ne serait pas digne de ce nom. Mais je ne saurais voir sans effroi supprimer l'obligation de l'autorisation préalable, et détruire ainsi un droit inhérent à l'autorité royale. Il sera facile, à l'aide de cette latitude, d'établir à vil prix des journaux qui porteront les plus détestables maximes dans les basses classes de la société. » — « On supprime l'établissement facultatif de la censure, ajoutait à son tour, un autre membre de la droite, M. de Montbel ; mais ne peut-il pas survenir de graves circonstances où il soit nécessaire d'opposer cette censure à la licence des journaux ? Ne vaudrait-il pas mieux, dans ce cas, qu'elle fût établie en vertu d'une loi existante, plutôt qu'à l'aide d'un pouvoir dictatorial puisé dans l'article 14 de la Charte ? Le ministère s'est vainement efforcé d'assurer au gouvernement et à la société les garanties qui leur sont dues ; son projet ne donne aux intérêts de la monarchie, ni une protection suffisante, ni sécurité. »

Ces attaques contradictoires furent reproduites et développées pendant six jours par les orateurs de chaque parti ; le 4 juin, la délibération sur les articles commença. L'article 1^{er}, qui supprimait l'autorisation préalable, bien que combattu de nouveau par M. de Montbel et par quelques-uns de ses amis, comme désarmant la royauté, fut adopté à une majorité considérable. L'article 2 fixait le chiffre des cautionnements. Attaqué par la gauche comme rétablissant le monopole de la presse au profit de la richesse, cet article souleva les débats les plus longs et les plus animés. L'obligation de verser un cautionnement de 200,000 fr. rendait, en effet, la publication d'un journal le privilège de la fortune. Il y avait nécessité d'abaisser ce chiffre exorbitant, disaient les députés libéraux qui demandaient, en outre, que les publications littéraires ne fussent pas soumises au même cautionnement que les journaux politiques. Un grand nombre d'amendements tendant à obtenir ce double résultat, furent successivement repoussés après des luttes où le langage des orateurs était empreint d'une certaine violence. La gauche accusait les ministres de n'être « que des constitutionnels honteux, qui

entendaient, sans oser y répondre, les apologies les plus emphatiques de l'ancien ministère, lors même que ces apologies étaient une amère critique de leurs actes et un blâme formel des intentions qu'on leur supposait. » Enfin, la Chambre, après deux jours de la discussion la plus vive, adopta, à la majorité de dix voix, un amendement de M. de Chastellier qui réduisait à 6,000 francs de rentes le cautionnement des journaux quotidiens ou paraissant plus de deux fois par semaine. Des réductions proportionnelles en faveur des écrits publiés à des époques moins rapprochées, et plusieurs autres amendements qui modifiaient quelques détails de la loi dans le sens des améliorations sollicitées par la gauche, furent ensuite votés; puis, le 18, l'assemblée eut à se prononcer sur la juridiction à laquelle seraient soumises les plaintes en diffamation contre les particuliers. MM. Devaux (du Cher) et de Corcelles, demandèrent, à cette occasion, l'application du jury au jugement de tous les délits commis par la voie de la presse. Cette disposition n'introduisait pas dans la législation un principe nouveau; les lois de 1819 l'avaient déjà consacré; on pouvait donc croire que l'amendement serait énergiquement soutenu; mais quelques mots prononcés par M. Portalis sur la nécessité de ne pas introduire dans une loi spéciale des dispositions générales qui changeraient tout le système des juridictions existantes, suffirent pour arrêter la discussion. Des considérations que le ministre de la justice n'avait pu faire valoir à la tribune décidèrent la majorité : on fit oraindre à un assez grand nombre de députés de la gauche que la loi ne fût rejetée par la Chambre des pairs si l'amendement était adopté. Ces membres ne voulurent pas sacrifier à une disposition dont l'adoption était douteuse, et qui pouvait devenir, d'ailleurs, l'objet d'une proposition particulière ultérieure, les bénéfices certains, sérieux, que leur assuraient les articles déjà adoptés; ils repoussèrent l'amendement, et le lendemain, 19, l'ensemble du projet fut adopté au scrutin par 266 boules blanches contre 116 boules noires; majorité, 150 voix.

Portée le 25 juin, à la Chambre des pairs, cette loi y rencontra une opposition plus vive, plus irritée, peut-être, que

dans la Chambre élective, non sur les bancs de l'ancienne majorité constitutionnelle dont les membres soutinrent, au contraire, toutes les dispositions du projet, mais parmi les congréganistes devenus pairs, par le fait de la dernière promotion. MM. de Rougé, de Castelbajac, de Kergorlay, de Marcellus, se montrèrent les plus violents. M. de Rougé ne se bornait pas à demander la suppression de l'article 1^{er}, il exigeait le maintien de la loi draconienne de 1822. M. de Castelbajac, d'un autre côté, disait, à l'occasion du cautionnement : « Monarchique ou républicain, athée ou religieux, savant ou inepte, peu importe ! si vous êtes riche, libre à vous d'élever vos tréteaux sur le *forum*. Celui-là seul sera réduit au silence qui n'aura que des talents, l'amour du bien, et de l'honneur. » Cette opposition demeura vaine : la discussion, commencée le 9 juillet, fut close le 14, et le projet adopté sans amendement par 139 voix contre 71.

Le 14 juin, cinq jours avant le vote de cette loi, par la Chambre des députés, cette assemblée avait entendu le développement d'une proposition de mise en accusation de l'ancien ministère, annoncée depuis longtemps, et dont la gauche avait constamment ajourné le dépôt dans le double but de prouver aux nouveaux ministres la sincérité de ses sentiments de conciliation, et de leur laisser le temps de préparer les mesures destinées à donner à l'opinion constitutionnelle les satisfactions quelle se trouvait en droit d'exiger. On a vu plus haut quelles étaient les dispositions de Benjamin Constant et de ses amis à l'égard de M. de Martignac et de ses collègues, au début de la session. La loi *sur les listes électorales* avait été discutée et votée par la gauche, sous l'empire, non de la confiance, mais des espérances qu'elle plaçait dans le cabinet nouveau ; la loi *sur la presse*, sous l'impression de la désillusion et du mécontentement. Les mois, en effet, s'écoulaient, et l'administration nouvelle, incertaine, vacillante, laissait les congréganistes maîtres de toutes les avenues du pouvoir, des moindres emplois comme des positions politiques les plus influentes. La congrégation, en un mot, se maintenait aussi puissante que sous M. de Villèle ; la situation restait semblable ; les noms des ministres avaient

seuls changé. Il y a plus : le parti clérical, abattu d'abord par le triomphe électoral des constitutionnels, s'était progressivement enhardi devant les hésitations de M. de Martignac et de ses collègues, et on avait pu le voir passer de la défense à l'attaque, à la suite d'un rapport dont nous aurons bientôt à parler, rapport dans lequel la commission chargée, le 22 janvier précédent, d'examiner les questions relatives aux Jésuites, s'était prononcée pour la légalité de leur existence dans le royaume. Ses journaux avaient repris toute leur audace, et, dans la chaleur de leurs invectives contre la nouvelle majorité, ils n'hésitaient pas à qualifier de « dégradantes » les discussions de l'Assemblée. Les ministres semblaient s'inquiéter de ces colères, beaucoup plus que des plaintes des libéraux. Ainsi, M. de Corcelles ayant attaqué les *Jésuites*, lors de la discussion de la loi sur la presse, M. Feutrier, ministre des affaires ecclésiastiques, s'était hâté de monter à la tribune, de prendre avec chaleur la défense de ces prêtres, et de les présenter comme « d'utiles auxiliaires » pour l'épiscopat. « On peint les Jésuites sous les couleurs les plus injustes et les plus fausses, avait-il ajouté ; comme individus, ils méritent l'estime publique, et je me plais à rendre hommage à leurs vertus, à leur probité et à leur désintéressement. » Adressés à un institut religieux dont l'influence sur le gouvernement formait le principal grief de l'opinion contre le dernier cabinet, et dont l'existence venait d'être déclarée légale, contrairement à toutes les lois, par une commission que les nouveaux ministres avaient nommée, ces éloges marquèrent le terme des ménagements jusqu'alors gardés par l'opposition libérale. Le 11 juin, douze jours après la séance où le ministre des affaires ecclésiastiques avait prononcé l'apologie de la compagnie de Jésus, un député de la gauche, M. Labbey de Pompières, déposait sur le bureau du président, la proposition suivante :

« J'accuse les anciens ministres de trahison envers le roi qu'ils ont isolé du peuple ; je les accuse de trahison envers le peuple qu'ils ont privé de la confiance du roi.

« Je les accuse de trahison pour avoir attenté à la constitution du pays et aux droits particuliers des citoyens.

« Je les accuse de concussion pour avoir perçu des taxes non votées et dissipé les deniers de l'État. »

Cette proposition, communiquée aux bureaux qui en autorisèrent le développement, amena M. Labbey de Pompières à la tribune le 14 juin. Les curieux, avertis par les journaux, affluèrent de bonne heure au dehors comme dans l'intérieur de la Chambre; les tribunes étaient encombrées; tous les députés se trouvèrent à leurs bancs. Le président prit la parole immédiatement après la lecture du procès-verbal : « Messieurs, dit-il, la proposition qui est le sujet de la séance peut devenir le premier acte d'une procédure grave et solennelle; je recommande donc à la Chambre le calme le plus imperturbable. M. Labbey de Pompières à la parole. » Le bruit sourd qui avait jusqu'alors régné dans l'Assemblée, cessa tout à coup, et ce fut au milieu du plus profond silence que l'auteur de la proposition passant en revue tous les actes de l'administration de M. de Villèle, développa les motifs de son accusation. Cet exposé terminé, M. Labbey de Pompières donne lecture de sa proposition. Le texte qu'il lit offre, dans la rédaction du premier paragraphe, une différence de pensée plutôt que de mots avec la proposition déposée trois jours auparavant; dans celle-ci, les anciens ministres étaient accusés « *d'avoir isolé le roi du peuple, d'avoir privé le peuple de la confiance du roi.* » Le nouveau texte, moins absolu, moins affirmatif, accusait M. de Villèle et ses collègues « *d'avoir tenté d'isoler, tenté de priver.* » Ce changement ne parut pas frapper d'abord les amis de l'ancienne administration; du moins, le côté gauche, en masse, ayant répondu par les cris de : *oui ! oui !* à cette demande du président : « La proposition est-elle appuyée ? » M. de Montbel monta précipitamment à la tribune pour déclarer que ses amis et lui-même, loin de redouter, pour les anciens ministres, l'épreuve d'une mise en accusation, étaient impatients, au contraire, de faire enfin justice, par une solennelle enquête, des vagues déclamations qui avaient trop longtemps égaré l'opinion publique. En conséquence, il demandait la prise en considération immédiate. Toute

la droite l'appuie par les cris de : *c'est cela ! aux voix ! aux voix !* La gauche se joint aux amis de M. de Montbel, et la prise en considération allait être votée, sans désespérer, à la presque unanimité, lorsque M. de Martignac se lève et demande la lecture de la proposition communiquée aux bureaux. Cette lecture est faite par le président qui, interpellé sur la modification de rédaction que nous avons signalée, déclare que la formule primitivement déposée est la seule dont la Chambre doive s'occuper. « En ce cas, dit le ministre de l'intérieur, je demande la parole. Messieurs, ajoute M. de Martignac, à la tribune, je ne viens pas m'interposer entre l'ancienne administration et son accusateur. Mais la proposition porte que les anciens ministres ont isolé le roi du peuple, et privé le peuple de la confiance du roi. Voilà deux assertions affirmatives, deux faits indiqués comme positifs. C'est contre ces deux faits que je viens protester de toutes mes forces. Ce sont ces deux faits que je viens démentir à la face de la France et de l'Europe. Non, le roi n'est pas isolé... (*Violentes exclamations à gauche.*)

M. Labbey de Pompières, s'avancant au pied de la tribune : J'ai voulu dire que les ministres avaient tenté d'isoler le roi du pays.

Voix nombreuses, à droite : Mais ce n'est pas cela que vous avez dit !

M. de Martignac, à M. Labbey de Pompières : Alors, retirez votre proposition.

Toute la gauche, avec force : Non ! non !

M. Labbey de Pompières : Non, certes, je ne la retirerai pas ! »

La tumultueuse agitation qui règne dans toutes les parties de la salle empêche longtemps M. de Martignac de continuer. Lorsque les efforts du président ont ramené le calme, le ministre de l'intérieur continue en ces termes :

« Non, Messieurs, non, le roi n'est pas isolé de son peuple, ni le peuple de son roi. Non, ce divorce funeste, déplorable, entre ce qui doit être uni pour le bonheur et la gloire de la France, n'a jamais été consommé, ni tenté. (*Nouvelles exclama-*

tons à gauche.) J'en atteste les cris d'enthousiasme qui retentissent autour de la personne sacrée de S. M., ajoute le ministre en donnant une grande animation à sa parole et à son geste ; j'en atteste les sentiments qui s'emparent de tous les cœurs à l'aspect de Charles X, du père du peuple. »

A ces derniers mots, une partie de la droite se lève, et pousse avec force le cri de *vive le roi !* La gauche crie *vive le roi !* à son tour, et, durant quelques instants, chaque côté de la Chambre, pour ne pas laisser à l'autre le privilège de ces acclamations, se les renvoie avec une remarquable énergie. Cette lutte singulière devient le signal d'un long tumulte, dont M. Royer-Collard attend le terme pour demander à la Chambre de voter séparément sur chacun des quatre chefs d'accusation formulés par M. Labbey de Pompières. Un débat confus s'engage sur cette proposition. Le président fait observer que l'auteur de la demande de mise en accusation, consentant à en changer les termes, la Chambre peut se retirer immédiatement dans ses bureaux, pour prendre communication de la proposition ainsi modifiée, et la discuter ensuite en séance publique. Cette observation vivement appuyée par M. de Labourdonnaie, est accueillie sur tous les bancs par les cris de : *dans les bureaux ! dans les bureaux !* La droite tout entière se lève pour sortir ; la gauche l'imité ; mais les amis du dernier cabinet, au lieu de quitter la salle, se groupent dans les couloirs et au pied de la tribune ; le mouvement qui les entraînait hors de l'enceinte se trouve arrêté. Ces membres si ardents, au début de la séance, à voter la prise en considération se consultent et se concertent maintenant sur les moyens de l'écarter. M. de Montbel, éclairé soudainement par l'adroite diversion que vient de tenter le ministre de l'intérieur, reparait à la tribune et demande : « Que, vu l'inconvenance des termes, la Chambre déclare qu'il n'y a pas lieu à délibérer. » Cette proposition appuyée par toute la droite et par M. de Martignac, excite un effroyable tumulte. La gauche, en masse, se récrie et proteste. Tous les députés ont quitté leurs places ; tous parlent à la fois, gesticulent et s'agitent. Vainement M. Royer-Collard rappelle à plusieurs reprises, que

M. Labbey de Pompières retire sa première proposition et la remplace par une demande nouvelle sur laquelle l'Assemblée peut immédiatement prononcer dans ses bureaux ; la droite persiste à ne pas entendre ; elle ne s'inquiète que de l'accusation primitive, elle ne voit que son texte, et veut un vote qui lui permette de le repousser. « Mais cette accusation n'existe plus ! elle est retirée ! lui crient ses adversaires ; nous voyons le piège ! Vous voulez compromettre le fond par la forme ! » Enfin après deux heures d'agitation et de désordre, le président parvient à mettre aux voix la réunion immédiate dans les bureaux ; elle est votée malgré les véhémentes protestations de la droite ; une partie de l'Assemblée se retire ; l'autre reste, et, après un quart d'heure d'interruption, la séance est reprise et la parole donnée à M. Labbey de Pompières, qui reproduit sa proposition en ces termes :

« Je demande que la Chambre accuse les membres du dernier ministère des crimes de concussion et de trahison. »

La prise en considération de cette proposition nouvelle est ensuite adoptée à une grande majorité, et, le lendemain, l'Assemblée en confie l'examen à une *commission spéciale* de neuf membres nommée dans ses bureaux, et dont les travaux devaient se prolonger jusqu'à la fin du mois suivant.

En acceptant la succession de M. de Villèle, M. de Martignac et ses collègues s'étaient engagés à empêcher toute poursuite contre les anciens ministres, à la condition, toutefois, de pouvoir, à leur tour, arrêter l'envahissement de l'intérêt religieux sur les choses de la politique. On a vu les efforts du ministre de l'intérieur pour tenir l'engagement contracté à l'égard de ses prédécesseurs. D'un autre côté, la création d'un *ministère de l'instruction publique* distinct de celui des *affaires ecclésiastiques* avait été un premier pas vers la séparation de l'Église et de l'État ; mais un fait dominait toute la question religieuse ; l'existence des jésuites comme corporation légalement constituée, dirigeant, à ce titre, tout le mouvement congréganiste, et admise dans les fonctions de l'enseignement. Nous avons dit les

plaintes soulevées par la composition de la commission nommée le 22 janvier précédent, « pour examiner les mesures que pouvait nécessiter, à cet égard, l'exécution des lois du royaume.¹ » Les craintes de l'opposition s'étaient réalisées ; le 28 mai, après quatre mois de délibérations, cette commission que présidait l'archevêque de Paris, et dont M. Mounier était secrétaire, avait reconnu que les jésuites possédaient en France les huit écoles secondaires ecclésiastiques de Bordeaux, Aix, Saint-Acheul, Sainte-Anne-d'Auray, Billom, Dôle, Forcalquier et Montmorillon : « Mais, considérant que la direction des écoles ecclésiastiques appartenait exclusivement aux évêques ; que les prêtres chargés de l'administration des huit établissements plus haut désignés, avaient été choisis par les évêques des diocèses auxquels elles ressortissaient ; que si ces prêtres suivaient pour leur régime intérieur *la règle de Saint-Ignace*, la liberté civile et religieuse, proclamée par la Charte, ne permettait à personne de scruter le for intérieur de chacun pour rechercher les motifs des règles et des pratiques auxquelles il se soumet, du moment que ces pratiques et ces règles ne se manifestent par aucun acte extérieur contraire à l'ordre et aux lois, » la commission avait conclu en ces termes, à la majorité de cinq voix contre quatre :

« La majorité, s'en référant aux déclarations faites par les évêques, estime que la direction des écoles secondaires ecclésiastiques, donnée par les archevêques de Bordeaux et d'Aix, par les évêques d'Amiens, de Vannes, de Clermont, de Saint-Claude, de Digne et de Poitiers, à des prêtres révocables à leur volonté, soumis en tout à leur autorité et juridiction spirituelle et même à leur administration temporelle, bien que ces prêtres suivent la règle de Saint-Ignace pour leur régime intérieur, *n'est pas contraire aux lois du royaume*². »

Cette conclusion souleva une véritable clameur dans tous les rangs de l'opinion constitutionnelle. Ainsi, disait-on, une voix

1. V. au début de ce volume, page 6.

2. La majorité qui vota l'adoption du rapport du 28 mai était formée par les archevêques de Paris et d'Alby, MM. de Noailles, de Labourdonnaie et de Courville. MM. Lainé, Séguier, Mounier et Dupin, composaient la minorité. L'archevêque d'Alby avait remplacé M. Feutrier lors de la nomination de ce dernier au ministère des affaires ecclésiastiques.

de majorité a suffi pour faire déclarer nuls et non avenus , par une commission de neuf membres , une décision de la Chambre des pairs et un arrêt rendu par quarante conseillers de la cour royale de Paris ; pour faire proclamer conforme aux lois du royaume le rétablissement d'un ordre religieux dont l'ancien ministère lui-même a longtemps nié l'existence, sans oser jamais en reconnaître la légalité ! L'émotion ne fut pas moins grande dans la Chambre des députés , ni l'irritation moins vive : « Le système déplorable que vous avez flétri n'est pas tombé avec le dernier cabinet , dit un manufacturier d'Elbeuf , M. Petou ; rien n'est changé ; les actes du gouvernement continuent à être en opposition avec les besoins du pays. La France attendait avec anxiété l'exécution des lois contre une société qui encourage l'intolérance religieuse et trouble le royaume. La commission chargée par les ministres d'examiner la question n'a pas craint de prendre une décision funeste. Une majorité d'une seule voix prétend nous imposer une société poursuivie par les lois , cette société des Jésuites que la France repousse avec horreur comme la cause de ses maux présents et futurs ! » « Un bruit sinistre vient d'apprendre à la France étonnée que la majorité de cette commission a eu l'audace de prononcer la légalité des établissements des Jésuites , en présence d'une Chambre comme la nôtre , ajoutait un autre membre de la gauche , M. Viennet , au bruit des bravos d'une moitié de l'Assemblée. Le roi , dans le discours du trône , a fait appel à notre franchise : eh bien , il est de notre devoir de lui déclarer que les deux plus grands fléaux de son royaume sont les Jésuites et la Congrégation. »

En instituant la commission des Écoles ecclésiastiques , M. de Martignac et ses collègues espéraient éloigner le péril dont les menaçait cette redoutable question des Jésuites ; mais la commission , par ses conclusions , venait d'aggraver leurs embarras au lieu de les amoindrir. Chaque jour , à dater de ce moment , des pétitions venaient , en effet , solliciter la Chambre d'exiger le renvoi des disciples de saint Ignace , et chaque séance retentissait des plaintes les plus véhémentes sur la persistance des ministres à suivre les traces de leurs devanciers , et à livrer , comme

eux, l'enseignement aux prêtres de la compagnie de Jésus. C'était sur le rapport de M. Portalis, que la Chambre des pairs avait proclamé, l'année précédente, l'illégalité de l'existence de l'ordre des Jésuites. Ce ministre n'avait pas changé d'opinion; ses collègues partageaient son avis, et la question, à plusieurs reprises, était devenue l'objet des délibérations du conseil. Mais chaque fois que les ministres la soumettaient à Charles X, ce prince leur opposait les arguments de la majorité de la commission, invoquait, comme celle-ci, les droits de l'Église, la liberté de conscience, ainsi que la Charte, et défendait ses conclusions avec une ténacité d'autant plus obstinée que son étroite dévotion était plus sincère. M. de Martignac et ses collègues crurent cependant avoir fortement ébranlé cette résistance lors du dépôt de la proposition d'accusation contre le dernier ministère; ils firent entendre à Charles X que la majorité se montrerait probablement moins opiniâtre à poursuivre leurs devanciers si on donnait satisfaction à sa passion contre la compagnie de Jésus; ils avaient lieu d'espérer, disaient-ils, que le sacrifice des Jésuites, comme prêtres enseignants, servirait de rançon à M. de Villèle. Le roi parut un moment prêt à céder; mais ses scrupules religieux avaient complètement repris le dessus, lorsque s'ouvrit le débat sur la proposition de M. Labbey de Pompières. Inquiets de l'inutilité de leurs efforts pour faire avorter cette demande, et de l'attitude résolue de l'Assemblée, les ministres se décidèrent à placer Charles X entre leur retraite et la privation, pour les membres de la compagnie de Jésus, de toute fonction dans l'enseignement. Cette alternative prenait le roi au dépourvu; il céda devant l'offre de cette démission collective, et, le 16 juin, deux jours après la discussion de la proposition de mise en accusation, il consentait enfin à signer les ordonnances suivantes :

PREMIÈRE ORDONNANCE. — *Article 1^{er}*. A dater du 4^{or} octobre prochain, les établissements connus sous le nom d'*Écoles secondaires ecclésiastiques*, dirigés par des personnes appartenant à une congrégation religieuse non autorisée, et actuellement existants à Aix, Billom,

Bordeaux, Dôle, Forcalquier, Montmorillon, Saint-Acheul et Sainte-Anne-d'Auray, seront soumis au régime de l'Université.

Art. 2. A dater de la même époque, nul ne pourra être ou demeurer chargé, soit de la direction, soit de l'enseignement dans une des maisons d'éducation dépendant de l'Université, ou dans une des écoles secondaires ecclésiastiques, s'il n'a pas affirmé *par écrit* qu'il n'appartient à aucune congrégation religieuse non légalement établie en France.

DEUXIÈME ORDONNANCE. — *Article 1^{er}.* Le nombre des écoles secondaires ecclésiastiques sera limité dans chaque diocèse conformément au tableau qui sera soumis, dans le délai de trois mois, à notre approbation, et inséré au *bulletin des lois*. Le nombre des élèves placés dans ces écoles ne pourra excéder *vingt mille*.

Art. 3 et 4. Aucun externe ne pourra y être reçu. Tous les élèves reçus depuis deux ans seront tenus, après l'âge de quatorze ans, de porter un habit ecclésiastique.

Art. 6. Les directeurs ou supérieurs de ces écoles seront nommés par les archevêques et évêques, et agréés par nous. Les archevêques et évêques adresseront, avant le 4^{er} octobre prochain, les noms des directeurs ou supérieurs actuellement en exercice, à notre ministre des affaires ecclésiastiques, à l'effet d'obtenir notre agrément.

Art. 7 et 8. Il est créé dans les écoles secondaires ecclésiastiques huit mille demi-bourses de 150 fr. chacune. Celles de ces écoles dans lesquelles les dispositions de la présente ordonnance et de l'ordonnance qui précède, ne seraient pas exécutées, rentreront sous le régime de l'Université.

Le premier de ces actes, contre-signé par M. Portalis, consacrait virtuellement l'illégalité de l'existence des Jésuites en France, sans oser cependant prononcer le nom de ces religieux, sans les proscrire ni les expulser du royaume. Les Jésuites pouvaient y demeurer comme prêtres et y exercer, à ce titre, toutes les fonctions ecclésiastiques ; ils perdaient uniquement la faculté de *diriger* des établissements d'instruction et d'y *enseigner*. La seconde ordonnance, contre-signée par M. Feutrier, se bornait à limiter le nombre des élèves des petits séminaires aux besoins présumés du sacerdoce, à contraindre ces élèves à porter un habit ecclésiastique après deux ans d'étude, et à soumettre, à l'agrément du roi, la nomination des directeurs de ces établissements. Voilà toutes les prescriptions des célèbres ordonnances du 16 juin : elles ne contenaient rien de

plus, rien de moins. Il y a mieux : l'interdiction des fonctions de l'enseignement imposée aux Jésuites était compensée par des avantages dont profitait la masse des jeunes gens sans fortune, désireux d'entrer dans le clergé : des dons particuliers, des quêtes publiques avaient seuls subvenu jusqu'alors à l'entretien des écoles destinées à leur donner la première instruction ; ces établissements allaient être dotés d'une subvention annuelle de *douze cent mille francs*. Un immense cri d'indignation et de colère ne s'éleva pas moins, à la publication de ces actes, dans tous les rangs du parti religieux. Pour les organes de ce parti, la dotation de 1,200,000 fr. était un don avilissant, une insulte : le rétablissement du régime de l'Université dans les huit maisons dirigées par les Jésuites, une spoliation, une confiscation ; la sanction royale imposée à certains choix faits par les évêques, et l'obligation de la déclaration *écrite* prescrite par l'article 2 de la première ordonnance, des actes de violence et de persécution qui ramenaient l'Église au temps de Néron et de Dioclétien : « Hypocrites qui n'avez que le mot de *Charte* à la bouche, s'écriaient-ils, dites-nous donc comment vous conciliez ces formalités et ces interdictions avec l'article de cette Charte portant : *Tous les Français sont également admissibles à tous les emplois civils et militaires ?* » Un écrivain, rentré dans le journalisme après la chute de MM. Franchet et Delavau, M. Laurentie, ajoutait dans *la Quotidienne* : « Applaudissez, race d'impies et de sacrilèges ! écrivains factieux, applaudissez ! Voilà un prêtre (M. Feutrier) qui vous livre le sanctuaire ; voici un magistrat (M. Portalis) qui vous livre le pouvoir. Vous vouliez que l'épiscopat fût enchaîné ; on fait plus, on l'immole ! Ce que la révolution n'eût jamais songé à arracher à Buonaparte, deux ministres le font faire à la monarchie légitime ; tous les deux rivalisent de zèle pour exterminer le sacerdoce dans sa racine et pour accomplir ainsi l'œuvre de la révolution. » Le reste de l'article répondait à ce début ; l'évêque de Beauvais, caractère doux, timide, y était qualifié de méchant ministre, aussi lâche qu'hypocrite ; de nouveau Julien, traître à ses frères, à sa foi, à son roi, et que l'Église compterait désormais au nombre de

ses plus cruels persécuteurs. Ces déclamations furibondes devinrent le signal de la résistance de l'épiscopat. Les évêques ne se bornèrent pas à protester; ils se mirent en pleine révolte; un certain nombre, convoqués à Paris par M. de Quélen, convinrent d'une déclaration, rédigée en grande partie par ce prélat, et que le cardinal de Clermont-Tonnerre, archevêque de Toulouse, après l'avoir signée au nom de ses collègues, transmit à M. Feutrier « pour la placer sous les yeux du Roi. » Dissertation diffuse sur les droits respectifs de l'autorité temporelle, « la seconde majesté », et l'autorité spirituelle « dont les évêques ne doivent compte qu'à Dieu, parce que lui seul leur en a confié l'exercice, » cette déclaration, dans laquelle les signataires n'hésitaient pas à invoquer à leur tour la liberté civile et religieuse inscrite dans la Charte, se résumait dans le paragraphe suivant :

« Ils ont examiné dans le secret du sanctuaire, en présence du souverain juge, avec *la prudence et la simplicité* qui leur ont été recommandées par leur divin maître, *ce qu'ils devaient à César comme ce qu'ils devaient à Dieu*. Leur conscience leur a répondu *qu'il valait mieux obéir à Dieu qu'aux hommes*, lorsque cette obéissance, qu'ils doivent, premièrement à Dieu, ne saurait s'allier avec celle que les hommes leur demandent; ils ne résistent point: ils ne proferent pas tumultueusement des paroles hardies; ils n'expriment pas d'impérieuses volontés, ils se contentent de dire avec respect, comme les apôtres, *non possumus*, nous ne pouvons pas ¹⁾ »

A ce refus collectif d'obéissance vinrent se joindre bientôt les déclarations individuelles: l'évêque de Marseille, répondant à une invitation du ministre des affaires ecclésiastiques, lui disait: « La force peut mettre un obstacle invincible à l'exercice de nos droits, mais elle ne saurait nous les enlever. Vous ne trouverez donc pas mauvais que je ne concoure désormais que par mes vœux à un système qui blesse *les droits de ma charge*. » L'évêque de Chartres, dans une circulaire à son clergé, pro-

1. Ce document était ainsi souscrit: « *Les cardinaux, archevêques et évêques de l'Eglise de France*, A. J. cardinal de Clermont-Tonnerre, archevêque de Toulouse, doyen des évêques de France, au nom de l'épiscopat français. »

clamait l'administration de M. de Martignac et de ses collègues « une administration impie. » Des grands vicaires, de simples abbés, dans des brochures ou des articles de journaux, ne se bornaient pas à injurier MM. Portalis et Feutrier, à l'exemple de M. Laurentie, à les signaler, après cet écrivain, à l'indignation et au mépris du monde catholique ; ils annonçaient la fermeture inévitable des églises et le retour prochain des échafauds ; puis, dans le but d'étendre cette agitation pieuse, toutes les feuilles cléricales ouvrirent des listes de souscription destinées à répandre, à cent mille exemplaires, dans toutes les paroisses du royaume, la déclaration collective de l'épiscopat. Comment apaiser cette clameur ? à quel moyen demander le terme de cette résistance ? Une feuille ministérielle fit entendre que le gouvernement pourrait atteindre les évêques dans leurs traitements ; cette menace augmenta l'agitation au lieu de la calmer. Le ministère, dans son embarras, résolut de recourir à l'autorité du pape. M. de Chateaubriand venait d'être nommé à l'ambassade de Rome : on ne se défiait pas de sa bonne volonté ; mais le charger de traiter la question par voie diplomatique avec la cour la plus formaliste et la plus méticuleuse de l'Europe, c'était courir le risque de consumer le temps en de vains échanges de notes, de compliquer la difficulté et d'en éterniser la solution. M. Portalis, avant d'entrer au ministère, siégeait à la Cour de cassation ; ce tribunal comptait au nombre de ses membres un Romain, M. Lasagni, ancien auditeur de Rote ¹, entré dans la magistrature française lorsque Rome était le simple chef-lieu d'un département de l'empire, et qui, condisciple de l'abbé Bernetti, alors cardinal-secrétaire d'État, n'avait pas cessé d'entretenir avec ce ministre les relations les plus amicales. Ce fut à ce magistrat que le ministère confia le soin d'amener la soumission des évêques. M. Lasagni partit pour Rome, et trouva dans l'affection privée de son ancien condisciple un tel appui pour sa mission confidentielle, que, le 25 septembre, quand les journaux religieux se raillaient

1. La Rote est un tribunal de Rome, composé de douze docteurs ecclésiastiques pris dans les quatre nations d'Italie, de France, d'Espagne et d'Allemagne, et dont les membres sont appelés *auditeurs*.

de l'impuissance absolue du gouvernement à vaincre la résistance des évêques, le cardinal de Latil adressait à tous ces prélats la communication suivante :

« Monseigneur, le Roi ayant daigné me faire communiquer *les Réponses de Rome* relatives aux ordonnances du 16 juin, et m'ayant invité à vous en donner connaissance, j'ai l'honneur de vous informer que Sa Sainteté, persuadée du dévouement sans réserve des évêques de France pour S. M. ainsi que de leur amour pour la paix et pour tous les autres véritables intérêts de notre sainte religion, a fait répondre « que les évêques doivent se confier à la sagesse du Roi pour l'exécution des ordonnances, et marcher d'accord avec le trône. »

Aucune question de dogme n'était engagée dans les ordonnances du 16 juin; elles ne réglaient qu'une affaire d'administration intérieure et de discipline politique; notre gouvernement n'en avait pas moins été obligé de recourir à un souverain étranger pour forcer les évêques à s'y soumettre; cette intervention fut toute-puissante; toute résistance tomba subitement devant l'injonction du Saint-Père. Un seul prélat persista : invité comme tous ses collègues, à transmettre au ministre des affaires ecclésiastiques les renseignements exigés par les ordonnances, le cardinal de Clermont-Tonnerre notifia son refus à M. Feutrier, prélat plébéien, dans une lettre brève, hautaine, où l'opiniâtreté du prêtre s'alliait à un orgueil de race qui contrastait assez étrangement avec l'humilité prescrite aux serviteurs du Christ. La publicité bruyante donnée par le cardinal lui-même à cette lettre, écrite avec un laconisme insultant, blessa Charles X; il fit défendre l'entrée des Tuileries à M. de Clermont-Tonnerre, qui se résignant enfin au silence, permit à ses subordonnés de fournir directement à M. Feutrier les renseignements demandés par ce ministre¹. La lutte, alors, avait complètement cessé. Les

1. La lettre, adressée à l'évêque de Beauvais, était ainsi conçue :

« Monseigneur, la devise de ma famille, qui lui a été donnée par Calixte II, en 1120, est celle-ci :

« *Etiam si omnes, ego non.*

« C'est aussi celle de ma conscience

« J'ai l'honneur d'être, avec la respectueuse considération qui est due au ministre du Roi,

« A. J. cardinal, archevêque de Toulouse. »

ordonnances étaient en pleine exécution. Dans la séance du 21 juin, M. de Conny, vivement appuyé par ses amis de la droite, avait annoncé que la fermeture des établissements dirigés par la société de Jésus « produirait des conséquences terribles. » La menace demeura vaine : nulle part on n'aperçut la moindre émotion. Le faible du gouvernement pour cette compagnie et l'appui qu'elle trouvait dans l'administration faisaient son unique force. Tous ceux de ses membres qui, voués à l'enseignement, refusèrent de souscrire les déclarations *écrites* exigées par les ordonnances, abandonnèrent leurs maisons d'éducation dont ils vendirent aux enchères publiques les meubles, les ornements, jusqu'aux ferrures, et allèrent fonder en Suisse, en Sardaigne, en Belgique, d'autres établissements où ils espéraient attirer la plus grande partie de leurs élèves. Mais le crédit de la société semblait baisser ; elle n'était plus la source de toute faveur et de toute fortune ; un petit nombre de catholiques fervents persistèrent seuls à aller chercher à l'étranger, pour leurs enfants, l'enseignement de ces exilés volontaires.

La publication des ordonnances du 16 juin n'avait pu suspendre le travail de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de M. Labbey de Pompières ; ses neuf membres appartenaient, en nombre égal, aux trois principales nuances qui divisaient l'Assemblée : à la gauche, à la droite et au centre. Cette diversité dans les opinions et dans les vues des commissaires, n'était pas la seule difficulté qui avait embarrassé leur travail dès les premières réunions. Aucune disposition organique, aucune loi ne régissait la matière ; la responsabilité ministérielle n'était qu'un principe inscrit dans la Charte. Mais ce principe, par cela seul qu'il était posé, consacré par le pacte fondamental, ne pouvait cependant demeurer une lettre morte. Quels droits, en l'absence de toute législation spéciale, pouvaient appartenir à la commission ? Ses membres furent longtemps avant de se mettre d'accord sur cette question. Enfin, une majorité de cinq voix décida, que la commission, à défaut d'autres règles, se dirigerait d'après les principes du droit com-

mun. Ce premier point convenu, il s'agissait de vérifier les différents faits sur lesquels M. Labbey de Pompières basait son accusation. Une telle enquête nécessitait l'audition de nombreux témoins et la communication de documents multipliés, tels que circulaires et instructions ministérielles, rapports au roi, arrêtés et décisions administratives, etc. Ces documents furent demandés aux ministres qui, décidés à refuser toute espèce de communication, chargèrent M. Portalis de répondre au nom de tous les membres du conseil : « que depositaires publics de documents qui intéressaient le service du roi et l'administration de l'État, ils ne croyaient pas pouvoir en donner communication, et qu'en conséquence, ils refusaient de transmettre les pièces et documents demandés. » De simples gens de cour opposaient la même résistance : le comte de Lévis, interrogé sur certaines circonstances de la dissolution de la garde nationale, en 1827, répondit « qu'il ne devait compte qu'au roi et aux princes, des faits dont il avait pu se trouver témoin. »

Obligée, par ces refus, de chercher les éléments de sa conviction dans la notoriété publique, dans les documents lus à la tribune, dans les débats devant les cours de justice et les notions générales ou particulières recueillies par les journaux, la commission ne pouvait réunir que des lumières fort imparfaites sur chacune des accusations portées contre le dernier cabinet. Après six semaines de discussion et d'investigations qui portèrent spécialement sur le licenciement de la garde nationale parisienne, fait dont tous les témoins résidaient dans la capitale et auquel se rapportait la réponse du comte de Lévis, les commissaires confièrent à l'un d'eux, M. Girod (de l'Ain), le soin de faire connaître à la Chambre l'état de cette instruction incomplète. Ce rapport lu à la tribune dans la séance du 21 juillet, contenait le résumé suivant :

« La majorité de votre commission a reconnu :

1° Que les religieux n'avaient pas été rappelés en secret, en France, par le dernier ministère ;

2° Que la protection et la tolérance accordées aux Jésuites par le dernier ministère étaient contraires aux lois ;

3° Que le rétablissement de la censure, en 1824 et en 1827, n'avait pas été exigé par les circonstances graves déterminées par la loi ;

4° Qu'il n'y avait pas eu défaveur de la part du dernier ministère à l'égard des protestants ;

5° Qu'il y avait eu des destitutions arbitraires et blâmables de la part du dernier ministère ;

6° Qu'il y avait eu dissipation de la fortune publique, à l'occasion de la guerre d'Espagne ;

7° Que sur la question de savoir si cette dissipation de la fortune publique était imputable au dernier ministère, et si le système politique qu'il avait suivi était contraire aux intérêts de la France, elle manquait de renseignements suffisants ;

8° Que le conseil donné de créer 76 pairs, en 1827, était contraire aux intérêts de la couronne et du pays ;

9° Que la conduite de l'administration relativement aux troubles des 19 et 20 novembre 1827, avait été blâmable ;

10° Que plusieurs habitants de la Martinique avaient été détenus arbitrairement, et déportés illégalement au Sénégal ;

11° Que l'envoi au greffe de la Cour de cassation, des pièces de ceux d'entre ces habitants qui s'étaient pourvus, avait été illégalement retardé pendant plusieurs mois¹ ;

12° Que l'arrestation du colonel Caron, à Battenheim, avait été précédée, accompagnée et suivie de faits blâmables ;

13° Qu'il y avait eu, de la part de la dernière administration, concession de certains droits et de certaines jouissances appartenant à l'État au profit des Chartreux de Grenoble et des Trappistes de Meilleraie, et que d'autres concessions avaient été précédemment faites aux Chartreux de Grenoble. »

Ces différents faits, ainsi appréciés, autorisaient-ils une *mise en accusation*? Il résultait du rapport de M. Girod (de l'Ain) que la majorité de la commission n'avait pas trouvé matière suffisante à une accusation de *trahison* dans le licenciement de la garde nationale de Paris, dans les destitutions arbitraires et les élections de 1824, dans les faits relatifs aux condamnés de

1. Les pièces d'un pourvoi en cassation contre un arrêt de la cour royale de la Martinique, cassé depuis par la cour suprême, pièces qui, aux termes du Code d'instruction criminelle, doivent être transmises au greffe dans le délai de vingt-quatre heures, avaient été retenues pendant vingt et un mois dans les bureaux de M. de Peyronnet, qui prolongea ainsi près de deux ans la détention des accusés.

la Martinique ni dans les concessions accordées aux Chartreux et aux Trappistes. Quant aux autres griefs, les appréciations des commissaires s'étaient trouvées si diverses, qu'aucune majorité n'avait pu se former soit pour en faire un chef d'accusation, soit pour les absoudre. Les uns s'étaient prononcés pour l'affirmative, les autres pour la négative; ceux-ci pour de nouveaux renseignements, ceux-là pour un plus ample informé. Dans cet état de choses, on était convenu de décider d'abord cette question :

Proposera-t-on de dire à la Chambre qu'il y a lieu à accusation ?

Trois membres avaient répondu : *non*; deux autres : *non, avec réserve de blâme*; les quatre derniers : *oui, avec réserve d'instruire*.

La mise en accusation immédiate se trouvait repoussée par cinq voix. Ce vote n'emportait pas le rejet d'une instruction plus ample; la minorité avait dès lors demandé la mise aux voix d'une seconde question ainsi conçue :

Proposera-t-on de dire à la Chambre qu'il y a lieu à instruire ?

Quatre membres avaient répondu : *oui*; un cinquième : *oui, mais sans blâme*; trois membres : *non*; le dernier : *non, parce que la Chambre étant plaignante ne peut instruire*.

Cinq voix s'étant prononcées pour une plus ample information, M. Girod (de l'Ain) terminait son rapport en proposant à la Chambre, au nom de la commission :

« De déclarer qu'il y avait lieu à instruire sur l'accusation de trahison proposée contre les membres du dernier ministère. »

M. de Montbel se hâta de monter à la tribune et de demander que l'examen de ce rapport eût lieu immédiatement après le vote de la loi alors en discussion (le budget des dépenses); les membres de la gauche proposèrent de renvoyer, au contraire, le débat après la loi des recettes, c'est-à-dire après l'adoption des deux lois composant le budget, et lorsque la Chambre, arrivée au terme de la session, ne serait plus évidemment

en nombre suffisant pour délibérer. Une majorité assez forte adopta l'espèce d'ajournement indéfini proposé par les adversaires du dernier cabinet. Ce vote satisfaisait également les deux côtés de l'Assemblée. L'impatience d'un certain nombre de membres de la droite pour une discussion immédiate n'était pas sérieuse ; ces députés et les ministres voyaient sans déplaisir s'éloigner le péril d'une accusation dont les appuis s'affaibliraient par la seule action du temps. La gauche, de son côté, trouvait dans cet ajournement un moyen de tenir les anciens ministres dans un état de suspicion légale qui rendrait leur retour impossible. La Chambre devait, en effet, se séparer sans avoir agité de nouveau la proposition d'accusation.

Les deux lois des recettes et des dépenses, les dernières de la session, offrirent une discussion plus vive et plus étendue que dans les années précédentes. Une majorité compacte, intolérante, sourde à toutes les observations, n'imposait plus brusquement silence aux orateurs qui venaient demander la réforme des abus administratifs, la diminution des dépenses, la suppression des cumuls et des sinécures, et l'établissement de la *spécialité* dans les crédits alloués aux différents services ministériels. Les demandes d'économies tenaient la plus grande place dans la plupart des discours ; nombre de députés apportaient une sorte d'émulation à faire, à ce sujet, les propositions les plus absolues. Si M. Étienne, par exemple, signalait justement « comme la principale plaie de la nation cette fureur de places et d'emplois salariés, source permanente de corruption, qui faisait fermenter dans tous les rangs l'envie, la délation, toutes les passions viles, et pervertissait la morale publique en ruinant le trésor ; » s'il ajoutait « que l'abus était arrivé à ce point, que tout individu incapable d'embrasser la moindre carrière, faute de mérite personnel, regardait les emplois publics comme un refuge, et que toutes les médiocrités se trouvaient ainsi doublement à charge aux contribuables qui les subissaient et les payaient ; » un calculateur intarissable, M. Charles Dupin, évoquait immédiatement, sous prétexte de statistique, des légions de chiffres, comptait, combinait, supprimait et proposait résolu-

ment de supprimer « un million d'employés qui retourneraient à des travaux utiles au pays en déchargeant le trésor d'une foule de traitements et de frais accessoires qui l'obéraient. » A ces propositions de réformes dans le personnel administratif venait se mêler la discussion de questions purement politiques; nous citerons de celles-ci une réclamation faite, pour la première fois, par les députés de la droite, à l'occasion des ordonnances du 16 juin, réclamation qui engageait un principe dont l'application devait agiter plus d'une fois l'opinion et les assemblées publiques longtemps après la chute de la Restauration.

Le parti religieux n'avait élevé aucune plainte contre les lois restrictives de la liberté d'enseignement, aussi longtemps qu'il était demeuré maître de l'Université. Loin de repousser cette législation ou d'en atténuer, du moins, les prescriptions, il en avait fait l'application la plus rigoureuse au profit de sa puissance propre et du développement de ses doctrines. Les écoles laïques d'enseignement mutuel persécutées et proscrites au bénéfice des écoles dirigées par les frères de la doctrine chrétienne; l'instruction primaire abandonnée dans tout le royaume à la direction des évêques par l'ordonnance du 8 avril 1824; l'instruction secondaire et l'enseignement supérieur livrés en grande partie à des prêtres ou à des affiliés de la Congrégation; la protection donnée aux maisons d'éducation tenues par les Jésuites et l'introduction projetée de ces religieux au sein des établissements de l'État; les fermetures d'institutions particulières, les destitutions de professeurs dans les collèges de tous les rangs et dans les facultés de tous les ordres, tels étaient les actes qui avaient signalé la domination de ce parti dans l'Université. Mais cette domination semblait à son terme : un grand-maître laïc succédait à un évêque grand-maître; des tendances différentes et un autre esprit allaient animer, diriger l'instruction publique; enfin les Jésuites ne pouvaient plus enseigner. Les députés de la droite, soudainement illuminés par ce changement, devinrent aussitôt les adversaires ardents, résolus, du monopole universitaire, et on les entendit, lors de la discussion des dépenses spéciales affectées à l'instruction publique, pro-

clamer leurs nouvelles doctrines sur la *liberté d'enseignement*, et réclamer, à cet égard, pour tout Français, le bénéfice du *droit commun*. « L'Université, par son monopole, constitue une sorte d'État dans l'État; c'est en s'appuyant sur cette institution oppressive qu'on a rendu ces ordonnances du 16 juin, qui, de même que le monopole universitaire, violent audacieusement la Charte, les droits du père de famille, la liberté de conscience et la liberté des cultes, disaient MM. de Conny, de Cacqueray et Leclerc de Beaulieu. En vertu de quel principe prétend-on, en effet, empêcher l'église catholique de régler elle-même son enseignement, et priver chaque Français de la faculté de faire élever ses enfants par les instituteurs qui lui inspirent le plus de confiance? Les ministres ont pris leurs précautions pour que nos fils ne soient pas élevés par les *Jésuites*; quelles garanties avons-nous qu'ils ne seront pas élevés par des *francs-maçons* et des *illuminés*? » — « Ces ordonnances, où, par pudeur, on n'a pas osé prononcer le nom des *Jésuites*, sont injustes, coupables, inhumaines, ajoutait M. Duplessis de Grénédan; elles violent la Charte en établissant des capacités arbitraires pour remplir des emplois publics; elles portent atteinte à la liberté des cultes en ne permettant pas aux citoyens d'appartenir à une congrégation religieuse, sans encourir une exclusion; elles rendent l'autorité barbare et capricieuse en bannissant aujourd'hui ceux qu'elle tolérait hier, puisque rien n'est changé; elles portent la désolation au sein des familles catholiques, qu'elles sacrifient aux clameurs d'un parti, qu'elles privent de cette éducation religieuse qui convient seule à la monarchie, puisque l'Église seule a le dépôt de la vérité qui fait la base de l'éducation et le fondement de la vie. Ce qu'on nomma le *vandalisme révolutionnaire* n'avait rien de comparable; car ce n'est, après tout, que des statues, des tableaux, des œuvres d'art qu'on détruisait, tandis que ce sont des établissements merveilleux, source de vertus, de talents, de savoir, gages de paix et de prospérité publique, qu'on a détruits. Mais il fallait protéger le monopole de l'Université, et maintenir ce principe faux que c'est l'État qui doit diriger l'éducation. »

M. de Vatimesnil répondait à ces plaintes en faisant observer que les ordonnances du 16 juin, non plus que la législation universitaire, ne portaient aucune atteinte à la liberté de conscience, ni aux garanties générales assurées par la Charte à tous les citoyens : « L'enseignement est essentiellement du ressort de la loi civile, et soumis à la surveillance de l'autorité civile, disait-il. Les membres du clergé qui se bornent à exercer le sacerdoce, ne sont justiciables que de la loi de l'Église ; mais s'ils sortent de leurs fonctions ecclésiastiques pour se livrer à l'enseignement public, ils se trouvent soumis aux conditions imposées à cet enseignement. Ce n'est plus le prêtre qui subit ces conditions, mais l'instituteur, le professeur. On dit que la Charte n'impose aucune entrave à l'admission des citoyens à toutes les fonctions, et que c'est la violer que de poser une règle à l'exercice de *tel* ou *tel* droit ! Cependant le magistrat, le notaire, le médecin, l'avocat et l'avoué sont obligés de remplir certaines conditions d'aptitude et de capacité qui ne sont pas et ne pouvaient pas être prévues dans la Charte. Ce sont les mêmes exceptions qui existent pour l'instruction publique. » — « Cette doctrine si nouvelle de la liberté illimitée de l'enseignement n'a qu'un but, ajoutait le ministre de la marine, M. Hyde-de-Neuville, on l'invoque en désespoir de cause, uniquement pour conserver l'enseignement des Jésuites. »

Les protestations de la droite contre l'intervention de l'État dans la direction de l'instruction publique n'avaient, en effet, pour but que de maintenir les établissements de la compagnie de Jésus, et de substituer au monopole universitaire le monopole du clergé. La liberté illimitée de l'enseignement amenait forcément ce dernier résultat. Les quêtes publiques ou faites à domicile, les offrandes recueillies dans certains lieux de pèlerinage ou de dévotion, les donations manuelles, les legs testamentaires sont autant de sources qui fournissent chaque jour au clergé les moyens de soutenir, sans le secours de l'État, les établissements les plus coûteux. Il n'est pas jusqu'à la condition différente où se trouvent les directeurs et les professeurs des collèges laïcs et des pensions religieuses, — ceux-ci, voués au célibat, sans famille,

assurés de leur avenir, toujours certains de vivre de l'autel, ceux-là mariés, chargés d'enfants, obligés de préparer des ressources à leur vieillesse, — il n'est pas jusqu'à cette différence de position qui ne soit, pour les pensionnats de prêtres, une cause d'économie assez forte pour leur permettre d'offrir aux parents un bon marché auquel ne sauraient descendre les établissements laïcs. Nous avons dit l'indifférence du parti religieux pour la dotation de 1,200,000 fr. allouée aux petits séminaires; cette allocation, pour lui, était, en effet, sans importance : car il résultait d'un état communiqué à la Chambre des députés, dans la séance du 7 juillet, que les legs faits à l'Église, par actes authentiques, s'élevaient, pour la seule année 1827, à 8,587,688 fr. Aucune lutte n'est possible contre un corps à qui affluent incessamment de pareils dons; il surmonte toute concurrence; il détruit et absorbe toute institution rivale. Les réclamations de la droite contre les lois restrictives de la liberté d'enseignement, renouvelées sans relâche malgré leur continuel insuccès, retentirent jusque dans les dernières séances de cette session qui fut officiellement close le 18 août après une durée de près de sept mois.

Outre les lois ou les matières législatives dont nous avons analysé la discussion, les deux Chambres s'étaient occupées durant cette session de la demande d'un emprunt de quatre millions de rentes dont la proposition et l'emploi nécessitent quelques éclaircissements.

Le traité de Londres, du 6 juillet 1827, avait eu pour but de mettre un terme à la lutte entre les Turks et les Grecs, d'abord, par l'offre d'une médiation pacifique entre les deux parties belligérantes, et au besoin, par la force des armes. La bataille inattendue de Navarin avait inopinément changé la médiation pacifique en une médiation armée. Mais cette rencontre navale, en détruisant la flotte turco-égyptienne, laissait les Grecs à la merci des régiments d'Ibrahim et des troupes turkes. Comment contraindre ces forces à évacuer le territoire que les trois puissances alliées venaient de placer sous leur protection? Une des dispositions de l'*article additionnel et secret* du traité « autorisait les représentants des trois cours, à Londres, à discu-

« ter et à arrêter les moyens ultérieurs dont l'emploi pourrait « devenir nécessaire. » Avant de décider un nouveau recours à la force, ces représentants avaient attendu l'issue de démarches faites auprès de la Porte pour en obtenir l'acceptation des bases de pacification posées dans le traité. Mais les ambassadeurs des trois cours, à Constantinople, bien que soutenus par l'inter-nonce autrichien et par les envoyés de Prusse et des Pays-Bas, n'avaient pu triompher de la persistance de Mahmoud à repousser toute intervention des puissances chrétiennes; l'invasion même du territoire turk, par les armées russes, était demeurée impuissante à vaincre l'opiniâtreté de ce souverain.

C'était un juste sentiment d'inquiétude sur la politique et les vues secrètes de la Russie, qui avait porté le gouvernement anglais à qualifier « d'événement sinistre » la bataille de Navarin. Ce gouvernement avait espéré prévenir toute rupture entre les Turks et les Russes, d'abord, en amenant ceux-ci à signer le protocole du 4 avril 1826, puis le traité du 6 juillet 1827, ensuite en décidant ceux-là à donner au cabinet de Saint-Pétersbourg, dans les *conventions d'Akermann*, les satisfactions exigées par ce cabinet. Mais la Russie n'avait pas tardé à élever de nouveaux griefs particuliers contre la Porte : à de nouvelles plaintes avaient succédé des menaces nouvelles ; à ces menaces, une déclaration de guerre ; et six mois après le désastre qui venait de laisser la Turquie sans la moindre force navale, alors que livrée aux difficultés et aux embarras d'une réforme intérieure encore à son début, cette puissance se trouvait, en outre, affaiblie par une lutte de sept ans contre la Grèce insurgée et par la destruction des janissaires, l'escadre de l'amiral de Heiden prenait position à l'entrée des Dardanelles ; une seconde escadre, partie de Sébastopol fermait la sortie du Bosphore ; d'autres vaisseaux bloquaient tous les ports turks de la mer Noire ; puis, le 7 mai 1828, les cent mille Russes, campés depuis six ans en Bessarabie franchissaient enfin le Pruth, et se mettaient en marche sur Constantinople. Coreligionnaires des envahisseurs et luttant contre le même adversaire, les Hellènes pouvaient réclamer du Tzar, contre l'ennemi commun, des secours qui, s'ils étaient

accordés, amèneraient la Russie à occuper une forte position territoriale au centre même de la Méditerranée. La France et l'Angleterre avaient un intérêt égal à détourner ce péril ; elles résolurent de précipiter la délivrance de la Grèce. La disposition de l'article *additionnel et secret*, que nous avons citée, autorisait les représentants des trois cours, à Londres, à déterminer les mesures nécessaires. Le principe d'une expédition militaire, admis, une question se présenta : à quels soldats confier le soin de chasser Ibrahim et ses régiments ? La cour de Londres offrit ses troupes. Mais la Russie se joignit à la France pour repousser cette proposition : maîtresse des îles Ioniennes, possessions assises à quelques pas des côtes de Péloponèse, l'Angleterre pouvait profiter de ce voisinage pour occuper indéfiniment le territoire de la Grèce, ou, du moins, pour s'y créer des relations et y acquérir une prépondérance politique, préjudiciable à l'influence des deux autres cours alliées. La France se trouvait, en réalité, la seule puissance dont l'intervention offrit le caractère d'un absolu désintéressement. Son représentant, le prince Jules de Polignac, vivement soutenu par l'ambassadeur Russe, Lieven, obtint donc, pour notre gouvernement, la mission d'assurer l'entière exécution du traité du 6 juillet 1827 : un protocole signé à Londres, le 19 juillet 1828, deux mois et demi après l'entrée des Russes sur le territoire turk, arrêta : « Qu'une expédition militaire française serait « chargée de faire cesser les hostilités dans la Morée, et d'obtenir la complète évacuation de cette contrée par les troupes « turko-égyptiennes. »

Dès le 14 avril précédent, trois semaines avant la mise en mouvement de l'armée russe, l'imminence de cette invasion avait décidé le ministère à demander aux Chambres l'autorisation d'inscrire au Grand-Livre de la dette publique, quatre millions de rentes 5 p. 100, dont le produit « serait employé à mettre sur un pied convenable nos forces de terre et de mer. » — « Ce n'est pas lorsque plusieurs puissances sont en armes par suite des complications amenées dans la politique extérieure par les affaires de Turquie, que nous pouvons nous reposer dans

une tranquillité imprudente, disait le ministre des finances; l'honneur de la France exige qu'elle soit prête à remplir tous les devoirs que lui imposent les intérêts de sa politique et de sa dignité. » Cet emprunt de 80 millions, voté par la Chambre des députés le 21 mai, et par la Chambre des pairs le 13 juin, reçut l'emploi annoncé par le ministre : l'artillerie fut réorganisée et son matériel considérablement augmenté ; on appela à l'activité, outre le contingent entier de 1828, tous les jeunes soldats de la classe 1827 restés disponibles ; l'effectif des troupes fut porté de 237,770 hommes à 283,818 ; tous les officiers de grades inférieurs, restés en disponibilité, furent replacés ; les travaux maritimes prirent une activité inconnue depuis vingt ans ; le personnel et le matériel naval reçurent une augmentation considérable ; en un mot, M. de Caux, dans le département de la guerre, et M. Hyde de Neuville, dans le département de la marine, déployèrent une énergie si active et si intelligente, que l'un et l'autre se trouvèrent prêts, en moins de deux mois, à faire face à toutes les nécessités d'une expédition militaire. C'était le 19 juillet que M. de Polignac avait signé, à Londres, le protocole qui confiait à la France le soin de compléter la délivrance de la Grèce : quinze jours après la conclusion de cet acte, les troupes destinées à l'accomplir se trouvaient réunies et prêtes à embarquer. Ces troupes, divisées en trois brigades, commandées par les maréchaux de camp Tiburce Sébastiani, Higonet et Schneider, se composaient des 8^e, 16^e, 27^e, 29^e, 35^e, 42^e, 46^e, 56^e, 58^e régiments de ligne, du 3^e régiment de chasseurs à cheval, de deux compagnies du 2^e régiment du génie, de quatre compagnies des 5^e et 8^e régiments d'artillerie à pied, avec leurs pièces de siège et de campagne, et de deux batteries de montagne. Leur force totale offrait un effectif de 14,062 hommes, y compris les états-majors et les agents des services administratifs.

Le choix du commandant en chef de cette expédition avait été l'objet de discussions assez vives entre Charles X et son conseil. M. de Caux proposait le général Maison qui, chargé de la défense de la Belgique en 1814, avait reçu le premier

Louis XVIII lors du débarquement de ce prince à Calais. Nommé à peu de temps de là au commandement de la division militaire de Paris, et demeuré fidèle aux Bourbons lors du 20 mars, ce général était rentré dans sa position après le retour de Gand, et n'avait pas hésité, ainsi qu'on l'a vu, à donner aux passions royalistes de l'époque les gages d'un dévouement qui allait jusqu'à la persécution. Destitué au bout de quelques mois, il était bientôt devenu un des membres les plus actifs de cette partie de la Chambre des pairs qui, après avoir soutenu toutes les lois constitutionnelles présentées de 1817 à 1820, combattit ensuite avec énergie la longue administration de M. de Villèle. Ce rôle politique n'était pas son seul tort aux yeux du roi et de son entourage intime. Nommé l'un des commissaires chargés de l'instruction du complot du 19 août 1820, il avait eu sa part dans les plaintes dirigées alors par les ultra-royalistes contre cette commission ; les partis ne s'arrêtent jamais dans leurs imputations contre leurs adversaires politiques : on avait accusé, non la faiblesse ou même l'indulgence du général Maison, mais sa complicité. Dominé par ces préventions, Charles X avait répondu à la proposition du ministre de la guerre, en indiquant à son tour le comte de Bourmont et le duc de Raguse, noms malheureux, mais qui avaient le mérite, aux yeux de la cour et du roi, d'être des noms royalistes. Vainement M. de Caux faisait observer qu'il était nécessaire de placer à la tête de l'expédition un général populaire, connu de l'armée, aimé du soldat, et que le général Maison réunissait tous ces avantages : « N'avez-vous donc aucun autre nom à me proposer ? » répétait chaque fois Charles X, qui, vaincu par l'insistance du ministre, consentit enfin à se rendre, et, une fois sa décision prise, témoigna au général autant de bienveillance qu'il avait montré de répugnance à l'accepter.

Le 12 août toutes les troupes étaient embarquées ; mais, retenue dans la rade de Toulon par des vents contraires, l'expédition ne put faire voile que le 17 pour la côte du Péloponèse. Le 29, à trois heures du matin, elle arrivait devant Navarin, et s'y trouvait arrêtée par les amiraux anglais qui, s'appuyant d'une

convention que nous devons expliquer, voulaient empêcher son débarquement.

La crainte de voir des régiments russes occuper la Morée avait seule décidé l'Angleterre à signer le protocole du 19 juillet; mais inquiète et jalouse de cette mission qui pouvait nous donner, dans les affaires générales de l'Orient, une influence dommageable pour la sienne, elle ne s'y était résignée que dans l'espérance de la faire avorter en parvenant à rendre tout envoi de troupes inutile. Des ordres avaient, en effet, enjoint à l'avance, à l'amiral Codrington, remplacé dans le commandement de sa station par l'amiral sir Pulteney Malcolm, de se rendre au plus vite en Égypte pour y négocier directement avec Mohammed-Ali la complète évacuation de la Grèce. Arrivé devant Alexandrie le 31 juillet, douze jours après la signature du dernier protocole, avec deux vaisseaux de ligne, une frégate, deux corvettes, et plusieurs bricks et goëlettes, l'amiral anglais avait chargé un de ses officiers de signifier au vice-roi qu'il eût à s'entendre avec lui pour le rappel d'Ibrahim et de ses soldats, sous peine de voir le port d'Alexandrie et toute la côte d'Égypte mis sur-le-champ en état de blocus.

Le pacha se trouvait au Kaire; il accourut à Alexandrie, et le 6 août, une convention conclue entre lui et l'amiral anglais stipulait : « Que les troupes égyptiennes évacueraient la Morée, et que le pacha ferait partir pour Navarin, dans le plus court délai possible, tous les bâtiments nécessaires au transport des troupes. » Cette convention atteignait le but fixé dans le protocole du 19 juillet; toute expédition devenait superflue. Mais notre gouvernement, averti de la mission donnée à sir Édouard Codrington, sut déjouer, par sa diligence, les calculs du cabinet britannique que l'événement trompa ainsi une fois de plus; les préparatifs de la France furent terminés beaucoup plus promptement qu'on ne le pensait à Londres, et la convention d'Alexandrie ne put être signifiée à nos ministres que lorsque l'expédition avait déjà pris la mer. Les chefs de l'escadre anglaise essayèrent, il est vrai, de l'opposer au commandant de nos troupes à son arrivée devant Navarin; mais le général

Maison répondit que cet acte n'avait pas un caractère officiel suffisant pour suspendre l'exécution de ses instructions ; il passa outre, et, le soir même du 29, nos soldats débarquèrent sur une plage commode et sûre, dans le golfe de Korôn.

Cependant la convention d'Alexandrie, communiquée depuis plusieurs jours à Ibrahim et confirmée par des lettres de son père, avait déjà amené entre ce général et les amiraux chrétiens des pourparlers où le chef égyptien, dans le but de gagner du temps et de prolonger son séjour sur cette terre qu'il avait conquise, élevait des prétentions et des difficultés qui devaient promptement céder devant la présence de nos régiments. La plage où le corps expéditionnaire venait de descendre, bien que fertile et couverte d'une puissante végétation, était cependant inculte. Des tentes, apportées sur l'escadre, formèrent d'abord le seul abri des troupes ; mais l'industrie de nos soldats sut bientôt transformer en une sorte de cité militaire riante, vive, animée, cette plaine auparavant silencieuse. Plusieurs lignes d'élégantes baraques élevées le long de trois petites rivières descendant du Taygète, et qu'ombrageaient des oliviers, des myrtes, des citronniers et des lauriers-roses ; les faisceaux d'armes qui brillaient au centre de chaque ligne ; les sons de la musique militaire ; la foule de Moréotes mêlés à nos soldats et qui venaient vendre fort cher à leurs libérateurs des raisins, des melons, des figues, un peu de pain noir et quelques moutons ; tout ce bruit, tout ce mouvement au milieu d'une riche verdure émaillée de fleurs éclatantes, annonçaient moins un bivouac de guerre qu'un camp de plaisance. La nouveauté du spectacle et la beauté du climat soutinrent, durant les premiers jours, le moral et la santé de l'armée ; mais des pluies torrentielles qui ne tardèrent pas à tomber, percèrent les tentes, gonflèrent les rivières, qu'elles firent déborder, et occasionnèrent dans la troupe des fièvres intermittentes automnales, endémiques dans cette contrée. L'armée ne pouvait rester plus longtemps sous ces insuffisants abris et sur ce sol détrempé ; le général Maison, impatient de l'établir dans les places encore occupées par les Égyptiens, mit Ibrahim dans l'alternative d'exécuter sans délai

la convention du 6 août, ou de se voir attaqué. Le général égyptien se résigna ; l'embarquement de ses troupes commença le 9 septembre.

Les plus amicales relations s'établirent entre les chefs des deux armées immédiatement après la convention supplémentaire qui venait de régler les détails de l'évacuation. Le fils de Mohammed-Ali visita plusieurs fois le camp français et manifesta un jour le désir d'en voir manœuvrer les troupes. Le général Maison s'empessa d'ordonner une grande revue. Ibrahim voulut se rendre par mer à cette solennité : la plage où se dirigeait son canot était couverte par une foule nombreuse de Grecs armés qu'attirait le désir d'assister à ce spectacle militaire ; le chef égyptien n'hésite cependant pas à aborder, descend sur la rive sans autre suite qu'un drogman, s'ouvre résolûment un chemin au milieu de cette multitude où il ne comptait que des ennemis, en traverse les rangs épais, à pied, la tête haute, et arrive enfin auprès du général Maison qui lui fait donner un cheval. La revue commence : la rapidité et la précision des mouvements de notre infanterie parurent frapper vivement Ibrahim ; il complimenta chaque colonel avec chaleur ; mais la satisfaction qu'il exprimait devint de l'admiration lorsque le 3^e régiment de chasseurs à cheval manœuvra devant lui ; non content de féliciter le colonel, il lui demanda un modèle de l'uniforme et de l'armement de ses cavaliers. Ce modèle lui fut envoyé. Invité, peu de jours après, à dîner chez le général Maison, Ibrahim voulut reconnaître le présent du colonel du 3^e en lui offrant son sabre ; il détachait cette arme pour la lui remettre, lorsque se ravisant tout à coup, il la passe autour du corps du commandant de l'expédition, en lui disant : « Portez-le un instant, mon général, il aura plus de prix à ses yeux. » Durant ce repas, les regards de tous les convives ne quittaient pas ce chef musulman à qui les journaux de l'Europe donnaient, depuis deux ans, un renom de férocité sanguinaire et stupide que semblaient justifier les faits les plus récents de sa domination en Morée. Déjà, dans les conférences ouvertes pour l'évacuation de cette péninsule, on avait pu remarquer chez

Ibrahim une connaissance des affaires de l'Europe et une adresse que l'on était loin de supposer en lui; cette fois, il surprit par sa gaieté et son esprit d'à-propos : il but, sur la fin du repas : *à la santé de tous les Français, mais non à l'union de toutes les puissances*; puis, portant la conversation sur le but de notre expédition, il demanda « pourquoi la France, après avoir été faire des *esclaves* en Espagne, en 1823, venait maintenant en Grèce faire des *hommes libres*. »

Pour concilier le rappel de son fils et de ses troupes avec la fidélité qu'il devait au chef de l'islamisme, Mohammed-Ali avait enjoint à Ibrahim de ne remettre aux Français aucune des places fortes qu'il occupait, mais d'y laisser 1,200 Arabes sous les ordres de commandants turks auxquels il abandonnerait la garde de ces forteresses, et qui, secondés par un nombre à peu près égal d'Osmanlis, demeureraient seuls chargés de les défendre ou de les livrer. L'embarquement des régiments emmenés par le chef égyptien avait été terminé le 4 octobre; le fils de Mohammed-Ali accompagnait le dernier convoi; immédiatement après son départ, le général Maison somma les commandants turks de se rendre. « La Porte n'est en guerre ni avec les Français ni avec les Anglais, répondirent unanimement les officiers du Sultan; nous ne commettrons aucun acte d'hostilité, mais nous n'ouvrons pas nos portes. » Aucun d'eux, en effet, ne les ouvrit. Par un compromis singulier entre l'impossibilité où ils étaient de se défendre, et la fidélité qu'ils devaient au Sultan, tous, à l'approche de nos troupes, se renfermaient dans leurs murailles, et laissant nos soldats briser et enlever les portes, ou bien escalader les remparts, à l'aide d'échelles ou en gravissant d'anciennes brèches restées ouvertes, ils résistaient sans combattre, puis, la place envahie, rendaient leurs armes. Si ce n'est quelques pierres lancées du haut des murs de Korôn sur des soldats du génie qui ne daignèrent pas répondre à cette insulte, aucun acte d'hostilité ne signala la prise de possession, par nos régiments, des places de Navarin, Modôn, Korôn et Patras. La soumission du château de Morée nécessita seule l'emploi de la force ouverte. Ce fort était placé, ainsi que Patras, sous

le commandement du pacha turk Hadji-Abdallah, qui en avait stipulé la remise au général Schneider. La convention fut exécutée pour Patras ; mais les aghas commandant la garnison du château se mirent en révolte contre Abdallah et déclarèrent que, plutôt que de rendre le fort, ils s'enseveliraient sous ses ruines. Repoussé dans toutes ses tentatives de conciliation, le général Schneider commença les travaux de siège le 19 octobre ; le 30, à six heures du matin, cinq batteries, composées de quarante pièces, ouvrirent leur feu contre la place : vingt-deux pièces battaient les murs en brèche, dix-huit tiraient contre la crête des ouvrages. A dix heures, la brèche était ouverte, les pièces des assiégés démontées, et leur feu éteint. La garnison demanda à capituler. Le général Maison, arrivé le 22, fit répondre aux aghas que la violation de la première capitulation lui défendait d'en accorder une seconde, et que, sous une demi-heure, s'ils n'avaient pas ouvert les portes et paru devant lui sans armes, tous seraient passés au fil de l'épée. Les Turks se soumirent. Cette attaque, qui nous coûta vingt-cinq tués ou blessés, complétait la libération de la Morée. Les forces que nous venions d'en expulser s'élevaient, y compris les garnisons capitulées, à vingt-six mille hommes ¹.

La Grèce était délivrée. Nos troupes ne tardèrent pas à rentrer en France. La dignité de maréchal conférée au général Maison, et un avancement proportionnel donné à un grand nombre d'officiers de tous grades, furent la récompense du corps expéditionnaire pour cette courte campagne qui n'ajoutait aucun éclat, sans doute, à l'illustration de nos armes, mais qui

1. Une disposition inscrite dans tous les actes relatifs à l'évacuation stipulait que les musulmans ne pourraient emmener aucun esclave chrétien, de l'un ou de l'autre sexe. Cet article, au départ de chaque convoi, avait excité les plaintes les plus vives : ce n'étaient pas, ainsi qu'on pourrait le croire, les officiers turks ou arabes qui les élevaient à l'occasion des esclaves chrétiens que la conquête avait pu leur donner ; ces plaintes venaient de ces esclaves même qui, sachant la haine à laquelle les exposait, parmi leurs compatriotes, leur séjour même involontaire dans un harem musulman, suppliaient avec larmes nos officiers de leur accorder la faculté, toujours refusée, d'échapper, par leur embarquement, au mépris et aux violences qui les attendaient dans leurs familles.

valut à la France une gloire plus élevée et plus pure, l'honneur d'assurer l'indépendance d'une généreuse nation. L'invasion de l'Espagne, en 1823, se trouvait vengée. Le gouvernement, sous la direction du nouveau cabinet, entraînait dans une voie nouvelle; un autre esprit inspirait sa politique. Charles X devait immédiatement recueillir le fruit de ce changement.

Deux camps existaient pour l'instruction des troupes : l'un à Saint-Omer, pour l'infanterie; le second à Lunéville, pour la cavalerie. La visite faite, l'année précédente, par Charles X à Saint-Omer, lui donna le désir d'assister, cette année, aux manœuvres des régiments réunis à Lunéville. Le 31 août, au même moment où le corps expéditionnaire de Grèce débarquait dans le golfe de Korôn, le roi quittait Saint-Cloud, suivi du dauphin, de M. de Martignac, et d'un certain nombre d'officiers de sa maison. L'accueil qu'il reçut dès les premiers pas offrit un caractère d'allégresse et d'enthousiasme que pas une des visites royales, dans les diverses parties du royaume, n'avait encore présenté. De Meaux à l'extrême limite de la Lorraine, la population rurale, accourue de plusieurs lieues, forma, pour ainsi dire, la haie sur le passage de Charles X qu'elle saluait d'acclamations de joie. Des arcs de triomphe se dressaient à chaque pas de la route; des groupes de jeunes filles, en habits de fête, lui présentaient, à chaque station, des fleurs, des sucreries ou des fruits; des jeux, des bals, des illuminations, solennisaient son séjour dans les cités; les rues où il passait, jonchées de fleurs et sablées, étaient décorées de festons et de guirlandes; des drapeaux blancs pavoisaient toutes les fenêtres. Ce fut sous un long dôme de verdure qu'il traversa Épernay, Châlons et Verdun. A Metz, où il séjourna le 5 septembre, les troupes du génie et de l'artillerie lui donnèrent le spectacle d'un siège. A son entrée en Alsace, à Saverne, les démonstrations empruntèrent aux habitudes locales des proportions nouvelles et un caractère particulier. Chaque commune de l'arrondissement y avait envoyé une députation nombreuse, formée de ses habitants les plus riches et de jeunes filles. Les premiers, au nombre de cinq cents, étaient tous à cheval, portaient la même coiffure,

des vêtements semblables, et, au bras gauche, de larges rubans blancs. Les jeunes filles, montées sur de longs chariots, avaient le costume spécial de leur canton, et tenaient à la main des drapeaux blancs ou des guirlandes. D'autres chariots étaient chargés de musiciens. Groupée autour d'un arc de triomphe dressé sur une éminence d'où la vue planait sur la ville et sur son vaste bassin, cette foule accueillit Charles X par les acclamations les plus vives, et le conduisit, aux cris de *Vive le Roi!* jusqu'à la maison disposée pour le recevoir. Le soir, à un signal parti de la mairie, d'innombrables feux illuminèrent soudainement la plaine de Saverne et vinrent couronner toutes les crêtes des montagnes qui l'entourent. Le lendemain 7, le roi partit pour Strasbourg. Parvenu à un point élevé de la route, d'où l'on découvre la ville, le cours du Rhin, puis, au-delà du fleuve et bornant l'horizon, les montagnes boisées de la forêt Noire, Charles X fut reçu par douze cents cavaliers, divisés en autant d'escouades qu'ils représentaient de communes, chaque escouade ayant, à son centre, un drapeau blanc fleurdelisé, et, à sa tête, les officiers municipaux ceints de leurs écharpes. Puis venaient trois cents chariots ornés de verdure et de fleurs, couverts de branchages, attelés de quatre ou de six chevaux, et dans lesquels se tenaient debout de nombreux groupes de jeunes Alsaciennes vêtues de costumes ornés des plus éclatantes couleurs. Ces costumes variaient d'une voiture à l'autre, bien que semblables pour toutes les jeunes filles montées dans le même chariot : elles avaient pour ornements de tête, ici, des nœuds de rubans rouges ; là, des rubans noirs ; ailleurs, un chapeau de paille ; plus loin, un bonnet de drap d'or. D'autres chariots, mêlés aux premiers, portaient des corps de musique qui accueillirent l'arrivée du prince en faisant entendre les airs royalistes de l'époque. Toutes ces députations étaient rangées sur deux lignes : à mesure que Charles X avançait, les cavaliers agitaient leurs larges chapeaux en poussant le cri de *vive le Roi!* et les jeunes Alsaciennes, groupées au bord de leurs berceaux de fleurs et de feuillages, saluaient le monarque en s'inclinant et en lui adressant leurs plus gracieux sourires. Arrivé à la pre-

mière enceinte de Strasbourg, le Roi fut reçu, sous un arc de triomphe, par le corps municipal. Le maire, de même que l'avaient fait les autorités de Verdun et de Metz, lui présenta les clefs de la ville : « J'accepte ces clefs avec grand plaisir, dit le roi ; je vous les rendrai avec confiance. » Conduit ensuite à la cathédrale, à travers des rues où se pressait une foule enthousiaste, enivrée, et dont toutes les maisons, pavoisées de drapeaux blancs fleurdelisés, et ornées de tentures, avaient leurs fenêtres encombrées de femmes agitant des mouchoirs, Charles X entendit le *Te Deum*, et se rendit enfin au château, où vinrent immédiatement le saluer le roi de Wurtemberg, le prince de Lowenstein, envoyé du roi de Bavière, le grand-duc de Bade et les margraves, ses frères. Le soir, toute la ville était illuminée ; la flèche de la cathédrale devenait une pyramide de feu, et de nombreux musiciens, réunis sur l'Ill, au pied du château, dans des bateaux resplendissant de lumières, faisaient entendre des fanfares qui se prolongèrent assez avant dans la nuit.

Durant trois jours, les réceptions, les bals, les fêtes militaires, des visites aux hôpitaux et dans tous les autres établissements, se succédèrent sans interruption. L'arsenal ne pouvait être oublié : seize cents pièces d'artillerie sur leurs affûts, des armes à feu et des armes blanches en quantité assez considérable pour armer cent mille hommes, étaient renfermées dans ce dépôt. Le roi de Wurtemberg et le grand-duc de Bade accompagnaient Charles X dans sa visite ; il se tourna vers eux, après avoir parcouru les cours et les salles immenses où l'on gardait ces richesses : « Vous le voyez, leur dit-il en souriant, je n'ai rien de caché ; voilà ce que je peux montrer avec la même confiance à mes amis et à mes ennemis. »

Le 10, le roi partit pour Colmar et Mulhouse. De Strasbourg à Colmar, Charles X rencontra dans la population l'empressement et l'enthousiasme des précédentes journées : de nombreux cavaliers portant des lances ornées de flammes blanches ; les habitants de tous les villages bâtis dans les montagnes, réunis autour d'une bannière où se lisait le nom de chaque commune, et ayant à leur tête leurs officiers municipaux ceints

d'écharpes, attendaient partout son passage. De longues files de cultivateurs, à cheval, et revêtus du costume du pays, nombre de chariots ombragés de branches de chêne, et remplis de jeunes paysannes agitant des drapeaux blancs, l'accueillirent également à son arrivée à Colmar. De cette ville à Mulhouse, sa marche ne fut qu'une continuelle ovation : les habitants de toutes les communes environnantes en habits de fête ; d'innombrables groupes de jeunes filles couronnées de fleurs ; de riches bannières indiquant le nom de chaque village, bordaient partout la route ; puis, de distance en distance, à mesure qu'il avançait, des pigeons ayant au cou des flammes blanches, étaient lâchés pour aller porter à la population de Mulhouse, l'annonce de chacun des pas qui le rapprochait d'elle. Reçu à une lieue de la ville par une garde d'honneur nombreuse revêtue d'uniformes dont la richesse égalait l'élégance ; accueilli, à son arrivée par les principaux habitants, sous une tente formée des étoffes les plus belles que pussent fournir les fabriques de cette cité industrielle, il y fit son entrée dans une magnifique calèche attelée de huit chevaux et fournie par la municipalité. Lunéville, où il passa ensuite trois jours occupés par des revues, des fêtes militaires, et où le général baron de Borstell vint le complimenter au nom du roi de Prusse ; Nancy, où il séjourna le 15 et le 16 ; Toul, d'où il partit le 17, lui firent le même accueil ; le 19, Charles X rentrait à Saint-Cloud.

L'empressement que ce prince venait de rencontrer à chacun de ses pas, ne tenait point uniquement à ce mouvement de curiosité banale qui pousse les populations rurales sur le passage de tout chef de nation qu'amène au milieu d'elles le hasard d'un voyage ou le soin de sa popularité. Dans ces sortes de visites, les acclamations des habitants de la campagne expriment des vœux, des espérances, plutôt qu'un sentiment satisfait, et la chaleur de leur réception est un solennel appel à la bienveillance et à l'intérêt de l'homme qu'elles regardent comme l'arbitre de leur bien-être ou de leur misère, bien plus qu'un hommage à sa dignité. Quelque désireuses que fussent les populations traversées par Charles X, d'attirer sur elles son atten-

tion et ses bonnes grâces, ce sentiment n'aurait cependant pu suffire à donner aux fêtes dont nous venons de retracer quelques épisodes rapides, le caractère enthousiaste qu'elles avaient présenté ; c'est dans l'intervention, dans le concours sans réserve de la classe moyenne qu'il faut surtout chercher la cause de l'énergie et de l'unanimité toutes exceptionnelles de ces manifestations. Attachée profondément aux conquêtes politiques et morales de la révolution, cette classe, dans l'est de la France, renfermait un grand nombre de luthériens, et même d'israélites, et ses membres les plus énergiques, entrés en 1821 et en 1822 dans les rangs des *Carbonari*, avaient pris une part active aux conjurations de cette époque ; aussi était-ce moins la personne royale, qu'elle avait salué, fêté dans Charles X, que le souverain détrompé qui venait de se soustraire au joug de la congrégation et de rompre avec le parti ultra-monarchique et religieux, en fermant les établissements des Jésuites ; en imprimant à l'enseignement une direction complètement laïque ; en restituant à la presse ses garanties et ses droits, aux élections leur indépendance et leur sincérité, et en donnant à nos soldats la mission d'assurer la liberté de la Grèce. L'entraînement était général ; il avait gagné jusqu'aux députés libéraux élus dans ces contrées : Benjamin Constant, M. Kœchlin, M. Casimir Périer, entre autres, se firent présenter au roi, qui décora le dernier. Heureux de cet empressement, Charles X laissait déborder sur tout ce qui l'approchait la joie dont lui-même était rempli ; il avait des paroles gracieuses, prévenantes pour les hommes même dont l'opposition avait acquis le plus de notoriété. Un jour que les applaudissements et les acclamations de la foule retentissaient autour de lui avec une force qui ne se lassait pas, il se tourna vers M. de Martignac, et lui dit d'une voix émue et les yeux presque humides : « Ah ! Monsieur de Martignac, quelle nation ! Que ne devons-nous pas faire pour elle ! » Le ministre de l'Intérieur pouvait, à bon droit, s'attribuer une grande part dans le mérite de ces manifestations ; convaincu que Charles X, lui en tenait compte, il crut, à dater de ce moment, être en voie de posséder la faveur royale. Les libéraux,

de leur côté, regardaient le roi, sinon comme gagné complètement à la cause constitutionnelle, du moins comme disposé à s'y rallier et à en accueillir les représentants. Enfin, dominé par les préjugés de sa naissance et de sa position, Charles X ne voyait dans l'accueil des populations de l'Est, que l'élan spontané de leur amour pour sa personne, que l'explosion d'un sentiment endormi au fond des cœurs et qui n'attendait que sa présence pour éclater. Il rapporta de ce voyage la conviction que la France était plus royaliste, et la royauté légitime plus populaire que ses conseillers eux-mêmes ne paraissaient le supposer. Tous se faisaient illusion : la conciliation espérée par M. de Martignac et ses collègues, devait échouer devant des passions plus fortes que les intérêts même des deux principes politiques entrés en lutte dès 1814, et que ces ministres croyaient pouvoir accorder.

Les membres du conseil avaient retardé jusqu'au retour du roi les changements incessamment réclamés, durant la dernière session, par les députés de la gauche, dans le personnel des hautes fonctions publiques. Ils espéraient que les joies de ce voyage seraient, en faveur de leur système politique et de leur administration, un témoignage qui rendrait Charles X plus facile aux sacrifices qu'ils entendaient lui demander. Deux mesures étaient surtout attendues : la réorganisation du conseil d'État, corps politique dont la composition, dix mois après la chute de M. de Peyronnet, se trouvait encore telle que l'avait faite ce ministre ; puis, un profond remaniement du personnel des préfectures. Ce double travail, annoncé depuis longtemps aux membres les plus impatients de la Chambre, était prêt, dès le mois de septembre, à recevoir la signature du roi. Mais aux premiers mots prononcés à ce sujet par les ministres, Charles X se récria : « Ne désorganisons pas l'administration, leur dit-il ; pas de destitutions en masse ; autrement ma couronne tombe à terre. » M. de Martignac et ses collègues lui firent observer que l'existence d'un complet accord politique entre un cabinet et ses agents les plus élevés, était la première loi d'un gouvernement constitutionnel. « Vous voulez donc que je renvoie tous

mes amis ? Je ne peux cependant pas ni ne veux abandonner mon parti, » répliqua le roi. — « Nous ne voulons déplacer que les conseillers d'État ou les préfets qui sont les adversaires déclarés de la politique soutenue par la majorité de la Chambre, répondirent les ministres ; si nous ne donnons pas cette satisfaction à l'Assemblée, elle nous renversera. » Habituellement, lorsqu'un des membres du nouveau cabinet proposait au roi de pourvoir à une fonction vacante, Charles X lui présentait immédiatement un petit papier sur lequel un nom se trouvait inscrit, et lui disait : « Voici la personne qu'il faut nommer. » Cette fois, il voulut examiner à loisir la liste des membres du conseil d'État et des préfets dont son conseil demandait la mise à la retraite ou la révocation, et il exigea que les noms de leurs successeurs fussent discutés avec le plus grand soin. Ce travail, concentré entre lui et les ministres de la justice et de l'intérieur, et poursuivi lentement, nom par nom, se prolongea durant tout le mois d'octobre. Le roi défendait opiniâtrément tous les partisans du dernier cabinet, et repoussait avec une certaine vivacité les hommes appelés à prendre leur place. Les membres appartenant à la fraction de l'ancienne majorité désignée sous le nom de *défection royaliste* excitaient surtout son irritation ; il accusait, en termes amers, leur abandon et leur convoitise : « Ces messieurs sont par trop exigeants, disait-il ; comment ! une première présidence de cour royale ne suffit pas à Cambon ? Il lui faut encore une place de conseiller d'État ! » Enfin, le 12 novembre, après six semaines de débats, où MM. Portalis et de Martignac n'avaient obtenu du roi que des concessions insignifiantes, le *Moniteur* publia les deux ordonnances annoncées depuis si longtemps.

La première réorganisait le conseil d'État. Mais cette reconstitution, plus apparente que réelle, portait dans tous ses détails l'empreinte de la fausse position faite aux ministres par les résistances de la couronne et par les exigences des écrivains ou des députés qui sollicitaient le prix de leur dévouement ou de leurs services. Ces solliciteurs étaient nombreux et fort pressants. Ainsi placés entre l'impossibilité de faire le vide dans les

rangs du conseil et la nécessité d'y introduire de nouveaux titulaires, les ministres avaient augmenté le nombre de ses membres, varié leurs titres, créé différents ordres de fonctions, et formé trois catégories de traitement. De là, une confusion et des complications qui ôtaient à la mesure le caractère de réforme sérieuse que lui attribuaient ses auteurs¹. Ce conseil, qui n'était, à proprement parler, ni un corps politique, ni un corps judiciaire ou administratif, bien que ses attributions mal définies fussent à la fois administratives, judiciaires et politiques; ce conseil, disons-nous, restait avec toutes ses imperfections. Il y a plus : son personnel se trouvait à peine modifié. Si MM. Agier, Villemain, Bertin de Vaux, de Cambon, Alexandre de Laborde et Salvandy y entraient, en service ordinaire, avec 15 et 20,000 francs d'appointements, MM. Franchet, Delavau, Dudon, de Frenilly, de Forbin des Issarts, les hommes les plus compromis avec la dernière administration, y demeuraient en service extraordinaire, mais sans traitement; le roi n'avait cédé, à leur égard, que sur la question des fonctions actives. L'ordonnance relative au personnel des préfetures était également loin de réaliser l'attente de l'ancienne opposition; elle se bornait à prononcer la mise à la retraite de cinq préfets, et à déplacer ceux de dix-huit à vingt départements. La timidité de ces mesures fut impuissante à désarmer le parti religieux; tous ses organes éclatèrent en reproches violents; le cabinet, disaient-ils, venait de sacrifier la monarchie à la révolution, « et avait arraché, par la fatigue, à une volonté auguste, des destitutions et des choix qui menaient la France à l'abîme. » Les journaux

1. L'ordonnance du 12 novembre divisait ainsi les membres du conseil :

CONSEILLERS D'ÉTAT : *en service ordinaire*, employés aux travaux intérieurs et habituels des comités, 14; *idem*, prenant part aux seules délibérations générales du conseil, tous les comités étant réunis, 10; *en service extraordinaire*, avec autorisation de participer aux travaux du conseil, 23; *idem*, à titre purement honorifique, 77; *honoraires*, 20. Total, 144.

MAÎTRES DES REQUÊTES : *en service ordinaire*, 30; *en service extraordinaire*, avec autorisation d'assister aux travaux des comités, 8; *idem*, à titre purement honorifique, 58; *honoraires*, 19. Total, 105.

Total général des conseillers d'État et maîtres des requêtes de toute catégorie, 249.

libéraux, à leur tour, se plaignaient avec amertume de la faiblesse du ministère, qui maintenait dans le conseil d'État et à la tête des départements tous les hommes signalés comme les agents les plus hardis du système de fraude, de corruption et de tyrannie si longtemps pratiqué par la dernière administration; « faiblesse d'autant moins excusable, ajoutaient-ils, qu'elle ne faisait qu'augmenter l'audace d'une faction dont les chefs étaient tombés sans être abattus. » La réforme que venaient dé tenter les ministres, effort incomplet, avorté, n'eut pour résultat que de mécontenter tous les partis.

« Vous voulez donc que je renvoie mes amis, que j'abandonne mon parti? » avait dit le roi à ses ministres. — Lorsque Louis XVIII, après l'ordonnance du 5 septembre 1816, s'était séparé des ultra-royalistes, les hommes de cette opinion, plaçant leurs espérances dans l'avènement du comte d'Artois, et prenant ce prince pour drapeau, en avaient fait un chef politique dont ils formaient « le parti. » Les habitudes et les liaisons, alors contractées, s'étaient maintenues; et de même que son frère disait, en parlant de l'administration de M. Decazes : « ma politique personnelle; » Charles X, en parlant du système suivi par M. de Villèle, disait : « mon système politique. » Les collèges électoraux avaient pu lui imposer un autre système et d'autres ministres; mais il subissait ce changement sans y soumettre son esprit, sans l'accepter. La dernière administration n'avait pas dans la Chambre de partisan plus décidé, de défenseur plus infatigable que M. de Montbel; ce député laissait rarement échapper l'occasion de prodiguer ses regrets aux ministres déchus et d'opposer leurs actes, avec éloge, aux mesures des nouveaux ministres. Un jour de grande réception aux Tuileries, Charles X l'aperçoit, l'aborde, et, faisant allusion à un discours qu'il avait récemment prononcé en faveur du dernier cabinet, il lui dit à voix très-haute : « J'ai lu votre discours avec grand plaisir, il est très-bien; vous avez défendu votre cause avec zèle, noblesse et talent; j'en suis enchanté. » Cette opposition entre les sentiments privés du monarque et l'appui officiel que cependant recevaient de lui ses nouveaux

conseillers, n'était pas la seule contradiction qu'offrissent la situation politique et les faits officiels de cette époque.

La duchesse de Berri avait parcouru l'ouest et le midi du royaume, en même temps que Charles X visitait les départements de l'est. Ces deux voyages furent en quelque sorte simultanés. Les manifestations qu'ils firent naître avaient eu une physionomie et une signification complètement différentes. Dans l'Est, contrée populeuse et active, ouverte à tous les progrès, animée par le souffle nouveau, Charles X, accueilli sous des arcs de verdure, par de paisibles cavalcades et par des jeunes filles couronnées de fleurs, avait dû surtout visiter des musées, des expositions d'art et d'industrie, des manufactures, de vastes usines, créations de la richesse que le calme public et la paix peuvent seuls faire prospérer. Dans l'Ouest, terre de vieille foi monarchique et religieuse, pays immobile, où règne le culte des coutumes des aïeux, la duchesse de Berri, reçue, escortée par toute une population en armes, n'avait au contraire rencontré que des images et des souvenirs de guerre, n'avait entendu partout que la glorification des anciennes luttes civiles. Cette princesse visita tous les champs de bataille de la Bretagne et de la Vendée; les anciens insurgés réunis par paroisses et par divisions, organisation toujours maintenue, l'attendaient sur le lieu de chaque rencontre, rangés sous les mêmes drapeaux et sous la plupart des chefs qui les guidaient aux temps de Cathelineau, Stofflet, d'Elbée, Lescure, Bonchamp, Charette et Georges Cadoudal. La mère du duc de Bordeaux, sur le seul *Champ des Mattes*, trouva 15,000 habitants du Marais, rangés en bataille¹; une autre division de 4,000 hommes, « auxquels une distribution de vivres fut faite comme si elle eût été en campagne, » formait la haie à son entrée à Bourbon-Vendée. Les communautés religieuses de chaque localité, maisons de trappistes ou couvents de femmes, des séminaires où les élèves, au signal de leur directeur, poussaient le cri de : *Vive le roi, quand*

1. Les *Mattes* étaient le lieu où M. Louis de La Rochejacquelein avait été tué le 3 juin 1815. V. t. III, chap. 1^{er}.

même! reçurent également la visite de la princesse. Certes, aucun membre de la famille royale n'aurait pu, sans une profonde ingratitude, parcourir les départements de l'Ouest, et laisser en oubli le dévouement et les sacrifices de la population de ces contrées en faveur de la royauté. Des revues, des saluts, des paroles bienveillantes, quelques dons, sont assurément le moindre prix dont les princes puissent payer le sang versé pour eux. Les gouvernements, comme les partis, s'honorent en se montrant reconnaissants des services qu'on leur a rendus. Aussi, les adversaires de l'insurrection vendéenne eussent-ils probablement laissé sans protestation cette espèce de revue des *armées catholiques et royales*, si, peu de semaines avant ce voyage, à l'occasion des mesures annoncées contre les Jésuites, les journaux congréganistes n'avaient pas menacé la France constitutionnelle et la Chambre des députés du réveil de ces armées. La *Gazette de France* publiait des correspondances de l'Ouest où on lisait : « Les Vendéens se demandent, dans leur simplicité, si la Chambre actuelle n'est composée que des ennemis de Dieu et du roi. Les soldats de Charette et de La Rochejacquelein disent à leurs fils : Enfants, il ne faut pas vous dégoûter de la fidélité ; faites ce que nous avons fait, et le bon Dieu sera avec vous ; car il aime ceux qui défendent les rois. Le Vendéen ne veut pas qu'on touche à la couronne ni à la mitre. Quand les révolutionnaires ont levé la main contre le trône et l'autel, alors la Vendée a paru armée. Qu'on nous laisse les instituteurs que nous avons ; ils nous enseignent à aimer Dieu et le Roi, et à savoir mourir pour eux. »

Cette alliance de la mitre et de la couronne, de l'autel et du trône, union impolitique et funeste, n'était pas uniquement préconisée, proclamée par les journaux de la congrégation et par leurs correspondants ; les Jésuites eux-mêmes, dans leur hardiesse de sectaires, n'hésitaient pas à établir entre l'existence de leur ordre, en France, et le maintien des Bourbons, une solidarité qui devait poursuivre Charles X jusqu'au dernier jour de son règne. Des pièces produites devant le tribunal civil de Colmar, dans un procès en nullité de testament, vinrent publiquement révéler, sur cette solidarité fatale, les doctrines de la

société de Jésus. Il s'agissait d'un legs universel fait au profit des Jésuites, à l'aide d'une personne interposée. Le testateur, M. Henri Beck, avait d'abord voulu laisser sa fortune au séminaire de son diocèse. « Les séminaires sont capables de posséder, écrivait-il au P. Grivel, provincial de la société de Jésus, tandis que votre ordre n'a pas encore d'existence légale. » — « Notre société est plus utile qu'un séminaire, à la religion et à l'Église, répondait le P. Grivel : c'est donc à elle qu'il faut préférentiellement donner. Quant à la question d'existence légale, l'existence de notre ordre a la même solidité que l'existence des Bourbons sur le trône : s'ils s'y maintiennent, nous serons rétablis, reconnus, et nous ne cesserons d'exister en France que lorsqu'une nouvelle conspiration contre la religion viendra renverser les Bourbons. »

Ces aveux eussent passionné tous les esprits dans les années précédentes ; mais la chute de M. de Villèle, les actes de ses successeurs, les satisfactions qu'ils annonçaient devoir encore donner aux adversaires du parti clérical, diminuaient singulièrement la gravité du langage du P. provincial. L'attention publique se détournait, en effet, de la société de Jésus pour se porter tout entière sur les réformes et les améliorations que les nouveaux ministres s'efforçaient d'introduire dans toutes les branches du gouvernement. Nous avons fait connaître la remarquable activité déployée par MM. de Caux et Hyde de Neuville dans les départements de la guerre et de la marine ; leurs collègues ne montraient pas une moindre intelligence de leurs devoirs et des besoins de leur administration. Une nouvelle organisation des conseils de commune et de département était annoncée, entre autres lois, comme devant inaugurer les travaux de la prochaine session dont l'ouverture, aux termes d'une ordonnance rendue le 7 décembre, était fixée au 27 janvier 1829.



CHAPITRE III

SOMMAIRE. — Négociations entre le ministère et les députés libéraux ; arrangements convenus. — Le roi et son conseil. — M. de Polignac : ses antécédents, son caractère. Charles X le fait appeler à Paris. Embarras des ministres ; ils refusent d'admettre M. de Polignac dans le cabinet. Reprise des négociations avec les députés libéraux. — OUVREMENT DE LA SESSION. Discours de la couronne ; adresse de la Chambre des pairs ; profession de foi de M. de Polignac. Adresse de la Chambre des députés. — Présentation de deux projets de loi sur l'organisation des communes et sur celle des conseils d'arrondissement et de département. — Nouvelle proposition de mise en accusation du ministère Villèle ; elle est repoussée. — Rapports sur les deux lois relatives à l'organisation des communes et des conseils de département ; question de priorité. Discussion du projet de loi sur l'organisation départementale. Les deux projets sont retirés. Rupture en re le ministère et la gauche. — M. Portalis est nommé ministre des affaires étrangères, et M. Bourdeau ministre de la justice. — Rapports privés du roi avec les ministres et les députés composant le bureau de la Chambre. — Discussion du budget : incident relatif à la salle à manger du ministère de la Justice. Derniers débats. CLÔTURE DE LA SESSION. — Chute du ministère Martignac. — Avènement du ministère Polignac. Secousse produite à Paris et dans les départements. Voyage de M. de Lafayette en Auvergne et en Dauphiné ; ovations qui lui sont faites à Grenoble, à Vizille et à Lyon. Visite du dauphin à Cherbourg. — Association bretonne pour le refus de l'impôt. Poursuites devant les tribunaux. — Attitude du ministère. Démission de M. de Labourdonnaie ; son remplacement par M. de Montbel. — Procès intentés au *Courrier Français* et au *Journal des Débats* ; acquittement. — Mot de M. de Labourdonnaie.

1829. — L'année 1829 s'ouvrit sous les plus favorables auspices. Le calme succédait, dans les esprits, à l'agitation ; les classes moyennes, avides de repos, accueillaient avec confiance la perspective d'une situation exempte des inquiétudes qui troublaient, depuis trois ans, la sécurité de leurs intérêts moraux ou le développement de leurs intérêts matériels ; les membres de l'opposition eux-mêmes, pris dans leur généralité, tendaient à se rapprocher de la royauté légitime. Cette disposition était surtout prononcée chez un certain nombre de libéraux influents, anciens impérialistes pour la plupart, qui, las d'une lutte inutile de douze ans, et impatientes d'entrer enfin en partage des bénéfices de la puissance politique, reprochaient avec amertume au gouvernement des Bourbons l'esprit d'exclusion et les défiances qui fermaient les avenues du pouvoir aux hommes que n'adoptait pas le parti ultra-monarchique. Une partie des membres de la gauche demeuraient étrangers toutefois à ces calculs, et, tenant

compte au ministre les garanties accordées, dans la session précédente, à la sincérité des élections et à la liberté de la presse, ils ne demandaient, pour continuer à soutenir le cabinet, que le gouvernement tienne à ses promesses et à ses déclarations. Les premiers, à la vérité, n'admettaient pas que le gouvernement put changer d'orientation de voie et donner une satisfaction suffisante à l'opinion constitutionnelle si quelques-uns des représentants de cette opinion n'entraient pas dans les conseils de la monarchie. Leur insistance sur ce point, dans les réunions politiques avec les principaux libéraux, leur avait fait donner le nom d'«*introduits*». Cette introduction de plusieurs membres de la gauche dans les hautes fonctions administratives n'avait cependant rien que de conforme à la loi du gouvernement parlementaire. Les ministres eux-mêmes en comprenaient d'autant mieux la convenance et la nécessité, que si, dans la session précédente, au début de leur administration, ils avaient pu demeurer unanimes, pour must fier, au milieu de la petite réunion voter, il leur était difficile l'aborder et de traverser la session prochaine, à moins d'étendre le cercle de leur influence dans la Chambre. Il y fortifier leur position, de s'y assurer, en un mot, une majorité constante et certaine. Dans ce but, le cabinet avait ouvert avec la gauche des négociations dont M. Casimir Perrier, que Charles X avait lecoré dans son voyage en Alsace, et le général Sébastiani étaient ants les intermédiaires. Les ministres se montraient disposés à donner leur portefeuille à la gauche, désaient ces lieux réputés à leurs collègues : M. de la Ferronnays, que le mauvais état de sa santé, malgré un récent long de trois mois, mettait dans l'impuissance de supporter plus longtemps les fatigues de son administration, demandait chaque jour à quitter ses fonctions, et consentant à sa retraite, et son portefeuille passerait aux mains de M. Hyde de Neuville, qui remplacera, à la marine, le général Sébastiani. Durant quelques jours on avait même mis en discussion le portefeuille des Relations extérieures, le département revenait le partage de M. de Martignac, qui tenait alors, M. Casimir Perrier le ministère de l'intérieur. Mais cet arrangement n'avait pas été main-

tenu ; M. Casimir Périer, vaincu par la résistance de M. de Martignac , avait dû se résigner au titre de ministre du commerce ou des douanes. Les cultes non catholiques deviendraient pour Benjamin Constant, protestant, une direction générale à laquelle on donnerait des attributions fort étendues , et qui ressortirait non plus au ministère des affaires ecclésiastiques , mais à celui de l'intérieur. Enfin, MM. Duvergier de Hauranne et Humblot-Conté recevraient la direction soit des postes, soit des contributions ou des domaines.

L'opinion constitutionnelle obtenait d'autres garanties. Maîtresse de la majorité dans la Chambre des députés , elle retrouverait dans la Chambre des pairs une prépondérance incontestée à l'aide de la nomination d'un certain nombre de membres nouveaux, hommes politiques influents et actifs, qui rallieraient autour d'eux les débris de l'ancien Sénat, les généraux et les administrateurs de la République et de l'Empire, en un mot, tous les adversaires du vieil ordre politique. Ces nouvelles paires seraient au nombre de douze, au moins, et leurs titulaires choisis parmi les députés de la gauche qui réunissaient les conditions suffisantes de fortune et de notabilité. Ces choix avaient soulevé quelques débats : le nom de MM. de Lameth, prononcé des premiers, avait été brusquement repoussé par Charles X, que dominait encore le souvenir du rôle politique de ces deux frères dans l'Assemblée constituante, et leur vive opposition au parti de la cour et de l'émigration. On avait également proposé M. Ternaux, mais sans y mettre d'insistance, sa fortune commençant à s'ébranler. M. Laffitte, en revanche, fut placé sans opposition à la tête de cette liste, où figuraient, en outre, les généraux comtes Gérard, de Thiard, Grenier et Le Marrois, le duc de Bassano, M. Benjamin Delessert, le baron Louis, et le marquis de Grammont, beau-frère du général de Lafayette.

Ce dernier, sondé sur ses dispositions personnelles, avait déclaré vouloir demeurer complètement étranger à cette négociation ; mais, subordonnant son sentiment propre aux espérances de ses amis, il avait ajouté que, malgré son peu de confiance

dans cette tentative de rapprochement, il laissait ses collègues libres d'agir comme ils l'entendraient dans l'intérêt de la cause commune, s'engageant à ne rien faire pour en entraver le succès. M. Dupont de l'Eure était encore dans son département; on comptait exiger pour lui, soit une présidence de chambre à la Cour de cassation, soit la liquidation de la pension de retraite à laquelle lui donnaient droit ses longs services. La connaissance que l'on avait de son caractère ne laissait aucun doute, dans tous les cas, sur son attitude; il imiterait M. de Lafayette, et montrerait la même abnégation. La seule opposition que ces arrangements semblaient devoir rencontrer était celle d'un petit nombre de membres de l'extrême gauche, tels que MM. Voyer-d'Argenson, de Corcelles, Audry de Puyraveau, de Beauséjour et le général Tarayre, qui commençaient à émettre sur l'organisation sociale du pays des théories dont la nouveauté causait à leurs collègues plus d'étonnement que d'inquiétude. Tel était le point où le général Sébastiani et M. Casimir Périer avaient conduit cette négociation, lorsque le 2 janvier, aux Tuileries, M. de La Ferronnays éprouva une défaillance dont les suites furent assez graves pour faire perdre tout espoir de le voir rester plus longtemps dans le cabinet. Cet événement, qui semblait devoir hâter la conclusion des arrangements entamés avec les *impatiens* de la gauche, allait, au contraire, suspendre ce travail en amenant sur la scène politique un nouvel acteur dont le nom, depuis plusieurs années, était souvent prononcé comme une menace contre le maintien du régime constitutionnel ¹.

Les ministres, nous l'avons dit, n'avaient pas la confiance du roi. Bien que son caractère fût sans force, son esprit sans volonté, et son intelligence dépourvue de lumières suffisantes pour apprécier et pour résoudre les nombreuses questions politiques et administratives dont la décision forme la principale

1. Dans les premiers jours du mois de décembre précédent, M. de La Ferronnays écrivait, à l'occasion des négociations ouvertes par ses collègues avec l'opposition : « Je ne sais où nous allons ; nous devons arborer notre drapeau au centre gauche, maintenant nous le traînons dans tous les coins de la Chambre. »

tâche des hommes d'État, Charles X n'entendait pas moins exercer une influence directe et personnelle sur son gouvernement. Le sentiment de son impuissance joint à l'amour de la représentation et à d'impérieuses habitudes de distraction contractées durant le cours d'une longue existence oisive, rendait indispensable, à ce prince, un ministre qui fût, pour ainsi dire, au sein de son conseil, sa conscience et sa pensée. M. de Villèle était resté, jusqu'au dernier jour, cet homme nécessaire, et cette position avait fait sa principale force ; aucun de ses successeurs ne l'y avait remplacé. La plupart sortaient cependant des rangs de ce parti ultra-monarchique et religieux qui s'était longtemps personifié dans Charles X. Mais devenus plus tolérants, moins exclusifs, quand le roi demeurait fidèle à tous ses préjugés et à toutes ses passions, ils étaient, aux yeux du prince, des ambitieux qui avaient sacrifié leurs opinions aux intérêts d'une vaine popularité. Le changement survenu dans les actes et le langage de M. de Vassisménil, lui causait surtout une vive irritation : « Il lui sied bien, disait-il, de faire le libéral après toutes les violences de ses réquisitoires ! » Ces plaintes, toutefois, ne dépassaient pas le cercle de son intimité. Le roi, dans le sein du conseil, se montrait affable, poli, pour tous les membres du cabinet, et ceux-ci ne s'apercevaient de leur désaccord avec le monarque que par ses continuelles résistances aux actes qu'ils soumettaient à son approbation. M. Portalis, que recommandaient, auprès de Charles X, des habitudes graves, la pratique des devoirs religieux, des formes soumises, attentives, et une grande simplicité de langage, était le plus favorablement écouté. Mais ce penchant n'allait pas jusqu'à la confiance, et le manque d'un ministre possédant la faveur du prince, et qui fût l'intermédiaire, le lien, entre la couronne et son conseil, constituait la faiblesse du cabinet vis-à-vis du roi. On avait averti M. de Martignac de la nécessité de cet appui : « Si vous voulez vous assurer l'esprit du roi, disait M. Pasquier, lors de la formation du ministère, ayez avec vous un homme qui possède sa confiance. » Mais M. de Martignac, redoutant toute influence susceptible de dominer celle qu'il espérait pour lui-même, avait repoussé cette ouver-

ture, et, au mois de janvier 1829, il n'en admettait pas encore la nécessité. Cependant, Charles X n'avait pas attendu cette époque pour songer à rompre l'espèce d'isolement où il était placé à l'égard de ses conseillers officiels, et pour chercher à introduire au milieu d'eux un homme dont les convictions et les vues répondissent aux siennes. Or, cet homme, le roi pensait alors l'avoir trouvé dans notre principal agent politique à l'extérieur, le prince Jules de Polignac.

Fils de la duchesse de Polignac, la célèbre favorite de Marie-Antoinette, le prince Jules portait un nom dont l'impopularité peu commune remontait au dernier siècle, et n'avait pas été sans influence sur le triste sort de l'épouse calomniée de Louis XVI. Émigré avec sa mère, dès les premiers jours de la révolution; entré, à quelques années de là, au service de la Russie, qu'il quitta en 1800 pour venir rejoindre en Angleterre le comte d'Artois, qui l'avait vu naître et élever à Versailles; attaché immédiatement à la personne de ce prince, et entraîné par Pichegru dans le complot de Georges Cadoudal; emprisonné pendant *dix ans*, puis replacé, en 1814, auprès de la personne du frère de Louis XVIII, en qualité d'aide de camp, M. de Polignac a été l'objet de jugements presque toujours trop absolus¹. Les hommes politiques dont on interroge attentivement et sans prévention tous les actes, n'apparaissent jamais aussi imparfaits ou aussi accomplis que les représentent les passions contemporaines. Un surprenant mélange de qualités et de défauts contraires, les oppositions les plus bizarres dans le caractère comme dans l'esprit, voilà ce qui domine chez le plus

1. C'est à tort que la plupart des écrivains ont avancé que le prince de Polignac avait été condamné à mort, en 1804, dans le procès de Georges Cadoudal, puis gracié par Napoléon. Les deux frères Armand et Jules de Polignac figurèrent à ce procès; mais l'aîné, Armand, duc de Polignac, fut seul condamné à la peine capitale; c'est lui qui reçut grâce de la vie. Quant à Jules, le plus jeune, à qui le pape octroya, après la Restauration, le titre de prince, il ne fut puni que de *deux ans* de prison; et loin de recevoir la moindre grâce, il resta, au contraire, détenu arbitrairement durant *huit années* après l'expiration de sa peine; il ne dut sa liberté qu'à la chute du régime impérial. V. pour le procès de Georges Cadoudal, t. I^{er}, chap. II.

grand nombre. De là l'ordinaire infidélité de ces prétendus portraits historiques, qui emprisonnent systématiquement, dans une unité de fantaisie, les vertus comme les vices des personnages auxquels s'attache la célébrité. Quelques hommes privilégiés échappent seuls à cette loi de contradiction et de contrastes. M. de Polignac était loin de posséder une de ces organisations exceptionnelles. Caractère tout à la fois léger et opiniâtre, intelligence étroite et facile aux illusions, il alliait une rare énergie de cœur à une grande faiblesse d'esprit. Bienveillant et facile dans ses rapports privés, généreux, fidèle à sa parole et à ses amis, reconnaissant des bons services et oublieux des mauvais, il était vain, présomptueux, et avait en lui-même une confiance d'autant plus aveugle qu'elle se trouvait soutenue par des convictions fixes, ardentes, qui portaient jusqu'au fanatisme, sa foi politique comme sa foi religieuse : royaliste, il avait bravé l'échafaud pour ses opinions ; catholique, il fût monté sur le bûcher pour sa croyance. On ne pouvait dire qu'il fût dépourvu de connaissances ; mais s'il possédait de suffisantes notions sur l'histoire générale de l'Europe, sur la politique et les intérêts des grands États, s'il connaissait plusieurs langues, et si son esprit et sa mémoire s'étaient nourris de la lecture des Évangiles, des Pères de l'Église et des Vies de tous les saints, il ignorait les faits les plus élémentaires de notre histoire nationale. Son instruction était tout à la fois d'un homme de cour et d'un homme de cloître¹.

1. M. de Polignac a publié, en 1845, des *Études historiques, politiques et morales* que nous aurons plus d'une fois l'occasion de citer, et qui sont un curieux témoignage des dispositions de dévotion singulière que son esprit avait contractées dans l'isolement et le silence de sa longue détention. « C'est au Temple et à Vincennes que, vivant dans le malheur et dans la solitude, sans appui, sans avenir, au milieu des plus pénibles et des plus douloureuses privations, il s'accoutuma à chercher une consolation ailleurs que dans ce monde, » a dit M. Martignac dans la défense qu'il prononça pour M. de Polignac, en 1830, devant la Cour des Pairs. Dominé par la foi la plus absolue, la plus aveugle, cet homme politique, à chaque page de ses *Études historiques*, voit, en effet, l'intervention directe de la Divinité dans tous les événements humains. Les faits qu'il cite, sont-ils douloureux ou terribles ? c'est le Très-Haut qui prévient ou qui frappe. Sont-ils favorables ou glorieux ? c'est le Très-Haut qui encou-

D'un autre côté, si M. de Polignac, lors de l'ouverture de la session de 1815, au début de sa carrière politique, avait, pour ainsi dire, protesté contre la Charte, en ne consentant à ne prêter à ce pacte qu'un serment conditionnel¹, sa répugnance pour les nouvelles institutions s'était progressivement affaiblie au spectacle des résultats du régime constitutionnel pour la grandeur et la prospérité de l'Angleterre. Représentant de la France auprès de la cour de Londres depuis 1823, il ne s'était pas impunément trouvé en contact, chaque jour, avec les hommes d'État de ce pays, et les nombreuses transactions politiques que, durant six années, il y avait négociées et conclues, lui donnaient, en outre, une habitude des affaires publiques qui rendait injuste la réputation d'incapacité absolue attachée à son nom. Cette opinion d'incurable inaptitude avait été répandue par M. de Villèle et propagée par les amis de cet ancien président du conseil, en vue de neutraliser l'influence que pouvait donner à M. de Polignac sa position d'intimité tout exceptionnelle auprès du roi, position qui rappelait celle de sa mère auprès de Marie-Antoinette, et soulevait contre lui les mêmes rivalités, les mêmes haines de cour et les mêmes calomnies². Dans le but d'éloigner ce péril, M. de Villèle s'était étudié, durant tout le cours de son mini-

rage ou qui récompense. Ses appréciations politiques sont presque toujours appuyées de citations empruntées à l'Ancien Testament ou aux prophètes. Dans maints passages, Napoléon n'est pour lui « que l'instrument de la colère divine contre les rois de l'Europe dont les coupables encouragements envers les crimes de la France, l'esprit philosophique et les impies, avaient justement provoqué l'indignation du Très-Haut. » S'il parle des hommes éminents de la *Constituante* de 1789 et de la *Législative* de 1792, qui sont pour lui une seule et même Assemblée prenant indifféremment ces deux qualifications, il fait observer « que l'enfer aussi a son génie. » Admirateur passionné des jésuites, plein de foi dans tous les miracles, sa crédulité est également sans bornes pour toutes les exagérations qui caressent ses passions ou ses préjugés : ainsi, il n'hésite pas à affirmer que la Convention fit tomber plus de têtes, dans une seule année, que la mort ne pouvait faire de victimes, en France, dans l'espace de vingt-cinq ans, et que Robespierre avait déclaré que sur les *vingt-quatre* millions d'habitants que renfermait le territoire de la République, il était résolu à en retrancher *neuf*.

1. V. tome III, chapitre VII (*ouverture de la Chambre de 1815*).

2. On disait, entre autres choses, que M. de Polignac était fils du roi; ce bruit n'avait pas le moindre fondement.

stère, à donner à Charles X l'opinion la plus défavorable de l'intelligence et de la capacité politique de notre ambassadeur à Londres. Il y avait réussi avec d'autant plus de facilité que, dans les années antérieures, lorsque M. de Polignac essayait, devant le roi, d'émettre un avis sur les questions qui occupaient la cour ou le public, souvent Charles X, l'arrêtant par un geste familier, lui disait en riant : « Comment, Jules, toi aussi, tu te mêles de politique ? Tu n'y entends rien ! » Mais lorsque la chute de M. de Villèle eut placé le portefeuille des affaires étrangères dans les mains de M. de La Ferronnays, M. de Polignac eut auprès du roi un ami qui, loin de le desservir, prit au contraire à tâche de louer ses services et d'en faire valoir le mérite : « Je me fais un plaisir et surtout un devoir de faire apprécier au roi le zèle et l'habileté avec lesquels vous le servez, lui écrivait M. de La Ferronnays, le 27 juin 1828 ; je ne comprendrais pas que vous en fussiez surpris ; ce n'est pas pour vous, mon cher ami, que je manquerais à la règle que je me suis imposée d'être juste envers tous ceux qui, momentanément, se trouvent sous mes ordres. Je le dis avec franchise, en vous faisant valoir comme un de nos meilleurs représentants à l'étranger, je ne fais que rendre hommage à la justice et à la vérité, et c'est avec un grand plaisir que je vois aujourd'hui mon opinion sur votre compte partagée par tous mes collègues. ¹ »

M. de La Ferronnays avait une certaine analogie de caractère avec le duc de Richelieu ; il se distinguait, comme ce dernier, par une droiture et une loyauté peu communes, et n'admettait pas que, même en politique, on pût jamais farder sa pensée, ni exprimer des sentiments autres que ceux dont on était pénétré. Les éloges donnés à M. de Polignac par un homme aussi sincère, avaient donc trouvé auprès de Charles X un accueil d'autant plus facile qu'ils flattaient davantage les penchants de son cœur². Or, c'était à Londres que, depuis six ans, les ambassa-

1. Ce ministre disait de M. de Polignac, dans son intimité : « Il vaut mieux qu'on ne suppose, mais moins qu'il ne le croit. »

2. La lettre suivante, écrite quatre jours après la conclusion du protocole de Londres, qui confiait « à une force militaire française le soin de faire cesser les

deurs des grandes cours décidaient, en conférence, les difficultés soulevées par les affaires d'Orient, affaires qui demeuraient le péril de l'Europe et le principal embarras de nos relations extérieures. Le négociateur qui y avait discuté et signé, au nom de la France, toutes les transactions relatives à cette question toujours menaçante, devenait dès lors, aux yeux de Charles X, le successeur naturel, nécessaire, de M. La Ferronnays, à qui l'on avait donné un nouveau congé de trois mois et dont le portefeuille venait d'être confié, par *intérim*, à M. Portalis. Ce dernier avait à peine pris possession de ses nouvelles fonctions, que le roi le fait appeler et lui dit de mander immédiatement M. de Polignac à Paris pour s'y rencontrer avec M. de Mortemart, notre ambassadeur en Russie, dont on attendait l'arrivée, et pour conférer avec ce dernier sur la lutte alors engagée entre les Russes et les Turks. M. de Polignac, venu récemment en congé, n'avait quitté Paris pour retourner à son poste, que depuis quelques jours. Étonné de cet ordre subit, le ministre essaie quelques observations timides : « Eh quoi, monsieur Portalis, réplique le roi, ne puis-je donc appeler ici un de mes ambassadeurs sans rencontrer de l'opposition ? Écrivez. » La dépêche est envoyée, et M. de Polignac, que ses amis tenaient au courant des moindres incidents de la situation ministérielle, quitte Londres à la hâte après avoir annoncé, par quelques lignes, son départ au duc de Wellington, et laissé en-

hostilités en Morée », pourra donner la mesure du changement survenu depuis la chute de M. de Villèle, dans les sentiments du roi, sur les services de M. de Polignac :

« *Saint-Cloud, 23 juillet 1828.* J'ai voulu, mon cher Jules, me donner le plaisir de vous exprimer moi-même combien je suis satisfait de la manière dont vous avez traité l'affaire, aussi délicate qu'importante, que j'avais confiée à vos soins.

« Je jouis du succès obtenu, je jouis de la confiance que le roi d'Angleterre et son gouvernement me témoignent comme roi ; mais, comme homme, je jouis au moins autant que ce soit un ancien ami qui ait traité et conclu d'une façon aussi avantageuse une telle négociation.

« Comptez, pour la vie, mon cher Jules, sur mon ancienne et constante amitié.

« CHARLES. »

tendre aux personnes de l'ambassade qu'il allait recueillir le portefeuille de M. de La Ferronnays. Arrivé à Paris, il se rend sur-le-champ au village d'Auteuil, résidence d'été de M. Portalis, qui répond avec embarras à ses questions, et lui dit que, s'étant borné à lui transmettre la volonté du roi, c'est aux Tuileries qu'il doit aller pour connaître le motif réel de l'ordre auquel il vient d'obéir. A peu d'instants de là, M. de Polignac apprend de Charles X « qu'il le verrait avec plaisir prendre, dans le cabinet, la place de M. de La Ferronnays. »

M. Portalis avait d'abord gardé, sur la dépêche adressée à M. de Polignac, un silence que l'arrivée de ce dernier ne permettait plus de prolonger. Pendant que lui-même et ses collègues surpris s'interrogeaient sur le but et les résultats possibles de ce brusque retour, les journaux de Londres parvenaient à Paris et annonçaient le départ subit de notre ambassadeur, en ajoutant : « qu'il emportait l'estime de tous les partis, et que, quel que fût le poste qui lui serait confié, il le remplirait avec honneur, fidélité et talent. » Le poste auquel faisaient allusion les feuilles anglaises était trop clairement désigné par le nouveau congé donné au ministre des affaires étrangères, pour laisser le moindre doute sur le but réel du rappel de M. de Polignac. L'opposition de toutes les nuances poussa aussitôt un véritable cri d'alarme : « M. de Polignac, ministre ! s'écriaient les journaux ; mais n'est-il donc pas l'homme dont M. de Villèle lui-même effrayait la France quand il sentait chanceler son pouvoir ? Cette tentative insensée serait, pour nos libertés, plus qu'une menace, car M. de Polignac est quelque chose de plus et de pire que M. de Villèle. » Et rappelant, à cette occasion, l'hésitation de cet homme politique à prêter serment à la Charte ainsi que ses liens notoires avec le parti clérical, ils ne se contentaient pas de le signaler comme l'ennemi acharné des institutions constitutionnelles, comme le champion de l'absolutisme, le scélérat et le chef de la congrégation ; pour eux, notre représentant à Londres était, en outre, l'agent de l'étranger, l'instrument du duc de Wellington. Quelques-uns des ministres ne se montraient cependant pas éloignés d'accepter enfin, dans M. de

Polignac, l'appui qui manquait au cabinet auprès de la personne du roi : « Le comte Roy et M. de Martignac eussent alors désiré que j'entrasse au ministère avec eux, » a-t-il dit lui-même¹ ; mais les autres ministres, M. Hyde de Neuville, surtout, apportaient à cette combinaison une résistance qui, en s'appuyant sur le soulèvement de l'opinion publique, finit par entraîner tous les membres du cabinet, sans exception, à refuser l'entrée du conseil au nouveau collègue que Charles X entendait leur donner. Le roi, à la vérité, ne faisait pas de proposition directe, ouverte ; il se bornait à des *insinuations* que ses conseillers affectaient de ne pas entendre, ou qu'ils déclinaient en demandant la succession de M. de La Ferronnays, tantôt pour M. Pasquier ou M. de Mortemart, une autre fois pour M. de Chateaubriand. Aucun de ces noms ne trouvait grâce devant le roi, qui tenait évidemment à la nomination d'un autre candidat que les ministres, de leur côté, persistaient à ne pas accepter. M. de Polignac répugnait à reprendre la route de Londres, et à y reparaitre comme ambassadeur après en être parti avec la conviction d'obtenir un département ministériel. Repoussé comme successeur de M. de La Ferronnays, il essaya d'entrer dans le conseil comme *ministre de la maison du Roi*, titre supprimé depuis la retraite du duc de Doudeauville, et remplacé par celui d'*intendant général* donné à M. de La Bouillerie. Des ouvertures furent faites aux ministres pour rétablir ce département ; M. de Martignac et ses collègues proposèrent sur-le-champ de confier à M. de La Ferronnays ce ministère sans fonctions effectives : « Un ministre de ma maison est inutile, répondit alors Charles X ; Labouillerie suffit. »

Pendant que la couronne et ses conseillers luttèrent ainsi à l'occasion de M. de Polignac, ce dernier, fort de l'assentiment du roi, cherchait à constituer dans la Chambre des députés un parti assez puissant pour devenir la base et le soutien d'une combinaison ministérielle formée sous son influence. Les amis de la dernière administration n'accusaient de leur défaite que

1. *Études historiques, politiques, etc.*, du prince de Polignac, page 218.

la scission survenue au sein de l'ancien parti monarchique : « Ce sont les divisions des royalistes qui seules ont donné la majorité aux libéraux, » disait-on à la cour et dans tous les salons congréganistes. Effacer ces divisions, rallier et réunir sous un même drapeau les amis de M. de Labourdonnaie et ceux de M. de Villèle, devint le souci et le travail de M. de Polignac. Aidé dans ses efforts par M. Ravez qui supportait impatiemment la perte de la présidence, et par M. de Montbel, le compatriote et l'ami particulier de M. de Villèle, il réussit d'autant plus facilement à rapprocher les membres de l'extrême droite et ceux de la droite congréganiste, que les uns et les autres, durant la session précédente, s'étaient rencontrés dans une opposition commune aux mesures proposées ou soutenues par le cabinet. Mais les votes des députés de ces deux nuances, bien que semblables, n'étaient alors dirigés par aucune entente ; ces deux fractions de l'Assemblée obéissaient isolément à une même pensée de résistance aux ministres : cette fois, elles se concertaient dans un but précis, déterminé, le renversement du ministère.

Si les députés de la droite s'unissaient en vue d'amener la chute de l'administration et de trouver dans cet événement une occasion de ressaisir le pouvoir, l'opinion constitutionnelle, de son côté, se montrait disposée à donner à M. de Martignac et à ses collègues un appui qui aurait enfin pour récompense l'avènement de ses principaux membres à quelques-unes des hautes fonctions politiques du gouvernement. Les négociations que nous avons fait connaître, suspendues pendant deux semaines par l'arrivée de M. de Polignac et par les discussions de cabinet qu'elle avait soulevées, furent reprises. Le ministère convint de laisser vacant le département des affaires étrangères dont M. Portalis conserverait l'*intérim*, et de confier la direction active du département de la justice à M. Bourdeau, membre du centre gauche, frappé de destitution par le ministère Villèle, et qui reçut, à cet effet, le titre de sous-secrétaire d'État. C'était un pas vers les personnes : l'alliance sur la question des principes devait se réaliser par la présentation d'un projet de loi organique des conseils de commune et de département, rédigé sur les bases

les plus libérales, et que les ministres déposeraient dans les premiers jours de la session. La promesse fut tenue ; l'ouverture des Chambres eut lieu le 27 janvier avec le cérémonial habituel ; le discours prononcé, à cette occasion, par le roi, contenait les passages suivants :

« De nombreux travaux occuperont la session qui s'ouvre aujourd'hui. Un projet grave et important appellera surtout votre sollicitude. Depuis longtemps on s'accorde à reconnaître la nécessité d'une organisation municipale et départementale dont l'ensemble se trouve en harmonie avec nos institutions. Les questions les plus difficiles se rattachent à cette organisation. Elle doit assurer aux communes et aux départements une juste part dans la gestion de leurs intérêts ; mais elle doit conserver aussi au pouvoir protecteur et modérateur qui appartient à la couronne, la plénitude de l'action et de la force dont l'ordre public a besoin. J'ai fait préparer avec soin un projet qui vous sera présenté. J'appelle sur ce projet toutes les méditations de votre sagesse, et j'en confie la discussion à votre amour du bien public et à votre fidélité.

« Chaque jour me révèle davantage l'affection de mes peuples et me rend plus sainte l'obligation que j'ai contractée de consacrer ma vie à leur bonheur. Cette noble tâche que vous m'aiderez à remplir, Messieurs, doit devenir de jour en jour plus facile. »

Confirmation apparente des promesses du précédent paragraphe et des espérances sérieuses, sincères, que, dans son ignorance des récentes luttes entre Charles X et son conseil, l'opinion libérale plaçait alors dans les intentions du monarque, ces dernières paroles firent éclater dans la salle des applaudissements dont la vivacité fut surtout remarquable sur les bancs où siégeaient les députés et les pairs connus par leur attachement aux principes constitutionnels. Pour la première fois depuis l'origine de ces solennités, tous les journaux de l'ancienne opposition libérale louèrent à l'envi l'esprit et les termes de ce discours, qui embrassait dans son ensemble l'exposé succinct de notre situation politique à l'extérieur et à l'intérieur. Les organes du parti clérical, en revanche, affectant de voir dans cette harangue non la parole du roi, mais la pensée de ses ministres, en critiquèrent les principales parties avec la plus vive amertume, et déplo- raient, dans la présentation des projets de loi annoncés, de

nouvelles et funestes concessions à l'esprit révolutionnaire.

La Chambre des pairs vota, la première, son adresse en réponse au discours de la couronne. Un incident signala la discussion; M. de Polignac demanda la parole : « Quelques feuilles publiques auxquelles l'homme privé ne daignerait pas répondre, dit-il, parce qu'elles ne peuvent l'atteindre, mais dont l'homme public doit repousser l'attaque, ont, depuis quelques jours, dirigé contre moi leurs plus violentes calomnies. Sans provocation de ma part, sans vérité, sans vraisemblance, sans un seul fait qui leur servît de motif et même de prétexte, elles ont osé me présenter à la France entière comme nourrissant dans mon cœur un secret éloignement pour nos institutions représentatives qui semblent avoir déjà acquis la sanction du temps et une force *d'autorité imprescriptible* depuis que la main royale qui nous les a données repose glacée dans le tombeau. Si les rédacteurs, quels qu'ils soient, de ces imputations calomnieuses pouvaient pénétrer dans l'intérieur de mon domicile, ils y trouveraient la meilleure de toutes les réfutations et de toutes les réponses; ils m'y verraient entouré des fruits de mes continuelles et, j'espère, de mes inutiles études, ayant toutes pour objet et pour but la défense, si elle devenait nécessaire, la consolidation de nos institutions actuelles, le désir et le besoin d'en faire hériter nos enfants, et d'imposer à leur bonheur la douce obligation de bénir la mémoire de leurs pères. » Le reste du discours répondait à ce début; la Charte n'avait pas de partisan plus convaincu et plus décidé que l'orateur; ses éloges empruntaient même un caractère particulier de ferveur aux préoccupations habituelles de son esprit : « Pour moi, ajouta-t-il, le pacte solennel sur lequel *nos libertés monarchiques* reposent, m'apparaît comme ce *signe céleste*, précurseur du calme et de la sérénité; j'y vois un port assuré contre de nouvelles tempêtes, une terre neutre également inaccessible à d'inutiles regrets et à des souvenirs qui ne seraient pas sans danger. » Cette éclatante profession de foi, faite surtout en vue de l'avenir, fut impuissante à détruire les préventions excitées par le passé de M. de Polignac; il repartit pour Londres, le 15 février, en laissant derrière lui le parti clé-

rical et la petite faction ultra-monarchique qui obéissait à M. de Labourdonnaie, complètement unis et réconciliés.

A ce moment, la Chambre des députés se trouvait constituée. La nomination des candidats à la présidence avait constaté, comme l'année précédente, l'entente de la gauche et des deux centres pour une liste commune. Le nombre des votants était de 267 : M. Royer-Collard avait obtenu 175 voix ; M. Casimir Périer, 155 ; M. de Berbis, 146 ; le général Sébastiani, 145 ; M. Delalot, 132. MM. de Labourdonnaie et Ravez, portés par les deux fractions de la droite, n'avaient pu réunir que 90 suffrages. Insuffisantes pour briser violemment le ministère, ces 90 voix, parfaitement disciplinées, et conduites avec habileté, devaient suffire, comme on le verra, pour arrêter sa marche et le désorganiser. Charles X désigna une seconde fois M. Royer-Collard pour la présidence, et, le 2 février, la Chambre nomma la commission de l'adresse. Choisis en presque totalité parmi les députés libéraux, ces commissaires soumirent le résultat de leur travail à l'Assemblée dans la séance du 6. Ce projet d'adresse, rédigé par M. Étienne, et simple paraphrase du discours de la couronne, ne fut attaqué que par l'opposition royaliste ; les violences des orateurs de ce parti firent le seul intérêt de la discussion. Blâmant la présentation d'un projet de loi sur l'organisation municipale et départementale, M. de Conny, entre autres, disait : « Vainement on s'efforce de croire à un calme trompeur ; pense-t-on fortifier la monarchie en flattant la révolution qui devient menaçante à l'instant même où elle cesse de trembler ? *Un changement de dynastie*, comme en Angleterre, ne serait-il pas le résultat plus ou moins éloigné qu'appellent en France les moteurs de révolution ? N'est-ce pas sous Charles I^{er} que les communes usurpèrent sur le roi et sur les pairs cette autorité qui amena *la révolution de 1688* ? Et les moteurs de cette révolution ne parlaient-ils pas sans cesse aussi d'une coalition de *papistes, de jésuites et d'évêques* ? » M. de Montbel, après avoir protesté contre les ordonnances du 16 juin, qu'il qualifia « d'actes surpris à la religion du monarque et attentatoires aux droits les plus précieux des citoyens », s'éleva avec force contre l'expédi-



tion de Morée, « entreprise fâcheuse, disait-il, que ne commandaient ni la raison publique, ni les convenances de notre diplomatie, ni les intérêts de la France ; concession déplorable faite à l'esprit de parti, à un enthousiasme factice, et qui ne pouvait être que funeste à notre influence dans le Levant. » La Chambre, malgré ces plaintes, adopta successivement, à une grande majorité, tous les paragraphes de l'adresse que le président relut une seconde fois en entier avant de faire procéder au vote définitif sur l'ensemble. Les membres du côté droit étaient demeurés immobiles à leurs places pendant cette lecture ; nombre d'entre eux, quand elle fut achevée, se levèrent et quittèrent l'enceinte ; le reste ne tarda pas à imiter cet exemple, et l'appel nominal n'était pas terminé, que les bancs, dans cette partie de la salle, se trouvaient complètement déserts. Cette retraite réduisit le nombre des votants à 221 ; 213 voix adoptèrent l'adresse que Charles X reçut le lendemain aux Tuileries :

« Je n'en doute pas, répondit le roi à la députation qui la lui présentait, cette session aura des résultats favorables pour mon peuple, et conséquemment pour moi ; car, Messieurs, qui dit l'un dit l'autre. »

Le surlendemain, 9 février, M. de Martignac déposa sur le bureau de la Chambre les deux projets de loi annoncés dans le discours de la couronne, le premier sur l'*organisation des communes*, le second sur l'*organisation des conseils d'arrondissement et de département*.

L'organisation communale et départementale, alors existante, était encore celle de l'Empire, telle que l'avait constituée la loi du 28 floréal an VIII. La Restauration n'y avait rien changé. Les administrés n'intervenaient, en aucun cas, dans la composition des conseils de commune, d'arrondissement et de département ; les nominations appartenaient sans partage à l'administration qui absorbait ainsi en elle seule tous les pouvoirs, tous les droits, et n'avait, pour contrôler ses actes, pour apurer ses comptes, dans chaque localité, que les juges qu'elle-même se donnait. En d'autres termes, le roi nommait les ministres ; les ministres nommaient les préfets, puis, sur la présentation de

ceux-ci, les conseillers d'arrondissement et de département. Les préfets, à leur tour, sur la proposition des maires qu'eux-mêmes avaient choisis, élaient les conseillers municipaux. C'était l'autocratie ministérielle exercée dans son action la plus sommaire et la plus énergique à l'égard de l'administration des intérêts matériels et moraux de chaque département et de chaque commune.

Les deux projets de loi mettaient enfin un terme à cette organisation, triste legs du despotisme impérial et que l'ancien régime lui-même n'avait pas connue. Partout le principe de l'élection remplaçait l'action de l'autorité. Les choix, pour la composition des différents conseils, cessaient d'appartenir au gouvernement et à ses agents, et devenaient le privilège, pour les conseils communaux, d'une assemblée de *notables* composée des contribuables les plus imposés de la commune, de certains fonctionnaires, de citoyens gradués ou exerçant des professions libérales; pour les conseils d'arrondissement, des contribuables les plus imposés de chaque canton; pour les conseils de département, des plus imposés de chaque arrondissement. Ces *notables* et ces *plus imposés* étaient, à la vérité, peu nombreux: ainsi, les *notables*, dans les communes de cinq cents habitants et au-dessous, ne pouvaient dépasser le nombre de trente, non compris les fonctionnaires, les gradués (docteurs ou licenciés de facultés), les notaires, avoués, officiers en retraite domiciliés dans la commune; ce chiffre s'augmentait de deux électeurs par cent habitants au-dessus de cinq cents. Voilà pour les conseils municipaux. Quant aux *plus imposés de canton*, chargés d'élire les conseillers d'arrondissement, et aux *plus imposés d'arrondissement* appelés à nommer les conseillers de département, leur nombre était fixé, pour les premiers, à un électeur par cent habitants, pour les seconds à un électeur par mille habitants. En adoptant une base électorale aussi restreinte, le ministère espérait échapper à l'accusation de livrer ces différents conseils à l'envahissement de la démocratie. Le côté droit ne lui tint aucun compte de cette timidité; ses membres, dans leur opposition décidée, absolue, aux propositions ministérielles, procla-

maient, avec raison, que l'importance de ces projets de loi résidait bien moins dans le nombre des électeurs et dans les conditions de l'électorat, que dans le principe même de l'élection. Ce principe, substitué au mode de nomination en vigueur, devait, en effet, amener une véritable révolution administrative. Le changement survenu à la suite des élections de 1827, s'était arrêté au personnel ministériel. Libérale dans ses sphères supérieures, l'administration demeurait congréganiste dans chaque localité; le parti clérical se tenait retranché dans les conseils municipaux et de département, et c'était de là qu'il imprimait aux affaires, comme aux autorités de la plus petite commune, une direction contraire à celle que suivait le gouvernement lui-même. Or, quelque faible que fût le nombre des électeurs, les nouvelles lois auraient pour inévitable résultat de débusquer de ces dernières positions les amis de la congrégation. Le ministère venait donc de tenir ses promesses à la majorité de l'Assemblée; cette majorité, à son tour, donna immédiatement aux ministres un gage de sa résolution à les soutenir même contre les exigences de quelques-uns de ses propres membres.

On sait le résultat de la proposition d'accusation déposée, dans la session précédente, contre le ministère Villèle. Admise en principe, mais ajournée indéfiniment quant à l'instruction des faits, elle était, dans la pensée de la Chambre, moins une arme dont elle entendait faire usage, qu'une menace dirigée contre toute tentative que pourraient faire les anciens ministres pour rentrer aux affaires. Son auteur, M. Labbey de Pompières, avait annoncé, dès la séance d'ouverture, l'intention de la reprendre, d'en solliciter et d'en poursuivre l'adoption. Peut-être son opiniâtreté eût-elle cédé aux représentations des membres les plus influents de la gauche, sans les encouragements de quelques-uns de ses amis, esprits absolus, pleins de cette conviction que les Bourbons, attachés invinciblement à leurs préjugés de royauté omnipotente, n'accepteraient jamais sincèrement les choses ni les hommes de la Révolution, et qui ne voyaient dès lors dans toute espérance, dans tout essai de transaction avec leur gouvernement, que le fait d'une confiance

aveugle ou la tentative vaine de quelques ambitieux. « Cette proposition est sans motif et sans but en ce moment, leur disait-on. La Chambre la repoussera. Ce n'est pas seulement un échec certain, d'ailleurs, que vous vous préparez ; vous pouvez blesser le roi, embarrasser le ministère dans sa marche, semer la division dans nos rangs, et compromettre le sort de deux lois dont l'adoption serait, pour la France, une véritable conquête politique. » — « Nous n'avons pas à nous inquiéter de ces résultats, répondaient les amis de M. Labbey de Pompières ; l'opinion publique réclame une satisfaction ; notre devoir est de la lui donner. » Puis, faisant allusion aux arrangements concertés entre le cabinet et les principaux membres de l'opposition, ils ajoutaient : « On ne transige pas avec la morale ni avec les questions de principes ; elles passent avant toutes les questions de tactique et de personnes. » — Le 19 février, dix jours après la présentation des deux lois sur l'organisation communale et départementale, M. Eusèbe de Salverte se présentait à la tribune et y développait la proposition suivante :

« La Chambre arrête qu'elle s'occupera sur-le-champ de la discussion du rapport qui lui a été présenté le 24 juillet 1828, sur la proposition d'accuser les membres de l'ancien ministère des crimes de concussion et de trahison. »

M. de Salverte occupa la tribune pendant trois heures ; son discours était écrit ; la monotonie de son débit et la longueur de ses développements qui ne faisaient que reproduire, contre l'ancien cabinet, les accusations dont la presse et la tribune avaient retenti pendant plusieurs années, fatiguèrent promptement la Chambre ; des conversations s'établirent sur tous les bancs ; on cessa d'écouter, et, depuis plus d'une heure l'orateur lisait sans être entendu, lorsque enfin il arriva au terme de son manuscrit, et regagna sa place. « La proposition est-elle appuyée ? demanda le président.

Voix nombreuses, dans toutes les parties de la salle : Non ! non !

Quelques voix, à gauche : Oui ! »

M. de Martignac se lève et demande aussitôt la question préalable. M. de Chauvelin déclare ne pas s'y opposer, mais à condition que ce vote ne sera pas considéré comme un bill d'indemnité. Le président consulte la Chambre sur la proposition du ministre de l'intérieur : la droite et les deux centres se lèvent pour l'adoption ; cinquante membres, environ, de l'extrême gauche se lèvent contre ; le reste de la gauche s'abstient de voter. La Chambre refusait de délibérer sur la proposition de M. de Salvette. M. Labbey de Pompières paraît immédiatement à la tribune : « Messieurs, dit-il, j'ai l'honneur de faire à la Chambre la proposition suivante :

« La Chambre des députés accuse les membres de l'ancien ministère des crimes de concussion et de trahison. »

« Après ce qui vient de se passer, ajoute l'orateur d'une voix émue, il me serait impossible de développer ma proposition ; je craindrais de renouveler le spectacle affligeant que la Chambre vient d'offrir à la France. (*Murmures à droite.*) Oui, Messieurs, très-affligeant, je le répète, et je n'en jugerai pas seul ainsi. Je ne développerai donc pas ma proposition ; mais je ne la retire pas ; je me borne à l'ajourner. » (*Rires à droite.*)

Le président fait observer que le droit d'ajournement appartient à la Chambre seule et que l'auteur d'une proposition ne peut que la retirer ou y persister. M. de Montbel demande la parole ; il déclare « qu'il ne prendra pas la défense des ministres attaqués, parce qu'ils sont déjà jugés. » — « Oui, lui crie-t-on de la gauche, mais pas encore punis ! » Plusieurs autres députés discutent après lui sur la position de la question. La plus grande partie de la gauche demeurerait inattentive ou silencieuse ; cette attitude, improbation évidente de ce débat inutile, inopportun, ne laissait aucun doute sur le résultat du vote ; M. Labbey de Pompières prend une seconde fois la parole :

« Messieurs, dit-il, je suis si profondément, si douloureusement affecté de ce qui se passe dans la Chambre, qu'il m'est impossible de me livrer au moindre développement. Je retirerai,

si l'on veut, ma proposition ; mais je la reproduirai au premier jour.

Le président : La proposition est-elle retirée ?

Le général Sébastiani, et plusieurs autres membres de la gauche : Oui ! oui !

M. Labbey de Pompières : Je la retire. »

Pendant que l'Assemblée donnait au ministère cette nouvelle preuve de ses dispositions à une sincère entente, les deux commissions chargées de l'examen des projets de loi sur l'organisation communale et départementale, discutaient avec M. de Martignac, dans l'intérieur de leurs réunions, les dispositions principales de l'organisation proposée. L'accord n'existait pas entre le ministre et les commissaires : ceux-ci s'efforçaient de donner à chacun des droits et à chacune des libertés consenties par la couronne une extension que son représentant repoussait avec énergie, tantôt comme trop favorable aux intérêts populaires, une autre fois comme trop gênante pour le libre exercice de la prérogative royale ; M. de Martignac n'admettait, pour ainsi dire, aucun amendement. Ces discussions, présage de plus graves débats, prolongèrent les délibérations des deux commissions jusqu'au 19 mars. Ce jour-là, leurs rapporteurs, après une discussion très-vive sur l'ordre dans lequel l'un et l'autre seraient entendus, et qui fut décidée en faveur du rapporteur de la loi communale, communiquèrent à la Chambre le résultat de leur double travail. Les principaux amendements apportés à la loi communale étaient ceux-ci :

Le projet du gouvernement divisait les communes en communes *rurales* et *urbaines*. Toute commune de trois mille habitants et au-dessus, ou bien possédant, avec une population moindre, un évêché, une sous-préfecture ou un tribunal de première instance, était une commune *urbaine* ; au-dessous de trois mille habitants, la commune devenait une commune *rurale*¹. La commission proposait de comprendre au rang des communes *urbaines*, quel que fût le chiffre de leur population,

1. Un état, communiqué à la Commission, donnait les résultats suivants sur

toutes les places de guerre et les chefs-lieux de préfecture comme de sous-préfecture. Le projet ministériel, en second lieu, donnait le nom de *notables* aux habitants appelés à élire le conseil municipal de chaque commune, soit à titre de plus imposés, soit à raison de leurs fonctions ou de leur capacité. « Le mot *notable* a pu ne pas choquer autrefois, sous un régime de *classes* et de *privilèges*, disait la commission; mais que signifie-t-il aujourd'hui, sous l'empire d'une Charte qui proclame tous les Français *égaux* en droit et également admissibles à tous les emplois? Le titre d'*électeur* n'induit aucune supériorité relative; nous proposons donc de substituer ce mot à celui de *notable*. » (*Violents murmures à droite; interruption. A gauche: Silence! silence!*) La commission, d'un autre côté, ne se bornait pas à augmenter le nombre des électeurs dans les communes *rurales* et *urbaines*; elle conférait, en outre, le droit d'élection communale, par une disposition spéciale et précise, à tous les citoyens *âgés de vingt et un ans*, qui payaient 300 fr. de contributions directes, c'est-à-dire à tous les électeurs concourant à la nomination des députés. Puis, en même temps que, par cette introduction des électeurs à 300 fr., la commission appelait ainsi l'élément politique à intervenir dans toutes les élections locales, elle en excluait une des catégories de fonctionnaires ajoutées à la liste des plus imposés; le gouvernement, parmi ces catégories, plaçait en première ligne les archevêques, les évêques, les curés, les desservants, les présidents de consistoire, et les pasteurs. La commission n'admettait aucun ministre du culte, et

la répartition de la population par communes : celles-ci étaient au nombre de 38,503, ainsi divisées :

37,121 communes comptaient 1,500 habitants et au-dessous; leur population totale s'élevait à	24,205,589 h.
1,039 communes comptaient de 1,500 à 5,000 habitants; population totale.	3,627,404
343 communes renfermaient plus de 5,000 habitants et une population totale de	5,018,552
Total général.	31,851,545

Ce qui donnait, par commune, une population moyenne de 826 habitants.

motivait cette exclusion , moins sur des raisons empruntées aux passions du moment, que sur des considérations dont la justesse et la force , démontrées par les faits de cette époque , ont trouvé une nouvelle et éclatante sanction dans les événements de nos jours. « Nous refusons d'admettre aux élections communales les ministres des divers cultes , disait la commission , parce qu'ils ne pourraient que perdre de leur considération personnelle dans ces réunions toutes mondaines. (*Violents et longs murmures à droite. A gauche : Silence !*) Car, de deux choses l'une : ou ils y seraient sans influence, ce qu'on n'a probablement pas désiré pour eux en les y appelant, ou bien cette influence serait trop grande, ce qui deviendrait très-redoutable pour la liberté des élections. D'ailleurs, ils ne pourraient servir les uns sans desservir les autres, et s'exposeraient ainsi infailliblement à des rancunes et à des récriminations. Leur intérêt bien entendu doit donc les tenir à l'écart. Assurément, si un ministre du culte est porté sur la liste des plus imposés, il aura, *comme propriétaire, et comme citoyen*, un droit qu'il lui sera libre d'invoquer et que la loi n'entend pas lui contester; mais ce que nous n'avons pas voulu admettre, c'est que les ministres d'un culte quelconque fussent appelés, uniquement *en vertu de leur caractère sacré*, c'est-à-dire précisément par la raison qui doit les porter à s'abstenir, d'abord, pour satisfaire aux prescriptions de leurs propres lois, qui leur défendent en général de s'immiscer dans les *affaires du siècle*; ensuite, par la raison d'État qui, pour le véritable intérêt du sacerdoce, autant que pour la paix publique, commande aujourd'hui plus que jamais de tenir séparés *le civil et le spirituel*. » (*Bravos prolongés à gauche. Immobilité au banc des ministres.*)

Après la lecture du rapport sur *la loi communale*¹, le président appela à la tribune le rapporteur de la commission chargée de l'examen de *la loi départementale*. Cette commission avait

1. Ce rapport contenait le détail suivant : « Un conseil municipal auquel on avait adressé *l'acte additionnel* pendant les Cent-Jours, répondit : Nous avons reçu avec plaisir l'acte additionnel, et nous recevrons de même toutes les autres constitutions qu'il vous plaira de nous envoyer par la suite. »

apporté plusieurs changements notables au projet du gouvernement; deux de ses amendements devaient surtout exercer une décisive influence sur le sort de la loi : le premier, reproduisant une des dispositions ajoutées au projet de loi communale, appelait également à l'élection des conseils de département, tous les contribuables, *âgés de vingt-cinq ans*, qui payaient 300 francs d'impôt direct; le second statuait que ces élections auraient lieu directement par les *assemblées cantonales*, et supprimait les *conseils d'arrondissement*, « rouage administratif inutile, disait la commission, institution dépourvue à ce point d'attributions sérieuses, qu'il était souvent difficile de réunir ses membres en nombre suffisant pour délibérer. »

Cette seconde lecture achevée, une question se présentait : dans quel ordre la Chambre discuterait-elle chacun des deux projets de loi ? Le projet d'organisation municipale avait été présenté le premier ; son rapport venait également de précéder celui de la loi sur l'organisation départementale ; l'ordre méthodique semblait donc exiger que sa discussion eût la priorité sur celle du second projet. Mais un autre intérêt que celui de la logique, une raison de parti, se cachait sous cette question de forme. Le personnel des préfets et la composition des conseils généraux, demeurés les mêmes que sous l'administration congréganiste, excitaient depuis longtemps les plaintes les plus vives ; l'adoption de la loi départementale devait inévitablement amener dans cette partie de l'administration les changements tant de fois demandés et si vainement attendus. Les modifications apportées à cette loi établissaient, d'ailleurs, de graves, de fondamentales dissidences entre le ministère et la gauche ; enfin, on était moins éloigné de se rapprocher, de s'entendre sur la loi municipale ; ne devait-on pas craindre, dès lors, qu'en discutant celle-ci la première, le cabinet, dès qu'elle serait adoptée, ne retirât la seconde ? Lors donc que le président annonça qu'il allait consulter la Chambre sur l'ordre de la délibération des deux lois, M. de Salvette se leva :

« Je demande, dit-il, la priorité en faveur de la loi départementale. »

M. Agier combat immédiatement cette proposition, en faisant observer qu'il convient de procéder dans l'ordre le plus naturel, c'est-à-dire du simple au composé, et que les intérêts de la petite famille communale doivent être réglés avant ceux de l'agglomération départementale. « Est-ce par les maires que vous pourrez aboutir aux préfets et les faire changer ? » s'écria M. Mauguin en appuyant la demande de M. de Salverte. M. de Martignac et M. Hyde de Neuville insistent vainement pour que la discussion de chaque projet ait lieu dans l'ordre de sa présentation ; la droite demande la clôture à grands cris, et le président annonce qu'il va mettre la question aux voix. Le plus profond silence se fait aussitôt dans la salle ; on procède au vote : la gauche se lève pour l'adoption de la demande de M. de Salverte ; la droite, demeurée silencieuse pendant la discussion, se prononce dans le même sens ; tous ses membres, à la grande surprise des spectateurs, sont debout en même temps que les députés libéraux. Le président procède à la contre-épreuve : les deux centres se lèvent seuls ; la proposition de priorité en faveur de la loi départementale était adoptée ; les amis de MM. de Villèle et de Labourdonnaie, en se joignant à la gauche, venaient de mettre le ministère en minorité.

Cet accord fortuit, inattendu, n'était pas le résultat d'une pensée commune : les membres de l'ancienne majorité congréganiste, et, parmi eux, un certain nombre de préfets et d'autres fonctionnaires dépendants des ministres, n'avaient voté contre ceux-ci que pour les frapper, les ébranler et précipiter leur chute ; les députés libéraux voulaient uniquement obtenir la discussion la plus prompte possible d'une loi dont l'adoption renouvellerait immédiatement l'administration départementale, en y appelant des hommes animés de l'esprit nouveau, et dont l'action fortifierait, vis-à-vis du gouvernement, leur propre influence. Cette différence dans le but poursuivi par chacun des deux côtés de la Chambre, éclata dans tous les discours de leurs orateurs. Ce fut le 30 mars que s'ouvrit la discussion générale. Unanimes pour repousser le principe de l'élection, les membres de la droite rejetaient le projet

ministériel de la manière la plus absolue; ils n'admettaient aucun accommodement. Les députés de la gauche acceptaient, au contraire, le projet dans ses termes généraux, dans son esprit, mais sous le bénéfice de la suppression des conseils d'arrondissement, et de l'extension du droit d'élection à tous les citoyens payant 300 francs de contributions directes. Ces deux amendements formaient le point principal de la discussion entre le ministère et la gauche; ils étaient, pour ainsi dire, le nœud du débat.

« En donnant à l'élection la nomination des conseillers de département, le projet de loi reconnaît la souveraineté du peuple et devient une proposition révolutionnaire, disaient les membres de la droite; c'est en vain que les ministres espèrent lier le monstre qu'ils déchaînent, l'anarchie; une fois que quarante mille réunions électorales seront organisées en France, les citoyens y discuteront leurs droits, les ambitions s'éveilleront, et les partis pénétreront avec leurs passions dans ces assemblées qui, transformées bientôt en corps délibérants, deviendront autant de foyers de trouble et de discorde. Nous sommes prêts à voter pour les conseils de département des attributions plus larges; mais nous ne consentirons jamais à abandonner la nomination de leurs membres à l'élection. La Charte violée, la prérogative royale sacrifiée, la souveraineté populaire jetée au sein de la nation sans avantage pour celle-ci; enfin d'effroyables tempêtes léguées à notre avenir, tels seraient les effets du projet de loi. »

« — Terreurs hypocrites, gémissements factices, odieuses calomnies ! répondaient les députés de la gauche. On n'exprime ces fausses alarmes que pour en créer de réelles; on cherche à se venger de l'union de tous les hommes attachés aux institutions constitutionnelles en rêvant le trouble, en prophétisant la discorde. Des amis ingrats de la royauté ne savent que lui rendre en inquiétudes ce qu'elle ne se lasse pas de leur prodiguer en bienfaits. » Puis, cherchant à justifier l'admission de tous les électeurs politiques au droit d'élire les conseils de département, ils ajoutaient : « Les cotes de contribution foncière

s'élevaient, en 1826, au nombre de 10,296,785¹. Sur ce chiffre immense de propriétaires, le projet ministériel n'appelle aux élections départementales que les 38,000 plus fort imposés, et ne reconnaît qu'à 15,000 environ la capacité d'être élus. Le projet de la commission fait concourir, il est vrai, à ces élections, 157,690 contribuables, parmi lesquels se trouvent compris tous les électeurs à 300 francs; mais il n'admet que 40,000 de ceux-ci au droit d'éligibilité; or, le nombre des électeurs qui nomment les députés s'élève à 80,000 (79,134); la moitié de ces derniers sont donc exclus, par la commission elle-même, de la faculté d'être élus membres des conseils de département. Voilà pourtant ce que l'on nomme le débordement de la démocratie! Singulière contradiction; le ministère s'effraie des contribuables à 300 francs, quand il est question de conseils dont le poids est si faible dans la balance politique, et il ne les redoute pas quand il s'agit d'un corps comme le nôtre, qui exerce une si haute influence sur les destinées de l'État! »

Le ministère appuyait sa résistance aux amendements de la commission, moins sur l'extension donnée au droit électoral que sur la suppression des conseils d'arrondissement, conseils dont l'opposition disait : « Ils ne votent ni impôts, ni dépenses; ils n'arrêtent aucun compte, ne s'occupent que de peu de chose et ne décident rien. » — « Nous ne saurions cependant donner notre assentiment à leur suppression, répliquaient les ministres, d'abord, parce que nous n'admettons pas que *des lois* puissent être rapportées, au mépris de la prérogative royale, par voie de *simple amendement*; en second lieu, parce que la suppression de ces conseils, prononcée sans une disposition qui les remplace, désorganiserait l'administration et se trouverait en opposition avec la législation existante; car ces conseils, ajoutaient-ils, existent comme élément dans plusieurs lois, notamment dans celle du 10 mars 1818, sur le recrutement de l'armée. »

1. Les propriétaires payant une cote de 20 francs et au-dessous étaient au nombre de 8,024,987; ceux payant 1,000 francs et au-dessus s'élevaient

Les ministres se tenaient dans la vérité des faits en objectant que la suppression des conseils d'arrondissement, outre qu'elle engageait une question de prérogative constitutionnelle, intéressait l'exécution d'un assez grand nombre de dispositions législatives, et qu'on ne pouvait les supprimer sans leur substituer d'autres conseils auxquels leurs attributions seraient confiées. A peu de temps de là, en effet, une révolution donnait le pouvoir aux hommes qui réclamaient cette suppression avec le plus de force ; ces hommes, à leur tour, présentaient aux Chambres une loi d'organisation départementale ; mais, loin de détruire les conseils d'arrondissement, ils les conservaient, et aujourd'hui encore, après trois révolutions, ces conseils, maintenus par tous les gouvernements qui ont succédé à celui de Charles X, continuent de subsister.

Par une singularité de la position du cabinet, son projet de loi, combattu par les uns comme une concession exorbitante, par les autres comme une insuffisante satisfaction, n'était défendu que par les ministres eux-mêmes. Vingt orateurs s'étaient déjà succédé à la tribune que, chose étrange ! un seul membre, M. Donatien de Sesmaisons, avait osé soutenir le système ministériel. Il est vrai que, à lui seul, M. de Martignac suffisait à cette tâche. L'administration précédente n'avait pas eu de défenseur plus disert et plus élégant que cet homme politique ; son talent comme orateur, grandi par la lutte, s'était élevé avec sa position. Rarement un ministre sut déployer un art aussi parfait, une habileté aussi soutenue que le fit M. de Martignac dans la discussion de la loi départementale. Répondant à toutes les objections et à tous les reproches, sans froisser aucune opinion ; faisant face à tous ses adversaires sans blesser personne, la prodigieuse souplesse de sa parole et les grâces de son esprit étonnaient, charmaient tous les côtés de l'Assemblée, mais sans résultat pour la cause qu'il plaidait. Les convictions étaient faites, et, loin de se modifier par la discussion, ces convictions devenaient plus ardentes, au contraire, et plus opiniâtres, à mesure que la discussion s'avancait. La droite, forte de son organisation et de l'appui du roi, était fermement décidée à précipiter

la chute du cabinet, certaine de lui succéder, et déjà prête à se partager l'héritage : « Nous refusons absolument la loi, » disaient ses membres. Les ministres, de leur côté, avertis par le monarque de sa résolution à ne pas aller au delà des concessions inscrites dans le projet présenté en son nom, avaient arrêté de ne rien céder aux exigences de la gauche, espérant fortifier ainsi l'influence qu'ils croyaient posséder sur l'esprit de Charles X : « Le projet tel qu'il est, ou nous retirons la loi, » avaient-ils dit à différentes reprises. Enfin les membres les plus influents du côté gauche, dominés par les souvenirs du voyage d'Alsace, séduits par les paroles gracieuses du roi aux libéraux de cette contrée, par la joie qu'il avait montrée au spectacle des manifestations populaires, et par ses continuelles déclarations en faveur de la Charte, ces membres, disons-nous, attribuaient à ce prince, pour les doctrines libérales, un penchant plus sincère qu'on ne le supposait, et voyaient dans la résistance des ministres le résultat d'une tactique égoïste plutôt que l'expression de la pensée royale. Dans leurs illusions, ils accusaient M. de Martignac et ses collègues de vouloir s'imposer au roi et à la Chambre, en se plaçant entre celle-ci et la couronne, non comme un lien destiné à unir ces deux pouvoirs, mais comme un obstacle qui les empêchait de se rapprocher, comme une barrière que l'opposition, au besoin, ne devait pas hésiter à briser. « La loi telle que nous l'avons amendée, que les ministres y consentent ou non, » disait, à son tour, cette partie de l'Assemblée.

Telle était la disposition des esprits, lorsque le 7 avril, après un débat de huit jours, la Chambre ferma la discussion générale, et décida qu'elle procéderait au vote des articles. Le chapitre 1^{er} du projet ministériel organisait les conseils d'arrondissement, le 2^e les assemblées cantonales ; celles-ci étaient maintenues par la commission ; son rapporteur, le général Sébastiani, demanda que le premier chapitre ne fût mis en délibération qu'après l'adoption du deuxième. Le président consulte la Chambre sur cette proposition : deux épreuves sont douteuses ; on procède au scrutin ; la demande de la commission est re-

poussée à une majorité de 28 voix. Le ministère venait d'obtenir l'avantage ; il y vit l'indice d'une victoire plus complète pour la séance du lendemain 8. Cette séance devait, en effet, décider la question qui divisait si profondément la gauche et le cabinet. La commission avait remplacé les différents articles composant le chapitre premier du projet des ministres par la disposition suivante : « les conseils d'arrondissement sont supprimés. » Le président annonce qu'il va mettre cet amendement aux voix ; un assez grand nombre de députés dispersés dans la salle des conférences ou dans les autres parties du palais, avertis par les huissiers, rentrent précipitamment et reprennent leurs places ; la Chambre entière devient attentive ; les ministres interrogent avec anxiété le mouvement et l'attitude de l'Assemblée.

A ces mots prononcés par M. Royer-Collard : « Je mets l'amendement aux voix, » toute la gauche se lève ; les deux centres et la droite demeurent assis. Le président procède à la contre-épreuve ; les centres se lèvent à leur tour ; on s'attend à voir le côté droit les imiter ; mais ses membres, les bras croisés pour la plupart, restent immobiles.

Le Président : l'épreuve est douteuse ; je vais la recommencer.

Voix à gauche : ah, douteuse !

M. de Cambon, montrant la droite : invitez donc ces Messieurs à voter.

M. Ricart (du Gard) : il est du devoir de tout député de prendre part à la délibération. »

Les secrétaires se placent à la tribune pour mieux apprécier le vote ; le président renouvelle l'épreuve ; le résultat est semblable ; toute la droite garde la même immobilité.

Le Président : l'amendement de la commission est adopté. »

Vingt jours auparavant, sur la question de priorité des deux projets, la droite, *en se levant*, avait donné l'avantage à la gauche, sur les ministres ; cette fois encore, mais par une manœuvre différente, *en restant assis*, les amis de MM. de Villèle et de Labourdonnaie venaient de décider de nouveau, la défaite du ministère.

L'adoption de l'amendement avait été prononcée au milieu du plus profond silence : les centres semblaient consternés ; la droite était radieuse, et plusieurs de ses membres ne tardent pas à se livrer à de bruyants éclats de rire ; le côté gauche ne montrait pas moins de joie ; une sorte de stupefaction régnait au banc des ministres. M. de Martignac, les yeux abaissés sur son portefeuille, semblait se recueillir ; bientôt, il se tourne vers M. Portalis, échange avec lui quelques mots, puis tous les deux se lèvent, traversent l'hémicycle et sortent de la salle. Cet incident agite vivement l'assemblée ; une foule de députés quittent précipitamment leurs places ; les exclamations suivantes se heurtent, se croisent dans différentes parties de la salle : « où vont-ils ? Que signifie ce départ ? Est-ce une protestation ? Est-ce une retraite ? » Plusieurs voix, au centre, font entendre en même temps les mots de : « faux calcul, fausse manœuvre, » adressés à la gauche. Bientôt, la Chambre entière est debout, et ses membres, divisés en une multitude de petits groupes, parlent et gesticulent avec la plus grande vivacité ; un grand nombre entourent le banc des ministres où sont demeurés MM. Hyde de Neuville, de Caux, de Vatisménil, Roy, Feutrier, et Saint-Cricq, qu'on accable de questions. Tout à coup, une partie de ces curieux se séparent, se dispersent, et vont porter dans tous les groupes la nouvelle que MM. de Martignac et Portalis « se sont rendus aux Tuileries pour prendre les ordres du Roi. » L'agitation devient plus bruyante ; la séance est suspendue de fait, et le président, constamment entouré de membres qui l'interrogent à son tour, renonce pendant quelque temps à obtenir le silence. Enfin au bout d'une demi-heure, M. Royer-Collard agite vivement la sonnette, et dit :

« En place, Messieurs, la séance n'est pas levée ; je vais mettre aux voix l'article 2 du projet amendé par la commission.

Voix, de la droite : Mais il n'y a pas de délibération possible ; le ministre de l'Intérieur, chargé de soutenir la loi, est absent.

Voix, au centre : A demain !

Voix, de la gauche : Non, non, aujourd'hui !

M. de Corcelles : Oui, oui, votons toute la loi dans cette séance ! »

La délibération continue ; plusieurs articles étaient déjà votés, et *M. Daunou* développait à la tribune un amendement qu'il avait proposé, lorsque la porte de gauche s'ouvre à deux battants et livre passage à *MM. de Martignac* et *Portalis*.

Voix confuses : Les ministres ! en place ! silence ! »

MM. Portalis et *de Martignac* n'avaient, en effet, quitté la salle des séances que pour se rendre aux Tuileries. Arrivés devant le roi, ils lui annoncent la défaite qu'ils viennent de subir ainsi que leur dessein de retirer les deux projets de loi. « Je vous le disais bien, Messieurs, répondit *Charles X* en serrant fortement la main à ses deux ministres : il n'y a aucun moyen de traiter avec ces gens-là. Il est temps de nous arrêter. Je vous remercie de votre résolution. » Revenu à son banc, *M. de Martignac* ouvre son portefeuille et en retire un papier ; puis, lorsque *M. Daunou* a cessé de parler, il monte précipitamment à la tribune, et donne lecture de l'ordonnance suivante :

« *Charles*, par la grâce de Dieu, etc.

« Les deux projets de loi que nous avons fait présenter à la Chambre des députés, sur l'organisation communale et départementale, sont retirés. »

M. de Martignac n'ajoute pas un seul mot et descend de la tribune : son visage était pâle, ses traits altérés ; il quitte immédiatement la salle, et le président lève la séance.

L'alliance de la gauche et du ministère était brisée : l'ancienne opposition libérale perdait ses chances d'arriver au gouvernement ; le ministère, à son tour, n'avait plus de majorité ; la droite remportait tout l'avantage de la journée.

Ces résultats ne furent pas aperçus d'abord par la masse du public ; l'opinion, au dehors de la Chambre, montra, dans les premières heures, moins d'inquiétude que de surprise ou d'irritation. Coup d'État pour les uns, coup de théâtre pour les autres, le retrait des deux lois devint l'occasion d'amers reproches entre l'opposition et le ministère, ou le sujet de moqueries

dirigées contre la commission et son rapporteur, le général Sébastiani. Impatient de forcer, à la tête de la majorité, ces portes du conseil qu'il voyait à demi ouvertes devant lui; inspiré, excité par quelques-uns de ces ambitieux à courte vue dont les regards, arrêtés sur le succès du moment, ne s'étendent jamais aux faits du lendemain, entre autres par M. Guizot qu'irritait l'oubli où il était resté lors de la réorganisation du conseil d'État, ce général avait mis une insistance et une chaleur peu communes à entraîner la gauche à *ne rien céder*¹. Les amis du cabinet accusaient son opiniâtreté aveugle, tandis que les soutiens de l'ancienne administration, rappelant un mot de l'Empereur sur les opérations de cet officier-général en Espagne, faisaient observer, en raillant, qu'il s'était encore laissé *surprendre*². Les libéraux, de leur côté, reprochaient à M. de Martignac et à ses collègues d'avoir sacrifié à des exigences de cour et aux calculs d'une ambition trompeuse, deux lois attendues par la France et dont eux-mêmes avaient proclamé la nécessité. Il y avait eu faute des deux parts. La gauche exigeante, impérieuse, comme tous les partis longtemps opprimés, avait inhabilement agi, sans doute; moins absolus ou plus patients, ses membres pouvaient prolonger l'existence du cabinet ainsi que la durée de leur influence sur la marche générale du gouvernement. Toutefois, les plaintes de cette partie de la Chambre contre le ministère étaient également fondées. Domine par les habitudes de sa carrière politique, M. de Martignac avait pour la cour une faiblesse qui le portait à tenir ses regards tournés vers les Tuil-

1. Membre du conseil d'État sous le second ministère Richelieu, et remplacé sous le ministère Villèle, M. Guizot n'avait pas été compris dans la réorganisation faite le 12 novembre 1828. Ce fut seulement le 1^{er} mars de cette année 1829 que le ministère, cédant à ses prières, le plaça sur le tableau du conseil, mais seulement en service extraordinaire, c'est-à-dire sans traitement. Bien qu'il ne fût pas encore jeune, ce homme politique avait en la principale part dans le rapport sur la loi de réorganisation.

2. « Sébastiani me fait observer le surplus du surplus », avait dit Napoléon à l'occasion des bulletins de ce général sur les nombreuses victoires que leurs résultats transmettaient chaque jour au dehors. V. sur ce mot et sur une lettre écrite, à ce sujet, par l'empereur au major-général de l'armée d'Espagne, sous la date du 20 janvier de la même année.

ries bien plus que vers le Palais-Bourbon , et à faire moins de compte d'un reproche de l'opposition que d'un compliment du prince. Peu d'heures après le retrait des deux lois, il se félicitait, au milieu de ses amis privés, « de la confiance qu'il inspirait au roi, et de la force que l'acte qu'il venait d'accomplir lui donnerait auprès du monarque et de son entourage intime. »

M. de Martignac se faisait illusion : il n'avait ni la confiance du roi, qui lui reprochait son abandon de la doctrine royaliste et son récent « libéralisme », ni celle du parti religieux qui, lui faisant un crime de son goût pour les arts, des grâces de son esprit, de l'élégance et de la facilité de ses mœurs, voyait en lui un homme léger, sans principes, sans conviction, en un mot, ce qu'on appelle en langage dévot « un libertin ». Quant à la force qu'il pouvait posséder auprès de Charles X, elle prenait uniquement son point d'appui sur la majorité de la Chambre; or, non-seulement il venait de perdre cette force, et le cabinet dont il était le chef cessait, pour ainsi dire, d'avoir sa raison d'être; mais dans ce moment-là même, la formation d'un ministère dont les membres seraient « les hommes du roi », était un fait arrêté dans la pensée de Charles X. Aussi longtemps que M. de Villèle, appuyé sur une Chambre dévouée à la religion et à la royauté, avait dirigé l'administration, le roi s'était contenté de *régnér*, mais lorsque, dans la conviction de ce prince, seize mois d'abnégation, de continuelles concessions à des ministres faibles et à une Chambre trompée, n'avaient eu pour résultat que de compromettre les droits de la royauté, et de placer la monarchie sur la pente d'une révolution nouvelle, Charles X croyait le moment venu d'intervenir d'une manière plus active et plus personnelle qu'il ne l'avait encore fait dans la haute direction politique de l'État, en un mot, de *gouverner*. Un recours suprême au pouvoir dictatorial, même une simple dissolution de Chambre, étaient des extrémités qui ne se présentaient pas encore à son esprit. Un ministère composé de royalistes énergiques saurait trouver dans l'Assemblée actuelle une suffisante majorité. Des calculs dressés par M. Ravez, à qui sa longue présidence devait donner une connaissance parfaite de la composition de la

Chambre et de la force réelle de chaque parti, le faisaient du moins espérer au roi. Un complet changement de système et de personnes ne pouvait toutefois s'opérer au milieu d'une session; il fallait, d'ailleurs, obtenir le budget. La loi de finances une fois votée, les ressources du gouvernement se trouveraient assurées jusqu'au 1^{er} janvier 1831, et la couronne aurait son action parfaitement libre pendant dix-huit mois.

Cette question du budget occupait également les ministres, mais à un autre point de vue. Depuis le mois de janvier, le département des affaires étrangères et celui de la justice n'étaient administrés que par *intérim*. Le cabinet pouvait-il continuer à rester ainsi mutilé? La discussion et le vote des dépenses de ces deux ministères ne souffriraient-ils pas de cette absence de titulaires que ne pouvaient plus justifier les arrangements projetés avec la gauche? Le second congé de trois mois accordé à M. de La Ferronnays allait d'ailleurs expirer, et la santé de ce ministre ne s'était pas améliorée; ses collègues convinrent de lui donner enfin un successeur. Les noms prononcés, lors du dernier voyage de M. de Polignac, furent reproduits : M. Hyde de Neuville soutenait avec chaleur M. de Chateaubriand; M. Pasquier était le candidat de MM. de Martignac et Portalis; M. Roy insistait en faveur de M. de Mortemart. Les ministres ne pouvaient s'entendre. Ils s'en remirent au choix du roi, en ajoutant sur la liste de candidature le nom de M. de Laval-Montmorency, ambassadeur de France à Vienne, homme modéré, mais sans signification et sans antécédents politiques. Ce fut ce dernier nom que Charles X choisit. La nomination fut enregistrée au *Moniteur* du 25 avril. Mais on s'était trop hâté : averti par ses amis de la situation équivoque, incertaine du cabinet; effrayé des critiques que sa nomination avait excitées dans les journaux qui préconisaient M. de Chateaubriand, M. de Laval refusa d'accepter. Ce refus rendit le courage aux amis de M. de Chateaubriand; les membres de la réunion Agier insistaient surtout pour sa nomination; elle fut débattue dans un conseil présidé par le roi : M. Portalis s'y montrait le plus opposé. La discussion se prolongeait sans résultat, lorsque Charles X, qui repoussait également

ce choix, dit tout à coup : « Pourquoi M. Portalis ne garderait-il pas le portefeuille des affaires étrangères ? je suis content de ses services, qu'il les continue définitivement. » Mais ce n'était pas ce portefeuille qu'ambitionnait en ce moment le successeur intérimaire de M. de La Feronnays : la première présidence de la Cour de cassation, vacante depuis quelques jours par la mort de M. Henrion de Pansey, position calme, éminente, la plus élevée de la magistrature, et qui lui serait probablement échue s'il n'avait pas été ministre, convenait mieux à la sécurité de sa fortune. Il le laissa entendre ; on consentit à la lui assurer ; M. Portalis n'hésita plus. Son acceptation du ministère des affaires étrangères nécessitait la nomination d'un ministre de la justice : une liste de trois noms fut encore présentée au roi. Deux anciens ministres, MM. Molé et Siméon, et le sous-secrétaire d'État, récemment nommé, M. Bourdeau, s'y trouvaient inscrits. Charles X choisit M. Bourdeau. Les actes consacrant ces nominations furent signés le 14 mai, en même temps que l'ordonnance qui donnait, par avance, à M. Portalis la succession de M. de Pansey.

Le soin de Charles X à écarter du conseil tous les hommes qui pouvaient y apporter la force que donnent une haute position politique, l'expérience des Assemblées et la pratique du gouvernement, inquiéta quelques-uns des ministres : « Le roi s'efforce évidemment de nous affaiblir ; nous ne sommes, pour lui, qu'un cabinet de transition, une administration provisoire », disaient-ils après le choix de M. Bourdeau. M. de Martignac, en revanche, gardait toutes ses illusions. Il est vrai que dans les rapports directs du roi avec les membres de son conseil, ces derniers, si les faits ne les avaient pas avertis, auraient difficilement découvert la trace même d'un désaccord sérieux entre eux et la couronne, sous la bienveillance que leur montrait Charles X depuis le retrait des deux lois. On eût dit que satisfait de la résolution où il était de les remplacer, heureux de l'occasion qu'ils venaient de lui en fournir par leur rupture avec la gauche, content de lui-même, plus à l'aise et plus libre depuis que son parti était arrêté, le roi s'efforçait, par un redoublement d'affa-

bilité et de prévenances, à diminuer, pour eux, l'amertume de la chute. Il n'hésitait plus à complimenter M. de Martignac sur le charme et l'habileté de sa parole, mais sans accorder cependant à son talent de tribune un autre mérite qu'un talent purement artistique. Si quelque pair ou quelque député le visitaient au sortir d'une séance où le ministre de l'intérieur avait parlé : « Eh bien, leur disait-il, vous avez donc entendu *la Pasta* ? » Le sentiment de bien-être qui succédait, chez Charles X, à de longs mois de mécontentement et d'irritation, se faisait sentir jusque dans ses rapports officiels avec le bureau de la Chambre des députés. Dans l'usage, chaque projet de loi adopté par l'Assemblée était porté au roi par le président et les secrétaires de la Chambre. Ces communications qui avaient habituellement lieu le soir, après le dîner du prince, devinrent plus d'une fois l'occasion d'entretiens où Charles X, dépouillant le rôle officiel de roi, se montrait causeur facile, communicatif, plein de bonhomie et de gaieté¹.

Les lois de finances soumises à la Chambre des députés durant la seconde moitié de la session, furent au nombre de trois : règlement définitif du budget de 1827, demande de crédits supplémentaires pour 1828, établissement du budget de 1830. La

1. Célèbre cantatrice italienne de l'époque, dont l'admirable voix attirait alors tout Paris.

2. Ce fut dans une de ces réceptions du bureau de la Chambre qu'eut lieu la conversation suivante, qui fit alors trop de bruit pour être passée sous silence; elle a, d'ailleurs, son intérêt historique : « Monsieur le président, dit Charles X à M. Royer-Collard, à quel chiffre estimez-vous la somme nécessaire à un député pour vivre honorablement à Paris? — A vingt francs par jour, Sire. — C'est singulier, répliqua le roi, il en est plusieurs auxquels je donne mille francs par mois, et qui me demandent aujourd'hui le double pour y prolonger leur séjour. »

Le bureau se composait, outre M. Royer-Collard, de MM. de Lascours, de Chateaufort, Pas de Beaulieu et de Beaumont, qui, le lendemain, rapportèrent cette conversation à un grand nombre de leurs collègues. Les journaux reproduisirent immédiatement leur récit que démentit, il est vrai, une note officielle sans signature contre laquelle aucun des membres qui l'avaient entendu n'osa réclamer.

A peu de jours de là, un devoir semblable amenait de nouveau les mêmes députés devant le roi. Les journaux venaient d'annoncer que le général de Lafayette était indisposé : « Avez-vous des nouvelles de M. de Lafayette? dit

discussion de ces lois importantes offrit un spectacle bizarre; c'était le terrain où, chaque année, le gouvernement et l'opposition se rencontraient pour débattre toutes les questions de notre politique intérieure et extérieure, pour attaquer ou défendre la marche générale et les principaux actes de l'administration, diminuer ou maintenir ses dépenses; la séance du 8 avril avait détruit cette situation : l'opposition était partout, sur les bancs de la droite comme sur ceux de la gauche, et le gouvernement, privé d'appui, ne se trouvait en quelque sorte nulle part. En d'autres termes, il existait un ministère sans majorité pour le soutenir, et une majorité sans ministère pour la diriger. De là, dans la discussion et dans les votes, une confusion et des contradictions qui avaient pour résultat de donner l'avantage tantôt aux libéraux, tantôt aux amis de MM. de Villèle et de Labourdonnaie, un jour aux partisans de la plus sévère économie, le lendemain aux défenseurs de toute prodigalité. Parfois, pourtant, cette majorité si unie et si ferme, dans la session précédente; et qui, maintenant, se divisait, s'éparpillait au hasard de chaque vote, se reformait tout à coup sous l'empire du sentiment politique qui l'avait formée; on la retrouvait dès qu'il était question de frapper et de flétrir l'ancien ministère. Nous en citerons un exemple :

Charles X à M. Royer-Collard; comment se porte-t-il? — Beaucoup mieux, sire. — Ah! j'en suis bien aise; c'est un homme que j'aime beaucoup, et qui a rendu à notre famille des services que je n'oublie pas. Nous nous sommes toujours rencontrés, bien que marchant dans une ligne opposée : nous sommes nés dans la même année, nous avons appris à monter à cheval ensemble au manège de Versailles, et il était de mon bureau à l'Assemblée des notables. Je lui porte beaucoup d'intérêt. »

Les membres du bureau étaient dans le plus profond étonnement; revenus à la Chambre, ils rapportèrent également ces paroles, mais elles ne reçurent pas la publicité des journaux. Nous avons dit que ces entretiens avaient lieu, le soir, après le dîner du roi; ils firent accuser sa sobriété. L'imputation n'avait pas le moindre fondement. Charles X était très-sobre, il buvait à peine du vin. Mais, par une particularité de sa constitution, le travail de la digestion qui se manifeste chez la plupart des hommes, chez les vieillards surtout, par des symptômes de pesanteur et de somnolence, produisait, au contraire, chez ce prince, une sorte de surexcitation que, dans l'ignorance de ses habitudes, des esprits prévenus pouvaient prendre pour le résultat de l'intempérance.

Il s'agissait des crédits supplémentaires de 1828. Le gouvernement demandait la sanction d'une dépense consacrée, partie à la construction d'une salle à manger dans l'hôtel du ministère de la justice, partie au renouvellement du mobilier de cet hôtel. On reprochait, sur ce dernier point, à M. de Peyronnet, d'avoir disposé, sans en rendre compte, de l'ancien mobilier, notamment d'une tapisserie des Gobelins représentant *le Jugement de Salomon*, et qui, disait-on, avait été exposée dans une vente publique au prix de 1,000 fr. lorsqu'elle en valait 25,000. Quant aux frais de la salle à manger, ils formaient un excédant de dépense ordonné par l'ancien ministre de la justice, en dehors et au delà du crédit primitivement alloué. Cet excédant fut surtout l'objet du débat. En principe, la dépense était irrégulière; elle constituait, non pas une concussion, mais un abus qui, en prenant certaines proportions, pouvait dégénérer en dilapidation, et porter dans la fortune de l'État les plus graves désordres. Il était nécessaire d'arrêter les ministres dans cette voie, et de poser une règle de responsabilité sérieuse, disait la commission qui, dans ce but, proposait d'accorder le crédit demandé, « mais sauf liquidation, et à la charge par le ministre des finances d'exercer contre le ministre ordonnateur de la dépense, telle action en indemnité qu'il appartiendrait. » Cette rédaction ne parut ni assez explicite ni assez impérative à la gauche; un de ses membres, M. Dupin aîné, proposa celle-ci par voie d'amendement : « A la charge par le ministre des finances d'exercer devant les tribunaux une action en indemnité contre l'ancien ministre. » Vainement M. Hyde de Neuville, venant au secours des amis de M. de Peyronnet, fit observer que s'il existait une irrégularité incontestable, les fonds, du moins, n'avaient pas été détournés par cet ancien ministre à son profit personnel, puisqu'ils étaient représentés par des travaux dont l'État bénéficiait; la Chambre, après un débat de plusieurs jours, adopta, le 6 mai, à une majorité de 186 voix contre 144, l'amendement qui ordonnait une poursuite judiciaire contre l'ancien garde des sceaux.

La discussion du budget de 1830, commencée le 30 mai, rem-

plit les deux derniers mois de la session. Prodiges de déclarations libérales adressées à la gauche, les ministres concluaient presque toujours dans le sens des membres de la droite qui, repoussant toute réduction, votaient avec l'ardeur et l'ensemble d'un parti assuré de son prochain triomphe. Longtemps accueillie comme une forfanterie de vaincus, cette confiance éclatait à toute occasion. M. Viennet laissait-il tomber ces mots de la tribune : « Les défenseurs de l'ancienne monarchie ont trop la conscience de leur faiblesse pour ne pas être convaincus de leur défaite, » MM. de Laboullaye, de Formont et nombre d'autres membres du côté droit l'interrompaient aussitôt par de bruyants éclats de rires et par ces exclamations : *Ah ! leur défaite ! vous croyez à leur défaite !* Malgré les efforts de ce côté de l'Assemblée, de notables économies furent apportées dans plusieurs services, et la Chambre, outre le principe de responsabilité pécuniaire posé à l'occasion de M. de Peyronnet, consacra deux autres points qui n'étaient pas sans importance : elle étendit la spécialité du vote législatif aux différentes sections des chapitres composant le budget de chaque ministère, et décida que tout traité qui emportait un subside ou une dépense tombait nécessairement sous son contrôle. Cependant une vive inquiétude dominait tous ces débats ; chaque parti avait le pressentiment d'une prochaine et redoutable crise. Pour les uns, une tempête portant la révolution dans ses flancs se formait au sein des masses populaires ; pour les autres, l'orage s'amassait au-dessus des Chambres, dans les régions de la cour, d'où il éclaterait par un coup d'État. Si dès le début de la session, lors de la discussion de l'adresse, M. de Conny, par exemple, avait signalé comme le vœu, le but de l'opposition, « un changement de dynastie, une seconde révolution de 1688, » le 11 juillet, au moment où la session allait finir, le général Lamarque disait à son tour : « Mille bruits sinistres circulent dans la capitale et jettent l'alarme dans nos départements, où les agents, les instruments actifs de la dernière administration sont encore partout debout et menaçants. Là, en présence de ceux qui opprimaient, on craint une nouvelle oppression ; là, on croit à la possibilité

de ces violations de la Charte, de ces coups d'État (*rumeurs diverses*) dont nous menacent quelques ministres tombés, qui invoquent le chaos pour remonter au pouvoir. Deux cents ans se sont écoulés depuis que, de l'autre côté de la Manche, on parlait aussi de violer la grande Charte, de renvoyer les Chambres, de lever l'impôt par ordonnance. On l'essaya : vous savez quels en furent les résultats. (*Violents murmures à droite. Silence à gauche.*) Débris échappés à tant de naufrages, nous ne voudrions pas tenter encore une funeste expérience ; elle ne nous a que trop appris que les peuples, aussi, ont leurs coups d'État. (*Violente interruption à droite.*)

Voix nombreuses de ce côté : A l'ordre ! Vous prêchez la révolte ! A l'ordre !

Le général Lamarque, avec plus d'énergie : « Je dis que les peuples, aussi, ont leurs coups d'État (*Nouveaux cris : à l'ordre !*), et que, bouleversant la terre jusque dans ses entrailles, ils ne laissent sur le sol que de sanglantes ruines ! » (*Violente agitation.*)

Coup d'État, révolution de 1688, changement de dynastie, voilà les mots qui ouvrirent et fermèrent cette session promise à tant de travaux, si stérile en réalité, et dont la clôture officielle eut lieu le 31 juillet, après une durée de six mois.

La veille, les journaux avaient annoncé de nouveau l'arrivée de M. de Polignac à Paris, « où l'appelaient, disaient-ils, le soin de sa santé et le besoin de respirer l'air natal. » Ce prétexte maladroit ne pouvait tromper personne. M. de Polignac venait, en effet, d'obéir à une invitation directe de Charles X, qui, rendu à sa liberté d'action par le vote du budget de 1830, et par la séparation de la Chambre, était impatient de se délivrer enfin des ministres impuissants que lui avaient imposés les élections générales de 1827. L'administration Martignac possédait assurément une remarquable réunion de capacités spéciales et d'orateurs de talent ; le dévouement de ses membres à la monarchie était sincère, et tous avaient sérieusement pris à tâche de concilier et de confondre les intérêts de la maison de Bourbon avec l'intérêt national ; mais sans parti dans les Chambres,

sans crédit à la cour, sans appui dans l'opinion publique, ce cabinet, depuis sa rupture avec la gauche, avait perdu à ce point le prestige et la force, que les fonctionnaires de tous les ordres, préfets, prélats, magistrats, officiers généraux, pressentant sa chute prochaine, n'obéissaient plus que mollement à son impulsion et à ses instructions, quand ils obéissaient. Ses membres eux-mêmes étaient désunis et découragés. Appelés plus rarement aux Tuileries, ils voyaient leurs demandes, leurs propositions constamment repoussées par le roi, qui leur objectait chaque fois « qu'ils n'avaient plus de majorité. » Cependant, par cela seul qu'ils tenaient encore le pouvoir, quelques-uns d'entre eux se résignaient difficilement à le perdre, et ne désespéraient pas de le conserver; dans ce but, ils avaient récemment cherché auprès de la droite un appui que ce côté de la Chambre leur avait refusé. La clôture de la session, en rendant de nouvelles négociations moins urgentes, leur donnait du moins l'espérance de voir leur existence prolongée jusqu'à la prochaine réunion législative, lorsque, cinq jours après la séparation de l'Assemblée, et huit jours après l'arrivée de M. de Polignac à Paris, cet ambassadeur fit offrir à M. Roy d'entrer dans une combinaison ministérielle qui n'attendait plus que son acceptation pour se trouver complètement formée : « M. de Martignac reste-t-il avec moi ? » demanda le ministre des finances. On lui répondit que non. « En ce cas, répliqua-t-il, je refuse. » Le lendemain, 7 août, M. Roy était mandé à Saint-Cloud ainsi que M. Portalis, et tous les deux y apprenaient, de la bouche de Charles X, l'avènement d'un nouveau ministère : « Vos intentions étaient bonnes, mais vous n'avez pu faire le bien; les concessions où vous m'avez entraîné n'ont pu contenter les partis; vous n'aviez plus de majorité, » leur dit le roi, qui les pria d'annoncer à leurs collègues qu'ils eussent à lui remettre leurs portefeuilles. Le conseil se réunit le jour suivant, 8. La nouvelle n'était pas attendue; quelques ministres en furent frappés comme d'un coup de foudre; d'autres refusèrent, pendant quelques instants, de croire à sa réalité. Obligés pourtant de se rendre à l'évidence, tous partirent bientôt pour Saint-Cloud, pour y déposer leurs por-

tefeuilles aux mains de Charles X, qui les accueillit en leur répétant les observations qu'il avait adressées la veille à MM. Roy et Portalis ; puis , s'animant par degrés au souvenir « des concessions énormes, » disait-il, qu'il avait consenties, il eut des paroles de reproche pour M. de Martignac, d'amertume pour M. de Vatimesnil, et de colère pour M. Feutrier. Toutefois, lorsque sa première irritation fut calmée, le roi s'efforça d'adoucir les blessures qu'il venait de faire, en annonçant à ses conseillers *destitués* que les faveurs en usage pour les ministres *démissionnaires* leur seraient accordées. MM. Portalis, Hyde de Neuville et de Caux furent, en effet, nommés ministres d'État. Les deux derniers reçurent, en outre, un brevet de pension de 12,000 francs, qui fut également accordé à MM. de Martignac, de Vatimesnil et de Saint-Cricq. M. de Caux obtint encore la grand'croix de Saint-Louis, et M. de Martignac celle de la Légion d'Honneur. M. Roy, que son immense fortune mettait au-dessus d'une grâce pécuniaire, fut créé *cordons bleu*. M. Portalis, pourvu depuis trois mois de la première présidence de la Cour de cassation, n'avait plus rien à recevoir ; on donnait à M. Bourdeau la première présidence de la cour royale de Limoges¹. Un seul ministre, M. Feutrier, ne recevait aucune indemnité ; son crime, il est vrai, était sans pardon : ce prélat avait préparé et exécuté les mesures dirigées contre la société de Jésus.

Le soir de cette journée, M. de Martignac nommait les nouveaux ministres devant M. Royer-Collard qui, d'abord, se montra incrédule ; forcé, pourtant, de renoncer à ses doutes, il dit : « Un tel ministère ne se comprend pas ; c'est un effet sans cause. Allons, Charles X est toujours le comte d'Artois de 1789 ! »

Le cabinet, dont la composition arrachait cette exclamation à M. Royer-Collard, avait été formé le 8 août, et officiellement annoncé le 9 dans le *Moniteur* ; il était ainsi composé :

1. Cette nomination demeura sans résultat ; le magistrat dont M. Bourdeau désirait prendre la place, et que, dans le but de faire le vide, on avait nommé à la Cour de cassation, refusa cet avancement et garda sa position.

Affaires étrangères, le *prince Jules de Polignac*;
 Guerre, le *comte de Bourmont*;
 Intérieur, le *comte de Labourdonnaie*;
 Justice, *M. Courvoisier*;
 Finances, le *comte de Chabrol*;
 Marine, le *vice-amiral de Rigny*;
 Affaires ecclésiastiques et Instruction publique, le *baron de Montbel*.

Jamais, nous le croyons, l'apparition d'un nouveau ministère ne souleva une émotion plus profonde, une inquiétude plus générale, une irritation plus vive. Les plus implacables adversaires de la maison de Bourbon s'imposant la tâche de précipiter sa chute, en lui infligeant des ministres impopulaires, n'auraient pu choisir, en effet, des noms plus détestés. Ces noms, attachés aux souvenirs les plus tristes, les plus désastreux de nos quarante dernières années, résumaient toutes les douleurs, toutes les hontes de ce passé, l'émigration et ses complots, Waterloo et ses trahisons, la réaction de 1815 et ses fureurs. Le *Journal des Débats*, organe des royalistes du centre droit et défenseur de l'administration de M. de Martignac, était le journal le plus modéré de l'opinion constitutionnelle. Le 10 août, après avoir fait connaître les noms des nouveaux ministres, il publiait les réflexions suivantes :

« Ainsi le voilà encore une fois brisé ce lien d'amour et de confiance qui unissait le peuple au monarque ! Voilà encore une fois la cour avec ses vieilles rancunes, l'émigration avec ses préjugés, le sacerdoce avec sa haine de la liberté, qui viennent se jeter entre la France et son roi. Ce qu'elle a conquis par quarante ans de travaux et de malheurs, on le lui ôte ; ce qu'elle repousse de toute la puissance de sa volonté, de toute l'énergie de ses vœux, on le lui impose violemment.

« Ce qui faisait surtout la gloire de ce règne, ce qui avait rallié autour du trône les cœurs de tous les Français, c'était la modération dans l'exercice du pouvoir ; la modération ! aujourd'hui elle devient impossible. Ceux qui gouvernent maintenant voudraient être modérés qu'ils ne le pourraient. Les haines que leurs noms éveillent dans tous les esprits sont trop profondes pour n'être pas rendues. Redoutés de la France, ils

lui deviendront redoutables. Peut-être, dans les premiers jours, voudront-ils bégayer les mots de charte et de liberté : leur maladresse à dire ces mots les trahira ; on n'y verra que le langage de la peur ou de l'hypocrisie.

« Que feront-ils cependant ? Iront-ils chercher un appui dans la force des baïonnettes ? Les baïonnettes aujourd'hui sont intelligentes ; elles connaissent et respectent la loi. Vont-ils déchirer cette Charte qui fait la puissance du successeur de Louis XVIII ? Qu'ils y pensent bien ! la Charte a maintenant une autorité contre laquelle viendraient se briser tous les efforts du despotisme. Le peuple paie un milliard à la loi ; il ne paierait pas deux millions aux ordonnances d'un ministre. Avec les taxes illégales, naîtrait un Hampden pour les briser. Hampden ! faut-il encore que nous rappelions ce nom de trouble et de guerre ! Malheureuse France ! malheureux Roi ! »

Le fatal assemblage des noms poursuivis par cette plainte éloquente n'était pas l'œuvre exclusive de M. de Polignac, ainsi qu'on l'a pensé. Le cabinet se trouvait à peu près formé lors de l'arrivée de ce ministre à Paris. Le choix de M. de Labourdonnaie, que la violence de sa parole recommandait auprès du roi, appartenait à Charles X ; celui de M. de Bourmont au dauphin, à qui toute influence était laissée sur les choses de la guerre. Ce prince avait eu à prononcer entre trois candidats : le général d'Ambrugeac, un des généraux qui, dans la Chambre des pairs, discutaient avec le plus de savoir les questions d'organisation militaire ; le général du génie, Dode de La Brunerie, et M. de Bourmont. Le dauphin avait repoussé le premier, malgré l'exaltation de son royalisme, comme trop engagé dans certaines questions avec la partie libérale de la Chambre des pairs ; le second, comme officier d'arme spéciale. La nomination de M. de Bour-

1. Hampden, cousin germain de Cromwell, entra dans la Chambre des communes en 1625. Onze ans plus tard, en 1636, il prit l'initiative du refus d'un impôt dit *taxe de mer*, exigé par Charles 1^{er}. Traduit pour ce fait devant la Cour du banc du roi, il y fut condamné. Hampden, à quelque temps de là, prenait les armes contre la royauté et déployait une valeur et une habileté peu communes. Il fut tué en 1643 en se battant contre le prince Rupert, dans le comté d'Oxford. Hampden était républicain : son parti le regardait comme un homme remarquable par son courage et sa vertu, les royalistes comme un homme doué d'un grand caractère.

mont avait cependant soulevé quelques objections ; on témoigna la crainte de le voir attaqué violemment pour sa trahison du 15 juin : « Il sera facile de détourner cet orage , avait répondu Charles X , on déclarera , dans les journaux ministériels , que c'est sur l'ordre du roi qu'il a passé de l'autre côté. » Le temps , ainsi que le disait M. Royer-Collard , n'avait pas marché pour Charles X ; ce prince en était resté , pour toute chose , à la date de 1789. L'intervention de M. de Polignac dans la composition du ministère s'était particularisée par deux faits : il avait insisté pour le maintien de MM. de Martignac et Roy , puis proposé M. de Rigny. M. de Labourdonnaie , dont l'unique force était à la tribune et qui entendait occuper le rôle de principal orateur du cabinet , consentait à conserver M. Roy ; mais voyant dans M. de Martignac moins un collègue qu'un rival , il avait déclaré , comme M. Corbière à l'occasion de M. de Chateaubriand , que si ce ministre entraît par une porte , il sortirait par l'autre. M. Roy , ainsi qu'on l'a vu , reçut la proposition de garder son portefeuille ; nous avons dit sa réponse. Le ministère des finances , vacant par son refus , devint le partage de M. de Chabrol , d'abord désigné pour rentrer au ministère de la marine. Ce fut pour ce dernier département que M. de Polignac proposa M. de Rigny. Cet amiral venait de quitter Paris , et , dans la prévision de la chute du dernier cabinet , il avait laissé pour notre représentant à Londres , chef probable de la nouvelle administration , une lettre où il lui disait « que , dans le cas où le roi l'appellerait dans ses conseils , il tenait à l'assurer qu'il aurait la satisfaction la plus vive à y entrer avec lui. » M. de Rigny fut nommé. Mais ce choix n'eut aucune suite : neveu du baron Louis dont il attendait l'héritage , et sommé par son oncle de ne pas accepter ; ébranlé , d'ailleurs , par le soulèvement de l'opinion , M. de Rigny , malgré les vives instances du roi qui tenait à compter parmi ses nouveaux conseillers un des vainqueurs de Navarin , refusa le portefeuille qu'il avait d'abord sollicité , et qui fut donné quinze jours plus tard , le 23 août , au baron d'Haussez , préfet de la Gironde.

1. *Études historiques, politiques et morales*, de M. de Polignac.

Nous avons dit que le nouveau ministère se croyait certain d'une majorité où viendraient se réunir et se confondre les membres du côté droit, les députés, toujours assez nombreux, que le manque de fortune, le besoin de positions lucratives pour leur famille ou pour eux-mêmes, placent dans la dépendance habituelle du pouvoir; puis les anciens royalistes qui s'étaient successivement éloignés du gouvernement, sous la longue administration de M. de Villèle. M. Ravez, à l'aide de calculs multipliés, en avait donné l'assurance à Charles X : « La gauche n'a pas la majorité, disait-il; les centres n'ont pu la donner à M. de Martignac; cette majorité se trouvera donc en s'appuyant sur la droite. » M. de Labourdonnaie était aussi affirmatif. La nomination de M. de Chabrol et de M. Courvoisier, ancien membre du parti ministériel sous M. Decazes, avait été faite en vue de ce rapprochement de toutes les nuances royalistes; elle était une sorte d'avance, un gage offert aux membres actuels des deux centres : on a vu en quels termes l'organe des royalistes dissidents y avait répondu.

Plus de concessions! Le combat est rétabli entre la royauté et la révolution! s'écrièrent, à leur tour, les journaux ultra-monarchiques et religieux, voués à la défense du nouveau cabinet. Ce cri de guerre, provocation insensée de sectaires plus fanatiques que les ministres eux-mêmes, trouva la population prête à le relever.

La secousse produite par l'avènement de MM. de Polignac, de Bourmont et de Labourdonnaie, s'était rapidement étendue dans tout le royaume, sans que nulle part la distance lui fit rien perdre de sa force. M. de Lafayette, peu de jours avant la fin de la session, était aller visiter l'Auvergne, son pays natal¹. Des réunions de famille ou d'amis sur lesquelles les journaux étaient restés silencieux, avaient seules marqué son passage à Clermont, à Issoire et à Brioude. Un banquet lui fut également offert au Puy, ville autrefois soumise à la domination seigneuriale des ancêtres de M. de Polignac; il venait d'y prendre place, quand

1. M. de Lafayette était né le 6 septembre 1757, à Chavagnac, près de Brioude (Haute-Loire.)

la nouvelle du changement de ministère se répand dans la salle : soudain, la réunion prend un caractère politique ; les esprits s'animent ; des protestations contre les nouveaux ministres éclatent ; des toasts sont portés à *la Charte ! à la Chambre des députés, l'espoir de la France !* Le lendemain, le général se met en chemin pour Vizille, où l'attendait une de ses petites-filles mariée dans ce lieu devenu célèbre par l'Assemblée d'états qui, en 1788, y donna le signal de la résistance à la royauté. Les démonstrations les plus bruyantes en faveur des institutions que l'on croit menacées, les cris de *vive Lafayette !* des illuminations faites malgré les autorités, accueillent partout son passage. Arrivé le 16 août à une lieue de Grenoble, il rencontre une députation de cinquante jeunes gens à cheval qui lui font cortège, au milieu d'un immense concours de spectateurs, jusqu'à l'entrée de cette place forte : là, un ancien maire de la cité le harangue à la tête des principaux habitants et lui présente une couronne de chêne à feuilles d'argent, produit d'une souscription à 50 centimes, « comme un témoignage de la reconnaissance du peuple et comme l'emblème de la force que les Grenoblois, à son exemple, sauront mettre à soutenir leurs droits et la constitution. » Le soir, la ville était brillamment illuminée, et le général recevait une sérénade à laquelle se mêlaient les cris de *vive Lafayette ! vive la Charte !* A Vizille, où il se rendit ensuite, M. de Lafayette fut complimenté par le maire alors en fonctions et conduit à la demeure de sa petite-fille au milieu des *vivat* de toute la population, au bruit de salves tirées par deux petites pièces d'artillerie. A Voiron, à La Tour du Pin, à Bourgoin et à Vienne, la réception offrit la même solennité et le même enthousiasme : partout des cavalcades se portaient à sa rencontre, partout la foule se pressait sur ses pas, et, dans plusieurs localités, on dressait sur son chemin, des arcs de triomphe. Mais ce fut à Lyon que ces démonstrations, protestations ardentes contre le nouveau ministère, prirent des proportions qui donnent la mesure du mouvement de l'opinion publique. Cinq cents cavaliers, huit à neuf cents jeunes gens à pied, et une longue suite de voitures où se trouvait une calèche à quatre chevaux destinée à M. de Lafayette,

l'attendaient à la limite du département et lui firent cortège jusqu'à l'entrée du faubourg de la Guillotière, où on le harangua. Le discours qui lui fut adressé qualifiait les circonstances de *critiques*, et rappelait l'ardeur avec laquelle les Lyonnais avaient défendu, à toutes les époques, la cause de la liberté : « Je donnerais le nom de *critique* au moment où nous sommes, répondit le général, si je n'avais reconnu partout sur mon passage, et si je ne voyais dans cette puissante cité cette fermeté calme et même dédaigneuse d'un grand peuple qui connaît ses droits, sent sa force, et sera fidèle à ses devoirs. » La foule était immense, et lorsque M. de Lafayette entra dans Lyon, cinquante à soixante mille individus précédaient ou suivaient sa voiture. Des députations venues de Saint-Étienne, Tarare, Mâcon, Chalons-sur-Saône, et de plusieurs autres villes, pour le complimenter, l'attendaient à l'hôtel où il descendit ; les musiciens du Grand-Théâtre, réunis dans la cour, lui donnèrent une sérénade ; une foule énorme ne cessa de stationner devant ses fenêtres, durant toute la soirée, et l'obligea plusieurs fois de se montrer.

Des réceptions, des visites aux établissements publics, et une promenade sur la Saône, qui attira sur les deux rives une partie de la population lyonnaise, remplirent la journée du lendemain 6 septembre. L'événement du 7 fut un banquet offert à M. de Lafayette, au nom de la ville, par cinq cents de ses plus notables habitants, et auquel assistaient des députés envoyés par les principales cités voisines. Un buste du général, couronné de lauriers, décorait la salle. M. de Lafayette prit la parole à la fin du repas, après un toast porté en son honneur : « Messieurs, dit-il, je suis heureux et fier que mon passage dans cette grande et patriotique cité ait été pour elle une occasion de plus de manifester sa constante haine de l'oppression, son amour de la véritable liberté, sa détermination de résister à toutes les tentatives de l'incorrigibilité contre-révolutionnaire. (*D'unanimes applaudissements interrompent l'orateur pendant plusieurs minutes.*) PLUS DE CONCESSIONS ! ont dit récemment les journaux officiels de ce parti ; PLUS DE CONCESSIONS ! dit à son tour et à

plus juste titre le peuple français qui connaît ses droits et saura les défendre. » Le 8, M. de Lafayette quittait Lyon, escorté jusqu'à deux lieues de la ville par une garde d'honneur.

En même temps que ce voyage d'un simple député devenait ainsi l'occasion des manifestations les plus hostiles contre la pensée qui avait présidé à la formation du cabinet du 8 août ; tandis que, dans leur irritation, les populations décernaient des honneurs presque royaux à l'homme politique qui était alors, pour elles, la personnification la plus éclatante des principes de 1789, et qu'elles accueillaient par des acclamations enthousiastes ses appels à la résistance, le fils de Charles X parcourait une partie de la Normandie et visitait les travaux du port de Cherbourg. Ce prince trouva, dans les corps officiels, ces respects empressés qui ne manquent jamais aux puissants ; mais le silence se faisait autour de chacun de ses pas ; partout la foule était muette ou absente. Les autorités municipales de Cherbourg eurent la pensée de faire illusion au dauphin sur le sentiment public à l'aide d'un bal qui lui serait offert par la bourgeoisie de la ville : une liste de souscription fut ouverte, mais on attendit vainement les souscripteurs ; le plus grand nombre des femmes avaient déclaré qu'elles n'y paraîtraient pas. Dans le même moment, à Paris, la distribution des prix, à la suite du concours général des collèges royaux, présentait un exemple encore plus frappant peut-être de l'émotion et de l'inquiétude qui venaient de pénétrer au sein de toutes les familles de la classe moyenne. On sait la joie bruyante, expansive, qui anime habituellement les nombreux adolescents conviés à cette solennité ; cette fois, les applaudissements prodigués d'ordinaire aux chefs de l'Université ne se firent pas entendre ; un silence glacial accueillit leur entrée ainsi que la lecture des discours d'usage ; une sorte de tristesse régna dans la salle durant la première moitié de la cérémonie ; le bruit et la joie n'éclatèrent que lors de la proclamation des noms des jeunes lauréats.

Des plaintes véhémentes sur l'aveuglement de la couronne, d'énergiques protestations sur l'audace de ces conseillers officiels ou secrets, la démission de M. de Chateaubriand de l'am-

bassade de Rome, et quelques démissions de conseillers d'État¹, les ovations faites à M. de Lafayette, l'attitude irritée de la population, une sorte de *vide* opéré autour du gouvernement, voilà les principaux faits d'opposition qui s'étaient produits contre les ordonnances du 8 août, lorsque le 12 septembre les journaux publièrent un acte dont les stipulations organisaient le système de résistance légale le plus énergique que puisse opposer une nation aux tentatives inconstitutionnelles de ses gouvernants. Cet acte était ainsi conçu :

« Nous soussignés habitants de l'un et de l'autre sexe dans les cinq départements de l'ancienne province de Bretagne,

« Considérant qu'une poignée de brouillons politiques menace d'essayer l'audacieux projet de renverser les bases des garanties constitutionnelles consacrées par la Charte;

« Considérant que si la Bretagne a pu trouver dans ces garanties la compensation de celles que lui assurait son contrat d'union à la France, il est de son devoir et de son intérêt de conserver le reste de ses libertés et de ses franchises;

« Considérant que la résistance par la force serait une affreuse extrémité; qu'elle serait sans motif lorsque les voies restent ouvertes à la résistance légale, et que le moyen le plus certain de faire préférer le recours à l'autorité judiciaire est d'assurer aux opprimés une solidarité fraternelle;

« Déclarons sous les liens de l'honneur et du droit :

« 1° Sousscrire individuellement pour la somme de 10 fr., et, subsidiairement, ceux des soussignés inscrits sur les listes électorales, pour

1. MM. Bertin de Vaux, Alexandre de Laborde, Agier, Villemain, Froidefond de Belisse, Hély d'Oissel et Salvandy, nommés par M. de Martignac, étaient au nombre des membres du conseil d'État qui donnèrent leur démission. On lit, à cette occasion, dans les *Études historiques et politiques* de M. de Polignac : « M. Salvandy vint me voir deux fois après s'être retiré du conseil d'État; il était facile de s'apercevoir qu'entraîné par les conseils de ses amis politiques, il avait agi contre son gré, et qu'il était l'esclave plutôt que le partisan du principe dont il suivait le drapeau. Si l'ambition ne lui eût pas fait perdre patience, il fût devenu plus tard un auxiliaire utile à la monarchie; une note écrite par lui, et qu'il me remit à sa dernière visite, me confirma dans cette opinion; mais craignant de s'être trop avancé, il en appela bientôt à mon honneur pour obtenir la restitution de son manuscrit; je le lui remis; que m'importait, au moment du combat, de retenir à contre-cœur, dans nos rangs, un ami faible et irrésolu? »

le dixième du montant des contributions qui leur sont attribuées par lesdites listes.

« 2° Cette souscription formera un fonds commun à la Bretagne, destiné à indemniser les souscripteurs des frais qui pourraient rester à leur charge, par suite du refus d'acquitter des contributions publiques illégalement imposées, soit sans le concours libre, régulier et constitutionnel du Roi et des deux Chambres constituées en conformité de la Charte et des lois actuelles, soit avec le concours de Chambres formées par un système électoral qui n'aurait pas été voté dans les mêmes formes constitutionnelles.

« 3° Advenant le cas de la proposition soit d'un changement inconstitutionnel dans le système électoral, soit de l'établissement illégal de l'impôt, deux mandataires de chaque arrondissement se réuniront à Pontivy, et dès qu'ils seront réunis au nombre de vingt, ils pourront nommer parmi les souscripteurs, trois procureurs-généraux et un sous-procureur dans chacun des cinq départements;

« 4° La mission des procureurs-généraux est de recueillir les souscriptions, de satisfaire aux indemnités en conformité de l'article 2, d'exercer sur la réquisition de tout souscripteur inquiété par une contribution illégale, toutes les poursuites légales contre les exacteurs; enfin, de porter plainte civile et accusation contre les auteurs, fauteurs et complices de l'assiette et perception de l'impôt illégal. »

Cette organisation du *refus de l'impôt*, arme nouvelle en France dans les luttes des gouvernés contre les gouvernants, saisit vivement les esprits. L'association qui venait d'en donner le signal, prenait le titre d'*Association bretonne*. Des associations *parisienne*, *lorraine*, *bourguignonne*, *normande*, s'établirent immédiatement dans le même but, sur les mêmes bases, et obtinrent en peu de temps l'adhésion des principaux députés de l'opposition et d'un nombre assez considérable de citoyens appartenant à toutes les classes, même à l'armée. Durant quelques semaines, la presse ministérielle n'eut pas assez de railleries contre cette manifestation renouvelée, disaient ses écrivains, de la *fédération des Cent-Jours*¹. Le gouvernement, plus attentif aux résultats, s'en inquiéta, et, pour arrêter le mouvement,

1. Ce fut, en effet, de la Bretagne que partit également le signal de la *fédération* organisée après le retour de l'île d'Elbe. V. tome II, chapitre VI (*Fédérations provinciales et parisiennes*).

ordonna des poursuites, non contre les associés, mais contre les journaux qui publiaient les actes d'union et provoquaient les citoyens à y adhérer. La diversité des jugements rendus sur ces poursuites, indique le trouble et les hésitations que l'avènement du nouveau ministère avait fait naître dans la magistrature elle-même, ainsi que la force qu'avaient acquise, à cette époque, le nouveau droit politique et la légalité constitutionnelle.

Les poursuites reposaient sur trois chefs de prévention : attaque formelle à l'autorité du roi, provocation à la désobéissance aux lois, excitation à la haine et au mépris du gouvernement. Tous les tribunaux écartèrent les deux premiers griefs, « attendu, disaient-ils, que la provocation au refus de l'impôt, reprochée aux journaux poursuivis, se trouvait subordonnée à des circonstances qui n'existaient pas, et qui, si elles survenaient, en motiveraient la légalité. » Quant au troisième chef, tous furent également d'accord pour déclarer que, supposer aux ministres la pensée et la volonté de violer la Charte ou les lois, c'était leur faire outrage; mais ils différaient sur la gravité de l'insulte : ainsi, les tribunaux de première instance de Metz et de Paris condamnaient à un mois de prison, à 150 et 500 fr. d'amende les journaux traduits devant eux, tandis que le tribunal de Rouen, tout en blâmant l'article incriminé, acquittait l'éditeur du journal. Le résultat de l'appel dont ces divers jugements furent frappés, offrit de nouvelles contradictions : la cour royale de Metz, annulant le jugement rendu par le tribunal de cette ville, acquitta le journal que ce tribunal avait condamné; la cour de Rouen, annulant à son tour la sentence d'acquittal prononcée en première instance, condamna au contraire, le journal d'abord acquitté. La cour royale de Paris confirma seule les condamnations évoquées devant elle. Trois faits ressortaient de ces décisions contradictoires : s'associer dans le but de résister à un impôt établi en violation des lois existantes et de la Charte, était un fait licite; refuser le paiement d'un tel impôt, était un acte légal; supposer les ministres capables de porter atteinte à la Charte et aux lois, constituait un outrage punissable.

Pendant que la magistrature flétrissait ainsi et condamnait à

l'avance toute tentative contre la législation politique existante, le ministère, confiant dans son avenir, montrait une assurance et une sécurité qui formaient le plus frappant contraste avec les passions partout soulevées contre lui. Ses membres, au milieu de l'agitation générale, demeuraient dans une sorte d'immobilité, et, si quelques-uns d'entre eux en sortaient, c'était pour donner des preuves nouvelles de ce manque de sens politique qui leur avait fait accepter, dans le même cabinet, la réunion des trois noms les plus impopulaires de la monarchie : ainsi, lorsque leurs circulaires aux fonctionnaires de tous les ordres recommandaient le respect des lois, la tolérance pour les personnes, le calme et la réserve dans les actes ; quand eux-mêmes s'abstenaient de destitutions, résistaient aux démissions qui leur étaient offertes, et prenaient pour devise le mot *modération*, ils appelaient à la préfecture de police M. Mangin, ce fougueux procureur général de Poitiers dont la violence et les rigueurs, lors du procès Berton, étaient encore dans toutes les mémoires ; ils rendaient l'activité au général Clouet, déserteur de Waterloo, comme M. de Bourmont ; ils remplaçaient M. de Lourdoueix, l'instrument aveugle de tous les coups frappés par M. Corbière, ainsi que les différents administrateurs sacrifiés aux plaintes de l'opinion par les cabinets précédents, entre autres M. Locard, ce préfet du Cantal dont le zèle avait amené l'arrestation du maréchal Ney. M. de Polignac, le membre influent, l'âme de ce ministère, s'abusait, d'ailleurs, sur la nature et l'énergie des résistances contre lesquelles il aurait à lutter. Dans ses illusions, l'irritation contre ses collègues et lui-même était plus factice que réelle ; l'agitation n'existait qu'à la surface, et le cabinet avait à combattre, non pas une opposition formidable comprenant toutes les forces vives de la nation, mais un petit nombre de révolutionnaires que la royauté, par une attitude plus énergique, réduirait facilement à l'impuissance. Son long séjour en Angleterre, soit comme émigré, soit comme ambassadeur, n'avait pas eu pour seul résultat, en outre, de le familiariser avec la liberté de la presse, et de le rendre assez indifférent aux attaques des journaux ; il avait puisé dans ce pays le goût des

grandes industries, des puissantes entreprises commerciales, et s'y était épris de l'indépendance laissée aux intérêts de chaque localité. Une royauté forte, une administration plus simplifiée, une prospérité matérielle développée par de larges encouragements, des relations maritimes plus étendues, et une plus grande liberté accordée à l'action des conseils de commune et de département, voilà quelles étaient, pour M. de Polignac, les satisfactions dont la population française de toutes les classes avait surtout besoin, et qui la détourneraient des luttes politiques. Il se mit immédiatement à l'œuvre avec toute l'ardeur d'un esprit que rien ne distrairait de la pensée qui le domine. L'organisation intérieure de son département fut le premier objet de ses réformes ; il la soumit à un ordre plus régulier, et y opéra des réductions importantes. Puis, en même temps qu'il faisait achever la rédaction d'un code consulaire, travail important commencé depuis plusieurs années, il ouvrait des négociations commerciales avec la Prusse, la Suède, les États-Unis ; il cherchait, pour nos produits, de nouveaux débouchés en Asie, et demandait à nos principaux agents politiques à l'extérieur des rapports détaillés sur les institutions municipales des contrées où ils résidaient. M. de Bourmont, de son côté, préparait une ordonnance qui élevait, dans une proportion assez notable, le taux des retraites pour l'armée. M. de Chabrol s'occupait d'établir, pour 1831, un budget dont les dépenses devaient se trouver inférieures à un milliard. Enfin, le ministre de l'instruction publique prenait des mesures pour étendre successivement à toutes les communes du royaume le bienfait de l'instruction primaire. Un seul ministre, celui de l'intérieur, demeurait étranger à ce mouvement silencieux ou inaperçu de travail et d'affaires ; ses bureaux se reposaient.

Placé, depuis 1815, au premier rang des membres du côté droit, M. de Labourdonnaie n'avait pas occupé la tribune sans éclat. Orateur essentiellement agressif, parfois véhément, souvent irrité, les questions de finance, de guerre, de marine, d'administration intérieure et de politique étrangère, devenaient indifféremment la matière de ses discours ; sa voix était toujours

prête. On juge trop souvent les hommes politiques, non d'après ce qu'ils font ou ce qu'ils ont fait, mais d'après ce qu'ils disent. En choisissant pour ministre l'orateur dont la parole énergique, impétueuse, plaiderait depuis quinze ans en faveur d'une royauté forte, Charles X, dupe de l'erreur commune, espérait trouver dans M. de Labourdonnaie le bras qui dompterait la Révolution, la tête dont les conceptions consolideraient le trône et la monarchie sur des bases assez inébranlables pour défier tous les efforts des partis. Ce prince prenait l'apparence pour la réalité : le chef de l'extrême droite manquait de force, il n'était que violent ; la faculté de parler facilement, l'art de discourir sur toute chose, avaient absorbé, annulé chez lui la faculté d'agir, et il devait offrir, à son tour, l'exemple d'une puissance de tribune incontestable, unie à l'impuissance la plus absolue dans la conduite du gouvernement et le maniement des affaires publiques. Avant la composition définitive du cabinet, M. de Labourdonnaie s'était refusé à ce qu'on y conservât M. de Martignac ; le cabinet formé, il apporta la même opposition à la nomination d'un président du conseil : un mouvement de rivalité jalouse avait dicté sa résistance au maintien de l'ancien ministre de l'intérieur ; un motif de vanité lui faisait repousser le rétablissement de la présidence ; son orgueil s'irritait à la pensée de voir un de ses collègues revêtu d'un titre et d'une sorte de suprématie que le sentiment de son insuffisance, d'un autre côté, ne lui permettait pas d'accepter pour lui-même. « Je lui représentai avec force (lors de la formation du ministère) la nécessité de rétablir la présidence du conseil, a dit M. de Polignac ; je l'invitai, je le pressai de remplir ce poste ; il refusa, déclarant, de plus, qu'il ne ferait pas partie du nouveau cabinet si on devait lui donner un président. Les choses en restèrent là. »¹ Le besoin d'une direction ne tarda cependant pas à se faire sentir, sinon pour le travail intérieur de quelques départements ministériels dont les titulaires consentaient à subir l'impulsion personnelle de M. de Polignac, du moins pour les délibérations où les

1. *Études historiques et politiques*, de M. de Polignac.

ministres, réunis entre eux, devaient préparer ou résoudre, avant de les soumettre au roi, les questions d'intérêt général. M. de Labourdonnaie apportait dans ces conseils privés un intraitable esprit d'opposition : critiquant tous les avis, sans en émettre aucun ; habile à signaler les inconvénients de toute chose, sans proposer rien à la place, son humeur âcre, taquine, jetait dans les discussions une confusion et un trouble qui forçaient presque toujours ses collègues à se séparer sans avoir pris de décision. M. de Courvoisier portait habituellement le poids des sorties querelleuses du ministre de l'intérieur. Adversaires dans la Chambre, de 1815 à 1820, à une époque où M. de Courvoisier soutenait le système politique de M. Decazes contre M. de Labourdonnaie et les amis du comte d'Artois, les deux antagonistes se rencontraient dans les conseils du frère de Louis XVIII, sans cependant y être entrés par la même voie. M. de Courvoisier s'était rallié aux Jésuites et à leurs doctrines, tandis que M. de Labourdonnaie, loin de fléchir dans son opposition à la Congrégation, avait non-seulement repoussé l'admission d'un ecclésiastique, quel qu'il fût, dans le ministère, mais exigé que l'instruction publique restât confiée à des mains laïques. Le souvenir de leurs anciennes querelles, et les dissentiments qui ne cessaient maintenant de les diviser, surtout à l'égard des questions religieuses, devenaient, pour le ministre de l'intérieur, contre son collègue de la justice, l'occasion de continuelles allusions et de railleries blessantes que l'autorité d'un président chargé de diriger ces délibérations intérieures, pouvait seule modérer. « L'incompatibilité d'humeur et de caractère entre M. de Labourdonnaie et M. de Courvoisier, a dit encore M. de Polignac, amena inopinément la solution de la question de la présidence. Ce dernier m'en parla sérieusement. Je lui fis part de ce qui s'était précédemment passé, à ce sujet, entre le ministre de l'intérieur et moi, et j'obtins qu'il ne soumettrait pas cette question au roi. Peu après, les autres ministres m'entretinrent du même objet, et celui de la marine (M. d'Haussez) me remit, sur ce sujet, un mémoire fort bien rédigé. Je fis à tous la même réponse qu'à M. de Courvoisier. Les formes

brusques de M. de Labourdonnaie fatiguaient, il est vrai, ses collègues. D'ailleurs, nous nous étions attendus à trouver en lui l'énergie que réclamait la gravité des circonstances; mais son irrésolution continuelle, qui le faisait flotter entre une confiance trop grande et une réserve excessive, nous apprit qu'un hardi chef d'avant-garde pouvait n'être pas propre à la défense d'une place assiégée. Sur ces entrefaites, M. de Courvoisier, sans m'en avoir prévenu, soumit à tous les ministres, assemblés entre eux pour traiter d'affaires, la proposition de prier le roi de rétablir la présidence du conseil. Cette proposition ayant été appuyée, M. de Labourdonnaie se leva aussitôt, et, sans vouloir écouter nos observations, alla sur-le-champ porter sa démission au roi. »¹ Heureux de se délivrer d'un fardeau trop lourd pour ses forces, en abritant son impuissance derrière une question d'amour-propre, le ministre de l'intérieur refusa opiniâtrément de revenir sur sa détermination. Une ordonnance du 18 novembre donna son portefeuille à M. de Montbel, que M. de Guernon-Ranville, procureur général à Lyon, remplaça au ministère de l'instruction publique. Le même jour, M. de Polignac devenait président du conseil, tandis que M. de Labourdonnaie, dont la fortune était considérable, acceptait une pension de 12,000 fr., se résignait à aller ensevelir son échec dans le silence de la Chambre des pairs, et disparaissait soudainement de la scène politique, après trois mois et demi de ministère, sans avoir laissé d'autres traces de son passage dans le gouvernement que deux actes : un règlement sur la boucherie de Paris, rédigé par son prédécesseur, et une circulaire sur les marionnettes.²

1. *Études historiques et politiques*, de M. de Polignac.

2. Cette circulaire contenait le passage suivant : « Il faut que les objets proposés à la curiosité publique n'offrent rien de contraire au respect dû à la religion et aux bonnes mœurs, à la majesté royale et aux convenances; rien qui puisse rappeler le souvenir de Buonaparte et donner une fausse direction à l'opinion. Les autorités se feront donc rendre compte préalablement des explications, parades, chants, dont les spectacles forains tels que marionnettes, ombres chinoises, etc., seraient accompagnés, afin d'exiger la suppression de ce qui pourrait s'y trouver de dangereux pour l'ordre, les mœurs et le gouvernement du roi. »

Dans son ignorance des causes vraies de cette modification ministérielle, le public accueillit la retraite de l'ancien adversaire de M. de Villèle et l'avènement de M. de Polignac à la présidence du conseil, comme une sorte de prise de possession du gouvernement par la Congrégation, comme le premier acte d'une politique de cour et de sacristie, décidée à ne plus tenir compte même des exigences du système parlementaire. L'inquiétude et l'irritation devinrent plus vives, et deux arrêts rendus par la cour royale de Paris témoignèrent immédiatement de la résistance que la magistrature elle-même était résolue d'opposer aux passions religieuses et ultra-monarchiques dont l'opposition de toutes les nuances accusait les nouveaux conseillers de la couronne.

Le *Courrier Français*, rendant compte d'une récente exposition de tableaux, et rappelant à ce sujet les œuvres des grands maîtres, avait dit : « L'immortel tableau de la Cène, la *Transfiguration* et la *Communion de saint Jérôme*, resteront encore des chefs-d'œuvre, même quand les croyances chrétiennes seront complètement abolies, si la durée des fragiles matières de ces œuvres pouvait atteindre jusque-là. » Le ministère public avait vu dans cette phrase la négation de la perpétuité du christianisme, et, par suite, un délit d'outrage envers la religion de l'État et les autres cultes chrétiens légalement reconnus. Traduit devant le tribunal de police correctionnelle, le rédacteur en chef du journal fut condamné à trois mois de prison et 600 francs d'amende. Il appela de cette décision à la cour royale, qui, le 17 décembre, le déchargea de toute peine et le renvoya de la poursuite, « attendu que si l'opinion émise établissait un manque de croyance, fait malheureux aux yeux des personnes ayant la foi, cependant l'auteur, en prévoyant un événement même impossible, ne s'était pas servi d'expressions, ni permis des réflexions ou allusions injurieuses constituant le délit d'offense ou d'outrage à la religion, puni par les lois. » Sept jours plus tard, le 24 décembre, les mêmes magistrats prononçaient un second acquittement qui ne consacrait pas, cette fois, sur les matières religieuses, une liberté d'appréciation bles-

sante pour les doctrines notoirement ultramontaines du ministère ; ils reconnaissaient à la presse, en matière politique, une liberté de discussion qui pouvait aller jusqu'à l'atteinte la plus directe contre la personne même des ministres.

L'article publié par le *Journal des Débats*, en annonçant la nomination des nouveaux ministres, avait été poursuivi¹. Condamné en première instance, le 26 août précédent, à six mois d'emprisonnement et 500 francs d'amende, *minimum* de la peine, son rédacteur en chef, M. Bertin aîné, avait appelé de cette sentence à la cour royale, en même temps que le ministère public qui, ne trouvant pas le châtiment proportionné à l'offense, sollicitait de son côté, par un appel à *minima*, une punition beaucoup plus forte. Ce procès, au milieu de l'universelle agitation des esprits, devenait un véritable événement politique. Ce n'était pas le *Journal des Débats*, mais le ministère qui, pour le public, se trouvait en cause ; MM. de Polignac, de Labourdonnaie et de Bourmont étaient moins les plaignants que les accusés, et de l'arrêt à intervenir allait dépendre leur impunité ou leur condamnation. Une foule nombreuse encombra, dès le matin, les avenues de la salle d'audience ; on s'étouffait aux portes, et, longtemps avant leur ouverture, des personnes munies de billets et introduites dans l'intérieur par des entrées particulières, avaient envahi le parquet ainsi que les bancs habituellement réservés aux témoins, aux avocats et aux accusés. Des pairs, des députés et un grand nombre de femmes occupaient des places réservées. M. Bertin prit lui-même la parole ; ce publiciste avait longtemps combattu et souffert pour la royauté ; il était au nombre des exilés volontaires qui, lors du 20 mars, accompagnèrent Louis XVIII en Belgique, où il fonda le *Moniteur de Gand* : « Je ne sais, dit-il, si ceux qui se croient sans doute plus dévoués que moi au petit-fils de Henri IV rendent un grand service à la couronne en amenant devant une cour de justice des cheveux blanchis au service de cette couronne ; je ne sais s'il est bien utile que des royalistes qui ont

1. V. plus haut cet article, page 183.

subi la prison pour la royauté. la subissent encore par elle. Mais enfin si mon défenseur, par impossible, n'était pas parvenu à vous faire partager sa conviction et la mienne, j'ose me flatter, Messieurs, qu'aucun de vous, aucun de ceux qui m'écou- tent, ne pourra croire qu'arrivé au terme prochain d'une pénible carrière, j'aie sciemment voulu offenser, outrager, insulter celui qui fut toujours l'objet de mon respect, de mon amour, j'allais presque dire de mon culte. » La cour se retira immédiatement dans la salle de ses délibérations ; elle y resta trois heures. Lors- qu'elle reprit séance, le président prononça un arrêt portant « que si les expressions de l'article incriminé étaient inconve- nantes et contraires à la modération qu'on doit apporter dans la discussion des actes du gouvernement, cependant elles ne constituaient pas le double délit d'offense à la personne du roi, ni d'attaque à la dignité royale ; en conséquence, M. Bertin était déchargé des condamnations prononcées contre lui et renvoyé de la plainte. » Des cris de *Vive le roi !* des bravos, des applaudissements éclatent aussitôt à plusieurs reprises, se répé- tent de proche en proche dans les couloirs les plus voisins, et vont bientôt porter au dehors du Palais la nouvelle de cet ac- quittement.

L'organe du ministère public, pour établir la culpabilité du *Journal des Débats*, avait surtout insisté sur l'immobilité du nouveau ministère : « Il n'a fait encore aucun acte, disait-il ; attendez qu'il ait agi pour l'accuser, pour vous déchaîner contre lui. Vous parlez de coups d'État ; où sont-ils ? » Aucun coup d'État n'avait encore eu lieu, sans doute ; bien plus, les mini- stres, en ce moment, ne projetaient aucune mesure inconsti- tutionnelle et se défendaient avec indignation d'y songer. Mais, en même temps qu'ils déclaraient dans le *Moniteur* : « qu'à moins d'avoir perdu le sens commun, ils ne sauraient concevoir même l'idée de briser la Charte et de substituer le régime des ordonnances à celui des lois, » les journaux leurs confidents et leurs organes, posaient chaque matin, à leurs lecteurs, des questions comme celle-ci : « Il y a des gens qui parlent de la majorité des Chambres ; nous en sommes surpris. Dites-nous,

est-il important ou non d'en finir avec la Révolution ? Vous dites oui. A la bonne heure. Mais si, par hasard, il n'entrait pas dans l'esprit de la majorité d'une Chambre de penser de la sorte, faudrait-il renoncer à se sauver ? Cela serait plaisant. Dès qu'un plan est conçu et qu'il est nécessaire, il faut le suivre jusqu'au bout ; c'est ainsi qu'on sauve une société. » D'autres fois ils s'écriaient : « La partie est engagée ; il faut qu'on sache ce qu'il y a des deux côtés dans le jeu. Eh bien ! de notre côté c'est la royauté, de l'autre c'est l'usurpation. Il ne s'agit plus de discussions constitutionnelles, de théories parlementaires ; il s'agit du roi, de sa personne et de son droit ; il s'agit de la vie de la société. Nous avons à jouer notre dernier coup ; ce sera le dernier jeu joué contre la Révolution. L'enjeu est la Monarchie. Mieux vaut périr avec honneur dans six mois, que périr misérablement dans deux ans. » Ce n'étaient pas seulement les feuilles ministérielles, d'ailleurs, qui venaient démentir avec cette audace les protestations du cabinet, et confirmer ainsi ces projets de *coups d'État* dont l'existence apparaissait à tous les esprits comme une nécessité fatale, inexorable, de la position prise par la royauté ; M. de Labourdonnaie, peu soucieux de la vérité, pourvu que sa vanité fût sauvée, n'hésitait pas à donner lui-même au soupçon public l'autorité d'une apparente révélation des secrets du conseil ; interrogé sur la cause de sa sortie du ministère, il avait répondu par ce mot qui courut d'un bout de la France à l'autre, au moment où s'ouvrait l'année 1830 : « Il s'agissait de jouer ma tête ; j'ai voulu tenir les cartes. »



royale s'avança : « Sire , dit le premier président Séguier , nos ans recommencent par ce qu'il y a de plus heureux pour des Français, voir le roi. Après des vœux constants pour votre conservation, nous en avons encore un à former, celui que notre cœur parle au vôtre. Le bonheur de le dire à Votre Majesté et l'honneur de nous être approchés d'elle , soldent et arrhent chaque année les travaux assidus et les devoirs pénibles des serviteurs fidèles de votre justice. » — « Magistrats de la cour royale , répondit Charles X , n'oubliez jamais les importants devoirs que vous avez à remplir. Prouvez, pour le bonheur véritable de mes sujets, que vous cherchez à vous rendre dignes des marques de confiance que vous avez reçues de votre roi. » La dureté de ces paroles , allusion évidente aux acquittements récemment prononcés par ces magistrats, leur causa une émotion qui n'était pas encore calmée lorsqu'ils se présentèrent chez la duchesse d'Angoulême ; ils s'avancèrent pour s'incliner devant elle ; à leur vue , le regard de cette princesse devient irrité , et , d'un geste d'éventail, elle les congédie en leur jetant ce seul mot : *passsez !* « La Cour royale en quittant les Tuileries, ajoutaient plusieurs journaux , s'est rendue chez le duc d'Orléans, qui a fait à cette honorable compagnie l'accueil le plus distingué , et lui a présenté ses nombreux enfants. »

Ces incidents étaient encore le sujet de toutes les conversations quand, le 6 , *le Moniteur* publia une ordonnance qui convoquait les Chambres pour le 2 mars. Cet acte , témoignage irrécusable de la résolution où étaient les ministres de ne pas sortir de la voie légale, loin de calmer les esprits, fournit un nouvel aliment aux menaces et aux injures échangées entre les feuilles ministérielles et les journaux de l'opposition. « La Révolution et la Monarchie vont se trouver en présence ; il faut que l'une des deux étouffe l'autre , s'écriaient les défenseurs du cabinet. Les révolutionnaires menacent la couronne d'un refus de budget ; nous les en défions ! la France ne peut cesser de vivre. Qu'ils essaient, même par des retranchements de chapitres, d'arrêter les services publics , de suspendre l'administration , et ils verront ! Le refus du budget serait un acte de

révolte contre l'autorité souveraine ; il ne faudrait au roi , en pareil cas , que des baïonnettes , et il n'en manquerait pas !

« — La crise actuelle est sans contredit la plus décisive qui se soit encore présentée pour la maison de Bourbon , disaient à leur tour les feuilles de l'opposition. La question de dynastie se trouve posée pour la quatrième fois depuis que les baïonnettes étrangères nous ont imposé cette famille. M. de Polignac a ramené l'orage ; le moment où ce ministre va se trouver face à face avec le pays , était vivement attendu ; car rien de si humiliant pour un grand peuple que d'avoir chaque matin à prévoir ou à déjouer les folies d'un pouvoir à la fois menaçant et méprisé. »

« — Oui , M. de Polignac se présentera devant la Chambre, répliquaient les écrivains voués à la défense de ce ministre ; et une majorité hostile ne l'effraie pas , car cette majorité , qui la composera ? Les hommes envoyés par les électeurs à cent écus , c'est-à-dire par une opinion où domine cet esprit d'indépendance, d'orgueil et d'innovation qui est le propre des intrigants écrivailleurs et populaciers , et de la classe des demi-fortunes ¹. Il ne lui faudra que *vouloir*, pour en triompher ; qu'il montre seulement une demi-volonté , et , soudain, bateleurs, séditeux, sophistes , révolutionnaires , tout disparaîtra. On nous parle de 1688 et de Jacques II , où donc la révolution trouverait-elle son Guillaume III ? »

« — Les menaces de nos adversaires ne sont que de ridicules fanfaronnades , répondaient les journaux libéraux. Ignorent-ils donc qu'ils n'ont pour eux que des gentillâtres incorrigibles, des terroristes convertis , des parvenus sans honneur, des Tartuffes-sans foi, des traîtres sans patrie, des intrigants de toute espèce, affamés de places et d'appointements, parasites du

1. Un journal de l'opposition rapportait le fait suivant à l'occasion de ce dédain des journaux ministériels pour les électeurs à cent écus et la classe des demi-fortunes : « Un homme de cour ayant entendu dire que plus de deux mille billets à 25 fr. avaient été retenus pour le bal qui va se donner à l'Opéra au profit des indigents, s'est écrié : Deux mille billets ! ah mon Dieu , quelle cohue ! Il y aura donc des notaires ? »

budget, rebut de tous les partis dont la France a subi tour à tour la puissance désastreuse ? »

Ces insultes et ces injures, échangées chaque matin entre les organes des deux partis, acquirent bientôt un tel degré de violence qu'on pouvait se croire à la veille d'une guerre civile. Une situation aussi tendue effrayait la partie timide de l'opinion royaliste ; les hommes qui la représentaient, appelaient de tous leurs vœux un changement de cabinet, et, comme en politique les esprits sont toujours disposés à transformer l'événement qu'ils désirent en un fait près de se réaliser, des listes de nouveaux ministres circulaient incessamment dans le public : MM. Roy, de Mortemart et de Martignac, se trouvaient tour à tour les chefs de l'administration nouvelle. Ces bruits d'une chute prochaine, et les clameurs qui s'élevaient de toutes parts contre lui, laissaient M. de Polignac impassible. Confiant dans les calculs de M. Ravez, dans les assertions de M. de Labourdonnaie, et dans les démarches de MM. de Courvoisier et de Chabrol auprès de quelques membres influents du centre gauche et du centre droit, il se croyait d'autant plus certain d'obtenir une majorité, que nombre de ces officieux alertes, remuants, qui enlacent les hommes en crédit, se vantaient, auprès de lui, de notables conquêtes dans tous les rangs de l'Assemblée. Un de ses amis lui témoignait quelques inquiétudes sur les dispositions de la Chambre : « Soyez sans crainte, lui répondait-il avec la plus imperturbable assurance ; tout le monde vient à moi ; j'aurai une majorité considérable. »

Le plan du premier ministre, pour franchir la session, ne manquait pas, d'ailleurs, d'une certaine habileté : le cabinet ne proposerait que des mesures d'intérêt matériel ou d'une incontestable utilité. Ainsi, en même temps que des économies considérables, imitées de celles déjà faites par M. de Polignac dans son département et qui allaient au delà des réductions indiquées par la dernière commission du budget, permettraient de présenter une notable diminution dans les charges de l'État, différents projets de loi, préparés avec soin, étaient destinés : à restreindre, au profit des autorités communales et départe-

mentales, la centralisation exagérée des affaires administratives ; à mettre à la disposition du gouvernement, sans augmentation de la dette publique, les fonds nécessaires à la construction de nouvelles routes et de nouveaux canaux, à l'entretien des voies navigables existantes et de nos places fortes, à l'amélioration de nos ports, au développement et à l'approvisionnement de nos arsenaux maritimes. Ces derniers projets avaient surtout pour but d'imprimer un puissant effort aux travaux d'utilité publique, d'offrir un débouché aux capitaux inactifs ou mal employés, et de détourner vers les grandes entreprises l'activité des esprits. La part était faite aux intérêts matériels ; restait celle des besoins moraux. Trompé par la popularité attachée aux luttes de la République et de l'Empire contre l'Europe, et par le sentiment de douleur et de honte que soulevait dans toutes les classes le souvenir des deux invasions, M. de Polignac croyait les masses avides, sur toutes choses, d'une réhabilitation militaire plus sérieuse que la campagne de 1823. Il espérait contenter ce besoin à l'aide d'une expédition dont nous aurons bientôt à parler, devant laquelle il avait hésité longtemps, et qui, en donnant, aux instincts guerriers du pays la satisfaction de victoires remportées, doterait en même temps la France d'une immense et utile conquête. En temps ordinaire, au milieu d'une situation calme où les esprits, dégagés de toute passion de parti, n'auraient pas subordonné tous les intérêts et toutes les questions à la question politique, ce plan eût peut-être permis à M. de Polignac de traverser la session. Mais ce ministre et ses collègues devaient se mettre eux-mêmes dans l'impossibilité de présenter à la Chambre un seul des projets de loi qu'ils avaient si laborieusement élaborés. Une provocation inattendue, sans cause, menace insensée de la couronne à la représentation nationale, allait placer ces deux pouvoirs, dès la séance d'ouverture, dans un état d'antagonisme tel, que l'un d'eux, ainsi que le disaient les journaux ministériels, « devait fatalement étouffer l'autre. »

La session s'ouvrit au jour indiqué, le 2 mars, dans la salle des gardes du Louvre. L'impatience où l'on était de connaître

enfin les projets de ce ministère, objet de tant de craintes et de haines ; le mystère dont il avait jusqu'alors entouré ses intentions ; l'appui ouvert, décidé, que lui prêtait le roi ; la lutte que laissaient pressentir les violences des journaux, tout se réunissait pour donner à cette solennité, la dernière du règne de Charles X, l'intérêt d'un événement décisif. Une foule de curieux, avides de connaître les premiers la harangue royale, avaient envahi, dès le matin, toutes les avenues extérieures du Palais ; à dix heures, toutes les tribunes réservées dans l'intérieur de la salle étaient remplies ; à midi et demi, les huissiers de la chambre du roi annoncent la Chambre des pairs, puis la Chambre des députés, dont les membres, plus nombreux que de coutume, se pressent sur les banquettes disposées pour eux : toute l'enceinte se trouvait pleine ; pas une place ne restait vide. A une heure, une salve de vingt et un coups de canon annonce que le roi quittait ses appartements. Peu d'instants après ce signal, Charles X, revêtu d'un riche uniforme d'officier-général, entrait, accompagné par son fils le dauphin et par le duc d'Orléans qui, l'un et l'autre, étaient en habits de pairs, et décorés du grand cordon de l'ordre du Saint-Esprit. L'Assemblée se tenait debout et découverte. Arrivé à son trône, le roi, couvert et debout, dit : *Messieurs les Pairs, asseyez-vous. Le chancelier ajouta : Messieurs les Députés, le roi vous permet de vous asseoir.* Charles X se découvre alors, salue l'Assemblée, se couvre de nouveau, s'asseyait sur son trône, et commence la lecture de son discours. Après avoir successivement annoncé la fin des hostilités entre la Russie et la Porte, et le choix d'un roi pour la Grèce, il poursuit en ces termes :

« Au milieu des graves événements dont l'Europe était occupée, j'ai dû suspendre l'effet de mon juste ressentiment contre une puissance barbaresque ; mais je ne puis laisser plus longtemps impunie l'insulte faite à mon pavillon ; la réparation éclatante que je veux obtenir, en satisfaisant à l'honneur de la France, tournera, avec l'aide du Tout-Puissant, au profit de la chrétienté ! »

Ce paragraphe, qui annonçait l'envoi d'une expédition armée

en Afrique, aurait excité une vive sensation en toute autre circonstance ; il fut écouté dans le silence le plus profond. L'annonce de recettes supérieures aux prévisions du dernier budget ; celle d'un plan financier qui , à l'aide d'opérations de remboursement ou d'échange « permettrait de subvenir, sans nouveaux sacrifices et en peu d'années, aux dépenses exigées pour la défense du royaume , pour la prospérité de son agriculture et de son commerce , » laissèrent également la Chambre silencieuse. Enfin , le roi aborda la question que chacun attendait : il parla de son désir « de voir la France heureuse et respectée, développer toutes les richesses de son sol et de son industrie, et jouir en paix des institutions dont il avait la ferme volonté de consolider le bienfait ; » puis, élevant la voix, il dit :

« La Charte a placé les libertés publiques sous la sauvegarde des droits de ma couronne ; ces droits sont sacrés ; mon devoir envers mon peuple est de les transmettre intacts à mes successeurs.

« Pairs de France, députés des départements, ajoute le roi d'un accent encore plus solennel et plus décidé, *je ne doute pas de votre concours* pour opérer le bien que je veux faire. Vous repousserez avec mépris les perfides insinuations que la malveillance cherche à propager. Si de coupables manœuvres suscitaient à mon gouvernement des obstacles que je ne peux prévoir ici (le roi se reprend et ajoute, en appuyant sur chaque mot) : que *je ne veux pas prévoir*, je trouverais la force de les surmonter dans ma résolution de maintenir la paix publique, dans la juste confiance des Français, et dans l'amour qu'ils ont toujours montré pour leur roi. »

Des cris de *vive le roi !* partis d'un groupe nombreux formé par les députés de la droite, accueillirent ce dernier paragraphe que Charles X avait fait ajouter au projet préparé par ses ministres, et dont la rédaction appartenait tout entière à M. de Courvoisier. Ces acclamations ne pouvaient cependant dérober aux spectateurs attentifs les sentiments fort opposés qui régnaient dans les autres parties de la salle : sur certains bancs dominait la surprise ; sur d'autres, la tristesse ; ailleurs, une sorte de consternation. Charles X lui-même était dans une agitation visible. Immédiatement après avoir jeté aux deux

Chambres les menaçantes paroles qui allaient engager entre elles et lui, une lutte dont l'issue serait la chute de sa couronne, il voulut dégager un moment son front du poids de son chapeau ; il le souleva ; mais soit maladresse, soit plutôt le trouble résultant d'une émotion presque fébrile, sa main mal assurée laissa échapper la coiffure. Le duc d'Orléans, placé à la gauche du trône, se précipite aussitôt pour ramasser le chapeau tombé, le reprend, et pliant le genou, le rend au roi qui rentre aux Tuileries après les prestations de serments d'usage et au bruit d'une nouvelle salve de vingt et un coups de canon ¹.

Le soir de cette journée, les dernières paroles de Charles X occupaient tout Paris et faisaient le sujet de tous les entretiens. Le lendemain, la presse constitutionnelle était unanime pour faire ressortir l'étrange contraste offert par le langage actuel de la Royauté, comparé aux déclarations si modérées et si libérales faites par elle à l'ouverture de la session précédente. « Qu'est-il donc survenu en France depuis quatorze mois ? s'écriaient tous les journaux de cette opinion. L'anarchie s'est-elle montrée sur quelque point du royaume ? Des conspirations contre l'ordre établi ont-elles été découvertes ? Quel motif a donc pu décider la couronne à envelopper dans une hypothèse chimérique, une de ces vagues menaces qui tombent dans les imaginations alarmées, y fermentent, s'y développent, et paraissent comme l'annonce de quelque redoutable catastrophe ? » Le principal organe du cabinet répondait à ces observations par ce laconique commentaire : « *Qui dit roi, dit maître.* Nous rappellerons que Georges III remercia publiquement les soldats qui avaient fait feu sur la populace accourue pour délivrer de sa prison Wilkes, ce membre factieux de la Chambre des communes. »

En congédiant le dernier cabinet, huit jours après la clôture de la session, pour appeler dans ses conseils MM. de Polignac, de Bourmont et de Labourdonnaie, la couronne avait porté un premier défi à la majorité de la Chambre élective ; Charles X

1. C'est à tort que la plupart des écrivains ont placé avant le discours royal, au moment où Charles X prenait place sur son trône, l'incident du chapeau tombé et rendu. Voy. la rectification du *Constitutionnel* du 6 mars.

venait de faire entendre à cette majorité une nouvelle menace : quelle serait l'attitude de l'Assemblée devant cette double provocation ? La réponse ne se fit pas attendre. Toutes les espérances que M. de Polignac avait pu fonder sur les calculs et les promesses de MM. Ravez et de Labourdonnaie se trouvèrent renversées dès les premières opérations de la Chambre. Le 3 mars, dans l'organisation des bureaux, l'opposition emporta toutes les nominations de présidents et de secrétaires. Le 4, le scrutin s'ouvrit pour la désignation des cinq candidats à la présidence. MM. Royer-Collard, Casimir Périer, Delalot, Sébastiani et Agier, portés par la gauche réunie aux deux centres, obtenaient 225, 190, 188, 184 et 175 voix, tandis que MM. de Chantelauze et de Lascours, portés par le ministère, ne réunissaient que 116 suffrages. Le 5 et le 6, le choix des vice-présidents et des secrétaires offrit le même résultat. Le 8, le roi nomma, pour la troisième fois, M. Royer-Collard à la présidence. En annonçant cette nomination à la Chambre, le doyen d'âge, M. Labbey de Pompières, ajouta que le nouveau président venait de quitter la salle, et ne prendrait possession du fauteuil que dans la séance du lendemain. Ce retard, contraire à l'usage, et qui causa une assez vive surprise sur tous les bancs de l'Assemblée, avait sa cause dans certaines phrases du discours que M. de Pompières entendait prononcer en installant son successeur, et que, selon la coutume, il avait communiqué à ce dernier. Parodiant un des passages du discours de la couronne, le doyen d'âge disait, par exemple : « que la Chambre des députés saurait transmettre ses droits intacts à ses successeurs. » Dans la phrase suivante, il témoignait l'espérance que l'Assemblée « saurait, au besoin, renouveler le serment du Jeu-de-Paume. » M. Royer-Collard avait vainement sollicité de l'opiniâtre vieillard le sacrifice de ces paroles compromettantes. La soirée fut employée en négociations, et MM. de Lafayette, Dupont (de l'Eure) et Benjamin Constant, ayant enfin obtenu la suppression des passages que nous venons de citer, M. Royer-Collard fut installé le lendemain 9 par le doyen d'âge, qui se borna à exprimer « sa satisfaction de voir monter au fauteuil

présidentiel le citoyen... (*Exclamations et rires à droite; interruption prolongée. Voix confuses : Le citoyen ! ah ! le citoyen ! Dites tout de suite le grand citoyen !*) dont la science profonde et surtout l'attachement à la Charte constitutionnelle avaient motivé le choix de ses collègues et mérité la confiance du monarque. »

La Chambre se retira dans ses bureaux, immédiatement après cette installation, pour nommer les commissaires chargés de rédiger le projet d'adresse en réponse au discours du roi. L'ancienne opposition de gauche ne démentit pas, en cette occasion, le remarquable esprit de conduite qui, depuis la chute du ministère Villèle, la dirigeait dans son alliance avec les trente à quarante royalistes dissidents, groupés autour de M. Agier, alliance qui faisait sa force, puisqu'elle lui assurait la majorité. Ses membres les plus influents, dans l'intérêt de cette union, n'hésitaient devant aucun sacrifice d'amour-propre. Ainsi, dans toutes les nominations faites par l'Assemblée, les amis de M. Agier, malgré leur petit nombre, n'obtenaient pas seulement une part à peu près égale à celle des membres de la gauche ; hors de la Chambre, dans les conférences privées des députés des deux nuances, la gauche leur laissait les honneurs de ces réunions : ils en étaient constamment les présidents et les secrétaires. Cette habile tactique, témoignage d'un véritable esprit politique, et que payait la fidélité la plus soutenue, se retrouva dans la composition de la commission de l'adresse : MM. de Preissac, Gauthier (de la Gironde), de Sade et Le Pelletier d'Aulnay s'y rencontrèrent avec MM. Dupont (de l'Eure), Étienne, Sébastiani, Kératry et Dupin. Le même jour où ces nominations avaient lieu, Charles X recevait l'adresse de la Chambre des pairs.

On sait que malgré la nombreuse promotion faite par M. de Villèle, l'esprit de cette Chambre ne s'était pas altéré ; sa majorité demeurait fermement attachée au régime constitutionnel. Ennemis de toute secousse, hostiles à toute violence, blessés et alarmés tout à la fois par le dernier paragraphe du discours royal, la plupart des pairs désiraient concilier, dans leur ré-

ponse, les formes du dévouement le plus respectueux avec un blâme formel de toute tentative inconstitutionnelle. La commission, pour atteindre ce but, s'était bornée à paraphraser tous les paragraphes du discours de la couronne, moins le dernier; le projet d'adresse, à l'égard de ce paragraphe, s'exprimait ainsi :

« Le premier besoin du cœur de Votre Majesté est de voir la France jouir en paix de ses institutions. Elle en jouira, Sire. Que pourraient, en effet, des insinuations malveillantes contre la déclaration si expresse de votre volonté de maintenir et de consolider ces institutions? La monarchie en est le fondement; les droits de votre couronne ne sont pas moins chers à votre peuple que ses libertés. Placées sous votre sauvegarde, celles-ci fortifient les liens qui attachent les Français à votre trône et à votre dynastie et les leur rend nécessaires. La France ne veut pas plus de l'anarchie que le roi ne veut du despotisme. »

Il fallait que l'inquiétude fût bien vive dans la Chambre héréditaire pour que sa commission eût le courage de répondre à la phrase menaçante descendue du trône par une protestation aussi solennelle d'attachement à la Charte, pour qu'elle s'ehardît au point de répéter à Charles X, en terminant : « que les droits de sa couronne étaient *inséparables* des libertés nationales. » C'était la première fois, en effet, que les pairs sortaient de la réserve soumise, étudiée, qu'ils apportaient dans toutes leurs communications avec la royauté. Mais tel était le sentiment des ministres eux mêmes sur la faiblesse de leur situation et sur celle de leurs partisans au sein de ce corps privilégié, que satisfaits d'échapper à une censure encore plus directe, ils convinrent de laisser voter l'adresse sans intervenir dans la discussion, même par leurs amis. Un seul membre, M. de Chateaubriand, prit, en effet, la parole sur l'ensemble du projet. Pour cet orateur, le discours de la couronne, loin de dissiper les périls et les ténèbres que la composition du ministère avait répandus sur la France, était, au contraire, la confirmation des bruits de *coup d'Etat* qui circulaient dans le public. « Toute révolution venant d'en bas est aujourd'hui impossible, disait-il; mais cette révolution eut venir d'en haut, elle peut sortir d'une

administration égarée dans ses systèmes, ignorante de son pays et de son siècle. » Proclamant ensuite la liberté comme la première alliée de la légitimité, comme la première sûreté de l'existence aristocratique de la pairie, il faisait observer que la plus forte garantie des privilèges de celle-ci, était dans les privilèges de la Chambre élective, et qu'il fallait être aveugle ou insensé pour supposer que, dans l'état actuel de nos mœurs, une Chambre héréditaire pouvait se maintenir seule au milieu de la nation, et remplacer la représentation nationale. Puis, emporté par une de ces vaniteuses illusions qui sont l'infirmité des poètes, des orateurs, ou des écrivains dont la flatterie sans mesure de leurs amis et les applaudissements publics ont exalté l'esprit, il s'écriait : « La suppression de la liberté de la presse et de la liberté de la parole serait le premier acte forcé d'une usurpation monarchique ou républicaine ; il y a une force dont j'oserai me vanter ; qu'on mette devant moi une usurpation quelconque, et qu'on me laisse écrire : je ne demande pas un an pour ramener mon roi, ou pour élever mon échafaud ! »

Tous les ministres étaient présents à la séance ; aucun d'eux ne demanda la parole et l'adresse fut votée, séance tenante, à l'unanimité des voix, moins celle de M. de Chateaubriand qui déposa un billet blanc.

Le lendemain de ce vote, les commissaires nommés par la Chambre des députés commençaient leurs délibérations. Le cabinet, depuis sa formation, n'avait pris aucune mesure politique qui fût de nature à motiver un blâme formel de la Chambre ; il espérait donc que celle-ci, avant de le condamner, attendrait les propositions qu'il aurait à lui soumettre. Mais à défaut d'actes pouvant engager la responsabilité collective du ministère, plusieurs faits récents suffisaient pour maintenir l'Assemblée dans la défiance et dans l'irritation. Ainsi, un des membres les plus impopulaires de l'administration de M. de Villèle, M. Syriès de Mayrinbac, que des preuves nombreuses d'une instruction fort négligée avaient longtemps signalé à la raillerie publique, venait d'être appelé à la direction des arts et des lettres. Le ministère, d'un autre côté, ne s'était pas contenté d'assurer par tous

les moyens dont le pouvoir dispose, la nomination au collège électoral de Nantes, de M. Dudon, ce soutien si décrié du système flétri par la Chambre dans son adresse de 1828; il avait, en outre, rayé des cadres de la garde royale, un colonel, pair de France, M. Donatien de Sesmaisons, coupable de n'avoir pas voté pour le nouvel élu. Ces actes, toutefois, ne suffisaient pas à motiver une adresse hostile, et la commission, dans la pensée des amis de M. de Polignac, n'irait probablement pas au delà des protestations de la Chambre des pairs. Des négociations eurent lieu pour la maintenir dans ces limites, et l'on fit à plusieurs de ses membres des avances auxquelles Charles X lui-même ne dédaignait pas de se prêter. Un *jeu du roi* eut lieu le 14¹. La réunion était nombreuse; on y voyait une foule de pairs, de députés, de hauts fonctionnaires, de généraux, et tous les dignitaires de la cour. Avant d'ouvrir le jeu, Charles X parcourut tous les salons, adressant des paroles affables, gracieuses, à toutes les personnes placées sur son passage, surtout aux députés de l'opposition; on le vit s'arrêter assez longtemps, entre autres, devant MM. Étienne, Gauthier (de la Gironde), et Dupin, membres, tous les trois, de la commission de l'adresse. La présence de ces députés aux Tuileries et la bienveillance marquée dont ils étaient l'objet, firent penser aux courtisans que le projet d'adresse serait moins hostile aux ministres qu'on ne pouvait le craindre. La journée du lendemain, 15 mars, devait les déromper.

L'adresse ne pouvait se discuter qu'en comité secret. Le président parut au fauteuil à une heure. Rarement la Chambre avait été aussi nombreuse : elle comptait plus de 400 membres. Tous les ministres, moins M. de Courvoisier, alors malade, étaient à leur banc. A une heure et demie, le président commence la

1. Louis XVIII et Charles X, veufs l'un et l'autre, ne donnaient pas de fêtes, proprement dites; ils y suppléaient par de grandes réceptions appelées *Jeux du Roi*. Ces soirées se distinguaient des réceptions ordinaires en ce que plusieurs tables de jeux, auxquelles Louis XVIII ne s'asseyait jamais, mais où Charles X prenait toujours place, étaient dressées dans le dernier salon de réception qui était habituellement le grand cabinet du roi.

lecture du projet de la commission. Les différents paragraphes relatifs à notre politique extérieure, à l'expédition contre Alger, à la situation du Trésor et aux projets financiers du gouvernement, furent écoutés dans le plus grand calme. Enfin arriva le passage destiné à répondre aux paroles du roi sur **LE CONCOURS** qu'il attendait des deux Chambres, et sur *les perfides insinuations de la malveillance, les coupables manœuvres*, qu'il saurait surmonter. Là se trouvait tout l'intérêt de l'adresse, et le véritable point du débat. Cette partie du projet était ainsi conçue :

« Au milieu des sentiments unanimes de respect et d'affection dont votre peuple vous entoure, il se manifesta dans les esprits une vive inquiétude qui trouble la sécurité dont la France avait commencé à jouir, altère les sources de sa prospérité, et pourrait, si elle se prolongeait, devenir funeste à son repos. Notre conscience, notre honneur, la fidélité que nous vous avons jurée, et que nous vous garderons toujours, nous imposent le devoir de vous en dévoiler la cause.

« Sire, la Charte que nous devons à votre auguste prédécesseur, et dont Votre Majesté a la ferme résolution de consolider le bienfait, consacre, comme un droit, l'intervention du pays dans la délibération des intérêts publics. Cette intervention devait être, elle est en effet indirecte, sagement mesurée, circonscrite dans des limites exactement tracées, et que nous ne souffrirons jamais que l'on ose tenter de franchir ; mais elle est positive dans son résultat, car elle fait du *concours permanent* des vues politiques de votre gouvernement avec les vœux de votre peuple, la *condition indispensable* de la marche régulière des affaires publiques. Sire, notre loyauté, notre dévouement, nous condamnent à vous dire QUE CE CONCOURS N'EXISTE PAS.

« Une défiance injuste des sentiments et de la raison de la France est aujourd'hui la pensée fondamentale de l'administration ; votre peuple s'en afflige parce qu'elle est injurieuse pour lui, il s'en inquiète parce qu'elle est menaçante pour ses libertés.

« Entre ceux qui méconnaissent une nation si calme, si fidèle, et nous qui, avec une conviction profonde, venons déposer dans votre sein les douleurs de tout un peuple jaloux de l'estime et de la confiance de son roi, que la haute sagesse de Votre Majesté prononce ! Ses royales prérogatives ont placé dans ses mains les moyens d'assurer entre les pouvoirs de l'État cette harmonie constitutionnelle, première et nécessaire condition de la force du trône et de la grandeur de la France. »

Une sourde rumeur avait constamment régné sur les bancs de

la droite pendant la lecture de ces passages qui plaçaient la couronne dans l'alternative de renvoyer le ministère ou de dissoudre la Chambre. La communication achevée, une tumultueuse agitation éclata : les ministres semblaient étonnés ; les membres du côté droit s'abandonnaient à l'irritation la plus vive ; la gauche manifestait sa satisfaction. Le président fit d'abord d'inutiles efforts pour ramener le calme ; enfin, une foule de voix ayant demandé à entendre une seconde lecture du projet, M. Royer-Collard le lut de nouveau, et la discussion commença.

MM. de Conny, Agier et Félix Faure occupèrent d'abord la tribune. Leurs discours, simple reproduction des arguments développés dans les journaux du ministère ou de l'opposition, depuis la séance d'ouverture, n'obtinrent qu'une attention incomplète ; la Chambre devint plus silencieuse quand le nouveau ministre de l'intérieur, M. de Montbel, demanda la parole, et entreprit de justifier les expressions d'*insinuations perfides* et de *coupables manœuvres*, vivement reprochées aux conseillers officiels de la couronne : « Chercher à égarer l'opinion publique, comme on le fait chaque jour, par les assertions les plus odieuses ; s'efforcer d'entraîner une population fidèle dans une association coupable, nouvelle loi de suspects qui n'est pas seulement dirigée contre les ministres, puisque la supposition d'une ordonnance illégale calomnie une main auguste¹, tels sont, dit-il, les obstacles qu'une malveillance ostensible prépare au gouvernement du roi. » Puis, abordant la question du *refus de concours*, il ajoute : « Sous les formes d'un langage respectueux, on exige du roi la révocation de ses ministres. Mais que deviendrait l'indépendance du pouvoir exécutif, que resterait-il de l'autorité royale, si le roi renonçait ainsi à sa liberté dans le choix de ses agents, et recevait désormais les ministres que lui imposerait la majorité des deux Chambres ? En cas de désaccord entre celles-ci, à laquelle des deux devrait-il obéir ? Une seule Chambre absorberait donc les deux autres branches du pouvoir

1. L'Association pour le refus de l'impôt.

législatif, et, par ses ministres, s'emparerait de la puissance exécutive, de l'initiative des lois, et de l'armée? Est-ce là l'esprit de nos institutions? Le roi, Messieurs, ne veut pas, ne peut pas accorder la concession aujourd'hui demandée, parce que ses droits sont sacrés, et qu'il doit les transmettre intacts à ses successeurs, parce qu'il a juré de maintenir nos institutions, et qu'il n'a jamais manqué à sa parole. »

« — Ce n'est pas attaquer la prérogative royale que de signaler les défiances qui règnent dans le pays et d'exprimer le vœu que ces défiances disparaissent, répondit immédiatement Benjamin Constant. Nous ne disons pas au roi que ses ministres doivent se retirer; nous lui disons que l'accord doit régner entre tous les pouvoirs, et qu'il importe de le rétablir. La royauté a dans ses mains une ressource constitutionnelle dont elle peut user : c'est la dissolution. Si de tristes antécédents obligent la Chambre à ne pas se confier aux ministres actuels, la sagesse royale choisira entre ces ministres et les députés. Encore une fois, nous n'attaquons pas la prérogative royale : nous lui demandons uniquement de rétablir l'harmonie entre les pouvoirs, soit en renvoyant ses conseillers, soit en en appelant à la nation par des élections nouvelles. »

Cette doctrine était rigoureusement conforme à la loi et à la pratique du gouvernement représentatif sainement et sincèrement compris. M. de Guernon-Ranville, le nouveau ministre de l'instruction publique, n'en prit pas moins la parole pour la combattre, la qualifier de tyrannique, et pour reprocher aux rédacteurs de l'adresse, comme M. de Montbel, de vouloir imposer au roi le choix de ses ministres ou l'obliger à renvoyer ceux qu'il aurait choisis. Cette argumentation, ainsi que l'avait fait observer Benjamin Constant, tombait devant le droit de dissolution, qui donnait à la couronne le pouvoir de briser l'Assemblée dont les exigences tendraient à faire violence à sa volonté. Le corps électoral, il est vrai, pouvait réélire une Chambre non moins hostile que la Chambre précédente aux ministres repoussés par celle-ci; dans ce cas, ce n'était plus l'Assemblée dissoute, mais la *France légale* elle-même qui, con-

sultée par la couronne, lui déclarait que son ministère ne pouvait compter sur le concours du pouvoir électif. La royauté, après cet appel, s'obstinerait-elle à garder ses conseillers? Cette persistance était dans la logique des théories émises par MM. de Montbel et de Guernon-Ranville. En autorisant ces ministres à donner à sa prérogative le droit absolu qu'ils s'efforçaient de lui attribuer, Charles X, évidemment, plaçait cette prérogative au-dessus de tout autre droit; sa volonté devenait souveraine, et, quels que fussent ses choix, les deux Chambres devaient s'y soumettre et les accepter. Le roi était-il résolu à pousser jusqu'aux plus extrêmes limites de l'application, cette prétention de puissance indépendante et sans réserve? Les derniers mots prononcés par le ministre de l'instruction publique pouvaient le faire supposer : « Appelés, dit-il, au timon des affaires par la volonté du roi, nous ne l'abandonnerons que par les ordres du roi. Nous nous présentons au milieu de vous, la Charte à la main; fidèles aux royales inspirations du père de la patrie, nous marcherons invariablement dans les voies constitutionnelles; ni les outrages, ni les menaces, ne nous feront dévier de cette ligne que nous tracent l'honneur et le devoir. Si, par faiblesse ou par erreur, nous étions assez malheureux pour conseiller au roi des mesures de nature à compromettre l'indépendance de sa couronne ou les libertés nationales, la réprobation de nos concitoyens et la sévérité des Chambres feraient promptement justice de ces coupables écarts; nous acceptons sans réserve cette responsabilité. »

Bien qu'enveloppées dans une éclatante profession de foi constitutionnelle que l'événement devait bientôt démentir, ces paroles laissaient apercevoir trop clairement la possibilité d'une lutte avec la royauté, pour que la partie la plus timide de la majorité ne fût pas effrayée par cette perspective; les deux centres semblaient hésitants et ébranlés; appelés à un vote immédiat, peut-être eussent-ils consenti à atténuer l'énergie du langage de la commission; mais plusieurs orateurs s'étant précipités à la tribune pour répondre à M. de Guernon-Ranville, l'impression causée par les paroles de ce ministre s'affaiblit peu à peu sous

l'influence des discours que l'Assemblée dut subir : l'assurance revint à la majorité, et ce fut par des rires et des murmures qu'elle accueillit la déclaration d'un membre de la droite, M. de Chantelauze, qui, rappelant avec amertume la fameuse ordonnance du 5 septembre 1816 et ses résultats, ne voyait de salut pour la royauté que dans un nouveau 5 septembre, mais un 5 septembre monarchique. On demande bientôt la clôture de la discussion générale ; la Chambre la prononce après un discours de M. Lepelletier d'Aulnay, adopte ensuite plusieurs paragraphes de l'adresse, et renvoie la discussion au lendemain.

La séance du 15 s'ouvrit à une heure par un rapport sur l'élection de M. Dudoz ; sa nomination, ainsi qu'on l'a vu, avait été signalée par la destitution d'un colonel, pair de France, le comte Donatien de Sesmaisons. Cette violence était l'objet d'un blâme formel de la part du bureau chargé de constater la validité des opérations. M. de Polignac se trouvait au banc des ministres ; des explications lui sont demandées en qualité de président du conseil ; il se lève et se dirige vers la tribune : « Messieurs, dit-il d'une voix faible et émue, on fait valoir comme nullité de l'élection, la destitution dont a été frappé un des membres du collège électoral. (Voix nombreuses : *Plus haut ! plus haut !*) Je ferai remarquer qu'il y a dans ce reproche un anachronisme. La destitution dont on parle n'a eu lieu que plusieurs jours après l'élection. (*Vive interruption ; hilarité bruyante.*) »

Le général Sébastiani : La belle concession ! ne fallait-il pas le destituer avant ? »

Les rires redoublent ; M. de Polignac, déconcerté, balbutie et essaie vainement de prononcer quelques mots. Enfin, après un visible effort sur lui-même, il ajoute : « On a parlé de cette destitution comme d'une nullité de l'élection ; c'est à cela que je réponds. (*Interruption nouvelle.*) Quant à la destitution en elle-même, j'attendrai un autre moment pour en parler.

Voix nombreuses : C'est le moment ! parlez ! parlez !

M. de Polignac : Plus tard je donnerai des explications.

A gauche : Mais c'est maintenant qu'il faut en donner. »

Le président du conseil ne répond pas ; il quitte la tribune et regagne sa place au milieu de l'hilarité de la gauche, et du malaise causé sur les bancs de la droite, par son impuissance oratoire. Cependant la Chambre valide l'élection, et, à deux heures et demie, elle reprend, en *comité secret*, la discussion du projet d'adresse. Plusieurs paragraphes sont adoptés sans opposition ; mais bientôt le débat s'anime à l'occasion d'un passage où la commission présente « la sécurité de l'avenir comme le fondement le plus solide du crédit, et le premier besoin de l'industrie. » Plusieurs membres de la droite repoussent ces expressions comme impliquant un état de malaise et d'agitation qui n'existe que dans les journaux : « Le commerce est prospère, les capitaux sont abondants, dit, entre autres, M. de Sainte-Marie ; représenter le pays comme agité, c'est tromper le roi.

Le marquis de Cordoue : Lors de l'avènement du précédent cabinet (Martignac), j'ai dit à cette tribune qu'il fallait que le roi sût que ce changement, reçu comme un nouveau bienfait du trône et salué par le cri national de : *Vive le Roi ! Vive la Charte !* avait été envisagé par la France reconnaissante comme une *troisième restauration*. Eh bien, aujourd'hui, j'ajouterai avec la même franchise, pour que le roi connaisse toute la vérité, qu'à l'étonnement et aux craintes qui se sont manifestées à l'apparition si subite, si peu prévue du ministère actuel, on eût dit qu'il s'agissait pour la France d'une *troisième invasion*.

M. de Laboulaye : On vient de parler de l'irritation de la France à l'avènement du ministère actuel ; mais cette irritation ne s'est manifestée que dans les journaux. (*Rires bruyants.*) Si elle s'est ensuite étendue, la cause en est uniquement dans l'acharnement que ces journaux ont mis à en parler. Il suffit de dire à un homme, dix jours de suite : « Mon Dieu, que vous êtes changé ! » pour qu'il finisse par se croire malade. (*Les rires redoublent.*) Eh bien, quand on répète pendant dix jours de suite à un honnête marchand, à un abonné de cabinet de lec-

ture, à un.. (Interruption; cris : *Assez! assez!*) quand on lui dit : « Mon Dieu, que vous êtes malheureux ! » il finit par en être convaincu. Mais la France ne se laisse point tromper (à gauche : *Non! non!*) elle y voit clair.... (*Oui! oui!*); et si ce ministère que vous repoussez vous présentait de bonnes lois, bien constitutionnelles, et que vous les rejetiez par esprit d'opposition, la France saurait bien vous le reprocher! Avant ce ministère, il en existait un autre qui était composé d'hommes de bien que vous avez d'abord applaudis. Eh bien, ces hommes, ne les avez-vous pas également poursuivis de vos accusations? N'est-ce pas votre opposition à toutes leurs mesures, et vos exigences, qui les ont mis dans l'impossibilité de gouverner? N'est-ce pas vous qui les avez renversés?

M. Dupin aîné : On nous demande, au nom des ministres actuels, ce que nous répondrons s'ils ne nous présentent que de bonnes lois, et ce que dira le peuple français si nous les rejetons. La France dira comme nous : *Timeo Danaos et dona ferentes*. Oui, les ministres vinssent-ils à nous les mains pleines de présents, ils resteraient pour nous *Danaos*. On nous accuse, en outre, d'avoir renvoyé le dernier ministère. Je ne me ferai pas son apologiste; mais je demanderai si, lorsqu'il nous a proposé les deux lois sur la presse et sur les élections, nous ne les avons pas adoptées? Avons-nous contrarié sa marche dans la session de 1828 que je sépare de celle de 1829? Non, et la majorité ne lui a pas manqué pour les deux lois que je viens de citer. Ces lois font le désespoir des hommes qui les repoussaient à cette époque, qui les repoussent encore aujourd'hui et qui ne cessent de répéter : *Point de concessions!* parce qu'en voulant, disent-ils, de la Charte, ils ne veulent rien de ce qui pourrait la faire marcher. »

MM. Dudon et de La Boëssière demandent à répondre; mais la Chambre clôt le débat, adopte plusieurs paragraphes, et arrive enfin aux passages relatifs au *refus de concours*, passages que nous avons reproduits, et dont le président, sur les réclamations de l'Assemblée, donne encore une fois lecture. Quand cette lecture est achevée, M. Royer-Collard annonce qu'un membre

du centre droit, M. de Langeril, propose de substituer à cette partie du projet l'amendement suivant :

« Cependant, notre honneur, notre conscience, la fidélité que nous vous avons jurée et que nous vous garderons toujours, nous imposent le devoir de faire connaître à Votre Majesté qu'au milieu des sentiments unanimes de respect et d'affection dont votre peuple vous entoure, de vives inquiétudes se sont manifestées à la suite de changements survenus depuis la dernière session. C'est à la haute sagesse de Votre Majesté qu'il appartient de les apprécier et d'y apporter le remède qu'elle croira convenable. Les prérogatives de la couronne placent dans ses mains augustes les moyens d'assurer cette harmonie constitutionnelle, aussi nécessaire à la force du trône qu'au bonheur de la France. »

Cet amendement était l'œuvre de M. de Martignac : spectateur silencieux et attristé de la lutte qui s'engageait entre les deux pouvoirs, cet ancien ministre tentait un dernier effort pour les concilier ; il essayait de donner satisfaction aux défiances de l'Assemblée sans blesser trop vivement la susceptibilité royale. Mais les passions étaient trop fortement excitées pour que l'un ou l'autre côté de la Chambre pût admettre ce compromis : les amis du cabinet en connaissaient l'origine, et voyant dans son adoption le retour possible d'un ministère de concessions, ils le repoussaient comme plus dangereux que l'adresse elle-même ; l'opposition constitutionnelle n'était pas moins résolue à ne rien céder : « Nos paroles, dit M. Guizot¹, la franchise de nos paroles, voilà, Messieurs, le seul avertissement que le pouvoir ait à recevoir de nous, la seule voix qui se puisse élever jusqu'à lui, et dissiper ses illusions. Gardons-nous d'en affaiblir la force, gardons-nous d'énervier nos expressions. La vérité a déjà assez de peine à arriver jusqu'au cabinet des rois ; ne l'y envoyons point faible et pâle. Je repousse tout amendement. »

1. M. Guizot avait été nommé, le 26 janvier précédent, par le collège de Lisieux (Calvados), sur la recommandation écrite de MM. de Lafayette, Dupont (de l'Eure), Sebastiani, de Broglie et Marchais, ce dernier comme secrétaire *in* de la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*.

Des cris : *Aux voix !* s'élèvent ; le président consulte l'Assemblée sur la proposition de M. de Lorgèril : vingt-huit ou trente membres du centre droit se lèvent seuls pour son adoption ; le reste de la Chambre se prononce en masse pour le rejet. M. Sosthènes de La Rochefoucauld présente immédiatement une rédaction encore plus affaiblie ; son amendement n'est pas même appuyé. Enfin , à six heures et demie , M. Royer-Collard annonce qu'il va faire ouvrir le scrutin sur l'ensemble du projet. La nuit était venue ; la lueur de quelques lampes disséminées sur les bureaux luttait seule contre l'obscurité qui régnait dans la salle. *On n'y voit pas ! Votre adresse est une œuvre de ténèbres !* crie M. de Puymaurin. Tous les députés avaient alors regagné leurs places. L'appel nominal commence ; il se fait lentement , dans le plus grand ordre ; chaque membre se lève à son tour , va déposer sa boule , et revient à son banc. La longueur de l'opération ne décourage la patience d'aucun des assistants ; les ministres eux-mêmes , demeurés dans la salle , suivent le vote avec un intérêt marqué ; dominés par la plus incurable illusion , ils ne désespèrent pas du succès. A sept heures et demie , le président déclare l'appel terminé ; on dépouille le scrutin , son résultat est celui-ci :

Votans, 402 : boules blanches, pour l'adoption, 221 ; boules noires, contre, 181 ; l'adresse était adoptée à une majorité de 40 voix. Les 181 députés qui venaient de se prononcer contre le refus absolu de concours n'appartenaient pas tous au ministère ; les 30 voix réunies sur l'amendement Lorgèril faisaient partie de cette minorité ; en les défalquant du nombre des opposants à l'adresse , le chiffre des membres décidés à soutenir M. de Polignac et ses collègues se trouvait réduit à 151.

L'issue d'une bataille appelée à décider du sort d'un empire, n'aurait pas excité dans le public une anxiété plus vive que l'attente du résultat de cette délibération. La nouvelle s'en répandit avec une rapidité prodigieuse : pour l'opinion constitutionnelle ; le vote de la Chambre était l'arrêt de mort du ministère ; pour le parti ultra-monarchique et religieux , ce vote était un dernier attentat à la prérogative royale , une déclaration de guerre

contre la royauté : « L'adresse met à nu la pensée et l'audace du parti libéral, disait, le soir même, le principal organe du cabinet; ce parti verra si le trône s'abaissera devant lui. » — « 221 hommes, ayant prêté serment de fidélité au roi, ont sanctionné le *premier manifeste* de LA RÉVOLUTION DE 1830, ajoutait, le lendemain, dans une singulière et prophétique prévision, le journal *la Quotidienne*. Une coterie, composée des vieux débris de nos assemblées populaires, des tristes restes des janissaires de Bonaparte, et grossie d'une trentaine de renégats de la monarchie qui ont pris à la remorque la galère de la Révolution, a voulu nous donner le spectacle d'une atteinte portée à la royauté par la souveraineté du peuple. Mais les meneurs de ce parti n'ont à leur disposition que la boule qu'ils ont laissé tomber *hier* dans l'urne; ils auront à répondre à un roi qu'on n'a pas encore dépouillé de son autorité, et qui, entouré d'une armée dévouée, appuyé sur une pairie fidèle, défendu par l'amour de tout son peuple, demandera compte, avec un front sévère, de sa volonté méconnue, de sa prérogative attaquée, de la Charte violée. » Ces menaces firent naître les bruits les plus alarmants sur les résolutions de Charles X; mais pendant qu'on affirmait, à la Bourse et dans les autres lieux publics, qu'il ne recevrait pas l'adresse, ce prince décidait le contraire en conseil des ministres.

Le roi présidait ces conseils deux fois par semaine, le dimanche et le mercredi; la séance commençait à une heure et se prolongeait ordinairement jusqu'à quatre. Le 17 mars se trouvait être un jour de conseil. M. de Polignac et ses collègues se rendirent aux Tuileries à l'heure accoutumée. L'initiative, dans ces réunions, était habituellement abandonnée aux ministres à qui le roi laissait la plus entière liberté dans l'exposition de leurs opinions; s'il intervenait, c'était lorsque ses conseillers se divisaient, et pour essayer de les accorder. Cette fois, ce fut Charles X qui, le premier, prit la parole. La veille, dans le cercle de son intimité, il avait dit : « Les formes respectueuses de l'adresse ne sauraient me faire illusion sur la pensée qui l'a dictée; ce n'est pas une question de ministère, mais une ques-

tion de monarchie. » Ses paroles à ses ministres ne furent pas moins absolues ; il leur déclara « que , jamais il ne consentirait, par leur renvoi, à se soumettre aux prétentions de la Chambre, prétentions qui ne tendaient à rien de moins qu'à confondre tous les pouvoirs, et à réduire la couronne au dernier degré d'avilissement. » M. de Montbel proposa immédiatement la dissolution de l'Assemblée. Cet avis, appuyé par MM. de Bourmont, d'Haussez et de Polignac, fut vivement combattu par MM. de Chabrol, de Courvoisier et de Guernon-Ranvillé. Ce dernier fit observer qu'en prenant ouvertement parti pour son ministère contre la Chambre, et en brisant brusquement celle-ci, au lieu d'essayer de traverser la session, le roi quitterait sa position souveraine, indépendante, pour descendre lui-même dans la lice, et rendre les collèges électoraux les arbitres suprêmes de cette lutte toute nouvelle. Tous les partisans du dernier ministère et les membres de la défection royaliste, disait-il, ne conspirent pas, d'ailleurs, contre la royauté ; il serait facile d'obtenir, sinon le concours, du moins l'inertie de ces deux fractions de l'Assemblée ; on pourrait atteindre la fin de la session et choisir alors la circonstance que l'on croirait la plus favorable pour dénouer la crise. La prérogative royale se trouverait ainsi maintenue ; la couronne éviterait d'épuiser, dès le premier pas, son action constitutionnelle, et de faire appel aux électeurs, dans un moment où le déchaînement des passions et l'irritation des esprits ne permettaient point d'apprécier le résultat de cette mesure.

Appuyées par les ministres de la justice et de la marine, ces considérations furent impuissantes à modifier l'opinion de MM. de Polignac, d'Haussez et de Bourmont ; Charles X, dont l'avis entraîna celui du dauphin, se rangea de leur côté, et la dissolution de la Chambre fut arrêtée. Toutefois, comme il importait de donner aux agents de l'administration le temps de disposer, pour cette dernière bataille, tous leurs moyens d'in-

1. Un journal anglais rapportait, à quelques jours de là, que le roi, faisant allusion au sort de son frère Louis XVI, avait ajouté : « Je lutterai ; j'aime mieux monter à cheval qu'en charrette. »

fluence dans chaque circonscription électorale, d'y préparer, en un mot, les élections, on convint de se borner pour l'instant à proroger la Chambre au 3 septembre suivant.

La question de la présentation de l'adresse fut ensuite agitée. Le roi devait-il en entendre la lecture? On rappela que Louis XVIII avait refusé de laisser lire devant lui celle de la Chambre de 1821 (1). Son successeur montrerait-il moins de fierté? Un des ministres fit observer que le roi, en paraissant ne pas craindre d'écouter la déclaration de guerre de ses adversaires et de leur faire face, témoignerait peut-être plus de force et de fermeté. Cet avis réunit toutes les voix, et la réponse du prince fut discutée et rédigée séance tenante. Le lendemain, 18, à midi, Charles X, entouré de tous les ministres et des officiers de sa maison, recevait aux Tuileries les membres du bureau de la Chambre, ainsi que la grande députation chargée de les accompagner; quelques membres du côté droit, désignés par le sort pour faire partie de celle-ci, avaient refusé de s'y joindre; un certain nombre de députés du centre, poussés par la curiosité, étaient venus, en revanche, grossir volontairement les rangs du cortège. La contrainte et l'embarras se lisaient sur tous les visages. Arrivé devant le trône, M. Royer-Collard lut l'adresse: sa voix, grave et ferme au début, faiblit par degrés; elle s'altéra lorsqu'il en vint à la déclaration du *refus de concours*. L'attitude de Charles X, pendant cette lecture, était remarquable de dignité, son calme ne se démentit que lorsqu'il parla; et ce fut d'une voix sensiblement émue qu'il répondit :

« Monsieur, j'ai entendu l'adresse que vous me présentez.

« J'avais le droit de compter sur le concours des deux Chambres pour accomplir tout le bien que je méditais; mon cœur s'afflige de voir les députés des départements déclarer que, de leur part, ce concours n'est pas fait.

« Cependant, j'ai annoncé mes résolutions dans mon discours d'ouverture de la session. Ces résolutions sont *immuables*; l'intérêt de mon peuple me défend de m'en écarter.

« Mes ministres vous feront connaître mes intentions. »

(1) Voir tome V, chapitre III (*ouverture de la session de 1821*).

« La voilà cette parole royale ! La Monarchie a vaincu ; la Révolution cesse d'être. Royalistes, applaudissons-nous ! Le roi ne « rendra pas son épée ! » s'écriait le lendemain le principal organe du ministère, au moment où M. de Polignac et ses collègues s'apprêtaient à aller faire connaître aux deux Chambres « les intentions » de Charles X. Cette démarche était attendue. Une foule considérable de curieux, accourus à la Chambre des députés, avait escaladé une des grilles du palais, renversé les factionnaires, et envahi, dès onze heures du matin, toutes les tribunes de l'Assemblée. A une heure, M. Royer-Collard montait au fauteuil ; à une heure et demie, M. de Montbel entrait dans la salle, et remettait au président une proclamation du roi qui, conformément à la décision arrêtée la veille, *prorogeait la session de 1830 au 3 septembre suivant.*

« Aux termes de la loi, ajoute M. Royer-Collard, la Chambre prorogée se sépare à l'instant. » Les députés de la droite se lèvent en masse, agitent leurs chapeaux et poussent avec une véhémence extraordinaire le cri de : *Vive le roi !* Quelques cris *vive la Charte !* se font entendre au côté gauche. — *Vive la Constitution !* s'écrie un spectateur des tribunes en se penchant dans la salle. — *A bas le factieux ! à bas les tribunes !* répondent plusieurs membres du côté droit, qui invoquent l'autorité du président pour faire immédiatement évacuer la tribune d'où l'exclamation était partie. M. Royer-Collard fait observer que son autorité vient de finir avec la séance, et les députés quittent l'enceinte au milieu de l'agitation la plus vive.

Cet événement, rupture éclatante entre la couronne et le pouvoir électif, fut accueilli par les royalistes comme un acte de vigueur qui mettait enfin la royauté hors de tutelle, et par les libéraux, comme le début d'une crise dont le résultat ne les laissait pas sans inquiétude. Une prochaine et décisive rencontre allait inévitablement avoir lieu sur le terrain électoral. On s'y prépara des deux parts ; et pendant que les ministres arrêtaient silencieusement les mesures qu'ils croyaient les plus propres à assurer leur triomphe dans cette lutte, l'opposition de son côté, ralliait ses forces dans des réunions

organisées par une société politique publique dont nous devons parler.

On sait qu'en 1827, lorsque M. de Villèle se fut décidé à dissoudre la première assemblée septennale, ce ministre recourut à la censure pour dérober au public ses préparatifs électoraux. Le besoin d'éclairer l'opinion, de répandre les observations et les nouvelles dont la publication était interdite, donna naissance à une association de pairs, de députés, d'écrivains, et de citoyens notables, qui entreprit, sous le nom de société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*, la publication et la distribution, non-seulement de feuilles à la main ou de lettres lithographiées destinées à répandre les *rogneries* de la censure, c'est-à-dire les articles et les faits supprimés par celle-ci, mais encore des brochures rédigées par les écrivains politiques de l'opposition, entre autres par Benjamin Constant et M. de Chateaubriand¹. Formée à son origine d'opposants dont le plus grand nombre étaient les adversaires de l'administration congréganiste beaucoup plus que de la Restauration, la Société n'avait pas tardé à accepter le concours d'hommes jeunes, pleins d'ardeur, anciens *carbonari*, pour la plupart, et qui y apportaient des doctrines plus fermes, des idées moins vagues, et un but plus déterminé. Ainsi fortifiée, son action acquit plus d'énergie et s'étendit avec rapidité²; bientôt chaque ville importante de la province, chaque chef-lieu de département et d'arrondissement eut son bureau ou *commission* de distribution officieuse, et de correspondance directe avec le comité de Paris. L'ordonnance qui

1. Ces publications étaient de nature fort diverse : à côté des brochures des deux publicistes éminents que nous venons de nommer, on voyait des écrits un peu moins sérieux signés *un jeune pair de France* (M. de Montalivet), et des œuvres badines telles que des *lettres à la Giraffe*, par M. Salvandy.

2. La réunion où fut décidée la formation de la Société se tint chez M. Ch. Paravey. M. Guizot la présidait, et M. de Montalivet se trouvait au nombre des assistants; ce fut M. Vitet qui proposa le titre adopté par l'Association. Le premier comité dirigeant eut pour membres : MM. Guizot, Damiron, Desclouzeaux, Desloges, Dubois (de la Loire-Inférieure), T. Duchâtel, Duvergier de Hauranne, Joubert, Lerminier, Marchais, Ch. Paravey, Ch. de Rémusat, Ch. Renouard, Sautélet et Vitet. Ce furent MM. Desloges, Joubert, Marchais et Sautélet qui introduisirent progressivement dans la Société l'élément énergique.

prononçait la dissolution de la Chambre élue en 1824 , mettait fin à la censure : mais loin de disparaître avec celle-ci, l'association puisa , au contraire, dans la subite convocation d'une assemblée nouvelle, un élan et une activité qu'elle n'avait pas auparavant ; son but changea ; ses comités de publication qui , tous , renfermaient des avocats , des avoués ou des notaires , se transformèrent en *commissions consultatives* chargées de diriger les nouvelles nominations , de vérifier les listes électorales , d'y provoquer les radiations ou les additions signalées à leur zèle , d'éclairer les électeurs sur leurs droits , de centraliser, en un mot , dans chaque arrondissement, les efforts de l'opposition. L'intervention de la Société contribua puissamment au résultat des élections de cette époque. M. de Villèle abattu , une scission éclata : les principaux fondateurs de la Société et ses membres les plus timides , voyant dans l'avènement du ministère Martignac la réalisation de leurs vœux , proposèrent de dissoudre l'association : le but se trouvait atteint , disaient-ils ; l'opinion avait obtenu la satisfaction qu'elle désirait. — Si le pouvoir adoucit ses formes et prend des instruments moins usés , leur répondait-on , l'esprit qui l'anime n'est pas changé ; le mal , d'ailleurs , n'est pas au ministère , mais à la cour , et c'est jusque-là qu'il faut aller. La discussion fut vive ; une majorité composée en presque totalité de membres nouveaux , se prononça pour le maintien ; les fondateurs dissidents se retirèrent. Le soudain avènement du ministère du 8 août trouva donc la Société plus homogène dans sa composition , et plus décidée dans ses actes. L'organisation du refus de l'impôt devint aussitôt son mot d'ordre , mot d'autant mieux obéi , que les rangs de l'association s'étaient successivement ouverts à tous les membres de l'ancienne société secrète des *Carbonari* , aux bonapartistes , comme aux vieux révolutionnaires , qui voyant , dans cette organisation un nouvel instrument de lutte contre les Bourbons , s'étaient empressés de s'y mêler aux libéraux constitutionnels , et d'apporter à l'effort commun toute l'énergie de convictions ardentes , ou d'implacables ressentiments. Cependant , on n'y conspirait pas , ainsi qu'on l'a prétendu : l'existence

de la Société travaillait à l'occulte, ses actes rien de secret : elle agissait en grand jour. Remonter à l'arbitraire ministériel par tous les moyens légaux, diriger la presse et influencer sur les élections la manière de conserver la majorité parlementaire, tel avait été et tel restait le principal but de son action. Mais par cela seul quelle était l'opposition organisée : que tous les journaux indépendants recevaient ses communications : qu'elle agissait, à Paris, sur les députés, à l'aide de leurs électeurs, dans les provinces, sur les électeurs, à l'aide de correspondants infatigables, actifs, placés dans le moindre bourg, présents partout, remuant jusqu'aux couches les plus inertes du sol électoral, et soumis à une impulsion commune, la Société possédait une puissance qui eut une action décisive sur les principaux actes de l'opposition de cette époque, puissance que, dès le lendemain de la prorogation des Chambres, son comité dirigeant résolut d'utiliser pour agir, pour soutenir l'opinion publique, et préparer les esprits à des élections faciles à prévoir. Le comité décida que les électeurs de chaque département accueilleraient par des banquets et par des fêtes ceux de leurs députés qui avaient voté l'adresse. Paris donna le signal de ces manifestations ¹.

Le 1^{er} avril, sept cents électeurs et notables citoyens offrirent aux députés de la Seine et aux autres membres de l'opposition domiciliés ou restés à Paris, un banquet qui eut lieu au restaurant des *Vendanges de Bourgogne*. Un jardin couvert, dont les arbres formaient des colonnes ornées de guirlandes de fleurs et de verdure, avait été transformé en salle de festin. Des couronnes, au nombre de deux cent vingt et une, rappelaient la majorité dont le vote avait déterminé l'adoption de l'adresse. Au-dessus du fauteuil du président était cette devise : *Hommage à*

1. Le comité alors en exercice, et qui existait encore lors des journées de juillet, se composait de MM. Guizot, Odilon Barrot, J. Bastide, J. Bernard, Berville, Boissvilliers, Cadet-Gassicourt, Godefroi Cavaignac, Chevallou, de Corcelles fils, de Crœy, Lamy, Lanjuinais, Marchais, E. de Salverte, J. Tasche-reau, Ch. Thomas. M. Guizot était un des fondateurs restés dans la Société lors de la scission de 1833 ; cette circonstance avait fait sa récente élection.

nos députés ; au-dessous de la devise, un large cadre contenait le texte de la Charte. Un orchestre nombreux saluait par une fanfare l'entrée de chaque député. On était convenu de ne faire entendre que ce seul vœu : *Au concours des trois pouvoirs : le roi constitutionnel, la Chambre des pairs, la Chambre des députés*. Lorsque le président, M. Rousseau, ancien maire de Paris, eut porté cet unique toast qui fut couvert de longs applaudissements, un électeur, M. Odilon Barrot, vice-président du banquet, s'adressant aux députés présents, leur dit : « Vous avez flétri justement une administration déplorable, sous laquelle la France a gémì pendant sept ans ; et lorsque est venu ce ministère qui blesse, outrage tous nos sentiments d'honneur et de nationalité, et qui s'en fait gloire ; ce ministère, dont la religion politique est que nous ne vivons, ne respirons, ne jouissons de la liberté que *par concession*, et dont le premier cri a été *plus de concessions* ! vous avez tous répondu au cri d'alarme que la France a poussé, vous avez refusé *un concours* qui eût été une complicité. Messieurs, le moment solennel approche où le corps électoral va sans doute être appelé à prononcer, non entre des personnes, mais entre des systèmes que la nature des choses avait, avant nous, proclamés incompatibles. Dans cette lutte entre une civilisation progressive et une civilisation rétrograde, entre l'égalité et le privilège, entre le règne des lois et celui du bon plaisir ou de la force aveugle, la victoire ne peut être incertaine ; la tribune et la presse ont fait leur devoir ; nous ferons le nôtre. » Les cris : *Nous le jurons !* sortent soudainement de toutes les bouches, et plusieurs salves de bravos accueillent la fin de cette allocution à laquelle un député de la Seine, le général Mathieu Dumas, répondit au nom de ses collègues par un discours qui se terminait ainsi : « La France, Messieurs, compte sur votre courage ; et nous, à notre tour, confondus dans vos rangs, nous saurons, en imitant votre exemple, rivaliser de zèle et de persévérance pour le salut de notre belle patrie. Que Dieu protège la liberté de la France ! » L'étendue de la salle n'avait pas permis aux deux orateurs de se faire entendre de tous les convives ; MM. Odilon Barrot et Ma-

thieu Dumas, sur la prière des assistants les plus éloignés, répétèrent leurs discours, et l'assemblée se sépara dans le plus grand ordre. Le lendemain, les journaux ministériels qualifiaient cette réunion, d'*orgie de cabaret*, et les convives, de *conspirateurs avinés* dont tous les efforts ne parviendraient qu'à exciter la pitié et la risée publiques. Malgré ces injures, des fêtes semblables accueillirent dans la plupart des départements le retour des députés qui avaient voté l'adresse. La gratitude des électeurs ne s'arrêta pas à ces ovations : une médaille fut frappée en l'honneur des *deux cent vingt et un*, et leurs noms, signalés par tous les journaux de l'opposition comme celui de sauveurs de la patrie, ne cessèrent d'être accueillis par la louange publique que lorsqu'une révolution nouvelle vint faire oublier leurs services et porter l'encens de la foule aux pieds d'autres libérateurs.

Au même moment où ces démonstrations enflammaient les esprits et semaient partout la colère contre M. de Polignac et les projets de coup d'État que lui prêtaient ses propres journaux, ce ministre remettait à Charles X un *rapport confidentiel*, témoignage curieux des bizarres contradictions que l'on rencontre entre la pensée et les actes de certains hommes publics dont l'intelligence, ouverte et lucide en quelques points, demeure complètement fermée aux faits les plus évidents, et qui seul peut faire comprendre la confiance absolue et la prodigieuse sécurité avec lesquelles le frère de Louis XVIII et ses ministres devaient bientôt se précipiter dans une lutte à outrance contre le pouvoir parlementaire. Ce rapport, rédigé peu de jours après la prorogation des Chambres, et qui porte la date du 14 avril, débutait ainsi :

« Le roi, toujours occupé du bien de ses peuples, et frappé de l'agitation qui semble se perpétuer dans les esprits au milieu des circonstances les plus prospères, a demandé à son conseil un tableau de la situation politique de ses États, avec l'indication des motifs de ce mal, le seul que ses efforts n'aient pu encore détourner de la France. Le président du conseil obéit aux ordres de Sa Majesté.

« L'agitation que le roi a remarquée n'est que trop réelle dans que!

ques esprits, et diverses circonstances la rendent plus apparente et plus sensible dans les classes de la société et dans les localités qui attirent le plus souvent l'attention de Sa Majesté. Elle existe chez les hommes que leur rang, leurs emplois ou leur genre d'occupations habituelles conduisent à s'occuper des affaires publiques. Elle y a produit, chez quelques-uns, un degré d'exaspération qui deviendrait réellement alarmant si elle avait pénétré dans les masses de la population. Mais la Providence a voulu que celles-ci fussent *complètement désabusées*, et la société offre maintenant le spectacle tout à la fois singulier et rassurant d'une petite fraction épuisant tous les moyens d'action et de séduction sur une immense multitude, sans éveiller un seul instant son attention. Les hommes qui parlent et écrivent avec tant de chaleur sur les affaires publiques s'écoutent et s'observent entre eux pour s'appuyer ou se combattre; mais le peuple, auquel seul ils s'adressent, ne les entend point, et demeure dans cette impassibilité qui exclut également les applaudissements et les murmures.

« A Paris, dans les campagnes comme dans les villes, les masses s'occupent uniquement de leurs intérêts matériels, et comme tous les intérêts trouvent une garantie complète dans les institutions octroyées par la couronne, on en jouit en paix; on y rattache les spéculations du présent et les projets pour l'avenir. Le renversement de l'ordre de choses établi par la Restauration, consolidé par le gouvernement royal, bouleverserait toutes les existences. Chacun le sent, chacun se persuade que tous sentent comme lui, et, en dépit des déclamations des journaux, personne ne regarde comme sérieusement possible l'accomplissement de leurs sinistres prédictions.

« La presse quotidienne entretient presque seule l'agitation des esprits; elle lui donne un caractère bien plus imposant en apparence qu'elle ne peut réellement l'avoir; elle dissimule les étroites limites dans lesquelles le mouvement est circonscrit. Elle fait illusion à quelques-uns sur la nullité des motifs de cette inquiétude. »

M. de Polignac se demande quelles pourraient être, en effet, ces causes d'inquiétudes, et s'il faut les voir dans la crainte du renversement des institutions constitutionnelles, institutions données par la royauté, et que celle-ci a juré de maintenir? Il oppose à cette crainte la fidélité scrupuleuse avec laquelle les lois sont exécutées dans leur lettre comme dans leur esprit; il montre les libertés publiques respectées, les propriétés de toute nature assurées; puis, mettant en parallèle le despotisme de la Convention, celui de l'Empire, leurs prisons d'État, et leurs

confiscations, avec les garanties qui, sous le gouvernement de Charles X, protègent chaque citoyen dans tous les actes de sa vie publique et privée, il ajoute :

« A ces faits, les feuilles publiques, inspirées par la malveillance, n'opposent que des suppositions purement gratuites. Pour affaiblir le gouvernement elles prêtent aux ministres des intentions coupables que ceux-ci *repoussent avec indignation*. Il faudrait, d'ailleurs, pour leur imputer raisonnablement le projet de renverser *nos* institutions, qu'ils eussent *quelque espoir d'y réussir*. Or, personne ne sait mieux que les chefs de l'administration quelles profondes racines ces institutions ont jetées dans le cœur des Français. L'immense majorité de la nation les regarde, non pas comme un pacte humiliant fait entre la couronne et la Révolution, mais comme l'expression d'un besoin senti, d'une part, par le souverain, de l'autre par ses peuples.

« Les Français ont besoin d'activité, et nos lois leur offrent une carrière dans laquelle cette activité peut s'exercer sans danger et même avec profit pour la chose publique. Les Français éprouvent, d'un côté, un vif attachement *pour l'égalité devant la loi*, de l'autre, *une soif véritable de distinctions*. Nos institutions concilient d'une manière très-habile ce double sentiment, et lui donnent une satisfaction complète. Les hommes les plus influents par leur rang ou par leur fortune attachent un juste prix à la participation que leur qualité de pairs ou de députés leur donne à l'autorité législative; les propriétaires d'un ordre inférieur trouvent dans l'exercice de moindres prérogatives un contentement d'autant plus vif, qu'il ne leur est pas interdit d'aspirer à une haute position. La sécurité garantie aux intérêts privés, la protection offerte à toutes les industries, remplissent les vœux du peuple. En un mot, ce n'est que dans nos institutions actuelles qu'on trouve le bien, ce n'est que d'elles qu'on attend le mieux. »

Après ces considérations dont on ne saurait contester la sincérité puisque, écrites pour Charles X seul, elles devaient demeurer secrètes, M. de Polignac passe en revue la situation intérieure et extérieure du royaume et ne voit partout « que des motifs, non d'inquiétude, mais de sécurité : des institutions fermement établies et à l'abri de toute atteinte; des finances et un commerce florissant¹; une agriculture et une industrie prospères; des armées dévouées; des relations étrangères aussi

1. Le 18 mai suivant, le *Moniteur* publiait un *Rapport au Roi* de M. de

satisfaisantes que peut le désirer une nation contente de sa grandeur, exempte de projets d'envahissement, mais jalouse de son indépendance et de sa gloire. » Énumérant ensuite les améliorations et les mesures qu'il a préparées pour développer la richesse publique et alimenter l'activité des esprits, mesures que nous avons fait connaître et qui formaient l'objet de plusieurs projets de loi, préparés avant la session, M. de Polignac ajoute :

« Mais les plans conçus par Sa Majesté pour consolider le bonheur de ses peuples, ont été contrariés par une opposition qui ne devait pas être prévue puisque rien ne la justifiait. Privé de la possibilité de réaliser ces améliorations en l'absence des Chambres, le ministère *ne peut que persévérer dans les voies légales* dont il ne s'est pas écarté un seul instant, et laisser à la raison publique le soin de prononcer entre une conduite irréprochable et des imputations purement gratuites. »

Certes, il était difficile d'exprimer des sentiments plus constitutionnels. Mais en même temps que M. de Polignac repoussait, au nom de ses collègues et au sien, comme une calomnie indigne, l'accusation de vouloir porter la main sur les nouvelles institutions, lui-même, esprit faux, caractère inconséquent, il justifiait cette accusation en admettant la possibilité d'un coup d'état; et, chose bizarre, il en voyait l'excuse, presque l'innocence, dans l'attachement des Français pour la Charte; il disait : « Cet attachement est si puissant et si solidement établi, que si, par le concours de circonstances en-

Chabrol, sorte de compte-rendu de l'administration financière de la Restauration, et qui présentait les résultats suivants :

Le budget de 1828, par suite de différentes annulations de crédit, n'offrait qu'un découvert de 3 millions ;

Celui de 1829, dont les comptes venaient d'être arrêtés, présentait un excédant de recettes de 4,165,304 fr. ;

Le budget de 1830, dont l'exercice comprenait déjà quatre mois, faisait prévoir un excédant de recettes de 6,947,000 fr. ;

Enfin, un aperçu du budget de 1831 terminait ce rapport; les recettes prévues s'élevaient à 986,201,158 fr., et les dépenses à 983,185,597 fr. ; excédant présumé de recettes, 3,015,561 fr.

Nous devons ajouter qu'un emprunt en 4 p. 100, récemment mis en adjudication par le même ministre, avait été souscrit au-dessus du pair.

core imprévues et d'événements auxquels la prudence humaine ne pourrait parer, *une déviation* de nos institutions *devenait nécessaire*, cette déviation, fût-elle légère, ne pourrait être que momentanée et ne serait favorablement accueillie qu'autant qu'il deviendrait évident pour la conscience publique qu'elle assurerait d'une manière immuable pour l'avenir, les bases sur lesquelles repose le système actuel de notre gouvernement. On ne se soumettrait à leur suspension passagère que dans l'espoir d'en assurer la jouissance *à la postérité la plus reculée.* »

Une surface troublée par un mouvement factice et recouvrant un fond parfaitement calme ; un petit nombre d'hommes politiques s'agitant dans le vide ; quelques écrivains se consumant en efforts stériles pour inquiéter une population inattentive à leurs provocations ; une nation complètement désabusée du passé, satisfaite du présent, confiante dans l'avenir, voilà l'état de la France tel que M. de Polignac le voyait dans un moment où sa présence et celle de M. de Bourmont au ministère, où l'attitude du roi devant les Chambres, où les insultes, les provocations, les appels incessants des journaux royalistes à la force et aux coups d'État, ravivaient toutes les craintes, toutes les haines accumulées dans les esprits et dans les cœurs depuis quinze ans, et portaient sur tous les points du territoire la plus formidable agitation que le gouvernement des Bourbons eût encore soulevée contre lui, agitation que les actes politiques du cabinet et les manifestations dévotes de ses partisans, n'étaient assurément pas de nature à calmer.

Peu de jours avant la remise de ce document confidentiel, à Charles X¹, les 28 mars et 2 avril, différentes ordonnances

1. Ce rapport, trouvé dans le cabinet de Charles X, aux Tuileries, lors des journées de juillet 1830, fut déposé plus tard au greffe de la Cour des pairs comme une des pièces du procès alors intenté à M. de Polignac et à ses collègues. Ce ministre ne songea pas, ou pour dire mieux ne voulut pas en tirer parti pour sa défense ; il fut retenu sans doute par la crainte de voir opposer au respect et à l'attachement qu'il y montrait pour la Charte, le passage où il prévoyait, comme une mesure qui serait favorablement accueillie, « une *déviation* de nos institutions. » M. de Peyronnet, dans son interrogatoire devant la Cour, invoqua avec chaleur ce document comme une preuve des intentions

avaient prononcé la destitution d'un administrateur général et de plusieurs préfets dont on pouvait difficilement suspecter le dévouement à la monarchie ; tous avaient les antécédents les plus royalistes : l'un d'eux , M. de Lézardières, avait combattu dans les rangs de l'armée vendéenne, lors des Cent-Jours ; un autre , M. de Riccé, avait suivi Louis XVIII à Gand. Leur nomination par le ministère Martignac était leur seul crime. Un troisième , M. Feutrier, avait le tort de se trouver le frère du dernier ministre des affaires ecclésiastiques, de ce timide évêque de Beauvais à qui le parti religieux ne pardonnait pas l'interdiction des fonctions de l'enseignement aux Pères de l'ordre de Jésus. Les missionnaires, d'un autre côté, avaient repris leurs courses turbulentes, leurs prédications nomades, et les membres du haut clergé recommencé leurs menaces et leurs injures. Des évêques publiaient des mandements où ils accusaient, tantôt les collèges électoraux « d'avoir vomi dans la Chambre des députés une tourbe de factieux ; » tantôt la Chambre des députés, elle-même, « de vouloir, dans son impudence et dans son audace, dicter des lois au souverain, anéantir ses prérogatives les plus essentielles, et renverser les hommes de son choix. » Enfin, la congrégation était redevenue toute-puissante, et ses directeurs venaient d'organiser pour le transport de quelques reliques déposées à Notre-Dame, une cérémonie qui devait rappeler à la population parisienne, étonnée, la pompe des processions faites pour le *jubilé* de 1826. Le cortège avait à traverser une partie de la ville ; les rues où il devait passer étaient ornées de tentures, et sablées ; des guirlandes de feuillages, placées par les soins de la police, paraient les façades des édifices publics et des maisons. Deux reposoirs, magnifiquement décorés, élevés,

constitutionnelles qui animaient les signataires des ordonnances. M. de Guernon-Ranville et M. Hennequin en dirent également quelques mots. Ce document est fort étendu ; il se trouve reproduit en entier parmi les pièces justificatives d'un ouvrage en deux volumes intitulé : *Histoire de France pendant la dernière année de la Restauration*, par M. Boullée, ancien magistrat, travail plein de conscience, riche de faits et de recherches, le plus complet peut-être qui ait été publié sur l'année 1830, et auquel nous devons les plus précieux renseignements.

l'un sur la place de l'Institut, en face le pont des Arts, l'autre devant l'Abbaye-aux-Bois, servaient de stations. Les reliques, objet de cette solennité pieuse, et dont les journaux libéraux contestaient l'authenticité, étaient enfermées dans une haute et longue châsse d'argent massif, pesant 250 kilogrammes, achetée à l'aide de souscriptions ouvertes parmi les fidèles, et portée par la corporation des forts de la Halle divisés en pelotons qui devaient se relayer. Partie à onze heures du matin, de l'église métropolitaine, pour la maison des Lazaristes de la rue de Sèvres où la châsse devait rester, la procession n'arriva au couvent qu'à six heures du soir. Durant sept heures, les Parisiens purent voir se dérouler sur les quais du centre et dans les principales rues du faubourg Saint-Germain, les longs replis d'une immense et lente colonne composée de près de quatre mille serviteurs de l'Église, prêtres, séminaristes, frères et élèves des écoles chrétiennes, membres de confréries ou d'ordres religieux, sœurs de charité, chantant des cantiques, et rangés sur deux files qui renfermaient dans leurs intervalles des groupes d'ecclésiastiques ou de frères, portant les croix de chaque paroisse et les bannières de chaque corporation. Derrière la châsse marchaient tous les curés de la capitale, les membres du chapitre royal de Saint-Denis, quinze évêques et archevêques ayant à leur tête l'archevêque de Paris et suivis d'une foule de personnages officiels, pairs, députés, gens de cour, fonctionnaires de tous les ordres, couverts de crachats et de broderies, et dont la voix se mêlait dévotement à la voix des prélats. De forts détachements de cavalerie et d'infanterie fournis par la gendarmerie, la garde royale et la troupe de ligne, formaient l'escorte; et, de distance en distance, cheminaient lentement des corps de musique militaire dont les airs profanes alternaient avec les chants du clergé. Les reliques, arrivées enfin à leur destination, restèrent exposées, pendant plusieurs jours, à la vénération des fidèles : Charles X et tous les membres de sa famille vinrent y faire publiquement leurs dévotions.

Le 19 avril, six jours avant cette cérémonie d'un autre âge et qui reportait les spectateurs en pleine Espagne, au temps

de la plus grande ferveur catholique de ce royaume, M. de Bourmont avait quitté Paris pour aller prendre, à Toulon, le commandement de l'armée chargée de venger l'insulte dont le roi, dans son discours aux Chambres, avait annoncé « l'éclatante et prochaine réparation. »

Il s'agissait d'une expédition contre Alger. Nos griefs contre cette puissance barbaresque remontaient à 1814. A cette époque, quelques sujets algériens se trouvaient créanciers du gouvernement français. Le dey intime, un jour, à notre consul, l'ordre de régler sur-le-champ ces créances dont nous aurons bientôt à parler. Le consul ayant répondu qu'il ne pouvait le faire sans l'autorisation de son gouvernement, fut immédiatement expulsé. Les événements emportèrent cette offense, et, en 1816, le gouvernement royal, voulant renouer les relations interrompues, nomma un nouveau consul qui ne put entrer en fonctions qu'après avoir remis au dey 100,000 francs à titre de don gratuit. La France ne s'était décidée à ce sacrifice que pour recouvrer, dans la province de Bone, une certaine étendue de côtes acquise des Arabes quatre siècles auparavant, en 1450, moyennant certaines redevances, et dont la possession nous avait été confirmée, en 1518 et en 1692, par les sultans Sélim I^{er} et Achmet. Ces possessions désignées sous le nom de *concessions d'Afrique*, étaient la source de bénéfices assez considérables pour nos négociants, à qui elles donnaient le double avantage de commercer avec l'intérieur du pays, et d'exploiter, à titre de droit exclusif, les bancs de corail qui s'étendent sur cette partie du littoral africain. Le dey consentit à nous les restituer, en 1817, mais à la condition de voir portée à 60,000 fr. la redevance annuelle de 17,000 fr. payée jusqu'alors pour le privilège de la pêche du corail. Cette augmentation fut accordée, et la France la subissait depuis deux ans, lorsqu'en 1819, le nouveau dey Husseyn¹ déclara qu'il nous fallait opter entre la cessation immédiate de notre privilège ou une redevance de 200,000 fr. Notre gouvernement

1. Husseyn¹ avait succédé, en 1818, au dey Ali-Khodja.

se soumit à cette nouvelle exigence, mais ce fut en pure perte : Husseyn, par un manifeste publié en 1826, accorda à toutes les nations, le droit de pêche qui était notre privilège, et dont il continuait à recevoir le prix.

A ces sujets de plainte venait se joindre la violation incessante de traités conclus avec la Porte où le gouvernement d'Alger lui-même : recherches violentes dans la demeure de nos agents consulaires ; droits exigés de nos négociants en dehors ou au delà des tarifs ; visites de nos bâtiments en pleine mer ; navires français attaqués et pillés par des sujets de la Régence : en outre, la Restauration, en 1825, avait accordé sa protection au pavillon romain ; le dey reconnut ce protectorat, prit l'engagement officiel de le respecter, et, dix-huit mois après cette promesse, il laissait arrêter deux bâtiments romains, en prononçant la confiscation, en autorisait la vente, et partageait avec les capteurs le prix des navires et de leur chargement. Or, pendant que la France poursuivait auprès de lui le redressement de ces griefs, et demandait, par son consul, des indemnités et des réparations, le Dey, de son côté, adressait à notre gouvernement des réclamations dont nous devons dire l'origine.

Des fournitures de grains faites sous le Consulat et l'Empire par deux négociants algériens, les sieurs Bacri et Busnach, les constituaient créanciers du trésor français pour un capital qui n'était pas encore fixé lors des événements de 1814, et dont la réclamation avait alors amené le renvoi de notre consul. Les relations une fois rétablies, le dey insista pour la liquidation de cette créance, dont il portait le chiffre à 14 millions. Un fondé de pouvoirs représentait, à Paris, Busnach et Bacri ; le gouvernement nomma des commissaires, et une transaction, conclue le 28 octobre 1819, approuvée ensuite par le roi et par le dey Husseyn, régla définitivement la créance à 7 millions qui seraient payés par douzièmes, à compter du 1^{er} mars 1820. Un des articles de cet acte réservait, toutefois, les droits des Français, créanciers de Bacri et de Busnach, et stipulait qu'une somme égale au montant des réclamations faites contre ceux-ci serait gardée jusqu'à ce que les tribunaux eussent prononcé sur le

mérite de ces demandes. Les réclamations s'élevèrent à 2,500,000 francs, qui furent déposés à la caisse des consignations ; le représentant des deux négociants algériens reçut les 4,500,000 francs restants. Husseyn, créancier personnel de Bacri pour des fournitures de laines, réclama d'abord contre ce paiement auquel il ne participait pas, puis contre le dépôt des 2,500,000 francs ; il se plaignit ensuite de la lenteur de nos tribunaux à prononcer sur les oppositions dont cette dernière somme était frappée ; prétendit que le gouvernement devait intervenir pour hâter la décision des juges ; demanda bientôt que le capital déposé lui fût transmis, se réservant d'apprécier les droits des opposants ; puis il exigea la totalité des 7 millions. Ces prétentions exorbitantes avaient leur principale cause dans les mauvaises relations existant entre le dey et notre consul général, M. Deval, à qui Husseyn imputait, non sans quelque fondement, d'abord la réduction du capital et les retards subis par la liquidation de la créance, ensuite, l'aide donné, disait-il, à Busnach et à Bacri, alors réfugiés à Livourne, pour qu'ils s'emparassent, sous le nom de créanciers supposés, des fonds restés à la caisse des consignations ; en un mot, il reprochait à notre consul d'agir de telle sorte que lui, Husseyn, fût le seul qui ne pût profiter d'une transaction qu'il avait exigée, ni toucher la moindre part d'une somme dont il était le principal, sinon l'unique créancier. Toutes ses demandes furent repoussées. Ces refus, dans la conviction du dey, étaient le résultat des intrigues et des faux rapports de l'agent que la France, par un sentiment de dignité fausse, avait, en effet, le tort de maintenir auprès de sa personne et de lui imposer ; il crut pouvoir adresser directement ses plaintes à Charles X, et en appeler à la justice de ce prince dans une lettre à laquelle notre gouvernement fit une réponse qui n'était pas encore parvenue à Alger, quand arrivèrent les fêtes du Bêïram ¹. La veille, selon l'usage, M. Deval se

1. On lit dans un ouvrage publié, en 1835, par M. Shaler, consul des États-Unis à Alger : « La politique suivie par la France, depuis 1815, à Alger, avait un tel caractère de faiblesse, et était conduite d'une manière si scandaleuse, qu'elle ne pouvait inspirer aucun intérêt et encore moins de la confiance. »

présenta au palais du dey. Les premiers compliments échangés, le consul renouvelle ses réclamations à l'occasion de la saisie et de la vente des deux bâtiments romains dont nous avons parlé : « Comment, lui dit le dey, tu viens encore me tourmenter pour une affaire qui ne regarde pas la France, quand ton roi ne daigne pas répondre à une lettre que je lui écris pour une affaire qui me concerne ! » M. Deval réplique aussitôt par quelques paroles dont le sens est celui-ci : « Un roi de France ne répond pas à un homme tel que toi. » Le dey ne voyait jamais notre consul sans éprouver une vive irritation ; soit que la réponse de ce dernier empruntât à sa connaissance imparfaite de la langue un caractère plus outrageant qu'il ne l'était peut-être en effet, soit résultat d'une colère longtemps contenue, Hussein, aux mots qu'il vient d'entendre, ne se possède plus : il se lève de son divan, fait un pas vers M. Deval, et le frappe d'un chasse-mouches en plumes de paon qu'il tenait à la main.

La France demanda pour cet outrage une réparation que le dey refusa de donner. M. Deval reçut l'ordre de cesser tout rapport officiel avec Hussein, et quitta Alger le 11 juin 1827. Peu de jours après son départ, le bey de Constantine se précipitait sur nos concessions, ruinait nos établissements par le fer et par le feu, détruisait de fond en comble le fort de La Calle, et Hussein publiait contre la France une déclaration de guerre à laquelle notre gouvernement répondit par un rigoureux blocus du port d'Alger. Cette mesure demeura sans résultat : nos vaisseaux ne pouvaient serrer Alger d'assez près pour empêcher l'entrée ni la sortie des petits navires composant la marine militaire ou marchande de cette place. Enfin, après trois ans d'un investissement imparfait, moins nuisible aux Algériens qu'à la France elle-même, à laquelle il coûtait près de 20 millions, plusieurs bâtiments perdus sur cette côte sans abri, et un grand nombre de marins, le ministère Martignac se vit réduit à l'alternative d'humilier la France devant un chef de pirates, ou de recourir à un mode d'hostilités plus énergique et plus efficace. Des troupes furent réunies dans le midi ; mais avant de jeter le pays dans le péril et les sacrifices d'une descente en Afrique,

le ministère voulut tenter un dernier effort de conciliation, et chargea le capitaine de vaisseau de Labrettonnière, au mois de juillet 1829, d'aller proposer au dey un accommodement, dont les conditions modérées étaient honorables pour les deux gouvernements. Cet officier montait le vaisseau *la Provence*. Arrivé devant Alger sous pavillon parlementaire, il est admis devant le dey, le 31 juillet, et lui fait connaître les satisfactions exigées par la France. Le chef de la régence renvoie sa réponse au 2 août. Dans cette seconde audience, tenue en présence du divan, M. de Labrettonnière renouvelle à Husseyn la proposition d'accommodement dont il est chargé, et lui déclare que le roi de France, en cas de refus, est décidé à faire respecter par la force des armes son droit et la dignité de sa couronne : « J'ai aussi de la poudre et des canons, répond le dey ; nous ne pouvons nous entendre : tu peux te retirer. Le sauf-conduit qui a protégé ton arrivée protégera ta sortie. » Le lendemain, 3 août, à une heure de l'après-midi, *la Provence* appareille. Le vent était très-faible : le navire se meut avec peine, et défile lentement devant les formidables batteries qui protègent du côté de la haute mer l'entrée du port d'Alger. A ce moment, un signal part de la Casbah, résidence du dey ; les batteries font feu, et nombre de boulets atteignent *la Provence* dans sa coque, ses vergues et sa mâture. L'équipage demande à grands cris à rendre feu pour feu. M. de Labrettonnière résiste à toutes les instances, et défend de tirer un seul coup : il ne veut pas, en ripostant, donner une activité et une énergie plus grande au feu des Algériens ; une vive canonnade partie de son vaisseau, peut d'ailleurs abattre le peu de vent qui l'aide à s'éloigner des batteries. Le résultat justifia son calcul et récompensa son sang-froid : après avoir essuyé pendant une demi-heure les continuelles décharges de l'artillerie algérienne, *la Provence*, criblée de boulets, se trouva enfin hors de portée.

L'annonce de cette odieuse violation du droit des gens parvint à Paris peu de jours après l'avènement du ministère Poignac. Les journaux de toutes les nuances s'indignèrent de ce nouvel outrage ; ceux de l'opposition sommaient le nouveau cabinet d'en

tirer la vengeance la plus éclatante. Le silence et l'immobilité du gouvernement devinrent bientôt, pour ces derniers, l'occasion des accusations les plus véhémentes : M. de Polignac et ses collègues, indifférents à l'honneur de la France, disaient-ils, ne lui apportaient que faiblesse et que honte. Les ministres avaient agité plus d'une fois la question algérienne; mais arrêtés par les embarras qu'ils voyaient surgir de tous les côtés, à l'intérieur, ils délibéraient sans prendre aucune décision. Seul, M. de Bourmont proposait résolument de trancher la difficulté par une expédition armée. M. de Polignac, pour arriver au même résultat, avait conçu un plan particulier. Dans sa conviction, la Turquie était à la veille de se dissoudre; le partage de cet empire pouvait, d'un moment à l'autre, exiger l'emploi de toutes nos forces, et il voulait punir Husseyn sans diminuer celles-ci. « Il fallait se tenir prêt pour l'événement, a-t-il dit; je comptais peu sur l'appui des Chambres. Il me fallait donc créer, en dehors d'une majorité passionnée, une influence qui, dans l'occasion, pût tourner à l'avantage de la France. Je jetai les yeux sur Méhémet-Ali. D'après mon plan, une armée égyptienne partait des rives du Nil à la voix du monarque français, suivait la route qui lui était tracée, et vengeait l'Europe des outrages commis par les Barbaresques. Méhémet augmentait sa puissance, la France se réservait des points militaires sur la côte d'Afrique, et le vice-roi d'Égypte reconnu, par le fait, *lieutenant du roi de France*, eût, au moment opportun, porté l'influence française, malgré l'Angleterre, jusqu'au sein de l'Asie. Des négociations s'ouvrirent secrètement à Alexandrie¹; elles eurent un plein succès. Méhémet-Ali eut bientôt terminé ses préparatifs; mais le gouvernement britannique eut vent de cette expédition; il donna l'éveil à la Porte, et celle-ci, mettant en avant son droit de suzeraineté sur les populations barbaresques, donna l'ordre au vice-roi d'Égypte d'abandonner ses projets d'agression. Méhémet, n'osant encore rompre avec le sultan, fut obligé de se

¹ M. de M. Drovetti, notre consul général en Égypte, et d'abord, général au service de Mohammed-Ali.

soumettre. Il me fallut alors changer de plan ¹. » Lors même que le sultan ne serait pas intervenu, il est douteux que le projet d'instituer Mohammed-Ali *lieutenant du roi* en Afrique se fût complètement réalisé. Cette conception bizarre était une pensée propre à M. de Polignac; il avait agi seul, et quand il fit connaître la négociation à ses collègues, ceux-ci n'hésitèrent pas à la désapprouver, « comme peu convenable à la dignité de la France ². »

Ce plan avorté, on agita de nouveau les moyens de tirer satisfaction du chef de la régence algérienne. M. de Bourmont renouvela sa proposition, en l'appuyant avec toute la chaleur que pouvait lui donner l'espérance d'y trouver une occasion de racheter, dans l'esprit de l'armée, sa désertion du 15 juin 1815. Mais effrayés des obstacles que signalaient, dans cette entreprise, tous les officiers généraux de terre et de mer dont ils demandaient l'avis, ses collègues montraient la même hésitation. Enfin M. d'Haussez se rendit; les autres ministres cédèrent un à un; M. de Polignac et le dauphin restèrent bientôt les seuls opposants. Le duc de Raguse, chargé par M. de Bourmont de vaincre leur résistance, y réussit, et le 7 février (1830), l'expédition fut décidée dans un conseil présidé par Charles X. Les ordres, pour la réunion des troupes et pour les préparatifs maritimes nécessaires, furent aussitôt transmis dans toutes les garnisons du centre et du midi, et dans tous les ports. La tâche de la marine était la plus considérable, la plus difficile : Brest, Cherbourg, Rochefort et Toulon fournirent, en peu de temps, assez de bâtiments de guerre pour composer une des flottes les plus nombreuses que la France eût encore mises à la mer. Quatre cents bâtiments de transport, nolisés en France, en Sardaigne, en Italie et en Espagne, devaient, en outre, recevoir les soldats, les munitions de guerre et de bouche, qui ne pourraient trouver place sur les bâtiments de la marine militaire.

1. *Études historiques et politiques.* — « Les détails relatifs à cette première combinaison, imprimés dans les ouvrages publiés depuis 1830, sont tous erronés. » (*Note de M. de Polignac.*)

2. *Bulletin inédit des séances du conseil des ministres.*

L'embarquement de l'armée d'expédition et le transport de ses approvisionnements et de son matériel étaient assurés ; mais il fallait aborder la côte et débarquer ; là se trouvait le péril réel, le nœud de l'entreprise. De nombreux conseils avaient eu lieu, à ce sujet, chez le ministre de la marine. Les officiers généraux que ce ministre avait consultés, étaient unanimes pour déclarer « que la côte serait difficilement abordable, et le débarquement presque impossible. » Deux capitaines de vaisseau, MM. Gay de Taradel et Dupetit-Thouars, soutenaient seuls que cette double opération n'offrirait pas une difficulté sérieuse. Leur opinion fut discutée dans une réunion nouvelle où assistait le contre-amiral Roussin. Cet officier général ne s'était pas encore prononcé ; on avait fait espérer à M. d'Haussez qu'il se rangerait à l'avis des deux capitaines ; il se déclara pour le sentiment des amiraux ses collègues : « J'en suis fâché pour l'amiral Roussin, dit M. d'Haussez en sortant de ce conseil ; car j'avais dans les mains le brevet qui le nommait vice-amiral et lui donnait le commandement de la flotte. » Le ministre ajouta que la résolution du roi était si formellement arrêtée, que, dans le cas où tous les amiraux déclinaient la responsabilité de ce commandement, il le confierait, au besoin, à un officier du grade le plus inférieur, fût-ce à un simple enseigne. Brest avait alors pour préfet maritime un officier que M. de Bourmont n'avait pas cessé de recommander, et dont il vantait justement l'expérience et la résolution. Ce fonctionnaire, que son mérite avait fait arriver de la position de simple matelot au grade d'officier général, était le vice-amiral Duperré. Il voyait également de grands obstacles et un véritable danger dans cette expédition ; mais on ne tint aucun compte de ses hésitations ; et, sur la demande formelle du ministre de la guerre, Charles X l'investit du commandement de la flotte.

La nomination du commandant en chef de l'expédition ne devait pas offrir moins de difficultés. Les sollicitations étaient nombreuses, instantes ; mais, de tous les postulants, le plus pressant était Marmont qui, lui aussi, cherchait à se réconcilier avec l'armée en attachant son nom à une glorieuse

conquête. Nul n'avait étudié avec plus de soin tous les travaux, tous les documents publiés sur la régence algérienne ; son opinion, ainsi qu'on l'a vu, avait entraîné celles du dauphin et de M. de Polignac, et il invoquait, à l'appui de sa demande, l'expérience que lui donnait, pour une guerre faite en Afrique, sa participation à l'expédition d'Égypte en 1799, les commandements qu'il y avait exercés, les services qu'il y avait rendus. Ces titres étaient sérieux. Malheureusement pour le maréchal, il avait pour concurrent le ministre même de la guerre, qui, pour mettre à couvert sa responsabilité morale, dressa, de concert avec le dauphin, et mit sous les yeux de Charles X, une liste de neuf candidats où figuraient trois maréchaux, Marmont, Gouvion Saint-Cyr et Molitor, et six lieutenants-généraux, entre autres les comtes Bordesoulle et Guilleminot. Le ministre n'avait pas osé y placer son nom ; mais, sur sa prière, le dauphin consentit à le proposer directement au roi et lui promit de ne rien épargner pour lui faire confier cette entreprise, dont il n'avait poursuivi l'accomplissement avec autant de chaleur que dans l'espérance de la diriger. Le prince n'avait été arrêté que par la difficulté de concilier ce commandement avec le titre de ministre de la guerre. « Le service du roi ne peut que gagner à la réunion de ces deux titres, avait répondu le ministre ; les préparatifs seront mieux ordonnés ; il y aura plus de célérité dans le mouvement et plus d'ensemble dans les opérations. » Charles X montra quelque hésitation ; mais l'insistance de son fils, aidée par l'influence de M. de Polignac que flattait la perspective de diriger par *interim* le département de la guerre, triomphèrent de l'indécision du roi ; M. de Bourmont fut nommé.

Décidée dans des circonstances différentes et dirigée par un autre ministère, cette entreprise eût obtenu la faveur publique ; mais les esprits étaient absorbés par une autre préoccupation ; les regards se détournaient de toute chose qui ne se rapportait pas à la lutte engagée entre la couronne et la Chambre élective ; la question algérienne, en présence de cette lutte, perdait son intérêt et son importance ; le choix de M. de Bourmont comme général en chef acheva de discréditer l'expédition. Les journaux qui

réclamaient avec le plus de vivacité, au mois d'août précédent, une éclatante réparation de l'attaque dirigée contre *la Provence*, ne virent plus dans l'envoi d'une armée française en Afrique qu'une *diversion* ayant pour but d'égarer l'opinion d'un peuple éminemment accessible au prestige de la gloire, de détourner l'attention publique des atteintes méditées contre les institutions, et de rendre l'armée plus indifférente aux libertés et aux intérêts de la cité. Puis, rappelant la déroute essuyée par Charles-Quint devant Alger en 1541, l'insuccès des attaques successivement dirigées contre cette place par Louis XIV, l'Espagne et l'Angleterre elle-même, ils n'apercevaient dans l'expédition nouvelle que des obstacles et des désastres : « Le vent du nord-ouest rend tout débarquement impossible, disaient-ils. Or, ce vent règne presque constamment dans la saison d'été ; la côte en juillet sera donc inabordable. Que de temps d'ailleurs pour transborder, des navires de transport, sur les bateaux et les chaloupes de débarquement, les hommes, les chevaux, les canons, les munitions, les barils de vin, les tonneaux de viande et le matériel de l'artillerie ! Vingt jours au moins sont nécessaires. Qu'advient-il si le vent de nord-ouest vient à souffler durant l'opération ? La côte, en outre, est dépourvue d'eau, et il faudra creuser des puits. Mais M. de Bourmont se croit un Bonaparte ; il vaincra le vent et la mer, la chaleur et la soif, la maladie et le soldat numide ! »

Pendant que l'opposition s'abandonnait à ces prédictions sinistres, les troupes, les vaisseaux de guerre se concentraient dans le port de Toulon. Les troupes présentaient un effectif de 37,639 hommes et de 3,853 chevaux, partagés en trois divisions de 9 à 10,000 hommes chacune, commandées par les lieutenants-généraux Berthezène, Loverdo et d'Escars. La division Berthezène comptait trois brigades placées sous les ordres des maréchaux de camp Poret de Morvan, Achard et Clouet, et formées par les 3^e, 14^e, 20^e, 28^e et 37^e régiments de ligne, 2^e et 4^e léger. La division Loverdo, forte également de trois brigades commandées par les maréchaux de camp Denis de Damrémont, Munk d'Uzer et Colomb d'Arcine, comprenait les 6^e, 15^e, 21^e,

29^e, 48^e et 49^e de ligne. La division d'Escars, composée de deux brigades commandées par les maréchaux de camp de Berthier et Hurel, comprenaient les 17^e et 34^e de ligne, 1^{er} et 9^e léger. L'état-major général avait pour chef le lieutenant-général Desprez, pour sous-chef le maréchal de camp Tholosé. Le génie et l'artillerie, qui comptait 183 pièces de siège ou de campagne, étaient sous les ordres des maréchaux de camp Valazé et Lahitte. Enfin l'armée navale, forte de 11 vaisseaux de ligne, 23 frégates, 7 corvettes de guerre, 26 briks, 26 corvettes de charge, gabarres ou bombardes, et de 7 bateaux à vapeur, en tout 103 bâtiments de guerre environ, montés par 27,000 marins, était divisée en trois escadres : *escadre de bataille, escadre de débarquement, escadre de réserve.*

Un aussi formidable armement excita, non la crainte, mais l'ombrage de quelques puissances maritimes voisines. L'île de Sardaigne n'est séparée que par une traversée de quelques heures, de la province de Bône ; l'Espagne avait possédé Oran ; les cabinets de Turin et de Madrid, dans le but d'obtenir quelque établissement sur les parties de la côte algérienne les plus voisines de leurs ports, auraient désiré concourir à l'expédition ; on répondit aux ouvertures de leurs représentants : « que la France entendait agir avec ses seules forces, et demeurer maîtresse de tous ses mouvements. » Ferdinand VII parut vivement blessé de ce refus ; mais il n'osa insister. L'Angleterre se montra moins facile. Inquiète déjà du prodigieux progrès de notre marine, elle ne nous voyait pas, sans alarme et sans jalousie, porter en Afrique des forces assez considérables pour nous y créer une vaste et riche colonie dont la position, à peu de distance de Toulon et de Marseille, augmenterait singulièrement notre force dans la Méditerranée. Son ambassadeur, à Paris, lord Stuart de Rothsay, fut chargé de demander des explications : « Notre expédition éveillait, dans tout le midi de l'Europe, disait-il, des soupçons et des craintes que semblait justifier la puissance de nos préparatifs, trop considérables, évidemment, s'il ne s'agissait que d'infliger un châtimement ou d'obtenir une simple réparation. » M. de Polignac répondit, au nom de Charles X : « que

le gouvernement français n'était guidé par aucune vue d'ambition particulière; que son pavillon ayant été insulté, il saurait le venger comme il convenait à l'honneur de la nation; que dans le cas où, par suite de la lutte, le gouvernement de la régence viendrait à être renversé, le roi s'entendrait volontiers avec ses alliés sur les moyens de substituer à ce gouvernement barbare, un nouvel état de choses plus approprié aux progrès de la civilisation et aux véritables intérêts de la chrétienté; mais, qu'à cet égard, il n'entendait prendre aucun engagement contraire à sa dignité et aux intérêts de la France.» Des notes conçues dans ce sens furent adressées à toutes les cours et même aux villes anséatiques ¹. Le ministère anglais revint plusieurs fois à la charge, sollicitant une déclaration plus précise, un engagement plus positif. Son ambassadeur, entre autres démarches, communiqua, un jour, à M. de Polignac, une note qu'il avait ordre de lire à ce dernier, note rédigée dans les termes les plus vifs, et où le débarquement de nos troupes sur la côte algérienne, possession dépendante des États d'un allié, le sultan, était présenté comme un fait de nature à entraîner un *casus belli*. La lecture achevée, l'ambassadeur demanda quelle réponse il devait transmettre à sa cour : « Répondez, lui dit M. de Polignac, que vous m'avez présenté cette note, et que je ne l'ai pas lue ². » Obligé de renoncer à ébranler la résolution de notre gouvernement, le cabinet de Londres fit, auprès de Mahmoud, pour empêcher l'embarquement du corps expéditionnaire, une tentative analogue à celle qu'il avait employée deux ans auparavant, auprès de Mohammed-Ali, pour arrêter le départ de l'expédition de Morée, tentative qui entraîna le sultan dans une démarche dont nous aurons à dire plus loin le singulier résultat.

Parti de Paris pour Toulon, le 19 avril, ainsi qu'on l'a vu, M. de Bourmont fut bientôt suivi par le ministre de la marine et par le dauphin. Ce dernier avait le titre de grand-amiral; il allait inspecter la flotte, et porter aux marins qui la montaient

1. *Bulletin inédit des séances du conseil des ministres.*

2. BOULLÉE, *Histoire de la dernière année de la Restauration.*

ainsi qu'aux troupes de l'expédition, les encouragements qui sont, aux yeux des princes, l'ordinaire privilège de leur présence. Arrivé à Toulon, le 3 mai, il assista, le lendemain, à l'exercice du débarquement, tel qu'il devait être opéré sur la côte d'Afrique. Des bateaux plats et des radeaux d'une construction nouvelle, furent chargés d'artillerie et de soldats de différentes armes, avec leurs bagages et leurs chevaux. La descente fut ordonnée; les troupes l'effectuèrent avec une facilité extrême. Une fois à terre, les soldats se trouvèrent rangés en bataille et les canons mis en batterie, en moins de six minutes. Une population immense accourue de plusieurs lieues, assistait à ce simulacre de descente; les cent bâtiments de guerre étaient réunis; l'armée expéditionnaire couvrait les bords de la rade: exaltée par la grandeur du spectacle et par la pensée d'un succès qui exercerait inévitablement, sur la prospérité de tous les départements du midi, la plus puissante influence, cette foule fit au dauphin l'accueil le plus enthousiaste, et ses acclamations, tant que dura cette espèce de répétition, ne cessèrent de se mêler aux sons de la musique militaire et aux salves de l'artillerie. Le dauphin quitta Toulon le 5 mai. Le 11, l'embarquement commença; le 16, il était terminé, et le 25, l'armée retenue durant plusieurs jours au mouillage par des vents contraires, put enfin sortir de la rade et faire voile pour Alger.

Le fils de Charles X rentra à Paris le 15 mai. Son retour était attendu par le ministère pour la signature et la publication de l'ordonnance qui changeait la *prorogation* de la Chambre en *dissolution*, et convoquait le corps électoral à des élections nouvelles. L'adoption définitive de la mesure remontait à trois semaines, au 21 avril, et n'avait pas eu lieu sans débat. MM. de Chabrol, de Courvoisier et de Guernon-Ranville, reproduisant les objections qu'ils avaient présentées dans le conseil du 17 mars¹, ajoutaient qu'un certain nombre de royalistes opposants, ébranlés par l'attitude résolue de la couronne, étaient

1. V. plus haut, page 225.

décidés à abandonner la gauche, et qu'en adjoignant à ces députés repentants quarante membres, environ, de la droite, qui n'assistaient jamais aux séances, et dont on exigerait plus d'exactitude, le ministère pourrait compter sur une assez forte majorité, grossie du bénéfice probable des réélections qui ont inévitablement lieu dans le cours de chaque session. Pour rendre cette majorité plus certaine encore et plus considérable, MM. de Chabrol et de Courvoisier demandaient l'admission, dans le conseil, d'un ou de deux membres de l'opposition *centre gauche*¹. Cette demande avait été repoussée sans discussion; les autres considérations étaient demeurées sans résultat; la majorité du conseil avait maintenu sa résolution de dissoudre la Chambre élective. Les impressions que le dauphin rapportait de son voyage n'étaient pas de nature à modifier cette décision; le prince revenait enivré des acclamations qui l'y avaient accueilli: le lendemain de sa rentrée aux Tuileries, le 16 mai, le roi signait, en conseil, une ordonnance qui déclarait la Chambre des députés dissoute, convoquait les collèges électoraux d'arrondissement pour le 23 juin, les collèges de département pour le 3 juillet, et fixait la réunion des deux Chambres au 3 août suivant².

Deux questions avaient été posées dans les réunions où les ministres s'étaient occupés de cette mesure: quel plan politique adopterait le cabinet dans le cas où la nouvelle assemblée lui serait favorable? que ferait le gouvernement si la majorité revenait, au contraire, aussi ennemie qu'auparavant? On arrêta, dans le premier cas, de présenter à la nouvelle Chambre deux projets de loi qui modifieraient profondément la loi électorale et la loi sur la liberté de la presse. Quant à la seconde hypothèse, la majorité du conseil n'admettait pas qu'il fût utile de la

1. *Études historiques et politiques*, de M. de Polignac.

2. Les Chambres étaient convoquées à Paris; on lit à ce sujet, dans le *Études historiques*, de M. de Polignac: « J'avais proposé à Charles X de convoquer les Chambres à Orléans. Quelques obstacles, peut-être aussi l'arrivée prochaine du roi de Naples à Paris, empêchèrent qu'il ne fût donné suite à cette proposition. »

discuter, l'élection d'une Chambre libérale étant une supposition inadmissible. Un membre de la minorité ayant cependant insisté, M. de Polignac se contenta de répondre « que le roi aviserait. » A quelque temps de là, dans le conseil qui suivit la signature de l'ordonnance de dissolution, la question fut posée de nouveau : MM. de Polignac, d'Haussez et de Montbel déclarèrent hardiment que, si les électeurs s'obstinaient à renvoyer une Chambre hostile, la couronne ne devait pas hésiter à faire immédiatement usage du pouvoir dictatorial que lui donnait, « pour la sûreté de l'Etat, » l'article 14 de la Charte. MM. de Chabrol et de Guernon-Ranville n'admettaient la nécessité d'un recours à ce droit extrême que lorsque tous les moyens légaux de résistance auraient été essayés, épuisés. M. de Courvoisier se montrait plus absolu : l'article 14, disait-il, ne pouvait autoriser, en aucun cas, la violation de la législation électorale existante¹. Il était impossible que le conseil se maintint ainsi divisé : M. de Polignac le fit nettement entendre à M. de Courvoisier qui, entraînant M. de Chabrol, le décida à l'accompagner le lendemain aux Tuileries pour y porter leurs démissions que le roi s'empressa d'accepter. Charles X exprima dans les termes les plus affectueux, à M. de Chabrol, le regret qu'il éprouvait de se séparer de lui : « Mais je le conçois, lui dit-il, les choses vont trop vite pour votre caractère. » Parlant ensuite des prochaines élections, et employant une expression qui lui était familière dans l'intimité, ce prince ajouta : « Il en pourra cuire aux électeurs si leurs choix sont mauvais ; car je suis bien décidé, s'ils font de la sédition, à ne pas monter là comme mon frère ; » et il désignait de la main la place où l'échafaud de Louis XVI s'était dressé, et qu'on apercevait des fenêtres de son cabinet. Les ministres démissionnaires reçurent, l'un et l'autre, le titre de ministre d'État avec une pension de vingt mille francs, et M. de Courvoisier emporta, de plus, la promesse de la première présidence de la Cour des comptes dont la vacance, par l'âge avancé de son titulaire, M. de Barbé-Marbois, semblait devoir être assez prochaine.

1. *Bulletin inédit des séances du conseil des ministres.*

Cette retraite des ministres de la justice et des finances, M. de Polignac l'avait prévue dès les premiers débats soulevés entre les ministres pour la ligne de conduite à suivre avec la nouvelle Assemblée, et, dès cette époque, le président du conseil s'était occupé, de concert avec Charles X, de leur chercher des successeurs. Ces négociations, où le roi et le dauphin intervenaient personnellement, avaient rencontré quelques difficultés dans les hésitations de M. de Chantelauze, premier président de la cour royale de Grenoble, membre de la Chambre des députés, et qui, dans la discussion de l'adresse, avait proclamé que la royauté ne pouvait espérer son salut que d'un *cinq septembre monarchique*. Déjà, lors de la première formation du ministère, ce magistrat avait refusé d'en faire partie; cette fois, il ne montrait pas moins de répugnance à y entrer; il ne céda qu'aux instances directes, pressantes du dauphin, et après avoir obtenu que M. de Peyronnet, pour qui Charles X et son fils témoignaient alors un certain éloignement, entrerait avec lui, et aurait le portefeuille de l'intérieur¹. On n'eut pas à combattre les mêmes résistances auprès de l'ancien garde des sceaux du ministère Villèle; non-seulement M. de Peyronnet accepta, sans hésiter, la succession de MM. de Labourdonnaie, de Martignac et Corbière, mais il consentit à abandonner le travail des pro-

1. *Études historiques et politiques*, de M. de Polignac; *Lettres* de M. de Chantelauze et de Charles X à M. de Polignac, des 9 et 14 mai; on lit dans celle de Charles X (14 mai) : « Je vous renvoie, mon cher Jules, la longue lettre de M. de Chantelauze; celle de mon fils disait tout, excepté le fin mot de la chose, c'est qu'il a peur de perdre une position agréable et inamovible pour en prendre une malheureusement trop amovible. Au surplus, je ne change rien à mon projet, et, s'il vous convient toujours, nous le ferons presser (M. de Chantelauze) par Peyronnet. »

Quatre jours après cette lettre, le 18, M. de Chantelauze écrivait à son frère, à Montbrison : « Nous avons l'un envers l'autre gardé un long silence; Je viens le rompre le premier, car je ne veux pas que tu apprennes par *le Moniteur*, et avec le public, l'événement le plus important et, je crois, le plus malheureux de ma vie : c'est ma nomination comme garde des sceaux. Voilà deux mois que j'oppose une résistance soutenue à mon entrée au conseil. On ne me laisse plus même aujourd'hui mon libre arbitre, et les ordres qui me sont donnés ne me permettent plus que l'obéissance. Je me résigne à ce rôle de victime. Veille sur les élections, car y échouer serait maintenant pour moi une chose honteuse. »

chaines élections à M. Capelle, préfet de Versailles, sorte d'homme d'affaires de Charles X, son agent particulier, pour ainsi dire, dont on vantait la dextérité dans la direction et le maniement des opérations électorales, et pour lequel on créait un nouveau département, celui des travaux publics. La pensée d'un recours éventuel au pouvoir dictatorial enfermé dans l'article 14, venait de décider la retraite de deux ministres : Charles X et le président du conseil, avant de rendre officiels les nouveaux choix, voulurent connaître les dispositions de MM. de Chantelauze, Capelle et de Peyronnet, dans le cas où ce recours deviendrait indispensable : la question leur fut soumise ; tous les trois répondirent que des ordonnances rendues, en vertu de cet article « pour la sûreté de l'État, » leur sembleraient parfaitement constitutionnelles. M. de Peyronnet ajouta que, depuis longtemps, il avait la profonde conviction que l'emploi des mesures extraordinaires, autorisées par l'article 14, était pour le gouvernement le seul moyen d'échapper à sa ruine¹.

Ce fut le 19 mai, trois jours après l'ordonnance de dissolution, que ces arrangements préparés, convenus entre le roi, son fils et M. de Polignac, en dehors et à l'insu du cabinet, reçurent la consécration du *Moniteur* : M. de Chantelauze était nommé ministre de la justice en remplacement de M. de Courvoisier ; M. de Montbel, ministre de l'intérieur, prenait, aux finances, la place de M. de Chabrol ; M. de Peyronnet remplaçait, à l'intérieur, M. de Montbel ; M. Capelle recevait le titre de ministre des travaux publics.

Cette seconde modification du ministère du 8 août fut accueillie par le parti religieux comme un gage de la décision et de la force que la couronne entendait désormais opposer aux factions, et, par l'opinion constitutionnelle, comme un significatif retour vers la pensée à laquelle le cabinet Polignac devait son avènement, et dont la retraite de M. de Labourodonnaie avait pu sembler une déviation. Les liens notoires des trois nouveaux minis-

1. BOULLÉ, *Histoire de la dernière année de la Restauration*.

de la société *Aide-toi, le ciel t'aidera* avec les comités de départements n'était pas moins active que la correspondance ministérielle : des listes de candidats étaient publiées dans tous les journaux et partout répandues ; les *commissions consultatives* gratuites formées dans chaque chef-lieu d'arrondissement électoral pour éclairer, diriger les électeurs libéraux, faire valoir leurs droits et provoquer la radiation des électeurs ministériels indûment inscrits, se mirent en quelque sorte en permanence. Une foule de jeunes gens groupés autour de chacune d'elles, étaient constamment en campagne, visitant chaque électeur, stimulant son zèle, sollicitant son vote, et disposant à l'avance, pour les censitaires de la campagne, les vieillards ou les infirmes, les moyens de transport et de séjour au lieu où devait se faire la nomination. On ne pouvait se diviser sur les candidats ; le plus grand nombre se trouvaient désignés par le vote de l'adresse : *réélire les 221* était le mot d'ordre transmis à tous les comités ; aucun de ces noms, quels que fussent les antécédents politiques du député qui le portait, ne devait être discuté ; aucune autre candidature n'était permise dans les collèges d'où ils étaient sortis. Une telle entente, fortifiée par l'excitation des esprits, ne pouvait laisser aucun doute sur le résultat des opérations : les électeurs appelés à voter étaient les mêmes qui avaient nommé la majorité de la Chambre dissoute ; la passion qui les animait, en 1827, contre l'administration de M. de Villèle n'avait évidemment pas été affaiblie par l'avènement de MM. de Polignac et de Bourmont, et par le retour de M. de Peyronnet ; leur irritation, exaspérée par les injures, les menaces, les discussions des douze derniers mois, se trouvait, au contraire, plus vive et mieux disciplinée. Toutefois, les journaux ministériels n'en publiaient pas moins la note suivante :

« Les préfets ont envoyé au ministère de l'intérieur le résultat de leurs travaux préparatoires sur les élections. Le dépouillement de ces rapports présente l'assurance d'une majorité royaliste. Elle ne sera que de quarante voix, si on ne compte que les électeurs bien connus par leurs opinions ; elle pourra être plus nombreuse si les hommes douteux ont le courage de se soustraire à la domination du comité-directeur. Ainsi donc, une majorité de *quarante voix* est assurée au pouvoir. »

Cette certitude d'une majorité de *quarante voix* n'était cependant pas tellement absolue, que Charles X ne crût nécessaire d'intervenir directement auprès des électeurs. On a pu voir dans le rapport de M. de Polignac les illusions de ce ministre sur l'état politique et moral du royaume; le roi ne se bornait pas à penser, comme le président du conseil, « que la France, lasse d'agitation, désabusée du passé, s'était réfugiée dans la passion de l'intérêt matériel; » il avait rapporté de son voyage en Alsace la conviction que la royauté était populaire, et qu'il exerçait personnellement sur l'esprit et le cœur des masses une puissance qui rendrait le corps électoral attentif à sa voix et docile à ses exhortations. Confirmé dans ce sentiment par les flatteries des corps publics et par le langage des journaux ministériels, ce prince se laissa entraîner à une démarche qui était un pas de plus vers l'abîme où il devait se précipiter. Le 13 juin, dix jours avant l'ouverture des collèges électoraux d'arrondissement, il adressait à la nation la proclamation suivante :

« Français !

« La dernière Chambre des députés a méconnu mes intentions. J'avais droit de compter sur son concours pour faire le bien que je méditais; elle me l'a refusé! Comme père de mon peuple, mon cœur s'en est affligé; comme roi, j'en ai été offensé. J'ai prononcé la dissolution de cette Chambre.

« Français! votre prospérité fait ma gloire; votre bonheur est le mien. Au moment où les collèges électoraux vont s'ouvrir sur tous les points de mon royaume, vous écouterez la voix de votre roi.

« Maintenir la Charte constitutionnelle et les institutions qu'elle a fondées a été et sera toujours le but de mes efforts.

« Mais pour atteindre ce but, je dois exercer librement et faire respecter les droits sacrés qui sont l'apanage de ma couronne.

« C'est en eux qu'est la garantie du repos public et de vos libertés. La nature du gouvernement serait altérée si de coupables atteintes affaiblissaient mes prérogatives; je trahirais mes serments si je le souffrais.

« A l'abri de ce gouvernement, la France est devenue florissante et libre. Elle lui doit ses franchises, son crédit et son industrie. La France n'a rien à envier aux autres États, et ne peut aspirer qu'à la conservation des avantages dont elle jouit.

« Rassurez-vous donc sur vos droits. Je les confonds avec les miens, et les protégerai avec une égale sollicitude.

« Ne vous laissez pas égarer par le langage insidieux des ennemis de votre repos. Repoussez d'indignes soupçons et de fausses craintes qui ébranleraient la confiance publique et pourraient exciter de graves désordres. Les desseins de ceux qui propagent ces craintes échoueront, quels qu'ils soient, devant mon *immuable* résolution. Votre sécurité, vos intérêts ne seront pas plus compromis que vos libertés : je veille sur les uns comme sur les autres.

« Électeurs, hâtez-vous de vous rendre dans vos collèges ! Qu'une négligence répréhensible ne les prive pas de votre présence ! Qu'un même sentiment vous anime, qu'un même drapeau vous rallie !

« C'est un roi qui vous le demande ; c'est un père qui vous appelle.

« Remplissez vos devoirs, je saurai remplir les miens.

« CHARLES. »

Cette proclamation, rédigée par un des membres du conseil, revue par M. de Peyronnet, et que M. de Polignac contre-signa, plaçait le roi en dehors de toutes les conditions du gouvernement constitutionnel. Dédaignant d'abriter ses résolutions et ses droits derrière la responsabilité de ses ministres, Charles X descendait lui-même dans l'arène électorale, s'y présentait à découvert, y luttait de sa personne, et, dans le cas d'une défaite, se condamnait fatalement à l'alternative d'humilier son sceptre devant l'urne du scrutin ou de briser les lois constitutives du système électoral en vigueur. Tel était l'aveuglement du cabinet et de ses amis, que les journaux royalistes furent unanimes pour signaler cette démarche imprudente comme un acte décisif en faveur de M. de Polignac et de ses collègues : « Voilà un langage qui éclairera le peuple, s'écriaient-ils le lendemain ; car on a beau faire, le peuple de France aime la royauté parce qu'elle est française ; le peuple restera royaliste. »

Une autre approbation se joignit aux louanges de la presse ministérielle. Le clergé applaudit à son tour à l'intervention de la royauté, et lui apporta son impopulaire appui. Nombre de prélats adressèrent aux fidèles de leurs diocèses, à l'occasion de la proclamation du roi, des lettres pastorales où, blâmant la dernière Chambre des députés « d'avoir refusé son concours aux

améliorations qui devaient être proposées au nom du prince, » ils accusaient les membres de cette assemblée « d'oser disputer au souverain celui de ses droits qui devait être le plus sacré, le choix de ses ministres. » — « Ces hommes, dans une adresse hypocrite et perfide, flattent l'auguste chef de l'État d'une main, et de l'autre tentent de lui arracher son sceptre et sa couronne; voilà qui met le comble à notre indignation, » disait l'archevêque d'Alby qui, en terminant, « adjurait ses fidèles coopérateurs d'employer toute leur influence pour obtenir de bonnes élections. » L'évêque de Châlons, en transmettant à ses curés la proclamation du roi, ne les sollicitait pas avec moins de force d'assurer le succès de la démarche du monarque : « Vous savez, ajoutait-il, quelle faction lui dispute son autorité, et avec quelle insolence cette faction qui conspire et trahit manifestement, ose traiter les ministres ! » Confondant les intérêts de la religion avec les prétentions de la couronne, tous ces mandements présentaient l'Église honorée ou avilie, selon que la royauté serait triomphante ou vaincue. La pensée qui se cachait sous ces pieuses déclamations fut ouvertement révélée par quelques préfets : « Nous voulons, aux termes de la Constitution, la religion catholique, non pas exclusive, mais *dominante*, et servant de base à l'instruction publique, » disait l'un d'eux aux électeurs qu'il avait réunis en assemblée préparatoire. Ces fonctionnaires faisaient, en outre, intervenir dans leurs circulaires comme dans leurs entretiens, l'*immuable* volonté de Charles X « à maintenir son droit, » dociles en cela aux avertissements donnés par le roi lui-même aux présidents de collèges électoraux qui venaient le visiter avant de se rendre à leur poste. Comme tous les hommes sans volonté, que domine une pensée fixe, et qui affectent la force pour dissimuler leur faiblesse, le monarque, dans ces audiences, insistait surtout sur l'inflexibilité de ses résolutions : « Répétez bien aux électeurs, disait-il, que je ne céderai pas. »

« L'agitation que le roi a remarquée n'est que trop réelle, avait dit M. de Polignac dans son rapport confidentiel; différentes circonstances la rendent plus apparente et plus sensible

dans les localités qui attirent le plus souvent l'attention de Sa Majesté.» Le président du conseil, dans ce passage, faisait surtout allusion à Paris, à Rouen, à Orléans, et aux chefs-lieux des départements les plus voisins, dont les électeurs appartenaient en immense majorité à l'opposition libérale. Tous les rapports annonçaient que les choix de ces localités présenteraient le même résultat. Dans le but d'éviter que ces collèges n'entraînaient par leur exemple ceux qui auraient à voter le 3 juillet, et pour se donner en même temps une chance d'influer sur leurs choix par les nominations ministérielles qu'il attendait des autres circonscriptions, le cabinet décida d'en retarder la réunion. Le 18 juin, cinq jours avant l'ouverture des collèges d'arrondissement, une ordonnance motivée «sur le grand nombre de contestations pendantes devant les cours royales de Paris, Rouen, Orléans, Angers, Metz, Pau et Nîmes,» prorogea aux 12 et 19 juillet suivant les élections des vingt départements compris dans le ressort de ces cours, et qui, sur 108 députés, en comptaient 76, c'est-à-dire près des huit dixièmes, parmi les votants de l'adresse. Mais la précaution fut vaine. L'opposition l'emporta dans les élections du 23 juin à une majorité immense : le cabinet, sur 198 députés à élire, n'obtint que 55 nominations. Les ministres espéraient que la balance serait rétablie, le 3 juillet, par les élections des grands collèges ; mais battus dans nombre de chefs-lieux dont les choix s'étaient portés jusque-là sur des députés ultra-royalistes, ils n'eurent qu'un avantage de quelques nominations. C'était une défaite, puisque l'opposition gardait le considérable bénéfice obtenu dans les élections d'arrondissement. Le courant d'opinion qui emportait les membres du corps électoral était si prononcé, que M. d'Haussez, l'organisateur des préparatifs maritimes de l'expédition d'Afrique, et dont la position ministérielle faisait toute l'impopularité, fut repoussé dans cinq collèges. Malgré la passion qui animait les électeurs de toutes les classes, les opérations se firent partout, sinon avec calme, du moins dans le plus grand ordre. Quelques collèges du midi, ceux de Figeac et de Montauban, entre autres, furent seuls le théâtre

de déplorables violences dirigées contre les élus de l'opposition. Lorsque la nomination du comte de Preissac, un des 221, se répandit dans la dernière de ces deux villes, la partie la plus ignorante et la plus pauvre de la population, exaltée par le double fanatisme de la religion et de la politique, envahit la salle des élections, en proférant des cris de mort contre le nouvel élu, qu'une fuite précipitée put seule dérober à la fureur de cette foule.

L'opposition venait d'obtenir un succès qui dépassait ses espérances : non-seulement tous les votants de l'adresse, candidats dans les collèges de cette première série de 66 départements, avaient été réélus ; mais un certain nombre de députés de la minorité des 181 se trouvaient remplacés par des candidats libéraux. Et pourtant Charles X avait parlé ! Ses résolutions, avait-il dit, seraient *immuables*. Pouvait-il les changer sans déshonneur, quand, sourd à sa voix, le corps électoral, par un insolent défi, lui renvoyait une Chambre plus hostile encore que l'Assemblée qu'il venait de dissoudre, parce qu'elle « l'avait offensé, » et lorsque les mêmes courriers qui lui transmettaient ces nominations ennemies lui apportaient une succession de nouvelles annonçant que ses généraux et son armée venaient de remporter, en Afrique, aux cris de *Vive le roi !* des victoires qui ajoutaient à sa couronne le fleuron d'une vaste et glorieuse conquête ?

La flotte chargée du corps expéditionnaire était partie de Toulon, ainsi qu'on l'a vu, le 25 mai ; elle avait à peine fait vingt lieues en mer, qu'elle rencontra deux frégates qui se dirigeaient vers les côtes de France, la *Duchesse de Berry*, capitaine Kerdrain, appartenant à la station d'Alger, et la *Neesind-Jeffeth*, frégate turque, montée par Tahir-Pacha, grand amiral de l'empire ottoman. Ce dernier bâtiment naviguait sous l'escorte, ou, pour dire mieux, sous la garde de la frégate française. On sait les démarches faites auprès de notre gouvernement, par le cabinet de Londres, à l'occasion des préparatifs de l'expédition ; nous avons dit que, mécontents des réponses de M. de Polignac, les ministres anglais s'étaient hâtés d'agir à Constantinople pour que, en vertu de son droit de suzeraineté,

le sultan contraignit le chef de la régence algérienne de rendre nos armements inutiles, en donnant à la France toutes les satisfactions qu'elle était en droit d'exiger. Docile à ces incitations, la Porte avait, en effet, envoyé Tahir-Pacha en Afrique, avec la mission d'y provoquer, au nom de son maître, la déposition, et, au besoin, la mort de Husseyn-Dey, et d'ôter, par des réparations suffisantes, tout prétexte aux hostilités. Cette négociation n'eut pas un succès meilleur que le traité conclu, deux ans auparavant, entre l'amiral Codrington et Mohammed-Ali, pour faire avorter notre expédition de Morée. Informé de la mission de Tahir-Pacha, M. de Polignac fit transmettre à l'escadre de blocus l'ordre de fermer le passage à cet amiral, d'arrêter son bâtiment, et de le diriger sur un de nos ports. Cet ordre, comme on vient de le voir, avait été exécuté, et Tahir, après une courte entrevue avec M. de Bourmont, qui lui dit que le roi de France se chargeait du châtimement d'Husseyn, reprit, sous la garde de M. de Kerdrain, le chemin de Toulon ; il fut retenu en quarantaine dans le port de cette ville jusqu'au jour où l'on apprit que l'expédition venait d'atteindre son but.

Cependant la flotte avait continué sa route, et, le 29 au-soir, elle apercevait la côte d'Alger. Le lendemain 30, elle n'était plus qu'à cinq ou six lieues au nord du cap Caxine, et les équipages se préparaient au débarquement, lorsqu'elle fut assaillie et dispersée par un vent d'est si violent, que l'amiral Duperré, jugeant impossible d'approcher de la côte, et même de se maintenir sous le méridien d'Alger, prit le parti de regagner le large, et de chercher un abri et un point de ralliement sous le vent des îles Baléares, dans la baie de Palma. Il fallut huit jours aux bâtiments des trois escadres et aux transports pour se trouver réunis. Enfin, le 10 juin, la flotte entière étant ralliée et réorganisée, et les vents ayant cessé de se trouver contraires, l'amiral remit à la voile, et le 13, au point du jour, nos bâtiments se retrouvèrent en vue d'Alger. L'amiral Duperré était plébéen ; ses services, qui remontaient aux guerres maritimes de la République, avaient seuls fait son avancement. Demeuré fidèle à son origine, il passait aux yeux de la cour pour un *libéral*, c'est-à-

dire pour un homme hostile à la royauté. Son peu d'empressement à accepter le commandement de la flotte avait augmenté la défiance, et, sans redouter précisément son mauvais vouloir, on avait craint que, dominé par le sentiment politique qu'on lui supposait, il ne s'exagérât les difficultés du débarquement, et que, dépourvu du dévouement qui animait M. de Bourmont pour la gloire de la monarchie, il n'invoquât son titre et son autorité pour opposer au zèle du chef de l'armée, des hésitations et une résistance funestes au succès de l'expédition. Pour vaincre toute opposition et empêcher tout conflit, un ordre secret, délibéré en conseil, et dont M. de Bourmont ne devait faire usage qu'en cas de besoin, déférait à ce général le commandement suprême des forces de terre et de mer ¹. Mais le ministre de la guerre n'eut pas à recourir à ce pouvoir : l'amiral Duperré justifia la confiance que l'on avait placée dans son expérience et dans sa résolution. Il s'approcha d'Alger, défila devant ses forts et ses batteries, et, sans quitter la côte de vue, se dirigea sur *Sidi-Ferruch*, presque située à cinq lieues à l'ouest de la ville, entre deux baies profondes favorables au mouillage de la flotte. Le sommet de cette pointe de terre était occupé par une tour d'observation et de défense appelée *Torre-Chica*, et à laquelle se trouvait adossée une petite mosquée renfermant le tombeau d'un marabout vénéré dont la presqu'île avait reçu le nom ². L'amiral croyait trouver la position protégée par des fortifications ou par des batteries, et les préparatifs d'attaque avaient été disposés dans cette prévision. Mais les Algériens s'étaient bornés à établir en arrière de la presqu'île, sur les hauteurs parallèles à la côte, quatre batteries composées chacune de deux ou trois canons, de quelques obusiers et d'un mortier. Un derviche commis à la garde de la mosquée, et qui s'enfuit à la vue de nos bâtiments, quelques cavaliers arabes enveloppés dans leurs *burnous* ³,

1. *Bulletin inédit des séances du conseil des ministres.*

2. Les femmes algériennes qui désiraient des enfants se rendaient en pèlerinage à la mosquée de Sidi-Ferruch où elles restaient plusieurs jours dans des cellules isolées sous la protection des imans chargés de la garde du tombeau.

3. Grands manteaux blancs qui recouvrent le corps entier et la tête.

et galopant sur le rivage en examinant curieusement nos vaisseaux, voilà les seuls adversaires aperçus par nos marins sur cette langue de terre choisie pour le débarquement et pour l'établissement provisoire des troupes. La journée se trouvant trop avancée pour commencer la descente, cette opération fut remise au lendemain.

Le 14, à trois heures du matin, de nombreuses embarcations, protégées par les bateaux à vapeur *le Sphinx*, *le Nageur*, *le Rapide*, et remorquant des bateaux plats chargés de troupes, s'avancent silencieusement vers la plage qu'elles ne tardent pas à atteindre, et les trois brigades de la 1^{re} division (Berthezène) débarquent successivement aux sons d'une musique guerrière, et aux cris de : *Vive le roi!* Quelques matelots, suivis d'une compagnie de mineurs, s'élancent aussitôt vers la tour et y arborent le drapeau blanc. A cinq heures, les six régiments composant la division se trouvaient rangés en bataille sur la presqu'île, et une batterie de campagne, montée par l'artillerie, répondait déjà au feu des redoutes établies sur les hauteurs voisines et aux coups de fusil d'une masse considérable d'Arabes embusqués dans les nombreux replis de terrain ou dans les épaisses broussailles qui garnissaient, dans toute son étendue, la base des premières collines. A peu d'instants de là, M. de Bourmont prenait terre à son tour, avec la division Loverdo (2^e), et ordonnait à la première brigade du général Berthezène de tourner les redoutes ennemies, qui furent promptement attaquées et enlevées, tandis que les deux autres brigades de la même division, secondées par l'artillerie des bateaux à vapeur, alors embossés de chaque côté de la presqu'île, abordaient à la baïonnette et dispersaient les 12 à 15,000 Arabes dont le feu inquiétait depuis le matin le débarquement et les troupes débarquées. Pendant cette double attaque, la 3^e division descendait à terre, et le génie traçait, sous la direction du général Valazé, une ligne de retranchements destinés à fermer la presqu'île du côté de la campagne, et à la convertir en une position assez forte pour devenir le dépôt général de l'armée. Tels furent l'ordre, l'intelligence et la rapidité déployés dans

cette difficile opération du débarquement que, dès midi, les huit brigades d'infanterie et l'artillerie de campagne du corps expéditionnaire se trouvaient déposées sur la presqu'île, et que les troupes de toutes armes s'y établissaient sous des tentes ou des baraques couvertes de branchages, alignées au cordeau, et dont les différentes divisions, pourvues de boutiques et de guinguettes, semblaient, au bout de quelques heures, autant de petites villes pleines de vie et de mouvement. Le général en chef installa son quartier général dans la mosquée du marabout Sidi-Ferruch.

Le terrain que nos soldats avaient devant eux offrait l'aspect de terrasses qui, s'élevant par couches parallèles, étaient recouvertes, sur les premiers plans, de broussailles ou buissons de cactus, d'aloès, de lauriers-roses, de grenadiers, et, sur les plans supérieurs, d'une végétation plus vigoureuse qui semblait se fortifier à mesure qu'elle s'éloignait des bords de la mer. Les journées du 15 et du 16 ne furent signalées que par des feux de tirailleurs engagés sur toute la ligne de nos avant-postes. Des masses d'Arabes se faisaient voir de tous côtés, mais à distance éloignée et hors de l'atteinte des balles de nos soldats. Le 17, l'ennemi montra plus d'audace ; son feu se rapprocha et devint plus vif, plus meurtrier. Le 18, on apprit qu'il concentrait la masse de ses forces sur le plateau de Staouëli, à une lieue et demie au delà de notre première ligne, et qu'il se proposait de nous attaquer, le lendemain 19. Fatiguées d'escarmouches où les Arabes, montés sur des chevaux rapides, abrités derrière des replis de terrain, des broussailles, et armés de longs fusils portant très-juste et très-loin, avaient sur elles un avantage marqué, nos troupes étaient impatientes de sortir de leurs retranchements et de combattre. M. de Bourmont ne voulut pas attendre les Algériens dans la presqu'île : le 18, au soir, il porta la 1^{re} division (Berthezène) à une lieue environ du plateau de Staouëli, sur une ligne qui s'appuyait, d'un côté, à un bois, de l'autre, au rivage de la mer ; la 2^e (Loverdo) fut postée et distribuée de manière à pouvoir porter secours à la 1^{re} ; la 3^e, formant la

réserve, resta pour la défense de la presqu'île. Tous les bataillons de la 1^{re} division passèrent la nuit, formés en carré, et couverts, aux avant-postes, par quelques ouvrages en terre et par une ceinture de chevaux de frise et de faisceaux de lances assemblées trois à trois par des chaînes et des anneaux en fer.

Défendu par deux redoutes armées de vingt-quatre pièces de canon et construites sur deux collines faisant face à nos avant-postes, le plateau où campait l'armée d'Husseyne était séparé de notre première ligne par un terrain fortement accidenté, couvert de broussailles épaisses, et coupé de gorges, de ravins, de ruisseaux profondément encaissés. Les forces qui s'y trouvaient rassemblées, composées en grande partie de cavalerie, s'élevaient de quarante-cinq à cinquante mille hommes, fournis par la ville d'Alger, par les beys de Titery, de Constantine et d'Oran. Ibrahim, agha des janissaires algériens et gendre du dey, les commandait en chef. Trompé par l'inaction où se tenait notre armée depuis trois jours, dans l'intérieur de la presqu'île, ce général attribuait à l'hésitation et à la peur un repos qui avait uniquement sa cause dans le retard et dans la lenteur inévitable du débarquement de la cavalerie, de l'artillerie de siège et des voitures de transport. En apprenant que nos soldats sortaient de leurs retranchements, au lieu de l'y attendre, Ibrahim se crut certain d'écraser sous les pieds de ses chevaux cette troupe d'hommes à pied que pas un détachement de cavalerie n'appuyait. Le 19, dès la pointe du jour, ses troupes descendent du plateau, divisées en deux colonnes : la première, placée sous ses ordres directs, et formée de 3,000 janissaires, de 5,000 Koulouglis, de 6,000 Maures de la milice d'Alger, de 6,000 Kabyles et des contingents du bey de Titery, se précipite, en poussant de grands cris, sur la première brigade de la division Berthezène. La seconde colonne, commandée par le bey de Constantine, et où se trouvent les contingents de cette province, ceux de la province d'Oran, 6,000 Kabyles et 1,000 janissaires, se dirige, par une gorge profonde, sur la droite de notre ligne pour tourner et envelopper la 3^{me} brigade de la division Berthezène ainsi que la division

Loverdo. Les chevaux de frise et les faisceaux de lances qui couvrent le front des deux premières brigades de la 1^{re} division sont impuissants à arrêter la cavalerie turke ; des fantassins, mêlés dans ses rangs, renversent, arrachent ces obstacles, malgré une grêle de balles tirées à bout portant ; la plupart périssent ; mais des trouées sont faites, les janissaires y pénètrent et viennent planter leurs drapeaux au centre même de nos bivouacs. On se bat alors corps à corps, au sabre, à la baïonnette ; le terrain se couvre de morts. Le général Bourmont arrive en ce moment sur le champ de bataille ; il voit notre première ligne ouverte sur plusieurs points ; au lieu de laisser nos bataillons sur la défensive, il donne l'ordre de les plier en colonne serrée et de marcher en avant. La division Loverdo, chargée principalement de ce mouvement, remplit avec ses bataillons les intervalles de la première ligne, tandis que trois régiments de la 3^e division sortent du camp de Sidi-Ferruch pour appuyer les deux premières et leur servir, au besoin, de réserve. Nos bataillons s'ébranlent : les deux premières brigades de la division Berthezène repoussent les janissaires de la milice d'Alger, qui se replient en tirillant ; la troisième brigade et la division Loverdo, dirigées sur les contingents de Constantine et d'Oran, les atteignent et les culbutent dans le ravin où ils se sont engagés.

La marche de ces colonnes, qui s'avancent calmes, fermes, compactes, à travers une foule confuse, luttant au hasard, sans direction, sans ordre, et que foudroient les obus et la mitraille vomies sur elle avec une rapidité prodigieuse par plusieurs batteries d'artillerie de nouveau modèle, précédant les deux divisions, amènent bientôt celles-ci au pied du plateau : nos soldats s'élancent sur les deux redoutes construites en avant du camp arabe et sur leurs batteries, les abordent et les enlèvent.

Jusqu'à ce moment, la retraite des Arabes et des Turks n'avait été qu'un combat continu et acharné ; mais à la vue de notre infanterie qui, maîtresse de leurs redoutes et de leur artillerie, couronne le plateau, ils se troublent, se découragent, se rompent, se dispersent dans toutes les directions, en abandonnant

leur camp, leurs tentes, leurs munitions, leurs approvisionnements, et vivement poursuivis par nos soldats l'espace d'une lieue. Le soir, les divisions Berthezène et Loverdo se reposaient sous les tentes occupées le matin par l'ennemi, se nourrissaient avec ses vivres, et les courtisans de l'état-major, plaçant cette bataille au-dessus des immortelles journées des Pyramides et d'Héliopolis, proclamaient la campagne finie, affirmaient que l'armée n'avait plus qu'à se présenter devant Alger pour en voir tomber les portes. Le général Bourmont venait de se montrer homme de guerre; loin de céder à l'entraînement de son entourage, il annonça la résolution de demeurer provisoirement sur le plateau. La cavalerie, en effet, n'était pas encore débarquée; le convoi chargé des munitions, du matériel et de l'artillerie de siège, contrarié par les vents, n'avait pas même été encore signalé. Décidé à attendre ces forces, le général en chef disposa l'armée ainsi : les deux premières divisions demeurèrent campées sur le champ de bataille qu'elles venaient de conquérir; la troisième, moins un bataillon, fut échelonnée entre Staouëli et la presqu'île dont on compléta les retranchements, et qui, transformée en dépôt central des vivres, des munitions et de l'ambulance, fut confiée à la garde du bataillon dont nous venons de parler et de quinze cents marins fournis par les équipages des bâtiments de guerre. Des redoutes, des blockaus, élevés entre Sidi-Ferruch et la position occupée par le gros de l'armée, achevèrent d'assurer leur communication.

Les 20, 21, 22 et 23, il n'y eut entre les deux partis que des engagements de tirailleurs où l'ennemi, aidé par la nature du terrain, par ses habitudes de guerre, par la portée et la justesse de son tir, fit un mal considérable à nos avant-postes. Mais le 24, les Algériens, revenus de leur épouvante, se portèrent au nombre de vingt mille environ sur les positions avancées du camp de Staouëli. La division Berthezène, appuyée par une partie de la division Loverdo, marcha contre eux dans le même ordre, avec la même assurance, la même rapidité et le même succès que dans la journée du 19. L'ennemi ne tint nulle part et fut mené battant, pendant près de deux lieues, par nos régi-

ments que précédait pour la première fois un escadron de chasseurs à cheval, débarqué la veille. Un seul officier, M. Amédée de Bourmont, l'un des quatre fils que le général en chef avait emmenés avec lui, fut mortellement blessé dans cette nouvelle rencontre qui amena nos têtes de colonne à Sidi-Kalef, dans la vallée de Backeh-Dereh, où elles s'établirent. Cette nouvelle position, dominée par des hauteurs sur lesquelles les Algériens établirent deux batteries, exposait les troupes chargées de la garder, à de brusques attaques et à des surprises qui se prolongèrent depuis le 25 jusqu'au 28, avec des pertes assez notables de notre côté. La division d'Escars (3^e), qui venait de remplacer à l'avant-garde la division Berthezène toujours engagée depuis le débarquement, y eut, en quatre jours, près de neuf cents hommes mis hors de combat¹. Enfin, le convoi qui portait la grosse artillerie et les chevaux de train, ayant débarqué la plus grande partie de ce matériel dans la journée du 27, le général de Bourmont, le matin du 28, dirigea les deux divisions Berthezène et d'Escars sur le point culminant du large groupe de montagnes à la base duquel Alger est assise, pendant que la division Loverdo, s'avancant vers une rampe moins élevée, marchait contre un fort assis au-dessus de la ville, et connu sous le nom de *Château de l'Empereur*. Peu d'heures après s'être mis en marche, le général en chef, arrivé sur le plateau supérieur, voyait se déployer à ses pieds et pouvait embrasser du regard le fort vers lequel se dirigeait le général Loverdo, Alger, sa citadelle ou Casbah, la côte et toutes ses batteries. Le soir, la division Loverdo, après avoir surmonté des obstacles sans nombre causés par la nature déchirée du sol, par l'épaisse végétation qui le recouvrait et le feu d'innombrables tirailleurs, s'établissait à son tour, à quatre ou cinq cents mètres au-dessus du Château de l'Empereur.

Bien que situé sur un mamelon dominé par les rampes où nos trois divisions venaient de prendre position, ce fort, ainsi

1. On a cité, entre autres corps, un bataillon du 4^e léger, qui, surpris par les Arabes au moment où les soldats nettoyaient leurs armes, fut en grande partie massacré.

que nous l'avons dit, commandait lui-même Alger et sa citadelle, résidence du dey. Construit dans le XVI^e siècle, après le départ de Charles-Quint (1541), sur le lieu même, disait-on, où sa tente avait été dressée, et nommé par les Arabes, à cause de cette circonstance, *Sultanieh-Kalassi* (château du Sultan ou de l'Empereur), il se composait d'une enceinte irrégulière, sorte de carré long, dont les murailles dépourvues de fossés, mais hautes de quarante pieds et larges de dix, étaient flanquées de plusieurs tours carrées servant de bastions. Au centre de cette enceinte, s'élevait une tour ronde, plus haute et plus forte encore que les tours carrées, et qui formait un *réduit* entouré de magasins casematés. Les murailles, ainsi que les plates-formes des tours carrées et de la grosse tour centrale étaient armées de cent vingt canons de gros calibre et de mortiers à bombes. Les plus habiles canonniers du dey et quinze cents janissaires s'étaient jetés dans cette forteresse en jurant de s'ensevelir sous ses ruines.

La reconnaissance des approches et l'investissement se firent dans la journée du lendemain 30. Le soir même, la tranchée était ouverte par le général Valazé; et le travail poursuivi avec vigueur, sur une étendue de plus de mille mètres, malgré le feu et les sorties de la garnison, se trouva assez avancé, dès la soirée du 2 juillet, pour qu'on pût commencer la construction de trois batteries de siège destinées à porter vingt-six pièces de gros calibre. L'établissement, ainsi que l'armement de ces batteries, fut achevé dans la nuit suivante, et, le 4 au matin, dès la pointe du jour, au signal d'une fusée volante, les vingt-six pièces ouvraient contre la forteresse le feu le plus terrible. Les Turks y répondent avec la plus admirable énergie. Vainement nos boulets de 16 et de 24 foudroient les murailles, ainsi que les terre-pleins des batteries, ruinent les embrasures, renversent les pièces, tuent les canonniers, enlèvent les merlons¹ et font croûter de larges pans de murailles: vainement une pluie de bombes et d'obus, tombant dans l'enceinte intérieure, écrasent ou

1. Partie du parapet comprise entre deux embrasures.

renversent par leur chute, leurs ricochets et leur explosion, les intrépides soldats qui s'y trouvent entassés; ceux qui survivent se succèdent sans relâche sur les murailles et continuent de tirer. Ce ne fut qu'à neuf heures du matin qu'ils cessèrent leur feu : à ce moment, tous les canons des tours et des remparts étaient renversés, les affûts brisés, les canonniers tués ou blessés, les casemates enfoncées; des monceaux de cadavres couvraient littéralement tous les terre-pleins et comblaient le fossé du réduit; les faibles restes de la garnison venaient de se réfugier dans la tour centrale avec la résolution d'y périr.

Husseyn, à cette nouvelle, prend une résolution désespérée; il ne veut pas que la chute du château devienne uniquement fatale à ses héroïques défenseurs; si la forteresse doit tomber, il entend que nos soldats soient écrasés sous ses débris. L'évacuation du fort est ordonnée, et au moment où nos troupes, voyant toute résistance cesser, s'apprêtent, en effet, à escalader les brèches partout ouvertes, une épouvantable détonation éclate: la grosse tour centrale, ébranlée sur ses fondements, se soulève, s'entr'ouvre, et laisse échapper une épaisse colonne de feu et de fumée qui, s'élevant à près de cinq cents pieds dans les airs, s'élargit, s'étend, couvre d'un sombre voile une partie de l'horizon, et laisse bientôt retomber des pièces d'artillerie, des bombes, des boulets, des poutres, des pierres énormes, des cadavres, qui jonchent le sol à une assez grande distance. Lorsque la lente dispersion ou la chute de toutes les matières pulvérisées par l'explosion, eut dissipé le nuage de poussière et de fumée qui enveloppait la forteresse, le regard n'apercevait plus que des ruines : la partie supérieure de la grosse tour centrale avait disparu; les murailles des deux principales faces de l'enceinte étaient abattues, et le reste à demi écroulé. Nos soldats, guidés par le général Hurel, se précipitent vers ces décombres fumants qu'ils trouvèrent complètement abandonnés; ils s'y établissent, s'y mettent en défense, et élèvent plusieurs batteries destinées à foudroyer la citadelle où réside Husseyh.

Dans la conviction de ce dernier, le château de l'Empereur était assez fort pour arrêter nos régiments jusqu'à la saison des

pluies, et pour le mettre alors à même d'avoir facilement raison de troupes démoralisées par la fatigue et par les privations, abattues par le climat, décimées par la fièvre et par la dysenterie. La chute si rapide, si soudaine de cette forteresse, le jeta dans le plus profond abattement. La confusion la plus effrayante, d'ailleurs, régnait dans la ville ; toute pensée de résistance y était abandonnée ; des symptômes de révolte commençaient à s'y produire ; enfin, nos batteries, placées à deux cents toises de la place, se montraient prêtes à l'écraser. A deux heures de l'après-midi, le secrétaire intime du Dey se présente aux avant-postes, demandant à traiter. Reçu sur les ruines mêmes de la forteresse, par M. de Bourmont qu'entourait tout son état-major, il offrit, au nom de son maître, d'acheter la retraite de nos soldats au prix de toutes les satisfactions qu'il avait si longtemps refusées : il renoncerait à toutes ses créances contre la France, rendrait à notre commerce tous ses privilèges, les augmenterait au besoin et paierait les frais de la guerre. Ces propositions furent rejetées : le général en chef exigeait que le dey, ses troupes et la ville se rendissent à *discretion*. A peu d'instant de là, le consul général d'Angleterre se présentait à son tour, et offrait sa médiation que M. de Bourmont refusa d'accepter : « c'était une affaire, disait-il, qu'il entendait arranger lui-même avec le dey. » Deux nouveaux parlementaires succédèrent au consul britannique, un Turk et un Maure nommé Boudierba qui, ayant habité longtemps Marseille, parlait parfaitement notre langue. Ce dernier fit observer au général en chef que les **Turks** voyaient dans les mots « à discretion » le sacrifice de leurs personnes et de leurs familles, la perte de tous leurs biens, et que, plutôt de subir cette condition, ils s'enseveliraient sous les ruines de la ville. M. de Bourmont, se relâchant de la rigueur de ses prétentions, se borna à demander la remise d'Alger et de tous ses forts ; le dey aurait la vie sauve et pourrait se retirer avec sa famille, sa maison et ses richesses particulières, dans tel lieu qui lui plairait ; les soldats de la milice turke jouiraient de la même faculté ; tous les habitants conserveraient le libre exercice de leur religion ; les lois, les mœurs, la

propriété estent respectés. chacun était protégé dans son commerce et dans son industrie. Le sur-marché, les conditions étaient créentés et suivies par le lev.

Le 7 juillet, dimanche, lendemain de la fête du château de l'Empereur, le jour même jour après le débarquement de notre armée sur la terre d'Afrique, le corps expéditionnaire entré sans aller et jouant à notre territoire le vastes possessions dont la conquête, d'urgence pour nos armes, source de richesses dans l'avenir, fournit à nos finances, dès la première heure, les ressources supérieures aux dépenses qu'elle avait occasionnées. Les dépenses, telles de la marine comme les dépenses du département de guerre, s'élevaient à la somme de 48,500,000 fr. Un rasoir accumulé par les deys, depuis plusieurs siècles, et qui fut scrupuleusement inventorié, fit immédiatement rentrer dans les caisses de l'Etat 48,684,527 fr. 50 cent, non compris une valeur approximative de 11,000,000 fr. représentées par les aunes, les leures de toute nature, trou-

1. Avant le partir de Toulon, M. de Bourmont avait fait imprimer, dans cette ville, une proclamation en langue arabe, destinée à être répandue dans toute la Régence pour engager la population indigène à rester paisible spectatrice de notre lutte contre les d'Afrique. Cette proclamation, adressée au *Houdanqis*, aux fils de l'Arabie et aux Arabes habitant le territoire d'Alger, contenait les passages

« Nous, vos amis les Français, nous partons pour Alger; nous allons éliminer les Turcs, vos ennemis et vos tyrans. Nous ne voulons pas prendre la ville et en rester les maîtres. Si vous nous joignez à nous, c'est vous qui serez comme nous-mêmes. Nous vous le garantissons. Nous respecterons votre argent et tous vos biens, et votre religion sainte; car S. M. le Roi, bienfaiteur de notre chère patrie, protège toutes les religions. »

Charles X, après avoir lu le document, écrivit à M. de Polignac :

« Samedi, 3 juillet. Vous avez sûrement lu, mon cher Jules, la proclamation adressée aux Arabes. Je desirerais beaucoup qu'elle fût apocryphe, mais s'en pas m'en flatter, et la trouve très-mauvaise tant par les engagements qu'elle contient sur le sort futur d'Alger que par le titre de *sainte* donné à la religion de Mahomet. En tout, elle ressemble trop à la proclamation de Bonaparte en débarquant en Égypte. Répondez-moi un mot à ce sujet.

« Je suis vivement affecté du sort de nos pauvres naufrages, ajoutait-il. L'occupation de deux de nos bricks échoués sur la côte algérienne; il est affreux. Mais il faut se soumettre à la volonté de Dieu, et marcher ferme à l'accomplissement de tous ses devoirs. »

2. Rapport officiel du 15 septembre 1830.

vées dans les magasins de la Régence, et par 1,542 bouches à feu, dont 677 en bronze, qui formaient l'armement d'Alger et de tous les forts dépendants de cette place.

Ce fut le 9 juillet qu'une dépêche télégraphique de Toulon transmit à Paris l'annonce de ce brillant fait d'armes. Affichée à la Bourse pendant que le canon des Invalides l'annonçait à la population, publiée dans les théâtres et célébrée, le soir même, par l'illumination de tous les édifices publics, la nouvelle produisit dans les classes officielles un enthousiasme qui contrastait avec le sentiment de vague inquiétude que l'on pouvait remarquer dans les autres classes, et que dissimulaient assez mal les éloges donnés par les journaux de l'opposition aux troupes du corps expéditionnaire. Dans la pensée des libéraux, la gloire que venait de recueillir l'armée placée sous les ordres de M. de Bourmont, devait fatalement réagir sur notre situation intérieure, en encourageant Charles X aux mesures de violence dont la menace, suspendue sur le pays depuis l'avènement du ministère Polignac, était alors l'unique préoccupation de tous les esprits. Le langage et les actes des hommes que l'on devait croire initiés aux projets de la cour n'étaient pas de nature à diminuer ces craintes. C'était le 9 que l'on avait connu la prise d'Alger : le 10, l'archevêque de Paris publiait un mandement pour annoncer : « que le lendemain 11, jour de la fête du Sacré-Cœur de Jésus, il serait chanté dans l'église métropolitaine un *Te Deum* auquel assisterait le roi. » — « Trois semaines, ajoutait-il, ont suffi pour humilier et réduire à la faiblesse d'un enfant ce musulman naguère si superbe ! *Ainsi sont traités partout et toujours les ennemis de notre seigneur et roi ; ainsi soient confondus tous ceux qui osent se soulever contre lui !* » Le lendemain, en recevant le monarque à la porte de Notre-Dame, ce prélat lui disait : « Quel sujet plus digne de notre reconnaissance et de notre admiration que celui qui amène aujourd'hui Votre Majesté dans le temple de Dieu et au pied des autels de Marie ! *La main du Tout-Puissant est avec vous, Sire.* Que votre grande âme *s'affermisse de plus en plus* ; votre confiance dans le divin secours et dans la protection de Marie, mère de Dieu, ne

sera pas vaine. Puisse Votre Majesté en recevoir *bientôt une nouvelle récompense* ! Puisse-t-elle bientôt venir remercier le Seigneur d'autres merveilles non moins douces, non moins éclatantes. »

L'archevêque de Paris ne savait rien des délibérations du conseil des ministres ; il parlait en courtisan qui connaît et veut flatter les secrètes passions de son maître ; mais son langage se trouvait en si parfait accord avec les bruits répandus sur les violences projetées par le gouvernement, que ses obscures et dévotes exhortations au roi parurent des allusions directes à des mesures dont il aurait reçu la confiance ; l'impression que ce langage causa fut d'autant plus vive, que le même jour, un journal ministériel publiait les lignes suivantes :

« La loi qui a ramené les 221 sera changée. Elle le sera, avant trois mois, par une loi, ou au besoin par une ordonnance ; elle le sera par une Chambre ou par le roi. »

De telles menaces n'étaient pas faites pour laisser aux esprits le loisir de s'arrêter sur les événements d'Alger. L'intérêt de cette guerre s'effaçait devant la lutte électorale qui, dans ce moment-là même, se trouvait engagée à Paris et dans dix-neuf départements. C'était le jour suivant, 12, que se réunissaient, en effet, les collèges de la série dont les élections avaient été retardées le 18 juin. Les électeurs s'y portèrent en masse. Paris avait huit députés à nommer : les noms des huit candidats de l'opposition sortirent de l'urne à la presque unanimité des voix ; ils réunirent 7,314 suffrages sur 8,845 votants. Les nominations des départements, pour se trouver moins significatives, ne furent cependant pas plus favorables au ministère que celles de la série précédente. Le résultat général des élections des deux séries était celui-ci : députés à élire, 428 ; députés de l'opposition, 270 ; ministériels, 145 ; les 13 membres restants avaient voté l'amendement Lorgeril, et étaient réclamés par chaque parti. Mais ces nominations devenaient sans objet ; la Chambre nouvelle ne devait pas se réunir sous le règne de Charles X : depuis dix jours, son conseil, ainsi que nous avons à le dire, discutait une série de mesures qui devaient ouvrir l'abîme où ce prince et sa race allaient se voir précipités.

CHAPITRE V

SOMMAIRE. — Conseils tenus à Saint-Cloud, devant le roi, les dimanche 4 et mercredi 7 juillet; adoption de mesures extralégales; récit de Charles X. — Réunion chez M. de Broglie. — *Le National*. M. Laffitte; Benjamin Constant; les généraux Gérard et Sébastiani; le général de Lafayette; le duc d'Orléans. — Situation politique de l'Europe. — Charles X et M. de Polignac. — Force de l'armée: camps de Saint-Omer et de Lunéville; incident belge. Garnison de Paris. Démarche des chefs royalistes de l'ouest. — Secret gardé par Charles X et par ses ministres. Conseil du samedi 24 juillet. — **DIMANCHE**, 25. Saint-Cloud, avant et pendant la messe. Le cabinet du roi. MM. de Vitrolles et de Sémonville. Conseil des ministres; *signature des ordonnances*. Dîner à Saint-Leu; le duc de Bourbon et le duc d'Orléans. — **LUNDI**, 26. Les journalistes et les députés. Réunion dans les bureaux du *National*. *Protestation des écrivains*. — Agitation à la Bourse et au Palais-Royal. Sécurité des ministres. Le roi. Marmont, à Saint-Cloud et à l'Institut. — Réunion d'électeurs dans les bureaux du *National*. Réunion de députés chez M. de Laborde. M. de Polignac et Charles X, le soir de cette journée. — **MARDI**, 27. Marmont reçoit ses lettres de service; son installation au Carrousel. — La classe moyenne, la Restauration et la classe laborieuse. Les ouvriers imprimeurs. Ateliers abandonnés ou fermés. Saisie du *National* et du *Temps*; M. Baude. Mandats décernés contre quarante-quatre journalistes. Rassemblements au Palais-Royal; charges de cavalerie; premiers coups de feu. — Réunion de députés chez M. Casimir Périer. — Premières barricades. Nouvelles charges de cavalerie. Mise en mouvement des troupes. La troupe de ligne; incident. Réunion chez M. Cadet-Gassicourt. Incendie du corps de garde de la Bourse. Réunion des ministres chez M. de Polignac. — **MERCREDI**, 28. Aspect de Paris, le matin. Destruction des armoiries royales. Apparition du *drapeau tricolore*. — *Lettre de Marmont à Charles X*. Premier plan du maréchal. Mise de Paris *en état de siège*. Mise en mouvement des troupes en quatre colonnes. — Réunion de députés chez M. Audry de Puyraveau; *protestation*. — Marche de la première colonne de Marmont sur l'Hôtel de Ville; de la deuxième, sur le Marché des Innocents; du colonel de Plaineselves, sur la porte Saint-Denis; de la troisième colonne, sur la place de la Bastille; de la quatrième, sur les boulevards de la Madeleine et des Capucines. — Caractère de la lutte; faits particuliers. — *Seconde lettre de Marmont à Charles X*. Le maréchal et M. Arago. — Ordre d'arrestation délivré contre six députés. — Entrevue de MM. Laffitte, le général Gérard, Mauguin, le général Lobau, et Casimir Périer avec Marmont; leur retour chez M. Berard; seconde réunion de députés. — Propositions de conciliation portées à Saint-Cloud par M. de Vitrolles; son entretien avec Charles X; son retour à Paris. — Situation des troupes: efforts de Marmont pour dégager le général Quinsonnas; retraite opérée par le général, par le colonel de Plaineselves et par le général Saint-Chamans. — Nouvelle réunion de députés chez M. Audry de Puyraveau à dix heures du soir. — Saint-Cloud. Le roi et le colonel de Komiérowski. — Manque de vivres. Les soldats et le peuple. Les blessés des deux partis. — Abandon de l'Hôtel de Ville. Concentration des troupes au Louvre et aux Tuileries.

1830. — Les choix faits, dès le 23 juin, par les collèges d'arrondissement n'avaient laissé aucun doute à Charles X ni à ses ministres, sur le résultat général des opérations électorales: l'opposition reviendrait évidemment plus forte et plus décidée. L'événement ne prenait pas le cabinet au dépourvu; ses membres,

ainsi qu'on l'a vu dans le précédent chapitre, étaient convenus dans les conseils des 17 et 18 mai, de recourir, en cas de défaite, au pouvoir dictatorial que le prince et ses conseillers persistaient à voir renfermé dans l'article 14 de la Charte ¹. On sait que les ministres se réunissaient sous la présidence du roi les dimanche et mercredi de chaque semaine. Ce fut dans le conseil tenu le dimanche, 4 juillet, que M. de Polignac et ses collègues discutèrent devant Charles X et le Dauphin la position que leur faisait le retour certain de l'Assemblée qui leur avait refusé son concours. Le président du conseil et trois de ses collègues offrirent de se retirer : leur démission, disaient-ils, pourrait favoriser quelque nouvelle combinaison ministérielle utile aux intérêts de la monarchie. « Je ne consentirai pas à votre retraite, répondit Charles X ; elle n'aurait pas le résultat que vous pouvez en espérer. Quelle que soit la nuance de la majorité où je puisse prendre de nouveaux ministres, ma position sera celle-ci : ou bien vos successeurs voudront maintenir les droits de ma couronne, et, dans ce cas, ils perdront toute influence sur la majorité ; ou bien ils demeureront fidèles à leurs doctrines, et ils affaibliront alors, s'ils ne les sacrifient pas, les prérogatives du pouvoir royal. Je dois donc refuser, et je refuse votre démission. » Le roi ordonna aux ministres « d'examiner, de nouveau, si l'article 14 donnait à la couronne le pouvoir de prendre, à elle seule, les mesures qui lui paraîtraient nécessaires à la sûreté du pays ². »

La question de principe se trouvait résolue par les discussions précédentes. M. de Polignac et ses collègues, dans les conférences qu'ils eurent entre eux, dès le lendemain, n'agitèrent donc que les moyens d'application. Les opinions les plus diverses furent émises : un ministre proposa de convoquer, sous le nom de *grand conseil de France*, et sous la présidence du Dauphin, une assemblée de pairs, de députés et de membres des

1. Les termes de l'article 14, invoqués par les ministres, étaient ceux-ci : « Le roi est chef suprême de l'État..... il fait les règlements et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois et à la sûreté de l'État. »

2. *Études historiques et politiques*, de M. de Polignac.

conseils généraux qui seraient consultés sur les moyens de sortir de la crise où la monarchie se trouvait engagée; un second fut d'avis de remplacer la Chambre des députés par une *assemblée de notables*, composée des propriétaires les plus imposés en nombre égal à celui des membres de la Chambre dissoute¹. Il fut, en outre, question d'annuler un certain nombre d'élections, d'ouvrir la session et de la traverser avec les députés maintenus. Tous ces partis furent successivement repoussés comme inefficaces ou impraticables, et l'on convint d'un ensemble de mesures, lequel consistait à substituer au régime électoral existant et à la dernière loi sur la presse, une nouvelle législation qui donnât au gouvernement toute influence sur les choix des députés, et tout pouvoir sur la publication des journaux. Ces mesures avaient rencontré deux opposants : M. de Peyronnet les acceptait en principe, mais il en contestait l'opportunité; M. de Guernon-Ranville, plus absolu, ne les croyait pas nécessaires. Lors donc que, dans le conseil suivant, le mercredi, 7 juillet, les ministres soumirent à Charles X le résultat de leurs délibérations, le ministre de l'instruction publique se hâta de combattre les résolutions de ses collègues. Une atteinte directe, violente, de la majorité aux droits de la couronne pouvait seule justifier, disait-il, le recours à des mesures extralégales. Il serait donc sage d'attendre la réunion de l'Assemblée, de tenter une seconde épreuve, et de n'en appeler à l'article 14 que lorsqu'il serait évident, pour la conscience publique, que le gouvernement devenait impossible sans une profonde modification du système électoral. La Chambre, d'ailleurs, considérée dans la majorité de ses membres, était royaliste, ajoutait le ministre, et rien ne prouvait que la plus grande partie des 221, éclairés par la fermeté du roi, alarmés par les progrès de l'esprit d'anarchie, ne reviendraient pas avec des dispositions plus favorables. On ne pouvait l'espérer sans doute de l'extrême gauche, la seule partie de l'Assemblée qui fût franchement révolutionnaire; mais en admettant même que ce côté de la Cham-

1. *Bulletin inédit des séances du conseil des ministres.*

bre, en entraînant avec lui un certain nombre de membres royalistes, parvint à mutiler le budget et à supprimer les fonds nécessaires à certains services, la couronne pourvoirait facilement à cette suppression par l'emploi des bons royaux. La prérogative royale, du moins, serait sauvée, et le gouvernement aurait une année devant lui, pour aviser et pour ramener les esprits. Un refus absolu de budget, disait-il en terminant, pourrait seul légitimer un recours à l'article 14, car en brisant tous les ressorts de l'administration, en suspendant, pour ainsi dire, le mouvement et la vie dans le gouvernement, ce refus deviendrait un acte de révolte qui donnerait à la couronne, aux yeux du pays tout entier, non-seulement le droit, mais le devoir de puiser, dans sa prérogative, les moyens de le sauver. Mais ce refus ne pouvait être exprimé que par la Chambre réunie en session : jusque-là, il fallait attendre.

La veille, en sortant de la réunion privée où ses collègues avaient arrêté le principe des mesures qu'il venait de combattre, M. de Guernon-Ranville avait vivement insisté auprès de M. de Peyronnet pour que ce dernier persévérât dans son avis, et le soutint devant le roi ; il espérait donc que le ministre de l'intérieur appuierait les considérations que nous venons d'analyser. Mais l'opinion de Charles X paraissait faite ; il était présent ainsi que son fils ; M. de Peyronnet se tut ; ce fut le dauphin qui parla : « Le parti que vous proposez est le plus légal et peut-être le plus sûr, dit-il à M. de Guernon-Ranville, et je serai très-porté à le préférer ; mais puisque la majorité en a adopté un autre, je suis bien forcé de me ranger de son avis. » La discussion, pour les autres ministres, n'alla pas au delà de quelques observations de détail ; tous admettaient la légalité et la nécessité des résolutions convenues. Lorsque chacun d'eux eut successivement prononcé quelques mots, le roi prit la parole à son tour, et dit que, puisque son conseil paraissait d'accord sur le droit que lui donnait l'article 14, de puiser, dans son autorité seule, les moyens de pourvoir au salut de la monarchie, il ne restait plus à examiner que la question d'opportunité. M. de Polignac affirma que le moment était venu ; que de nombreux

rapports annonçaient de secrètes réunions au sein de Paris, et des projets positifs d'agression contre le gouvernement. « L'esprit de révolution n'a jamais abandonné une partie de la population, ajouta Charles X; il est représenté dans la Chambre par les hommes de la gauche. On feint, Messieurs, de n'en vouloir qu'à vous; c'est à la monarchie qu'on en veut. On me dit : *renvoyez vos ministres et nous nous entendrons*. Je ne vous renverrai point; d'abord, parce que j'ai pour vous de l'estime et de l'affection, mais aussi parce que si je cédaï à cette exigence, ils me traiteraient comme ils ont traité mon malheureux frère; sa première *reculade* a été le signal de sa perte; je ne veux pas reculer comme lui; je n'ai, sur ce point, que trop d'expérience. ¹ » Le roi, à l'appui de son opinion, raconta qu'un Anglais de distinction, appartenant au parti radical, lui avait dévoilé, peu de jours auparavant, les plans de l'opposition de gauche, tels que cet étranger disait les tenir du général Sébastiani : « le roi, aurait dit ce général, est personnellement aimé; mais la dynastie des Bourbons ne convient pas à la France : nous ferons les plus grands efforts pour nous en débarrasser; et si nous réussissons, nous assurerons à cette famille une existence honorable en pays étranger, à Rome, par exemple. ² » Cette anecdote parut faire sur les ministres une impression très-vive, et qui n'échappa point au roi; il leur dit « qu'il approuvait les mesures dont ils avaient adopté le principe, et qu'il les engageait à s'occuper sans délai des moyens d'application. ³ » M. de Peyronnet, dont l'opposition, restreinte à la question d'opportunité, venait de tomber devant l'attitude et le langage de Charles X, se chargea de préparer l'ordonnance sur le nouveau système électoral; M. de Chantelauze accepta la tâche de rédiger l'ordonnance sur la presse, ainsi que le rapport qui devait précéder et justifier cette double violation du pacte constitutionnel; puis, le conseil se sépara.

Les bruits de réunions secrètes et de projets d'agression,

1. *Bulletin inédit des séances du conseil des ministres.*

2. BOULLÉE, *Histoire de la dernière année de la Restauration.*

3. *Bulletin inédit des séances du conseil des ministres.*

rapportés par M. de Polignac, reposaient sans doute sur quelques-unes de ces banales révélations que les hommes de police, moins soucieux de la vérité des faits que de leur vraisemblance, livrent à la crédulité du pouvoir qui les paie. Ces rumeurs n'avaient pas le moindre fondement. La seule organisation politique existante était la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*; on sait qu'elle ne conspirait pas. Une certaine partie de ses membres pouvaient désirer le renversement des Bourbons, mais ils n'osaient l'espérer; cet événement, même pour les plus hardis, demeurerait le secret d'un avenir encore fort éloigné. Quant aux réunions politiques tenues en dehors de cette association, une seule eut lieu, vers ce temps, chez un personnage que n'animait assurément pas la passion révolutionnaire, le duc de Broglie, l'un des chefs du parti constitutionnel dans la Chambre des pairs. Elle se tint dans les premiers jours de juillet, lorsque le résultat des élections de la première série ne laissa plus de doute sur la composition de la future Assemblée. Quelle parti adopterait l'opposition dans le cas où la couronne, irritée de ce résultat, recourrait à des mesures inconstitutionnelles? Telle fut la question agitée dans le salon de M. de Broglie où se trouvaient, entre autres, MM. Molé, Sébastiani, Guizot et Odilon Barrot. On y résolut de refuser individuellement l'impôt; d'amener les Chambres à rejeter le budget, de résister, en un mot, par toutes les voies légales. « Mais si cette résistance devenait insuffisante, et qu'on eût recours à la force, que faudrait-il faire? » demanda un des assistants. La question excita quelques murmures, et l'on se sépara sans vouloir la discuter.

La généralité des adversaires de la révolution de Juillet ont cité comme preuve de l'existence d'un complot, dont Charles X n'aurait fait que prévenir l'explosion par son recours à l'article 14, la création et la polémique d'un journal fondé par la partie la plus active de l'opinion libérale. Ce journal, intitulé *le National*, ne devait nullement son apparition au duc d'Orléans, à M. de Talleyrand ou à M. Lafitte, ainsi qu'on l'a faussement prétendu; il fut établi à l'aide de sacrifices faits

par un grand nombre de libéraux ardents, négociants, médecins, avocats, écrivains, qui, mécontents de la timidité et de la pesanteur des journaux les plus anciens de l'opinion constitutionnelle, voulaient un organe plus vif et moins enchaîné dans les habitudes d'une rédaction souvent étroite, toujours méticuleuse¹. Dirigé par un jeune publiciste, déjà connu par des travaux d'histoire, esprit agile, causeur hardi, écrivain alerte et plein de verve, M. Thiers, que secondaient plusieurs collaborateurs de talent, entre autres MM. Carrel² et Mignet, le *National* conquist rapidement l'attention publique par la vivacité et par le mérite exceptionnel de sa rédaction. De fréquents rapprochements entre la restauration des Bourbons et celle des Stuarts, entre la situation de la France sous le gouvernement de Charles X et celle de l'Angleterre sous Charles II et Jacques II; des allusions incessantes à une crise fatale appelée à reproduire, chez nous, la révolution de 1688; la glorification journalière des résultats de 1789, tels étaient le sujet habituel de ses articles : « Vous êtes dans le faux, lui disaient les journaux ultra-royalistes; la France n'est pas révolutionnaire. » — « Nous ne sommes pas révolutionnaires non plus; un changement de dynastie n'est pas une révolution, et l'Angleterre était si peu révolutionnaire en 1688, qu'elle mit sur le trône le parent le plus proche de Jacques II, » répondait le *National*, dont le rédacteur en chef résumait ainsi son opinion personnelle : *monarchique, mais antidynastique*. Nés de l'entraînement de discussions toutes récentes et des provocations de la presse ministérielle, ces articles eurent, à la vérité, pour résultat d'amener quelques esprits à regarder la substitution d'une branche de la famille royale à l'autre branche, comme un remède désirable à la crise intérieure où la France se trouvait

1. Le duc d'Orléans et M. de Talleyrand demeurèrent complètement étrangers à la fondation du *National*; M. Laffitte n'y intervint que pour le prix d'une demi-action. Le premier numéro de ce journal parut le 3 janvier 1830.

2. M. Carrel était l'officier dont nous avons prononcé le nom à l'occasion de la conjuration de Bédfort et de l'expédition d'Espagne.

engagée. M. Laffitte, entre autres, n'hésitait pas à faire, de ce changement et de ses avantages, le sujet fréquent des entretiens de son salon. Cette opinion, au reste, remontait déjà à quelques années chez cet homme politique. Recherché, caressé par le duc d'Orléans qui, non content de l'accueillir dans ses salons, lui faisait parfois visite, séduit, charmé par ces prévenances, M. Laffitte aimait à louer l'instruction peu commune et le libéralisme du premier prince du sang, et trouvait un complaisant écho pour ces éloges dans Benjamin Constant, et dans les généraux Gérard et Sébastiani, admis comme lui-même dans la familiarité du Palais-Royal. Mais si ces députés regrettaient que la France constitutionnelle n'eût point pour roi, au lieu de Charles X, le prince qui les admettait dans une sorte d'intimité, ils exprimaient, non pas une espérance, mais un simple désir que, jusqu'à la dernière heure, aucun d'eux, comme on le verra, ne devait croire possible de réaliser. Cette pensée de substitution dynastique n'était pas d'ailleurs acceptée par un homme dont l'influence, dans le sens actif du mot, se trouvait autrement puissante que celle des quatre députés dont nous venons de citer les noms : M. de Lafayette la repoussait. Demeuré l'expression de l'hostilité la plus vive et la plus opiniâtre contre le gouvernement de la Restauration, le général de Lafayette était encore le seul personnage politique qui pouvait grouper autour de sa personne et de son nom, dans une circonstance et à un moment donnés, toute cette partie jeune, énergique, de la classe moyenne dont il avait dirigé les passions et les colères dans les conjurations de 1821 et de 1822. Malgré une alliance de famille avec le duc d'Orléans, le Guillaume II désigné par la situation¹, et son estime pour les vertus domestiques de ce prince, M. de Lafayette conservait les opinions qu'il s'était efforcé de faire prévaloir dans le comité directeur de la charbonnerie : la chute des Bourbons ne devait ni ne pouvait avoir qu'un résultat, la proclamation de la sou-

1. La comtesse de Toulouse, mère du duc de Penthièvre, aïeul maternel du duc d'Orléans, était une Noailles comme madame de Lafayette.

veraineté nationale et la convocation d'une Assemblée constituante qui réglerait les destinées du pays en décidant souverainement de la forme du gouvernement et de sa loi politique.

Le duc d'Orléans était également resté ce qu'on l'avait vu en 1814 et en 1815 : caressant la cour et flattant l'opposition ; attentif auprès de Charles X, et ouvrant ses salons aux députés libéraux d'une nuance modérée, aux écrivains, aux artistes et aux poètes de renom que leur indépendance mettait en butte au mauvais vouloir de l'autorité ; blâmant la marche du pouvoir sans se départir jamais de la plus grande réserve envers le roi ; écoutant avec complaisance les confidences, les pronostics les plus défavorables à la durée du gouvernement, sans donner à ses interlocuteurs d'autres encouragements que cette assurance sans cesse répétée : *Quoi qu'il puisse advenir, je n'émigrerai pas ; je ne veux plus quitter la France* ; évitant dans les causeries les plus familières, les plus intimes en apparence, de dépasser, envers les princes ses parents les limites des plus sages convenances, mais tolérant à leur égard, chez les officiers de sa maison, parmi ses aides de camp ou ses serviteurs privés, une hardiesse de langage et une liberté d'opinions qui n'hésitaient devant aucune raillerie. Est-ce à dire pour cela qu'il trompât la cour au profit de vues ambitieuses dont on préparait secrètement autour de lui, et de son aveu tacite, la prochaine réalisation ? Père d'une famille nombreuse, et possesseur d'une des plus grandes fortunes territoriales de l'Europe, le duc d'Orléans avait trop de risques à courir dans un bouleversement politique, pour en envisager sans crainte, même la possibilité. Bien que fils de régicide, il était Bourbon : la chute du trône de Louis XVI l'avait condamné, une première fois, à la ruine et à un exil de vingt-deux ans ; la chute du trône de Charles X pouvait l'entraîner une seconde fois dans le naufrage de sa race. Le duc de Bordeaux, d'ailleurs, un enfant, le séparait seul de la royauté, et la chance d'y voir arriver, sinon lui-même, du moins un de ses fils, était encore assez belle pour éloigner de son esprit jusqu'à la pensée de

hasarder son existence opulente et tranquille, le sort de tous les siens, au jeu incertain et trompeur des révolutions. Le soin qu'il apportait à ménager, à se concilier tous les partis, prenait sa source autant dans son caractère, où manquaient la franchise et l'élévation, que dans la pensée de se réserver une position distincte de celle de ses parents, dans les éventualités d'une nouvelle catastrophe dont il avait la prévision confuse, catastrophe qu'il pouvait facilement pressentir tout en la redoutant, car les puissances étrangères elles-mêmes la voyaient venir depuis l'avènement du ministère Polignac, et s'efforçaient de la détourner de Charles X.

Les ambassadeurs des différentes cours, à Paris, ne laissaient pas ignorer à leurs cabinets l'irritation du roi, les desseins de ses conseillers et l'état de l'esprit public. Cette situation inquiétait justement l'Europe; partout des germes de haine ou de révolte fermentaient : la Pologne était impatiente du joug de la Russie; de menaçants symptômes de mécontentement se manifestaient contre la domination autrichienne en Lombardie, dans les États vénitiens, en Hongrie, même en Bohême; la Belgique commençait, contre le roi des Pays-Bas, une lutte qui allait aboutir à un déchirement; les provinces rhénanes élevaient, contre le gouvernement prussien, les plaintes les plus vives; l'Italie centrale se préparait à un soulèvement. Dans cette situation, une étincelle révolutionnaire, partie de Paris, pouvait mettre le continent en feu : « L'opinion de l'Empereur est que si l'on sort de la Charte, on s'expose à une catastrophe, » écrivait à M. de Polignac M. de Mortemart, notre ambassadeur en Russie. « Si le roi veut tenter un coup d'État, il en supportera la responsabilité, avait ajouté Nicolas dans une conversation privée avec le même ambassadeur; Charles X doit se souvenir que les alliés, dans le traité de Paris, ont garanti la Charte aussi bien que la légitimité des Bourbons. » De son côté, M. de Metternich disait à M. de Rayneval, notre représentant à Vienne : « Vos deux grandes plaies sont la loi électorale et la liberté de la presse; mais je n'en conclus pas qu'il faille les attaquer avec brutalité. Vous ne pouvez arriver que par les Chambres; l'Eu-

rope ne peut prêter la main à autre chose : un coup d'État perdrait la dynastie. » L'Europe aurait applaudi à la suppression du gouvernement constitutionnel en France si cet événement avait pu se réaliser ; mais Charles X était connu des souverains comme de leurs ministres, et le tzar ainsi que M. de Metternich, en insistant pour qu'il respectât la Charte, cédaient au peu de confiance que leur inspiraient l'intelligence et le caractère de ce prince, bien plus qu'à un sentiment favorable pour la Charte elle-même. La violation de ce pacte ne les touchait qu'en un point : ils en craignaient l'insuccès. Charles X n'était pas dupe de la sincérité de ces recommandations ; le mauvais état de la santé de M. de Mortemart venait d'obliger cet ambassadeur à rentrer en France ; il communiqua au roi une lettre où la comtesse de Nesselrode lui renouvelait la formelle improbation de Nicolas pour toute tentative qui violerait la Charte : « La Charte, la Charte ! s'écria Charles X avec humeur ; répondez à madame de Nesselrode que je ne songe pas à en sortir, et que j'y suis beaucoup plus attaché que ceux qui en parlent tant ! »

Comme tous les hommes que poursuit une pensée fixe, qu'entraîne et domine une passion, et qui ont besoin de la justifier devant leur propre conscience, Charles X s'était formé une doctrine à l'aide de laquelle il pouvait affirmer, sans mentir à ses convictions, qu'il restait fidèle à la charte, tout en songeant à en violer quelques dispositions. « L'article 14, disait-il, me donne le droit, m'impose le devoir de faire les ordonnances nécessaires à la sûreté de l'État ; cette sûreté est évidemment menacée ; les mesures que je vais prendre ont pour but et auront pour résultat le salut de la monarchie ; je ne sors donc pas de la Charte en les adoptant, je reste, au contraire, fidèle à sa lettre et à son esprit ; j'exécute une de ses dispositions. » — Dévoué-aux amis qu'il sut conserver jusque sur le trône, bien-faisant et libéral jusqu'à la prodigalité, facile et bon jusqu'à la faiblesse, Charles X, comme homme privé, était loyal, généreux, incapable de commettre, nous ne dirons pas une cruauté, mais même une injustice. Comme roi, il professait sur l'étendue de sa prérogative et sur les privilèges de sa dignité des opinions

qui obscurcissaient en lui, dans une certaine mesure, le sens moral comme le sens politique. Pour ce prince, la Charte était une concession, une grâce de la couronne, qui n'obligeait celle-ci qu'autant que l'on ne tournerait pas contre elle le bienfait, et qu'on n'en abuserait pas pour la dépouiller des droits qu'elle s'était réservés. Toute tentative dans ce but devenait un acte d'ingratitude qui annulait le don, déliait la royauté, et la faisait rentrer dans la plénitude de son pouvoir primordial. Or, la royauté, telle que la comprenait Charles X, était celle que ses ancêtres avaient exercée et que lui-même avait connue à Versailles, alors que le droit omnipotent du souverain ne laissait aux sujets que des obligations et des devoirs. La faiblesse de Louis XVI était, à ses yeux, l'unique cause de ses malheurs, et la Révolution n'aurait pas éclaté, disait-il sans cesse, si son frère avait opposé une résistance virile à toute demande de réforme; ses concessions seules l'avaient conduit à l'échafaud. Charles X avait conservé, malgré les années, la grâce et la frivolité d'esprit, la noblesse et l'élégance de manières qui le rendaient l'idole de la petite cour de Coblenz¹. Demeuré le type parfait de l'émigré de cette époque, il n'avait rien oublié, rien appris, et mettait une sorte de vanité, presque de l'orgueil, à faire remarquer qu'au milieu de tous les changements opérés dans les choses comme dans les hommes, depuis quarante ans, lui, du moins, était resté fidèle à ses principes, et se retrouvait sur le trône, en 1830, avec les mêmes opinions qu'en 1789². On ne domine pas de tels esprits. Aussi, M. de Polignac n'exerçait-il nullement sur Charles X l'influence que l'on a sup-

1. Charles X était doué d'une constitution robuste. Né à Versailles le 9 octobre 1757, il avait, en 1830, soixante-treize ans. Dans la semaine qui précéda la publication des ordonnances, il chassa un jour, à pied, pendant cinq ou six heures, sans se trouver fatigué. A son retour à Saint-Cloud, une dame devant laquelle il parlait de cette chasse le complimentait sur sa vigueur, en ajoutant que bien des jeunes gens n'auraient pu accomplir la même tâche sans une extrême lassitude. « Oui, je le crois, » répondit le roi en riant. Puis, sa pensée se portant sur la lutte où il allait s'engager, il ajouta : « J'ai bien encore la force de donner un bon coup de sabre aux coquins. »

2. On lit dans la déposition de M. Arago, devant la cour des Pairs, lors du procès des ministres : « Le maréchal (Marmont) me raconta qu'un jour, après

posée. Ce n'était pas lui, ainsi qu'on l'a vu, mais le roi et le dauphin, qui avaient composé le ministère du 8 août. Quant à sa faveur exceptionnelle auprès du monarque peut-être avait-elle moins sa cause dans une intimité de trente ans, que dans une conformité de vues, de sentiments, qui mettait entre le roi et son ministre, sur toutes les questions politiques et religieuses, un accord que Charles X n'avait jamais rencontré, même avec M. de Villèle, et qui le délivrait de ces observations, de ces objections dont les puissants sont toujours blessés, de quelque respect et de quelque soumission d'ailleurs qu'on recouvre la résistance. M. de Polignac avait dans le caractère trop de hauteur et de fierté pour subir le rôle de complaisant servile ; cet homme politique obéissait à ses convictions personnelles, et servait ses passions propres, en acceptant de seconder le roi dans cette « déviation de nos institutions, » que, trois mois auparavant (rapport secret du 14 avril), il présentait comme une extrémité hors de toute prévision humaine.

L'indifférence absolue des masses pour les questions politiques, et la complète impuissance de la tribune et de la presse à éveiller leur attention, à les détourner de leurs intérêts matériels, étaient, comme on l'a vu, la pensée dominante de ce rapport¹. Cette conviction exerça une notable influence sur l'adoption des mesures que MM. de Chantelauze et de Peyronnet s'étaient chargés de convertir en ordonnances. Ces mesures se résumaient en une profonde modification du système électoral et dans la suppression de la liberté des journaux. Le peuple, disaient les ministres, est complètement désintéressé dans cette double question : il ne sait pas lire ou ne lit pas, et n'exerce aucun droit politique. Que lui importe, dès lors, que le système électoral soit changé et la liberté des journaux supprimée ? En

le jeu du roi, Charles X parla aux personnes qui l'entouraient des événements de son règne. L'expédition d'Alger n'avait pas encore eu lieu. Ces événements lui paraissaient devoir occuper peu de place dans l'histoire. Il cita deux circonstances de sa vie comme pouvant être remarquées par la postérité : l'une était la résistance qu'il apporta en 1789 aux prétentions du Tiers-État ; l'autre était la création du ministère du 8 août. »

1. V. le précédent chapitre, page 232 et suivantes.

frappant la presse et le corps électoral, on ne le touche pas ; on n'atteint que la classe moyenne, classe envieuse de la noblesse et impatiente de toute supériorité sociale, que le peuple jalouse et déteste à son tour, et qu'il verra sans déplaisir dépouiller de privilèges dont elle n'use que pour troubler son repos et satisfaire de misérables intérêts d'ambition et de vanité. Les démonstrations populaires dirigées contre les députés constitutionnels élus dans les collèges de Figeac et de Montauban semblaient la preuve de ces dispositions hostiles des masses contre la bourgeoisie. Vainement M. de Guernon-Ranville faisait observer « que la classe moyenne touchait au peuple par mille points, » ses collègues n'admettaient pas que les mesures qu'ils discutaient pussent rencontrer la moindre opposition autre part que dans les rangs de ces bourgeois taquins, arrogants, raisonneurs, parmi lesquels se recrutaient les quatre-vingt mille contribuables composant le corps électoral. La résistance serait-elle sérieuse ? Nul ne le supposait. Dans tous les cas, le gouvernement était en mesure de la réprimer ; M. de Polignac, chargé de cette tâche comme ministre de la guerre par *interim*, n'hésita pas du moins à l'affirmer,

L'effectif de l'armée, alors sur le pied de paix, devait présenter un total de *deux cent quarante mille hommes* ; mais le besoin d'économies, motivé par les vives réclamations des Chambres sur l'exagération du budget de la guerre, portait l'administration à délivrer chaque année, dans tous les corps, des congés illimités qui, en diminuant d'un *cinquième* l'effectif des régiments de ligne, d'un *sixième* celui des régiments de la garde royale, retranchaient cinquante mille soldats de l'effectif réglementaire. Restait dès lors, au mois de juillet 1830, une force de cent quatre-vingt-dix mille hommes, réduite elle-même à cent cinquante-six mille hommes par la présence sur la terre d'Afrique des trente quatre mille soldats du corps expéditionnaire. *Cent cinquante-six mille hommes* environ, voilà donc le chiffre des troupes qui restaient, en réalité, à la disposition du gouvernement pour fournir aux garnisons de nos places frontières, maintenir la tranquillité sur tous les points du territoire, et faire face

aux événements que la politique à outrance du roi pouvait faire éclater au centre et dans toutes les grandes villes de la monarchie. Encore, sur ce nombre, dix mille hommes avaient été dirigés dans le voisinage de Toulon en vue d'y former un *corps de réserve* pour notre armée d'Afrique, tandis que quatorze mille autres soldats environ se trouvaient réunis dans les deux camps de manœuvre établis à Saint-Omer et à Lunéville. Vainement, lorsque la pensée d'un coup d'État prit naissance dans le conseil, M. de Polignac aurait voulu dissoudre ces camps et en appeler à l'avance les troupes dans les garnisons voisines de Paris ; un incident politique venait d'immobiliser momentanément ces forces dans leurs cantonnements. « A ce moment, a dit M. de Polignac, une dépêche de Bruxelles m'apprit l'entrée prochaine de trente mille Prussiens dans le royaume des Pays-Bas. La Belgique était mécontente de son gouvernement ; les traités de 1814 l'avaient placée, elle catholique, sous la domination d'un prince protestant, et ce souverain avait froissé, par des mesures imprudentes, les sentiments religieux de ses nouveaux sujets. Effrayé de l'esprit insurrectionnel qui se manifestait dans la population belge, peu rassuré d'ailleurs sur les dispositions de ses troupes, le souverain de ce pays négociait secrètement l'intervention du roi de Prusse¹. Je l'appris. La présence d'un corps de troupes prussiennes sur les frontières de France pouvait provoquer à elle seule le mouvement révolutionnaire que nous cherchions à comprimer. Il fallait donc la prévenir. Avec la permission du roi, j'enjoignis aussitôt au ministre français résidant à Bruxelles d'exprimer au gouvernement des Pays-Bas le sentiment de mécontentement que nous faisait éprouver ce projet d'intervention de la Prusse, et je l'autorisai à déclarer que si un seul soldat prussien foulait le territoire belge, les deux camps de Saint-Omer et de Lunéville seraient immédiatement levés et se dirigeraient sur Bruxelles à marches forcées. Ces représentations produisirent leur effet ; l'intervention n'eut

1. A quelques semaines de là, en effet, les 25 et 26 août, la Belgique se soulevait, chassait les Hollandais, et proclamait son indépendance.

pas lieu ; mais jusqu'au moment où j'en eusse acquis la certitude, je me vis forcé de laisser à Saint-Omer et à Lunéville les troupes qui y campaient¹. Après tout, les forces qui tenaient garnison dans la capitale, celles qui étaient stationnées dans la banlieue et dans le reste de la 1^{re} division militaire, me semblaient alors suffisantes pour arrêter et comprimer toute tentative d'insurrection qui viendrait à éclater. Telle était mon opinion à cette époque, et certes je la crois fondée, car je dus croire à la fidélité de toutes les troupes sans exception². »

Les forces composant la garnison de Paris, comprises dans la banlieue ou réparties dans le reste de la 1^{re} division, étaient celles-ci :

PARIS. Garde royale : trois régiments d'infanterie, 4^e et 3^e (garde française), 7^e (garde suisse) ; deux régiments de cavalerie, cuirassiers et lanciers ; deux batteries d'artillerie, de six pièces chacune.

Troupes de ligne : Quatre régiments d'infanterie, 5^e, 50^e, 53^e de ligne, 45^e léger.

Fusiliers sédentaires : Onze compagnies de 100 hommes chacune.

Gendarmerie : A cheval, 560 hommes ; à pied, 900.

BANLIEUE. Vincennes, six batteries d'artillerie de la garde de six pièces chacune, un bataillon d'infanterie du 6^e de la garde ; **Saint-Denis,** deux bataillons d'infanterie du 6^e ; **Courbevoie,** un bataillon d'infanterie du 4^e de la garde ; **Versailles,** trois bataillons d'infanterie du 2^e de la garde, douze escadrons de cavalerie de la garde.

DÉPARTEMENTS compris dans la 1^{re} division militaire : **Melun,** six escadrons de cavalerie de la garde ; **Fontainebleau,** six autres escadrons de cavalerie de la garde ; **Chartres,** un régiment de chasseurs à cheval de la ligne ; **Orléans,** un régiment d'infanterie (Suisse) de la garde.

En résumé, et déduction faite de toutes les non-valeurs habituelles, tels que malades, ouvriers d'ateliers, etc., les forces composant la garnison de Paris, non compris le corps des sapeurs-pompiers, ayant un service spécial, s'élevaient à 11,550 hommes présents sous les armes, et à 12 bouches à feu. Les forces casernées dans la banlieue, que quelques heures

1. « Les papiers relatifs à cet incident doivent se trouver aux archives des affaires étrangères. » (Note de M. de Polignac.)

2. *Études historiques et politiques*, de M. de Polignac.

suffisaient pour amener à Paris, et qui furent en grande partie engagées, montaient à 4,200 hommes avec 36 bouches à feu. Les autres garnisons de la division présentaient un effectif de 3,300 hommes, cavalerie et infanterie.

19,000 hommes, infanterie et cavalerie, et 48 bouches à feu, tel était donc le chiffre des forces existant dans l'étendue de la 1^{re} division, non compris la maison militaire du roi, gardes du corps à cheval (1,000 hommes), et à pied (300 hommes), et le régiment de la gendarmerie d'élite ou des chasses, réparti dans les différentes résidences royales. Sur ce total de 19,000 hommes, les 11,550 hommes de la garnison de Paris, et 2,500 hommes venus de la banlieue, soit 14,000 hommes environ, devaient seuls se trouver engagés d'une manière plus ou moins active¹. M. de Polignac, ainsi qu'on l'a vu, regardait ces forces comme suffisantes, pour arrêter et comprimer toute tentative d'insurrection. Ce n'était nullement la facile répression des émeutes des 19 et 20 novembre 1827, qui lui donnait cette conviction, ainsi qu'on l'a dit; il la puisait dans le souvenir de l'insurrection du 13 ven-

1. Un certain nombre d'écrivains, tout en admettant les chiffres de 11 à 12,000 hommes pour la garnison de Paris, et de 4,200 hommes pour les troupes casernées dans la banlieue, ne portent cependant qu'à 5 ou 6,000 hommes le nombre des soldats employés à comprimer l'insurrection. Leur calcul repose sur deux points : en premier lieu, ils ne tiennent aucun compte des bataillons fournis par les garnisons de la banlieue, et qui, sans avoir été engagés aussi fortement que les bataillons de la garnison de Paris, prirent cependant une certaine part à la lutte; en second lieu, ils retranchent des 11 à 12,000 hommes de cette garnison les quatre régiments de ligne, en se fondant sur leur défection; mais cette défection n'eut ouvertement lieu, pour deux d'entre eux, que le troisième jour, le jeudi, vers les 11 heures du matin; jusque-là, ces quatre régiments obéirent aux ordres de Marmont; ils aidèrent à la résistance, ainsi qu'on le verra, soit comme troupes de position, soit comme troupes de combat, et chacun d'eux compta des tués et des blessés. Leur intervention dans la lutte, pour être moins sérieuse, moins active que celle de la garde, n'en fut pas moins réelle. Nous croyons donc rester dans la vérité des faits en persistant à évaluer à 14,000 hommes environ, le chiffre des soldats appelés à concourir, dans une mesure différente, à la défense de la cause royale. Un assez grand nombre, nous le reconnaissons, ne prirent aucune part aux combats de rue; mais les compagnies et les bataillons chargés de garder les positions où le gouvernement avait concentré son action, n'en doivent pas moins être comptés comme force présente et agissante.

démiare an III, le dernier soulèvement sérieux qui eût éclaté dans Paris. La Convention, attaquée par une garde nationale composée de près de 30,000 hommes fort animés, bien armés, organisés depuis longtemps, et conduits par plusieurs généraux, n'avait pour se défendre que *cinq mille hommes* de troupes de ligne. Cependant l'insurrection fut vaincue. Le général Bonaparte, à la vérité, commandait les troupes de la Convention; mais l'absence d'un tel chef se trouvait largement compensée, d'abord par le défaut d'ordre, par le manque d'armes, d'organisation de la population, et par l'incohérence des efforts qu'elle pourrait tenter, ensuite par le nombre et la supériorité des soldats appelés à réprimer le mouvement, soldats d'élite pour la plupart, que leur discipline, leur instruction, leur vigueur et leur solidité rendaient égaux, sinon supérieurs aux meilleures troupes de l'Europe. Mais il était un détail de la lutte de Bonaparte contre la garde nationale parisienne auquel M. de Polignac ne donnait pas une suffisante attention. Outre les cinq mille soldats dont la Convention disposait, cette Assemblée avait accepté l'aide que vinrent lui offrir quinze à seize cents républicains énergiques, persécutés ou privés de leurs emplois par la réaction thermidorienne comme jacobins ou terroristes, auxquels l'Assemblée fit distribuer des armes, et qui se battirent avec la plus grande vigueur. Ce furent ces auxiliaires *civils*, désignés sous le nom de *patriotes de 89*, qui, en entraînant, en *enlevant* la troupe de ligne par leur audace et par leur exemple, décidèrent le succès de la journée ¹. Ce secours devait manquer à la royauté; le licenciement de la garde nationale privait même Charles X de l'intervention pacifique, de l'assistance morale de la partie de cette garde que ses intérêts ou ses opinions rendaient hostile à toute tentative de changement politique. Un moment M. de Polignac crut pouvoir donner un autre appui à la cause de son maître. La probabilité d'un coup d'État ressortait si nettement de la position prise par la couronne, que les royalistes de l'ouest s'inquiétèrent du résultat, et convinrent de

1. *Mémoires de Napoléon*, t. III.

se mettre, en cas de lutte, à la disposition du roi. Le comte de La Rochejacquelein fut chargé d'offrir leurs services à M. de Polignac. Les chefs vendéens et bretons s'engageaient à organiser sur-le-champ la population fidèle de leurs contrées et à la tenir prête à soutenir le coup d'État, si le gouvernement consentait : 1° à remplacer le général Despinois, commandant la division militaire de Nantes, par un officier général dont on donnait le nom ; 2° à faire immédiatement occuper Saumur, alors dépourvue de garnison, et dont le château renfermait un considérable dépôt d'armes, par un régiment qui serait chargé d'empêcher ce dépôt de tomber aux mains des habitants qu'animaient, disait-on, les sentiments les plus hostiles contre la monarchie. M. de Polignac consentait à diriger sur Saumur le régiment demandé ; mais le dauphin, chargé du personnel de l'armée, résista au remplacement du général Despinois que recommandait en effet le royalisme le plus éprouvé. « J'eusse désiré que M. de La Rochejacquelein eût passé outre, a dit M. de Polignac ; mais ne pouvant, à mon grand regret, lui révéler les mesures que venait d'arrêter la couronne, le temps s'écoula en pourparlers inutiles, et l'appui que j'avais espéré obtenir échappa de mes mains ¹. » M. de Polignac avait, en outre, formé le projet d'appeler, aux environs de Paris, toutes les troupes comprises dans l'étendue de la 1^{re} division militaire, de les y réunir quelques jours avant la publication des ordonnances, et d'en former un petit camp : « mais on craignit que ce mouvement de troupes ne donnât quelque indice des projets qu'on avait en vue, a-t-il ajouté ; la proposition ne fut pas adoptée ². »

Ce secret absolu auquel le ministère sacrifiait tout préparatif militaire apparent, était, en effet, dans la pensée des ministres, la condition essentielle du succès ; ils plaçaient leur confiance dans la soudaineté de la mesure, et dans l'impuissance de l'opposition à organiser une résistance sérieuse, en l'absence de toute presse libre, et en face des mesures qui seraient prises

1. *Études historiques et politiques*, de M. de Polignac.

2. *Idem*.

pour écraser dans son germe la moindre tentative de rébellion. Le roi ainsi que les ministres s'étaient engagés, sur l'honneur, au plus profond silence; tous tenaient leur parole. Le 22 juillet, un officier général qui venait d'être élu député, se rend à Saint-Cloud pour présenter ses hommages au roi et au dauphin. Reçu par Charles X qui le félicite sur sa nomination, il lui dit : « Votre Majesté me permettra-t-elle de lui faire connaître les vœux de mon département ? — Oui, certainement, répond le roi. — Sire, tous les anciens émigrés..... — Ce sont souvent les plus mauvais. — Je ne dis pas non. Mais, enfin, les anciens émigrés, les royalistes constitutionnels, les bonapartistes, tout le monde, Sire, désire que Votre Majesté ne sorte pas de la Charte. — Soyez tranquille, je n'y songe pas. » Le général tint le même langage au dauphin : « Avez-vous vu le roi ? répond précipitamment le prince. — Oui, Monseigneur. — Qu'est-ce qu'il vous a dit ? — Monseigneur, qu'il n'était pas question de sortir de la Charte. — Eh bien, prenez confiance, puisque le roi vous a dit cela. » Les ministres n'étaient pas moins affirmatifs dans leurs réponses aux questions que l'on ne cessait de leur adresser. Malgré ces assurances, le coup d'État, objet de ces préoccupations, n'en était pas moins, pour la masse du public, un fait imminent, attendu, qui agitait toutes les imaginations, et défrayait tous les entretiens. Le langage provocateur et insultant des journaux religieux et les confidences de certains hommes de ce parti sur les positives résolutions du roi et de ses conseillers; l'altitude soucieuse de certains personnages tenant au gouvernement ou appartenant à la cour; mille sourdes rumeurs, une inquiétude et un malaise, symptômes de tempêtes, confirmaient les classes moyennes dans l'inébranlable conviction d'une violation prochaine de la Charte, et venaient troubler la sécurité que les classes officielles s'efforçaient de trouver dans les protestations des ministres et dans certaines mesures destinées à éloigner les soupçons. Les Chambres devaient se réunir le 3 août : le cabinet ne se bornait pas à faire insérer dans ses journaux des notes sur cette solennité, et sur les premiers travaux dont l'Assemblée aurait probablement à s'occuper; il de-

vançait de quelques jours l'envoi des *lettres closes* adressées à chaque pair et à chaque député pour assister à la séance d'ouverture. Un grand nombre de ces lettres, distribuées le samedi 24 juillet, furent remises aux mains des destinataires au moment même où les ministres arrêtaient, dans une réunion privée, les termes des ordonnances dont le principe avait été convenu, dix-sept jours auparavant, dans le conseil du 7.

Les conférences avaient été fréquentes ; elles s'étaient tenues, tantôt en présence du roi et du dauphin, plus fréquemment entre les ministres seuls. La nouvelle législation électorale avait surtout arrêté le conseil ; on ne s'entendait pas sur les principales dispositions : maintiendrait-on le double vote ? l'élection serait-elle directe ou à deux degrés ? la propriété, le commerce et l'industrie, auraient-ils une représentation spéciale ? quelle part serait faite à chacun de ces grands intérêts ? Les séances se passaient en discussions sans résultat ; le temps cependant pressait. Enfin, on se mit d'accord, et il ne restait plus, dans la réunion du samedi, qu'à revoir la rédaction définitive des ordonnances et du rapport destiné à les justifier. Lorsque cette rédaction fut approuvée, un des ministres, s'adressant à M. de Polignac, lui demanda si les précautions militaires nécessaires étaient prises. Le président du conseil répondit avec une sorte de négligence, qu'il pouvait réunir à Paris, en quelques heures, une force de dix-huit mille hommes, et présenta à l'appui de son assertion une note dont les énonciations parurent contestables à quelques-uns de ses collègues, qui cependant n'insistèrent pas. Le chef chargé de commander cette force se trouvait déjà désigné : Gouverneur titulaire de la division militaire de Paris (1^{re}) ¹, le duc de Raguse était, en outre, major-général de la garde royale ; il se trouvait alors de service, et avait, en cette qualité, le commandement supérieur de toute cette garde ².

1. Chaque division militaire avait un *gouverneur* et un *commandant*. Le gouverneur ne pouvait exercer les fonctions de son titre, que lorsque des lettres de service, signées par le roi, lui en donnaient l'autorisation ; ces fonctions, dans l'usage, étaient remplies par le commandant.

2. La garde royale était commandée, *par quartier*, par quatre maréchaux de France ayant le titre de *majors-généraux*. Ces maréchaux, en 1830,

Mais lors même que la direction supérieure des troupes ne lui aurait pas été acquise de droit, à ce double titre, on la lui eût donnée par la confiance qu'il inspirait. Au moment de partir pour l'expédition d'Alger, le général Bourmont, discutant avec M. de Polignac les éventualités qui pourraient survenir pendant son absence, lui avait dit à deux reprises différentes : « Si vous éprouvez quelque embarras et que vous ayez à faire agir la troupe, prenez Marmont ; il est compromis ; il se battra bien. » On convint que les lettres de service de ce maréchal seraient signées par le roi en même temps que les ordonnances ; puis lorsque, par un singulier scrupule, on eut de plus arrêté que ces ordonnances seraient soumises à l'approbation des Chambres futures, à l'ouverture de leur session, le conseil se sépara pour se réunir devant Charles X, à Saint-Cloud, dans la matinée du lendemain 25.

DIMANCHE 25 JUILLET. Le château de Saint-Cloud, résidence d'été de Charles X, recevait, chaque dimanche, un certain nombre de visiteurs attirés par le désir de se montrer au roi et de faire leur cour. L'affluence, ce jour-là, ne se trouvait pas plus considérable que de coutume. Au nombre des personnages politiques qu'y avait amenés l'habitude de devoirs contractés envers le prince autant que le sentiment de vague inquiétude qui, depuis un mois, tenait le monde officiel et le public politique en si grande alarme, était un homme dont le rôle avait été influent dans les premiers événements de la Restauration, le baron de Vitrolles. L'avant-veille, dans une longue audience où il remerciait le roi de lettres-patentes spéciales relatant les services particuliers qui justifiaient sa récente promotion à la pairie, M. de Vitrolles avait trouvé Charles X complètement fermé sur les moyens dont il entendait faire usage pour surmonter les difficultés de la situation. Après s'être longuement étendu sur

étaient les ducs de Bellune (Victor), de Tarente (Macdonald), de Reggio (Oudinot), et de Raguse (Marmont). Les régiments de la garde ne pouvaient sortir de leurs casernes, pour un service extraordinaire, que sur l'ordre direct du major-général de service.

ces embarras, le roi raconta les détails d'un entretien qu'il avait eu quelques mois auparavant avec un membre de l'opposition, M. Humann, député du Bas-Rhin. Sa réception affable et bonne avait paru toucher vivement ce député, qui lui dit : « Je dois à l'accueil que le roi a bien voulu me faire, de lui déclarer que je ne crois pas qu'il puisse maintenir son gouvernement en conservant un système d'élection aussi démocratique que le système actuel, et avec la liberté de la presse telle qu'on l'a faite. — Et c'est Humann qui m'a dit cela ! c'est Humann ! » répéta le roi plusieurs fois. Cette affectation à placer sous l'autorité d'un membre de la gauche, le péril où l'attitude de la Chambre élective et la législation sur la presse mettaient son gouvernement, parut à M. de Vitrolles l'indice de préoccupations qui pouvaient s'accorder avec les bruits en circulation ; il voulut, à diverses reprises, amener l'entretien sur la nature et le mérite des mesures réclamées par la circonstance, en développant lui-même un plan de résistance appuyé sur l'organisation des forces royalistes de l'ouest et du midi ; mais chaque fois, Charles X détournait la conversation plus qu'il n'avait coutume de le faire, ou demeurait silencieux. C'était sous l'impression des doutes et de l'inquiétude qu'il avait emportés de cette entrevue, que M. de Vitrolles arrivait à Saint-Cloud. Il trouva dans le cabinet du roi, servant de salle de conseil, M. de Polignac, tous ses collègues, et dix ou douze autres personnes. La physionomie des ministres et celle du roi lui-même, qui ne tarda pas à paraître pour se rendre à la messe, laissaient apercevoir une certaine préoccupation. Charles X ne s'arrêta que quelques instants ; midi sonnait ; il se dirigea vers la chapelle, suivi de MM. de Polignac et de Montbel, et des personnes du service. La plupart des ministres demeurèrent dans la salle du conseil ; M. de Vitrolles y resta comme eux, et aborda successivement MM. de Chantelauze, Capelle et de Guernon-Ranville, mais en se bornant, avec les deux premiers, à quelques phrases vagues sur la gravité des circonstances, l'habileté et les précautions que demandait le remède qu'on voudrait y apporter ; il fut plus explicite avec le ministre de l'instruction publique : « Je ne vous

demande pas votre secret, dit-il à M. de Guernon-Ranville; mais je dois vous avertir que c'est le sort de la monarchie qui se trouve en jeu. Peut-être vous trompez-vous sur la différence des temps. Telle mesure qui vous était facile au commencement du ministère, même il y a six mois, ne serait plus possible dans l'état d'effervescence où se trouve aujourd'hui l'opinion, et aurait inévitablement les plus funestes, les plus incalculables résultats. ¹ »

Six mois auparavant, M. de Vitrolles avait développé à M. de Montbel tout un ensemble de mesures politiques destinées, disait-il, à arrêter la royauté sur la pente révolutionnaire où elle se trouvait entraînée. Dominé par la pensée de « cette différence des temps » qu'il venait d'invoquer contre les projets dont il redoutait la tentative dans la situation actuelle des esprits, et voulant prémunir M. de Montbel contre ses appréciations précédentes, du moins dans ce qu'elles lui semblaient avoir maintenant de trop absolu ou de trop hasardé, il se rendit dans la galerie.

De larges travées mettaient cette galerie en communication avec la chapelle et la tribune du roi. Cent cinquante à deux cents personnes, groupées en face de ces ouvertures, avec l'intention apparente d'y entendre la messe, se tenaient debout, causant à voix presque haute et s'occupant de toute chose, hormis de l'office qui venait de finir, quand M. de Vitrolles arriva et joignit M. de Montbel. ² Tous les deux se dirigèrent vers la salle du conseil en précédant le roi que retardaient, dans sa marche, les témoignages et les paroles de bienveillance qu'il adressait aux différentes personnes rangées sur son passage.

1. BOULLÉE, *Histoire de France pendant la dernière année de la Restauration*.

2. L'intérieur de la cour de Charles X n'avait nullement l'aspect austère, presque monacal que lui ont prêté quelques écrivains. Saint-Cloud et les Tuileries étaient peut-être, dans le royaume, les lieux où l'influence du parti clérical se faisait le moins sentir, du moins par les signes extérieurs; aucun prélat, aucun prêtre n'y jouissait d'un crédit marqué; le confesseur du roi était un prêtre obscur nommé Jocquart, dépourvu de toute espèce d'influence, et qui, jusqu'au dernier jour, resta profondément ignoré.

« Je n'ai pas l'intention de pénétrer les secrets du conseil, disait M. de Vitrolles au ministre des finances; mais je dois vous prémunir contre les illusions qui environnent toujours les hommes revêtus d'un grand pouvoir. La situation n'est plus aujourd'hui telle que nous pouvions la voir, il y a quelques mois; l'opinion est avertie; un acte de vigueur, même légal, trouverait la résistance préparée. Non-seulement vos adversaires se sont comptés, organisés, mais vos amis n'ont plus la même confiance dans votre force et dans votre habileté; vous pouvez risquer de vous trouver sans appuis. » M. de Montbel écoutait, ne répondait que par des mots vagues, sans signification précise. Son interlocuteur et lui arrivèrent bientôt dans le grand cabinet. Apercevant alors M. de Peyronnet, M. de Vitrolles quitte M. de Montbel, aborde l'ancien collègue de M. de Villèle, et lui montrant la table où les ministres allaient prendre place : « Vous allez décider, là, tout à l'heure, le sort de la monarchie, lui dit-il; on m'a plus d'une fois appelé au conseil privé du roi, sans que je l'aie demandé; aujourd'hui je le demanderais. — Mais vous savez mieux que personne que les discussions du conseil privé n'ont jamais servi à rien, » lui répondit M. de Peyronnet. En ce moment, le roi rentrait; tous les assistants se rangèrent immédiatement en demi-cercle, selon l'usage, et, comme il avait coutume de le faire, Charles X, en passant devant chacun d'eux, lui adressa quelques paroles. Sa figure était plus sérieuse qu'auparavant, son visage plus coloré, sa phrase plus courte; au bout de dix minutes, toutes les personnes étrangères sortirent; le roi demeura seul avec ses ministres.

Au nombre des personnages politiques qui venaient de quitter le cabinet royal, était le marquis de Sémonville, grand référendaire de la Chambre des pairs, caractère souple, délié, que tous les pouvoirs, depuis 1789, avaient eu pour courtisan, et qui, échappé à tous les naufrages, avait eu l'art de trouver, dans chaque tempête, un moyen d'augmenter sa fortune. La veille, au soir, il était venu visiter M. de Vitrolles, espérant en obtenir quelque confidence sur les projets des ministres; ce dernier ne pouvait lui rien apprendre; l'un et l'autre se livrèrent

alors à toutes les suppositions que pouvaient leur inspirer, moins leurs espérances, que leurs appréhensions secrètes, et combinant les faits, calculant les probabilités, ils s'étaient séparés après avoir décidé : que les ministres resteraient dans la Charte ; que les Chambres se réuniraient le mardi, 3 août ; que la lutte s'engagerait devant elles ; que le ministère pourrait bien y succomber, mais que, dans tous les cas, l'opposition, composée, comme elle l'était en immense majorité, d'hommes attachés à la monarchie, ne pousserait jamais sa résistance jusqu'au refus de l'impôt, cette dernière raison des assemblées populaires. « Eh bien ! nous nous trompons singulièrement hier, dit M. de Vitrolles au grand référendaire, en sortant avec lui du cabinet du roi. — Comment cela ? répliqua M. de Sémonville, je n'en crois rien. — Comment ! Mais, à la préoccupation qui est sur toutes les figures, à l'embarras des ministres à causer entre eux, à leur embarras plus grand de parler avec les autres, ne voyez-vous donc pas qu'ils vont avoir là, de bien sérieuses délibérations auxquelles, malheureusement, je ne me fie point ? — Mais ils ont, en effet, une délibération bien sérieuse à prendre, c'est le discours de la couronne. Croyez-vous donc que ce soit une chose facile à faire qu'un pareil discours, dans les circonstances où nous sommes ? — Ils vont faire bien autre chose ! — Ce discours sera bien difficile, » répétait M. de Sémonville dont le renom de pénétration, de sagacité et de finesse était proverbial parmi le monde officiel de cette époque. ¹

Le préfet de police, M. Mangin, se trouvait également au nombre des fonctionnaires venus à Saint-Cloud. Quelques-uns des ministres à qui M. de Vitrolles venait de parler de l'état de fermentation des esprits, et de la résistance que rencontrerait

1. M. de Sémonville appartenait, comme M. de Talleyrand, à cette classe assez nombreuse de gens qui sont leurs propres prôneurs, et qui ont l'art d'amener la foule à répéter les éloges qu'ils font continuellement d'eux-mêmes. Toujours occupé du soin de sa réputation, il mettait sa prétention à persuader qu'il n'ignorait rien, et que personne, dans le monde politique, n'était aussi bien informé que lui : « Vous savez qu'il existe une intrigue depuis hier ? lui dit un jour un de ses amis. — Une intrigue ! répliqua M. de Sémonville qui ne savait pas ce dont on voulait lui parler ; vous en êtes là ? Il y en a trois ! »

toute « mesure de vigueur » même légale, firent appeler ce magistrat, et sans l'instruire des résolutions qu'ils allaient prendre, lui demandèrent s'il était vrai que l'opinion publique présentât une agitation alarmante. M. Mangin déclara « que, quoi qu'on fît, Paris ne bougerait pas, et qu'il en répondait sur sa tête. ¹ » Le conseil s'ouvrit immédiatement. Les différentes *ordonnances* arrêtées dans les réunions précédentes, furent lues de nouveau dans leur texte, en présence du roi, ainsi que *le rapport* destiné à les justifier. Cette lecture achevée, M. de Polignac renouvela les assurances qu'il avait déjà données sur les dispositions prises pour assurer l'exécution des actes soumis à l'approbation du conseil; il était en mesure, disait-il, de comprimer sur-le-champ toute tentative de résistance. Le roi recueillit ensuite les avis. Le dauphin, consulté le premier, donna son adhésion par un simple signe de tête. Les ministres successivement interrogés dans l'ordre d'importance de leurs départements, approuvèrent également la rédaction définitive de ces actes, sans qu'un seul d'entre eux fît la moindre observation. Le roi s'était interrompu, à différentes reprises, dans cette formalité, pour assurer que les résolutions dont il demandait la sanction, n'excédaient pas les limites posées par la Charte à son pouvoir, et qu'il avait la ferme volonté de rentrer dans la lettre du pacte constitutionnel dès que l'effervescence des esprits serait calmée. Quand Charles X eut pris toutes les voix, il s'apprêta à signer; mais au moment d'apposer son nom au bas des papiers étendus devant lui, le vieux roi s'arrêta, appuya son front sur ses deux mains, et demeura, pendant quelques instants, absorbé dans une sorte de méditation. Puis, relevant avec lenteur sa tête blanchie, et reprenant la plume, il dit : « Plus j'y réfléchis, plus je suis convaincu qu'il est impossible de faire autrement; » et il signa ². Chaque ministre signa après le roi, et chacun d'eux, en posant la plume, se leva, se tourna vers le monarque, et s'inclina profondément devant lui. Ce muet et absolu dévouement à ses vo-

1. *Bulletin inédit des séances du conseil des ministres.*

2. *Idem.*

lontés, parut émouvoir assez vivement Charles X : « Messieurs, dit-il à ses conseillers lorsque le sacrifice fut consommé, voilà de graves mesures. Vous pouvez compter sur moi, comme je compte sur vous. C'est désormais, entre nous, à la vie et à la mort ¹. » — « Une ordonnance spéciale mettait le maréchal duc de Raguse en activité de fonctions comme gouverneur de la 1^{re} division militaire dont il portait déjà le titre, a dit M. de Polignac. Charles X, connaissant le prix que le maréchal attachait cette marque de confiance, se réserva, avec sa bienveillance ordinaire, le plaisir de la lui annoncer lui-même ². »

A peu de moments de là, lorsque les ministres quittaient Saint-Cloud pour revenir à Paris, le duc d'Orléans sortait de Neuilly pour se rendre au château de Saint-Leu, à un dîner que lui offrait le duc de Bourbon. Les personnes invitées étaient assez nombreuses, et l'on remarquait parmi elles l'ambassadeur d'Angleterre, sir Charles Stuart, le comte de Lœwenhelm, ministre de Suède, l'ambassadeur de Sardaigne, plusieurs autres membres du corps diplomatique, et M. de Vitrolles. On se promena dans les jardins avant le dîner. Le duc d'Orléans accourant auprès de M. de Vitrolles, lui prit le bras et l'interrogea sur les faits qu'il pouvait connaître : « Vous avez été à Saint-Cloud ce matin ? lui demanda-t-il avec une sorte d'anxiété, qu'y avez-vous vu ? Que pensez-vous ? » M. de Vitrolles dépeignit au prince l'aspect du cabinet du roi, et ne lui cacha pas ses craintes

1. BOULLÉE, *Histoire de la dernière année de la Restauration*.

2. *Études historiques et politiques*, de M. de Polignac. — Dans une note relative à cette séance du conseil du 25 juillet, à Saint-Cloud, cet ancien ministre s'exprime ainsi : « On n'en finirait pas s'il fallait réfuter les récits tragiques que les journaux et même plusieurs auteurs sérieux ont publiés sur la séance où furent signées les ordonnances. Je ne citerai que l'ouvrage le plus répandu de tous. Ce qu'on lit dans le 1^{er} volume, sur cette séance, est faux d'un bout à l'autre. L'auteur termine en mettant dans la bouche d'un des ministres (M. d'Haussez), à l'occasion d'un portrait supposé du comte de Strafford, un propos injurieux et cruel que tout Français eût rougi d'adresser à Charles X. Or, j'étais assis près du roi pendant la séance, je ne l'ai pas quitté un instant, je suis sorti le dernier de la salle du conseil, et je déclare ici n'avoir pas entendu une seule des paroles que l'auteur rapporte avec tant d'assurance. »

sur une détermination qui pourrait amener quelque grave changement. « Mais, que voudraient-ils faire? ils ne sauraient se passer des Chambres ni sortir de la Charte! » répondit le duc avec une certaine émotion. Puis, insistant sur les détails que lui avait donnés son interlocuteur, il renouvelait ses questions et multipliait ses conjectures. Après le dîner, il y eut spectacle : on joua deux pièces, l'une sérieuse, l'autre comique ; les acteurs étaient des personnes de la société, et, parmi celles-ci, le comte de Lœwenhelm et une Anglaise, Sophie Dawes, déjà marquée du sceau de la plus déplorable célébrité. Entre les deux pièces, le duc d'Orléans revint auprès de M. de Vitrolles, recommençant ses demandes, et répétant sans cesse : « Mais que peuvent-ils vouloir? Que prétendent-ils faire? Ah! mon Dieu, que nous réservent-ils! » Il semblait plus agité qu'auparavant. Bientôt la comédie commença. Pendant qu'à cette heure avancée de la soirée, au château de Saint-Leu, le dernier des Condés, inoffensif vieillard, réservé à une fin tragique et ayant sa cause dans les événements qui se préparaient, s'abandonnait insoucieusement à la gaieté provoquée par de joyeuses scènes ; tandis que, d'un autre côté, le prince son hôte, à qui ces événements allaient donner une couronne, inquiet de l'avenir, dominait avec peine son agitation et son trouble, à Paris, le ministre de la justice, M. de Chantelauze, faisait appeler à son hôtel M. Sauvo, rédacteur en chef du *Moniteur*, lui remettait les ordonnances signées dans la journée, et lui enjoignait de les publier le lendemain. M. Sauvo parcourut ces pièces ; il ne put maîtriser un mouvement de vive émotion. « Eh bien? lui demanda M. de Montbel qui était présent. — Dieu sauve le roi et la France! répondit M. Sauvo. — Nous l'espérons bien, répliquèrent ensemble les deux ministres. — Messieurs, leur dit M. Sauvo, en se disposant à sortir, j'ai cinquante-sept ans, j'ai vu toutes les journées de la révolution, et je me retire avec une profonde terreur ¹. »

1. A un mois de là, le 27 août, le duc de Bourbon était trouvé attaché plutôt que suspendu, par deux cravates en soie, au bouton de l'espagnolette d'une

LUNDI, 26. — *Les ordonnances.* Le *Moniteur* parut un peu plus tard que de coutume. Sa partie officielle contenait un *rapport au roi* et cinq ordonnances. Le rapport, rédigé par M. de Chantelauze au nom de tous les ministres qui l'avaient revêtu de leurs signatures, contenait l'exposé de notre situation politique intérieure. Dirigé exclusivement contre la presse, il en signalait tous les inconvénients, tous les abus, et la présentait comme la source de tous nos maux, comme un dissolvant énergique auquel nulle force, nulle institution, nul gouvernement ne pouvaient résister; comme une école de scandale, de licence et de mensonge qui commençait à altérer profondément les mœurs et le caractère de la nation; comme un objet d'effroi pour tous les hommes paisibles, les gens de bien, les amis de l'ordre. « Ces alarmes, disaient les ministres, sont trop réelles pour ne pas être écoutées. La Charte, d'ailleurs, n'a pas concédé la liberté des journaux et des écrits périodiques. Le droit de publier ses opinions personnelles n'implique assurément pas le droit de publier, par voie d'entreprise, les opinions d'autrui. L'un est l'usage d'une faculté que la loi a pu laisser libre ou soumettre à des restrictions, l'autre est une spéculation d'industrie qui, comme les autres et plus que les autres, suppose la surveillance de l'autorité publique. Ce qui est étrange, d'un autre côté, ce qui est vrai à dire, c'est qu'il n'y a pas de publicité en France, en prenant ce mot dans sa juste et rigoureuse acception. Dans l'état des choses, les faits, quand ils ne sont pas entièrement supposés, ne parviennent à la connaissance de plusieurs milliers de lecteurs que tronqués, défigurés, mutilés de la manière la plus odieuse. Un épais nuage, élevé par les journaux, dérobe la vérité

fenêtre peu élevée au-dessus du sol. Ses jambes étaient repliées sous lui; ses genoux touchaient presque à terre. Il devait partir le jour même, pour aller rejoindre Charles X dans son exil; les chevaux de poste étaient retenus; 1,100,000 francs en or, avaient été réunis pour le voyage. Il laissait un testament fait l'année précédente, et qui contenait, au profit de Sophie Dawes (baronne de Feuchères), un legs de 12 à 15 millions qu'il voulait annuler, a-t-on dit. Cette femme, qui vivait depuis longtemps auprès du duc, en compagnie de neveux, de parents dont elle l'avait entouré, se trouvait, ainsi que tous les siens, au château de Saint-Leu, dans la nuit de la catastrophe.

et intercepte, en quelque sorte, la lumière entre le gouvernement et le peuple. » Les ministres ne s'occupaient de la question électorale que d'une manière incidente; ils se contentaient de dire à ce sujet : « Il ne faut pas s'abuser, nous ne sommes plus dans les conditions ordinaires du gouvernement représentatif; les principes sur lesquels il a été établi n'ont pu demeurer intacts. Une démocratie turbulente, qui a pénétré jusque dans nos lois, tend à se substituer au pouvoir légitime. Elle dispose de la majorité des élections par le moyen des journaux et par le concours d'affiliations nombreuses. Elle a paralysé, autant qu'il dépendait d'elle, l'exercice régulier de la plus essentielle prérogative de la couronne, celle de dissoudre la Chambre élective. Par cela même, la constitution est ébranlée, et Votre Majesté seule conserve la force de la rasseoir et de la raffermir sur ses bases. Nul gouvernement sur la terre, ajoutaient-ils en terminant, ne resterait debout s'il n'avait le droit de pourvoir à sa sûreté. Ce pouvoir est préexistant aux lois, puisqu'il est dans la nature des choses. D'impérieuses nécessités ne permettent plus d'en différer l'exercice, et le moment est venu de recourir à des mesures qui *rentrent dans l'esprit de la Charte*, mais qui sont *en dehors de l'ordre légal* dont toutes les ressources ont été inutilement épuisées. » Ces mesures formaient l'objet des ordonnances suivantes :

Première ordonnance. « La liberté de la presse périodique est suspendue. Nul journal et écrit périodique ou semi-périodique, établi ou à établir, sans distinction des matières qui y sont traitées, ne pourra paraître soit à Paris, soit dans les départements, qu'en vertu d'une autorisation qu'en auront obtenue de nous, séparément, les auteurs et l'imprimeur.

Cette autorisation devra être renouvelée tous les trois mois. Elle pourra être révoquée.

Nul écrit au-dessous de vingt feuilles d'impression¹ ne pourra paraître qu'avec l'autorisation du ministre de l'intérieur, à Paris, et des préfets, dans les départements. Tout écrit de plus de vingt feuilles qui ne constituerait pas un même corps d'ouvrage sera également soumis à la nécessité de l'autorisation.

1. C'est-à-dire de 320 pages et au-dessous, format in-8°.

« Les mémoires sur procès et les mémoires des sociétés savantes ou littéraires sont soumis à l'autorisation préalable, s'ils traitent en tout ou partie de matières politiques.

« Les journaux ou écrits publiés en contravention de ces dispositions seront immédiatement saisis, et les presses et caractères ayant servi à leur impression, placés sous scellés ou mis hors de service. »

(Cette ordonnance était contre-signée par tous les ministres.)

Deuxième ordonnance (contresignée par M. de Peyronnet seul).

« La Chambre des députés des départements est dissoute. »

Troisième ordonnance ¹. « Conformément aux articles 45, 36 et 40 de la Charte constitutionnelle, la Chambre des députés ne se composera que de députés *de département* ².

« Le cens électoral et le cens d'éligibilité se composeront exclusivement des sommes pour lesquelles l'électeur et l'éligible seront inscrits *personnellement*, en qualité de *propriétaire* ou d'*usufruitier*, au rôle de l'imposition personnelle et mobilière ³.

« Chaque département aura le nombre de députés qui lui est attribué par l'article 36 de la Charte; ces députés seront élus et la Chambre sera renouvelée dans la forme et pour le temps fixés par l'article 37 ⁴.

« Les collèges électoraux se diviseront en collèges d'arrondissement et collèges de département. Les premiers se composeront de tous les élec-

1. Cette ordonnance était précédée du préambule suivant :

« Ayant résolu de prévenir le retour de manœuvres qui ont exercé une influence pernicieuse sur les dernières opérations des collèges électoraux;

« Voulant en conséquence réformer, *selon les principes de la Charte constitutionnelle*, les règles d'élection dont l'expérience a fait sentir les inconvénients;

« Nous avons reconnu la nécessité d'user du droit qui nous appartient, de pourvoir, par des actes émanés de nous, à la sécurité de l'État et à la répression de toute entreprise attentatoire à la dignité de notre couronne. A ces causes, etc. »

2. Ces mots « de département » avaient sans doute pour but de préciser la suppression des nominations directes « par arrondissement, » introduites en 1820 par la loi du double vote.

3. L'impôt des patentes cessait de faire partie du cens électoral, ce qui éliminait un nombre considérable d'électeurs dans les villes. Les délégations de contributions par les mères ou belles-mères à leurs fils ou à leurs gendres n'étaient plus également autorisées.

4. Les députés, aux termes de ces deux articles, étaient au nombre de 258, élus pour *cinq ans*, et de manière que la Chambre fût *renouvelée chaque année par cinquième*.

teurs domiciliés politiquement dans la circonscription ; les seconds , du quart le plus imposé des électeurs du département.

« Chaque collège d'arrondissement élira un nombre de candidats égal au nombre des députés de département , et se divisera en autant de sections qu'il devra nommer de candidats. Ces sections pourront être assemblées dans des lieux différents , en ayant égard , autant que possible , aux convenances des localités et de voisinage ; chacune d'elles élira un candidat et procédera séparément ; leurs présidents seront nommés par les préfets.

« Le collège de département élira les députés ; la moitié de ces députés devra être choisie dans la liste générale des candidats proposés par les collèges d'arrondissement.

« La liste des électeurs sera arrêtée par le préfet , en conseil de préfecture , et affichée cinq jours avant la réunion des collèges. Les réclamations sur la faculté de voter , auxquelles les préfets n'auront pas fait droit , seront jugées par la Chambre des députés en même temps qu'elle statuera sur la validité des opérations des collèges.

« Les électeurs voteront par bulletin de liste ; ils écriront leur vote sur le bureau ou le feront écrire par l'un des scrutateurs.

« Conformément à l'article 46 de la Charte constitutionnelle , aucun amendement ne pourra être fait à une loi , dans la Chambre , s'il n'a été proposé ou consenti par nous , et s'il n'a été renvoyé et discuté dans les bureaux. »

(Cette ordonnance était contre-signée par tous les ministres).

Quatrième ordonnance (contresignée par M. de Peyronnet seul) : Les collèges électoraux se réuniront , savoir : les collèges d'arrondissement le 6 septembre prochain , et les collèges de département le 13¹.

« La Chambre des pairs et la Chambre des députés des départements sont convoquées pour le 28 du même mois. »

Cinquième ordonnance (contre-signée par M. de Chantelauze seul). MM. Franchet , Delavau , Dudon , de Vaublanc , Forbin des Issarts , de Frenilly , de Castelbajac , Syriès de Mayrinhac , Cornet d'Incourt , de Conny , de Curzay et plusieurs autres anciens députés reentraient dans les fonctions actives du conseil d'État.

La liberté de la presse détruite et la publication des journaux mise à la merci du gouvernement ; la suppression facultative de tous les livres , brochures , etc. , inférieurs à vingt feuilles d'impression ; la Chambre des députés réduite de près de moitié ; la masse des patentés exclue des listes électorales où

1. C'est par erreur que le *Moniteur* imprima la date du 18.

ne figuraient plus que les représentants de la propriété foncière ; les trois quarts des électeurs déchus du vote direct ; l'élection devenue le privilège d'un petit nombre de propriétaires les plus imposés de chaque département ; le droit d'amendement direct enlevé aux deux Chambres, voilà , en résumé , quel était le résultat des ordonnances publiées par le *Moniteur*. Elles décidaient un autre changement qui donnait raison à l'opposition libérale contre le roi lui-même et « son parti. » Charles X et ses ministres reconnaissaient enfin la faute commise par MM. de Chateaubriand et de Villèle en établissant la septennalité. Cette loi où le parti ultra-monarchique et religieux avait cru trouver son salut et qui faisait sa perte, disparaissait : le renouvellement *intégral* était supprimé ; le renouvellement *partiel*, par une réparation tardive, se trouvait rétabli. Mais tous ces détails devaient échapper aux lecteurs du journal officiel ; aucun d'eux n'eut le calme nécessaire pour analyser *les ordonnances* ; un seul fait dominait, en effet, leurs dispositions : le défi était jeté ; la couronne venait de violer la Charte ; le *coup d'Etat* annoncé depuis si longtemps avait éclaté ; le régime constitutionnel se trouvait brisé.

Le *Moniteur* n'était guère adressé qu'aux ministres, à quelques hauts fonctionnaires, aux membres des deux Chambres et aux journaux. Les députés et les journalistes furent donc informés tout d'abord ; se voir, se communiquer leurs impressions, fut le premier besoin de ceux d'entre eux à qui était venue la pensée d'ouvrir la feuille officielle habituellement fort négligée. La position tout exceptionnelle prise par le *National* dans la presse politique, l'énergie de sa rédaction, la décision qu'elle faisait supposer dans ses rédacteurs, et la situation de ses bureaux à l'angle de la place des Italiens, tout concourait à faire de ce journal le centre où ne tardèrent pas à se diriger la plupart des écrivains des autres feuilles périodiques ; quelques-uns, cependant, se rendirent chez M. Dupin aîné, avocat du *Constitutionnel*, en compagnie de MM. Barthe, Mérilhou, Odilon Barrot, et consultèrent ce député sur les moyens de résister au coup d'État : « J'ai bien voulu ouvrir mon

cabinet à une consultation purement de droit; dit-il avec brusquerie; je l'aurais tenu fermé si j'avais su qu'il s'agissait d'une consultation politique. — Nous n'avons besoin de consulter personne pour savoir que des ordonnances n'abrogent pas des lois, répliqua aussitôt M. Pillet, gérant du *Journal de Paris*; eh nous adressant au jurisconsulte, nous avons voulu parler aussi au député. — Je ne suis plus député, répond M. Dupin en renvoyant les journalistes. » Pendant ce temps, quelques-uns des collègues de cet homme de loi, récemment élus, comme lui-même, cherchaient, de leur côté, à se réunir et à se concerter. L'un d'eux, M. Bérard, nommé par le département de Seine-et-Oise, se présenta chez M. Laffitte; mais ce dernier était parti depuis plusieurs jours pour sa terre de Breteuil, dans le département de l'Eure, et un courrier chargé de lui porter la nouvelle des ordonnances venait de lui être expédié. M. Bérard se rendit chez M. Casimir Périer où se trouvaient déjà MM. Bertin de Vaux, Sébastiani, de Bondy et Auguste de Saint-Aignan que le même sentiment d'inquiétude venait d'y amener. Tous semblaient frappés de stupeur. « Que devons-nous faire? » se disaient-ils, sans qu'un seul d'entre eux osât ouvrir un avis. M. Bérard prononça le mot de *protestation*. « Nous n'avons pas qualité pour protester, lui fut-il répondu, puisque le moment fixé pour la réunion de la Chambre dont nous faisons partie et qui vient d'être dissoute, n'est pas encore arrivé. » Un nouveau député, M. Alexandre de Laborde entra et insista pour une résolution quelle qu'elle fût. L'objection que la Chambre ne serait légalement assemblée que le 3 août fut reproduite : « Nous ne pouvons donc rien, ajouta un des assistants; et si vous croyez une démonstration nécessaire, c'est aux représentants de Paris, aux élus de la localité, de prendre l'initiative. » M. de Laborde se trouvait le seul député de Paris, présent; il répondit qu'il consentait à provoquer une manifestation, et qu'il allait s'occuper sur-le-champ de réunir chez lui ses collègues de la capitale. On se sépara sans rendez-vous indiqué. M. de Laborde sortit avec M. Bérard.

Le chemin suivi par ces deux députés les conduisait dans le

voisinage des bureaux du *National*; ils y entrèrent pour demander des nouvelles, et trouvèrent la principale salle de la rédaction remplie d'écrivains qui discutaient tumultueusement et avec la plus grande chaleur sur les moyens de résister. Tous les journaux de l'opposition y étaient représentés, moins le *Journal des Débats* et le *Constitutionnel*; encore ce dernier y comptait-il quelques rédacteurs qui agissaient en leur nom privé. Les deux députés furent accueillis avec empressement, et la présidence de la réunion déferée à M. de Laborde. Tout le monde était d'accord de protester avec énergie. La protestation serait-elle collective? L'assemblée présentait, comme toutes les réunions, une partie ardente, une autre plus timide : « Il faut laisser à chacun sa liberté, même dans la résistance, disaient les derniers; chacun de nous a son opinion propre, et chaque journal sa nuance particulière. Si la protestation est *une*, au nom de publications si diverses, le gouvernement fera publier qu'elle est l'œuvre du *comité-directeur*, ce qui en atténuera nécessairement l'effet. » — « Protester séparément offre un autre péril, répondait-on. Les uns iront plus loin que les autres; on se trouvera divisé tout d'abord, et le gouvernement pourra choisir, pour frapper, ceux dont il redoutera le plus l'influence. Les journaux épargnés pourront, d'ailleurs, se refroidir. D'un autre côté, tous les organes de la presse indépendante, en s'unissant dans une seule protestation, forceront le gouvernement de les attaquer tous à la fois. La presse ne se divisant pas dans ses actes, le public ne se divisera pas dans ses opinions. L'unanimité peut seule assurer le succès de notre résistance. » La parole de M. Thiers était la plus nette, la plus vive : « Des articles, quelque nombreux qu'ils soient, quand leur origine est diverse et leur ton différent, ne sont que des articles et ne constituent pas un acte, ajoutait-il, tandis qu'une seule protestation, faite au nom de tous, signée de tous, constitue un acte positif de résistance et une véritable insurrection légale. » La majorité se prononça pour une protestation collective dont la rédaction, confiée à une commission composée de MM. Thiers, rédacteur en chef du *National*, Cauchois-Lemaire, rédacteur du *Constitutionnel*, et

Châtelain, rédacteur en chef du *Courrier français*, fut remise exclusivement au premier par les deux autres commissaires. Pendant que M. Thiers se livrait à ce travail, séance tenante, les bureaux du *National* recevaient une foule de visiteurs qui venaient apporter des nouvelles de la situation de Paris. *Le peuple ne bouge pas*, disaient un grand nombre avec un accent de découragement, ne songeant pas que la nouvelle n'avait pu venir encore jusqu'à la classe laborieuse, et que les masses, toujours lentes à comprendre les choses politiques, sont lentes à émouvoir et à ébranler. D'autres, en revanche, racontaient qu'au Palais-Royal, lieu passant, central, — où un grand nombre de cafés et de cabinets de lecture attiraient à chaque heure une foule d'habités, — des jeunes gens montés sur des chaises au pied des arbres du jardin, faisaient à haute voix lecture du *Moniteur* à des groupes de curieux qui, se renouvelant sans cesse, allaient porter dans tous les quartiers la nouvelle du coup d'État. Ces groupes, ajoutait-on, manifestaient une profonde surprise plutôt qu'une vive émotion, et se bornaient à accueillir par des plaisanteries ou par des huées les noms des ministres signataires des ordonnances, noms que le lecteur était presque toujours obligé de répéter. Pendant que ces nouvelles défrayaient les entretiens de la foule réunie dans les bureaux du *National*, M. Thiers achevait de rédiger son projet de protestation qui était ainsi conçu :

« On a souvent annoncé, depuis six mois, que les lois seraient violées; qu'un coup d'État serait frappé; le bon sens public se refusait à le croire. Le ministère repoussait cette supposition comme une calomnie. Cependant, le *Moniteur* a publié enfin ces mémorables ordonnances, qui sont la plus éclatante violation des lois. Le régime légal est donc interrompu; celui de la force est commencé.

« Dans la situation où nous sommes placés, l'obéissance cesse d'être un devoir. Les citoyens appelés les premiers à obéir sont les écrivains des journaux; ils doivent donner les premiers l'exemple de la résistance à l'autorité qui s'est dépouillée du caractère de la loi. Les raisons sur lesquelles ils s'appuient sont telles, qu'il suffit de les énoncer.

« La Charte, article 8, dit que les Français, en matière de presse, sont tenus de se conformer *aux lois*; elle ne dit pas aux ordonnances. La

Charte, article 35, dit que l'organisation des collèges électoraux sera réglée par *les lois*; elle ne dit pas par les ordonnances.

« La couronne elle-même avait reconnu jusqu'ici ces articles. Toutes les fois, en effet, que des circonstances prétendues graves lui ont paru exiger une modification, soit au régime de la presse, soit au régime électoral, elle a eu recours aux deux Chambres; elle ne s'est arrogé, à l'égard de ces articles 8 et 35, ni une autorité constituante, ni une autorité dictatoriale qui n'existent nulle part.

« Les tribunaux, qui ont droit d'interprétation, ont solennellement reconnu ces mêmes principes. Leurs décisions établissent qu'en matière de presse et d'organisation électorale, les lois, c'est-à-dire le roi et les Chambres, peuvent seuls statuer.

« Aujourd'hui donc, le gouvernement a violé la légalité. Nous sommes dispensés d'obéir; nous essaierons de publier nos feuilles sans demander l'autorisation qui nous est imposée.

« Voilà ce que notre devoir de citoyens nous impose, et nous le remplissons.

« Nous n'avons pas à tracer ses devoirs à la Chambre illégalement dissoute; mais nous pouvons la supplier, au nom de la France, de s'appuyer sur son droit évident, et de résister autant qu'il sera en elle à la violation des lois. Ce droit est aussi certain que celui sur lequel nous nous appuyons. La Charte dit, article 50, que le roi peut dissoudre la Chambre des députés; mais il faut pour cela qu'elle ait été réunie, constituée en Chambre; avant la réunion et la constitution de la Chambre, il n'y a que des élections faites. Or, nulle part la Charte ne dit que le roi peut casser les élections. Les ordonnances publiées aujourd'hui ne font que casser des élections, elles sont donc illégales, car elles font une chose que la Charte n'autorise pas. Les députés élus, convoqués pour le 3 août, sont donc bien et dûment élus et convoqués. Leur droit est le même aujourd'hui qu'hier. La France les supplie de ne pas l'oublier. Tout ce qu'ils pourront pour faire prévaloir ce droit, ils le doivent.

« Le gouvernement a perdu aujourd'hui le caractère de légalité qui commande l'obéissance. Nous lui résistons pour ce qui nous concerne; c'est à la France à juger jusqu'où doit s'étendre sa propre résistance. »

Une discussion assez vive s'engagea après la lecture de ce projet. Les uns trouvaient ses termes trop absolus, d'autres trop affaiblis. Toutefois, comme il était difficile d'allier, dans la rédaction d'un tel document, plus de fermeté dans le fond, avec plus de modération dans la forme, cette rédaction fut

adoptée sans subir le moindre changement. Une question s'éleva : la protestation serait-elle revêtue de signatures individuelles ou de la simple mention d'une signature collective ? Un certain nombre de voix s'élevèrent pour repousser la signature individuelle : « Les noms des journalistes, disaient-elles, sont ignorés pour la plupart du public, qui ne connaît guère que les titres des journaux et les noms de leurs gérants. Les signatures individuelles des rédacteurs seront donc sans grande autorité ; la protestation aurait bien plus de force en paraissant comme l'expression des opinions et des intérêts, non des écrivains, mais des journaux mêmes. » — « Quelques-uns des journaux au nom desquels nous ferons la protestation peuvent ne pas oser la publier, répliquaient entre autres MM. Thiers, Ch. de Rémusat, Carrel et Mignet ; cet inconvénient disparaît si elle est signée par les principaux rédacteurs de chaque journal ; il suffit alors qu'un seul l'imprime pour qu'elle produise tout son effet. D'ailleurs, dans un acte aussi grave, ce ne sont pas les gérants seuls qui doivent être compromis, il faut que tous les écrivains résistent en quelque sorte, de leur personne, par leur signature. Leurs noms, dit-on, sont peu ou ne sont pas connus ; ce n'est pas ce qui importe : ces noms deviendront autant de têtes offertes au gouvernement, et la protestation, par ce fait seul, acquerra un caractère bien plus grave, bien plus sérieux qu'elle ne l'aurait, dans d'autres conditions, avec les noms les plus illustres. » Ces considérations entraînèrent la majorité ; on décida que la protestation serait signée, et quarante-quatre écrivains non moins décidés, dans leurs convictions, que les sept ministres qui, la veille, à Saint-Cloud, avaient placé leurs noms auprès de celui de Charles X, n'hésitèrent pas, à leur tour, à dévouer leur personne, à livrer leur vie, dans une courageuse signature, pour la défense des lois que les premiers voulaient briser. Lorsque cette protestation, le premier acte influent, le point de départ de la résistance active, fut signée, MM. Bérard et de Laborde sortirent pour essayer de réunir chez ce dernier le plus grand nombre de députés possible, et les écrivains assemblés au *National* se dispersèrent en partie pour aller porter dans les

principaux quartiers de Paris l'énergie qui les animait ¹.

Le jardin du Palais-Royal continuait à être envahi par des groupes de curieux avides de nouvelles. Mais c'était à la Bourse que se portait surtout la foule. Longtemps avant l'ouverture des portes, des groupes nombreux stationnaient aux abords de cet édifice, impatients de connaître l'effet des ordonnances sur le cours des effets publics. L'avant-veille, samedi, le 5 et le 3 pour cent avaient fermé, l'un au taux de 105 fr. 50 c., et l'autre, de 79 fr. 10 c. Dès que la cloche placée dans l'intérieur de la salle eut annoncé l'ouverture des opérations, les vendeurs se présentèrent en si grand nombre que, malgré les achats opérés par les agents de la trésorerie, le 5 et le 3 ouverts, le premier à 103 fr., et le second à 76 fr. 50 c., descendirent à 101 fr. 50 c. et 75 fr. 15 c.; c'était, sur le dernier cours de clôture, une baisse de 4 fr. La consternation était sur tous les visages, et l'on pouvait entendre des manufacturiers menacer de fermer leurs fabriques et de renvoyer leurs ouvriers. La foule s'était énormément accrue pendant la durée des opérations; quand elles eurent pris fin, une partie des curieux se dirigea vers le Palais-Royal, théâtre, en ce moment, d'une sorte de conflit entre le public et plusieurs détachements de gendarmes qui s'efforçaient de disperser des attroupements amassés dans la galerie vitrée, devant

1. Les signataires de la protestation étaient MM. Thiers, Carrel, Mignet, Chamolle, Peyssé, Albert Stapfert, Dubochet, Rolle, rédacteurs, et Gauja, gérant du *National*;

Évariste Dumoulin, Cauchois-Lemaire, et Année, rédacteurs du *Constitutionnel*;

Châtelain, Alexis de Jussieu, Avenel, J. F. Dupont, avocat, Guyet, Moussette, rédacteurs, et Valentin de la Pelouze, gérant du *Courrier français*;

Ch. de Rémusat, B. Dejean, de Guizard, rédacteurs, et P. Leroux, gérant du *Globe*;

J.-J. Baude, Busoni, Barbaroux, Haussmann, Dussard, Senty, A. Billiard, Chalas, rédacteurs, et J. Coste, gérant du *Temps*;

F. Larréguy, rédacteur, et Bert, gérant du *Commerce*;

Léon Pillet, gérant du *Journal de Paris*;

Auguste Fabre, Âder, rédacteurs de la *Tribune des Départements*;

Sarrans jeune, gérant du *Courrier des Électeurs*;

Bohain, N. Roqueplan, rédacteurs du *Figaro*;

Vaillant, gérant du *Sylphe*.

la boutique d'un marquis de Chabannes, homme exalté, devenu libraire par esprit d'opposition, et qui vendait les écrits les plus hostiles à la cour et aux ministres. La galerie fut évacuée; mais les groupes se reformèrent dans le jardin d'où la gendarmerie parvint encore à les expulsér. Ces groupes, malgré leur animation, n'opposaient qu'une résistance passive. Quelques voix y poussaient les cris : *Vive la Charte! à bas Polignac!* Ils finirent par se disperser, et une partie, formant un fort attroupement, se dirigea vers la place Vendôme et le ministère des affaires étrangères.

Pendant ce temps, les ministres s'occupaient, dans le plus grand calme, des affaires courantes de leurs départements. M. de Polignac, chargé de l'*intérim* de M. de Bourmont, passait une adjudication, au ministère de la guerre. Le ministre de l'intérieur répondait au préfet de la Seine qui, après avoir lu *le Moniteur*, accourait lui demander des instructions, qu'il n'avait aucune direction, aucun ordre à lui donner¹. Le préfet de police n'était pas moins tranquille; le vicomte de Foucault, colonel de la gendarmerie de Paris, instruit également par *le Moniteur*, se rend en toute hâte auprès de ce magistrat : « Voilà des mesures qui vont probablement nous donner de la besogne, dit-il à M. Mangin; je suis invité à dîner dans le faubourg Saint-Honoré, je resterai chez moi. — Pourquoi n'iriez-vous pas? lui répond le préfet; il vous suffira de dire où l'on vous trouverait, en cas de besoin. — Demain, ajoute le colonel, je dois passer une revue de détail dans les casernes; je ferais peut-être bien de l'ajourner. — Je ne vois pas de motifs pour rien changer aux ordres donnés à ce sujet, » répliqua M. Mangin².

La même sécurité existait à Saint-Cloud. Charles X était allé chasser à Rambouillet; mais, soit désir d'éviter qu'on lui parlât des ordonnances, soit besoin de distraction, ce prince, au lieu de partir à neuf heures du matin, selon sa coutume, avait quitté Saint-Cloud à sept heures. Marmont logeait momentanément dans ce palais, comme major-général de service; à onze heures

1. Déposition de M. de Chabrol devant la Cour des pairs.

2. Déposition du colonel de Foucault.

du matin, il ignorait encore le coup d'État; ce fut son premier aide de camp, le colonel de Komierowski, qui, informé de la publication des ordonnances par un officier de la garde, arrivant de Paris, en donna la première nouvelle au maréchal. Ce dernier envoya immédiatement demander le *Moniteur* au duc de Duras, premier gentilhomme de service, qui lui fait répondre que le seul exemplaire arrivé à Saint-Cloud se trouve dans le cabinet du roi et qu'il ne peut le lui remettre. Marmont, impatient, part sur-le-champ pour Paris, où il lit enfin le journal officiel. Deux fois, en 1823 et en 1828, ce maréchal avait sollicité deux grands commandements militaires, ceux de l'expédition d'Espagne et de l'expédition de Morée, sans pouvoir les obtenir; on sait ses espérances pour le commandement de l'armée d'Afrique ainsi que son intervention auprès de M. de Polignac et du dauphin pour vaincre leur résistance à cette expédition; il avait réussi à les y décider, et, cependant, cette mission sur laquelle il comptait, avait été donnée à un officier-général, son inférieur en grade, et qui se trouvait encore dans les rangs les plus obscurs de l'armée, lorsque lui-même était déjà maréchal de l'Empire. Avait-on donc voulu le réserver pour la défense des ordonnances? Tous les refus dont il avait à se plaindre devaient-ils avoir pour résultat d'augmenter l'impopularité attachée à son nom, en lui infligeant le principal rôle dans la répression des troubles que ces mesures pourraient exciter? Telles étaient les pensées qui obsédaient l'esprit de Marmont quand il se dirigea vers l'Institut pour y assister à la séance publique hebdomadaire de l'Académie des sciences, dont il était membre, séance dans laquelle M. Arago, son ami depuis longues années, devait lire l'éloge de Fresnel. « Eh bien ! dit-il à M. Arago en l'abordant, vous le savez ? Les insensés ont poussé les choses à l'extrême ! Vous n'avez à vous en affliger, vous, que comme citoyen, comme bon Français ; mais combien n'ai-je pas lieu de me plaindre, moi qui, en ma qualité de militaire, serai peut-être obligé de me faire tuer pour des actes que j'abhorre, et pour des gens qui, depuis longtemps, semblent s'étudier à m'abreuver de dégoûts. »

Tandis que par un secret pressentiment du rôle que les ordonnances pourraient lui donner à remplir, le duc de Raguse se livrait à ces plaintes dans une des salles de l'Institut, un certain nombre d'électeurs, réunis dans les bureaux du *National*, devenus, dans cette journée, le rendez-vous de tous les opposants, le principal foyer de la résistance, y discutaient, sous la présidence de M. Treilhard, d'abord, de M. Mérilhou, ensuite, les moyens d'opposer à ces ordonnances la défense la plus énergique. Deux propositions étaient surtout débattues : le refus de l'impôt et la réorganisation de la garde nationale. On discourait depuis longtemps sans parvenir à s'entendre, quand un député, ancien membre de la Vente Suprême des *carbonari*, et conseiller à la cour royale de Paris, le baron de Schonen, prend impétueusement la parole, et, dominé par la plus vive exaltation, s'écrie : « Il n'est plus question de discuter, mais d'agir ! Il faut traduire en actes les principes que nous avons proclamés ! Nous devons opposer la violence à la violence, et repousser la force par la force ! » Ces paroles émeuvent, entraînent la réunion ; charmés de rencontrer une telle résolution chez un député, les électeurs applaudissent M. de Schonen avec transport ; ils se prononcent tout d'une voix pour le refus de l'impôt, et décident que des commissions instituées dans les douze arrondissements de Paris se mettront immédiatement en devoir de l'organiser. On agite alors la question de la reconstitution de la garde nationale ; quelques électeurs font observer que l'ordonnance, qui avait dissous cette garde, était légale. Cette objection irrite les esprits ardents ; ils s'emportent, s'écrient que le coup d'État a détruit toute légalité, et déclarent qu'il faut se mettre en insurrection ouverte. « Je ne demanderais pas mieux, disait M. Thiers ; mais on ne s'insurge pas avec rien. Qu'avez-vous pour vous soutenir ? Le peuple ne remue pas. Que ferez-vous contre du canon et des troupes réglées ? » La réunion, après de longs débats, décida qu'une députation, conduite par M. Mérilhou, irait s'entendre avec les députés que M. de Schonen avait dit être assemblés en ce moment-là même chez M. de Laborde.

On a vu que ce dernier et M. Bérard n'avaient quitté les bu-

reaux du *National*, vèrs le milieu de la journée, que dans le but de convoquer, pour le soir, une réunion de députés. Un assez grand nombre de membres furent avertis que l'on se rencontrerait, à huit heures, chez M. de Laborde; cependant quatorze se trouvèrent seuls à ce rendez-vous : c'étaient MM. Bavoux, Bérard, Bernard (de Rennes), Chardel, Daunou, de Laborde, Jacques Lefebvre, Marchal, Mauguin, Persil, Casimir Périer, Vassal, de Schonen et Villemain. La conversation se borna d'abord à des généralités, à de vagues appréciations sur les événements qui se préparaient; enfin, M. Bérard renouvela la proposition d'une *protestation*. Sa demande fut combattue comme intempestive et prématurée : « Nous sommes, d'ailleurs, trop peu nombreux, ajoutait-on, pour adopter une résolution de cette importance. » M. Bérard fit observer qu'il s'agissait uniquement de prendre une initiative qui appartenait naturellement aux députés présents à la réunion, puisque seuls ils n'hésitaient pas à se montrer prêts à remplir tous les devoirs que les circonstances pouvaient leur imposer. « C'est accuser injustement nos collègues absents, répondit M. Casimir Périer; s'ils ne sont pas ici, c'est qu'ils n'auront pu venir. — J'en connais un assez grand nombre qui pourraient s'y trouver, » répliqua M. Bérard en insistant pour une protestation dont la rédaction serait confiée à une commission de trois membres. Appuyée par MM. de Schonen et Bernard (de Rennes), combattue avec vivacité par MM. C. Périer et Villemain, cette demande fut définitivement rejetée, et l'on convint, à défaut d'autre résolution, de se rencontrer le lendemain. Dans quel lieu se tiendrait la réunion? M. de Laborde proposa l'hôtel de M. Laffitte. M. Bérard fit observer qu'il était difficile d'en disposer en l'absence du propriétaire : « mais, ajouta-t-il en se tournant vers M. Périer, nous avons parmi nous un collègue dont la situation politique n'est pas moins élevée que celle de M. Laffitte et qui ne refusera sans doute pas de nous recevoir. » Malgré l'embarras et la répugnance visibles que lui causait cette brusque proposition, M. Casimir Périer n'osa refuser son salon. On arrêta de s'y trouver, le lendemain, à trois heures après midi.

Au moment où les membres de cette réunion qui fut le germe, le noyau de la résistance des députés, se séparaient, M. Mérilhou se présenta à la tête de la députation d'électeurs partie des bureaux du *National* : « on s'était trouvé en trop petit nombre pour prendre aucune résolution, leur fut-il répondu, et on ajournait toute chose au lendemain. »

« Le peuple ne remue pas, » avait dit M. Thiers à ces électeurs. Les réunions dans les bureaux du *National*, la protestation qu'on y avait signée, la lecture du *Moniteur* dans le jardin du Palais-Royal, les groupes qui s'y étaient formés, et l'émotion de la Bourse, tels auraient été, en effet, les seuls faits d'agitation de cette journée, si l'attroupement sorti du Palais-Royal aux cris de *Vive la Charte ! à bas Polignac !* ne s'était porté à l'hôtel des affaires étrangères, où il arriva alors que le président du conseil y rentrait. Des pierres furent lancées contre la voiture du ministre et les fenêtres de ses bureaux ; quelques réverbères voisins furent brisés ; mais une charge faite par la gendarmerie composant le poste du ministère ne tarda pas à dissiper l'attroupement. Cet incident ne put troubler le calme de M. de Polignac ; informé de la baisse des fonds par le commissaire de police de la Bourse, il lui répondit : « Ce n'est rien ; la rente remontera ; et si j'avais des capitaux disponibles, je n'hésiterais pas à en acheter. »

La passion de quelques royalistes et la servilité du public officiel étaient, à la vérité, de nature à maintenir le premier ministre et ses collègues dans la plus complète illusion : non-seulement M. de Polignac reçut dans le courant de la journée de nombreuses félicitations orales ou écrites « sur l'énergique attitude que venait de prendre enfin la royauté ; » mais le ministre de l'instruction publique dont les salons étaient ouverts chaque lundi, les vit envahir, le soir de cette journée, par une foule inaccoutumée de solliciteurs et de courtisans dont bon nombre étaient signalés comme libéraux notoires, et qui vinrent l'accabler de compliments et de flatteries que la fortune, à trois jours de là, devait changer en invectives contre lui,

et en imprécations contre le prince dont il était le ministre ¹.

Saint-Cloud, durant toute cette journée, était resté paisible. Le roi ne revint que très-tard de Rambouillet. La chasse avait été mauvaise. Le cerf, poursuivi longtemps, s'était dérobé à toute atteinte par d'immenses détours; et l'on avait fini par perdre sa trace. Vainement, dans cette poursuite, le veneur s'efforçait d'attirer l'attention du roi sur les branches brisées qui indiquaient le passage de la bête; Charles X, très-attentif d'ordinaire à ces détails, les écoutait à peine; ses compagnons de chasse eux-mêmes qui, dans leur ignorance du coup d'État, s'étonnaient de cette préoccupation, tentaient en vain de le distraire. Rentré à Saint-Cloud à onze heures du soir, il trouva Marmont qui attendait depuis longtemps ses ordres pour la nuit et le lendemain: « Y a-t-il quelque chose de nouveau? demanda-t-il précipitamment au maréchal. — Beaucoup d'inquiétude et d'agitation à Paris, sire, et une forte baisse des fonds publics. — De combien sont-ils descendus? dit aussitôt le dauphin. — De quatre à cinq pour cent, monseigneur. — Ils remonteront, » répliqua le prince. Charles X donna l'ordre, et, cette formalité remplie, chacun se retira.

MARDI 27. « Par des motifs que j'ignore, a dit M. de Polignac au sujet des lettres de service de Marmont, signées dans le conseil du 25, le roi ne lui en parla que le surlendemain au matin ². » Charles X, détourné par les distractions qu'il était allé chercher à Rambouillet, n'avait probablement pas songé à les remettre à Marmont. Le maréchal, de son côté ne s'attendait pas à les recevoir. Il avait coutume de passer le mardi de chaque semaine à la campagne d'un de ses amis. Le 27, au matin, il s'appropriait à s'y rendre, et la voiture qui devait l'y conduire était déjà préparée, quand un valet de pied du roi vint le prévenir

1. Voici en quels termes M. de Courvoisier, dans sa déposition devant la Cour des pairs, s'exprimait sur les partisans du coup d'État: « Quelques hommes probes, mais aveugles, et un plus grand nombre de méprisables intriguants poussaient à cette mesure, et ne voyaient que là des moyens de salut. »

2. *Études historiques et politiques*, de M. de Polignac.

que Charles X, désirait lui parler après la messe. Marmont attendit, et l'office terminé, il se rendit auprès du monarque. « Il paraît qu'il y a des troubles à Paris, lui dit le roi; rendez-vous-y et prenez le commandement des troupes. Si, ce soir, tout est tranquille, vous pourrez revenir à Saint-Cloud. En arrivant, vous passerez chez M. de Polignac. » Le duc de Raguse obéit. Arrivé vers midi à l'hôtel des affaires étrangères, il reçut des mains du président du conseil l'ordonnance qui le chargeait « du commandement supérieur des troupes de la 1^{re} division militaire. » A une heure, Marmont s'installait à l'état-major général de la garde, place du Carrousel. Aucune disposition n'y était faite pour le recevoir; on n'avait rien préparé, rien prévu; les troupes n'étaient pas même consignées dans leurs casernes, et il fallut attendre la rentrée des soldats pour l'appel de quatre heures de l'après-midi, avant de pouvoir leur faire prendre les armes. Les premiers détachements ne furent en état d'agir, comme on le verra, qu'à six heures du soir. La gendarmerie et les soldats de garde, dans les différents postes, se trouvèrent jusqu'à ce moment avancé de la journée, la seule force employée par l'autorité pour réprimer l'agitation qui commençait à se manifester dans tous les quartiers, et à y prendre des proportions que le gouvernement n'avait pas prévues. En effet, ce n'étaient plus seulement des journalistes, des écrivains, frappés dans leurs intérêts ou dans leurs droits, et des électeurs atteints doublement par la privation du vote direct et par la suppression des patentes comme élément du cens électoral, qui, dans les premières heures du mardi, se préparaient à résister; mais la classe moyenne tout entière, et à son exemple, à sa suite, la classe laborieuse.

La Restauration avait eu son jour de popularité parmi la classe moyenne; c'est au lendemain de la rentrée du comte d'Artois et de Louis XVIII, lorsque le retour de ces princes faisait succéder enfin la paix et des promesses de liberté, aux longues et sanglantes guerres et à l'intolérable despotisme de l'Empire. Mais les espérances nées de cet événement furent courtes; les désillusions et le mécontentement étaient prompte-

ment venus ; et l'irritation ainsi que les colères qui allaient jeter cette classe dans la lutte avaient moins leur cause , peut-être , dans les mesures même décidées par les ordonnances , que dans la somme des griefs lentement accumulés chez elle , contre les Bourbons , par quinze ans de provocations et d'offenses : menaces incessantes de retour au vieux régime monarchique ; injures à la Révolution et aux générations nouvelles ; tentatives maladroites pour la reconstitution d'une aristocratie ; privilèges accordés à la grande propriété ; rétablissement proposé du droit d'aînesse ; indemnité des émigrés ; loi sur le sacrilège ; influence donnée aux prêtres sur l'éducation , aux Jésuites sur l'enseignement ; intolérance tracassière et dominante du clergé. Les prétentions de la couronne à une action indépendante et souveraine , loin de se modifier , de s'affaiblir par les années , étaient , en outre , devenues plus ouvertes , plus opiniâtres ; et , après avoir oscillé de M. de Blacas à M. de Talleyrand , de M. de Richelieu à M. Decazes , de M. de Serres à M. de Villèle , la royauté en était arrivée à se créer des embarras sans solution possible , à se placer dans une position sans issue. M. de Martignac essayait-il de marcher avec la Chambre ? Il se brisait contre la cour. M. de Polignac , soutenu par la cour , voulait-il s'imposer ? Il se brisait contre la Chambre. Pour la généralité de la classe moyenne , les ordonnances se présentaient donc comme la tentative désespérée d'un pouvoir à bout de voie , privé des conditions nécessaires de vie et de durée , et proclamant lui-même , par la violation du pacte constitutionnel , son impuissance à concilier ses passions avec les intérêts et les droits garantis à la masse des citoyens. Pour la partie énergique de cette classe , pour cette foule de jeunes gens qui avaient formé l'élément des conjurations ourdies de 1820 à 1823 , les ordonnances , d'un autre côté , devenaient enfin l'occasion si longtemps et si vainement attendue , d'une lutte décisive contre un gouvernement que ses préjugés , ses tendances , les déplorables circonstances de son double avènement , et jusqu'aux malheurs subis par ses princes , faisaient l'adversaire fatal , irréconciliable de la Révolution et de ses résultats. Des considérations d'un ordre

moins politique rendaient la classe laborieuse tout aussi hostile à la Restauration. Les anciens soldats de la République et de l'Empire étaient en nombre considérable parmi les ouvriers. Cette partie de la population, saisie uniquement par le côté matériel des faits tels qu'ils lui apparaissaient à travers les passions et les préjugés laissés dans les esprits par les désastres de 1814 et de 1815, et toujours irritée de notre double défaite, ne voyait dans la royauté des Bourbons qu'un pouvoir imposé deux fois par l'ennemi, une sorte de gouvernement étranger institué au profit des anciens nobles et des prêtres. Jusqu'alors, cette classe était restée sinon indifférente, du moins inactive dans les efforts tentés pour renverser la Restauration. Mais atteinte directement dans ses intérêts matériels par quelques-unes des dispositions des ordonnances, c'était le gouvernement lui-même qui la soulevait contre lui.

La veille au soir, la journée finie, plusieurs imprimeurs et un certain nombre d'autres industriels dont le travail était alimenté par les journaux, les brochures, les livres de petit format, et par une foule de publications qu'atteignaient les dispositions de l'ordonnance sur la presse, avaient dit à leurs ouvriers : « Il est inutile de revenir demain; nous n'avons plus de travail à vous donner; nous-mêmes nous allons nous trouver sans pain; il n'y a plus ni imprimerie ni librairie. » On put donc voir circuler dans les rues, dès les premières heures du mardi, un assez grand nombre d'ouvriers, qui se portant dans tous les ateliers dont les travaux se rapportaient à cette double industrie, en sortaient au bout de quelques instants en entraînant avec eux les compagnons qu'ils y avaient rencontrés. La nouvelle de la fermeture ou de l'abandon de ces ateliers se répandit avec rapidité; l'exemple devint contagieux. Nombre d'établissements délaissés par les ouvriers ou fermés par les maîtres eux-mêmes, ne tardèrent pas à verser sur la voie publique une foule inoccupée, toute une population d'hommes irrités qui se promenant par petits groupes ou assemblés au coin des rues et devant la porte des marchands de vin, se répandaient en plaintes contre le gouvernement et en menaces contre les ministres dont les

noms ignorés, la veille, de la généralité de la classe laborieuse, commençaient à se trouver dans toutes les bouches. Ce mouvement, les troubles qu'il excite, les cris de *vive la Charte ! à bas les ordonnances ! à bas les ministres !* poussés par les individus les plus animés, agitent, inquiètent les citoyens de tous les rangs. Bientôt le mouvement habituel des affaires est suspendu, et les magasins devenus vides, les boutiques rendues désertes, jettent à leur tour, dans les rues, un nombre considérable de jeunes commis et d'employés auxquels viennent se joindre, vers une heure, la masse des étudiants en droit, en médecine, et des élèves des différentes écoles. Un fait contribuait à généraliser l'agitation : *le National* et *le Temps* avaient seuls publié la protestation des journalistes ; mais, tirées à grand nombre, données à tout venant, jetées dans les maisons, dans les boutiques, ces deux feuilles étaient surtout distribuées et répandues par des ouvriers imprimeurs qui, montant sur les bornes, en faisaient, en outre, la lecture aux habitants de chaque rue ou aux passants. De ces auditeurs, les uns se bornaient à crier *vive la Charte !* et à former des groupes où ils commentaient avec vivacité la protestation ; d'autres, les plus jeunes, les plus robustes, se dirigeaient sur les quartiers du centre, vers le Palais-Royal, les rues Saint-Honoré, Vivienne et Richelieu, points qui leur semblaient devoir être le théâtre des premiers événements, et où la résistance, en effet, avait déjà commencé.

Les ordonnances étaient dirigées en grande partie contre la presse ; les journalistes avaient déclaré qu'ils ne s'y soumettraient pas ; le préfet de police, dans les premières heures de cette journée, avait donc donné à plusieurs commissaires de police l'ordre de saisir ceux des journaux qui venaient de paraître sans autorisation, et, aux termes des ordonnances « d'en mettre les presses et les caractères hors de service. » On se présenta d'abord au *National* : ses rédacteurs ne faillirent pas à leurs déclarations de la veille ; MM. Thiers, Carrel, Mignet et Gauja, restés dans les bureaux pour s'opposer à la saisie du jour-
ent fermer les portes. Le commissaire chargé de

l'opération ordonne de les enfoncer, et requiert un serrurier pour briser la presse. L'ouvrier arrive; les rédacteurs, les employés du journal l'entourent : « Vous allez commettre un crime, lui dit-on; vous êtes du quartier; on vous connaît; vous perdrez votre industrie. » Le commissaire de police renouvelle ses ordres; le serrurier troublé, hésite quelque temps; enfin il se décide, démonte une pièce et se retire. A peu d'heures de là, on remplaçait la pièce, et la presse fonctionnait au profit de l'insurrection. La résistance du *Temps* offrit un caractère particulier.

La presse de ce journal, ainsi que ses bureaux, était établie rue de Richelieu, au fond d'une cour dont la porte restait toujours ouverte. Le commissaire de police et ses agents peuvent entrer, et arrivent sans obstacle devant les ateliers de travail qu'ils trouvent fermés. M. Baude, l'un des rédacteurs, se tient à l'entrée, et déclare qu'on ne les ouvrira pas. Le commissaire ceint son écharpe, donne lecture, à haute voix, de la nouvelle ordonnance sur la presse ainsi que de l'ordre de saisie dont il est porteur, et requiert, de nouveau, l'ouverture des portes. « A votre écharpe, répond M. Baude, je vous prenais pour un commissaire de police, et je vous ai écouté jusqu'au bout parce que j'ignorais ce que vous veniez faire. Maintenant que je le sais, je ne vois plus en vous un commissaire, mais un voleur par effraction, et je vous déclare que si vous commettez ce crime, je vous ferai traduire en cour d'assises. Nos presses sont sous la protection de la loi; au nom de la loi, je vous défends d'y toucher. — Prenez garde, réplique le commissaire; agir comme vous le faites, c'est vous mettre en rébellion contre l'autorité. — La loi est supérieure à l'autorité, et c'est vous qui vous mettez en rébellion contre la loi. Ignorez-vous donc qu'elle punit des travaux forcés le voleur par effraction ! — Laissez-moi exécuter mes ordres; vous protesterez ensuite; j'insérerai dans mon procès-verbal toutes vos réclamations. — On ne laisse pas verbaliser les voleurs, on ne proteste pas contre les voleurs; on les repousse par la force, et on les traduit devant la cour d'assises. »

Pendant ce colloque, un grand nombre de passants qui, en appercevant de la rue cette scène étrange, étaient entrés dans la cour, entouraient les interlocuteurs. Cette foule approuvait, encourageait la résistance de M. Baude. Le commissaire embarrassé, poussé à bout, dit tout à coup au rédacteur du *Temps* : « Savez-vous que je pourrais vous faire arrêter ? — J'en serais bien aise, répond ce dernier ; il ne manquerait plus que cela ! Le Code pénal punit des travaux forcés l'arrestation arbitraire ; » et, ouvrant un code, il lit à voix lente et haute, les articles 341 et 384 qui punissent, en effet, des travaux forcés l'arrestation arbitraire et le vol avec effraction. Quand cette lecture, faite au milieu du plus profond silence, est achevée, la plupart des assistants se découvrent en disant : *Respect à la loi !* Le commissaire envoie chercher un serrurier ; cet homme arrive ; M. Baude, toujours placé en travers de la porte, l'interpelle à son tour ; aux premiers mots, le commissaire veut l'empêcher de continuer : « Je n'ai pas d'ordres à recevoir de vous, » lui dit le journaliste qui, se tournant vers le serrurier, ajoute : « Vous ne savez pas ce qu'on veut vous faire faire. Vous croyez que cet homme en écharpe est un commissaire ; eh bien ! pas du tout ; c'est un voleur par effraction, et en faisant ce qu'il demande, vous deviendriez son complice ; vous seriez puni comme lui des travaux forcés. Voici les articles du Code pénal. » Et il relit les articles 341 et 384. « Allez vous-en ! allez vous-en ! » crie-t-on de toutes parts au serrurier qui, intimidé, interdit, se retire au bruit des applaudissements et des bravos de la foule. Le commissaire requiert plusieurs autres ouvriers qui refusent de venir. Enfin, au bout de quelques heures, le serrurier employé au ferrement des forçats, requis à son tour, se présente, et plus hardi que ses devanciers, enfonce la porte et met la presse hors d'état de fonctionner ¹.

Pendant que les agents de M. Mangin s'efforçaient de détruire ainsi le matériel des journaux qui venaient de publier la protestation, le procureur du roi, M. Billot, s'occupait de faire

1. *Chron.* 27 juillet 1830, par M. L. Rozet.

arrêter les signataires de cet acte. Quarante-cinq mandats d'amener délivrés, sur son réquisitoire, par un des juges d'instruction du tribunal de la Seine, furent portés par lui à la préfecture de police, pour être mis à exécution ¹. L'heure était déjà assez avancée ; M. Lecrosnier, chef de bureau, chargé par le préfet de faire opérer les arrestations, objecta que pour les effectuer, il était nécessaire de connaître les adresses des prévenus ; que cette recherche, rendue plus difficile par l'état de trouble où se trouvait Paris, demanderait un peu de temps, et qu'on ne pouvait guère espérer de faire une seule arrestation avant les premières heures du lendemain. M. Billot n'insista pas ; mais le lendemain, le développement pris par l'insurrection, suspendait l'exécution des quarante-cinq mandats ², et quelques-uns des écrivains contre lesquels ils étaient lancés, M. Thiers entre autres à qui la rédaction de la protestation faisait une position spéciale, informés de l'existence de ces ordres et trompés sur la force du soulèvement qui éclatait, allaient chercher à quelques lieues de Paris un sûr asile contre les atteintes de la police.

Au moment où l'autorité judiciaire et administrative cherchait dans quelques arrestations le moyen de faire triompher le coup d'État, le mouvement de résistance commençait à se prononcer avec une énergie qui ne devait plus permettre de l'arrêter : la population s'ébranlait ; l'intervention matérielle des masses allait succéder aux protestations des écrivains ; et l'action, changeant de théâtre, abandonnait l'intérieur des bureaux de journaux et des salons de députés, pour se passer dans la rue et sur la place publique. Ce fut vers une heure, lorsque Marmont installait son quartier général du Carrousel, que les nombreux groupes d'ouvriers, de commis et d'étudiants qui, de tous les points de Paris, se dirigeaient vers les quartiers du centre, commencèrent à affluer au Palais-Royal et dans les rues voisines. Cepen-

1. Les signataires de la protestation n'étaient que quarante-quatre ; le quarante-cinquième mandat d'arrestation était décerné contre l'imprimeur du *National*.

2. Dépôts de MM. Billot et Lecrosnier, devant la Cour des pairs.

dant le sentiment d'une curiosité inquiète, ardente, plutôt qu'une attitude de provocation et de menace, dominait dans ces groupes, quand une nouvelle qui s'y répandit avec une rapidité prodigieuse, vint jeter au milieu d'eux la plus vive irritation. L'exécution des ordonnances venait d'être confiée, disait-on, au duc de Raguse. Raguse ! ce nom que le ressentiment populaire avait transformé en une injure ¹, était resté dans toutes les mémoires comme celui de l'homme qui, en 1814, avait précipité la chute de la patrie. Trompée par ces phrases célèbres des proclamations du golfe de Juan : « Soldats ! nous n'avons pas été vaincus ! Deux hommes sortis de nos rangs, ont trahi leurs lauriers, leur prince, leur bienfaiteur. La défection du duc de Castiglione livra Lyon. L'élite de l'armée ennemie était perdue sans ressources ; elle eût trouvé son tombeau dans les contrées qu'elle venait de saccager, lorsque la trahison du duc de Raguse livra la capitale et désorganisa l'armée ². » Dominée par le souvenir de ces accusations brûlantes, la foule, disons-nous, faisait peser sur Marmont tous les maux, toutes les hontes des deux invasions ; pour elle, ce maréchal ne pouvait exercer qu'un rôle fatal au pays ; les ordonnances, par cela seul qu'il se trouvait chargé de les soutenir, devaient être un malheur national ; et plus d'un ancien soldat, en tirant sur les troupes placées sous ses ordres, dans les journées qui suivirent, crut tirer encore sur l'ennemi. }

Dans le moment où le nom du duc de Raguse circulait dans les groupes assemblés aux abords du Palais-Royal, des agents de police et des gendarmes envahissaient le jardin de cette résidence, et en chassaient brutalement des masses de curieux réunis autour d'individus lisant à haute voix le *National* et le *Temps* ; l'irritation de ces masses vint s'ajouter à celle de la foule concentrée dans les rues latérales. Cent gendarmes à cheval avaient été dirigés sur ce point par le comte de Wall, commandant la place de Paris ; ils reçoivent bientôt l'ordre de dissiper ces attroupements que grossit à toute minute l'arrivée de nouveaux

1. Le peuple avait fait un verbe du mot *Raguse* ; il disait *raguser* pour tromper, trahir.

2. V. ces proclamations, t. II, chap. v. (*Retour de l'île d'Elbe.*)

groupes. Les gendarmes s'ébranlent, se divisent, et chargent dans différentes directions. La foule s'enfuit ou s'ouvre devant eux, et, quand ils sont passés, se referme aussi serrée qu'auparavant. Les charges se renouvellent. L'irritation s'accroît. Une vingtaine d'individus refoulés par les gendarmes derrière les planches de clôture et les matériaux amassés pour la construction d'une maison située au coin de la galerie de Nemours, en face du café de la Régence, s'arment de pierres qu'ils jettent sur quelques cavaliers stationnés aux extrémités de la place. La garde du Palais, composée d'un détachement d'infanterie de la garde royale, sort du poste, déloge de leur position ces assaillants qui se replient sur la rue Montpensier, et se dispersent après avoir jeté de nouveau des pierres à un peloton de gendarmes lancés à leur poursuite, et qui venaient de tourner le Théâtre Français. Ce côté du palais se trouve momentanément dégagé. En revanche, au côté opposé, la rue du Lycée reste encombrée de curieux. Le détachement d'infanterie, revenu de la maison en construction, se porte vers cette rue pour la faire également évacuer. La foule demeure immobile et compacte; elle oppose, à l'ordre de se disperser, une résistance toute passive. L'officier, chef du détachement, s'irrite, et commande de tirer. Les soldats ne voyant devant eux que des gens sans armes, hésitent; l'officier s'emporte, saisit le fusil d'un sergent et met cette arme en joue : « Ne tirez pas ! capitaine, ne tirez pas ! » crient des milliers de voix. L'officier relève son fusil et le rend. Le détachement se retire. Mais de nouvelles pierres lancées contre les gendarmes, ramènent bientôt cette infanterie à l'entrée de la rue du Lycée. Les soldats reçoivent une seconde fois l'ordre de faire feu et obéissent. Un homme tombe mort; trois autres sont grièvement blessés; tout ce qui les entoure s'enfuit en criant : *Vengeance ! aux armes !* Il pouvait être trois heures. Les premiers coups de feu des trois journées venaient d'être tirés¹.

Cette décharge devint le signal de la mise en mouvement de

1. Déposition de M. Feret, devant la Cour des pairs.

tous les détachements de gendarmes réunis sur la place, et d'un escadron de lanciers qui venait d'y arriver. Divisée en pelotons qui parcourent au grand trot ou au galop de leurs chevaux toutes les rues du quartier, cette troupe pousse ses courses jusque sur la place Vendôme, en même temps que de l'autre côté de cette place, rue Neuve-du-Luxembourg, d'autres gendarmes, formant les postes des ministères de la justice et des affaires étrangères, chargent à leur tour des groupes de jeunes gens alors réunis devant la demeure de M. Casimir Périer.

C'était chez cet homme politique que les députés, assemblés la veille dans le salon de M. de Laborde, avaient décidé de se rencontrer à trois heures. Trente membres, environ, assistaient à ce nouveau rendez-vous. Le plus grand nombre étaient en proie à une frayeur qu'ils ne prenaient pas la peine de dissimuler¹. Ils avaient dû traverser, il est vrai, pour entrer dans la maison, des groupes de jeunes gens, étudiants en droit ou en médecine, élèves des écoles, commis-marchands, qui jugeant du caractère de M. Casimir Périer d'après l'énergie qu'il déployait à la tribune, venaient, confiants dans sa décision, lui demander une direction et des ordres. Mais alarmé par cette démarche qui pouvait signaler sa demeure et compromettre sa personne, M. Périer refusait opiniâtrément de les recevoir, et ils stationnaient dans la rue, devant sa porte, à peu de distance des deux postes de gendarmes commis à la garde des hôtels ministériels voisins, et qui s'apprêtaient alors à les disperser. Les membres de la réunion ne faisaient donc autre chose encore qu'échanger entre eux les rumeurs qu'ils avaient pu recueillir depuis le matin, quand soudain leur attention est tout à la fois éveillée par le retentissement du galop de plusieurs pelotons de cavalerie chargeant sous les fenêtres de l'appartement où ils sont réunis, et par les clameurs des jeunes gens que poursuivent et frappent les gendarmes. Vers quatre heures, le bruit cesse; M. Labbey de Pompières accepte la présidence de la réunion; une sorte d'ordre s'établit, et M. Bérard propose de nouveau la

1. *Soi*

iques sur la Révolution de 1830, par S. Bérard.

rédaction d'une *protestation*. Cet avis n'est appuyé que par deux ou trois membres; le reste semble craindre de s'engager; on veut encore attendre. A ce moment, M. Villemain arrive, et raconte que, passant devant le ministère des affaires étrangères pour se rendre chez M. Périer, il vient de voir tuer d'un coup de pistolet un gendarme qui menaçait de son sabre un groupe de citoyens paisibles. Cette nouvelle augmente l'émotion; on cesse de débattre la proposition de M. Bérard qui, s'approchant de M. Villemain, lui dit que l'assemblée n'a pris encore aucun parti et se séparera probablement sans rien faire. « Je ne m'attendais pas, répond ce dernier en promenant son regard sur les figures abattues de ses collègues, à trouver autant de poltrons réunis. ' » M. Bérard insiste pour que l'on décide positivement si on protestera ou non; il demande la nomination d'un comité de rédaction. La majorité arrête que l'on se retrouvera, le lendemain, à midi, chez M. Audry de Puyraveau, et que là, les membres qui voudront préparer à l'avance un projet de protestation, pourront le soumettre à l'adoption de leurs collègues. Une autre question est agitée : la veille, comme on l'a vu, M. Mérilhou s'était présenté chez M. de Laborde, au nom d'un grand nombre d'électeurs qui désiraient se mettre en rapport avec les députés; ajourné à la réunion qui se tenait en ce moment, il venait avec M. Boulay (de la Meurthe) offrir de nouveau le dévouement de ses commettants et solliciter une direction. Devait-on recevoir ces délégués? Une partie de la réunion s'y refusait : l'autorité, disaient les opposants, pourrait voir dans cette communication une sorte d'entente, de concert coupables. La majorité, après une discussion assez vive, consent cependant à les admettre; mais les deux commissaires n'entendent que des paroles vaines : les députés avaient une position délicate, difficile, leur disait-on; ils ne pouvaient rien décider encore ni rien faire; ce qu'ils pouvaient seulement affirmer, c'est que tous se maintiendraient à la hauteur de leurs devoirs. — L'attitude du plus grand nombre des membres de la réunion

n'était pas de nature à inspirer une grande confiance dans cette promesse; le trouble de M. Casimir Périer était surtout remarquable. Engagé dans de vastes entreprises de commerce et de finance que devait fatalement compromettre une commotion quelle qu'elle fût; placé ainsi entre les devoirs de sa position politique et les intérêts de sa fortune, ce député n'envisageait qu'avec terreur la possibilité d'une révolution. Organisation nerveuse, caractère irritable, l'effroi où le jetaient les redoutables chances de l'avenir, donnait à son agitation une violence presque convulsive ¹. La réunion était finie; ses membres se retiraient deux à deux par des issues différentes, et M. Bérard allait sortir à son tour, quand s'approchant de M. Périer, il lui dit à voix basse: « Si vous n'aviez pas repoussé hier ma proposition de protestation, nous n'aurions pas eu aujourd'hui une réunion aussi insignifiante. — Monsieur! s'écrie aussitôt M. Casimir Périer d'une voix tonnante, entendez-vous me rendre responsable des événements terribles qui semblent se préparer? Cela serait épouvantable! je ne peux pas le supporter! ² » La pâleur de son visage était extrême. Son interlocuteur, surpris, répond avec quelque vivacité; on s'interpose; M. Bérard sort, et M. Périer se fût bientôt trouvé seul, si M. de Schonen ne fût arrivé. Ce député raconta qu'il quittait la rue Saint-Honoré, qu'on s'y préparait à la lutte; qu'il venait d'y voir des barricades, et que, personnellement, il avait encouragé ce commencement de résistance: « Vous nous perdez en sortant de la légalité, lui répondit M. Casimir Périer; vous nous faites perdre une position superbe! »

Pendant cette réunion où un certain nombre de membres de la Chambre, les plus résolus, n'avaient pas même osé arrêter les bases d'une protestation, des masses considérables de curieux s'étaient, en effet, amassées de nouveau dans les rues voisines du

1. « M. Casimir Périer avait du courage et de la fixité dans les idées, mais sa santé préoccupait trop sa vie, et il soignait trop sa fortune. « Que voulez-vous faire d'un homme, disait M. Decazes, qui regarde toujours sa langue dans une glace? » (*Mémoires de Chateaubriand.*)

ires historiques, de S. Bérard.

Palais-Royal. Les groupes, dispersés par la décharge du poste du Palais, étaient promptement revenus sur leurs pas, et la nouvelle que la troupe venait de faire feu, de tuer ou de blesser plusieurs citoyens, avait, en outre, attiré sur le lieu du sinistre, ainsi qu'il arrive toujours dans la population parisienne, la plus grande partie des mécontents auparavant épars entre la double ligne des boulevards et de la rue Saint-Honoré. La circulation devient bientôt impossible au milieu de ces masses compactes; trois voitures, chargées de pierres et de briques destinées aux constructions en voie d'exécution près du Palais-Royal, essaient d'entrer de la rue de Rohan dans la rue Saint-Honoré; elles sont obligées de s'arrêter en face de la rue de Richelieu; leur immobilité excite quelques jeunes gens à les renverser en travers de la voie publique, à en former une barricade et à convertir leur chargement en projectiles qu'ils lancent sur les gendarmes rangés sur la place. Un autre groupe, à quelques pas de là, en face de la rue de l'Échelle, imitant cet exemple, s'empare d'un omnibus et d'une voiture de porteur d'eau, et dresse une seconde barricade. Le commandant de la gendarmerie veut agir; mais ses cavaliers, arrêtés par la première barricade, sont repoussés à coups de briques et de pierres; il fait connaître sa position au maréchal, qui donne l'ordre à un peloton de lanciers et à quinze hommes d'infanterie de prendre les barricades à revers. Ce mouvement est exécuté. La foule, après avoir jeté des pierres aux soldats, se disperse, et les voitures sont relevées et emmenées sans que les deux détachements aient fait usage de leurs armes.

Il était alors cinq heures. Les troupes commençaient à sortir de leurs casernes. Marmont leur fit prendre les positions suivantes : le 7^e de la garde (suisse), place Louis XV; le 1^{er} de la garde, boulevard des Capucines, devant le ministère des affaires étrangères, avec cinquante lanciers et deux pièces de canon; le 3^e de la garde avec cent cinquante lanciers, la gendarmerie et quatre pièces de canon, places du Carrousel et du Palais-Royal; le 5^e de ligne, place Vendôme; le 53^e sur les boulevards Poissonnière et Saint-Denis; le 50^e avec le 1^{er} de cuirassiers de

la garde, place de la Bastille; le 15^e léger au Pont-Neuf. A six heures, tous ces corps étaient rendus sur leurs positions; ils avaient l'ordre de communiquer entre eux par de fortes patrouilles, et de parcourir, en outre, par détachements d'un demi-bataillon les rues encombrées d'attroupements ou défendues par des barricades. Ces détachements « devaient marcher avec résolution, en battant la charge, balayant tout ce qu'ils rencontreraient sur leur passage, ne faire feu que dans le cas où l'on tirerait sur eux, et sur les croisées d'où on leur jetterait des pierres¹. » Le mouvement général s'exécuta vers les sept heures. La troupe rencontra peu de résistance dans les quartiers éloignés des Tuileries et du Palais-Royal; aucune barricade n'y existait encore; la foule n'essayait même pas de lutter; elle se bornait à protester par les cris de *vive la Charte!* ou de *vive la ligne!* lorsque c'était un détachement de cette arme qui passait. L'irritation des groupes amassés dans le voisinage du Palais-Royal, à l'entour même du quartier général de Marmont, présentait un autre caractère; des flots de curieux, où les hommes de la classe moyenne se trouvaient en aussi grand nombre que ceux de la classe laborieuse, inondaient, littéralement, sur ce point, les places et les rues. Les charges de la gendarmerie, les coups portés par cette troupe, objet d'une animadversion particulière, ceux qu'on s'efforçait de lui rendre, y avaient entretenu une colère qui puisait alors un nouvel aliment dans le mouvement multiplié des détachements et des patrouilles. De nouvelles barricades avaient succédé aux barricades d'abord détruites; elles furent enlevées sans être défendues autrement que par des pierres lancées sur les soldats. Ces pierres volaient de tous les côtés. La troupe montra d'abord le plus grand calme; son attitude était inquiète, étonnée; elle n'obéissait évidemment qu'au sentiment du devoir, et évitait de tirer; ses premières décharges furent faites en l'air; ce n'est qu'assez tard que ses coups devinrent meurtriers. Quatre hommes du peuple tombèrent sous les balles des soldats de la garde, rue Traversière;

1. Ordre écrit du marquis de Choiseul, aide-major-général.

un étudiant anglais fut tué par un détachement de troupe de ligne, à une des fenêtres de l'Hôtel-Royal, à l'angle de la rue des Pyramides¹. Mais vainement les patrouilles se succédaient de demi-heure en demi-heure; elles étaient obligées à des efforts toujours nouveaux; à peine elles avaient passé, que la foule, après s'être ouverte, se refermait derrière elles aussi compacte qu'auparavant. La marche d'un de ces détachements fut marquée, rue Saint-Honoré, par un incident qui témoignait des sympathies que rencontrait la cause populaire dans les régiments de ligne, sympathies que la foule soupçonnait, qu'elle encourageait par ses applaudissements, et qui avaient leur source dans l'infériorité où cette troupe, le peuple de l'armée, se trouvait vis-à-vis des régiments de la garde, pour la solde, l'avancement, la beauté de l'uniforme et la bonté des garnisons. On a vu que le 5^e de ligne occupait la place Vendôme; deux de ses compagnies, dirigées sur la place du Palais-Royal pour maintenir les communications, trouvent, au retour, le chemin encombré; elles n'avancent qu'avec peine; on les entoure, on les presse; bientôt elles sont forcées de s'arrêter. L'officier supérieur qui les conduit ordonne de continuer la marche; les groupes refusent de s'ouvrir; le commandant menace, personne

1. On lit dans l'*Histoire de la dernière année de la Restauration*, par *M. Boullée*: « Il n'est pas une relation de la révolution de juillet qui ne raconte qu'un Anglais fut tué les armes à la main, après avoir tiré sur les troupes royales le *premier coup de fusil* de l'insurrection. *M. Lacreteille*, dans son *Histoire de la Restauration*, va même jusqu'à faire descendre cet étranger, auquel il donne le nom de *Fox*, du célèbre orateur anglais, partisan exalté de la Révolution. Deux de ses amis, armés comme lui, auraient, ajoute-t-on, succombé à ses côtés. Voici le fait dépouillé de toute l'enveloppe poétique dont on s'est plu à le revêtir. Un jeune étudiant anglais, nommé *Folks*, et non *Fox*, se trouvant dans la rue Saint-Honoré au moment où un choc entre la troupe et la foule paraissait imminent, alla demander asile au maître de l'Hôtel royal, dont il était personnellement connu; il monta et eut l'imprudence de se mettre à une fenêtre. Les troupes harcelées par le peuple commençaient à tirer. Une de leurs premières décharges atteignit le malheureux étudiant, qui périt ainsi victime de sa curiosité. Ses prétendus amis étaient deux garçons de salle de l'hôtel, qui furent légèrement blessés, et qui ont survécu. Tels sont les faits consignés dans une note écrite en anglais par *M. Lawson*, alors propriétaire de l'hôtel-Royal, et qu'il a bien voulu nous communiquer. »

n'obéit; il enjoit de tirer. Les soldats apprêtent, puis abaissent leurs armes. Mais soudain, au lieu du mot *feu!* l'officier inférieur, placé en tête du détachement, fait entendre ce commandement: *arme, bras!* Les soldats relèvent vivement leurs fusils; la foule bat des mains, crie *vive la ligne!* et s'approche des rangs en sollicitant les militaires de lui céder leurs armes: « Prenez garde! dit aux plus hardis l'officier qui venait d'empêcher le feu; des soldats ne se laissent pas désarmer. Si vous essayez de le faire, nous tirerons sur vous. Nous serons neutres ou ennemis; choisissez. » Quelques personnes s'interposent et obtiennent de la foule qu'elle respectera ce détachement, qui se remet en marche et regagne sa position.

Les armes, en effet, manquaient, et ce fut seulement à la fin de la soirée, vers les neuf heures, que l'on put voir circuler isolément dans quelques groupes un petit nombre d'individus porteurs de pistolets ou de fusils de chasse, dont ils semblaient hésiter à faire usage. L'insurrection se préparait, mais elle avait besoin, pour éclater, d'une excitation et d'une aide énergiques. Tel était, du moins, le sentiment qui dominait dans une nombreuse réunion indiquée, quelques heures auparavant, chez M. Cadet-Gassicourt, rue Saint-Honoré, à peu de distance du Palais-Royal, et à laquelle s'étaient rendus les électeurs successivement assemblés au *National*, la veille ou dans le cours de la journée, ainsi qu'un nombre assez considérable d'hommes ardents, décidés à pousser la lutte jusqu'à ses plus extrêmes limites. La discussion y était fort orageuse, les esprits fort animés. Le tumulte de la rue et le retentissement des coups de feu tirés par la troupe jetaient au milieu des assistants une agitation et un désordre que MM. Maurice Duval et Chevallier, de la *Bibliothèque historique*, appelés successivement à la présidence, ne pouvaient que très-imparfaitement dominer. Un certain nombre d'assistants étaient inconnus des amis politiques du maître de la maison: « Nous avons ici des agents de police, des traitres, » s'écria-t-on de différents côtés. On répondit que cette introduction de faux-frères était un inconvénient inévitable, mais que dans l'état où se trouvaient les choses, elle ne

devait rien empêcher. Toutefois, on convint que dans le cas où le gouvernement viendrait à traduire devant les tribunaux quelques membres de la réunion, tous les autres demanderaient à être entendus, et soutiendraient hardiment qu'on ne s'était assemblé que pour protester. Cette précaution prise, on arrêta : Que les douze comités, dont la formation avait été décidée la veille dans les bureaux du *National*, se constitueraient immédiatement ; qu'ils se mettraient en permanence, centraliseraient et dirigeraient la résistance de leur arrondissement, et que, dans le cas où le mouvement prendrait un caractère plus prononcé, ils pousseraient ouvertement à l'insurrection ; qu'ils réuniraient de la poudre, des balles, des fusils, et s'efforceraient de faire sortir en uniforme et en armes la garde nationale licenciée en 1827. Les membres de ces douze comités, choisis séance tenante, sortirent sur-le-champ pour se rendre dans leurs quartiers. La plupart appartenaient à l'ancienne société secrète des *carbonari* ; au nombre des moyens de lutte discutés dans les Ventes et adoptés par elles était la destruction des réverbères ; quelques jeunes gens, guidés par le seul instinct de la défense, commençaient à appliquer spontanément cette mesure ; les membres des comités, inspirés par leurs souvenirs de la charbonnerie, allaient la généraliser.

La nuit était venue depuis longtemps ; la foule commençait à se disperser, les groupes, à mesure qu'on s'éloignait de la rue Saint-Honoré et de la place du Palais-Royal, devenaient plus rares ; le bruit, les cris ne se faisaient plus entendre que sur un seul point, la place du palais de la Bourse, autour d'un corps de garde alors en feu, et d'où s'échappaient de longs jets de flammes qui éclairaient de leurs reflets rougeâtres les colonnes du palais et toutes les maisons voisines. Ce corps de garde, construit en planches, était encore occupé, peu d'heures auparavant, par un poste assez fort de gendarmes. Quelques individus, portant sur leurs épaules le corps d'un vieillard foulé aux pieds dans une charge de cavalerie, avaient promené ce cadavre dans le quartier, sous la protection d'un fort attrouplement poussant le cri de *vengeance ! aux armes !* Après avoir

résisté à un commissaire de police qui s'efforçait de leur faire abandonner leur fardeau, ils avaient fini par vouloir le déposer dans le corps de garde. Les gendarmes, à leur approche, s'étaient barricadés ; mais alarmés par le retentissement des projectiles qui ébranlaient les parois de ce faible abri, et par les menaces d'incendie que proférait la foule, ils n'avaient pas tardé à s'évader. Le feu venait, en effet, d'être mis. Des sapeurs-pompiers accourus pour l'éteindre furent repoussés ; plusieurs détachements de la garde et de la ligne, qui se présentèrent à leur tour, accueillis à coups de pierres, se retirèrent également sans avoir fait usage de leurs armes. Activé par les matières qu'y jetait la foule, le feu avait atteint bientôt la plus grande violence, et on pouvait en apercevoir l'éclat sinistre de plusieurs points du boulevard, au moment même où les collègues de M. de Polignac quittaient l'hôtel des affaires étrangères, convaincus que l'opposition au coup d'État avait épuisé ses forces dans la résistance des attroupements alors disparus, et que sa puissance venait de finir avec le tumulte.

Les ministres, dans cette journée, avaient à peine interrompu leurs travaux habituels. M. de Peyronnet était demeuré, comme la veille, sans rapports avec le préfet de police ; M. de Polignac était allé, comme de coutume, à Saint-Cloud ; l'unique soin qu'ils eussent pris, avait été de convenir de se rencontrer à quatre heures du soir, chez le président du conseil. Lorsque M. de Polignac rentra à son hôtel pour se trouver à ce rendez-vous, sa voiture fut assaillie par une grêle de pierres. Toutefois, cet incident n'aurait laissé aucune trace dans son esprit, si de nombreux rapports transmis par la police dans le cours de la soirée n'avaient présenté la situation sous un aspect plus inquiétant que ne la voyaient ce ministre et ses collègues. Il résultait de ces avis successifs : que les ordonnances soulevaient l'opposition la plus vive dans toutes les classes de la population ; que plusieurs milliers d'ouvriers, renvoyés de leurs ateliers, se trouveraient, le lendemain, sans travail ; que des boutiques d'armuriers venaient d'être enfoncées et pillées ; enfin, que sur un grand nombre de points, on commençait à dépaver les rues et à

briser les réverbères. Les ministres, sous l'impression de ces nouvelles, agitèrent la question de la mise en état de siège de Paris. Cette mesure, qui concentrait tous les pouvoirs entre les mains du chef militaire et dégageait les conseillers de la couronne comme leurs subordonnés, de toute responsabilité dans les événements, fut définitivement adoptée vers les dix heures du soir. Mais au moment où le conseil venait de la décider, un rapport du duc de Raguse annonça : que les attroupements étaient dissipés, la tranquillité rétablie, et que les troupes, libres d'adversaires sur tous les points, rentraient alors dans leurs casernes. On convint de suspendre la mesure, d'attendre au lendemain, et le conseil se sépara¹.

Les forces de la garnison venaient d'être déployées en presque totalité; le peuple, il est vrai, s'était retiré devant elles, mais sans montrer le même découragement que dans les précédentes émeutes; et si les rues semblaient abandonnées et désertes, la profonde obscurité qu'y faisait régner la destruction des réverbères protégeait un formidable travail de résistance; sur nombre de points on élevait silencieusement des barricades; ailleurs, on cherchait, on préparait des armes, on fabriquait des cartouches. Aussi, Charles X était-il moins éloigné de la vérité qu'il ne le pensait, lorsque le soir, après une journée passée dans le plus grand calme, il disait au général Bordesoulle, qui se présentait à la place de Marmont pour prendre l'ordre : « Ah ! ah ! vous venez pour le maréchal. Je l'ai envoyé à Paris. Je l'avais autorisé à revenir coucher à Saint-Cloud; mais il a bien fait de rester. »

MERCREDI 28. Il était à peine cinq heures du matin, que, déjà, des hommes, des jeunes gens de toutes les classes commençaient à se rassembler sur les places et dans les principales rues. Ces groupes, à leur grande surprise, n'apercevaient nulle part un soldat. Les corps de garde, les postes, étaient vides. Averti, la veille au soir, qu'un certain nombre de ces

1. Interrogatoires des ministres devant la Cour des pairs.

postes, les plus faibles, assaillis par la foule, s'étaient laissé désarmer, Marmont avait fait évacuer, dans la nuit, tous les corps de garde que ne protégeait pas le voisinage d'une caserne ou d'une position fortement occupée par la troupe. Cette mesure, commandée par une louable prudence, tourna contre la cause royale : libres de leurs mouvements dans la plus grande partie de Paris, ses adversaires purent disposer sans gêne, sans obstacles, tous les préparatifs d'une résistance à outrance. Les groupes, cette fois, présentaient un grand nombre d'individus armés, ceux-ci de vieux fusils ou de fusils de chasse, d'épées, de sabres ou de pistolets, ceux-là de bâtons ferrés, de piques, de pioches, d'instruments ou d'outils en fer. Ces derniers, continuant le travail commencé dans la nuit, dépavèrent les rues et construisaient des barricades, ici, à l'aide de voitures renversées, de planches ou de bois de construction, là, avec des tonneaux remplis de terre, de sable ou de pierres, ailleurs et le plus souvent, à l'aide de pavés entassés à une hauteur de quatre à cinq pieds. Les individus pourvus de sabres ou de pistolets, s'imposent une autre tâche : ils entrent dans chaque maison pour y demander aux gardes nationaux licenciés, mais non désarmés en 1827, les fusils demeurés dans leurs mains ; ils se portent chez les armuriers, les débitants de poudre et de plomb qui leur livrent, presque toujours sans contrainte, leurs armes et leurs munitions. Pour la première fois depuis trois ans, on voit paraître des gardes nationaux en uniforme ; ils sont encore en petit nombre ; quelques-uns prennent une part active aux préparatifs de résistance ; les autres, troublés par ces apprêts, alarmés des résultats, et regrettant que la royauté, par le licenciement des légions, leur ait enlevé les moyens, sinon d'intervenir pour elle, du moins d'opposer leur masse armée aux excès possibles de la lutte qui s'annonce, circulent timidement autour des groupes les plus animés, ou bien assistent, silencieux et tristes, à la construction des barricades. Une particularité augmente bientôt leur étonnement et leur inquiétude. On sait que les fabricants et les marchands, fournisseurs de la cour ou des princes, paraient leurs enseignes des armes royales. Un de ces

tableaux orné avec le plus grand luxe, attire les moqueries, puis les insultes de quelques enfants qui en mutilent les détails les plus riches : le bruit se répand aussitôt que l'on détruit les armoiries de la famille régnante et les emblèmes de la royauté ; la peur gagne tous les marchands privilégiés ; ils abattent ou effacent leurs enseignes ; les notaires, les huissiers, à leur exemple, font enlever leurs pannonceaux. Au bout de quelques heures, tout ce qui rappelle le règne des Bourbons, écussons, inscriptions, jusqu'au mot *royal* tracé sur les édifices ou les établissements publics, disparaît sans contrainte comme sans opposition. D'un autre côté, le cri poussé la veille dans les attroupements était : *vive la Charte ! à bas les ministres !* on le profère encore, mais un autre s'y mêle : *vive la liberté ! à bas les Bourbons !* Ce cri nouveau et la destruction des emblèmes royaux, disent les choses dont ne veut pas la foule qui se lève ; que désire-t-elle, que demande-t-elle à la place ? Les plus hardis, les plus décidés, ne le savent, ni ne s'en inquiètent encore. Dans ce moment, ainsi qu'il arrive dans toute révolution qui commence, les insurgés n'obéissent qu'à une seule pensée, combattre ; ne poursuivent qu'un seul but, vaincre le pouvoir qui les a provoqués. La question du gouvernement futur occupe si peu leur esprit, que nulle part, durant cette matinée, on n'aperçoit le moindre signe de ralliement. Quelques hommes obscurs, dont pas un écrit n'a recueilli les noms, s'inspirant de souvenirs et d'espérances demeurées vivaces au sein des masses, allaient donner à l'insurrection le symbole qui lui manquait.

La place de l'Hôtel de Ville était un lieu habituel de réunion populaire. Depuis plusieurs heures, les groupes qui s'y étaient formés dès le matin laissaient flotter le drapeau blanc sur la façade de cet édifice, lorsque quelques individus que la vue de ce drapeau irrite, proposent de l'abattre. Quelques voix demandent aussitôt qu'on y substitue un autre emblème ; on se cotise, et, sur-le-champ, on le fait confectionner dans une des boutiques de la place. Il s'agit de l'arborer : les portes de l'Hôtel de Ville sont fermées ; on les enfonce, et pendant qu'un certain nombre d'insurgés abattent le drapeau blanc et le remplacent

par le nouvel étendard que recouvre un large crêpe, d'autres montent dans le beffroi et sonnent le tocsin. Mais ce résultat ne satisfait la foule qu'à demi; le drapeau n'est vu que sur la place; le tocsin du beffroi n'est entendu que dans les rues les plus voisines. Un second drapeau est immédiatement confectionné; ses partisans se portent à Notre-Dame, envahissent les tours et y arborent le nouvel emblème en offrant ses plis au vent qui les développe dans leur plus grande étendue. Le gros *bourdon* est ensuite mis en mouvement et sonne le tocsin. Ce formidable signal d'alarme éveille l'attention dans les quartiers du centre de Paris¹; les regards se dirigent vers les tours de la métropole : le drapeau qu'on y voit flotter n'est pas un drapeau blanc; on doute, on s'interroge; bientôt un cri de joie s'échappe de plusieurs milliers de poitrine; d'anciens soldats se découvrent et s'inclinent; des femmes versent des pleurs. L'étendard qui se déployait au-dessus de l'église métropolitaine, et qu'on pouvait apercevoir de tous les points élevés ou découverts de Paris, ainsi que des hauteurs de Saint-Cloud, était la bannière que la France avait suivie pendant vingt-cinq ans, le glorieux drapeau de la Révolution, le symbole de la France nouvelle, que l'étranger avait abattu aux jours de nos désastres, le drapeau tricolore!

L'apparition de cet emblème et le retentissement sinistre du tocsin, appels ardents à l'insurrection, avaient lieu à quelques pas du Palais de Justice et des deux préfectures, sous les yeux, pour ainsi dire, des magistrats chargés de la police administrative, judiciaire et politique, et sans qu'un seul de leurs agents se montrât nulle part. M. de Chabrol s'était plaint, la veille, de l'insuffisance du poste chargé de garder l'Hôtel de Ville; ce poste se composait de douze hommes; on le renforça de quatre soldats. Inquiet des rassemblements déjà formés dès sept heures du matin, il se rendit auprès de M. de Peyronnet, et lui témoigna la crainte de voir installer une municipalité provisoire, à l'exemple de ce qui s'était passé lors de la conjura-

¹ La cloche dite *Bourdon* de Notre-Dame pèse 26,000 livres (13,000 kil.)

tion de Mallet. Le ministre ne parut pas accorder une grande importance à l'agitation ; elle finirait par se calmer, disait-il, et, dans la journée, il irait assister au conseil qui, ce jour-là, devait avoir lieu, comme de coutume, au château de Saint-Cloud. M. de Chabrol revient à l'Hôtel de Ville ; le drapeau blanc y flottait encore ; mais les groupes sont beaucoup plus nombreux et plus animés ; il fait retirer du poste les seize hommes qui le gardent, ordonne de fermer les portes, et va s'installer dans la bibliothèque où il resta jusqu'à la fin de la lutte. Pendant le même temps, M. Mangin qui, trois jours auparavant, à Saint-Cloud, « répondait sur sa tête que Paris ne bougerait pas, » rédigeait des proclamations aux habitants ; une de ces pièces, trouvée, à quelques heures de là, sur son bureau par les insurgés, avertissait la population parisienne « de se mettre en garde contre une foule de bandits et de brigands dont les troubles de la veille avaient signalé la présence dans la capitale. » Ces soins n'étaient pas de nature à troubler l'insurrection dans sa marche : un même esprit, la même intelligence présidaient à son action sur tous les points et dans tous les quartiers ; tels étaient l'accord et la rapidité de ses mouvements, bien que nulle part on ne pût saisir la trace d'une direction ou d'un but arrêté, qu'elle se trouvait déjà maîtresse de la plus grande partie de Paris, quand la plupart des troupes quittaient à peine leurs casernes.

Marmont avait préparé, la veille, une dépêche où il donnait au roi les mêmes assurances qui avaient décidé les ministres à surseoir à la mise de Paris en état de siège. L'heure avancée n'avait pas permis d'envoyer cette lettre à Saint-Cloud ; elle ne partit que le mercredi matin ; mais le maréchal y avait ajouté, en *post-scriptum* « que, d'après les rapports qui lui arrivaient, une vive agitation commençait à se manifester. » Instruit de cette fermentation par les rapports de la police, M. de Polignac s'était rendu de bonne heure à Saint-Cloud, emportant avec lui l'ordonnance de mise en état de siège. Pendant que ce ministre, sans avoir pris le temps d'avertir un seul de ses collègues ¹,

1. Interrogatoires des ministres devant la Cour des pairs.

soumettait cette ordonnance à la signature de Charles X, le duc de Raguse expédiait aux troupes casernées à Saint-Denis, à Ruel, à Versailles, l'ordre de se rendre sur-le-champ à Paris, prenait ses premières dispositions, et entendait les rapports d'officiers qu'il avait envoyés sur tous les points. Ces rapports devenaient à chaque minute plus alarmants : non-seulement la résistance s'organisait sur un pied formidable et paraissait devoir être secondée par la population de toutes les classes, à l'aide de pierres, de pavés que l'on montait dans les maisons ; mais les attroupements armés, déjà réunis sur les principales places et dans les rues, n'hésitaient pas à prendre l'initiative de l'attaque. Ainsi, un peloton d'infanterie de la garde royale, avant-garde d'un bataillon dirigé vers l'Hôtel de Ville, pour éclairer cette partie de Paris, eût été complètement désarmé ou détruit par les groupes assemblés sur la place, si, accourant aux coups de feu, le bataillon n'eût dégagé ce détachement en laissant lui-même sur le terrain, plusieurs hommes tués ou blessés. Marmont écrivit au roi une première lettre qui fut égarée par les deux gendarmes chargés de la porter ; une seconde lettre, reproduction de la précédente, et qu'il expédia à Saint-Cloud par un de ses officiers d'ordonnance, était ainsi conçue :

« Mercredi, neuf heures du matin.

« J'ai déjà eu l'honneur de rendre compte hier à Votre Majesté de la dispersion des groupes qui ont troublé la tranquillité de Paris. Ce matin ils se reforment plus nombreux et plus menaçants. Ce n'est plus une émeute, *c'est une révolution*. Il est urgent que Votre Majesté prenne des mesures de pacification. L'honneur de la couronne *peut encore être sauvé ; demain peut-être il ne serait plus temps*. Je prends pour la journée d'aujourd'hui les mêmes mesures que celles d'hier ; les troupes seront prêtes à midi ; mais j'attends avec impatience les ordres de Votre Majesté ¹. »

Le désir, l'espoir d'une pacification, exprimés par Marmont dans cette lettre remarquable, lui firent adopter un premier

1. Rapport du comte de Bastard à la Cour des pairs. (Procès des ministres.)

plan qui était purement défensif. Il résolut de concentrer la plus grande partie de ses forces au Louvre, aux Tuileries et aux Champs-Élysées; de tenir, avec le reste, le Palais-Royal, l'Hôtel de Ville, le Palais de Justice, le Panthéon, l'École-Militaire, puis d'attendre, dans ces positions, le résultat des négociations qui seraient ouvertes. Quelques dispositions furent prises dans cette prévision; mais vers les onze heures, au lieu de la réponse conciliatrice qu'il sollicitait, ce fut un ordre formel de répression par les armes qu'il reçut du roi. Appelé chez M. de Polignac, ce ministre lui remit l'ordonnance qu'il était allé faire signer à Saint-Cloud, et qui, « considérant qu'une sédition intérieure avait troublé, dans la journée du 27, la tranquillité de Paris, mettait cette ville EN ÉTAT DE SIÈGE. » Cet acte changeait la position du duc de Raguse : il n'avait plus d'ordres à demander; toute autorité, tout pouvoir militaire, dans la capitale, se trouvait concentré dans ses mains; Charles X et ses conseillers se déchargeaient sur lui seul du soin d'assurer le triomphe de la volonté royale; la soumission des habitants et le rétablissement de la tranquillité devenaient son unique devoir. Pouvait-il espérer ce résultat d'une attitude défensive? Il ne le crut pas. Chacun des rapports qu'il continuait à recevoir lui apportait, en effet, une mauvaise nouvelle : dans un quartier, on venait de désarmer les sapeurs-pompiers; dans un autre, les fusiliers sédentaires; ailleurs, on avait envahi une caserne peu d'instant après le départ du régiment qui l'occupait. L'Imprimerie royale était aux mains du peuple depuis la veille au soir; la manutention des vivres, les poudrières, à leur tour, se trouvaient menacées; partout les barricades se multipliaient, se rapprochaient. Dans ces conditions, attendre l'attaque des habitants au lieu de prendre l'offensive, c'était permettre à la révolte de développer toutes ses forces, de couvrir Paris de barricades, et de finir par enfermer les soldats dans leurs positions. Il voulut donc arrêter l'insurrection en marchant immédiatement sur elle, et en débuisquant les insurgés des places, des boulevards, des grandes rues, de tous les centres, en un mot, où viennent aboutir les principales voies de communication, et dont la possession assure

celle de la ville. D'après ses calculs, quinze à vingt mille mécontents avaient pu prendre les armes et se présenteraient devant la troupe ; celle-ci était fort inférieure en nombre, sans doute ; mais ce désavantage se trouvait largement compensé par la supériorité que la puissance de l'organisation et de la discipline devait donner à de valeureux soldats combattant sur les points les plus ouverts de Paris. La ligne d'opération adoptée par le maréchal formait un arc de cercle décrit par les boulevards depuis la Madeleine jusqu'à la place de la Bastille, et ayant pour corde la rue Saint-Honoré jusqu'au marché des Innocents, les quais de la rive droite depuis la place du Châtelet jusqu'à l'Hôtel de Ville, et la rue Saint-Antoine. Les deux rues de Richelieu et Saint-Denis coupaient perpendiculairement cet arc de la base au sommet. Quatre colonnes furent chargées de parcourir ces différentes lignes, d'en occuper les intersections, d'en chasser l'insurrection, de la dompter en brisant son action et en isolant ses forces.

La première colonne, placée sous les ordres du général Talon et formée d'un bataillon du 3^e de la garde, de 150 lanciers, de 2 pièces d'artillerie, et du 15^e léger alors placé au Pont-Neuf, reçut l'ordre d'aller occuper la place de l'Hôtel de Ville.

La seconde, commandée par le général Quinsonnas, comprenait 2 bataillons du 3^e de la garde, 2 pièces de canon et 30 gendarmes ; elle devait nettoyer les rues Saint-Honoré et Saint-Denis, occuper le marché des Innocents, et, de cette position, se tenir en communication avec la ligne des boulevards par la rue Saint-Denis, et avec la ligne des quais par la place du Châtelet.

La troisième, placée sous les ordres du général Saint-Chamans, et forte de 2 bataillons du 1^{er} de la garde, de 2 escadrons de lanciers et de 2 pièces de canon, avait pour mission de suivre la rue de Richelieu et les boulevards, de rallier sur son chemin le 50^e de ligne, placé aux portes Saint-Denis et Saint-Martin, de poursuivre sa route jusqu'à la Bastille, d'y prendre position, d'observer le faubourg Saint-Antoine, et de se tenir en communication avec la brigade amenée place de l'Hôtel de Ville par le général Talon.

Enfin la quatrième colonne, formée par 1 bataillon de la garde, 2 escadrons de grosse cavalerie et 2 pièces d'artillerie, se porterait des Champs-Élysées à la Madeleine, suivrait le boulevard jusqu'à la rue de Richelieu, puis reviendrait à son point de départ.

Un bataillon de la garde du 7^e (suisse) fut en outre posté au Palais-Royal; les 5^e et 53^e de ligne, réunis place Vendôme, sous les ordres du général de Wall, devaient maintenir libres les communications entre cette place et la place des Victoires. La cavalerie appelée de Versailles, l'infanterie arrivant de Ruel et de Saint-Denis, réunies aux Champs-Élysées, devaient y rester en réserve.

Les ordres donnés aux chefs de ces différentes colonnes étaient ceux-ci : dissiper tous les rassemblements en marchant sur eux hardiment, avec vigueur; enlever et détruire les barricades; n'employer d'abord que la cavalerie, puis l'infanterie, selon l'énergie de la résistance; ne tirer qu'après avoir reçu la fusillade des insurgés : « et, par *fusillade*, répéta Marmont plusieurs fois, j'entends cinquante coups de feu au moins. »

Ces quatre colonnes, ainsi que le maréchal l'avait annoncé à Charles X, se mirent en mouvement à midi, à la même heure où, de leur côté, les députés réunis, la veille au soir, chez M. Casimir Périer se rendaient, ainsi qu'ils en étaient convenus, chez M. Audry de Puyraveau. Ils s'y trouvèrent au nombre de vingt-huit ou trente. Deux membres paraissaient, pour la première fois, à ces réunions : le général de Lafayette et M. Laffitte, arrivés à Paris, le premier, la veille au soir, le second dans la nuit. Un grand nombre de jeunes gens et d'ouvriers en armes, appelés par M. Audry de Puyraveau, stationnaient à la porte et dans la cour, moins pour protéger la réunion que dans le but d'exciter et de soutenir l'énergie de ses membres. Quelque temps s'écoula avant que tous les députés attendus fussent arrivés. La fusillade, à ce moment, s'engageait sur les boulevards les plus proches entre les insurgés et le régiment de ligne que devait y rallier le général Saint-Chamans, fusillade peu nourrie, peu meurtrière, car on se ménageait des deux parts, mais suffi-

sante cependant pour présager l'énergie prochaine de la lutte. M. Mauguin prit la parole le premier : « C'est une révolution que nous avons à conduire, dit-il ; je propose la formation d'un gouvernement provisoire, je demande qu'il soit immédiatement établi. — Un gouvernement provisoire ! s'écrièrent effrayés le général Sébastiani, MM. Charles Dupin et Casimir Périer, y songez-vous ? Ce serait sortir de l'ordre légal ! Nous devons y rester ! — Ne devrions-nous pas plutôt essayer de voir le duc de Raguse, de l'amener à arrêter l'effusion du sang et à consentir à une *trêve* qui permettrait aux députés et aux corps constitués de porter les doléances de la population au pied du trône ? dit tout à coup le dernier. — Je ne m'oppose pas à l'envoi d'une députation, répliqua M. de Lafayette, mais à la condition qu'elle se bornera à ordonner à Marmont, au nom de la loi et sous sa responsabilité personnelle, de faire cesser le feu. » L'ouverture de M. Périer est accueillie, et la réunion charge son président, M. Laffitte, de désigner les membres de la députation : il nomme M. Casimir Périer, auteur de la proposition, les généraux Gérard et Lobau, et M. Mauguin. Lui-même en fera partie et portera la parole. Dans quel lieu les commissaires viendront-ils rendre compte de leur démarche ? M. Bérard offre sa demeure ; on décide de s'y rencontrer à quatre heures. Ce point convenu, M. Guizot, qui venait d'arriver, rappelle que, la veille, chez M. Périer, on avait convié les députés à rédiger un projet de protestation que l'on soumettrait à la réunion qui se tenait en ce moment ; il demande à lire un projet qu'il a préparé ; cette protestation était ainsi conçue :

« Les soussignés, régulièrement élus à la députation par les collèges d'arrondissement et de département *ci-dessous nommés*, en vertu de l'ordonnance royale du.... et conformément à la Charte constitutionnelle et aux lois sur les élections des..., et se trouvant actuellement à Paris ;

« Se regardent comme absolument obligés par leur devoir envers le roi et la France, de protester contre les mesures que les conseillers de la couronne, trompant les intentions du monarque, ont fait naguère prévaloir pour le renversement du système légal des élections et la ruine de la liberté de la presse.

« Lesdites mesures sont, aux yeux des soussignés, directement contraires à la Charte constitutionnelle, aux droits constitutionnels de la Chambre des pairs, au droit public des Français, aux attributions et aux arrêts des tribunaux, et propres à jeter l'État dans une confusion qui compromet également la paix du présent et la sécurité de l'avenir.

« En conséquence, les soussignés, inviolablement fidèles à leur serment au roi et à la Charte constitutionnelle, protestent d'un commun accord, non-seulement contre lesdites mesures, mais contre tous les actes qui en pourraient être la conséquence.

« Et attendu, d'une part, que la Chambre des députés, n'ayant pas été constituée, n'a pu être légalement dissoute; d'autre part, que la tentative de former une autre Chambre des députés, d'après un mode nouveau et arbitraire, est en contradiction formelle avec la Charte constitutionnelle et les droits acquis des électeurs, les soussignés déclarent qu'ils se considèrent toujours comme légalement élus à la députation par les collèges d'arrondissement et de département dont ils ont obtenu les suffrages, et comme ne pouvant être remplacés qu'en vertu d'élections faites selon les principes et les formes voulues par les lois.

« Et si les soussignés n'exercent pas effectivement les droits et ne s'acquittent pas de tous les devoirs qu'ils tiennent de leur élection légale, c'est qu'ils en sont empêchés par une violence matérielle contre laquelle ils ne cesseront de protester. »

Pâle imitation de la protestation des journalistes, l'œuvre de M. Guizot n'était pas seulement inférieure à la rédaction de M. Thiers pour la fermeté du fond et la netteté de la forme; elle supposait les ordonnances contraires aux intentions du roi, présentait ce prince comme trompé par ses ministres, et lui adressait des protestations de fidélité dont l'expression excita quelques murmures assez vifs. Mais les dispositions de la majorité de la réunion étaient si indécises et si timides, que les membres les plus irrités de la faiblesse de ce langage, craignant de le voir encore affaiblir si l'on discutait, se hâtèrent d'en demander et d'en voter l'adoption. En outre, les écrivains n'avaient pas hésité devant une désignation individuelle; ce courage manqua aux membres de la réunion. « Aussitôt après la lecture de la protestation, a dit un des membres présents, je demandai qu'elle fût signée; mais d'une foule de côtés on s'écria que c'était inutile et qu'il suffisait de mettre : *suivent les signatures*. J'insistai de la manière la plus forte en rappelant que plusieurs d'entre

nous venaient de signaler comme *méprisables* une quantité d'appels au peuple et de placards *anonymes* qui tapissaient les murs de Paris, et en faisant remarquer que notre protestation non signée mériterait une aussi fâcheuse qualification. Mes efforts n'obtinrent aucun résultat, et l'on s'empressa de se séparer. ' »

Une circonstance peut expliquer l'invincible répugnance des membres composant la majorité de cette réunion à donner leur signature, et leur empressement à se retirer : la colonne chargée d'aller prendre position à la place de la Bastille venait d'arriver à la porte Saint-Martin, et y rencontrait une résistance qui la forçait à des feux de mousqueterie et à des décharges d'artillerie dont les détonations arrivaient distinctement dans la demeure de M. Audry de Puyraveau. La marche des différentes colonnes alors en mouvement n'était, en effet, qu'un continuel combat.

La première colonne, parvenue vers midi et demi au Pont-Neuf, y avait rallié le 15^e léger. Un bataillon de ce régiment est laissé sur ce point ; le reste, se joignant à la colonne, traverse la première moitié du Pont-Neuf, à la suite de la garde, et, arrivé

1. *Souvenirs historiques* de S. Bérard. On lit dans ces *Souvenirs*, au sujet de cette réunion : « C'est là qu'on put surtout apprécier les opinions des députés qui eurent le plus d'influence dans la révolution de Juillet. Les hommes les plus prononcés, ceux dont l'opinion ne s'est jamais démentie, étaient Audry de Puyraveau, Bavoux, Bérard, Bernard (de Rennes), Chardel, Daunou, Duchaffault, Gallot, Labbey de Pompières, Lafayette, Laffitte, Marchal, Mauguin. Ces membres avaient fait le sacrifice de leur vie, et ils étaient prêts à tout tenter pour sauver le pays. Laborde et de Schonen montraient une ardeur au moins égale ; mais ils ne doivent pas être placés sur la même ligne parce qu'ils n'y ont pas longtemps persévéré. Bertin de Vaux, Gérard, Guizot, Louis, Méchin, Persil, Auguste Saint-Aignan, Villemain, ne paraissaient guère moins animés ; mais quelques jours s'étaient à peine écoulés, que presque tout leur patriotisme était pour ainsi dire évaporé. Les autres députés présents à nos réunions se divisaient encore en deux catégories : dans la première se placent les timides, les insignifiants, ceux qui, effrayés de tout ce qui se passait, n'avaient ni le courage de s'y associer franchement, ni l'audace de s'y opposer ; que les mesures vigoureuses épouvantaient, qui cherchaient à s'y soustraire, sans oser pourtant se séparer de nous. Je ne comprendrai dans la seconde catégorie que deux députés, parce que seuls ils ont hautement exprimé leur opinion : ce sont Casimir Périer et Sébastiani. J'ignore quel était le fond de leur pensée, mais ce que je sais bien, c'est que tous leurs efforts ont été employés à entraver le mouvement révolutionnaire, et qu'ils l'eussent tout à fait arrêté si cela avait été en leur pouvoir. »

au marché aux Fleurs, par le quai de l'Horloge, y est placé en position. Le général Talon fait avancer deux compagnies de cette troupe vers le Pont-au-Change et donne au chef de bataillon qui la commande l'ordre de tirer sur des groupes assez nombreux stationnés de l'autre côté du fleuve, place du Châtelet; cet officier déclare que ses soldats ne feront usage de leurs armes que lorsqu'on aura tiré sur eux; le général renouvelle son ordre et reçoit la même réponse. Pendant ce temps la garde faisait ses dispositions pour franchir une seconde fois le principal bras de la Seine et arriver sur la place de Grève, alors occupée par cinq ou six mille individus qui, dispersés sur les quais voisins, placés aux fenêtres de l'Hôtel de Ville et des maisons, commençaient à diriger sur elle un feu que la distance rendait encore peu meurtrier. Deux détachements sont formés : l'un, le plus nombreux, doit s'avancer avec la cavalerie et l'artillerie par le pont Notre-Dame et le quai Pelletier; le second doit traverser la Seine, un peu plus haut, sur un pont suspendu jeté en face même de la place. Au moment où le premier détachement s'ébranle, une forte colonne d'insurgés, précédée de tambours et ayant à sa tête d'anciens militaires et des jeunes gens des Écoles, débouche de la rue des Arcis sur le pont Notre-Dame. Un officier supérieur se porte au-devant d'elle et somme les individus qui la conduisent de rebrousser chemin. Plusieurs coups de fusil, qui tuent un adjudant, sont la seule réponse à cet ordre. Les lanciers, placés en tête de la troupe, s'écartent aussitôt en criant : *En avant, l'artillerie!* Deux pièces de canon, établies au milieu du pont, font feu; nombre d'insurgés tombent; la garde se met en mouvement, et, malgré une vive fusillade partie des deux côtés du quai et de la rue des Arcis, elle passe le pont, et prend position sur les quais de Gèvres et Pelletier. Le second détachement veut franchir à son tour le pont suspendu; mais, chaque fois qu'il s'y présente, il est repoussé par les décharges qui partent de la place et des fenêtres de l'Hôtel de Ville. Témoin de l'insuccès de ces tentatives, le général Talon ordonne à la compagnie formant sa tête de colonne sur le quai Pelletier de se porter en

avant. Trois fois les soldats arrivent en vue de l'Hôtel de Ville ; ils sont repoussés trois fois. Le général se met lui-même à la tête de la troupe : un vigoureux effort le fait arriver sur la place ; il s'y maintient ; quelques coups de canon à mitraille achèvent d'en chasser les insurgés qui se retirent dans les rues voisines ; ceux qui sont postés aux fenêtres de l'Hôtel de Ville font retraite par les derrières, et le détachement demeuré sur les quais de la rive gauche franchit enfin le pont suspendu.

Des postes sont immédiatement établis au débouché de toutes les rues ; des soldats remplacent les insurgés à toutes les ouvertures alors abandonnées de l'Hôtel de Ville ; mais c'est vainement que le général Talon veut s'étendre au delà de l'enceinte de la place : dans toutes les directions se dressent des barricades que défend, contre les attaques de la troupe, un feu continu, infatigable, qui part de tous les coins de rue environnants, des fenêtres, même des toits. Une nouvelle ligne de tirailleurs ne tarde pas d'ailleurs à inquiéter la garde ; de nombreux insurgés accourus de tous les quartiers de la rive gauche, postés au delà de la Seine, et abrités par le parapet du quai, ne laissent pas un moment de repos aux soldats du général Talon. Il y a plus : des groupes de combattants, emportés par le plus intrépide courage, se précipitent, à différentes reprises, contre la troupe, ici, par les rues ou par les quais, là, par le pont suspendu. Ce fut dans une tentative faite sur ce passage découvert, exposé de toutes parts aux balles, que tomba un jeune homme tenant un drapeau à la main, et qui s'élança en prononçant le mot d'*Arcole*, comme une invocation à l'acte héroïque qu'il entendait renouveler. Cependant la troupe commençait à manquer de cartouches ; et, depuis quelque temps elle retenait son feu, quand l'arrivée d'un bataillon suisse vient imprimer à la lutte une vivacité nouvelle. A la vue de cette troupe étrangère, le peuple, dont les rangs ne cessent de grossir, débouche de toutes les rues ; les Suisses le repoussent, le poursuivent et enlèvent plusieurs barricades qu'ils sont bientôt forcés d'abandonner. Les morts sont nombreux ; les pertes du bataillon suisse, surtout, sont considérables. La troupe, épu-

sée de fatigue, se borne bientôt à se maintenir sur la place et à s'y défendre contre la masse des tirailleurs qui l'y tiennent enfermée.

La seconde colonne, au marché des Innocents, n'était pas dans une position meilleure. Chargée d'occuper ce marché et de rayonner, de ce point, sur la ligne des boulevards et des quais, cette colonne s'était avancée par la rue Saint-Honoré sans y rencontrer d'autres obstacles que quelques barricades dont les défenseurs, se retirant successivement devant elle, ne s'arrêtèrent qu'au marché. Là, commença une résistance qui défia d'abord tous les efforts du général Quinsonnas : non-seulement les insurgés n'hésitaient pas à se présenter résolûment devant la troupe, et à lui rendre feu pour feu ; mais, de toutes les fenêtres partaient des coups de fusil ou tombaient de lourds ustensiles de ménage, des pierres et des pavés. Le feu nourri de la colonne finit cependant par lui ouvrir l'intérieur du marché ; elle s'en rend maîtresse après de grandes pertes des deux parts, et s'y installe. Cette position était en partie couverte et parfaitement régulière ; la défense en parut assez facile au général Quinsonnas, pour détacher vers la porte Saint-Denis un bataillon qui dégagerait la rue de ce nom, et en débusquerait les nombreux insurgés dont le feu ne cessait d'inquiéter sa position. Ce bataillon, commandé par un officier supérieur qui avait fait toutes les campagnes de l'Empire, le colonel de Pleineselves, emmenait deux pièces d'artillerie que firent presque aussitôt abandonner les difficultés du passage à travers les barricades, et leur inutilité dans une rue souvent étroite, partout tortueuse, et où le tir n'avait qu'une très-courte portée. Le bataillon continua sa route ; mais à mesure qu'il avançait, les obstacles semblaient se multiplier : à chaque pas, il avait une barricade à franchir et la fusillade la plus meurtrière à essuyer ; les balles arrivaient de tous les côtés, de face, de flanc, des rues, des fenêtres, même du faite des maisons. Parvenu près de l'église Saint-Leu, le colonel est mortellement blessé, son cheval tué ; il se fait placer sur un brancard, continue de commander le bataillon, et, secondé par l'inébranlable et calme

énergie de sa troupe, il parvient enfin à la porte Saint-Denis, où il s'arrête et s'établit pour faire panser ses blessés. « Mes amis, dit-il à ses soldats que la fatigue, la chaleur et le besoin accablaient, nous mourons de faim et de soif; ce que nous venons de voir, nous laisse peu d'espoir de vaincre; n'en remplissons pas moins notre devoir jusqu'au bout! »

Le 50^e de ligne devait garder cette position; M. de Pleineselves croyait l'y trouver: mais un ordre de Marmont venait d'enjoindre à ce régiment d'aller renforcer la brigade postée à l'Hôtel de Ville. Il y avait longtemps, d'un autre côté, que la colonne du général Saint-Chamans y avait passé. Cette dernière colonne, après avoir remonté la rue de Richelieu en refoulant devant elle des groupes considérables de curieux qui s'éloignaient ou se réfugiaient dans les rues latérales sans commettre la moindre hostilité, s'était ensuite avancée sur le boulevard qu'elle suivit jusqu'à la porte Saint-Denis sans essuyer un seul coup de feu. Mais là, des enfants montés sur la plate-forme de cet arc de triomphe, blessent grièvement l'officier commandant le peloton de lanciers formant l'avant-garde. Les groupes étaient nombreux aux angles des rues voisines; le général Saint-Chamans se contente de les faire disperser à l'arme blanche, et poursuit sa route. Arrivé à la porte Saint-Martin, il y est arrêté par une forte barricade dont les défenseurs déchargent leurs armes sur sa tête de colonne; un feu de peloton et deux coups de canon à mitraille suffisent pour les disperser; la colonne passe. Mais à compter de ce moment, les coups de fusil ne cessent plus: nulle part, cependant, ils n'arrêtent la troupe. Déployés en ligne, sur cette large voie, les soldats se bornent à répondre aux décharges faites contre eux, sans suspendre pour ainsi dire leur marche; ils avancent calmes, fermes, d'un mouvement toujours égal et l'arme au bras, avec une régularité que l'on eût remarquée dans le défilé d'une revue. Si quelques balles d'insurgés font des vides dans un rang, le rang se resserre et le vide est rempli sans que les compagnons des soldats tombés ralentissent leur pas, sans qu'on aperçoive le moindre flottement dans la mouvante ligne de fers aigus formée par leurs hautes et droites

baïonnettes. L'attitude de cette robuste et magnifique troupe n'offre ni abattement ni colère; une expression de profonde tristesse est seule empreinte sur ces mâles visages. Obligés de recevoir et de donner la mort pour soutenir des mesures qui leur sont inconnues et qu'ils n'auraient pu comprendre, pour des passions qu'ils ne partagent pas, ils obéissent sans crainte comme sans ardeur, à cette loi de pesante servitude dont l'observation, pour une troupe sous les armes, prend les noms d'honneur militaire et de sentiment du devoir.

La place de la Bastille, quand la colonne y arriva, était couverte d'une multitude d'hommes, de femmes et d'enfants que le général Saint-Chamans, devant la troupe, aborda en les engageant à rentrer dans leurs demeures. « Qu'y ferions-nous? répondirent quelques femmes; nous sommes sans ouvrage et sans pain. » Le général distribue tout l'argent qu'il a sur lui; quelques cris de *vive le roi!* se font entendre; mais ils sont immédiatement couverts par un cri formidable de *vive la Charte! à bas les ministres!* qui sort de tous les groupes environnants. Le général ordonne d'éloigner, de dissiper cette foule qui reflue vers les rues voisines et laisse alors à découvert plusieurs barricades dressées à l'entrée de la rue Saint-Antoine et de la place de Birague. Une fusillade partie presque aussitôt des fenêtres de cette place, blesse plusieurs soldats, ainsi qu'un officier supérieur, et devient le signal de nombreuses décharges dirigées sur la troupe, des angles de toutes les rues voisines, et auxquelles la garde répond par des feux de deux rangs. Deux détachements sont en même temps formés, et reçoivent l'ordre: l'un, de se porter en reconnaissance vers l'Hôtel de Ville, par la rue Saint-Antoine; le second, de se diriger sur la barrière du Trône, par la rue du Faubourg. Ce dernier détachement, composé d'infanterie, se met en marche et arrive péniblement à la barrière après avoir renversé cinq barricades qu'il trouve reconstruites et qu'il est obligé de détruire une seconde fois, quand il revient sur ses pas. L'autre détachement, composé de cavalerie, lanciers, cuirassiers et gendarmes, n'avait pu accomplir sa tâche: la rue Saint-Antoine, moins large que celle du

Faubourg , était défendue par des barricades plus nombreuses ; le détachement n'hésita cependant pas à s'y engager ; mais des tuiles , des pavés , des bûches , des meubles , des bouteilles cassées , qui tombant de toutes les fenêtres et de tous les toits , blessent ou tuent les hommes , embarrassent ou estropient les chevaux , arrêtent bientôt cette cavalerie , et l'obligent à rétrograder en laissant sur le terrain un assez grand nombre de morts ou de blessés. D'un autre côté , ce n'est plus seulement sa communication avec l'Hôtel de Ville que le général Saint-Chamans voit fermée : aucune force ne pourrait maintenant lui ouvrir la ligne des boulevards qu'il vient de traverser. Plusieurs rangées d'arbres séculaires ombrageaient cette grande voie ; à mesure que sa colonne avait avancé , ces arbres énormes , attaqués par la scie et par la coignée , étaient tombés derrière elle , et formaient sur toute l'étendue du boulevard , comprise entre le faubourg Saint-Antoine et le quartier des Italiens , plusieurs centaines de barricades armées , dans toutes les directions , de longues et fortes branches qui les rendaient infranchissables même pour l'infanterie ¹.

La quatrième colonne , chargée d'opérer entre les Champs-Élysées et la rue de Richelieu , accomplit sa mission sans rencontrer d'obstacles sérieux. Deux incidents signalèrent seuls sa marche. La compagnie d'avant-garde , en passant devant l'église de la Madeleine , dont on achevait la construction , reçut une décharge de coups de fusil et de pistolet faite sur elle par un groupe assez nombreux d'ouvriers qui se retirèrent dans l'église immédiatement après avoir tiré ; on les poursuivit jusque sur les échafaudages intérieurs où ils s'étaient réfugiés et qu'on

1. Une circonstance particulière aida puissamment à généraliser cet abattage , et à lui imprimer une grande rapidité. Nombre de propriétaires du boulevard se plaignaient de ce que ces arbres , par la grosseur de leurs troncs et de leurs branches , par l'étendue et l'épaisseur de leur feuillage , gênaient la vue de leurs boutiques ou donnaient de l'humidité à leurs appartements ; les insurgés ne songèrent à en abattre qu'un très-petit nombre ; mais les propriétaires mirent l'occasion à profit pour se débarrasser de tous ceux qui nuisaient à leurs maisons. Aussi , parmi les individus qui se livraient à cette destruction inutile , la classe des portiers et des concierges était-elle la plus nombreuse et la plus acharnée.

menaça d'incendier s'ils ne se rendaient pas; ils se livrèrent, furent enfermés dans l'église, puis délivrés au bout de deux heures par un détachement d'insurgés. Au retour de la colonne, son chef, le général Saint-Hilaire, apprenant qu'un assez grand nombre de gardes nationaux en uniforme et en armes, occupaient la mairie du 1^{er} arrondissement, y envoya quelques soldats avec l'ordre de la faire évacuer. « Nous ne sommes ici que pour maintenir l'ordre et protéger les propriétés, » s'écriaient les gardes nationaux en refusant de se retirer. — « Nous ne venons pas dans un autre but, » répondait le chef du détachement en raillant les gardes nationaux; et il les poussa de force hors du poste, ne songeant pas que ces propriétaires et ces marchands armés qu'il en chassait, de même que les soldats qu'il allait y laisser inactifs, étaient une double force perdue pour la cause qu'il défendait.

Aucune direction supérieure ne présidait à cette lutte, du côté de la population. Le soulèvement, partout où apparaissait la troupe, était, pour ainsi dire, spontané. Un admirable instinct de défense inspirait aux habitants de chaque rue, le même système de combat; partout, sans s'être concertés, on les voyait employer une tactique semblable; et les efforts, pour être individuels, isolés, n'en présentaient pas moins un ensemble qu'aurait pu difficilement leur donner l'organisation la mieux conçue. Les armes, sans être nombreuses, ne manquaient cependant pas : les anciens gardes nationaux, on le sait, avaient conservé leurs fusils; mais ces armes n'eussent peut-être pas suffi aux nécessités de la lutte si on n'y eût pas ajouté les armes de chasse, les fusils enlevés, la veille au soir, dans les différents postes, ceux donnés par le désarmement des sapeurs-pompiers et des vétérans, et par l'envahissement de plusieurs casernes. Quant aux munitions, poudre et plomb, trouvées chez les marchands ou que les particuliers possédaient, elles furent promptement épuisées : sur certains points on remplaça les balles de plomb par les billes de marbre qui servent aux jeux des enfants, par des clous, des boutons, même par des caractères d'imprimerie. Mais la pénurie ne tarda pas à cesser. La lutte ne

s'était vivement engagée sur les principaux points, que vers midi et demi. A trois heures, la poudrière, située dans le faubourg Saint-Marceau, près de la Salpêtrière, fournit d'amples ressources. Cet établissement gardé par un faible détachement de seize à vingt hommes, était tombé, dans la matinée, aux mains du peuple du quartier. De nombreux barils avaient aussitôt été transportés sur différents points de la rive gauche, entre autres, dans la cour des Gobelins, place Maubert, place de l'Odéon et passage Dauphine, où s'établirent des ateliers publics pour la fabrication des cartouches. Des femmes assises sur les portes, broyaient sur des pierres la poudre à canon pour la convertir en poudre à fusil; près d'elles, on fondait des balles avec le plomb qu'une foule d'individus allaient partout ramasser; des masses de papiers tombaient des fenêtres voisines, et quand les cartouches étaient faites, on ne se bornait pas à les donner à tout venant; des femmes, des jeunes filles en remplissaient leurs tabliers et allaient les distribuer sur les quais voisins de l'Hôtel de Ville.

Aucune lutte n'était encore engagée sur la rive gauche de la Seine; le 15^e léger, demeuré posté au Pont-Neuf et sur le Marché aux Fleurs, était le seul régiment qui fût en position de ce côté de Paris; mais ses soldats restaient l'arme au pied, et gardaient une sorte de neutralité que le peuple n'avait garde de rompre, car ils n'apportaient aucun obstacle à ses mouvements. Les quartiers de la rive gauche, dans cette journée, ne furent le théâtre d'aucune lutte; ils fournirent de nombreux auxiliaires aux combattants de la rive droite; mais ils furent surtout, pour ceux-ci, l'arsenal qui les approvisionnait. Jamais, d'ailleurs, une arme ne se reposait. Si le possesseur d'un fusil, soit fatigué, soit maladresse, cessait d'en faire usage, trente mains s'avançaient aussitôt pour le demander. Un élève de l'école polytechnique, M. Charras, hérite sur le quai, en face l'Hôtel de Ville, du fusil d'un ouvrier tué d'une balle en pleine poitrine; il n'a pas de cartouches: un enfant de quinze ans qui en portait un paquet voit son embarras: « Je vous les donnerai, lui dit-il, mais à condition que vous

me prêterez votre fusil *pour que je tire ma part.* » L'offre fut acceptée et le fusil rendu. Cette condition de restitution immédiate n'était pas toujours imposée ; souvent on laissait les armes aux mains de ceux à qui elles étaient prêtées, et, plusieurs jours, plusieurs semaines après les événements, plus d'un individu, dont tous les dehors annonçaient la misère, rapporta fidèlement le fusil ainsi confié.

Les écrivains, les jeunes gens, anciens *carbonari*, mêlés à l'insurrection, ne négligeaient, au reste, aucun moyen d'encourager et de soutenir l'énergie morale des combattants ; on avait fait circuler dès le matin, dans tous les groupes, le bruit que Charles X s'était enfui, et qu'un nouveau gouvernement venait de succéder au sien. Pour donner une apparence de réalité à cette fable, de nombreux placards imprimés en gros caractères et affichés sur les murs, vers le milieu de la journée, annonçaient que MM. de Lafayette, le général Gérard et le duc de Choiseul étaient membres du pouvoir nouveau. On s'efforçait d'agir en même temps sur la troupe et sur ses chefs, en faisant circuler ou en jetant sur son passage de petits imprimés dans lesquels on lisait : « que la patrie tenait un bâton de maréchal à la disposition du premier colonel qui ferait cause commune avec le peuple. » Mais le fait qui contribuait le plus puissamment à maintenir l'enthousiasme des combattants était l'unanimité de la résistance ; la population tout entière prenait part à la lutte soit d'une manière active, soit passivement. Le combattant, homme du peuple, avait pour lui tous les habitants ; les portes de toutes les maisons s'ouvraient pour le recevoir et le protéger ; les soldats, au contraire, ne rencontraient partout que des ennemis, en face, en arrière, sur les côtés, au-dessus, même au-dessous d'eux, car on tirait par les soupiraux des caves. Il n'était pas jusqu'à l'intensité d'une chaleur tout exceptionnelle qui ne fût pour la troupe un désavantage marqué : emprisonnés dans d'épais habits de drap que resserraient encore les buffleteries de leur équipement, chargés d'un sac pesant, d'une haute et lourde coiffure, les soldats éprouvaient le double tourment d'une lassitude sans repos, et d'une soif brûlante qu'ils ne pouvaient étan-

cher, tandis que leurs adversaires se battaient vêtus de blouses ou d'habits amples et légers, souvent même les bras nus, se reposaient quand il leur plaisait, et trouvaient partout des rafraîchissements¹. Toute chose était donc découragement pour ceux-là et encouragement pour ceux-ci. Applaudis par les femmes aux croisées, salués par les braves des simples curieux, ne voyant autour d'eux que des visages amis, les insurgés conservaient au milieu de la lutte toute l'insouciance et la gaieté du caractère national : des jeux de mots se mêlaient aux cris de combat, de bruyants éclats de rire au bruit de la mousqueterie, et l'on put voir un groupe de jeunes gens marcher contre la troupe précédés d'un violon.

Quand une révolution éclate, les faits qui la décident n'en sont jamais que le motif occasionnel ; elle a ses racines, sa raison d'être dans les faits antérieurs ; ce n'est pas le présent que l'on songe à punir, mais le passé. Les condamnés, les proscrits, les persécutés de toutes les époques, les anciens militaires de l'Empire, officiers ou soldats, encore si nombreux à ce moment, et dont la Restauration ou ses agents avaient brisé la carrière, en un mot, tout ce qui avait souffert, depuis 1814 et 1815, dans ses sentiments, dans sa fortune, dans sa personne, soit du rétablissement de la royauté, soit des mesures impolitiques de ses ministres et de ses fonctionnaires, venait de se jeter désespérément dans cette lutte, devenue le rendez-vous suprême de tous les mécontentements, de toutes les colères accumulées depuis quinze ans contre les Bourbons. Le colonel Barbier-Dufay, traité si cruellement en 1822, se faisait remarquer parmi les plus actifs et les plus intrépides². Un ancien *carbonaro* entre dans un atelier où plusieurs ouvriers demeuraient inoccupés ; « Quoi ! leur crie-t-il, vous restez ici quand vos frères se battent ! — Et pour quoi nous battrions-nous ? répond avec calme un ouvrier assez

1. Le thermomètre, pendant *les journées de juillet*, marqua une chaleur à peu près constante de 28 degrés Réaumur, soit 35 degrés centigrades. La température *moyenne* de Rio-de-Janeiro n'est, à l'échelle centigrade, que de 23° 1, et celle du Sénégal de 24° 6.

2. V. l. V, chap. vi.

Agé. — Pour renverser, chasser les Bourbons ! — Voilà bien des fois qu'on nous promet leur chute, et ils sont encore là. — **Mais** aujourd'hui c'est sérieux : vous n'entendez donc pas la fusillade et le canon ? — Ah ! c'est sérieux ! » répète à plusieurs reprises l'ouvrier, dont les traits s'animent par degrés. Bientôt il se lève, et gesticulant avec véhémence, il s'écrie : « Je suis un soldat de Waterloo ! Leurs cours prévôtales m'ont condamné aux galères pour avoir crié : *Vive l'Empereur !* Voilà bien longtemps que j'attends ! Enfin, nous allons donc régler notre compte ! » Il sort en entraînant ses camarades, et, à peu de temps de là, se faisait tuer sur la place de Grève.

Le général Talon, épuisant les cartouches de ses soldats à se maintenir sur cette place ; le général Saint-Chamans, stationnant sur la place de la Bastille sans pouvoir communiquer avec l'Hôtel de Ville ni reprendre la ligne des boulevards ; le bataillon du colonel de Pleineselves également coupé de toutes ses communications, à la porte Saint-Denis ; le général Quinsonnas emprisonné, pour ainsi dire, par l'insurrection sur le marché des Innocents, voilà quelle était la position des colonnes de Marmont vers les deux heures et demie, lorsque ce maréchal, qui ne connaissait encore qu'une partie de ces faits, dictait pour Charles X, à son aide de camp, M. de Guise, la lettre suivante :

« J'ai mis en mouvement mes différentes colonnes à l'heure indiquée. Le général Talon est à la place de Grève. J'ai une communication assurée avec lui par un bataillon qui occupe le débouché du Pont-Neuf. Le général Saint-Chamans marche par les boulevards pour s'établir place de la Bastille. Le général de Wall, parti de la place Vendôme, occupe avec ses troupes la place des Victoires. Malgré tout cela, tout l'espace entre lui et moi est rempli de groupes insurgés, et nous ne pouvons communiquer que par la place Vendôme.

« Le général Quinsonnas est arrivé au marché des Innocents ; mais, après avoir tourné et détruit plusieurs barricades, et refoulé dans la rue Saint-Denis tout ce qui s'opposait à sa marche, de nouveaux groupes se sont reformés derrière lui, et je ne puis avoir de ses nouvelles que par des officiers déguisés.

« Dans la marche des troupes, partout les groupes se sont dispersés à leur approche ; mais, dans presque toutes les rues, des coups de fusil

sont partis des fenêtres de toutes les maisons ; les troupes assaillies ont riposté, et leur marche partout n'a été qu'un combat.

« Les troupes ne sauraient courir le risque d'être forcées dans leurs positions ; mais je ne dois pas vous cacher que la situation devient de plus en plus grave. »

Marmont en était là de sa dépêche lorsqu'un de ses aides de camp annonce et introduit M. Arago. Ce savant illustre avait reçu le matin, d'une amie du duc de Raguse, une lettre où cette dame le conjurait d'aller trouver le maréchal, et d'essayer l'empire qu'il avait sur son esprit pour l'amener à prendre une résolution utile aux intérêts de son honneur et au salut du pays. M. Arago prenant avec lui son fils aîné, encore adolescent, se rendit aux Tuileries. « En entrant dans le premier salon, a-t-il dit, j'aperçus des employés des affaires étrangères et même des rédacteurs de journaux ¹. Un grand nombre d'officiers remplissaient l'appartement du maréchal. La majorité se montrait fort exaltée et, dans mon opinion, fort peu raisonnable. » Les principes politiques de M. Arago étaient connus ; il passait, à juste

1. Entre autres des rédacteurs de la *Quotidienne*. Le matin même ce journal publiait les lignes suivantes : « Le parti révolutionnaire voudrait pousser les choses à l'extrême. Chose étonnante ! des hommes à écus, des banquiers et des industriels, dont toute la politique devrait être dans leur caisse, ne craignent pas de se jouer avec les passions populaires, et de chercher un appui dans le mécontentement qu'ils ont d'abord excité. En voilà qui, aujourd'hui, ferment leurs ateliers, qui jettent sur le pavé de Paris une multitude d'ouvriers que leur état ne devrait pas mêler aux tumultes. Ces grands amis du peuple voudraient affamer le peuple, et leur espérance est que leur propre injustice excitera contre le roi ces malheureux privés de travail. C'est ici une machination infernale. Mais ce qui mérite véritablement l'attention, c'est l'hostilité publique et manifeste de ces hommes d'argent. Qu'ils y songent bien ; ce sont eux qui commencent l'attaque. Ils n'ont pas ce qu'il faut pour la conduire à son dernier terme ; il faut avoir tous les jours une multitude à faire écraser par les chevaux des gendarmes. Des crimes, des révoltes, des émeutes, tout cela ne tue pas une monarchie qui a un gouvernement bien réglé, des ministres résolus, et une armée fidèle. Que les banquiers donc qui suspendent leurs affaires en haine du roi, que les industriels qui ferment leurs ateliers, que les fabricants qui ferment leurs usines, que tous ces hommes audacieux y réfléchissent encore. Ces conseils, nous les donnons avec un entier désintéressement ; car, plus que personne, nous sommes persuadés que *force restera à justice*. »

titre, pour un ami de la liberté, en d'autres termes pour un *libéral*. A sa vue, plusieurs de ces militaires, officiers de cour ou de faveur, étaient entrés en effet dans une vive irritation et avaient fait entendre de telles menaces, que le colonel de Komiérowski, premier aide de camp de Marmont, s'approchant vivement de M. Arago, lui dit : « Si quelqu'un ose porter la main sur vous, je lui abats le poignet d'un coup de sabre. » C'était cet officier qui venait de l'introduire auprès du duc de Raguse. « Je pris le maréchal à l'écart, a ajouté M. Arago, je lui dis qu'il n'y avait pour lui qu'un seul parti à prendre, se rendre sur-le-champ à Saint-Cloud, déclarer au roi qu'il ne pouvait plus conserver le commandement s'il ne retirait les ordonnances et ne renvoyait le ministère. Le maréchal était dans un état de malaise difficile à exprimer. Ses idées sur les ordonnances n'avaient pas changé : il trouvait ces actes, le mercredi, aussi criminels que le lundi ; mais il était retenu par des sentiments presque indéfinissables ; il ne croyait pas pouvoir abandonner la partie pendant le combat. Je crois qu'il éprouvait aussi quelque regret, je dirai même quelque honte, de voir que les meilleures troupes de l'Europe étaient battues dans presque tous les quartiers de Paris par un peuple pris à l'improviste. J'allais peut-être l'amener à une détermination, lorsqu'une circonstance fit revivre dans toute sa force le point d'honneur militaire. » Cette circonstance était la soudaine arrivée de l'aide de camp du général Quinsonnas, qui, parvenu au Carrousel à travers mille périls et sous un déguisement, venait annoncer que son général ne pourrait plus tenir au marché des Innocents, si on ne lui envoyait du renfort. « N'avez-vous donc pas du canon ? répondit Marmont avec une impatience fiévreuse. — Du canon, monsieur le maréchal ! mais on ne dresse pas des canons en l'air ! Que peuvent des canons contre les pavés, les meubles, qui, de toutes les fenêtres, tombent sur la tête des soldats ? » Marmont se promenait à pas précipités ; son agitation était extrême : « Du renfort ! disait-il à l'aide de camp ; je n'en ai pas à envoyer à votre général. Qu'il se tire de là comme il pourra ! » L'aide de camp sortit. « Je cherchai à montrer au maréchal, ajoute M. Arago, que le peuple était en

état de légitime défense et qu'on ne pouvait l'accuser, puisqu'il combattait pour des institutions qu'on avait juré, au pied des autels, de respecter et de défendre. J'en étais là lorsqu'on annonça l'arrivée des députés. J'en tirai dans une salle voisine. ¹ »

Les commissaires désignés chez M. Audry de Sancy s'étaient d'abord rendus dans la demeure de M. Laffitte pour concerter sur les moyens d'arriver sûrement auprès du roi. Tous n'étaient pas également rassurés sur les résultats de cette démarche. En entrant sur la place du Carrousel, le comte de Périer dit à M. Laffitte : « Je crains bien que nous ne nous jeter dans la gueule du loup. » M. Périer n'avait rien redouter pour lui ; mais ses craintes étaient plus fortes pour le roi, ne pouvant le supposer à l'égard de trois autres membres de la députation.

Les ministres, ainsi que l'avait dit le matin, M. de Montbel à M. de Chabrol, avaient eu l'intention de se rendre au Palais-National pour le conseil ordinaire du mercredi. Mais, à onze heures, du développement que prenait l'insurrection, ils pensèrent que leur place était aux Tuileries, et qu'ils devaient rester en permanence auprès du duc de Raguse ². M. de Montbel a soutenu, devant la Cour des pairs, que ni lui ni ses collègues ne délibéraient ; il y avait des ministres, a-t-il dit, mais pas de ministère ; tous les pouvoirs se trouvaient entre les mains du duc de Raguse. Cette assertion est inexacte. M. de Polignac et ses collègues ne restaient pas en permanence aux Tuileries dans le seul but de demander ou de recevoir des ordres, occupation trop frivole dans un pareil moment où l'on discutait certaines résolutions dont l'exécution était de leur responsabilité laissée au duc de Raguse pour qui les ministres, de la couronne, ainsi réunis, demeuraient l'autorité supérieure, constituaient le gouvernement. Deux de ces résolutions eurent pour objet, la première, la formation d'un conseil de guerre dont les membres, immédiatement désignés,

1. Déposition de M. Arago devant la Cour des pairs.

2. Protestation adressée par M. de Montbel à la Cour des pairs.

siéger aux Tuileries, pour y prononcer sur le sort des insurgés pris les armes à la main; la seconde, l'arrestation des hommes politiques signalés, autour des ministres, comme les chefs probables de l'insurrection. Une liste de douze noms, réduite ensuite à sept, fut remise par M. de Polignac au duc de Raguse qui écrivit l'ordre suivant :

Le maréchal de France, duc de Raguse, commandant général de toutes les troupes à Paris, ordonne de faire les arrestations suivantes : *M. Laffitte*, le général *Gérard*, *M. Mauguin*, le général *Lafayette*, *MM. Audry de Puyraveau*, *Eusèbe de Salverte* et *Marchais*¹. »

Cet ordre est donné par Marmont au colonel de gendarmerie de Foucault qu'il charge de l'exécution. Cet officier prend dans un almanach du commerce l'adresse des sept personnes dont on vient de lire les noms et se rend au ministère de la justice, accompagné d'un adjudant-major et d'un trompette, pour faire expédier dans les bureaux de cette administration, autant d'extraits qu'il y a de personnes à arrêter. A peine a-t-il quitté les Tuileries que l'on annonce à Marmont, que MM. Laffitte, le général Gérard, Mauguin, le comte de Lobau et Casimir Périer, viennent d'arriver au Carrousel et demandent à conférer avec lui. La loyauté du maréchal se révolte à la pensée de voir les trois premiers de ces députés, victimes de leur confiance dans son honneur; il appelle son premier aide de camp : « Que l'on courre à la recherche du colonel Foucault ! lui crie-t-il ; qu'on lui retire l'ordre que je lui ai donné il y a un instant ! Envoyez un, deux, trois officiers ; allez-y vous-même, s'il le faut ! » Un aide de camp part, et ramène bientôt le colonel de gendarmerie. L'ordre est remis à Marmont qui le déchire ; les cinq députés sont introduits². « Il était seul, a dit M. Laffitte. Je lui peignis en termes énergiques l'état affreux de la capitale, les dangers qui en résultaient pour le pays et pour le trône lui-même. Le duc de Raguse

1. M. Marchais était le membre le plus actif de la société *Aide-toi, le ciel t'aidera* ; il dirigeait et signait toute la correspondance de la société sous le titre de secrétaire.

2. Dépôts des colonels de Komierowski et de Foucault.

m'écouta avec un sentiment bien prononcé de bienveillance et aussi avec un sentiment non moins prononcé de ce qu'il regardait comme son devoir d'obéir aux ordres qu'il avait reçus. Il s'établit entre lui et moi une discussion à ce sujet. Le duc de Raguse me dit que ses ordres étaient positifs et que l'honneur l'obligeait à les exécuter. Il croyait que le seul moyen de s'entendre et d'arrêter l'effusion du sang, était d'obtenir d'abord de la population de Paris, l'obéissance aux ordres de l'autorité. Je lui dis que lorsque tous les droits du pays avaient été violés, il ne fallait pas s'attendre à cette obéissance ; que nous ne pouvions exercer quelque influence sur les masses qu'en annonçant, pour première condition, le changement du ministère et le retrait des ordonnances. Le duc de Raguse montra les sentiments les plus honorables en nous parlant de la difficulté de sa position, de ce qu'il regardait comme une *fatalité* de sa vie ; il nous dit qu'il partageait nos sentiments, mais qu'il était enchaîné par le devoir. Je lui demandai s'il n'avait pas un moyen certain et prompt de faire connaître au roi l'état des choses et notre démarche. Il répondit qu'il s'en chargeait avec empressement et qu'il en désirait le succès de tout son cœur. Mais il ne nous dissimula pas qu'il n'en espérait rien '. »

Dans le cours de cet entretien, et quand il se plaignait avec le plus d'amertume des tristes devoirs que lui imposait son honneur de soldat, Marmont interpella le général Gérard et le comte de Lobau de déclarer si, à sa place, ils n'agiraient pas comme lui. Ces deux généraux gardèrent le silence. En revanche, lorsque le maréchal eut répondu à la dernière demande du chef de la députation qu'il n'attendait rien de la communication qu'il ferait au roi de cette démarche, M. Laffitte répliqua : « En ce cas, je suis décidé à me jeter corps et biens dans le mouvement. » A ce moment, un officier entre, et dit à Marmont quelques mots à voix basse : « Auriez-vous de la répugnance à voir M. de Polignac ? » demande le maréchal aux députés. « — Nous répondimes que non, a ajouté M. Laffitte. Le duc de Raguse nous

quitta pour passer dans une pièce voisine, et, au bout de quelques minutes, il revint nous dire qu'il avait fait part de nos propositions au prince de Polignac; qu'il lui avait fidèlement rapporté notre conversation, et que M. de Polignac lui avait répondu qu'une entrevue avec lui était inutile. En conséquence, nous nous retirâmes. ¹ »

Pendant l'entretien des députés avec Marmont, M. Arago était resté dans un salon voisin : « Je liai conversation avec M. Delarue, un des aides de camp du maréchal, a-t-il dit, je le priai d'annoncer au duc de Raguse que je le reverrais le lendemain si c'était possible, c'est-à-dire si les troupes n'avaient pas passé tout à fait du côté du peuple. Ces paroles firent une très-vive impression sur M. Delarue; il me dit qu'on n'avait reçu aucun renseignements qui apprît rien de semblable. Je répondis qu'en parcourant différents quartiers j'avais vu les troupes fraterniser avec le peuple. « Mais cette nouvelle est très-importante, me dit-il, il faut la communiquer à M. de Polignac ! » Je refusai de voir ce ministre, voulant me réserver le droit, en rentrant dans les flots du peuple, d'affirmer que j'ignorais que les ministres fussent aux Tuileries et que je leur avais parlé. M. Delarue tenait tellement à communiquer cette circonstance à M. de Polignac, qu'il me demanda la permission de la lui faire connaître. Il revint un moment après, la figure toute décomposée, et s'écria en m'abordant : « Nous sommes perdus ! notre premier ministre n'entend pas même le français. Lorsque je lui ai dit que la troupe fraternisait avec le peuple, il m'a répondu : *Eh bien, il faut tirer aussi sur la troupe* !² »

Pendant ce temps, Marmont, ainsi qu'il l'avait promis aux députés, terminait sa lettre à Charles X par les lignes suivantes :

1. Déposition de M. Laffitte. — Voici à ce sujet la déclaration de M. de Polignac devant la Cour des pairs : « Nous ne savions pas exactement toute la gravité des circonstances; nous ne savions quel parti prendre; nous espérions toujours que tout se calmerait. » Peu d'instants auparavant, un fervent royaliste, M. Ferdinand de Berthier, avait rapporté à M. de Polignac qu'il venait de parcourir les principaux quartiers de Paris, et que tout allait pour le mieux en faveur de la cause royale.

2. Déposition de M. Arago.

« A l'instant où j'allais fermer ma lettre, se sont présentés chez moi MM. Casimir Périer, Laffitte, Mauguin, le général Gérard et le général Lobau. Ils m'ont dit qu'ils venaient me demander de faire cesser le feu. Je leur ai répondu que je leur faisais la même prière; mais ils mettent pour condition à leur coopération la promesse du rapport des ordonnances. Je leur ai répondu que, n'ayant aucun pouvoir politique, je ne pouvais prendre aucun engagement à cet égard. Après une assez longue conversation, ils se sont bornés à me demander de rendre compte de leur démarche à Votre Majesté. Je pense qu'il est urgent que Votre Majesté profite *sans retard* des ouvertures qui lui sont faites. »

Le maréchal remit cette dépêche au colonel de Komiérowski. « Vous allez faire la plus grande diligence, dit-il à son premier aide de camp; vous verrez le roi, vous ajouterez de vive voix aux faits que contient ma lettre, tous les détails que vous connaissez et qui peuvent donner à Sa Majesté une connaissance exacte de la situation. Vous insisterez pour une réponse précise. » Lorsque les députés étaient arrivés auprès de Marmont, un officier du dauphin, qui se trouvait depuis quelque temps dans la pièce où M. de Polignac et ses collègues se tenaient réunis, était immédiatement parti pour Saint-Cloud. Au moment où l'aide de camp du duc de Raguse s'appretait à quitter le Carrousel, un courrier porteur d'une lettre de M. de Polignac à Charles X montait à cheval, et devait devancer cet officier à la résidence royale.

Cependant, les députés qui s'étaient rencontrés chez M. Audry de Puyraveau s'assemblaient, ainsi qu'ils en étaient convenus, dans la demeure de M. Bérard, et, à quatre heures, les cinq commissaires venaient y rendre compte de leur démarche auprès du duc de Raguse. Cette communication était à peine terminée que M. Coste, gérant du *Temps*, à qui l'on avait remis la protestation rédigée par M. Guizot, pour la faire imprimer et afficher, en apporta une *épreuve*, et déclara qu'il ne la ferait pas tirer et ne la publierait pas, si elle ne portait pas de signatures. La discussion du matin se renouvela; la généralité des députés présents persistaient à ne vouloir pas laisser figurer leurs

rapport du comte de Bastard à la Cour des pairs.

noms au bas de cet acte; M. Bérard s'emporta : deux de ses collègues et lui-même, disait-il, étaient prêts à signer au nom de tous. Un moyen terme fut alors proposé : « Ne donnons pas de signatures, dirent quelques membres ; mais dressons une liste de noms que l'on imprimera à la suite de la protestation, en les faisant précéder de la mention : *étaient présents.* » Cet expédient permettait de nier, au besoin, toute participation matérielle à cette déclaration collective; il parut encore trop dangereux à quelques membres, qui ne consentirent à une désignation nominale qu'à la condition d'en voir le péril et la responsabilité étendues à tous ceux de leurs collègues, présents à Paris ou dans les environs, dont on pouvait espérer l'adhésion. « C'est cela ! s'écria ironiquement M. Laffitte ; si nous sommes vaincus, personne n'aura signé ; si nous sommes vainqueurs, tout le monde aura donné sa signature ou adhéré ! » Les députés présents étaient au nombre de quarante et un ; on fit une liste de soixante-trois noms ; celui de M. Dupin aîné était du nombre ; mais M. Mauguin l'effaça, en faisant observer que le maintenir était s'exposer, de la part de M. Dupin, à quelque réclamation fâcheuse ¹. Cette question décidée, on convint de se réunir une troisième fois, à dix heures du soir. M. Bérard offrit de recevoir de nouveau ses collègues ; mais on objecta que le nombreux concours de personnes qui venait d'avoir lieu dans sa demeure, avait dû la signaler ; celle de M. Audry de Puyraveau, où l'on s'était déjà rencontré le matin, fut désignée pour ce troisième rendez-vous. Plusieurs fois, pendant cette réunion, des combattants s'étaient présentés, demandant une direction et des chefs, et, chaque fois, ils n'avaient reçu que des réponses évasives. « Au moment où Sébastiani, Gérard et Lobau se retiraient, a dit M. Bérard, ils furent traités durement par des jeunes gens qui se trouvaient dans ma cour, et qui leur reprochaient de manquer à la fois de courage et de patriotisme. Il faut avouer qu'en effet l'heure du dévouement n'avait pas encore sonné pour un grand nombre de nos collègues, et que,

1. *Souvenirs historiques* de S. Bérard.

« A l'instant où j'allais fermer ma lettre, se sont pr^{és}entés MM. Casimir Périer, Lafitte, Mauguin, le général Lobau. Ils m'ont dit qu'ils venaient me demander Je leur ai répondu que je leur faisais la même pour condition à leur coopération la promesse d'un succès de l'ins- nances. Je leur ai répondu que, n'ayant au motif de la résistance pouvais prendre aucun engagement à cet conversation, ils se sont bornés à me leur démarche à Votre Majesté. Je pe- justé profite *sans retard* des ouvert-
 « *Je ne suis pas* comme un événement pos-
 « *Je ne suis pas* les ministres, aux Tuileries, dé-

Le maréchal remit cette d
« Vous allez faire la plus g
aide de camp ; vous ver
aux faits que contient
naissance et qui peuv
exacte de la situ
cise. » Lorsque
un officier du
dans la pièc
réunis, étai
où l'aide
Carrouse
à Char'
la rési
Ce
dry
nu
ce
r

mais l'article 14 les rend *constitu-*
 mes la même confiance que dans
 ans doute les nouvelles apportées
 , qui avait quitté M. de Polignac lors-
 décerné contre six membres de la
 remis par Marmont à M. de Foucault, et
 . trois de ces membres arrivaient au Car-
 ajouta : « D'ailleurs, les chefs du mouvement
 maintenant arrêtés, et l'on vient de nommer un
 re qui siégera aux Tuileries et fera justice som-
 surgés pris les armes à la main. » En ce moment, le
 ain de décharges d'artillerie se faisait distinctement
 re; ces détonations encourageaient la persistance de
 e Vitrolles : « Mais la révolte n'est pas encore vaincue,
 disait-il, et le roi me permettra d'insister sur les avantages que,
 à tout événement, il y aurait à ne pas fermer la porte aux com-
 munications, même aux négociations avec les hommes que l'on
 peut regarder comme les chefs du mouvement. Céder quelque-
 fois aux circonstances, pour se mettre mieux en mesure de les
 dominer plus tard, est une politique que Richelieu lui-même a
 recommandée. » — « Un tel rôle serait au-dessous de ma dignité,
 répondait le roi; je ne veux ni ne dois traiter avec des sujets en
 révolte. Qu'ils déposent les armes; ils connaissent assez ma bonté
 pour être sûrs du pardon le plus généreux. » L'arrestation des
 chefs de l'insurrection, la formation d'un conseil de guerre aux
 Tuileries, étaient des faits nouveaux pour M. de Vitrolles; le roi,
 d'un autre côté, se montrait si pleinement rassuré, et semblait
 si confiant dans l'issue de la lutte, que, arrivé sous l'impression
 d'un grave péril, M. de Vitrolles se sentit bientôt moins alarmé;
 son insistance, au sujet des négociations proposées, devint moins
 vive. Au moment de quitter le roi, ce dernier l'interpella : « Je
 n'ai qu'une chose à vous demander, lui dit-il. Croyez-vous qu'il
 conviendrait mieux que je fusse dans ce moment-ci à Paris? »
 — « J'aurais applaudi à cette résolution, répondit M. de Vitrolles,
 avant de connaître l'existence du conseil de guerre qui siège
 aux Tuileries; mais je ne crois pas que le roi puisse s'y rendre

pour quelques-uns, cette heure a été bien tardive. Il y avait surtout dans la conduite de Périer des mystères que le temps seul pourra dévoiler, et que le défaut de courage n'explique pas même suffisamment ¹. » — Un doute profond du succès de l'insurrection n'était pas, en effet, le seul motif de la résistance opposée par quelques députés aux efforts tentés pour les entraîner dans le mouvement ; non-seulement ces députés ne voyaient pas encore la chute de Charles X comme un événement possible ; mais à l'heure même où les ministres, aux Tuileries, décidaient l'arrestation du général Gérard, le roi recevait à Saint-Cloud des ouvertures de rapprochement inspirées, encouragées par M. Casimir Périer, et dans lesquelles le nom du général Gérard était surtout prononcé.

La veille, au soir, un médecin qui avait d'étroites relations avec ce général, le docteur Thibaut, était venu prier M. de Vitrolles de faire auprès de Charles X une démarche conciliatrice. Cette tentative, disait-il, était sollicitée par le général Gérard et par plusieurs de ses amis politiques qui, se défiant des ministres, recouraient à l'influence que M. de Vitrolles avait pu conserver sur l'esprit du roi, pour obtenir directement de ce dernier qu'il donnât l'ordre de suspendre le combat, et consentît à écouter les plaintes de la population. « Le général Gérard, ajoutait le docteur Thibaut, ne prendrait aucune part à une insurrection populaire, mais il n'hésiterait pas, dans un intérêt d'ordre public, à accepter le commandement des troupes qui refuseraient de soutenir les ordonnances. » M. de Vitrolles promit de faire la démarche, et, le lendemain mercredi, vers une heure, il se rendit à Saint-Cloud. Le roi conférait, en ce moment, avec l'intendant de sa liste civile. Cet entretien d'affaires, sans importance sérieuse, se prolongea longtemps ; enfin, à deux heures et demie, M. de Laboullerie quitta le cabinet de Charles X, et M. de Vitrolles put entrer. Le roi paraissait dans la sécurité la plus absolue ; il répondit à la proposition d'arrêter l'effusion du sang : « Je suis dans mon droit. Les ordonnances

1. *Souvenirs historiques* de S. Bérard.

peuvent ne pas être *légales* ; mais l'article 14 les rend *constitutionnelles* , et j'ai dans mes armes la même confiance que dans mon droit. » Puis , répétant sans doute les nouvelles apportées par cet officier du dauphin , qui avait quitté M. de Polignac lorsque l'ordre d'arrestation décerné contre six membres de la Chambre venait d'être remis par Marmont à M. de Foucault , et au moment même où trois de ces membres arrivaient au Carrousel , Charles X ajouta : « D'ailleurs , les chefs du mouvement doivent être maintenant arrêtés , et l'on vient de nommer un conseil de guerre qui siégera aux Tuileries et fera justice sommaire des insurgés pris les armes à la main. » En ce moment , le bruit lointain de décharges d'artillerie se faisait distinctement entendre ; ces détonations encourageaient la persistance de M. de Vitrolles : « Mais la révolte n'est pas encore vaincue , disait-il , et le roi me permettra d'insister sur les avantages que , à tout événement , il y aurait à ne pas fermer la porte aux communications , même aux négociations avec les hommes que l'on peut regarder comme les chefs du mouvement. Céder quelquefois aux circonstances , pour se mettre mieux en mesure de les dominer plus tard , est une politique que Richelieu lui-même a recommandée. » — « Un tel rôle serait au-dessous de ma dignité , répondait le roi ; je ne veux ni ne dois traiter avec des sujets en révolte. Qu'ils déposent les armes ; ils connaissent assez ma bonté pour être sûrs du pardon le plus généreux. » L'arrestation des chefs de l'insurrection , la formation d'un conseil de guerre aux Tuileries , étaient des faits nouveaux pour M. de Vitrolles ; le roi , d'un autre côté , se montrait si pleinement rassuré , et semblait si confiant dans l'issue de la lutte , que , arrivé sous l'impression d'un grave péril , M. de Vitrolles se sentit bientôt moins alarmé ; son insistance , au sujet des négociations proposées , devint moins vive. Au moment de quitter le roi , ce dernier l'interpella : « Je n'ai qu'une chose à vous demander , lui dit-il. Croyez-vous qu'il conviendrait mieux que je fusse dans ce moment-ci à Paris ? » — « J'aurais applaudi à cette résolution , répondit M. de Vitrolles , avant de connaître l'existence du conseil de guerre qui siège aux Tuileries ; mais je ne crois pas que le roi puisse s'y rendre

quand un conseil de cette nature y prononce des jugements nécessairement suivis d'exécutions; le roi s'appelle Charles X; je craindrais un rapprochement trop facile entre son nom et celui de son prédécesseur Charles IX. » — « Vous avez raison, » répondit le roi.

Revenu à Paris, vers les six heures du soir, M. de Vitrolles put se rendre compte des illusions où l'on entretenait son maître; il vit le Louvre et les Tuileries littéralement entourés par une ligne de feux de mousqueterie; on se battait partout : l'insurrection, loin de faiblir, semblait avoir acquis de nouvelles forces; des quartiers et des rues qu'il avait laissés au pouvoir de la troupe, étaient au pouvoir des insurgés. Il écrivit immédiatement à M. de Polignac : « Je quitte notre maître; il est dans l'erreur sur l'état réel des choses. Cette situation ne saurait se prolonger sans le plus grand péril. Si vous n'êtes pas certain de terminer la lutte dans les vingt-quatre heures, prenez en main les négociations qu'on m'a proposées et que je suis prêt à vous remettre. » Quelques détails sommaires sur les propositions du docteur Thibaut terminaient cette lettre qui ne put arriver à M. de Polignac qu'à l'aide d'une escorte, après deux tentatives infructueuses, et que ce ministre laissa sans réponse. Le docteur Thibaut avait impatiemment attendu le retour de M. de Vitrolles : « J'ai trouvé le roi très-ferme, très-décidé, lui dit ce dernier; il ne peut traiter avec des sujets en armes; qu'ils rentrent dans le devoir; ils peuvent se fier à sa clémence. » Le soir, après avoir fait connaître cette réponse à ses commettants, le docteur revint, et sollicita M. de Vitrolles de se rendre de nouveau auprès de Charles X, qui, mieux éclairé sur l'état des choses, se montrerait certainement plus facile à un accommodement. « On est disposé à toutes les démarches nécessaires pour ménager la dignité royale, disait-il, et, s'il en était besoin, les grands corps de l'administration et de la magistrature, le conseil général de la Seine, la Cour de cassation et la Cour royale, en robes rouges, se rendraient à Saint-Cloud; la couronne ne paraîtrait pas subir une nécessité; elle ne semblerait céder qu'à des prières. » Puis, il ajouta : « Dans mon opinion personnelle, les

choses sont plus avancées que ne le pensent mes amis, et que vous-même ne pouvez le supposer. Je ne regarde pas comme impossible que la déchéance du roi soit prononcée demain. » M. de Vitrolles consentit à se prêter à une seconde démarche, mais après avoir revu le docteur, et connu les paroles que ses amis politiques désiraient qu'il portât au roi.

Paris, en ce moment, était tout entier en armes : chaque quartier, hérissé de barricades demeurait, pour ainsi dire, étranger au quartier voisin. De là les rumeurs les plus fausses, les versions les plus contradictoires : sur un point, on regardait la défaite comme certaine ; ailleurs, le triomphe semblait assuré. Le sentiment de la peur et celui de l'espérance, surexcités par l'ébranlement physique et moral que jetaient dans toutes les organisations les détonations de la mousqueterie, de l'artillerie et le tintement des cloches de toutes les églises sonnant le tocsin, portaient jusqu'à leurs plus extrêmes limites le découragement ou l'exaltation. Le fait réel, c'est que, vers les six heures du soir, lorsque M. de Vitrolles revenait de Saint-Cloud, l'insurrection était la plus forte sur tous les points, et qu'une seule des colonnes sorties, à midi, des Tuileries se maintenait encore sur la position que lui avait assignée Marmont.

C'était vers les deux heures que, dans son impatience fiévreuse, le duc de Raguse avait jeté ce mot à l'aide de camp du général Quinsonnas demandant du renfort : « Je n'en ai pas à vous donner ! que votre général s'en tire comme il pourra ! » Peu de moments après, le maréchal faisait cependant transmettre au bataillon du 15^e léger, demeuré au Pont-Neuf, l'ordre de se porter au marché des Innocents. Cette troupe gardait sa position sans être inquiétée par les insurgés placés à des barricades échelonnées en face d'elle, rues de la Monnaie et des Prouvaires. Ces rues, en grande partie dépavées, conduisaient à la position du général Quinsonnas. Lorsque le colonel du 15^e, suivi de la moitié de son bataillon, se présente devant la première barricade, il somme ses défenseurs de le laisser passer. Ceux-ci refusent, interpellent les soldats, les engagent à venir de leur côté ; quelques-uns même franchissent la barricade, abordent les carabiniers placés en

tête de la colonne, et s'efforcent de les entraîner. Le colonel recourt aux remontrances, aux ordres, aux menaces ; on n'en tient aucun compte ; il annonce qu'il va faire tirer. Les insurgés repassent la barricade, et attendent. Les soldats apprêtent leurs armes et les mettent en joue ; mais au lieu de faire entendre le commandement de *feu* ! le colonel ordonne de mettre l'arme au bras et de marcher. La troupe s'avance ; tous les ménagements de son chef ont été vains ; quand elle n'est plus qu'à quelques pas des insurgés, ceux-ci tirent ; les soldats ripostent, enlèvent la barricade, et poursuivent leur chemin. Des décharges les accueillent alors de tous les côtés ; les barricades qu'ils laissent derrière eux sont immédiatement reformées ; bientôt le colonel a son cheval tué et le chef de bataillon est blessé. Cependant, la troupe arrive au marché des Prouvaires ; mais la fusillade, sur ce point, devient si meurtrière, qu'en quelques minutes neuf hommes de la compagnie de carabiniers sont mis hors de combat. Le colonel arrête sa troupe ; persister à la conduire plus loin, c'est vouloir la sacrifier en pure perte, car elle est évidemment trop faible pour dégager les soldats enfermés dans le marché des Innocents. Cet officier supérieur ramène sa petite colonne en arrière de la dernière barricade qu'elle a renversée ; le feu cesse aussitôt, et les soldats du 15^e retournent à la position qu'ils ont quittée, sans que leur retraite soit inquiétée par un seul coup de fusil.

En même temps que Marmont envoyait au 15^e léger l'ordre de se porter au secours du général Quinsonnas, il dirigeait sur le Pont-Neuf le colonel de Maillardoz, avec un bataillon suisse de la garde et deux pièces d'artillerie. Informé de l'insuccès de la tentative que nous venons de raconter, le maréchal chargea l'officier d'état-major de Puibusque d'enjoindre au colonel de Maillardoz de laisser ses deux pièces au colonel du 15^e, et de se porter à son tour au marché des Innocents. Lorsque cette communication eut été faite à haute voix, M. de Puibusque se pencha vers M. de Maillardoz et ajouta à voix basse : « Le maréchal m'a chargé de vous dire d'arriver coûte que coûte, et que ce sera difficile. » Les Suisses se mettent en mouvement ; ils en-

trent dans la rue de la Monnaie, remontent la rue des Prouvaires, passent devant le marché de ce nom et atteignent la pointe Saint-Eustache. Leur marche n'est qu'un combat : assaillis par un feu de mousqueterie continu, par des pavés, des meubles qui tombent de toutes les fenêtres, ils répondent par des décharges qui se succèdent sans interruption. Toutefois ces balles, ces projectiles de toute nature qui leur viennent de face, de flanc, des toits, des fenêtres, des portes, lancés par des ennemis invisibles, les étonnent et les troublent; parvenue à la pointe Saint-Eustache, leur tête de colonne n'avait plus qu'à se rabattre sur la droite pour arriver sur la position du général Quinsonnas; mais, au lieu de prendre cette direction, elle s'avance droit devant elle, toujours combattant, et s'engage dans la rue Montorgueil. Ce n'est qu'à la hauteur de la rue Mandar que M. de Maillardoze s'aperçoit que, loin de le rapprocher du marché des Innocents, sa marche l'en éloigne; il s'arrête, et se décide à entrer dans la rue Mandar que défendent, à chacune de ses extrémités, deux barricades confiées à la garde d'une personne de sa connaissance intime. Une lutte s'engage entre les deux chefs, dès l'entrée de la rue; les Suisses, se voyant partout enveloppés, se jettent sur la première barricade, l'enlèvent, franchissent également la seconde, malgré la résistance la plus vigoureuse, entrent dans la rue Montmartre, descendent vers la pointe Saint-Eustache qu'ils atteignent une seconde fois, et arrivent enfin au marché des Innocents, après avoir eu le cinquième de leur effectif mis hors de combat. Ils étaient partis du Pont-Neuf au nombre d'environ cinq cents; quatre-vingt-dix-sept officiers et soldats venaient d'être tués ou blessés. Un lieutenant, un sergent, et huit à dix grenadiers étaient restés rue Mandar, sur la barricade voisine de la rue Montorgueil; un capitaine était tombé, percé de sept balles, au coin de la rue Montmartre. Ce secours sauvait le général Quinsonnas. Les soldats qui lui restaient avaient épuisé leurs cartouches; les Suisses partagent avec eux celles qu'ils possèdent encore, et, après quelques minutes de repos, ils prennent la tête de la colonne et se mettent en devoir de regagner les quais. « Je dois vous aver-

tir que ce sera dur, » dit le général au colonel de Maillardoz. A peine, en effet, le bataillon conduit par ce dernier a-t-il fait quelques pas dans la rue Saint-Denis, qu'il est accueilli par d'effroyables décharges. Les Suisses n'en sont pas ébranlés; ils avancent intrépidement sur plusieurs barricades qu'ils détruisent pour livrer passage à la cavalerie ainsi qu'à l'artillerie, et, après de nouvelles et de notables pertes, ils débouchent enfin sur la place du Châtelet, que le général Quinsonnas ne tarde pas à quitter pour venir prendre position quai de l'École, à quelques pas du Louvre.

La petite colonne que ce général avait détachée vers la porte Saint-Denis, sous le commandement du colonel de Pleineselves, venait, à son tour, d'être sauvée par son chef mourant. Cet officier ne pouvait revenir sur ses pas; la ligne des boulevarts lui était également fermée par les barricades infranchissables que formaient, de chaque côté, les arbres abattus en travers de cette grande voie; il donna l'ordre de remonter la rue du Faubourg-Saint-Denis, franchit la barrière de ce nom, s'engagea sur la ligne des boulevarts extérieurs qui enceignent, au nord de Paris, le mur de l'octroi, et, rentrant par le faubourg du Roule, il s'arrêta aux Champs-Élysées.

Un mouvement semblable permit au général Saint-Chamans de ramener aux Tuileries la colonne sous ses ordres. Ses deux tentatives dans la rue Saint-Antoine et dans la rue du Faubourg, loin d'ébranler la résistance des habitants, l'avaient au contraire exaltée; le nombre des combattants s'était, pour ainsi dire, décuplé. Contraint de renoncer à communiquer avec le général Talon, hors d'état de revenir sur ses pas, menacé de se trouver bientôt sans munitions sur une position partout découverte que d'innombrables tirailleurs entourent, et qui oblige ses soldats à un feu continu, ce général descend vers la Seine en suivant les bords du canal de la Bastille, traverse le fleuve sur le pont d'Autsterlitz, tourne le jardin des Plantes, ainsi que les quartiers placés au sud de Paris, gagne le boulevard des Invalides et le pont Louis XV, et, après une marche lente, pénible, il entre enfin aux Tuileries avec ses bataillons épuisés de fatigue et de faim.

Depuis longtemps l'Hôtel de Ville restait donc le seul point de l'intérieur de Paris où un des détachements sortis, à midi, du Carrousel, se maintenait encore, lorsqu'à dix heures du soir, M. Audry de Puyraveau vit arriver quelques-uns des députés qui étaient convenus de se retrouver encore une fois dans sa demeure. « Nous étions bien peu nombreux ; a dit M. Bérard, et l'aspect de notre petite réunion était bien sombre. Le matin, dans le même lieu, et ensuite, chez moi, nous étions de trente à quarante. En ce moment, nous nous trouvions à peine dix. Quelques-uns semblaient chercher à s'effacer et à disparaître d'une scène que tout indiquait pouvoir être prochainement sanglante pour ceux qui y auraient figuré¹. » MM. de Lafayette, Laffitte, Audry de Puyraveau, de Laborde et Mauguin ayant, en effet, déclaré qu'il fallait seconder les efforts du peuple, s'associer à ses périls et adopter son étendard, le général Sébastiani s'était immédiatement levé en s'écriant avec une sorte de violence que, pour son compte, il déclarait ne pouvoir prendre la moindre part à de semblables discussions, et que le seul drapeau national était toujours pour lui le drapeau blanc. Puis, s'adressant à M. Méchin, dont l'attitude était accablée, il lui dit brusquement : « Venez-vous ? » Et ils sortirent. Une fois encore, on se sépara sans rien conclure, mais en convenant de se retrouver le lendemain, à six heures du matin, chez M. Laffitte.

Si la généralité des hommes politiques à qui l'héroïsme de la population parisienne allait donner le pouvoir et la fortune, étaient tremblants et terrifiés, Charles X, dont le trône s'écroulait, continuait à montrer la même confiance. Saint-Cloud avait conservé sa physionomie habituelle ; le cérémonial et l'étiquette n'y étaient pas changés ; le soir, à l'heure accoutumée, le roi s'était assis à sa table de whist, en face du duc de Duras, premier gentilhomme de service ; on l'entendit se plaindre, mais c'était des distractions de son partenaire, que les événements troublaient plus qu'il n'osait le montrer. « Vous n'êtes pas à

1. *Souvenirs historiques* de S. Bérard.

vosre jeu, » lui dit le roi plusieurs fois. Le monarque, à la vérité, ne croyait pas avoir lieu d'être inquiet; ses illusions sur l'état de Paris étaient entretenues par M. de Polignac que trompait, à son tour, la passion de royalistes ardents qui auraient cru se rendre complices d'une lâcheté ou commettre une trahison, en admettant que la garde pouvait ne pas être la plus forte; pour eux, la marche de ses bataillons, d'une extrémité de Paris à l'autre, prouvait qu'ils renversaient tous les obstacles, et que, partout où ils se présentaient, la rébellion reculait. Les renseignements donnés de vive voix par le colonel de Komierowski et les derniers mots de la lettre de Marmont avaient été impuissants à ébranler la confiance de Charles X : dans la pensée du roi, cinq députés libéraux ne seraient pas venus solliciter du maréchal une suspension d'armes, et d'autres hommes de ce parti n'auraient pas prié M. de Vitrolles de lui faire directement la même demande, s'ils avaient accordé la moindre puissance à la révolte. Témoignage irrécusable de découragement et de peur, cette double démarche donnait évidemment raison aux assurances de M. de Polignac contre les craintes de Marmont; ce dernier jugeait mal sa position et s'en exagérait les difficultés. La réception faite à son premier aide de camp s'était ressentie de cette conviction; cet officier supérieur l'a racontée en ces termes : « Introduit dans le cabinet du roi, je lui remis la dépêche du maréchal, et je lui rendis compte verbalement de l'état des choses, en lui disant qu'il exigeait une prompte détermination. Je lui exposai que ce n'était pas seulement la population de Paris, mais la population tout entière qui s'était soulevée, et que j'avais pu en juger par moi-même en passant à Passy, où des coups de fusil avaient été tirés contre moi, non par la populace, mais par des gens d'une classe plus élevée. Le roi répondit qu'il lirait la dépêche, et je me retirai pour attendre ses ordres. Voyant qu'ils n'arrivaient pas, je priai M. le duc de Duras d'aller chez le roi pour les demander; mais il me répondit que, d'après l'étiquette, il lui était impossible d'y entrer. Je fus enfin rappelé dans le cabinet du roi, qui ne me remit aucune dépêche écrite, mais me chargea seulement de

dire au maréchal *de tenir bien, de réunir ses forces au Carrousel et à la place Louis XV, et d'agir avec des masses* ; il me répéta même deux fois ce dernier mot. Madame la duchesse de Berry et M. le dauphin étaient alors dans le cabinet du roi ; mais ils ne dirent rien. ¹ »

A différentes reprises, et lorsque le colonel appuyait sur des détails qui tendaient à démontrer que l'insurrection était sérieuse, Charles X l'avait interrompu en lui disant : *Abrezgez.* Peu d'instant après son départ, un royaliste décidé, le général Vincent, arrivé jusqu'au roi, malgré le premier gentilhomme de service, lui dit qu'il vient de parcourir Paris, et que la cause royale court les plus grands périls si les ordonnances ne sont pas immédiatement rapportées ; il reçoit également cette réponse : « Mon cher, vous êtes un bon général, mais vous n'entendez rien à ces choses-là. » — Dans ce moment, M. de Polignac, toujours réuni à ses collègues, prenait aux Tuileries, comme ministre de la guerre par *intérim*, différentes mesures demandées par Marmont : il faisait expédier à toutes les compagnies de gardes du corps l'avis de se tenir prêtes à se réunir à Saint-Cloud, et aux élèves de l'école de Saint-Cyr l'ordre de se rendre à cette résidence avec leurs pièces ; les régiments de la garde tenant garnison à Beauvais, à Orléans, à Rouen, à Caen, étaient appelés à Paris ; les deux camps de Lunéville et de Saint-Omer étaient levés, et l'on enjoignait aux troupes qui les composaient de se diriger à marches forcées sur la capitale. En même temps que Marmont pressait l'expédition de ces différents ordres, simples mesures de précaution dans la pensée des ministres, ce maréchal s'efforçait de procurer des vivres aux bataillons successivement ramenés aux Tuileries et place Louis XV, et d'assurer les premiers soins à leurs blessés. La troupe n'avait pas mangé depuis le matin. Elle était, en outre, sans communication possible avec ses casernes. On ne pouvait espérer aucune ressource de la manutention des vivres ; cet établissement était, depuis midi, aux mains des Parisiens. Le maréchal envoya demander

1. Déposition du colonel de Komiérowski devant la Cour des pairs.

du pain à l'Hôtel des Invalides et chez tous les boulangers établis dans le rayon des positions encore occupées par la troupe ; on n'obtint que des quantités fort insuffisantes ; deux ou trois bataillons reçurent seuls un quart de ration ; le reste dut attendre au lendemain, et se contenter d'une distribution de vin faite avec les provisions du château. Durant la marche des colonnes, et dans le but de soutenir leur énergie morale, on avait répandu le bruit que, une fois arrivées aux Tuileries, elles ne manqueraient de rien ; Charles X et son fils, ajoutait-on, les y attendaient. Elles trouvèrent le palais désert : « Le roi et le dauphin renoncent-ils donc à se défendre ? Nous abandonnent-ils ? » se disaient avec inquiétude les soldats que cette espérance trompée irrita, et qui n'admettaient pas que les princes pour lesquels ils risquaient leur vie, se tinssent enfermés et invisibles dans un château de plaisance, à deux lieues du théâtre du combat.

Les colonnes avaient pu ramener une partie de leurs blessés : Marmont fit établir pour eux deux ambulances provisoires, l'une dans les dépendances mêmes des bureaux de son état-major, la seconde sous les galeries ouvertes du rez-de-chaussée des Tuileries, qui font face au jardin. Quant aux blessés restés au pouvoir de la population, ils trouvaient dans leurs adversaires les attentions et les services les plus empressés. Portés dans des maisons particulières, dont le rez-de-chaussée et les cours étaient transformés en ambulances pour les combattants parisiens, ils recevaient les mêmes secours que ceux-ci. Toute distinction de parti disparaissait sur ces théâtres de la souffrance ; il y régnait un sentiment de fraternité pieuse qui s'étendait aux Suisses eux-mêmes. Les mêmes mains qui avaient fait les blessures s'efforçaient de les soulager. Un ouvrier, qui venait de se battre et s'apprêtait à recommencer, s'approche du chirurgien qui pansait un de ses camarades : « Ne vous occupez pas de lui, dit-il à l'homme de l'art, il peut attendre ; songez plutôt à ce malheureux qui va périr si on ne le panse pas sur-le-champ ; » et il lui montre un Suisse dont le sang s'échappait à flots ¹. Un certain

1. *Chronique de juillet 1830*, par M. L. Rozet.

nombre de ces soldats étrangers avaient été recueillis dans une maison voisine du Pont-Neuf, lorsque le bataillon du colonel de Maillardoz s'était engagé dans la rue de la Monnaie pour aller au secours du général Quinsonnas ; au retour, le colonel voulut reprendre ses blessés ; ceux-ci refusèrent de le suivre : « Nulle part, disaient-ils, ils ne seraient aussi bien soignés. » Dans les hôpitaux civils où des soldats et des citoyens étaient amenés en voiture par des conducteurs improvisés qui traversaient les postes de la troupe comme ceux des insurgés, sans autre sauvegarde qu'un *laissez-passer* signé de noms inconnus, les blessés des deux partis se trouvaient également réunis dans les mêmes salles. Ces hommes, qui échangeaient des balles peu de moments auparavant, se retrouvaient sans haine, sans colère, étendus l'un auprès de l'autre, confondus dans les mêmes soins. Étrange lutte, où la voix de l'humanité était écoutée, même en plein combat ! Des artilleurs, sur la place de l'Hôtel de Ville, reçoivent l'ordre d'abattre une large cheminée servant d'abri à deux insurgés qui dirigeaient sur la troupe un feu continu ; ils pointent leur pièce ; mais avant de tirer, ils font signe aux deux Parisiens de quitter leur poste, et ne renversent la cheminée que lorsque ceux-ci ont disparu. Le chef d'un des bataillons de la colonne Saint-Chamans est ajusté presque à bout portant, à la tête de sa troupe, par un marchand embusqué derrière un arbre du boulevard ; atteint légèrement, il reproche à cet homme sa maladresse, et le reconduit avec le plus grand sang-froid à sa boutique restée à demi ouverte. Un autre officier de la garde, le capitaine Kanmann, est frappé à la tête d'un coup de barre de fer, par un ouvrier qui vient de s'élancer sur lui : il se place entre ses soldats et son agresseur, et relève avec son épée les fusils qui mettaient en joue ce dernier. La justice de la cause populaire paralysait, à la vérité, plus d'un courage, retenait plus d'un bras ; elle était comprise dans les rangs même les plus inférieurs de la troupe. M. de Bayeux, avocat général, reçoit vers midi communication de l'ordonnance qui met Paris en état de siège ; il se rend au Palais de Justice et n'y trouve que les gendarmes et les soldats de ligne commandés pour le service de la cour d'assises ;

le maréchal des logis commandant les gendarmes, s'approche et lui dit : « Avouez, monsieur l'avocat général, qu'il est dur de tuer les autres et de se faire tuer pour une pareille cause. Car, enfin, ce sont nos droits qu'on nous enlève ! — C'est possible, réplique aussitôt un soldat de ligne ; mais on ne peut pourtant pas voir tirer sur ses camarades sans les défendre. — Tes camarades ! s'écrie le sergent commandant le peloton. Mais, pour les défendre, sur qui tireras-tu, malheureux ? sur tes frères ! » Ces considérations échappaient sans doute au plus grand nombre des soldats ; mais ils répugnaient à cette lutte qu'ils ne comprenaient pas, et ne tiraient sur la population que par l'habitude de cette obéissance qui est la servitude du devoir. Un grenadier dont les services remontaient à l'empire, est frappé d'une balle en pleine poitrine, près le Palais-Royal : « Mon Dieu, s'écrie-t-il en s'affaissant, ils me tuent ! j'étais pourtant *un bon Français* ! »

Les instructions apportées par le colonel de Komiérowski ne permettaient pas de laisser le général Talon à l'Hôtel de Ville ; un officier déguisé lui apporta l'ordre d'abandonner cette position. A ce moment, la nuit tombait. On sait que les cartouches auraient manqué à cette colonne vers les deux heures, sans l'arrivée d'un bataillon suisse ; cette troupe, à son tour, n'avait pas tardé à épuiser complètement les siennes, et la résistance allait devenir impossible quand le 50^e de ligne, d'abord posté sur les boulevards Saint-Denis et Saint-Martin, était venu rejoindre le général Talon. Ce régiment montrait une grande répugnance à faire usage de ses armes ; il donna ses cartouches ; mais celles-ci, quand vint l'ordre de retraite, se trouvaient également presque épuisées. Dans cette position, et lorsque les quais, ainsi que toutes les rues qui y aboutissent, étaient encore encombrés de combattants, une retraite pouvait devenir fatale. Le général Talon résolut d'attendre. Toutefois, les soldats cessent leur feu ; une espèce de suspension d'armes, commandée des deux parts, par la lassitude et par le besoin, s'établit ; la troupe laisse librement sortir des maisons les plus

voisines de la place, un assez grand nombre d'individus qui n'avaient pas cessé de tirer sur elle; d'autres habitants du quartier, qui n'avaient quitté leurs demeures que pour mieux combattre, peuvent également y rentrer; quelques boutiques s'ouvrent; les soldats s'y mêlent à des insurgés et y achètent du vin, leur premier aliment depuis midi. Les heures, pendant ce temps, s'écoulent; les ténèbres s'épaississent; le silence se fait; les rues deviennent désertes; bientôt on n'entend plus qu'un bruit confus, composé de mille bruits, sorte de murmure immense qui est le retentissement sourd, lointain, des préparatifs faits dans tous les quartiers pour la lutte du lendemain, et que domine le son aigu, infatigable, du tocsin tintant le glas de la monarchie. Enfin, à minuit, la colonne se forme; le peu de cartouches qui restent dans les gibernes sont réunies et données à l'avant-garde; les blessés sont placés sur les épaules des soldats les plus robustes; on se met en marche. Une barricade fermait le quai Pelletier; on la détruit pour livrer passage à la cavalerie et à l'artillerie. Le bruit causé par ce travail provoque quelques coups de fusil tirés par des insurgés bivouaquant sur les quais de la rive gauche. Le général Talon défend d'y répondre; la colonne poursuit sa route par le pont Notre-Dame, le marché aux Fleurs, le quai de l'Horloge, le Pont-Neuf; elle y rallie les bataillons du 15^e léger qu'elle y trouve, l'arme toujours au pied, sur les mêmes positions où elle les a laissés le matin. Quelques officiers de la garde s'irritent à cette vue; des paroles injurieuses pour la troupe de ligne leur échappent; mais la colonne marche toujours, et, à une heure, elle atteint enfin les premiers postes de Marmont.

Le peuple avait abandonné l'Hôtel de Ville lorsque la garde s'était emparée de la place de ce nom; il reprit possession de cet édifice immédiatement après le départ du général Talon¹. Le retour de la colonne confiée à ce général, qui venait de ramener

1. L'Hôtel de Ville ne fut ni pris, ni repris dans l'acception militaire du mot; il appartenait à qui possédait la place; ce fut cette dernière position que l'on se disputa, et c'est sur la place et aux abords que se livrèrent les luttes que nous n'avons pu qu'indiquer.

également le 15^e léger et le 50^e de ligne, complétait le mouvement de concentration ordonné par Charles X ; toutes les troupes se trouvaient réunies sous la main du duc de Raguse ; ce dernier l'annonça à M. de Polignac, en lui faisant connaître les dispositions qu'il avait déjà préparées pour le lendemain : « Le maréchal, a dit ce ministre, me dit et m'engagea d'écrire au roi (ce que je fis immédiatement), que la position qu'il occupait était inexpugnable, et qu'il pourrait y tenir trois semaines. ' »

1. *Souvenirs historiques et politiques*, de M. de Polignac.



CHAPITRE VI

SOMMAIRE. — **JEUDI 29 JUILLET.** Position défensive prise par le duc de Raguse ; disposition de ses forces. Préparatifs des Parisiens. — Les ministres aux Tuileries. *Proclamation* de Marmont ; il offre une suspension d'armes. Arrivée de MM. de Sémonville et d'Argout au Carrousel ; leur entrevue avec M. de Polignac ; ils sollicitent le maréchal de faire arrêter les ministres. Leur départ pour Saint-Cloud ; ils sont suivis par M. de Polignac et ses collègues. — Marmont au Carrousel. Le Louvre. Les combattants du pont de Arts. Nouvelles tentatives d'armistice. — Défection des 50^e et 53^e de ligne. *Terreur panique des Suisses.* Abandon du Louvre et des Tuileries. Retraite des troupes hors de Paris. Ordre de retraite adressé par le dauphin à Marmont. — Les insurgés de la rive gauche : les élèves de l'Ecole polytechnique ; attaque et prise de la caserne de Babylone. — *Caractère de la lutte.* — Pillage des Tuileries ; dévastation de l'Archevêché. — *Hôtel Lafitte.* Réunion des membres de la Chambre ; séance. M. de Lafayette accepte le commandement en chef de la garde nationale. Arrivée des officiers du 53^e. *Terreur panique des députés.* Nomination d'une commission municipale parisienne. — *Hôtel de Ville.* Le général Dubourg ; arrivée du général de Lafayette. M. Baudé ; arrivée de la commission municipale. — *Saint-Cloud.* Arrivée de MM. de Sémonville, d'Argout et des ministres. Entrevue de M. de Sémonville et du roi. Décisions prises par le conseil. Arrivée de M. de Vitrolles ; ses propositions. Indécision et inertie de Charles X et de ses ministres. Arrivée de Marmont. Revue passée par le dauphin. L'école militaire de Saint-Cyr. — Nomination de M. de Mortemart comme premier ministre. — Mission de MM. de Sémonville, de Vitrolles et d'Argout à Paris ; *conférence à l'Hôtel de Ville.* M. d'Argout à l'hôtel Lafitte ; discussions entre les députés. — **VENDREDI 30.** Les rédacteurs du *National* : première *proclamation* en faveur du duc d'Orléans. M. Lafitte et le général Sébastiani. Départ de M. Thiers pour Neuilly. — MM. de Mortemart, de Vitrolles et d'Argout à Saint-Cloud ; ils proposent la révocation des ordonnances. Résistance de Charles X ; il signe. — Réunion des députés à l'hôtel Lafitte ; séance. — M. Bérard et M. de Mortemart. *La république.* Discussions dans les rues. — Réunion des députés au palais de la Chambre. Séance ; décision relative à M. de Mortemart. — M. Thiers à Neuilly ; la duchesse d'Orléans ; la princesse Adélaïde. Résultat de cette démarche et son effet sur la réunion des députés. Envoi d'une députation à la Chambre des pairs. — M. de Mortemart au Luxembourg : MM. de Chateaubriand et de Broglie. — M. de Sussy présente les nouvelles ordonnances à la Chambre des députés ; M. Lafitte refuse de les recevoir. Communication faite par M. Odilon Barrot. Mot de Benjamin Constant. Indécision de la Chambre. Retour des commissaires envoyés à la Chambre des pairs. *Message* adressé au duc d'Orléans. Fin de la séance. — *Hôtel de Ville.* M. de Lafayette : députations ; adresse de la *réunion Lointier*. Arrivée de M. de Sussy ; son entrevue avec M. de Lafayette et avec la commission municipale. Lettre de M. de Lafayette à M. de Mortemart. — *Saint-Cloud.* Confusion et désordre dans l'armée ; désertions ; le 50^e de ligne. Marmont conseille à Charles X de se retirer derrière la Loire. Rôle de ce maréchal dans les événements. Il adresse un *ordre du jour* aux troupes. Scène entre lui et le dauphin ; il se démet de son commandement. — Les députés, le soir de cette journée. Abandon de l'hôtel Lafitte.

JEUDI, 29 JUILLET. — La position défensive prise par le duc de Raguse à la suite du mouvement de concentration ordonné par Charles X, comprenait le Louvre, les Tuileries et les

Champs-Elysées. Elle présentait la forme d'un immense quadrilatère fort allongé qui s'étendait depuis le Louvre jusqu'au bois de Boulogne, ou, plus exactement, jusqu'à Saint-Cloud. Un des côtés était formé par la Seine qui lui servait, pour ainsi dire, de fossé; l'autre côté, celui de droite, se trouvait délimité par la rue Saint-Honoré et celle du faubourg de ce nom, grandes voies faciles à défendre, et qui ne présentaient que deux ouvertures: la place Vendôme et le boulevard de la Madeleine. Au centre, existaient de larges espaces, le Carrousel, la cour et le jardin des Tuileries, la place Louis XV, les Champs-Elysées, où les troupes avaient la pleine liberté de leurs mouvements. « Cette position est inexpugnable; j'y tiendrais trois semaines, » avait dit Marmont, la veille au soir. C'était une conviction ancienne chez le duc de Raguse. Quinze ans auparavant, lors du retour de Napoléon de l'île d'Elbe, il insistait déjà pour que Louis XVIII, rassemblant autour de lui tous les corps demeurés fidèles, attendit, de pied ferme, dans cette position inexpugnable, l'entrée de l'Empereur dans Paris ¹. La distribution qu'il fit de ses forces fut celle-ci: au Louvre, deux bataillons suisses commandés par les colonels de Salis et de Maillardoz; place du Carrousel, un autre bataillon suisse et deux bataillons de la garde française ayant de forts détachements au Palais-Royal et dans les maisons formant les angles des différentes rues qui, du Carrousel, débouchent dans la rue Saint-Honoré; dans le jardin des Tuileries, un quatrième bataillon suisse venu de Ruel, la veille au soir, trois bataillons de la garde française, le 50^e de ligne et le 15^e léger; sur la place Vendôme, le 5^e et le 53^e de ligne avec la gendarmerie à pied et à cheval; place Louis XV et boulevard de la Madeleine, les 1^{er} et 2^e de la garde; enfin, aux Champs-Elysées, deux bataillons de la garde et un régiment de chasseurs à cheval appelé de Versailles, dans la nuit, et présentant une force de 12 à 1,500 hommes d'infanterie et de 5 à 600 chevaux, qui pouvait compenser les pertes faites dans les deux journées précédentes.

1. V. t. II, chap. v. (*Retour de l'île d'Elbe.*)

La population, à son tour, n'était pas demeurée inactive : maîtresse de la plus grande partie de la ville, par la retraite des troupes royales et par leur réunion au Louvre et aux Tuileries, elle avait employé la nuit à généraliser et à compléter son système de défense. Toutes les rues, même les moins passantes, les moins exposées à l'action de la troupe, étaient armées de barricades qui tenaient Marmont littéralement enfermé sur trois faces de sa position ; les derrières de ce maréchal restaient seuls libres. D'un autre côté, malgré le calme et la fermeté apparente que lui donnaient sa forte discipline et son dévouement au devoir, la troupe était profondément abattue. Décimée par les combats de la veille, affaiblie par la fatigue et par le besoin, elle cherchait vainement autour d'elle les encouragements que, dans les luttes politiques, les partis prodiguent d'ordinaire aux braves gens qui se sacrifient pour eux. Non-seulement aucun concours, aucun témoignage de sympathie, n'étaient venus révéler à la troupe, dans les deux journées précédentes, que la cause défendue par elle avait des partisans, des appuis ailleurs que dans ses rangs ; mais le matin même de cette journée, quand tout annonçait une crise suprême, elle aurait vainement attendu l'aide de quelques royalistes armés. La Convention, attaquée par les sections, avait trouvé dans les rangs des républicains quinze cents défenseurs volontaires ; la royauté n'en eut pas un seul. Ce parti monarchique et religieux si arrogant et si provocateur dans ses discours et dans ses journaux, avait complètement disparu ; et si les soldats tombés pour lui avaient rencontré des soins et des secours, c'était parmi leurs adversaires. « Ce n'est donc pas une simple émeute ? demandait M. de Peyronnet, vers les huit heures du matin, à M. de Bayeux, avocat général à la Cour royale. — C'est une véritable révolution qui ne vous laisse aucune ressource, répondit ce magistrat, car je ne vous vois aucun appui. — Ah ! vous avez bien raison, monsieur l'avocat général, répliqua aussitôt M. d'Haussez à M. de Bayeux, qu'il entraîne vers une fenêtre ; car vous voyez là nos seuls défenseurs, ajoute-t-il en montrant les soldats de la garde rangés sur le Carrousel ; et voilà vingt-quatre heures

qu'ils n'ont rien mangé, et que leurs chevaux n'ont pas eu de fourrage ! »

Les ministres avaient couché aux Tuileries et continuaient à demeurer réunis auprès de Marmont. L'insuccès des mouvements opérés la veille commençait à les inquiéter ; ils en accusaient avec amertume la mollesse des manœuvres ordonnées par le maréchal qui ne déployait, disaient-il, aucune vigueur, et ils cherchaient dans certaines mesures, telles, par exemple, que la convocation de la cour royale aux Tuileries, un moyen de jeter le trouble et la peur au sein de l'insurrection. La présence de M. de Bayeux, dans les appartements du maréchal, se rattachait à cette convocation. « Lorsque j'arrivai, a-t-il dit, ces messieurs (les ministres) me partirent fort empressés d'avoir des nouvelles de l'état de la ville. Je leur répondis que, hors ce qui les environnait, tout était calme et dans l'ordre le plus admirable ; que les propriétés étaient respectées, que tout soldat fait prisonnier était traité comme un ami, et que l'on n'avait pas même pillé leurs hôtels. M. de Peyronnet me dit alors : « Ce sont sans doute *les fédérés* ¹ qui ont conservé leur ancienne organisation ? — Non, lui dis-je, c'est la population tout entière qui se soulève ; les femmes montent des pavés dans leurs chambres pour les jeter sur la tête des soldats, pendant que leurs maris se font tuer dans les rues. Les habitants des campagnes accourent armés de fourches et de faux ; le soulèvement est universel, et toute tentative pour le comprimer, complètement inutile ². »

« Il est urgent que Votre Majesté prenne des moyens de pacification. L'honneur de la couronne peut encore être sauvé. Demain, peut-être, il ne serait plus temps, » avait écrit Marmont à Charles X, la veille, à neuf heures du matin. Cette conviction n'avait pas abandonné le maréchal ; mais elle devint encore plus forte après une visite qu'il fit sur toute la ligne de ses avant-postes. Décidé à tout tenter pour décider le roi à des mesures concilia-

1

ours.

« M. de Bayeux, devant la cour des pairs.

trices, il mit à exécution une pensée qu'il avait eue dès la veille au soir¹ et fit enjoindre à tous les maires de Paris de se rendre à son quartier général. Marmont connaissait l'ordre qui venait de convoquer la cour royale aux Tuileries : il espérait que la réunion de cette cour et celle du corps municipal, dans ce palais, pourrait devenir l'occasion d'une solennelle démarche à laquelle Charles X ne résisterait pas. Pour en faciliter le succès, il résolut d'offrir à la population la suspension d'armes que M. Lafitte et ses collègues étaient venus solliciter : le maréchal avait pu la refuser lorsque ses troupes, marchant sur l'insurrection, se trouvaient en plein combat ; maintenant que ses soldats se tenaient concentrés dans une position exclusivement défensive, cette concession devenait sans péril, et, dans ce but, il écrivit la proclamation suivante :

« Parisiens !

« La journée d'hier a fait répandre bien des larmes ; il n'y a eu que trop de sang versé. Par humanité, je consens à suspendre les hostilités, dans l'espérance que les bons citoyens se retireront chez eux et reprendront leurs affaires ; je les en conjure avec instance.

« Au quartier général de Paris, le 26 juillet 1830.

« *Le maréchal duc DE RAGUSE.* »

Il n'existait aucun moyen de faire imprimer cette adresse. Pendant que de nombreux sous-officiers en faisaient à la main des copies, un fabricant de bronze, de la rue Vivienne, M. Galle, abordait Marmont : « Monsieur le maréchal, lui dit-il, vos soldats tirent du haut de quelques fenêtres de la rue Saint-Honoré, sur des citoyens inoffensifs ; ne pouvez-vous donc faire cesser de telles atrocités ? — Vous m'insultez, Monsieur, répliqua vivement Marmont, en m'imputant de pareils ordres. Je viens précisément d'ordonner aux troupes de ne faire feu que pour se défendre. Une proclamation va en instruire le peuple de Paris. — Comment, Monsieur le maréchal, ajoute M. Galle, l'autorité mu-

1. Déposition du baron de Glandevès.

nicipale ne s'est-elle pas encore montrée?» Marmont répond qu'il vient de convoquer les maires aux Tuileries. « Mais d'ici à ce qu'ils puissent se trouver réunis, il peut arriver de grands malheurs, réplique M. Galle; une démarche de vous auprès du roi serait bien plus utile, Monsieur le maréchal. — Je ne peux rien, ma visite serait sans résultat, répond avec accablement le duc de Raguse; le roi sait tout ce qui se passe, M. de Polignac et moi l'en avons instruit; sa volonté est immuable. Si vous pouviez réunir une députation de la *bourgeoisie*, ajouta-t-il en appuyant sur ce dernier mot qu'il répéta, peut-être lui accorderait-il ce qu'il me refuserait à coup sûr. »¹

La proclamation du duc de Raguse ne pouvait produire aucun résultat : non-seulement tous les moyens de la faire afficher manquaient, mais l'insurrection formait autour des positions du maréchal une barrière que ni ses paroles ni ses promesses ne pouvaient franchir. Vainement, les soldats placés aux avant-postes reçurent l'ordre de la distribuer autour d'eux, et une cinquantaine d'insurgés prisonniers furent mis en liberté sous la seule condition de la répandre; la publicité de cet acte ne put dépasser les limites du Louvre et des Tuileries. Aussi, pendant que dans l'enceinte de ces deux palais, Marmont proclamait une suspension d'armes, au dehors, tout se préparait pour une lutte décisive. Les quartiers de la rive gauche qui, la veille, n'étaient intervenus contre la cause royale que par les auxiliaires qu'ils avaient fournis aux combattants de la rive droite, s'ébranlaient, se levaient à leur tour; des colonnes de jeunes gens et d'ouvriers s'organisaient sur la place de l'Odéon, sous la direction de quelques élèves de l'École polytechnique, et s'apprétaient à emporter, sur ce côté du fleuve, les postes et les casernes où pouvaient encore rester des soldats. Ce mouvement commençait à s'opérer au midi de la Seine, lorsque depuis longtemps les insurgés des populeux quartiers assis au nord du fleuve, avaient déjà pris l'initiative de l'attaque contre le Louvre et les Tuileries, et que, dans leur ignorance de

1. Déposition de M. Galle, devant la Cour des pairs.

l'armistice déclaré par le maréchal, ou bien indifférents à cette concession tardive, ils y répondaient par la fusillade la plus nourrie contre tous ses postes. Le duc de Raguse n'avait pas consulté les ministres sur sa proclamation *aux Parisiens*; elle était un acte de propre mouvement que la cessation immédiate du combat pouvait seule amnistier. Son inutilité, attestée par les coups de feu qui continuaient à retentir autour du Louvre et du Carrousel, le plongeait donc dans un malaise et dans une agitation difficiles à décrire, quand arrivèrent à son quartier général deux pairs de France, M. de Sémonville, grand référendaire, et M. d'Argout, qui, voyant dans le renversement de la royauté la disparition du corps politique auquel ils appartenaient, et leur propre ruine, venaient essayer de conjurer les événements.

« Arrivés à l'état-major, a dit M. de Sémonville, nous trouvâmes le maréchal dans un désespoir visible, et nous fûmes reçus de lui comme des libérateurs. Notre première démarche fut de lui demander où étaient les ministres; il me répondit qu'ils étaient dans une pièce voisine assemblés *en conseil*. Je demande à parler à M. de Polignac; le maréchal entre dans la pièce pour l'avertir, et, un instant après, M. de Polignac en sort d'un air calme, et m'aborde avec la politesse que chacun lui connaît. J'insistai vivement pour qu'il retirât les ordonnances et brisât le ministère. L'élévation de ma voix amena dans la pièce où nous nous trouvions plusieurs officiers généraux et les autres ministres; alors la discussion, je pourrais même dire la dispute, devint générale. On pria les généraux de se retirer.

« Il me serait impossible de rendre un compte exact de ce qui se dit alors : nous étions très-échauffés, les paroles se croisaient incessamment, chacun poursuivait son idée; je n'entendais pas même les réponses de M. de Polignac. Tout ce que je puis dire, c'est qu'il restait calme, et qu'il se bornait à se retrancher derrière l'autorité du roi. Voilà la seule impression qui me soit restée de ce qui s'est passé dans ce moment. Les autres ministres gardaient le silence; ils ne paraissaient pas partager sa sécurité, mais ils craignaient de le manifester, et semblaient être

sous la domination d'un pouvoir supérieur. M. de Polignac demanda à se retirer pour en délibérer, alléguant toujours la nécessité d'en référer au roi.

« Quant M. de Polignac fut parti, M. d'Argout et moi, restés seuls avec le maréchal, essayâmes de profiter de son émotion pour le déterminer à mettre fin aux catastrophes qui ensanglantèrent la capitale ; il se renfermait constamment dans la rigueur de ses ordres. Deux fois, pendant que nous étions avec lui, on vint lui demander l'ordre de tirer à mitraille pour repousser des attaques dangereuses, et deux fois nous le vîmes en proie à un mouvement convulsif d'horreur ; nous essayons de profiter de cette disposition, et nous le supplions d'arrêter les ministres. Notre collègue, le baron de Glandevès ¹, offre de consacrer son épée à ce noble usage ; M. d'Argout se chargeait de faire connaître la nouvelle à la population, et d'obtenir un armistice. Le maréchal allait porter à Saint-Cloud sa tête, et me permettait de l'accompagner ; déjà il se levait pour exécuter cette résolution, lorsque la salle du conseil s'ouvre, et M. de Peyronnet vient se placer derrière moi, en me disant : *Quoi, vous n'êtes pas encore parti !* ² »

La présence subite du ministre de l'intérieur et le mot qu'il vient de prononcer, déconcertent Marmont et les deux pairs ; on décide que ceux-ci se rendront immédiatement auprès de Charles X ; et le maréchal, sur le même papier où il allait écrire l'ordre d'arrestation des ministres, trace, pour le roi, quelques lignes « dépourvues de toutes formules de respect » ³ et dans lesquelles il insiste avec force pour l'acceptation des propositions que les deux pairs vont lui porter. Ceux-ci montent dans une voiture que leur a fait préparer M. de Glandevès, et ils traversaient au galop, le jardin des Tuileries, lorsque le cheval du postillon heurte un homme qui marchait rapidement dans la grande allée ; cet individu se retourne, et montrant, d'une main, la direction de Saint-Cloud, de l'autre, un cavalier et une voi-

1. M. de Glandevès était gouverneur des Tuileries.

2. Déposition de M. de Sémonville devant la Cour des pairs.

3. Déposition de M. de Sémonville.

turé qui les suivait, il crie à MM. de Sémonville et d'Argout : *Allez vite !* Cet homme était M. de Peyronnet, le cavalier M. de Polignac, qui inquiet des dispositions où il voyait Marmont, et mécontent de sa proclamation aux Parisiens, voulait entretenir le roi de la situation où il voyait les choses, avant l'arrivée de MM. d'Argout et de Sémonville. La voiture dont il était accompagné renfermait les autres ministres.

Marmont demeurait seul. Convaincu que Charles X céderait aux instances des deux pairs, et que ce prince révoquerait les ordonnances et renverrait les ministres ; voyant dans ces deux faits une satisfaction suffisante pour décider la population à poser les armes, et croyant dès lors n'avoir plus qu'à attendre les ordres de pacification qui lui arriveraient de Saint-Cloud, il enjoignit de nouveau à toutes les troupes de se borner à tenir dans leurs positions. Mais en même temps qu'il disposait ainsi toute chose pour une issue conciliatrice, et que les insurgés placés devant ses postes, semblaient eux-mêmes se borner à un rôle de simple observation, des colonnes formées dans des quartiers éloignés, venaient fréquemment ranimer la lutte et lui donner une vigueur qui obligeait les soldats à la défense la plus meurtrière. Le Louvre, malgré sa force, était surtout l'objet de ces attaques sans cesse renouvelées et sans cesse suspendues. Des deux bataillons suisses chargés de garder cette position, l'un, placé sous la colonnade et aux fenêtres du palais, dirigeait des feux plongeants sur les assaillants assez hardis pour s'avanter à découvert ; et sur les tirailleurs placés aux angles des rues voisines, sous le porche de l'église Saint-Germain l'Auxerrois, sur les terrasses et les toits de cet édifice, aux fenêtres ou sous les portes de quelques maisons. Le second se tenait en armes, dans la cour, et une de ses compagnies, postée sous le guichet ouvert en face de l'Institut, avec deux bouches à feu, tirait sur le quai de la rive gauche des coups de fusil et quelques coups de canon destinés à contenir des groupes de combattants qui menaçaient de franchir le pont des Arts. Ces combattants comptaient parmi eux un certain nombre d'anciens *carbonari*, entre autres MM. J. Bastide, C. Thomas, Godefroy Cavaignac, Guinard,

Quinette, Boinvilliers et Joubert. Ce dernier, dont la demeure, passage Dauphine, était alors transformée en un atelier de munitions, où des soldats suisses, capturés la veille, fabriquaient des cartouches, était allé visiter avec quelques-uns de ses amis les abords du Louvre, en face de l'église ; les insurgés et la troupe, lorsqu'ils y étaient arrivés, observaient une sorte d'armistice tacite ; le feu, du moins, se trouvait suspendu. « On ne saurait emporter une pareille forteresse, se disaient-ils au retour ; il faudrait que la troupe sortit de ses positions et prit l'offensive » — « Je ne vois qu'un moyen de l'y contraindre et de faire évacuer les Tuileries, ajoutait M. Joubert, c'est de prolonger l'attaque jusqu'à la hauteur de la place Louis XV, et de nous emparer de la chambre des députés. Une fois maîtres de ce palais, nous dominons le pont, et nos balles, en labourant la place, mettront nos adversaires dans une position étrangement critique. » Quelques combattants accueillent cet avis, et M. Joubert, un drapeau tricolore à la main, MM. C. Thomas, Guinard et Boinvilliers, entraînant avec eux un certain nombre d'hommes armés, suivent le quai Malaquais, le quai Voltaire, et arrivent au pont Royal où ils trouvent un essai de barricade servant de point de mire au tir de quelques soldats suisses postés dans le pavillon de Flore, aux fenêtres même des appartements du roi. Le petit nombre de ces soldats fait supposer aux nouveaux venus qu'une tentative hardie, contre cette partie du château, présente des chances de réussite ; MM. Thomas et Joubert s'avancent jusqu'au milieu du pont ; le premier se loge dans une guérite placée au point culminant de cette construction, et rend aux Suisses feu pour feu ; le second, son drapeau toujours à la main et sans autre arme qu'un sabre, essaie vainement d'entraîner vers les Tuileries les combattants groupés à l'entrée de la rue du Bac ; ceux-ci hésitent à franchir, sous le feu croisé des Suisses postés au pavillon de Flore et de quelques gardes du corps embusqués aux fenêtres de la caserne du quai d'Orsay, le passage découvert qui les sépare du château. MM. Joubert et Thomas, après avoir longtemps attendu, se décident à quitter leur position et reviennent se placer à l'entrée du pont Royal.

Pendant ce temps Marmont, sur le Carrousel, s'efforçait d'amener une sérieuse suspension d'armes. Quatre membres du corps municipal avaient seuls répondu à son appel : MM. Petit, maire du 2^e arrondissement; Hutteau d'Origny, maire du 10^e; Duvivier, son adjoint, et Delagonde, adjoint du 11^e. Quelques commissaires de police étaient également venus. Le maréchal leur annonce qu'il vient de donner aux soldats l'ordre de cesser le feu; il les prie de se rendre aux avant-postes pour y faire connaître les nouvelles pacifiques qu'il attend de Saint-Cloud, et obtenir de la population que, jusque-là, elle s'abstienne, à son tour, de tirer contre la troupe. Ces différents fonctionnaires, ceignant leurs écharpes, n'hésitent pas à braver les balles qui sifflent de tous les côtés, pour porter des paroles de paix aux groupes les plus proches. La nouvelle de cette pacification prochaine, sur les points où MM. Hutteau d'Origny et Delagonde se sont rendus, est accueillie aux cris de : *Vive le roi ! vive la Charte !* On s'apprête à fraterniser. Mais tout à coup une immense clameur qui s'élève du côté du Louvre arrête ces dispositions conciliatrices et donne une autre direction aux esprits; le feu reprend partout avec force : un de ces incidents qui sont communs dans les révolutions, et suffisent à changer les destins d'une journée, venait de renverser toutes les espérances de Marmont.

Nous avons dit que les 5^e et 53^e de ligne occupaient la place Vendôme. Ces deux régiments, dont l'attitude n'offrait rien d'hostile, s'étaient vus entourés de bonne heure par une masse de curieux qui, s'approchant progressivement des premiers rangs, n'avaient pas tardé à entrer en communication avec un certain nombre d'officiers inférieurs et de soldats. Ceux-ci n'accueillirent d'abord que par le silence, les exhortations et les prières que leur adressait la foule pour les décider à se retirer de la lutte. Enfin, quelques soldats ôtent les baïonnettes de leurs fusils et déclarent que, dans aucun cas, ils ne tireront contre leurs concitoyens. Le corps des officiers, moins le colonel, le lieutenant-colonel et les chefs de bataillon, se réunit, et décide d'envoyer chez M. Laffitte, où, disait-on, siégeaient les

députés, un sous-officier chargé d'annoncer au général Gérard « que le 53^e faisait et avait toujours fait cause commune avec le peuple, et que ce général pouvait disposer du régiment ¹. » La mission est confiée au sergent Richemond. Ce sous-officier part, accompagné de plusieurs citoyens, et communique l'offre de ses chefs au général Gérard, qui déclare être prêt à prendre le commandement du régiment, et quitte aussitôt ses collègues pour se rendre place Vendôme. Mais il est en habit de ville ; ce manque d'uniforme l'inquiète ; et, rencontrant sur le boulevard le colonel Heymès, il prie cet officier supérieur de le suppléer, puis rentre à l'hôtel Laffitte. Le colonel Heymès se trouvait également en habit bourgeois ; arrivé au marché Saint-Honoré, il aperçoit M. Eugène Laffitte, frère du député, qui revêtu de son uniforme de capitaine des grenadiers du 1^{er} bataillon de la 2^e légion, réunissait les gardes nationaux de son ancienne compagnie ; il lui fait part de sa mission et le prie de le seconder. M. Laffitte se met en marche à la tête des grenadiers qu'il a déjà rassemblés, arrive devant le 53^e, fait appeler le colonel, se nomme, et, après une discussion assez vive dans laquelle il est soutenu par quelques officiers, obtient que le régiment se rendra chez son frère aux conditions suivantes : « Le régiment ne se battra pas contre les autres troupes ; ses insignes seront respectés ; tous les soldats garderont leurs armes. » Ces points convenus, M. Laffitte et ses gardes nationaux prennent la tête du 53^e et se dirigent vers le boulevard ; le 5^e, entraîné par l'exemple, suit le mouvement ; la place Vendôme était abandonnée par les deux régiments qui la protégeaient ; la droite du duc de Raguse se trouvait à découvert.

Instruit de cette défection par le général de Wall, et craignant pour la fidélité du 15^e léger et du 50^e de ligne, placés aux Tuileries, Marmont enjoint à ces deux régiments de se retirer aux Champs-Élysées, et envoie en toute hâte à l'un des deux bataillons suisses qui défendent le Louvre l'ordre de se porter sur-le-champ rue de Rivoli, et de barrer la rue de Car-

1. Lettre de M. Gillant, capitaine de grenadiers au 53^e.

tipline. Le bataillon stationné dans la cour, et que commandait le colonel de Maillardoz, se met aussitôt en marche ; M. de Salis, chef du second bataillon, alarmé de ce départ, charge son collègue de solliciter du maréchal un bataillon français de renfort : « Mes soldats sont démoralisés, lui dit-il ; les souvenirs du 10 août les tourmentent, les obsèdent. » M. de Maillardoz rencontre Marmont à l'entrée de la rue du Carrousel et lui transmet cette demande. « Comment ! s'écrie le maréchal, M. de Salis se laisserait forcer dans le Louvre ! Mais ne sait-il donc pas que c'est une forteresse ? — Je ne pense pas qu'il y soit forcé, répliqua le colonel ; mais un renfort en hommes et en munitions n'en est pas moins désirable. » Marmont venait d'expédier à Saint-Cloud une dépêche où, annonçant à Charles X la défection des 5^e et 58^e de ligne, il présentait cet événement comme étant de nature à compromettre sa position et à rendre une plus longue défense difficile ; le maréchal, en finissant, demandait avec instance « les ordres du roi », Persuadé qu'un ordre de retraite sera la réponse de Charles X à cette communication, il fait dire verbalement à M. de Salis de tenir ses hommes bien réunis, de se concentrer, puis il se porte, de sa personne, vers la rue de Richelieu, où venait d'arriver une nouvelle colonne de combattants qui dirigeaient le feu le plus vif contre une pièce d'artillerie pointée en face d'eux, rue de Rohan, et dont le commandant faisait demander l'autorisation de tirer. A la vue du maréchal, le feu redouble. Marmont, apercevant quelques femmes dans la direction du tir de la pièce, et voyant d'ailleurs que le peuple ne songe pas à dépasser l'angle de la rue des Boucheries, défend de faire feu, et ordonne à un de ses aides de camp, le chef d'escadron Delarue, de se rendre par les rues latérales jusqu'au rassemblement, d'annoncer aux citoyens qui le composent que l'on est en voie de négociation, et que leur persistance à continuer le feu devient sans but et fait d'inutiles victimes. Pendant que le maréchal attend le résultat de cette démarche, M. de Salis, au Louvre, exécutait l'ordre de concentration qui venait de lui être transmis, mais en lui donnant un sens que le duc de Raguse n'y attachait pas. Dans la prévision d'un ordre de retraite qui lui vien-

drait de Saint-Cloud, Marmont avait entendu recommander à cet officier de ne pas éparpiller ses soldats, et de les disposer dans les différentes parties du palais de manière à pouvoir les réunir en quelques instants. M. de Salis n'était pas moins déconcerté que les hommes sous ses ordres; comme eux il était brisé par la fatigue et par le besoin; la défection des deux régiments, cause du subit départ du premier bataillon, achevait de lui ôter le sang-froid. Dans son trouble, il comprend la recommandation du duc de Raguse comme un ordre de réunion absolue; tous les détachements placés aux fenêtres des différents appartements et sous la colonnade, sont appelés dans la cour. Peu d'instants auparavant une colonne d'environ trois cents insurgés, amenés du quartier du Temple et de la place des Victoires par un banquier, M. Michel Goudchaux, et un élève de l'École polytechnique, M. Vincent, s'étaient intrépidement avancés vers la porte principale; cinquante environ étaient tombés avec M. Goudchaux; le reste, retiré dans les rues voisines, venait de suspendre le combat. Cette circonstance, rapprochée de l'ordre qu'ils reçoivent, fait penser aux officiers et aux soldats que les bruits d'armistice qui courent dans leurs rangs depuis le matin, vont enfin se réaliser; ils voient la fin de leurs maux. Mais tandis qu'ils se livrent à cette espérance, un enfant que la suspension du feu et la disparition des défenseurs de la colonnade enhardissent, s'approche d'une trémie qui descendait de cette colonnade sur le sol extérieur par un pan très-incliné, et, par cette voie, monte et arrive jusqu'aux galeries que les Suisses viennent d'abandonner¹. Il entre dans les appartements et se montre aux soldats; à sa vue un cri s'élève au milieu de cette troupe accablée : « Le peuple est dans le Louvre ! » Une indicible terreur s'empare subitement du bataillon; les officiers comme les soldats se précipitent en désordre vers le guichet qui conduit au Carrousel, et se dirigent pêle-mêle vers les Tuileries. Les combattants embusqués en face de la colonnade, n'apercevant plus

1. Une *trémie* est une longue auge en bois qui sert aux maçons à faire glisser, des parties supérieures d'un bâtiment sur le sol inférieur, les débris de pierres et les gravois.

d'adversaires, s'élancent de leur côté vers les grilles d'entrée, et menacent de les rompre, de les abattre, si on ne leur en livre pas immédiatement les clefs. Abandonnés à eux-mêmes dans ce palais sans défenseurs, et jugeant toute résistance inutile, les gardiens se décident à ouvrir les grilles. La foule envahit les guichets ; quelques combattants se jettent à la poursuite du bataillon suisse ; le plus grand nombre montent dans les appartements, dans les galeries, dont ils forcent les portes en faisant sauter les serrures à coups de fusil et de pistolet, pénètrent et se répandent dans la longue galerie de tableaux, d'où ils tirent sur la rue du Musée et sur la place du Carrousel. Ces coups de feu, qui se prolongent jusque sur la cour des Tuileries, achèvent de déconcerter la troupe que la vue des Suisses, continuant de fuir, a déjà mis en alarme. Plus de doute : les Parisiens sont maîtres du palais et vont fermer toute retraite. Une terreur panique saisit les soldats ; tous les corps s'ébranlent, toutes les armes se mêlent ; chacun se hâte et se précipite en tumulte vers l'arc de triomphe élevé devant la grille d'entrée du château. Marmont, en ce moment, se tenait pied à terre auprès de la pièce d'artillerie de la rue de Rohan, attendant le résultat des paroles qu'il a fait porter aux insurgés placés devant lui ; il n'a que le temps de remonter à cheval et de se jeter sur la place du Carrousel, au milieu de ses soldats éperdus ; soixante environ se rallient à sa voix, et, sur son ordre, tirent au hasard dans la direction du Louvre et de la rue de Chartres pour contenir le petit nombre de combattants qui se sont avancés à la suite du bataillon de M. de Salis ¹. Le maréchal fait transmettre à tous ses détachements l'ordre de battre en retraite ; il se rend dans la rue de Rivoli pour en presser lui-même l'exécution, et rentre par cette rue dans le jardin des Tuileries, où il s'efforce de reformer les Suisses. Deux coups de canon sont dirigés vers l'ouverture du pavillon central des Tuileries, pour arrêter la poursuite possible des Parisiens ; mais aucun homme armé ne

1. C'est par une de ces décharges que fut tué un jeune professeur, rédacteur du *Globe*, M. G. Farcy, dont l'inscription funéraire se voyait, place du Carrousel, sur un des côtés de l'*Hôtel de Nantes*, au lieu même où il était tombé.

se montre, et une partie des soldats, retenus par les portes de sortie dont l'ouverture se trouve trop étroite pour la foule qui s'en dispute le passage, reprennent leurs rangs et franchissent, dans une sorte d'ordre, la grille du pont Tournant.

La vue de soldats suisses sautant de l'intérieur du palais sur le sol du jardin par les fenêtres du rez-de-chaussée, ou fuyant vers la place Louis XV, avait bientôt révélé cette fuite aux combattants demeurés sur la rive gauche de la Seine, à l'entrée du Pont-Royal. MM. Joubert, Ch. Thomas et Guinard, suivis par un certain nombre de leurs compagnons, s'élancent aussitôt vers le guichet placé près du pavillon de Flore; la grille n'était pas fermée, la cour se trouvait déserte; ils longent les appartements du rez-de-chaussée, arrivent sous la voûte centrale, montent dans la salle des maréchaux, puis au haut du pavillon de l'Horloge où ils plantent le drapeau porté par M. Joubert, et dont les couleurs se dessinent sur le faite du palais lorsque les derniers détachements de Marmont ne sont pas encore sortis du jardin. M. Joubert et ses deux amis n'avaient rencontré personne dans les escaliers ni dans les salles; partout régnait la solitude la plus absolue; deux ou trois hommes armés, débouchant de la rue du Louvre, se montraient seuls sur la place du Carrousel lorsqu'ils étaient entrés dans la cour du château. Quand ils descendirent, une foule de combattants et de curieux, accourant dans toutes les directions, commençaient à inonder les différentes parties de la résidence royale.

En même temps que le drapeau tricolore reparaisait, après un intervalle de quinze ans, sur le sommet des Tuileries, les troupes qui venaient de s'enfuir du Louvre et de la place du Carrousel se réunissaient aux régiments de la ligne et de la garde stationnés boulevard de la Madeleine, place Louis XV et aux Champs-Élysées, remontaient la grande avenue de ce nom et se retiraient sur le bois de Boulogne, partie par la barrière de l'Etoile, partie par la rue de Chaillot. La population de cette rue, des insurgés embusqués derrière une barricade construite à l'entrée de l'avenue de Marigny, et les habitants de Passy inquiétèrent seuls cette retraite qui eut encore ses vic-

times. Arrivé à la barrière de l'Étoile, Marmont s'arrêta, prit position et fit occuper la tête du faubourg du Roule où ses soldats ne purent s'établir qu'à la suite d'un engagement assez vif. Un quart d'heure après avoir franchi la barrière, le maréchal recevait, des mains d'un officier du dauphin, la dépêche suivante qui ordonnait l'abandon de Paris :

« Mon cousin, le roi m'ayant donné le commandement en chef de ses troupes, je vous donne l'ordre de vous retirer avec toutes les troupes sur Saint-Cloud. Vous y servirez sous mes ordres. Je vous charge en même temps de prendre les mesures nécessaires pour faire transporter à Saint-Cloud toutes les valeurs du Trésor royal, suivant l'arrêté que vient de prendre le ministre des finances. Vous voudrez bien prévenir immédiatement les troupes qu'elles ont passé sous mon commandement.

« De mon quartier général de Saint-Cloud, le 29 juillet 1830.

« LOUIS-ANTOINE.

« Pour le dauphin,

« Le major-général baron *Gressot*. »

Cet ordre de retraite, décidé après l'arrivée des ministres à Saint-Cloud, arrivait une heure trop tard. Reçu par le maréchal avant la défection des 5^e et 53^e de ligne, il aurait épargné aux troupes royales la douleur d'une déroute, et à Marmont, qui n'avait pas eu le temps même de rentrer à l'état-major et d'enlever des sommes assez importantes destinées à des gratifications pour la troupe, le regret d'abandonner un certain nombre de braves gens postés dans plusieurs maisons de la rue Saint-Honoré, et qui s'y trouvèrent cernés avant d'avoir pu rejoindre leurs camarades. Un de ces détachements, appartenant au 6^e de la garde et commandé par le lieutenant Ferriet, se fit cependant jour à travers les insurgés et put se retirer, toujours combattant, vers les Champs-Élysées; il comptait cinquante soldats au départ : vingt-deux seulement rejoignirent le 6^e; le reste avait succombé. Une compagnie du 3^e, forte de soixante hommes commandés par le capitaine Menuisier, occupait la maison d'un chapelier située à l'angle des rues Rohan et Saint-Honoré. Attaqués sur deux faces de leur position par un feu qui ne se

ralentissait pas, les soldats y répondaient avec une inépuisable vigueur. Durant une heure et demie, assiégeants et assiégés déployèrent un égal courage : ceux-ci repoussaient toute composition, ceux-là ne connaissaient aucun découragement. Deux jeunes gens combattaient côte à côte ; l'un d'eux est mortellement frappé ; l'autre, qui rechargeait son arme, continue en disant aux compagnons placés près de lui : « Si je suis tué, vous relèverez ce malheureux, n'est-ce pas ? c'est mon frère. » A la fin, la maison est emportée ; les soldats qui ont survécu à la lutte continuent à se défendre dans l'intérieur, et succombent, la plupart, dans un dernier et suprême combat. Quelques-uns sont sauvés par l'humanité des vainqueurs ; un officier, frappé de trois balles, veut s'échapper et se laisse tomber du troisième étage sur un toit en saillie, placé à vingt pieds au-dessous de la fenêtre qu'il a quittée ; des combattants montent jusqu'à lui, le relèvent et le transportent à l'hôpital du Gros-Caillou ; il y guérit de ses blessures.

Cette lutte aurait été le dernier épisode de l'insurrection sans une attaque dirigée par les combattants de la rive gauche de la Seine contre la caserne occupée par les Suisses, rue de Babylone. La plus grande partie des insurgés de cette partie de Paris, réunis place de l'Odéon, s'y étaient formés assez tard, ainsi qu'on l'a vu, en différentes colonnes, sous la direction d'un certain nombre d'élèves de l'École polytechnique¹. Deux déta-

1. La part prise par les élèves de l'École polytechnique à la défense de Paris, en 1814, avait rendu cette école très-populaire. Le mardi, 27, un élève, renvoyé six mois auparavant, pour avoir chanté *la Marseillaise* dans un banquet, M. Charras, fit parvenir à un de ses camarades les journaux qui avaient paru dans la matinée, en l'engageant à pousser l'École au mouvement. Déjà une certaine fermentation existait donc parmi les élèves, lorsque, vers les six heures du soir, le sourd retentissement des feux de peloton tirés sur l'autre rive de la Seine, vint porter au plus haut degré l'agitation des esprits. Les études sont interrompues, et malgré les remontrances des officiers, et les menaces de l'inspecteur-général, M. Binet, zélé congréganiste, ils se réunissent dans les salles de billard, et décident d'envoyer quatre d'entre eux, MM. Lothon, Berthelin, Pinsonnière et Tourneux, chez MM. Laffitte et Casimir Périer pour leur déclarer que l'École était prête à seconder leurs efforts, et, s'il le fallait, à se jeter dans l'insurrection. Ces quatre jeunes gens forcent la consigne, se rendent chez M. Charras, et de là chez M. Laffitte qui venait d'arriver et ne

chements, conduits par les élèves Baduel et Lothon, étaient descendus vers le Pont-Neuf pour se joindre aux assaillants du Louvre et des Tuileries, et avaient pris part aux dernières attaques contre ces positions : un coup de mitraille avait tué le jeune Baduel sur la place du Carrousel ; M. Lothon, frappé d'une balle à la tête, place du Palais-Royal, était tombé évanoui. Une troisième colonne, forte de plusieurs centaines d'hommes et dirigée par les élèves Charras, Vanneau, Lacroix et d'Ouvrier, avait ensuite marché contre la caserne de la rue de Babylone. Ces jeunes gens ignoraient la position précise de cet édifice, et ils s'avançaient pour ainsi dire au hasard quand une soudaine décharge, qui leur tue trois hommes et met en fuite leurs tambours, les avertit de son voisinage. Cent cinquante soldats environ, simples recrues pour la plupart, mais commandés par un homme ferme, déterminé, le major Dufay qui, depuis trente ans, se trouvait au service de la France, gardaient cette caserne. Toutes les fenêtres ouvertes sur la rue étaient matelassées. Les Suisses, ainsi abrités, soutiennent un véritable siège ; on se bat des deux parts avec le courage le plus intrépide : en quelques instants, l'élève Vanneau est tué ; ses camarades d'Ouvrier et Lacroix sont grièvement blessés, l'étudiant Montz tombe mortellement frappé. Enfin, au bout d'une heure de lutte acharnée, les assaillants se décident à envoyer aux assiégés un parlementaire que le major Dufay refuse de recevoir. Le feu recommence

put les recevoir. Le lendemain, mercredi 28, tous les cinq se présentent chez M. de Lafayette qui leur répond : « Recommandez à vos camarades de se tenir tranquilles. » Dans le moment où la députation recevait cette réponse, l'École était licenciée pour son insubordination de la veille, les élèves la quittaient et se répandaient dans Paris. Deux cent cinquante environ appartenaient à l'opinion libérale ; mais le plus grand nombre ayant été retenus dans leurs familles ou par leur correspondants, cinquante à soixante au plus se joignirent isolément aux insurgés et prirent seuls une part personnelle aux combats de la rue. La lutte finie, ces jeunes gens eurent un véritable rôle politique ; la généralité d'entre eux se mit à la disposition de la commission municipale. Au milieu du désordre qui régnait, leur uniforme connu, aimé de tous, leur donnait une sorte de caractère officiel qui les rendit, soit à titre d'aides de camp, de chargés de missions, soit de délégués, les agents les plus actifs et les plus utiles du pouvoir qui s'organisait.

et fait de nouvelles victimes. Comment vaincre cette résistance furieuse ? Les insurgés avaient amené avec eux un canon en fer enlevé au musée d'artillerie ; ils veulent utiliser cette pièce, mais son état défectueux les oblige d'y renoncer. Quelques voix proposent d'incendier la porte de la caserne. On amène de la paille, on l'entasse dans une charrette que des sapeurs-pompiers, entrés dans les rangs des insurgés, approchent de la porte, et on y met le feu. La flamme s'élève ; mais la porte s'ouvre et livre passage aussitôt à douze ou quinze grenadiers qui, se précipitant la baïonnette en avant, s'élancent et fulent vers l'avenue de Breteuil. On ne songe pas à les poursuivre ; c'est dans la caserne qu'on s'efforce d'entrer. Enfin, le peuple y pénètre : un certain nombre de soldats, rangés autour du major, refusent de poser les armes et succombent avec leur chef ; le reste s'échappe par les derrières ou se rend prisonnier. Deux grenadiers, entre autres, sont emmenés par quelques citoyens qui veulent les sauver ; mais à peine dans la rue, ils sont assaillis par un ouvrier furieux qui s'écrie : « Ils viennent de tuer mon fils ! il faut qu'à mon tour j'en tue au moins un ! » On lui représente qu'un ennemi vaincu, dépouillé de ses armes, est sacré ; que le meurtre d'un seul prisonnier déshonorerait la victoire du peuple, et que le fils qu'il a perdu a probablement fait aussi des victimes. L'ouvrier se calme, se joint aux défenseurs des deux soldats, et chaque fois que, dans la route, le cri de *mort aux Suisses !* se fait entendre, il se place devant les prisonniers en étendant les bras, et défend leur vie en opposant aux imprécations des groupes les raisons auxquelles lui-même a cédé. Chaque fois, en revanche, que le péril est passé, sa douleur reprend le dessus ; il se tourne vers les Suisses, leur reproche la mort de son fils et les accable de coups et d'injures. Ce malheureux ne quitta l'escorte que lorsque les prisonniers furent en sûreté.

Trente-huit ans auparavant, au 10 août, tout passant signalé comme un Suisse déguisé, était voué à une mort certaine. Grâce au progrès de l'éducation générale et à l'adoucissement des mœurs, ces scènes, en 1830, ne se reproduisirent pas. Loin de là, on ne se

bornait pas à respecter le soldat qui se rendait; on le relevait, même en plein combat, s'il était tombé; on lui donnait à manger s'il avait faim; on lui facilitait les moyens de rejoindre son corps ou de rentrer dans sa famille. Il n'y avait pas de prisonniers dans le sens ordinaire du mot : un assez grand nombre de Suisses et de gendarmes, demeurés au Palais-Royal, oubliés ou cachés dans certaines parties des Tuileries et du ministère des Affaires-Étrangères, recouvrèrent leur liberté, dès que les combattants auxquels ils avaient rendu les armes, furent parvenus à leur procurer des coiffures et des vêtements qui les mettaient à l'abri de toute insulte en leur permettant de se confondre dans la foule. Jamais peuple, dans une révolution, ne montra plus de courage, de dévouement, de modération dans le combat, plus de générosité dans la victoire. Durant deux jours, on put voir nombre de pauvres gens presque sans habits, ruisselants de sueur, noirs de poudre, haletants de soif, épuisés par la faim, refuser l'argent qu'on leur offrait, n'accepter que du vin trempé d'eau, et du pain, et, après un court repos, ne demander d'autre récompense de leurs fatigues, que des munitions et des armes pour retourner à la bataille. Loin de tirer vanité des périls qu'ils bravaient, ils respectaient la neutralité des curieux, les avertissaient du danger, et n'hésitaient pas, au milieu du feu le plus vif, de se charger seuls du soin de secourir les blessés mêmes de leurs adversaires. Pures dans leur cause, héroïques dans leurs faits, ces *journées* dont la population parisienne a pu se montrer fière à bon droit, et que, à juste titre, elle a nommées *glorieuses*, offrirent un rare spectacle de vertu politique et de moralité. Ce n'étaient pas des passions brutales, des appétits bas et cupides, qui venaient de mettre les armes aux mains de la classe laborieuse; maîtresse de la ville, entrée de vive force dans une foule d'établissements et de dépôts publics où se trouvaient de grandes richesses, elle ne se borna pas à les respecter, elle les protégea. Dix à douze millions renfermés dans les caisses de l'Hôtel de Ville, un million laissé par M. Mangin dans la caisse des fonds secrets de la préfecture de police, furent retrouvés intacts après quinze à dix-huit heures du plus

complet abandon. L'avocat général de Bayeux, rentré au Palais de justice après sa visite aux Tuileries, est abordé par un groupe d'ouvriers qui lui demandent les fusils déposés au greffe : « Ces armes ne valent rien, leur dit-il; elles proviennent d'individus condamnés pour contravention et qui ne remettent jamais que des fusils hors de service. Vous les livrer serait donc violer un dépôt public sans aucun avantage pour vous. » — « Nous savons qu'il existe au greffe des matières d'or et d'argent représentant une somme considérable et saisies pour défaut de marque de garantie, répondirent les ouvriers; nous les garderons avec vos mauvais fusils; ces armes suffisent pour intimider les malfaiteurs. » Les armes furent remises; des sentinelles furent posées; aucun objet ne fut soustrait du greffe¹. Des circonstances particulières amenèrent un commencement de pillage aux Tuileries ainsi que la dévastation de l'Archevêché.

Ce dernier édifice n'avait ni poste, ni garnison; il demeura respecté le mardi et le mercredi; mais le jeudi matin, un bruit absurde se répand dans les quartiers qui l'avoisinent: on raconte que, la veille au soir, M. de Quélen, ses chanoines et un assez grand nombre de *Jésuites*, ont été vus tirant sur le peuple, des fenêtres du palais archiépiscopal. Aidée par les haines que le clergé avait soulevées contre lui, cette fable grossière trouve d'autant plus facilement créance que, par sa récente allocation à Charles X, lors du *Te Deum* pour la prise d'Alger, M. de Quélen, alors retiré à sa maison d'été de Conflans, s'était donné l'apparence de provoquer au coup d'État. Une masse énorme d'hommes, de femmes et d'enfants se portent sur l'Archevêché, envahissent ce palais et le dévastent. On ne dérobaît pas, on détruisait. Tout le mobilier fut brisé, jeté par les fenêtres ou dans la Seine, et durant plusieurs heures on put voir le fleuve charrier des débris de meubles, du linge, des chasubles, des tentures, des tableaux, des livres de haut prix, que la foule n'aurait pas permis d'emporter.

Quant aux Tuileries, leur pillage partiel eut sa cause dans un

1. Déposition de M. de Bayeux devant la Cour des pairs.

de ces accidents qui sont inséparables des troubles publics. La veille, les détenus de toutes les prisons avaient essayé de profiter du tumulte et du désordre pour recouvrer leur liberté; mais, partout, la garde militaire, soutenue par la population armée du voisinage, était parvenue à les contenir. Les détenus de Sainte-Pélagie eussent cependant réussi à en forcer les portes, si les prisonniers pour dette que l'on ne pouvait songer à retenir, n'avaient pas prêté main-forte à la troupe. Les efforts des détenus assez nombreux qui attendaient à la Conciergerie leur prochaine comparution en police correctionnelle ou en cour d'assises, avaient également échoué devant la fermeté de la troupe et des gardiens; mais aidés, le jeudi matin, par des complices du dehors, ils parvinrent à forcer les portes au moment où l'abandon du Louvre et des Tuileries y faisait accourir toute la population armée des quartiers voisins. Les employés attachés aux différents musées du Louvre étaient restés dans ce palais; ils sollicitèrent un certain nombre d'ouvriers armés de les aider à conserver ses richesses; ces braves gens n'hésitèrent pas; ils se placèrent à toutes les portes, dans les salles, dans les galeries et rendirent tout dommage impossible¹. Les Tuileries, complètement délaissées de leurs surveillants, devenaient une proie plus facile. Durant une heure, les évadés de la Conciergerie purent s'y livrer à leurs habitudes de rapine et à leurs instincts de destruction. Mais, révoltés de ce désordre, quelques combattants en appellent bientôt à la probité de la foule armée répandue dans le château; à l'instant même, des factionnaires en haillons s'installent aux portes de tous les appartements; ils y laissent librement entrer; mais chaque visiteur, soigneusement fouillé en sortant, est obligé de laisser les objets même les plus futiles qu'il croyait pouvoir emporter comme un souvenir de l'événement. Un individu, résistait à cette visite;

1. Un ouvrier, pompier en bois, nommé Müller, rendit à cette occasion les plus grands services. Installé un des premiers comme factionnaire, il veilla sur les objets qui lui étaient confiés, pendant quarante-huit heures consécutives. A quelques jours de là, Müller, sans travail et sans pain, venait tendre la main à un des conservateurs du Musée.

il est trouvé nanti de matières précieuses, et signalé comme voleur de profession ; on l'amène dans la cour et on le fusille. Le soir, des combattants brisés de besoin et de fatigue, et qui le lendemain devaient se trouver sans pain, venaient déposer à l'Hôtel de Ville, des caisses renfermant l'argenterie du château, les ornements les plus précieux de la chapelle, une cassette en bronze damasquiné, remplie d'or, trouvée dans les appartements de la duchesse de Berry, et une foule d'autres objets dont la possession leur eût donné l'opulence.

Pendant qu'aux Tuileries une foule confuse, bruyante, promenait des regards étonnés dans les salles de cette résidence où le peuple en armes remplaçait la royauté, à l'hôtel Lassitte, les députés, surpris et presque effrayés par cette victoire, cherchaient les moyens d'en régulariser le désordre et de la modérer.

On a vu que les huit ou dix membres de la Chambre qui s'étaient réunis la veille au soir chez M. Andry de Puyraveau, avaient décidé de se retrouver chez M. Lassitte le lendemain jeudi, à six heures du matin. Les doutes de la généralité de leurs collègues sur le triomphe de l'insurrection ne s'étaient pas affaiblis pendant la nuit ; loin de là, tous, à l'exception de quatre ou cinq peut-être, voyaient dans la concentration des troupes royales et dans l'impuissance du peuple contre les positions qu'elles gardaient, le signe d'une force que l'arrivée de nouveaux régiments rendrait supérieure, irrésistible, sinon dans cette journée, du moins dans celle du lendemain. Déjà même, un certain nombre d'hommes politiques, pairs ou députés, craignant de se voir compromis vis-à-vis du roi, par les démarches qu'ils avaient pu faire ou qu'on avait pu leur prêter, s'inquiétaient des moyens de s'en justifier. Ainsi, M. de Choiseul, effrayé de l'inscription de son nom sur une liste de gouvernement provisoire, prenait à témoin de son innocence tous ses amis, tous ses visiteurs, se plaignait avec amertume d'avoir été mis sur cette liste en compagnie de M. de Lafayette, puis, le lendemain, lorsque la victoire était décidée et la parole rendue aux journaux, se glorifiait de n'avoir pas réclamé, pendant le combat,

contre cette désignation mensongère. D'autres, comme M. Dupin, avaient des vœux et du dévouement pour chaque parti, selon que l'un ou l'autre paraissait l'emporter. Le chevalier de Panat annonce devant lui que partout la troupe est la plus forte : « Ah ! la troupe l'emporte sur tous les points, s'écrie-t-il ; c'est, ma foi, bien heureux ! » A quelques instants de là, un ancien officier, M. Degousée, lui apprend que la victoire se décide en faveur du peuple, et le sollicite de signer, pour le général Pajol, l'autorisation de prendre le commandement de la garde nationale ; M. Dupin n'hésite pas à tracer ces lignes : « Les députés réunis à Paris autorisent le général Pajol à prendre le commandement des milices parisiennes. — Les milices ! s'écrie M. Degousée, surpris ; pourquoi ce mot ? — Parce que la garde nationale a été légalement licenciée, » répond M. Dupin dont l'esprit revenait au doute.

La nécessité de pourvoir au commandement de cette garde préoccupait, depuis le matin, un assez grand nombre de citoyens. M. Audry de Puyraveau, entre autres, était allé de bonne heure chez M. de Lafayette pour l'engager à s'en saisir ; des gardes nationaux, venus de différents quartiers à l'hôtel Lafitte, avaient adressé à ce général la même prière : « Je serais heureux d'accepter, répondait M. de Lafayette, mais je ne saurais le faire sans l'assentiment de mes collègues. » Ceux-ci, vers les neuf heures, n'étaient encore qu'au nombre de huit ou dix, chez M. Lafitte ; vers les onze heures et demie, on en comptait vingt à vingt-cinq qui demeuraient confondus avec la foule des curieux et des visiteurs qui encombraient l'hôtel de ce député. Le seul bruit que cet hôtel était désigné pour la réunion des membres de la Chambre, en avait fait le lieu où venaient tous les renseignements, où arrivaient toutes les nouvelles ; il devenait, par ce seul fait, le centre, le *quartier général politique* de l'insurrection, et c'était cette circonstance qui y avait amené le sous-officier du 53^e dont nous avons dit la démarche. La proposition de soumission qu'il avait apportée, agita singulièrement les députés présents, et fut pour eux la première révélation du succès promis aux insurgés, le premier indice d'un changement possible dans

la fortune de la royauté ; elle les enhardit, et, sur la proposition de M. Laffitte, ils consentirent à tenir dans le grand salon de l'hôtel une sorte de séance, où ne fut admise qu'une seule personne étrangère à la Chambre, M. Denis Lagarde, secrétaire-rédacteur titulaire de l'assemblée, qui fut chargé de rédiger le procès-verbal de la délibération.

La réunion s'ouvrit à midi, sous la présidence de M. Laffitte. Le procès-verbal constate la présence de trente membres¹. M. Laffitte prit la parole : « Il est indispensable, dit-il, que nous prenions la direction des affaires, non sous le titre de gouvernement provisoire, mais avec notre caractère de députés. Si nous ne donnions pas une direction régulière au mouvement de la population, il serait possible que le découragement s'emparât des esprits, que le désordre surgit de toutes parts, que des incendies même vinssent à éclater dans la ville. Il faut, d'ailleurs, que les régiments disposés à venir à nous, sachent à qui s'adresser. En un mot, une direction est appelée par tout le monde et commandée impérieusement par les circonstances. J'appelle, sur ce point, toute votre attention. »

« A ce moment, ajoute le procès-verbal, M. le général de Lafayette est introduit, et adresse à ses collègues l'allocution suivante : « La volonté d'un grand nombre de citoyens est que j'accepte, non comme député, mais comme individu, le commandement de la garde nationale. Un vieux nom de 89 peut être de quelque utilité dans les graves circonstances où nous sommes. Attaqués de toutes parts, nous devons nous défendre... »

Un officier de la garde nationale entre brusquement dans la salle et interrompt le général pour annoncer que le peuple est maître du Louvre. Cette nouvelle produit une vive impression ; bien des fronts, soucieux jusque-là, commencent à s'éclaircir. Lorsque l'émotion est calmée et l'officier sorti, M. de Lafayette poursuit en ces termes :

1. Les procès-verbaux officiels des réunions de députés, tenues chez M. Laffitte, et dans la salle des séances de la Chambre, sont au nombre de cinq ; le dernier rend compte de la délibération qui eut lieu dans le palais de l'Assemblée, le dimanche 1^{er} août.

« On m'invite à me charger d'organiser la défense. Il serait étrange et même inconvenant que ceux surtout qui ont donné de vieux gages de dévouement à la cause nationale, refusassent de répondre à l'appel qui leur est adressé. Des instructions, des ordres me sont demandés de tous les côtés. On attend mes réponses. Croyez-vous qu'en présence des dangers qui nous menacent, l'immobilité convienne à ma vie passée et à ma vie présente ? Non ; ma conduite sera, à soixante-treize ans, ce qu'elle a été à trente-deux. Il importe, je le sens, que la Chambre se réserve en qualité de Chambre ; mais le devoir me prescrit, à moi citoyen, de répondre à la confiance publique, et de me dévouer à la défense commune.

M. Guizot. Il est impossible que l'honorable général ne se rende pas au vœu de ses concitoyens. La sécurité de Paris dépend de sa détermination. Nous aussi, nous avons des devoirs à remplir. Il est urgent que nous établissions, non pas un gouvernement provisoire, mais une autorité publique qui, sous une forme *municipale*, s'occupe du rétablissement du maintien de l'ordre.

M. Mauguin. Nous nous occuperons tous, sans titre, de la situation des affaires actuelles.

M. Bertin de Vaux. J'adhère complètement à la proposition de M. Guizot. Il importe de régulariser au plus vite le mouvement de la capitale. Si nous ne pouvons retrouver le vertueux maire de Paris, en 1789¹, applaudissons-nous, du moins, d'avoir reconquis l'illustre chef de la garde nationale. »

La pensée de M. Laffitte commençait à se fixer sur un but qu'il devait atteindre : comprenant la puissance que le commandement de cette garde devait donner à M. de Lafayette dont il connaissait les opinions, il parut ne pas comprendre les propositions de MM. Guizot et Bertin, et dit :

« Je crois apercevoir dans toutes les opinions émises le vœu unanime de voir former une commission municipale parisienne qui veillera à la défense, à l'approvisionnement et à la sécurité

1. Bailly.

de la capitale. Je vais mettre cette proposition aux voix.»

L'assemblée décide à l'unanimité la formation d'une commission municipale de cinq membres que plusieurs députés invitent aussitôt M. de Lafayette à désigner. Ce général s'y refuse : « Pour mieux établir l'échafaudage d'un gouvernement provisoire, dit-il, il importe que cette commission soit nommée par la Chambre. » — « Mais ce n'est pas comme Chambre que nous agissons, réplique avec la plus grande vivacité M. Villemain, c'est comme réunion de députés ! » Un assez grand nombre de membres semblent craindre d'engager leur responsabilité en procédant même à la nomination d'une commission municipale ; l'un d'eux propose d'en abandonner le choix à M. Laffitte, qui refuse à son tour de s'en charger, et demande que la réunion procède à cette nomination par la voie du scrutin. M. Mauguin appuie cette proposition. Mais en ce moment, le bruit qui n'a pas cessé de régner dans les autres salles et dans la cour de cet hôtel où, depuis le matin, se presse, s'agite une foule énorme et sans cesse renouvelée de curieux de tous les rangs, de combattants, d'ouvriers, de soldats, devient un véritable tumulte, « En présence de l'agitation qui règne au dehors, ce qui importe, s'écrie M. Bertin de Vaux, c'est que le général Lafayette aille se montrer aux citoyens ! »

Ces paroles ne permettent plus l'hésitation ; M. Laffitte annonce : « que le général Lafayette accepte le commandement de la garde nationale qui vient de lui être déferé par de notables citoyens réunis dans l'intérêt de la défense de la capitale. » — « Et le commandement des troupes ? » dit aussitôt un membre qui, se faisant l'organe de plusieurs de ses collègues, veut opposer une sorte de contre-poids au pouvoir que M. de Lafayette allait puiser dans son nouveau titre. La réunion décide que ce commandement appartiendra au général Gérard. Esprit modéré, caractère probe, cœur loyal, presque candide, dont les hésitations avaient leur source dans son honnêteté même et dans une grande défiance de ses propres forces, mais qui, une fois engagé, montrait une ferme et rare fidélité à la parole donnée, le général Gérard ne se méprit pas sur le motif qui venait de dé-

cider sa nomination au commandement des opérations actives; il ne voulut pas se faire le complice de la pensée blessante qui avait inspiré cette décision, et, se tournant vers M. de Lafayette, il répondit : « qu'il était heureux de se voir appelé à servir sous les ordres de son vénérable collègue. » Tous les deux sortent. A peine ont-ils quitté la salle, que l'on annonce que les officiers du 53^e sollicitent l'honneur d'être admis auprès des députés. Ces officiers, précédés du colonel et du lieutenant-colonel, sont immédiatement introduits. Le colonel déclare, au nom de son régiment : « que, profondément affligés des scènes dont Paris a été le théâtre, ils viennent offrir le secours de leurs bras pour le rétablissement de l'ordre; mais que l'honneur leur prescrit de stipuler qu'ils ne combattront pas contre leurs compagnons d'armes. » — « Vous n'aurez à subir aucune condition injurieuse pour votre honneur, répond M. Laffitte, et je me fais, envers vous, l'interprète de la reconnaissance nationale. » Cette démarche qui donnait aux députés une force militaire pour les protéger, des soldats pour les défendre, rend l'assurance aux plus timides; la réunion devient plus animée; chacun se félicite. Tout à coup, des feux de peloton qui semblent tirés à la porte même de l'hôtel, éclatent : la parole s'arrête sur toutes les lèvres; la pâleur est sur tous les visages; une voix fait entendre ces mots : « Nous sommes trahis! on vient nous arrêter! » Aussitôt, chacun se lève et se précipite vers toutes les issues du salon. Le mouvement de terreur qui, dans ce moment-là même, emportait les Suisses à travers la cour et le jardin des Tuileries, pousse les députés vers la cour et le jardin de l'hôtel Laffitte; les uns s'échappent par les portes; d'autres s'élançant par les fenêtres; ceux-ci s'efforcent de gagner la rue de Provence par les derrières; ceux-là cherchent un refuge dans les lieux les plus retirés des appartements; deux membres, éperdus, se blottissent dans une écurie. M. Laffitte, souffrant d'une récente foulure, est retenu dans son fauteuil; il reste seul avec un de ses neveux : « Quand on se mêle de politique, en temps de révolution, il faudrait avoir au moins la liberté de ses jambes, » dit-il en riant et en montrant son pied malade.

Les 5^e et 53^e de ligne, en abandonnant la place Vendôme, avaient provoqué la terreur panique des soldats suisses; celle des députés avait sa cause dans le même fait : les coups de fusil qui venaient de se faire entendre, étaient tirés par le 5^e de ligne qui, arrivé devant l'hôtel, déchargeait ses armes en l'air pour rassurer, sur ses intentions, la foule dont la rue se trouvait encombrée¹.

Un temps assez long s'écoula avant que, remis de leur épouvante, les députés se fussent réunis de nouveau dans le salon de M. Laffitte. La nouvelle de l'abandon des Tuileries, celle de la retraite des troupes royales vers le bois de Boulogne, et l'annonce de la complète délivrance de Paris, étaient arrivées dans cet intervalle. La réunion, sous l'impression de ces faits, n'hésita plus à procéder enfin à la nomination des membres de cette commission municipale, dont elle avait voulu laisser successivement la désignation à MM. de Lafayette et Laffitte. Un scrutin fut ouvert : MM. Laffitte, Casimir Périer, Gérard, Lobau et A. Odier obtinrent la majorité des suffrages. Mais le général Gérard ayant fait observer qu'il ne pourrait concilier ses devoirs de commissaire avec ceux de commandant des opérations actives, et M. Odier ayant décliné, par modestie, la mission que lui donnaient ses collègues, ils furent remplacés par MM. de Schonen et Audry de Puyraveau, qui avaient obtenu le plus de voix après eux. La commission reçut, en outre, l'autorisation de s'adjoindre d'autres membres; elle en fit immédiatement usage en nommant M. Mauguin. Ce choix termina la séance. Les députés se séparèrent après être convenus de s'assembler à huit heures du soir. La commission municipale se mit en chemin pour l'Hôtel de Ville.

Le peuple avait repris possession de cet édifice la veille, à

1. Voici en quels termes le procès-verbal de la réunion rapporte cet incident : « Après la sortie de MM. les officiers du 53^e, la séance est interrompue quelque temps par des coups de fusil tirés au dehors, et par toutes les apparences extérieures d'une alerte. Au milieu du désordre que cause cette méprise, le président reste immobile et calme sur le fauteuil où l'enchaînement de vives souffrances.

minuit, après le départ du général Talon. Aucune autorité ne s'y installa dans les premiers moments de la matinée. Ce fut seulement vers les onze heures, qu'un groupe assez considérable d'individus, partis de la place de la Bourse, s'y présenta, escortant un ancien officier revêtu d'un habit de général loué chez un fripier, et d'épaulettes empruntées au costumier du théâtre de l'Opéra-Comique, et autour duquel retentissaient les cris de : *Vive le général Dubourg!* Tour à tour employé dans la marine et dans l'armée de terre, ce général improvisé avait eu la carrière la plus aventureuse. Laissé par l'Empire dans les rangs inférieurs de l'armée, il s'était donné sur-le-champ aux Bourbons, avait accompagné Louis XVIII à Gand, et, au retour, s'était signalé en faisant arborer le drapeau blanc à de petites villes sans défense ou à des bourgades ouvertes. Ce zèle lui valut, dans les nouvelles troupes royales, un grade d'officier supérieur, qu'il ne sut pas garder. Rencontré, vers les dix heures du matin, sur la place de la Bourse par M. Évariste Dumoulin, rédacteur du *Constitutionnel*, qui s'irritait de ne voir aucun général de l'ancienne armée se mettre à la tête du peuple, il avait accepté de cet écrivain le rôle d'officier-général, et venait s'établir à l'Hôtel de Ville. On n'est chef militaire qu'à la condition de donner des ordres; M. Dubourg ordonna de descendre le drapeau tricolore arboré sur la façade de l'Hôtel de Ville et d'y substituer un drapeau noir. Cet acte fut le fait le plus saillant de son commandement, qui trouva presque immédiatement son terme dans l'arrivée du général de Lafayette.

Parti de l'hôtel Laffitte en compagnie de M. Audry de Puyraveau et du colonel Carbonnel, M. de Lafayette, à ce moment de la journée, était loin de regarder le triomphe de la cause populaire comme assuré. Dans sa conviction, l'organisation de la défense était sa principale tâche, ainsi qu'il l'avait dit à ses collègues; et si, le matin, sur la place de l'Odéon, nombre de jeunes gens se disposant au combat, avaient blâmé comme une démonstration prématurée, téméraire, le déploiement d'un drapeau tricolore à la tête de leur colonne, lui-même apercevant sur son chemin, rue Saint-Marc, un jeune homme, M. Étienne

Arago, qui portait à son chapeau une cocarde tricolore, lui fit dire de l'ôter : « pas encore ! mon ami, pas encore ! » ajoutait-il avec un signe de la main. A mesure cependant qu'il avançait, et qu'un plus grand nombre de citoyens grossissaient son cortège aux cris de : *Vive Lafayette !* les rubans et les cocardes aux trois couleurs se multipliaient. Dans la rue aux Fers, en face du marché des Innocents, où se trouvaient de considérables magasins de mercerie, une véritable pluie de rubans tricolores, tombés des mêmes fenêtres d'où, la veille, des balles, des pavés étaient lancés contre les Suisses, inonda le général et son escorte. De bruyants et longs applaudissements accueillent cette manifestation ; M. de Lafayette place un de ces rubans à sa boutonnière ; chacun l'imita ; il continue son chemin et arrive bientôt sur la place de l'Hôtel de Ville où sa venue est saluée par un immense cri de joie et par plusieurs décharges de mousqueterie. Reçu, au haut du perron, par le général Dubourg, qui le précède en disant : « A tout seigneur, tout honneur ; » conduit, porté, en quelque sorte, dans l'intérieur de l'édifice par une foule enthousiaste, enivrée, qui prétend guider ses pas, et dont il s'efforce vainement de modérer le zèle, en répétant sans cesse : « Laissez, laissez, je connais l'Hôtel de Ville mieux que vous, » il s'installe enfin. De tous les points lui arrivent aussitôt des communications et des nouvelles ; de toutes parts on lui demande des instructions et des ordres. L'Hôtel de Ville, par le fait seul de sa présence, devient immédiatement le centre où aboutit toute l'action insurrectionnelle ; et une fiction hardie, créée dans ce lieu, depuis quelques heures, par un écrivain dont nous avons déjà prononcé le nom, passe sur-le-champ à l'état de réalité.

M. Baude, rédacteur du *Temps*, avait employé une partie de la matinée à parcourir les quartiers les plus populeux. La désorganisation et l'incertitude étaient partout : dans le quartier Saint-Antoine, les soldats de ligne, enfermés à la caserne de *L'Ave-Maria*, jetaient au peuple leurs cartouches, leurs gibernes et leurs fusils ; les cavaliers de la caserne des *Célestins* ouvraient leurs portes à la foule en disant : « Faites ce que vous voudrez. Si le roi et le dauphin étaient venus se mettre

à notre tête, nous nous serions énergiquement battus. Mais nous n'irons pas massacrer nos concitoyens dans le seul but de faire plaisir à des princes qui nous délaissent et s'abandonnent. » Place-Royale, cinquante à soixante gardes nationaux en uniforme et en armes, demeureraient inactifs ; M. Baude les engage à se porter à l'Hôtel de Ville : « Qu'irions-nous y faire, lui répondirent-ils ; si nous pouvions espérer d'y trouver des chefs, des ordres, un gouvernement, à la bonne heure ! » La pensée de leur donner la direction qu'ils demandent, vient aussitôt à M. Baude ; il se rend à la Préfecture, mande devant lui les gardiens, les garçons de bureau et les employés qui s'y trouvent ; leur annonce qu'il représente et dévance le *gouvernement provisoire* ; leur commande de se livrer à leurs travaux habituels, et déclare que toute chose doit rentrer dans l'ordre accoutumé. Poussant la fiction plus loin, il dicte des proclamations, prend des arrêtés, fait des nominations au nom du gouvernement prétendu, contre-signes hardiment ces différents actes, en ordonne l'impression chez l'imprimeur de la Préfecture, et les fait afficher. Le général Dubourg l'avait précédé de quelques instants à l'Hôtel de Ville, et s'était vu immédiatement entouré par une foule de courtisans, de flatteurs, qui ne tardèrent pas à le quitter pour se précipiter vers M. Baude, et solliciter, par son entremise, les faveurs du gouvernement idéal qu'il disait représenter, gouvernement dont l'existence empruntait une apparence de réalité à la formation, annoncée dans les placards affichés la veille, d'un nouveau pouvoir composé de MM. de Lafayette, Gérard et le duc de Choiseul¹. L'arrivée de M. de Lafayette avait été le terme de la fortune du général Dubourg ; la venue des cinq députés, formant la *commission municipale*, marqua la fin du rôle tout-puissant de M. Baude, qui accepta les fonctions de secrétaire de cette commission. Une proclamation où ils faisaient connaître aux

1. On lit dans l'*Histoire de dix ans* de M. L. Blanc : « M. de Montalivet, qui était absent de Paris pendant la lutte, vint à son tour à l'Hôtel de Ville faire connaître ses espérances à M. Baude. Il réclamait la direction des ponts et chaussées, déclarant toutefois que si M. Baude se l'était réservée, il la lui abandonnerait volontiers. »

Parisiens leur nomination « par les députés présents à Paris » fut le premier acte des commissaires. Deux proclamations dans lesquelles M. de Lafayette annonçait, d'abord, sa nomination au commandement en chef de la garde nationale de Paris, ensuite, la réorganisation immédiate de cette garde, inaugurèrent le pouvoir de ce général, qui peu d'instants après son arrivée avait, en outre, fait amener le drapeau noir du général Dubourg et réarborer le drapeau tricolore.

Par une singulière coïncidence, les deux hommes en qui se personnifiaient les principes, les pouvoirs en ce moment en lutte, étaient deux vieillards de soixante-treize ans, nés la même année, et qui, à quarante ans de date, se retrouvaient en présence, sans que ni l'un ni l'autre eussent faibli un seul jour dans les opinions qui, au dernier siècle, les avaient faits adversaires. De même qu'en 1789, la querelle était encore entre la Révolution et la Contre-révolution, représentées par le marquis de Lafayette et par le comte d'Artois. Mais pendant que, au sein du même édifice qui avait été le berceau, le premier quartier général de la Révolution, M. de Lafayette en reconstituait la force armée et en relevait l'emblème, Charles X, à son palais de Saint-Cloud, consumait dans l'incertitude et dans une résistance aveugle, inerte, les courts instants encore laissés par la fortune au salut de sa couronne et de sa maison.

MM. de Sémonville et d'Argout étaient arrivés à la résidence royale en même temps que M. de Polignac et ses collègues. « L'entrée simultanée de plusieurs voitures dans la cour du château attira une grande quantité de curieux, de gardes et d'officiers de toutes armes, a dit M. de Sémonville. Il nous était facile, au milieu de cette foule, de barrer le passage à M. de Polignac. Je l'abordai, et je lui dis que je ne prétendais pas à l'honneur de faire révoquer les ordonnances et changer le ministère ; que cet honneur lui appartenait encore, et que nous le laissions en conséquence monter chez le roi, mais qu'il n'oubliait pas que les moments étaient pressants. M. de Polignac ne répondit rien, et passa avec sa politesse ordinaire. M. d'Argout et moi nous en-
pour attendre, chez M. le duc de Luxembourg. Presque

tout le château s'y rassembla en un instant. Nous nous vîmes entourés de MM de Mortemart, de Duras, et de beaucoup d'autres personnes impatientes de savoir ce qui se passait à Paris. Je n'avais pas encore commencé à leur parler, lorsqu'un huissier du cabinet vint me prier de monter chez le roi ; je montai rapidement les escaliers, et je trouvai M. de Polignac en dehors de la porte extérieure du cabinet de S. M. ; je lui exprimai ma surprise d'être appelé si promptement, et avant que le conseil eût eu le temps de délibérer, et même de s'assembler. « Vous savez, Monsieur, me répondit-il, quel devoir vous « croyez remplir en venant ici, dans les circonstances où nous « nous trouvons. J'ai dit au roi que vous étiez là ; vous m'accu-
« sez ; c'est à vous de parler le premier. » Après ces paroles, il ouvrit la porte, m'introduisit dans le cabinet, et la referma sur moi. ¹ »

Charles X accueillit le grand référendaire avec une certaine brusquerie qui s'adoucit cependant par degrés ; il traita d'exagérées toutes les nouvelles que son interlocuteur essaya de lui donner sur la situation de Paris, et entreprit de le rassurer, comme il avait fait la veille avec M. de Vitrolles, sur le résultat de la lutte. Toutes les mesures étaient prises, disait-il, pour étouffer l'insurrection qui s'userait, d'ailleurs, d'elle-même, faute de chefs et de moyens de remplacer ses pertes en hommes et en munitions. « Je crois, et j'ai toujours cru que la résolution du roi était personnelle, ancienne, profonde, méditée, a ajouté M. de Sémonville, et qu'elle était le résultat d'un système tout à la fois politique et religieux. Si j'avais pu concevoir quelques doutes à cet égard, ils auraient été entièrement dissipés par ce douloureux entretien. Chaque fois que je me suis approché de son système pour essayer de le combattre, j'ai été repoussé avec une inébranlable fermeté ; il détournait les yeux des troubles de Paris, qu'il croyait exagérés dans ma bouche ; il refusait d'apercevoir l'orage qui grondait sur sa tête et sur sa dynastie. »

Charles X, dans le cours de cet entretien, faisait intervenir

1. Déposition de M. de Sémonville devant la Cour des pairs.

fréquemment le nom de son frère Louis XVI, que ses concessions seules, disait-il, avaient fait monter à l'échafaud, et il ne voulait pas y monter comme lui : « Ce n'est pas que je craigne la mort, ajoutait le roi ; quand on est toujours prêt à paraître devant Dieu, on ne craint pas la mort. — Mais la dauphine ! sire. Songez aux dangers qu'elle pourra courir, lorsque la nouvelle des désordres de Paris arrivera dans les communes qu'elle devra traverser. — Madame la dauphine est comme moi, toujours préparée à la mort. — Mais, sire, la dauphine n'est pas seule menacée ; demain, à midi, il n'y aura plus ni roi, ni dauphin, ni duc de Bordeaux ! — Vous nous accorderez bien jusqu'à une heure ? » répliqua Charles X. d'un accent blessé ¹. « Enfin, après avoir tout tenté, a dit encore M. de Sémonville, j'osai le rendre responsable du sort qu'il pouvait réserver à la dauphine. Je m'efforçai de lui faire entendre qu'il devait la garantir du seul malheur qu'elle n'eût peut-être pas encore éprouvé dans le cours d'une vie écoulée dans les larmes. Celles du roi ont aussitôt jailli de ses yeux ; sa fermeté a disparu ; sa résolution a changé ; sa tête est tombée sur sa poitrine. Il me dit d'une voix basse, mais très-émue : « Je vais dire à mon fils d'écrire, et j'assemblerai le conseil. » ²

Le conseil fut, en effet, réuni et décida immédiatement la nomination du dauphin au commandement supérieur des troupes, puis, à quelques instants de là, après la réception de la dernière dépêche de Marmont, l'évacuation de Paris par l'armée. On connaît la lettre adressée par le fils de Charles X à Marmont, pour lui notifier cette double décision. Quand elle fut prise, le conseil aborda les demandes faites par M. de Sémonville. Rapporterait-on les ordonnances, et le cabinet serait-il changé ? Roi, dauphin et ministres, tous n'y voyaient que péril et que honte. « Transiger avec la révolte, ce serait abdiquer, » répétait sans cesse Charles X. « La main qui signerait de pareilles concessions, serait à jamais frappée d'impuissance, »

1. *Chronique de juillet 1830*, par M. L. Rozet.

2. Déposition de M. de Sémonville.

ajoutait M. de Polignac. « En supposant même qu'à ce prix, les révoltés consentissent à poser les armes, disaient d'autres ministres, la chute du trône ne serait que retardée; on l'obligerait bientôt à d'autres sacrifices qui aboutiraient fatalement à une catastrophe. » Refuser était facile sans doute; mais si l'on ne cédait rien à l'insurrection, il fallait du moins pouvoir la dompter. Or, tous les efforts tentés par la troupe, depuis deux jours, pour y parvenir, avaient échoué. Où prendre d'ailleurs, de nouveaux ministres? Quels seraient les hommes dont les principes et le caractère pourraient donner satisfaction tout à la fois aux passions de la population insurgée et aux intérêts de la royauté? MM. de Sémonville et d'Argout n'avaient prononcé aucun nom. Ces deux pairs étaient venus sans autre préoccupation, en effet, que d'obtenir le retrait des ordonnances, ainsi que la chute du ministère, et l'un et l'autre attendaient encore la communication même la plus légère sur ces deux points, lorsque vers une heure et demie ils furent rejoints par M. de Vitrolles.

Le docteur Thibaut était convenu de revoir cet homme politique le jeudi, de bonne heure; il le rejoignit, en effet, à ce moment peu avancé de la matinée où M. de Polignac n'admettait pas encore la possibilité d'une défaite, ni les députés de l'opposition la possibilité d'un succès. Ses instances pour une nouvelle démarche à Saint-Cloud, furent aussi vives que la veille. On désirait un arrangement avec ardeur, disait-il, et l'on regarderait comme une satisfaction suffisante la formation d'un ministère dont le duc de Mortemart serait le chef, et dans lequel le général Gérard entrerait comme ministre de la guerre; ces deux personnages choisiraient leurs collègues; M. Casimir-Périer serait probablement du nombre; son admission n'était cependant pas exigée impérieusement.

Des barricades partout dressées empêchaient la circulation des voitures; des insurgés postés à toutes les barrières en interdisaient la sortie, selon leur caprice, aux habitants de Paris. Obligé, par tous ces obstacles, de faire une partie du trajet à pied, et condamné à de longs détours, M. de Vitrolles ne put atteindre Saint-Cloud que fort longtemps après avoir quitté

le docteur Thibaut. Informé de l'arrivée des ministres et de celle de MM. de Sémonville et d'Argout ; averti de la démarche que ces derniers étaient venus tenter et sur laquelle on délibérait ; ne pouvant, dès lors, voir le roi, M. de Vitrolles fit demander M. de Polignac qui s'empressa de quitter le conseil. Ce ministre semblait inquiet, son visage était abattu. M. de Vitrolles lui remit un petit papier où se trouvaient inscrits les noms des deux personnages que les chefs de l'insurrection, disait-il, désiraient voir chargés de former l'administration nouvelle, et lui fit connaître les formes respectueuses dont on entendait entourer les concessions royales. « Eh bien, nous allons délibérer sur cette proposition, » dit le premier ministre à M. de Vitrolles qui, se rendant alors auprès de MM. de Sémonville et d'Argout, se résigna, comme eux, à attendre. Ils seraient restés durant de longues heures dans la plus complète ignorance de ce qui se passait au conseil, si, à diverses reprises, M. de Polignac, qui affectait de n'adresser la parole qu'à M. de Vitrolles, n'était venu faire connaître la cause des retards apportés à toute décision : d'abord, il annonça que le roi ne voulait prendre aucun parti sans l'assentiment exprès du dauphin ; ce dernier, disait le président du conseil, à un autre moment, refusait de se prononcer, affirmant qu'on exagérât le mauvais état des choses à Paris ; plus tard, ce prince manifestait l'intention de monter à cheval et d'aller s'assurer par lui-même de la vérité des faits. A ce moment où chaque seconde était une année, chaque minute un siècle, Charles X, son fils, les ministres, semblaient tous frappés d'immobilité ; on eût dit qu'ils se confiaient dans quelque retour subit de la fortune. Cependant les heures s'écoulaient et les nouvelles arrivaient toujours plus inquiétantes. Ce fut le général de Coetlosquet qui, le premier, annonça l'abandon du Louvre. « Ce palais, disait-il, avait été enlevé par le peuple qui était ensuite entré dans les Tuileries par la grande galerie des tableaux. Rien n'avait pu arrêter la déroute, ajoutait-il ; lui-même ne s'était échappé qu'avec peine. » On aurait vainement voulu douter de cette nouvelle accablante, car bientôt Marmont parut à son tour, et traversant rapidement le salon où se trouvaient MM. de Vitrolles,

de Sémonville et d'Argout, leur jeta ces mots : « Une terreur panique ! Un bataillon suisse qui a perdu la tête dans un mouvement qui lui était ordonné ! » Le maréchal se rendait auprès du roi : « Sire, lui dit-il en l'abordant, c'est une bataille perdue ! Une balle dirigée contre moi, a tué, à mes côtés, le cheval d'un de mes officiers. Je regrette qu'elle ne m'ait pas traversé la tête ; la mort serait préférable pour moi au triste spectacle dont je viens d'être témoin. » Charles X répondit au duc de Raguse avec la plus grande bonté, et entendit, sans manifester la moindre impatience, tous les détails que lui donna le maréchal, même ses observations sur la nécessité d'un prompt arrangement. Marmont était arrivé, accompagné d'aides de camp, d'officiers d'ordonnance, et de lanciers d'escorte, dont les visages pâlis par la fatigue et ruisselants de sueur, les cheveux et la barbe incultes, les vêtements couverts de poussière, contrastaient avec la tenue de cour des personnes du service. Ces officiers et ces soldats n'avaient vécu depuis la veille au matin, comme le maréchal lui-même, que de pain trempé dans du vin ; ils n'en restèrent pas moins dans une sorte d'isolement qui se prolongea jusqu'au moment où l'on connut la réception amicale faite par le roi au duc de Raguse. Des rafraîchissements leur furent alors envoyés par le premier maître-d'hôtel : à la vue des carafes d'orangeade, d'orgeat, et des sucreries qui leur étaient offertes, quelques officiers ne purent retenir leur mécontentement : « Croyez-vous donc que nous revenions du bal ? s'écria le colonel de Komierowski. Donnez-nous plutôt un morceau de viande et un verre de vin. »

Le conseil continuait à tenir séance, mais toujours sans décider rien ; M. de Polignac vint trouver de nouveau M. de Vitrolles : « Avant de consentir à la proposition que vous avez apportée, lui dit-il, le dauphin veut juger par lui-même de ce qu'on peut encore faire avec la garde et les autres troupes. » Ce prince, en effet, ne tarda pas à quitter le château : il rencontra les premiers détachements au village de Boulogne, et passa devant eux sans trouver un seul mot à leur adresser ; ses traits ne marquaient ni inquiétude, ni tristesse ; ils n'exprimaient rien. Arrivé

près d'Autueil, il est abordé par le maire et l'adjoint de cette commune qui le prient de faire révoquer les ordonnances. Le dauphin ne paraît pas entendre, et porte son attention sur un objet éloigné. Les deux fonctionnaires insistent; le prince, au lieu de leur répondre, adresse quelques paroles insignifiantes au colonel du 15^e léger. Au retour, il passe devant le front du 6^e d'infanterie de la garde, et s'adressant au colonel Revel : « Combien avez-vous perdu d'hommes? lui dit-il. — Beaucoup, Monseigneur, répond cet officier dont les yeux laissent échapper de grosses larmes. — Il vous en reste encore pas mal, vous en avez encore bien assez, » répond le prince en promenant son œil sans regard sur la ligne des soldats. Pendant cette triste revue où le fils de Charles X donnait aux troupes, au lieu d'encouragements, le triste spectacle de sa nullité, le bataillon des élèves de l'École de Saint-Cyr arrivait à la résidence royale, avec son artillerie. Charles X, comme tous les esprits faibles, attachait une grande importance aux petites choses; il vit une force pour la monarchie croulante dans l'arrivée de ces adolescents, et se porta à leur rencontre. La duchesse de Berry et ses deux enfants l'accompagnaient. La sœur du duc de Bordeaux, jeune fille de onze ans, s'avança sur le front du bataillon, en tenant par la main son frère encore moins âgé qu'elle : « Ah! Messieurs, dit-elle aux élèves, je vous en prie, défendez bien mon frère! » Des cris éclatants de *Vive le roi!* accueillirent cette innocente prière; ils furent le seul bénéfice de cette scène enfantine qui échappa au plus grand nombre des hôtes de la résidence royale. Tous, en ce moment, n'avaient, en effet, qu'une préoccupation : les nouvelles de Paris et le résultat de la revue que le dauphin était aller passer. Les ministres avaient suspendu leurs inutiles conversations en conseil, et plusieurs d'entre eux faisaient de courtes apparitions dans le salon où MM. de Sémonville, d'Argout et de Vitrolles continuaient d'attendre. M. de Peyronnet, entre autres, y parut : « Vous êtes bien longtemps à vous décider; vous perdez bien du temps, lui disaient les deux premiers. — La déchéance du roi peut être prononcée demain matin, ajoutait M. de Vitrolles. — Ah! la déchéance! Je vou-

drais bien voir pareille chose ! cela nous mettrait dans une bien belle position ! » s'écriait M. de Peyronnet, dans la pensée qu'un tel acte soulèverait au sein de la population une indignation si unanime et si forte, que Paris tout entier reviendrait aux pieds de Charles X. Enfin, le fils du roi parut, et déclara ne plus s'opposer à la formation d'un nouveau cabinet dont la composition définitive appartiendrait à M. de Mortemart et où le général Gérard serait ministre de la guerre.

M. de Mortemart était capitaine de la compagnie des gardes du corps ordinaires à pied, dite les *cent-suisse*s. Atteint d'une fièvre qu'il avait rapportée de son récent séjour en Russie, comme ambassadeur, il se rendait aux eaux lorsque la publication des ordonnances l'arrêta en chemin. Il revint remplir les devoirs de sa charge. En passant la veille (mercredi) à Versailles, sa voiture avait été assaillie par la population soulevée ; des pierres avaient blessé assez grièvement une personne placée près de lui, dans sa voiture, ainsi que son domestique. Aussitôt arrivé à Saint-Cloud, il demanda à voir le roi, qui ne le reçut que le lendemain. M. de Mortemart entretint Charles X du soulèvement de Versailles, et de la situation de Paris ; il le supplia de prendre de nouvelles mesures, disant que l'existence même du trône lui semblait fortement compromise : « Vous êtes né dans la Révolution, lui répondit le roi en souriant, vous voyez les choses d'après les nouvelles idées, et le moindre bruit vous étonne. Quant à moi, je n'ai pas oublié comment les choses se sont passées il y a quarante ans ; je ne veux pas, comme mon frère, monter en charrette ; je veux monter à cheval. — Je crains, Sire, que vous n'y soyez bientôt obligé. — Nous verrons, nous verrons, » lui dit le roi en le congédiant. Le dauphin était présent ; il avait gardé le silence ; mais les sentiments que venait d'exprimer M. de Mortemart, auquel il reprochait une sorte de *libéralisme* dans ses votes à la Chambre des pairs, n'avaient pas laissé d'influer sur sa résistance obstinée à la proposition d'en faire le chef d'un nouveau cabinet. Lorsque M. de Mortemart apprit sa nomination de la bouche du roi, sa première réponse fut un refus formel : « Je ne saurais accepter, disait-il ; je ne suis

pas en état d'être président du conseil. Je suis un soldat, et non pas un homme politique. Un tel fardeau est au-dessus de mes forces. » Quelques heures auparavant, en répondant à ses observations sur la nécessité de rapporter les ordonnances, Charles X lui avait dit : « Je ne reculerai pas ; je monterai à cheval. » Passant subitement de la confiance la plus excessive au plus extrême abattement, ce prince ne se borne pas à reculer jusqu'à la concession d'un ministère libéral ; dans son empressement à en hâter la formation, il descend, pour vaincre la résistance de M. de Mortemart, jusqu'à la prière : « Eh quoi ! lui dit-il, vous refusez de concourir à des mesures qui peuvent sauver ma couronne, peut-être même ma vie et celle de ma famille ? Je comptais plus sur votre dévouement. — Si c'est cela que me demande Sa Majesté... — Oui, c'est cela même, » répliqua vivement le roi. M. de Mortemart se rendit, et Charles X vint annoncer son acceptation au conseil, en ajoutant : « Il a bien des torts à se reprocher ; mais il subit une terrible punition en se trouvant désigné pour présider un conseil formé par mes ennemis¹. » M. de Polignac appela M. de Vitrolles dans une pièce particulière, et lui dit que le roi le chargeait de se rendre sur-le-champ à Paris, pour y annoncer le changement de ministère, faire connaître au général Gérard sa nomination au département de la guerre et lui transmettre confidentiellement des recommandations que, dans leurs illusions incurables, le roi et ses conseillers croyaient pouvoir adresser au nouveau ministre. Lorsque cette nomination avait été décidée en conseil, le dauphin s'était écrié : « En voilà un qui ne me laissera probablement plus grand'chose à faire au ministère de la guerre ! » M. de Vitrolles devait prier le général Gérard « de laisser *le personnel* au dauphin ; et, dans tous les cas, de ménager la transition. » Quand il eut pris note de ces instructions, M. de Vitrolles demanda que MM. de Sémonville et d'Argout lui fussent adjoints pour sa mission ; M. de Polignac

1. M. de Mortemart recevait dans son salon une trentaine de pairs qui, dans plusieurs occasions, avaient voté contre M. de Villèle et appuyé le ministère Martignac.

opposa d'abord à cette demande le refus le plus absolu ; mais obligé de céder à l'insistance de son interlocuteur, qui déclara ne pouvoir pas partir sans ces deux collègues, le ministre les fit entrer et leur annonça la négociation dont ils allaient être chargés : « Nous ne pouvons l'accepter, répondirent à leur tour MM. d'Argout et de Sémonville, qu'à la condition d'entendre les paroles du roi, et de recevoir directement les ordres de Sa Majesté. » Tous les deux se rendent avec M. de Vitrolles dans le cabinet royal ; ils trouvent Charles X debout, au fond de la pièce ; en les apercevant, le roi s'avance au-devant d'eux ; son visage était calme et résigné : « Messieurs, leur dit-il d'une voix lente, mais où perçait une certaine contrainte, vous allez vous rendre à Paris ; faites tout ce qui sera nécessaire pour arrêter l'effusion du sang. » Puis, après un moment de silence, il ajoute, avec un accent et un geste irrités : « Voulez-vous que je vous le dise ? Eh bien ! de tout cela il ne sortira rien de bon ni pour la France ni pour la monarchie. »

Par une inconséquence bizarre, le chef du nouveau cabinet que Charles X consentait à former dans le but de désarmer l'insurrection, se trouvait à Saint-Cloud, et ce prince, au lieu de lui laisser le soin d'agir immédiatement dans l'intérêt de sa couronne, le retenait auprès de lui et se bornait à envoyer aux insurgés des intermédiaires dont nulle pièce ne certifiait la mission. A la vérité, aucun acte n'était encore dressé ; le roi retardait tout engagement, toute signature, espérant sans doute, dans le secret de son cœur, que durant la nuit quelque événement inattendu lui épargnerait la douleur de subir l'odieuse concession que la nécessité lui arrachait.

Il était cinq heures du soir lorsque MM. de Sémonville, d'Argout et de Vitrolles purent quitter enfin Saint-Cloud. Tous les trois étaient convaincus que leur mission aboutirait à un arrangement fatal, sans doute, à la dignité royale, mais favorable, du moins, au maintien de la royauté. Ils franchirent assez facilement la barrière de l'Étoile, et entrèrent dans les Champs-Élysées ; mais arrivés à la hauteur de la rue de Chaillot, ils sont arrêtés par des insurgés installés dans un corps de garde placé

à l'angle de cette rue. Ils annoncent la chute du ministère, l'avènement d'un cabinet nouveau, et demandent si l'on croit qu'ils trouveront le général Gérard chez M. Laffitte. « Vous le trouverez à l'Hôtel de Ville, au *Gouvernement provisoire*, » leur est-il répondu. — « Au gouvernement provisoire ! déjà ? » s'écrie M. de Sémonville stupéfait. — Eh bien, allons à ce gouvernement, dit M. de Vitrolles, et pressons-nous. » La marche de la voiture de chasse où ils étaient montés ne rencontra pas de grands obstacles jusqu'au quai du Louvre ; mais à partir de ce point, de nombreuses barricades les arrêtaient à chaque pas. Courtisan de toute puissance, qu'elle siégeât sur un trône ou dans la rue, M. de Sémonville, à chacune de ces haltes, croyant flatter la foule, lui annonçait la chute du ministère avec force jurements. Ses auditeurs demeuraient assez indifférents à cette nouvelle ; ils y répondaient en déchargeant leurs armes, en poussant les cris de *vive la Charte ! vive la liberté !* et les plus robustes, émus de pitié à la vue de la faiblesse et de l'âge avancé du grand référendaire, soulevaient la voiture avec leurs épaules et l'aidaient à franchir l'obstacle. Ce fut vers les huit heures que les trois négociateurs arrivèrent à l'Hôtel de Ville. La commission municipale les reçut immédiatement ; tous ses membres étaient présents, ainsi que le général Lafayette que l'on avait averti. Benjamin Constant, bien qu'étranger à la commission, et qui jusque-là s'était abstenu de paraître aux réunions de ses collègues, était lui-même assis en arrière de M. Casimir Périer. Ce dernier s'était levé pour venir au-devant des envoyés de Saint-Cloud. En apercevant M. de Vitrolles, il ne put retenir un mouvement d'inquiétude et de surprise : « M. de Vitrolles, ici ! dit-il en se penchant à l'oreille de M. d'Argout. Nous croit-il donc assez forts pour le sauver ? » M. de Sémonville s'était empressé d'aller à M. de Lafayette, de lui serrer les mains, et de lui rappeler que, quarante ans auparavant, l'un et l'autre s'étaient rencontrés dans le même Hôtel de Ville, au milieu de circonstances à peu près semblables. Le général ne répondit pas un seul mot ; le grand référendaire prit la parole : « Nous venons apporter la paix, dit-il ; le roi consent à changer son ministère ;

il révoquera les ordonnances. La cause qui a provoqué la collision entre le trône et le peuple, ne subsistant plus, la collision elle-même doit cesser. » Ces nouvelles furent écoutées dans le plus profond silence et sans exciter le moindre signe de répugnance ou de sympathie. Seul, M. de Schonen s'éleva avec une sorte d'emportement sur l'emploi qu'on avait fait des troupes dans les trois dernières journées. « Vous vouliez donc nous faire assassiner tous, faire égorger tout Paris ? » disait-il à M. de Vitrolles. M. Mauguin arrêta ces plaintes, en faisant observer à M. de Schonen que le devoir de la commission était d'entendre et d'écouter les négociateurs. « Il est bien extraordinaire, dit à ces derniers M. Casimir Périer, que vous ne puissiez nous remettre aucune preuve officielle de votre mission ; comment ne nous apportez-vous rien, pas même un mot du roi ? » — « Lorsque nous sommes partis de Saint-Cloud, répond aussitôt M. de Vitrolles, nous ignorions qu'il existait un gouvernement provisoire ; nous ne nous attendions à traiter qu'avec un général placé à la tête de l'insurrection, et pour lequel j'avais même, de la part du roi, des ordres particuliers. » — « Nous ne demanderions pas mieux que d'accepter un arrangement qui terminerait le différend et ramènerait la tranquillité, reprit M. Casimir Périer. Mais vous vous méprenez sur notre position. Nous ne sommes ni assez forts, ni revêtus d'une autorité suffisante pour faire adopter vos propositions. Nous ne pouvons rien prendre sur nous ; nous ne sommes les maîtres de rien. » Ce député parlait seul au nom de la commission ; ses collègues et M. de Lafayette continuaient à garder le silence le plus absolu, écoutant les questions et les observations de M. Périer ainsi que les réponses des envoyés de Charles X, sans montrer de dispositions favorables ou hostiles. Leur attitude était celle d'hommes que les événements ont surpris, qui sont encore sans parti arrêté, et qui attendent. — « Le peuple avait-il versé son sang pour un simple changement de ministres ? ont dit, en parlant de cette entrevue, les membres de la commission municipale. Consentirait-il à revoir sur le trône un prince irrité de son humiliation, et qui reprendrait la ruse en attendant qu'il pût de

nouveau essayer la force ? La commission ne voulut pas décider sur-le-champ ces graves questions ; il était de la prudence *de ménager encore* un parti à qui le désespoir pouvait révéler ses forces. Elle renvoya à la réunion des députés les commissaires de Saint-Cloud qui , du reste , n'avaient aucune pièce écrite , aucune preuve officielle de leur mission. ¹ »

Renvoyés par la commission municipale à la réunion des députés, les trois négociateurs avaient besoin de *laissez-passer* pour arriver à l'hôtel Laffitte. Ce fut M. Casimir-Périer qui les leur donna. La conférence terminée, M. de Lafayette s'approcha de M. de Sémonville, et prenant la parole pour la première fois, il lui dit en souriant et en étendant la main dans la direction de Saint-Cloud : « Eh bien, prend-on la cocarde tricolore là-haut ? — Pas encore ; c'est une grosse affaire. — Qu'ils s'épargnent le souci d'y songer ; l'affaire est faite. » Les forces de M. de Sémonville étaient à bout ; il rentra au Luxembourg. MM. de Vitrolles et d'Argout prirent le chemin de l'hôtel Laffitte. Le premier habitait en face de cet hôtel ; il n'y suivit point M. d'Argout qui convint de venir le rejoindre après sa conférence avec les députés.

Réunis en assez grand nombre dans le principal salon de M. Laffitte, les députés étaient en séance et discutaient sur l'étendue des pouvoirs de la commission municipale, lorsque M. d'Argout fut introduit au sein de leur réunion ; il annonça le changement du ministère et le retrait nécessaire des ordonnances. « Cette communication est-elle officielle ? lui dit le président, M. Laffitte. Après les événements dont Paris vient d'être le théâtre, la défiance est naturelle et légitime. Je demanderai, en

1. *Rapport de la commission municipale au roi.* — C'est dans cette conférence que la généralité des écrivains ont placé ces mots : *il est trop tard*, adressés, ont-ils dit, aux envoyés de Charles X, par un des membres de la commission. Ces mots ne furent pas prononcés dans cette entrevue ; ils ne pouvaient pas l'être, ainsi que le prouve le rapport même des commissaires. Ce fut seulement le lendemain vendredi, ainsi qu'on le verra, lorsque les événements avaient déjà marché, que, sans se concerter, différentes personnes dominées par un même sentiment de la situation, repoussèrent simultanément, par ces paroles, les demandes de M. de Sussy.

outre, à M. d'Argout, si la réunion des Chambres aura lieu le 3 août. — La date de leur convocation n'a pas été précisée, mais elle sera prochaine, » répondit M. d'Argout qui, après avoir fortement insisté sur la nécessité de conserver Charles X, si l'on ne voulait pas attirer sur la France toutes les forces de l'Europe, se retira et vint rejoindre M. de Vitrolles. La séance fut immédiatement levée, et la communication que l'on venait d'entendre devint l'objet de vifs débats auxquels prenaient part nombre de citoyens étrangers à la Chambre; on ne discutait pas seulement dans le principal salon de l'hôtel, mais dans les autres pièces, dans le jardin, dans la cour, jusque sous la porte de la rue. Les concessions annoncées par M. d'Argout étaient-elles suffisantes? La généralité des députés n'hésitait pas à le penser; quelques-uns même déclaraient qu'elles dépassaient toute attente. « La victoire remportée par le peuple, dans cette journée, était un succès inespéré qui, le lendemain, pouvait se changer en défaite, disaient-ils; on devait donc se hâter d'accepter les conditions offertes par la couronne. Les esprits, d'ailleurs, n'étaient pas préparés à un changement de dynastie, et l'on risquerait de tout perdre en voulant trop exiger. Subissons donc encore les Bourbons, ajoutaient ces députés; leur joug sera de courte durée; au bout de quelques mois, ils seront ou complètement soumis ou renversés. » Soutenu par le poète Béranger, par MM. Thiers et Mignet, rentrés depuis une heure à peine de la campagne où ils s'étaient réfugiés, M. Laffitte répondait que le peuple, encouragé par sa victoire, se battrait encore mieux le lendemain; que Paris, couvert et défendu comme il était maintenant par plusieurs milliers de barricades, pouvait défier une armée de cent mille hommes. « La révolution est commencée, disaient-ils; il faut l'achever, et substituer à une dynastie incorrigible et usée, une dynastie nouvelle et plus libérale; Charles X ne peut rentrer dans Paris, couvert du sang des Parisiens. » Ces considérations effrayaient les partisans d'une transaction au lieu de les ramener. Prêter les mains à une révolution! aucun d'eux n'en avait encore la pensée. Une circonstance contribuait à les entretenir dans cette disposition : ils attendaient M. de Mortemart. M. de Forbin-

Janson, beau-frère de ce ministre, s'était, en effet, présenté à la réunion et avait demandé pour lui un *sauf-conduit* que M. Laffitte s'était empressé de délivrer. « Mon beau-frère et moi, nous serons ici avant onze heures, » avait dit M. de Janson.

Si M. de Mortemart se fût présenté lui-même à l'Hôtel de Ville, au lieu d'y être représenté par des négociateurs sans caractère officiel, il n'aurait pu sauver la couronne de Charles X, sans doute; aucune force, aucune puissance, nous le croyons, ne pouvait, le jeudi soir, enlever à la révolution victorieuse dans Paris, le bénéfice de la chute de ce prince, et du système qui se personnifiait en lui. Mais à ce moment où aucun nom n'était encore publiquement prononcé, ni aucun engagement pris, à ce moment où la royauté paraissait encore maîtresse de troupes nombreuses et fidèles, les membres de la commission municipale auraient probablement accepté le maintien de la dynastie dans la personne du duc de Bordeaux. « Charles X disposait de forces encore considérables, a dit un des membres de cette commission, M. Mauguin; aux troupes qui l'entouraient, allaient se joindre quarante pièces d'artillerie sorties de Vincennes, un régiment suisse qui arrivait d'Orléans, et le camp de Saint-Omer qui était appelé. Nous craignons une attaque. On se trompe, et l'on juge d'après les événements, quand on croit que Charles X était à bout de ressources, le 29 juillet; la faiblesse de son caractère et l'incapacité de ses conseillers ont été pour beaucoup dans le changement de sa fortune. » Les députés, réunis chez M. Laffitte se seraient montrés encore plus faciles. De tous les membres de la Chambre, le général Sébastiani était, après M. Laffitte, celui qui avait les relations les plus anciennes et les plus intimes avec le duc d'Orléans; nul, cependant, ne repoussait avec plus de force la pensée de décliner les conditions offertes par Charles X : « Mais ces propositions sont superbes! Il faut accepter cela! s'écriait-il sans cesse. — Que faites-vous donc du sang versé? répliquait Béranger. — Eh bien, répondait le général, avec l'emphase habituelle de son langage, les Bourbons le paie-

1. Lettre de M. Mauguin.

ront en restant, pendant un an, sous les fourches caudines ! »

« — Nous attendrons M. de Mortemart jusqu'à minuit, » avaient dit les députés à M. de Forbin-Janson. Ils attendirent jusqu'à une heure et demie du matin ; mais M. de Mortemart ne voulait quitter Saint-Cloud qu'après le retour des trois négociateurs ; il ne parut pas. Les députés quittèrent l'hôtel Laffitte, après être convenus de s'y retrouver dans les premières heures de la matinée ¹.

VENDREDI, 30. — Bien des fables ont été publiées sur la nuit du 29 au 30. On a parlé de conciliabules où les événements de la journée auraient été discutés, préparés, et dans lesquels chaque acteur aurait reçu et disposé son rôle. Pas un des députés ou des écrivains dont on a prononcé le nom à ce sujet, ne veilla durant cette nuit. Les forces humaines ont leurs limites : chacun, après des journées aussi remplies, avait besoin de repos, et chacun se reposa. La royauté du duc d'Orléans ne sortit pas d'un concert nocturne, clandestin, entre quelques hommes politiques ; elle fut le produit des événements, le résultat d'une situation. M. Laffitte, le partisan le plus ancien, le plus décidé, et bientôt le plus influent de ce prince, flottait encore dans de tels doutes, le matin de cette journée, qu'à six heures, il faisait appeler M. de Laborde, et, que dans son ignorance de la position de ce député, nommé, la veille, préfet de la Seine, après un roulement de tambours, par un des éphémères dictateurs de l'Hôtel de Ville, il lui demanda s'il consentirait à accepter les fonctions de major-général de la garde nationale. « Les choses sont arrangées, lui disait-il ; le duc de Mortemart est président du conseil, Gérard et Périer sont ministres. » M. de Laborde ne put retenir un mouvement de surprise ; M. Laffitte ajouta : « J'aurais désiré autre chose ; mais, que voulez-vous ? tout paraît décidé. » Les journaux, rédigés la veille au soir et imprimés dans la nuit, ne renfermaient pas, de leur côté, un seul mot qui pût faire encore pressentir la chute de Charles X ni l'avènement d'une nouvelle

1. *Souvenirs historiques*, de S. Bérard.

dynastie. Le *National* lui-même se bornait à féliciter la population sur son héroïsme, à l'exhorter à la persistance, et à publier un court résumé des faits de la journée ; sa phrase la plus hardie était celle-ci : « Il ne nous appartient pas d'aller au-devant de ce que pourront décider les représentants légaux du pays. Mais le retour aux anciennes couleurs est *le vœu* unanime des citoyens ; ce vœu sera entendu. C'est le peuple qui a tout fait depuis trois jours ; c'est pour lui que devront être tous les résultats de la lutte. » Les rédacteurs de ce journal n'avaient cependant pas abandonné la pensée « d'achever la révolution. » Loin de là, tous se trouvaient debout, de bonne heure, décidés à tenter toutes les chances pour arriver à ce résultat. Dans ce but, ils résolurent de peser sur la situation à l'aide d'une proposition hardie, ouverte, qui, en attirant l'attention publique, en pénétrant dans les esprits, pourrait faire naître et décider un courant d'opinion assez fort pour entraîner les députés eux-mêmes dans la voie où ils voulaient faire entrer le mouvement. Vers les six heures du matin, M. Thiers, M. Mignet, unis à quelques autres écrivains, rédigèrent des adresses, des proclamations vives, courtes, qu'ils firent immédiatement distribuer et afficher en nombre considérable, et que, dès huit heures, on répandait aux portes de l'hôtel Laffitte, sur la place de la Bourse et dans les rues voisines. Ces placards étaient tous conçus dans le même esprit et rédigés presque dans les mêmes termes ; on pourra juger de leur contenu par la pièce suivante :

« Charles X ne peut plus rentrer dans Paris ; il a fait couler le sang du peuple.

« La république nous exposerait à d'affreuses divisions ; elle nous brouillerait avec l'Europe.

« Le duc d'Orléans est un prince dévoué à la cause de la Révolution.

« Le duc d'Orléans ne s'est jamais battu contre nous.

« Le duc d'Orléans était à Jemmapes.

« Le duc d'Orléans a porté au feu les couleurs tricolores, le duc d'Orléans peut seul les porter encore ; nous n'en voulons pas d'autres.

« Le duc d'Orléans s'est prononcé ; il accepte la Charte comme nous l'avons toujours voulue et entendue.

« C'est du peuple français qu'il tiendra sa couronne. »

Cette proclamation était rédigée avec une rare habileté : en même temps que par la répétition du nom du duc d'Orléans, à chaque ligne, elle gravait dans l'esprit de chaque lecteur ce nom encore peu connu de la foule, et que, la veille, M. Laffitte ainsi qu'un petit nombre d'autres hommes politiques prononçaient seulement à voix basse, elle flattait, en outre, des sentiments alors tout-puissants dans les masses, en invoquant, en faveur de ce prince, le souvenir de Jemmapes, la première bataille de la Révolution, en plaçant sa candidature sous la double protection du drapeau tricolore et du principe de la souveraineté nationale. Quant à l'adhésion donnée par le duc d'Orléans à la cause pour laquelle le peuple avait pris les armes, cette assertion n'était qu'une fiction audacieuse. Non-seulement M. Laffitte lui-même ignorait si ce prince se trouvait ou non à Neuilly, mais il ne savait rien de l'impression que les événements avaient pu produire sur son esprit. « Quoi qu'il arrive, je suis décidé à ne pas quitter la France, à ne plus émigrer, » lui avait souvent dit le duc d'Orléans. Ces paroles annonçaient, chez le chef de la branche cadette de Bourbon, la résolution de séparer au besoin sa fortune du sort de la branche aînée de sa race. Était-il encore dans ces dispositions ? La veille, pour s'en assurer, M. Laffitte avait prié M. Oudart, secrétaire de la duchesse, de se rendre à Neuilly, et de lui rapporter des nouvelles du duc et de sa famille. Des remerciements et la vague expression des inquiétudes que lui causaient les événements, avaient été la seule réponse du prince. Aussi, lorsque le matin de cette journée, Béranger, montrant à M. Laffitte un des placards distribués en faveur de la candidature du duc d'Orléans, lui dit : « Je n'ai rencontré sur mon chemin que des gens qui prononcent le nom de votre prince ; ce nom est sur tous les murs, il sera bientôt dans toutes les bouches ; savez-vous, du moins, où il se trouve ? » — « Hier, il n'avait pas encore quitté Neuilly, mais j'ignore complètement s'il y est resté, » avait répondu M. Laffitte. — « Et vous ? » ajouta Béranger en s'adressant au général Sébastiani. — « Je n'en sais pas plus que M. Laffitte, » dit à son tour ce général. — Il faudrait cependant savoir où l'envoyer

chercher si on en a besoin, » réplique Béranger qui fait aussitôt donner à M. Édouard de Rigny, neveu de l'abbé Louis, la mission d'aller à la résidence du duc. Informé de ce message, M. Thiers accourt, et se plaint vivement de ce qu'on n'ait pas songé à le lui confier; il obtient de M. Laffitte quelques mots de recommandation, du général Sébastiani une simple signature, et part à son tour pour Neuilly, en compagnie de M. Scheffer.

En ce moment, les députés commencent à arriver chez M. Laffitte, espérant y recevoir enfin les communications de M. de Mortemart, ce nouveau premier ministre, que, la veille au soir, ils avaient si longtemps, si vainement attendu, et qui, à cette heure-là même se dirigeait vers Paris accompagné de M. d'Argout.

Ce dernier, en quittant l'hôtel Laffitte, était venu rejoindre M. de Vitrolles, et tous les deux avaient décidé de retourner sur-le-champ à Saint-Cloud. Retardés à chaque pas, dans Paris; puis à la barrière, par des barricades ou des postes d'insurgés qu'ils parviennent à franchir à l'aide de MM. Charles Laffitte et Savalette que M. Laffitte leur avait donnés comme sauvegarde; dans le bois de Boulogne, par des postes de la garde, ils n'arrivèrent à la résidence royale qu'à une heure et demie du matin. Le silence le plus profond régnait dans le château: tout était fermé, toutes les lumières éteintes. Roi, ministres, généraux, courtisans, simples serviteurs, jusqu'au dernier homme de service, semblaient plongés dans le sommeil; tout reposait. M. de Mortemart lui-même dormait, attendant toujours le retour des négociateurs. MM. de Vitrolles et d'Argout le font réveiller; il écoute leur récit; une discussion s'engage sur ce qu'il convient de faire. On décide que trois mesures sont indispensables: le rappel des ordonnances, le rétablissement de la garde nationale et la convocation des Chambres pour le mardi suivant. Après un repos d'une heure et demie à deux heures, MM. de Vitrolles et d'Argout installent avec deux tables, dans le salon du premier maître d'hôtel, une espèce de bureau où se placent MM. de Langsdorf, que M. de Vitrolles avait amené, et Mazas, secrétaire de la compagnie des gardes dont M. de Mortemart était capitaine; ils dictent à ces deux secrétaires improvisés les trois

ordonnances dont la rédaction avait été convenue ainsi que les actes qui consacrent les nominations de M. de Mortemart, comme président du conseil ; du général Gérard et de M. Casimir Périer, comme ministres de la guerre et des finances ; puis, lorsque toutes ces pièces ont été relues et collationnées, M. de Vitrolles les plie et les remet à M. de Mortemart : « A présent, mon cher duc, lui dit-il, c'est à vous de les faire signer par le roi. » Cette mission paraît effrayer le nouveau premier ministre : « Comment voulez-vous que j'obtienne une pareille chose du roi ; si on ne vient pas à mon secours ? » dit-il à M. de Vitrolles. — « Je ne refuserai jamais de soutenir ce que j'ai conseillé, répond ce dernier ; mais c'est à vous seul à faire réveiller le roi. » M. de Mortemart se dirige vers l'appartement royal ; des factionnaires l'arrêtent à toutes les portes. Impatient de ces obstacles, il se fait conduire chez le premier valet de chambre de service, et le décide à réveiller Charles X et à l'introduire auprès de lui.

Le roi avait consenti à changer ses ministres ; mais il espérait ne pas aller au-delà de cette concession ; du moins, il entendait se réserver le droit de discuter avec son nouveau conseil les sacrifices que pourraient encore exiger les circonstances, et ne les accorder, dans tous les cas, que les moins étendus possible. Il n'était donc pas préparé à la communication de M. de Mortemart. La brusque proposition de signer sur-le-champ les ordonnances préparées par ce ministre, le jeta dans le plus profond étonnement ; bientôt sa surprise se changea en irritation. M. de Mortemart s'abrita derrière MM. de Vitrolles et d'Argout : tous les deux arrivaient de Paris, disait-il, et jugeaient ces actes absolument nécessaires. Il proposa au roi de les entendre. Charles X refusa de faire venir M. d'Argout, qu'il connaissait à peine, et demanda M. de Vitrolles. Ce dernier entra et raconta tous les détails de sa mission, en appuyant sur les faits qui pouvaient expliquer et justifier la nécessité des différents actes soumis à la sanction royale. Mais chaque fois que dans le cours de son récit il faisait ressortir cette nécessité, Charles X repoussait les considérations de son interlocuteur par quelques mots ou par des gestes marqués de dénégation. Le rétablissement de la garde

naionale rencontrait surtout en lui une opposition si décidée, que M. de Vitrolles lui dit : « Que Votre Majesté veuille bien considérer qu'il n'existe plus un seul soldat du roi dans Paris. Cette capitale ne peut cependant demeurer sans une force publique qui la protège contre les désordres dont elle est menacée. La garde nationale dissoute se reforme d'elle-même, par la seule force des choses, et s'impreigne ainsi de l'esprit d'insurrection. Si elle n'est pas rétablie aujourd'hui par les ordres du roi, elle le sera demain sous les ordres de M. de Lafayette. »

Ces explications arrivaient successivement sur l'esprit du roi comme autant de coups de massue. Cependant il ne se rendait pas ; sa résistance se manifestait par de brusques mouvements de refus, des paroles entrecoupées, plutôt que par des raisonnements suivis. « Sire, lui dit enfin M. de Vitrolles, je prie Votre Majesté de me pardonner, mais je dois lui dire qu'elle ne connaît pas, qu'elle paraît ne pas comprendre la situation réelle des choses. Cette situation est telle, Sire, qu'il faudra regarder comme un miracle si M. de Mortemart qu'elle vient de nommer président de son conseil, peut demain s'installer dans un ministère, y expédier les affaires et contre-signer une ordonnance du roi. Je le répète, Sire, ce sera un miracle. » Ces paroles parurent faire l'impression la plus vive sur Charles X, en ce moment assis sur son lit ; sa tête s'abaissa sur sa poitrine ; il ne répondit rien. M. de Vitrolles voyant un acquiescement dans ce silence, invita M. de Mortemart à présenter les ordonnances à la signature du prince ; ce premier ministre les avait oubliées ; il sort pour aller les chercher et les rapporte au bout de quelques minutes. M. de Vitrolles offre à Charles X de lui en donner lecture ; le roi refuse avec un geste d'impatience, et les signe sans y jeter même les yeux.

Il était huit heures du matin, lorsque M. de Mortemart, accompagné de M. d'Argout et de M. Mazas, put enfin quitter Saint-Cloud. Bien des heures avaient été perdues pour le salut de la cause royale. Une grande célérité pouvait cependant lui réserver encore quelques chances. Une heure suffisait à M. de Montemart

pour atteindre les murs de Paris. Mais, arrivé au bois de Boulogne, des soldats lui barrent le chemin. Le dauphin, dans son opposition obstinée à toute concession, venait de faire défendre d'ouvrir le passage à quiconque irait de Saint-Cloud à Paris. M. de Montemart veut insister et faire valoir son grade, sa mission et son titre ; on le menace de coups de crosse ; un capitaine accouru, au bruit, le reconnaît, excuse ses soldats, et lui conseille de tourner le bois, et de gagner, par la route de Versailles, les villages d'Auteuil et de Passy. M. de Janson, beau-frère du duc, habitait Auteuil ; le premier ministre et M. d'Argout se rendent chez lui, et s'y arrêtent pour déjeuner.

Pendant cette halte, les députés réunis à l'hôtel Lafitte y tenaient séance sous la présidence de M. Bérard. Les opinions s'étaient déjà modifiées depuis la veille au soir. Effrayés des cris : *A bas les Bourbons ! Plus de Bourbons !* poussés avec force dans le voisinage de l'hôtel par des jeunes gens, que l'on venait d'informer de la démarche faite, la veille au soir, par M. d'Argout, ou qui repoussaient les efforts tentés en faveur du duc d'Orléans, un certain nombre de membres commençaient à désespérer de pouvoir faire accepter à la population armée toute transaction avec Charles X. D'autres que préoccupait surtout le besoin d'arrêter promptement le trouble et le désordre publics, étaient tout prêts à accueillir, dans l'avènement du duc d'Orléans, un moyen de contenir, de fixer la révolution, sans faire violence aux sentiments qui venaient de la décider. « Benjamin Delessert, Odier, J. Lefebvre, Vassal, et d'autres députés, a dit M. Bérard, étaient entrés, tenant à la main une pièce que l'on avait affichée et dont ils donnèrent lecture. Cette pièce, dirent-ils, exprime les vœux de la majorité des Français et de tous les amis du pays ; il n'y a qu'à la mettre aux voix et à proclamer en même temps

1. Cette pièce était celle que nous avons reproduite plus haut ; toutefois on avait fait subir à son avant-dernière phrase la variante que voici : « Le duc d'Orléans ne se prononce pas ; il attend notre vœu ; proclamons ce vœu, et il acceptera la Charte, comme nous l'avons toujours entendue et voulue. » Ce changement de rédaction fut sans doute opéré au moment où M. Thiers allait partir pour Neuilly.

la déchéance de Charles X et l'avènement du duc d'Orléans. En ma qualité de président je m'opposai formellement à ce genre de délibération. « C'est avec examen et maturité, dis-je, que de pareilles matières doivent être traitées. Défendons-nous d'un enthousiasme irréfléchi et sujet au repentir. J'incline à penser que le choix proposé est celui qui nous convient le mieux ; mais il ne peut être adopté qu'après une discussion approfondie. » Ces raisons touchèrent la réunion, et on n'insista pas pour une décision immédiate. Quelques membres proposèrent alors de nommer provisoirement le duc d'Orléans lieutenant-général du royaume, sauf à statuer plus tard ce qu'il appartiendrait. Cette proposition réunit beaucoup de suffrages ; mais je crus devoir encore me refuser de la mettre aux voix, jusqu'à ce qu'elle eût été délibérée dans une réunion convoquée *ad hoc*. Pendant cette discussion un homme revêtu d'un habit de général et tenant une cravache à la main, se présenta dans l'assemblée. On me dit que c'était le général Dubourg. Je lui fis remarquer que les députés seuls avaient le droit d'entrer dans notre réunion, et je l'invitai à se retirer. Il voulut insister ; mais à défaut de sonnette, ma voix ne cessa pas de couvrir la sienne et de l'empêcher de parler. Voyant qu'il ne se retirait pas ; je lui demandai s'il voulait m'obliger à requérir la garde nationale pour le faire sortir ; il essaya encore de parler, mais, enfin, il sortit.

« Je venais d'apprendre par Bondy¹ que le local de la chambre des députés était à notre disposition. Il me sembla que le moment était venu de donner à nos discussions une solennité qu'excluait jusqu'à un certain point notre réunion dans une maison particulière. Je proposai donc à nos collègues de se réunir à l'avenir dans le local ordinaire de nos séances, ce qui fut adopté. Je demandai ensuite quand la première réunion devrait avoir lieu, et il fut convenu que ce serait le jour même entre onze heures et midi.² »

M. Bérard, au sortir de cette séance, se disposait à rentrer

1. Questeur de l'Assemblée.

2. *Souvenirs historiques*, de S. Bérard.

chez lui, lorsque devant sa demeure; il rencontra le duc de Mortemart, son beau-frère M. de Janson, et M. d'Argout; qui, après d'immenses détours auxquels ils s'étaient condamnés pour éviter plusieurs barrières où ils se croyaient attendus, avaient pénétré dans Paris par une brèche ouverte dans le mur de l'octroi, et se rendaient à la réunion des députés. « Je leur dis que la réunion s'était séparée et ajournée à midi à la Chambre, et que, par conséquent, ils ne trouveraient personne chez Laffitte, » ajouta M. Bérard; je les invitai à se reposer chez moi, ce qu'ils acceptèrent; et je m'empressai de leur faire connaître le véritable état des choses. « Hier, leur dis-je, j'étais d'avis que l'on gardât Charles X pour éviter les dangers qu'entraîne toujours un changement; déjà la chose était difficile; aujourd'hui elle est impossible. Charles X a cessé de régner. Aucune puissance humaine ne peut faire rentrer ni lui, ni personne de sa branche dans Paris. — Mais je viens avec de complètes satisfactions pour le peuple, » me dit M. de Mortemart en me montrant différentes ordonnances et en ajoutant qu'il avait un blanc-seing du roi, destiné à inscrire les conditions qu'on voudrait lui imposer et qu'il déclarait accepter d'avance. « Il est trop tard; lui dis-je; le moment où un traité était possible est passé. » D'Argout prenant la parole; insista sur les droits de Charles X; et menaça de nouveau des étrangers. Je ne pris pas la peine de lui répondre. M. de Mortemart était confondu. Il ne comprenait pas qu'avec des concessions aussi étendues que celles dont il était porteur, il n'y eût pas moyen de s'entendre. Je lui expliquai alors qu'il ne s'agissait plus, ainsi qu'il semblait le croire, de savoir qui serait roi, de Charles X ou du duc d'Orléans; mais bien de savoir qui aurait l'assentiment du peuple, de ce dernier ou de la République. Je lui montrai celle-ci grandissant d'heure en heure et prête à nous envahir, et le seul moyen d'y échapper, lui dis-je, est d'adopter le duc d'Orléans pour roi. Encore est-il à craindre; ajoutai-je en terminant; que; pour lui, de même que pour Charles X, il ne soit déjà bien tard. En me séparant de M. de Mortemart, je l'engageai à accomplir sa mission auprès de la réunion des députés; et à se rendre, à cet

effet, à la Chambre entre midi et une heure, ce qu'il me promit de faire. ¹ »

En présentant l'opinion républicaine comme ayant pris en quelques heures, des forces assez grandes pour se trouver déjà en mesure de disputer la place au duc d'Orléans, M. Bérard se faisait le complaisant écho d'exagérations habilement calculées par les partisans de ce prince ; spéculant sur les terribles souvenirs laissés dans les esprits par la dictature conventionnelle, ils s'efforçaient de triompher des hésitations de nombre de députés ou d'hommes timides, en leur disant : « Si le duc d'Orléans n'est pas proclamé immédiatement, ce soir nous serons en République : » Et pour fortifier la menace, non-seulement ils grandissaient outre mesure la puissance de l'opposition que rencontrait, en effet, parmi les combattants les plus énergiques la substitution immédiate, sans garanties préalables, d'un Bourbon à un autre Bourbon ; mais ils donnaient aux membres de cette opposition un nom que ces derniers ne prenaient pas encore. L'opinion républicaine n'existait qu'en germe, pour ainsi dire, sous la Restauration ; elle se trouvait, à la vérité, au fond des principes invoqués par les nouveaux opposants ; mais elle ne devint une doctrine, elle ne forma un parti, dans le sens politique du mot, et n'arbora ouvertement son drapeau, qu'après l'avènement du duc d'Orléans. Jusque-là le mot de *République* ne fut pas officiellement prononcé ; du moins, on le chercherait vainement dans une seule des protestations ou des proclamations présentées soit à la commission municipale, soit à la Chambre des députés, ou adressées à la population.

L'opposition que rencontrait, dès la première heure, la proposition d'élever au trône le duc d'Orléans, et qui devait poursuivre ce prince jusqu'au jour de sa chute, prenait son principe dans les doctrines adoptées par cette partie de la Charbonnerie dont les membres avaient accepté la direction de M. de Lafayette. On n'a pas oublié que, dans l'opinion de cet homme politique, une révolution devait avoir pour premier résultat de rendre à la

1. *Souvenirs historiques*, de S. Bérard.

nation sa souveraineté et de lui restituer le droit de disposer de la nature et de la forme de son gouvernement. En apprenant que l'on proposait de remplacer Charles X par le duc d'Orléans sans consulter le pays, sans le concours d'une Assemblée constituante, et que la majorité des députés se montraient disposés à adopter cette combinaison, une foule de jeunes gens ardents, décidés, et parmi eux les combattants les plus intelligents et les plus intrépides, s'irritèrent de cette précipitation et convinrent de se réunir chez le restaurateur *Lointier* ; on y déciderait les mesures à prendre pour empêcher une telle usurpation et garantir au peuple les bénéfices politiques qu'il était en droit d'attendre d'une révolution qui était surtout son œuvre. Pour ces opposants, la question du gouvernement de Charles X se trouvait résolue ; ce gouvernement était brisé, il n'existait plus ; les résultats de la victoire restaient seuls à débattre et à consacrer. Un certain nombre, sous l'impression de cette colère, se répandirent sur les places et dans les rues, ici, haranguant la foule, ailleurs, arrachant ou déchirant les proclamations et les adresses partout affichées ou distribuées en faveur du duc d'Orléans.

La candidature de ce prince, d'un autre côté, était vivement soutenue. Les habitants de tout rang et de tout âge, les femmes comme les hommes, les enfants comme les vieillards, descendus sur la voie publique, formaient à chaque pas des groupes où l'on discutait avec chaleur sur les événements. Composée en immense majorité de cette partie de la population qui, étrangère par ses habitudes aux luttes de la politique, assiste aux changements qu'elles amènent, sans s'y mêler ; qui approuve les faits ou les blâme selon qu'ils respectent ou qu'ils blessent ses besoins ou ses préjugés ; que guident des instincts plutôt que des doctrines, et qui, sans exercer une action directe sur les révolutions, les prépare cependant et influe sur leurs résultats par la puissance de ce sentiment du plus grand nombre qui constitue l'opinion, la conscience publique : cette foule, disons-nous, en apparence inerte et dont les esprits actifs ne tiennent jamais assez compte, se demandait quel gouvernement remplacerait

celui des Bourbons. Elle applaudissait à leur renversement ; elle avait appelé , aidé la révolution de tous ses vœux , et lui faisait avec joie depuis quatre jours , le sacrifice de ses intérêts et de son repos. Mais elle commençait à s'effrayer à la pensée de voir se prolonger l'interruption de ces transactions et de ce mouvement d'affaires, qui sont la vie matérielle des grandes cités. Les petits industriels, les marchands, les employés, les gens de peine, qui attendent de leur profession ou de leur travail l'existence de chaque jour, impatients de retrouver ces ressources, accueillaient donc avec une sorte d'avidité, la perspective d'un arrangement qui replacerait immédiatement les choses dans la situation où elles étaient le dimanche précédent. La veille, le nom du duc d'Orléans était à peine connu de cette multitude ; le matin, à dix heures, elle commençait seulement à commenter les nombreux placards qui louaient le patriotisme du chef de la branche cadette de Bourbon et son amour de la liberté ; à midi, les espérances d'ordre et de sécurité attachées à l'avènement immédiat de ce prince, lui donnaient, dans tous les groupes, des partisans presque fanatiques.

Nombre de députés, sans se laisser entraîner par le même mouvement, n'échappaient cependant pas à son influence : douze ou quinze heures auparavant, ils auraient accepté le duc de Bordeaux et la régence de sa mère ; le matin, la royauté de ce jeune prince, ayant le duc d'Orléans pour régent, aurait été accueillie avec acclamation. A midi, lorsque ces membres se réunissaient dans le palais Bourbon, ils n'abandonnaient pas encore la dynastie de Charles X, mais leur pensée commençait à s'arrêter sérieusement sur la nécessité d'obéir au mouvement d'opinion qui emportait la généralité de la classe moyenne vers une combinaison où elle voyait le terme immédiat de la crise, ainsi que le double avantage de ne pas transporter la couronne dans une famille nouvelle, et de consacrer cependant la révolution par l'avènement d'une nouvelle dynastie. La séance fut ouverte à midi et demi dans le local habituel des délibérations. M. Lafitte, arrivé en chaise à porteurs, présidait. Un seul membre, M. Hyde de Neuville, sié-

geait, triste et préoccupé, sur les bancs de la droite. M. Bérard prit la parole le premier : il fit connaître à la Chambre sa rencontre avec MM. de Mortemart, d'Argout et de Janson, les communications qu'il en avait reçues, ainsi que l'intention manifestée par le nouveau premier ministre de se présenter devant l'Assemblée. « Recevrons-nous, oui ou non, M. de Mortemart ? » demande aussitôt M. de Salverte. M. Laffitte évite de poser cette question : « Avant toute chose, dit-il, nous devons entendre les renseignements que M. le général Gérard peut avoir à nous donner.

Le général Sébastiani. Si M. le duc de Mortemart se présente, nous devons le recevoir. Je ne doute pas que la réunion ne consente à l'admettre.

M. Mauguin. Je demande que la discussion sur ce point soit ajournée ; nous n'avons rien d'officiel sur M. de Mortemart ; quand il se fera annoncer ici, nous examinerons ce qu'il conviendra de faire.

Le général Sébastiani. Tout ce que vous pouvez avoir d'officiel, vous l'avez ; c'est de la bouche même d'un de vos collègues que vous tenez la demande faite par M. de Mortemart d'être admis devant vous. Pourquoi le faire attendre ? Pourquoi, du moins, ne pas discuter si vous l'admettez ou non ?

M. Mauguin. Si M. de Mortemart était présent, je demanderais qu'il fût entendu. Mais dans un moment où les minutes brûlent, nous ne pouvons pas dépendre du bon plaisir de M. de Mortemart. Je persiste à demander l'ajournement. »

Cette proposition n'est pas adoptée, et la Chambre décide « qu'en attendant M. de Mortemart, elle s'occupera de la chose publique. » Une sorte de débat privé s'engage ensuite sur les formes qui seront observées pour l'admission du nouveau premier ministre ; on arrête que les questeurs iront le recevoir dans un des salons du palais, où des huissiers viendront le prendre pour l'introduire au sein de la réunion. Ce point d'étiquette convenu, la discussion s'ouvre sur la nature et l'étendue des

pouvoirs de la *commission municipale*. Telles sont les espérances attachées à la venue de M. de Mortemart, même par les députés qui, peu d'instant auparavant, chez M. Laffitte, demandaient la mise aux voix de la déchéance de Charles X, que l'un d'eux M. J. Lefebvre, repoussant les observations d'un journaliste sur la convenance de substituer le chef de la branche cadette de Bourbon au chef de la branche aînée, s'écrie : « Il faut être fou pour songer au duc d'Orléans ! » Mais vainement les députés se succèdent à la tribune ; les heures s'écoulent et M. de Mortemart ne paraît pas. L'impatience, le découragement, se glissent peu à peu sur tous les bancs, et la séance se trouvait interrompue, lorsqu'on annonce que M. Thiers vient d'arriver du château de Neuilly, avec d'importantes nouvelles.

Cet écrivain et M. Scheffer avaient été reçus par la duchesse d'Orléans, qui leur apprit que son époux n'était pas au château : « toutefois, ajouta-t-elle, il connaîtra votre message ; je lui ferai tenir fidèlement vos paroles ; je suis prête à vous écouter. — La royauté de Charles X vient de tomber, lui dit M. Thiers. Nous ne voulons plus de ce roi, parce que nous voulons la monarchie représentative, et qu'il s'est déclaré incompatible avec elle. Il nous faut une dynastie nouvelle qui, nous devant la couronne, se résignera au rôle que lui assigne le système représentatif. » Les traits de la duchesse, à mesure que M. Thiers avait parlé, s'étaient empreints de la plus douloureuse surprise ; elle répondit à l'ouverture qu'elle venait d'entendre par un chaleureux éloge de Charles X ; puis, s'adressant à M. Scheffer : « Comment vous êtes-vous associé à une pareille démarche ? lui dit-elle. Que monsieur l'ait faite, ajouta-t-elle en désignant M. Thiers, je le conçois ; il nous connaît peu. Mais vous qui, admis auprès de nous, avez pu apprécier nos sentiments ! Ah ! nous ne vous pardonnerons jamais cela. » Les deux envoyés demeureraient interdits ; à ce moment, madame Adélaïde, sœur du duc d'Orléans, entra. Une éducation presque virile et les nombreuses vicissitudes d'une longue émigration avaient donné au carac-

1. Lettre de M. Laffitte.

tère de cette princesse une remarquable énergie ; informée du but de cette visite, son premier mouvement fut un sentiment de crainte pour son frère : « Qu'on fasse de lui un président, un garde national, tout ce qu'on voudra, s'écria-t-elle, mais qu'on n'en fasse pas un émigré ! » Toutefois, recouvrant bientôt le sang-froid, elle discuta, non pas le côté moral de la question qui se trouvait posée, mais ses inconvénients politiques et ses périls : « Notre famille, dit-elle, partage tous les sentiments des Parisiens ; elle a toujours été avec eux dans l'opposition. Mais se hâter de changer de dynastie, ce serait peut-être donner à la révolution le caractère d'une révolution de palais. L'Europe pourrait croire que Charles X n'est tombé victime que d'une intrigue du duc d'Orléans, quand c'est l'opinion publique seule qui l'a renversé ; et si aux troupes qui entourent le roi, aux ressources qu'il peut trouver dans les populations de l'ouest, il fallait ajouter les armées de l'Europe, la cause de la liberté serait perdue. »

— « Tout le monde saura bien que vous n'avez pas recherché la couronne, répliqua M. Thiers ; elle est assez périlleuse aujourd'hui pour qu'on ne l'ambitionne pas. Nous sommes unanimes pour repousser Charles X ; mais il y en a qui s'accommoderaient encore du duc de Bordeaux pour s'épargner les difficultés d'un changement de dynastie ; d'autres, fidèles au souvenir de Napoléon, peuvent songer au duc de Reischadt ; d'autres, enfin, iraient droit à la république. Tout est possible à l'heure où je parle ; il y a table rase : le trône est au premier occupant. Il existe en faveur du duc d'Orléans plus de convenances politiques que pour aucun autre. Cependant, l'hésitation peut lui faire perdre en un jour tous ses avantages. Quant à l'Europe ce serait une grande erreur de croire que l'avènement du duc d'Orléans nous l'aliénerait. Bien au contraire, cette mesure nous la conciliera ; et si elle voit que nous nous arrêtons à la monarchie, et que nous n'allons pas tenter une nouvelle expérience de la république, elle se gardera bien d'allumer, à ses propres périls, une guerre générale. Décidez-vous donc ; que M. le duc d'Orléans se décide. Il ne faut pas laisser flotter les destinées de la France. »

La duchesse d'Orléans et sa belle-sœur avaient écouté M. Thiers sans l'interrompre : aux derniers mots, la princesse Adélaïde se lève et répond sans hésiter : « Si vous croyez que l'adhésion de notre famille peut être utile à la révolution, nous la donnons volontiers. Une femme n'est rien, on peut la compromettre. Je suis prête à me rendre à Paris ; j'y deviendrai ce que Dieu voudra. Je suis Parisienne, ajouta-t-elle en souriant ; je partagerai la destinée des Parisiens. Je n'exige qu'une chose, c'est que M. Laffitte ou le général Sébastiani viennent me chercher. » — « Madame, lui dit aussitôt M. Thiers, vous placez aujourd'hui la couronne dans votre famille. ' »

On convint que le duc d'Orléans serait immédiatement informé de cette démarche, et M. Thiers, revenu à Paris, se rendit au palais Bourbon. Quand il arriva, le plus grand nombre des députés, las d'attendre M. de Mortemart, se montraient irrités de l'incertitude inquiète où son absence prolongée les laissait, et semblaient prêts à délaisser un pouvoir qui s'abandonnait lui-même. En apprenant que la famille du premier prince du sang approuve la résistance de la population parisienne ; que son chef paraît disposé à faire cause commune avec celle-ci, et que, en attendant son arrivée, la princesse Adélaïde offre de venir garantir, par sa présence, l'adhésion de son frère à la révolution, les membres les plus abattus reprennent courage ; les convictions se décident ; et les députés qui, peu d'heures auparavant, chez M. Laffitte, proposaient déjà de proclamer la déchéance de Charles X ainsi que l'avènement du duc d'Orléans, et dont l'ardeur était subitement tombée devant l'annonce de l'arrivée de M. de Mortemart, discutent, de nouveau, la convenance de ces mesures. Le général Sébastiani lui-même, si décidé, au début de la séance, à accueillir le nouveau premier ministre, devient un des plus empressés à plaider en faveur d'un changement de dynastie. M. Laffitte et Benjamin Constant se joignent à lui pour vaincre toutes les résistances ; tous les trois montrent la République prête à s'emparer de vive force de tous les pouvoirs, la guerre civile à déchirer le royaume, l'anarchie à le couvrir de

1. *Chronique de juillet de 1830*, de M. L. Rozet.

ruines. Les plus timides se rendent un à un, et l'on décide enfin d'envoyer à la Chambre des pairs une commission de cinq membres, « pour arrêter, de concert avec cette Assemblée, une invitation au duc d'Orléans de se rendre à Paris pour y exercer les fonctions de lieutenant-général du royaume. » Cette commission, nommée au scrutin et composée de MM. Augustin Périér, Sébastiani, Guizot, Benjamin Delessert et Hyde de Neuville, se rend immédiatement au Luxembourg où elle trouve M. de Mortemart installé et s'essayant aux fonctions de premier ministre.

M. de Mortemart n'était pas un homme politique ; il l'avait dit à Charles X, et sa résistance à prendre le fardeau que le roi lui avait imposé, puisait sa source dans un juste sentiment de son insuffisance et de sa faiblesse. Les circonstances étaient beaucoup trop fortes pour son esprit sans initiative et son caractère sans décision. La moindre intelligence de la situation l'eût conduit immédiatement au Palais-Bourbon pour y attendre la réunion annoncée par M. Bérard : des deux branches du pouvoir législatif, la Chambre des députés était la seule en ce moment qui fût influente ; en se concertant avec cette Assemblée, il pouvait toute chose ; sans elle, il ne pouvait rien. La Chambre des pairs, loin d'être en position de lui donner secours, avait besoin, au contraire, d'appui pour elle-même, car l'abolition de ses privilèges, comme corps politique, était une des satisfactions exigées par l'insurrection victorieuse. Ce fut vers cette dernière Assemblée que M. de Mortemart porta ses pas. Les barricades partout dressées l'avaient obligé de faire à pied le double trajet qu'il venait de parcourir. Déjà malade, la lassitude et la chaleur achevèrent d'épuiser ses forces ; il tomba en faiblesse en traversant le marché Saint-Germain, et l'aide de deux personnes lui fut nécessaire pour arriver jusqu'au palais où il venait planter le drapeau de la monarchie. Les pairs qu'il y rencontra étaient peu nombreux, et tous en proie au plus grand trouble. M. de Chateaubriand ne tarda pas à paraître. Reconnu sur la route par quelques jeunes gens qui l'avaient salué d'acclamations enthousiastes, il venait d'entrer dans la cour aux cris de : *Vive le défenseur de la liberté de la presse !* Ses collègues s'empressent de l'interroger,

de lui demander son sentiment sur la situation ; il ne répond pas, s'assied, et demeure comme absorbé dans une méditation profonde. Une discussion s'engage devant lui sur les moyens de sauver la royauté ; tout à coup il s'éveille : « Eh, Messieurs, dit-il à ses collègues, de quoi vous occupez-vous donc là ? songez plutôt à sauver la liberté de la presse ! — Mais la légitimité, Monsieur ? réplique un pair. — La légitimité ? elle me touche plus que personne ; mais, avant tout, sauvons la liberté de la presse ! » Puis s'exaltant au souvenir de ses triomphes comme écrivain, il ajoute : « Si vous sauvez la liberté de la presse et que la légitimité soit renversée, je ne vous demande qu'une plume et deux mois pour relever le trône ! » Ses collègues ne conservaient pas davantage leur sang-froid. Un pair venait de réclamer en faveur du maintien de la légitimité ; M. de Broglie fit observer qu'il venait de parcourir la ville ; que Paris était sur un volcan ; que les bourgeois ne pouvaient plus retenir leurs ouvriers, et que si le nom de Charles X était seulement prononcé, on couperait la gorge à tous les pairs, et que l'on démolirait le Luxembourg comme on avait fait de la Bastille². Cependant, pour M. de Mortemart, il y avait nécessité d'agir : mais il se plaint de son talon écorché par sa botte, dans la longue marche qu'il a faite le matin³ ; ses collègues lui conseillent alors de s'établir au milieu d'eux, et d'y déployer, le plus ostensiblement possible, le caractère dont il est revêtu. Docile à cet avis, le premier ministre, pendant que la Chambre des députés consume les heures à l'attendre, prononce la levée de l'état de siège, cherche à ouvrir quelques relations avec le corps diplomatique, et dicte pour les cours de justice l'ordre de rouvrir leurs audiences. Il transmet en même temps au *Moniteur* les nouvelles ordonnances, avec injonction de les publier sur-le-champ ; le rédacteur en chef de cette feuille répond qu'il ne peut le faire, si ces actes ne sont pas revêtus du *visa* de la commission municipale ou de la Chambre des députés. D'autres imprimeurs refusent également

1. Mazas, *Mission de M. de Mortemart*.

2. *Mémoires* de M. de Châteaubriand.

3. *Idem*.

de lui prêter leurs presses. Ne pouvant faire connaître les ordonnances au public, M. de Mortemart songe enfin à les communiquer à la Chambre des députés et à la commission municipale; mais ses collègues, comme s'ils craignaient de compromettre leur propre existence en laissant le premier ministre sortir de leur palais, objectent sa lassitude, son écorchure au talon, et décident l'un d'eux, M. de Sussy, à porter ces pièces au Palais-Bourbon et à l'Hôtel de Ville. M. de Sussy part, se croise en chemin avec les cinq commissaires envoyés au Luxembourg pour se concerter avec ses collègues sur la nomination du duc d'Orléans à la lieutenance-générale du royaume, et arrive à la Chambre des députés. Admis au sein de la réunion, il est invité à monter à la tribune, et là, donne lecture des différents actes qui rapportent les ordonnances du 25, nomment trois nouveaux ministres et convoquent les Chambres pour le 3 août. Cette communication achevée, M. de Sussy tend les ordonnances à M. Laffitte. La circonstance se trouvait décisive : accepter ces actes, c'était considérer Charles X comme ayant encore la pleine possession du pouvoir royal, reconnaître ses volontés, ses ordres, et ôter toute chance à l'élévation du duc d'Orléans. Une sourde agitation se manifeste dans l'Assemblée; les députés, inquiets, indécis, sont attentifs à tous les mouvements de leur président, qui repousse les ordonnances et refuse obstinément de les laisser déposer sur son bureau : « Je n'ai ni le droit ni le pouvoir de les accepter, disait-il à M. de Sussy; je ne suis pas président; la Chambre n'est pas assemblée; ceci n'est pas une séance, mais une réunion privée de quelques députés. Portez ces ordonnances, si vous le voulez, à la commission municipale. » M. de Sussy veut insister; mais après un dernier et catégorique refus, il se résigne et sort. Peut-être va-t-il retourner au Luxembourg et décider M. de Mortemart à se présenter enfin lui-même. Or, qui pouvait dire le résultat de l'intervention personnelle de ce premier ministre si impatient, si longtemps espéré, et que, il y a peu d'instant, la Chambre attendait encore? Sa présence peut ranimer et raffermir les fidélités défailantes. « Je n'ai jamais douté que si M. de Mortemart se fût présenté, les événements n'eussent

pris une direction différente, » a dit un des députés présents à cette séance ¹. M. Laffitte, voulant précipiter l'événement, donne au secrétaire-rédacteur, M. Denis Lagarde, l'ordre de monter sur-le-champ à cheval, de se rendre en toute hâte au Luxembourg et d'annoncer aux députés commissaires « que la réunion les attend et les prie de revenir à l'instant même ². »

A peu de moments de là, M. Odilon Barrot se présentait en costume d'officier de la garde nationale, annonçant qu'il était chargé d'une lettre du général Lafayette pour la Chambre. Dans cette lettre, écrite sous l'impression de rumeurs dont nous parlerons plus loin, le général « protestait contre la précipitation qu'on paraissait vouloir mettre à disposer de la couronne en faveur du duc d'Orléans ; il demandait que l'on stipulât auparavant des garanties pour la nation, et que la couronne ne fût décernée que sous la condition expresse de respecter et de défendre ces garanties. » M. de Lafayette ajoutait « que M. Odilon Barrot, secrétaire de la commission municipale et son ami, était chargé de développer ses intentions. » Ce dernier monte, en effet, à la tribune, et insiste sur ce point, que si la Charte de 1814 avait été une concession de la couronne, aujourd'hui c'était la couronne qui devait être, au contraire, une concession de la souveraineté nationale.

Aucune discussion ne s'engage sur cette communication. Une sorte de mécontentement sourd, de malaise, régnait dans la réunion depuis le départ de M. de Sussy, et nombre de députés se demandaient si M. Laffitte n'avait pas eu tort de repousser les nouvelles ordonnances. Cependant, par cela seul que la communication de M. de Lafayette démontrait que, à l'Hôtel de Ville, centre actif, armé de la Révolution, la chute de Charles X était considérée comme un fait accompli, consommé, la lettre de ce général vint en aide aux députés qui, n'admettant pas qu'un accommodement fût encore possible avec le roi, désiraient voir la Chambre se prononcer contre sa dynastie. M. Labbey de Pompières demanda la parole :

1. Lettre de M. Mauguin.

2. Procès-verbal de la séance.

« Vous l'avez entendu, dit-il ; on se croit encore roi, à Saint-Cloud. On vous ajourne au 3 août. On veut gagner du temps parce qu'on attend des troupes. Usons de nos droits, Messieurs, déclarons-nous, dès aujourd'hui, les députés de la France.

Un membre. Attendons, au moins, le retour de nos commissaires.

Benjamin Constant. Nous savons d'avance ce que dira la Chambre des pairs. Elle acceptera purement et simplement la révocation des ordonnances. Quant à moi, sans me prononcer positivement sur la question de dynastie, je dirai qu'il serait trop commode pour un roi de faire mitrailler son peuple, et d'en être quitte pour dire ensuite : *il n'y a rien de fait*. Qu'il nous rende d'abord les dix mille citoyens égorgés par ses satellites¹.

« — L'état où se trouve Paris ne peut se prolonger ; les barricades rendent toute circulation impossible ; la stagnation des eaux peut devenir un foyer d'infection ; les séditions peuvent éclater, les partis se former ; il nous faut un gouvernement dans la journée, avant la nuit, tout à l'heure, à l'instant même, » ajoutent successivement plusieurs autres membres. — « Je déclare que si vous ne décidez rien aujourd'hui, je ne reviens pas demain ! » s'écrie à son tour M. Kératry.

Ces considérations, ces instances sont impuissantes à faire sortir la majorité de son indécision et de son inertie. Enfin, les cinq commissaires envoyés au Luxembourg reparaissent dans la salle ; le plus profond silence se fait ; le général Sébastiani prend la parole :

« Nous avons rencontré chez MM. les pairs, dit-il, une grande affinité d'opinions et de sentiments. M. de Mortemart était pré-

1. On ne connaissait pas encore le chiffre exact des pertes subies par le peuple. D'après des relevés faits avec une certitude irrécusable, cette perte s'élevait à 738 citoyens tués et 4,500 blessés.

Les pertes de la troupe, en officiers et soldats, furent bien moins considérables : elle n'eut que 163 morts et 578 blessés.

Total général : Citoyens tués et blessés, 5,288 ; troupes royales, 741.

sent ; il s'est fait remarquer par la noblesse et la pureté de ses intentions ; il est impossible de mieux se dépouiller de sa situation personnelle pour entrer dans l'examen des moyens propres à assurer la liberté et la paix. Nous avons fait sentir que , de toutes les mesures , la plus indispensable , la plus urgente , était la réunion des Chambres , mais qu'elle ne pouvait s'opérer avec *le chef* que les derniers événements ont placé dans une situation si fâcheuse. Nous avons cherché une solution ; la réunion des pairs l'a trouvée , comme nous , dans une invitation au duc d'Orléans de se rendre à Paris pour y exercer les fonctions de lieutenant-général du royaume. »

Cet assentiment de la Chambre des pairs et de M. de Mortemart lui-même à une démarche qui pouvait offrir à la réunion un moyen d'abriter ses incertitudes et ses peurs sous la protection d'un prince dévoué comme elle-même à l'ordre et à la monarchie , fit éclater la satisfaction la plus vive. Le cri : *aux voix !* sort de toutes les bouches , et l'Assemblée , sur la proposition de M. Laffitte , déclare à l'unanimité , moins trois voix , « qu'elle ne reconnaît d'autre moyen de rétablir l'ordre et « la paix que d'appeler M. le duc d'Orléans aux fonctions de « lieutenant-général du royaume. ' » Le général Sébastiani et Benjamin Constant sont chargés de rédiger le message qui doit annoncer cette décision au premier prince du sang ; Benjamin Constant présente la rédaction suivante :

« La réunion des députés actuellement à Paris , a pensé qu'il était urgent de prier S. A. R. Monseigneur le duc d'Orléans de se rendre dans la capitale pour exercer les fonctions de lieutenant-général du royaume , et de lui exprimer le vœu de conserver les couleurs nationales. Elle a , de plus , senti la nécessité de s'occuper sans relâche d'assurer à la France , dans la prochaine session des Chambres , toutes les garanties indispensables pour la pleine et entière exécution de la Charte. »

Quelques réclamations s'élèvent sur la timidité , presque l'humilité de ce langage dont la plus grande hardiesse est un

1. Le procès-verbal de la séance ne cite pas les noms de ces trois opposants , qui étaient MM. Villemain , Lepelletier d'Aulnay et Hély d'Oïssel.

vœu pour le maintien des couleurs nationales. MM. de Corcelles et Labbey de Pompières, entre autres, demandent que la chambre stipule et précise quelques garanties : « C'est au cri de *vive la Charte!* que la population a combattu et triomphé, répond M. Bertin de Vaux; la Charte ne saurait être mise en question. » — « Partout, j'ai également entendu le cri de : *vive la Charte!* ajoute Benjamin Constant. La Charte est universellement voulue. » Une discussion s'engage; mais M. Laffitte l'arrête, en proposant aux membres présents de signer le message. Plusieurs députés se récrient avec force. « Les signatures sont indispensables, » dit M. E. de Salverte que MM. Benjamin Delessert et Bérard s'empressent d'appuyer. — « Que l'on mette en tête de l'acte les noms des membres présents, et l'on n'aura pas de signatures à donner, » dit à son tour M. Kératry. — « La déclaration, sans signatures, n'aura aucun caractère d'authenticité, » réplique M. Laffitte. — « Dans l'intérêt de mes collègues, s'écrie M. de Lameth, je m'oppose aux signatures. Les faits de la Révolution m'en ont trop appris le danger. » — « C'est précisément à cause de ce danger, que nous devons signer, » répond M. de Corcelles.

M. Laffitte met la question aux voix; la réunion décide que l'on signera le message, et qu'une commission de douze membres sera chargée de le porter au duc d'Orléans. « Je déclare, dit aussitôt M. Villemain, que je ne me reconnais pas le droit de changer une dynastie. » — « Eh, qui vous parle de changement de dynastie? répond le général Sébastiani avec une extrême vivacité; cette question est étrangère à l'acte que la réunion vient de voter! » La protestation de M. Villemain, bientôt ministre de la dynastie nouvelle, demeure sans écho; le président tire de l'urne les noms des douze membres de la commission; immédiatement après, ces membres se rendent au Palais-Royal. Il est six heures du soir; la séance avait été ouverte à midi et demi; les députés ajournent leur réunion au lendemain et se séparent.

Pendant que M. de Mortemart, à la Chambre des pairs, laissait échapper de sa main défaillante le drapeau de la branche aînée

de Bourbon, et que M. Laffitte, à la Chambre des députés, préparait l'avènement de la branche cadette, M. de Lafayette, à l'Hôtel de Ville, s'efforçait de contenir les passions d'une foule de combattants qui ne paraissaient nullement disposés à se contenter même d'un changement de dynastie. De nombreuses députations se succédaient auprès de ce général, les unes, le sollicitant de proclamer sur-le-champ un gouvernement populaire dont il serait le dictateur; d'autres, le menaçant, s'il ne déférait pas à ce vœu, de voir tomber sa popularité. « La popularité est un trésor précieux pour mon cœur, disait-il à celles-ci, mais comme tous les trésors, il faut savoir le dépenser dans l'intérêt du pays. » — « Il ne m'appartient pas, répondait-il à celles-là, de constituer le gouvernement; c'est à la France elle-même ou à ses représentants à prendre cette responsabilité. » La résolution de repousser tout arrangement avec les Bourbons, et de n'admettre un gouvernement nouveau qu'à la condition de lui imposer de fortes garanties en faveur de la liberté, éclatait dans toutes les adresses de ces députations dont les membres, presque toujours armés, grossissaient incessamment la foule qui encombrait les salles, les couloirs, les escaliers et les cours de l'Hôtel de Ville. Cette foule se montrait bruyante, agitée, mais sans colère, lorsque, vers les trois heures, le bruit se répandit dans ses rangs, que la Chambre des députés s'occupait de nommer un nouveau roi. Cette nouvelle souleva de telles clameurs, que M. de Lafayette crut devoir mettre ses collègues en garde contre le péril d'une trop grande précipitation à donner un successeur à Charles X, et leur écrivit la lettre dont nous avons rapporté la substance et qu'il confia à M. Odilon Barrot. A peu de moments de là, le général recevait une nouvelle adresse apportée par une députation de la *Réunion Lointier*.

Cette réunion avait été fort nombreuse. Le plus grand nombre des jeunes gens qui obéissaient, dans la Charbonnerie, à la direction de M. de Lafayette, s'y étaient rendus. La chaleur de leurs convictions, la part influente qu'ils venaient de prendre à la lutte armée, ne faisaient pas, en ce moment, leur seule force; ils formaient, pour ainsi dire, la partie politique de l'insurrection

et empruntaient une véritable importance à leur action sur les combattants encore en armes, à leur énergie, et à la position même de M. de Lafayette, leur guide, leur drapeau dans les luttes soutenues contre la Restauration. Pour le plus grand nombre d'entre eux, permettre à une Chambre nommée sous l'empire de la loi du double vote d'appeler le duc d'Orléans soit à la lieutenance-générale, soit au trône, sans consulter la nation, c'était se rendre complice d'une usurpation véritable, et vouloir dérober au peuple, par une intrigue, le prix de sa coûteuse victoire. D'autres objectaient que convoquer une Assemblée nouvelle, et laisser flotter jusque-là la question du chef du gouvernement, c'était courir le risque de voir éclater la guerre civile, peut-être la guerre étrangère, et, dans tous les cas, rouvrir les chances à Charles X. Les premiers se montraient plus fidèles à la doctrine de la souveraineté nationale; les seconds, plus attentifs aux besoins de la situation et au mouvement de l'opinion publique. La question de principe dominait le sentiment de ceux-là; la nécessité politique éclairait la raison de ceux-ci. La lutte fut vive, la discussion ardente. Enfin, on décida qu'une commission serait chargée de porter au général de Lafayette et à la commission municipale, l'adresse suivante :

« Le peuple, hier, a reconquis ses droits sacrés au prix de son sang. Le plus précieux de ses droits est de choisir librement son gouvernement. La reconnaissance due aux braves citoyens qui ont repoussé des soldats égarés par des ordres sacrilèges, impose le devoir de les soustraire eux-mêmes à toute influence qui pourrait égarer leur opinion et refroidir demain leur zèle pour la véritable cause, la liberté. Il faut donc empêcher qu'aucune proclamation ne soit faite qui, déjà, désigne un chef lorsque la forme même du gouvernement ne peut être déterminée.

« Il existe une représentation *provisoire* de la nation. Qu'elle reste en permanence jusqu'à ce que le vœu de la majorité des Français ait pu être connu.

« Dans toutes les circonstances ce vœu a pu être consulté. Ne faisons point aujourd'hui un pas rétrograde dans la carrière que quarante ans de sacrifices et de gloire nous ont ouverte, et que les immortelles journées des 27, 28 et 29 juillet ont immensément agrandie. Que la représentation *provisoire* s'occupe de suite des moyens de consulter ces vœux : toute autre mesure serait intempêtive et coupable.

« Le 5 juillet 1815, la Chambre des représentants, sous le feu des étrangers, en présence des baïonnettes ennemies, a proclamé des principes conservateurs des droits des citoyens, et a protesté contre tout acte qui imposerait à la France un gouvernement et des institutions qui ne sympathiseraient pas avec ses vœux et ses intérêts.

« Ce sont ces principes qu'il faut adopter aujourd'hui. Qu'ils nous servent de ralliement. La Chambre de 1815 les a légués à un avenir qui nous appartient. Recueillons cet héritage et sachons le faire tourner au profit de la liberté. »

La députation chargée de porter cette adresse à l'Hôtel de Ville comptait parmi ses membres MM. Guinard, J. Bastide, Poubelle, Ch. Hingray, Ch. Teste, Trélat et Hubert. Admise auprès de M. de Lafayette, un de ses membres, M. Hubert, lit l'adresse, à laquelle il ajoute une courte allocution que termine une pressante invitation au général de prendre la dictature. M. de Lafayette ne répond directement ni à cette ouverture, ni au contenu de l'adresse elle-même ; il parle des États-Unis, de la première révolution, et de son rôle dans les événements de cette époque ; bientôt l'entrevue dégénère en un entretien familial, presque frivole, et la conversation commençait à tomber, lorsqu'un huissier annonce au général qu'un pair de France désire lui parler. « Eh bien, qu'il entre, » répond M. de Lafayette. — « Mais il désire un entretien particulier. » — « Je suis ici au milieu de mes amis, ils peuvent tout entendre. » L'huissier sort ; M. de Sussy se présente.

Ce pair, en quittant la Chambre des députés, avait pris le chemin de l'Hôtel de Ville, espérant y rencontrer une autorité qui consentirait à recevoir les actes que M. Laffitte avait refusé d'accepter. Il n'était arrivé qu'avec peine dans les appartements : la place, le perron, les escaliers se trouvaient encombrés de gens en armes qui accueillaient ses questions sur le lieu où se tenait M. de Lafayette en demandant « ce qu'il lui voulait. » Entré dans la pièce où le général causait avec les membres de la *Réunion Lointier*, au milieu d'un nombre assez considérable de jeunes gens et d'ouvriers armés, M. de Sussy annonce qu'il est chargé d'un message : « Vous pouvez le faire connaître, lui dit

M. de Lafayette. Ces messieurs, ajoute-t-il en désignant de la main les commissaires de la *Réunion Lointier* sont tous mes amis ; je n'ai rien de caché pour eux. » M. de Sussy présente les ordonnances au général qui les prend, les étale devant lui, et y jette les yeux : « Que voulez-vous que nous fassions de cela ? » dit-il à l'envoyé de M. de Mortemart. — « Mais donner la plus grande publicité possible à ces actes, » répond ce dernier qui ajoute en s'adressant à la foule : « Ce sont des ordonnances qui révoquent celles du 25. » A ces mots, des cris violents s'élèvent ; ces exclamations partent et se croisent de tous les côtés : « Un pair de France, arrivant de Saint-Cloud, ose se présenter ici ! Il a l'audace de nous signifier les volontés d'un roi renversé ! Charles X n'existe plus ! les Bourbons ont cessé de régner ! à bas les Bourbons ! » — « Mes amis, dit M. de Lafayette en élevant la voix, sans rien perdre de son calme, monsieur ne vient pas de Saint-Cloud, mais du Luxembourg ; il m'est envoyé par un de mes parents, M. de Mortemart. » Le tumulte s'apaise ; mais bientôt la lecture des ordonnances faite par quelques assistants qui les ont prises sur le bureau, renouvelle les clameurs contre Charles X et sa famille : « Vous le voyez, dit en souriant le général à M. de Sussy ; c'est fini des Bourbons ; il faut vous résigner. Charles X a pris vraiment trop de peine en signant ces actes ; nous avons rapporté nous-mêmes les ordonnances dans les trois dernières journées. Quant au nouveau ministère, je n'ai rien, ni ne veux avoir rien à faire avec lui. Il est trop tard. » M. de Sussy prie le général de lui donner, du moins, un accusé de réception des ordonnances du 29, et insiste pour qu'il les fasse insérer au *Moniteur*. « Cela ne dépend pas de moi, répond M. de Lafayette ; c'est l'affaire de la commission municipale. » Et apercevant un des membres de cette commission, le comte de Lobau, qui venait d'entrer, attiré par le tumulte, il le prie de conduire M. de Sussy auprès de ses collègues. Le général Lobau sort ; les membres de la députation de la *Réunion Lointier* et M. de Sussy quittent la salle après lui ; tous s'engagent dans différents couloirs. Le comte de Lobau, en descendant un escalier, entend marcher derrière lui ; croyant que c'est l'envoyé de

M. de Mortemart, il dit sans se détourner : « Vous venez au nom de S. M. Charles X, monsieur le comte ? » — « Non, monsieur le général, répond avec force la personne qui le suivait et qui était M. Poubelle, je viens au nom du peuple ! » Le général hâte le pas et rejoint ses collègues. Presque aussitôt M. de Sussy paraît et présente ses ordonnances à M. Audry de Puyraveau qui les prend, en fait la lecture à haute voix, et les tend ensuite à M. de Sussy en lui disant : « La commission ne peut ni les recevoir, ni en ordonner la publication ; elles arrivent trois jours trop tard, » — « Je n'ai besoin que d'un mot qui en constate le dépôt entre vos mains, » répond M. de Sussy en refusant de reprendre les pièces. — « Vous les remporterez, réplique M. Audry de Puyraveau avec animation et en tendant toujours les ordonnances à M. de Sussy ; nous n'en voulons pas. Ce n'est pas pour recevoir de pareils actes que la commission est réunie à l'Hôtel de Ville, et encore moins pour les publier, puisque ce serait les reconnaître. » — « En en prenant connaissance, vous vous en êtes chargé, dit à son tour M. de Sussy ; ma mission est remplie ; ces pièces ne m'appartiennent plus ; je n'ai plus qu'à justifier de leur dépôt. » — « Je vous répète, Monsieur, s'écrie M. Audry de Puyraveau en se levant et en gesticulant avec véhémence, que nous n'avons rien à faire avec Charles X ni avec ses envoyés, et que vous ne sortirez pas d'ici sans remporter vos papiers ! »

Le comte de Lobau intervient : « Le général Lafayette seul peut vous donner le reçu que vous demandez, » dit-il à M. de Sussy. Les membres de la députation Lointier étaient successivement entrés pendant cette scène. M. Hubert demande à lire l'adresse de la réunion ; M. de Sussy veut se retirer ; mais les membres de la députation s'y opposent : ils exigent qu'il entende l'expression des sentiments du peuple afin de les rapporter, disent-ils, à ceux qui l'envoient. M. de Sussy n'ose résister, et M. Hubert lit d'une voix forte le document que nous avons reproduit. M. Odilon Barrot, alors revenu de la Chambre des députés, répond, au nom de la commission¹,

1. On lit dans l'*Histoire de dix ans*, de M. L. Blanc : « Ce fut lui

et M. de Sussy peut enfin retourner auprès de M. Lafayette que, cette fois, il trouve seul dans son cabinet, et qui consent, sur ses vives instances, à rendre à M. de Mortemart le service de lui adresser la lettre suivante :

« Monsieur le duc,

« J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, avec les sentiments que votre caractère personnel m'inspire depuis longtemps. M. le comte de Sussy vous rendra compte de la visite qu'il a bien voulu me faire. J'ai rempli vos intentions en lisant ce que vous m'adressiez à beaucoup de personnes qui m'entouraient. J'ai engagé M. de Sussy à passer à la commission, alors peu nombreuse, qui se trouvait à l'Hôtel de Ville. Je remettrai au général Gérard, aussitôt que je le verrai, les papiers dont il m'a chargé. Mais les devoirs qui me tiennent ici rendent impossible pour moi d'aller vous chercher; si vous veniez à l'Hôtel de Ville j'aurais l'honneur de vous y recevoir, mais sans utilité pour l'objet de cette conversation, puisque vos communications ont été faites à mes collègues.

« Agréez l'assurance de ma haute considération,

LAFAYETTE.

« Hôtel de Ville, 30 juillet 1830. »

Ce fut à sept heures du soir que M. de Sussy put remettre enfin à M. de Mortemart cette lettre dont les termes obscurs, embarrassés, suffisaient cependant pour sauver le nouveau premier ministre de la position fausse, presque ridicule, que lui faisait son immobilité à la Chambre des pairs; elle lui donnait, du moins, le droit d'affirmer qu'il avait rempli sa mission, autant qu'il était en lui, puisque les nouvelles ordonnances se trouvaient notifiées à la commission municipale ainsi qu'au général de Lafayette, et que ce dernier s'était chargé de transmettre au général Gérard l'acte de sa nomination. « Vous m'avez sauvé plus que la vie, dit-il à M. de Sussy, vous m'avez sauvé l'honneur ! »

Pendant ce temps, le désordre et la confusion régnaient à Saint-Cloud. Un régiment d'infanterie de la garde y était arrivé

(M. Barrot) qui, dans cette occasion, prononça ces mots attribués depuis à M. de Lafayette : « Le duc d'Orléans est la meilleure des Républiques. »

1. *Chronique*, de Bozet.

de Normandie dans la matinée ; mais au milieu de la désorganisation qui régnait dans tous les services, ce renfort devenait, pour ainsi dire, un embarras de plus. Les troupes, placées d'une manière confuse, continuaient à manquer de vivres ; les habitants refusaient de leur en fournir à aucun prix ; c'est à peine si la plupart des soldats recevaient d'insuffisantes rations de pain. Le duc de Raguse voulut entretenir le dauphin de ces faits ; le prince ne lui prêta aucune attention ; il ne se montrait préoccupé que du rappel des ordonnances et de la nomination de nouveaux ministres, mesures dont il se plaignait avec amertume : « Au reste, disait-il au maréchal en le congédiant, le roi est le maître ; mais je ne saurais l'approuver. » En ce moment, des groupes d'insurgés commençaient à se montrer sur toutes les hauteurs qui environnent et dominent Saint-Cloud. Des voitures où flottaient de petits drapeaux tricolores sillonnaient, par le pont de Sèvres, la route de Paris à Versailles. Cette ville, placée sur les derrières de l'armée royale, s'était déclarée, dès la veille, pour l'insurrection. A la première nouvelle de cet événement, le général Vincent avait offert de ramener Versailles dans le devoir. Le dauphin mit à sa disposition deux compagnies de gardes du corps et d'autres détachements de cavalerie formant un total de douze à quinze cents chevaux. Ce général était arrivé jusqu'aux grilles d'entrée ; mais les trouvant fermées, et voyant s'amasser derrière lui plusieurs attroupements de villageois armés qui pouvaient couper sa retraite, il s'était hâté de revenir à Saint-Cloud. Cet insuccès avait été le signal de désertions assez nombreuses qui augmentèrent dans la nuit. Le lendemain matin (vendredi), le 50^e de ligne quitta presque tout entier ses positions. Quelques officiers, un petit nombre de sous-officiers et de soldats restent bientôt seuls auprès du colonel ; ce dernier se tourne vers eux, et leur montrant le drapeau : « Allons le rendre, du moins, à celui qui nous l'a confié, » leur dit-il. La petite troupe se met aussitôt en marche. Les vedettes d'une compagnie de gardes du corps chargée de couvrir Saint-Cloud, du côté de Ville-d'Avray, aperçoivent ce mouvement et donnent l'alarme ; on annonce que la ligne, con-

blant la mesure de ses trahisons, marche sur le château. Les gardes montent précipitamment à cheval, et, mettant le sabre à la main, ils jurent de tirer vengeance des défections reprochées à l'infanterie de ligne. Ils s'ébranlaient pour charger les débris du 50^e, quand un de leurs officiers pousse son cheval en travers du chemin et déclare qu'on n'avancera qu'en lui passant sur le corps. Sans cet acte d'énergie, les deux troupes se heurtaient, des coups de feu retentissaient aux portes de la résidence royale et achevaient de porter le désordre et la désorganisation au milieu de plusieurs régiments que l'incertitude, la fatigue et les privations commençaient à ébranler. Les bruits les plus sinistres, apportés, propagés par une foule d'individus qui parvenaient à s'approcher de la troupe, circulaient, à la vérité, dans tous les cantonnements : ici, on affirmait que le roi voulait emmener l'armée dans l'ouest de la France ; là, qu'il la conduirait à l'étranger ; sur un point, on annonçait que *tel* régiment venait de passer aux Parisiens ; ailleurs, que *tel* autre, le 3^e de la garde, par exemple, n'attendait que la nuit pour faire défection.

Ces rumeurs arrivèrent à Marmont. Il alla trouver le roi : « Saint-Cloud, lui dit-il, environné de bois, entouré de maisons de plaisance, dominé sur plusieurs points, accessible partout, sans que, nulle part, on puisse déployer une compagnie d'infanterie ou le moindre peloton de cavalerie, n'est pas une position militaire. La proximité de Paris y expose, d'ailleurs, les soldats à tous les genres de séductions. Il conviendrait d'emmener l'armée derrière la Loire. » — Le même conseil venait d'être donné à Charles X par M. de Champagny qui avait proposé de gagner Orléans, d'y attendre les troupes des camps de Saint-Omer et de Lunéville, ainsi que le général de Bourmont que l'on rappellerait d'Afrique avec quelques régiments ; d'y faire venir, pour assurer la solde des troupes, les cinquante millions de la Kasbah d'Alger, alors arrivés à Toulon, puis, ces forces et ces ressources réunies, de faire appel aux populations royalistes de l'ouest et du midi, et d'engager, en s'appuyant sur elles, contre les révolutionnaires de Paris, une lutte dont le

résultat vengerait la monarchie. « Il faut parler de cela au dauphin » avait répondu le roi à M. de Champagny. — Marmont demandait que l'armée se retirât à Blois, que les Chambres y fussent convoquées et le corps diplomatique appelé. « Pourquoi pas à Tours ? » lui dit le roi. — « A Tours ou à Blois, il n'importe, répliqua Marmont ; l'essentiel est de gagner une de ces deux villes. Une fois là, Votre Majesté deviendrait bien forte. » — « Vous pouvez avoir raison ; mais il faudrait connaître auparavant le résultat du voyage du duc de Mortemart, » dit Charles X avec un accent accablé, en mettant fin à cet entretien.

« Voyez quelle est la fatalité qui pèse sur moi, avait dit Marmont, l'avant-veille, au général de Tromelin. Si je réussis, mes concitoyens ne me pardonneront pas les mesures rigoureuses que je suis obligé de prendre. Si je ne réussis pas, ceux pour qui je me sacrifie, me paieront d'ingratitude ¹. » Maudit, seize ans auparavant, pour avoir trahi son devoir militaire ; maudit, une seconde fois, par le peuple, pour y être resté fidèle, le duc de Raguse était, en effet, à Saint-Cloud, l'objet des reproches les plus violents et les moins mérités. Ministres, courtisans, officiers-généraux, chacun faisait peser sur lui seul la responsabilité de la situation désespérée où se trouvait la cause royale. Les plus violents accusaient ses sympathies pour l'insurrection ; les plus modérés, son incapacité ; les plus indulgents, sa faiblesse. Aujourd'hui, encore, on reproche à ce maréchal son manque d'énergie : si, dès le début, disent ses accusateurs, il n'avait rien ménagé, rien épargné, s'il s'était montré impitoyable, la monarchie aurait vaincu toutes ces résistances. Il n'en est rien. On ne triomphe d'une révolte qu'à la condition de voir les masses demeurer neutres, ou d'avoir pour auxiliaire une notable partie de la population. Mais lorsqu'au lieu d'une classe de mécontents plus ou moins nombreux, délaissés par la généralité des citoyens, réduits à leurs seuls efforts, c'est le peuple entier d'une capitale que l'on a contre soi, depuis l'ouvrier le plus humble, jusqu'aux hommes les plus illustres, comme M. de

1. Déposition du général de Tromelin devant la Cour des pairs.

Lafayette, jusqu'aux banquiers plusieurs fois millionnaires, comme M. Laffitte ; quand la justice et le bon droit se trouvent, en outre, du côté de l'insurrection ; quand la troupe sent que les insurgés debout devant elle soutiennent un intérêt qui est aussi le sien, se battent pour une cause qui est également la sienne, dans ces conditions, une armée, quelle que soit sa bravoure et sa force, ne peut réduire une ville de huit cent mille habitants. Au bout de vingt-quatre heures de lutte, il suffit d'un ordre mal compris, de l'audace d'un enfant escaladant une galerie, d'un mouvement de peur, pour tromper tous les calculs et faire échouer toutes les combinaisons de l'attaque. Lors donc qu'au lieu de répondre à M. de Polignac qui se plaignait de ses ménagements envers la population : « Vous voulez donc que je détruise cette ville de fond en comble ? » à un officier d'artillerie qui lui demandait l'autorisation de tirer à boulets contre des maisons : « Je ne veux pas faire de Paris une seconde Saragosse ; » alors même que le duc de Raguse, au lieu de tenir ce langage, eût étouffé en lui tous les sentiments de l'humanité, ce maréchal, le combat une fois engagé, ne pouvait plus imposer les ordonnances du 25 à la population parisienne. Peut-être serait-il parvenu à prolonger la lutte de quelques heures, même d'un jour ; mais la défaite, pour se trouver plus disputée et plus sanglante, n'en n'était pas moins certaine. Dans la situation morale et dans les conditions de faiblesse matérielle où ses troupes et lui-même étaient placés, Marmont avait fait, comme soldat, tout ce qu'il pouvait faire ; comme général chargé de la protection d'une couronne et du salut d'un gouvernement, la lettre qu'il écrivait à Charles X, *le mercredi, à neuf heures du matin*, suffit à sa justification.

Ce maréchal n'avait pu sauver la royauté ; il mettait maintenant son devoir à sauver, du moins, les personnes royales. En quittant le roi, il apprend de nouveaux faits de désertion, et l'on ajoute qu'ils deviendront probablement beaucoup plus nombreux, si, comme le bruit en court parmi la troupe, on veut ramener l'armée sur Paris. Pour arrêter le découragement et raffermir les esprits Marmont rédige sur-le-champ un *ordre du*

jour où il annonce « que les ordonnances, cause de la lutte entre l'armée et la population parisienne sont retirées ; que des négociations confiées au duc de Mortemart, nommé premier ministre, sont ouvertes depuis le matin ; qu'il ne s'agit plus dès lors, pour les troupes, de combattre, mais de défendre la personne du roi et des autres membres de sa famille, et qu'il ne doute pas qu'elles seront fidèles à ce devoir. » Le maréchal veut communiquer cet *ordre du jour* au dauphin ; mais ne le trouvant pas dans son appartement, et croyant ne pouvoir pas attendre, il passe outre, et l'ordre est lu à la tête de chaque corps. Plusieurs régiments accueillent cette communication aux cris de *vive le roi !* Mais dans le moment où ces cris témoignaient de la joie que causait à l'armée la perspective d'une solution pacifique, le dauphin que poursuivait la pensée de tenter de nouveau la chance des armes, faisait rédiger, de son côté, une proclamation où félicitant les soldats « de leur zèle et de l'énergie qu'ils avaient mis à protéger la France contre des hommes égarés, dont le délire avait tout à coup troublé la paix publique, » il ajoutait : « Continuez donc à soutenir avec la constance et la vigueur qui conviennent au soldat français, la lutte *que vous avez commencée*. La France l'attend de vous ; l'Europe tout entière a les yeux sur vous ! »

La rédaction de cette proclamation était à peine terminée, que le général Talon paraît devant le dauphin, et se plaint avec amertume de l'esprit et des termes de l'ordre du jour qui vient d'être lu aux régiments : « Je croirais me déshonorer, ajoutait-il, si j'acceptais le rappel des ordonnances comme un acte dont je dois me féliciter. » Le dauphin, surpris, demande quel est l'*ordre* dont le général veut parler. En apprenant que cet ordre venait ainsi détruire, à l'avance, l'effet de sa propre proclamation, était l'œuvre du duc de Raguse, ce prince entre dans la plus violente colère ; il court chez le roi, lui fait sa plainte, et se met à la recherche de Marmont qu'il rencontre dans la salle de billard. A la vue du maréchal, son visage s'enflamme ; il jette à terre la casquette qu'il tient à la main, fait à Marmont signe de le suivre, marche devant lui à grands pas, et, parvenu à la porte

de son salon, lui dit brusquement : *Entrez!* A peine la porte est-elle refermée que l'on entend la voix du prince s'élever par degrés ; bientôt elle arrive par éclats ; un de ses officiers, inquiet, ouvre la porte ; le maréchal en sort aussitôt en se reculant, poursuivi par le dauphin qui, la tête toujours découverte et les yeux hagards, lui crie : *Rendez votre épée!* Marmont tend son arme au prince qui la lui arrache, s'efforce de la briser, et se coupe les mains. La vue du sang qui coule de cette blessure, porte au comble l'exaspération du fils de Charles X : « A moi, gardes ! s'écrie-t-il ; qu'on l'arrête ! » Plusieurs gardes du corps se précipitent la baïonnette en avant ; Marmont, par un mouvement de tête, évite d'être atteint à la figure, et, conduit dans son appartement, y est gardé à vue. En un instant, les bruits les plus sinistres se répandent dans le château : convaincu de trahison par le dauphin, le maréchal, disait-on, avait tiré l'épée contre le prince qui s'était blessé en défendant sa vie. Le roi, informé des faits, veut réparer les torts de son fils ; il ordonne de rendre au duc de Raguse son épée, que lui porte le duc de Luxembourg, capitaine des gardes du corps de service, accompagné de tout son état-major ; Marmont est en même temps invité à venir trouver Charles X : « Mon fils a été bien vif envers vous, monsieur le maréchal, lui dit le monarque. Mais convenez que vous auriez dû lui communiquer cet ordre avant de le publier. Dites-le lui ; de son côté, il reconnaîtra ses torts. » — « Bien vif ! sire, réplique vivement Marmont. Est-ce ainsi qu'on peut appeler l'indigne traitement que je viens de subir ? Quoi, sire, je viens de sacrifier plus que je n'aurais pu faire peut-être en donnant ma vie, et c'est par de si cruels outrages que je suis récompensé ! Jamais, sire, jamais, je ne reverrai votre fils ! » Oubliant sa propre infortune pour calmer ce cœur ulcéré, le vieux roi prodigue à Marmont les paroles les plus affectueuses ; ses efforts sont longtemps sans succès ; enfin, voyant le maréchal ébranlé, il l'entoure pour ainsi dire de ses bras, et le conduit jusqu'à la porte de son appartement qui mène chez le dauphin. Marmont se présente devant ce prince, et lui dit « qu'il aurait dû lui soumettre son ordre du jour avant de le publier. » — « Puisque

vous reconnaissez vos torts, répond le dauphin, je dois avouer aussi les miens : je me suis laissé emporter beaucoup trop loin. » En disant ces mots, il tend sa main à Marmont qui, au lieu de la prendre, s'incline profondément en faisant un pas en arrière, et se retire. Revenu auprès de Charles X, le maréchal lui dit que, voulant éviter tous rapports de service avec son fils, il se démet de son commandement, mais qu'il n'en restera pas moins auprès du roi aussi longtemps que des dangers menaceront sa personne. Il insiste de nouveau pour que le monarque quitte Saint-Cloud, et se retire avec l'armée derrière la Loire. « C'est bien difficile tant que je n'aurai pas de nouvelles de M. de Mortemart, » répète le roi.

Si Charles X, à Saint-Cloud, était toujours dans l'attente de nouvelles que M. de Mortemart ne devait pas envoyer, les députés, à Paris, se montraient encore plus inquiets de l'absence prolongée et du silence du duc d'Orléans. La commission de douze membres chargée de lui porter l'invitation d'accepter le titre de lieutenant-général du royaume, s'était mise sur-le-champ en devoir de remplir sa mission. « En arrivant au Palais-Royal, a dit un de ses membres, nous avions bien plus l'air de gens qui venions solliciter la commisération du duc d'Orléans, que d'hommes qui venaient lui apporter une couronne dans leur poche. Notre costume un peu négligé, en raison des circonstances, ne ressemblait guère, en effet, à celui d'ambassadeurs qui vont faire un roi. Le prince n'était pas au Palais-Royal. Nous demandâmes à l'aller trouver à Neuilly. On nous répondit mystérieusement qu'il était possible qu'il n'y fût pas, et que nous risquerions, en y allant, d'être enlevés par les troupes de Saint-Cloud, qui poussaient des reconnaissances fort au delà du pont. Sébastiani écrivit alors au prince une lettre en notre nom, que nous signâmes tous et dans laquelle il renferma notre message. Un jeune homme de la maison s'offrit à le porter et à nous rendre réponse au bout de deux heures chez M. Laffitte, qui était toujours notre président, et chez lequel on était convenu de se réunir le soir. Le messenger revint. Le duc d'Orléans faisait dire qu'il viendrait le lendemain, dans la matinée :

« Ce n'est pas demain, répondit sur-le-champ Laffitte, c'est à l'instant même qu'il faut venir. Il n'y a pas un instant à perdre. » Le messager repartit ¹.

Les députés se trouvaient, en effet, en proie à un nouvel accès de découragement. Dominés par les impressions les plus contraires, dix fois, dans le cours de cette journée, ils avaient changé de résolution. Enfin, à bout de volonté, ils s'étaient laissé entraîner à une démarche décisive, ouverte, qu'ils avaient sanctionnée par leur signature. M. Laffitte et les autres amis du duc d'Orléans, les auraient-ils donc trompés ? Ce prince refuserait-il de répondre à leur appel ? Se seraient-ils compromis en vain ? En ce moment, le bruit se répand que des meubles sortent du Palais-Royal ; on parle à voix basse de déménagement clandestin. La peur s'empare des esprits ; bientôt chacun se tait, puis s'esquive. Déjà, la veille, au retentissement d'une décharge de mousqueterie, l'hôtel Laffitte s'était vu soudainement abandonné ; une seconde fois, il devient complètement désert ; vers les onze heures et demie du soir, M. Laffitte ne voit plus auprès de lui que Benjamin Constant : « Eh bien, lui dit-il, que deviendrons-nous demain ? » — « Demain ? répond ce dernier avec l'insouciance d'un esprit fatigué, d'une nature usée par les passions, blasée sur toutes les émotions, demain, nous serons pendus ! »

1. *Souvenirs historiques*, de S. Bérard.



CHAPITRE VII

SOMMAIRE. — NUIT DU VENDREDI AU SAMEDI. Le duc d'Orléans au Raincy : ses hésitations. Il revient à Neuilly. Nouvelles incertitudes. Le duc se décide à rentrer à Paris ; son arrivée au Palais-Royal. — Charles X à Saint-Cloud. Terreurs de la duchesse de Berry. Le roi se retire à Trianon ; désordre de cette retraite. — **SAMEDI 31.** La députation de la Chambre des députés au Palais-Royal ; discussion avec le duc d'Orléans ; ce prince adresse une *proclamation aux Parisiens*. — Agitation à l'Hôtel de Ville : *proclamation de la commission municipale*. — Nouvelle agitation parmi les masses armées : *adresse de la Chambre des députés*. Le duc d'Orléans se décide à se rendre à l'Hôtel de Ville ; entretien avec M. Bérard. La Chambre des députés au Palais-Royal. *Visite à l'Hôtel de Ville*. Le cortège. Bourbons et Valois. Réception faite au duc d'Orléans ; son retour. — M. de Lafayette ; son caractère et son rôle ; lettre à Joseph Bonaparte. Le parti bonapartiste. — Visite du général Lafayette au Palais-Royal ; *programme de l'Hôtel de Ville*. — Charles X à Trianon ; plans de résistance. Le dauphin au pont de Sèvres. Retraite de l'armée. Charles X quitte Trianon ; son arrivée à Rambouillet. — Arrivée de la dauphine le *dimanche 1^{er} août*. Désorganisation dans l'armée ; désertions ; *ordre du jour* du dauphin aux troupes. Pénurie parmi la troupe et la famille royale. Nouvelles de Paris. Le roi nomme le duc d'Orléans lieutenant-général du royaume ; réponse de ce prince. — Rambouillet le *lundi 2 août* : abdication du roi et du dauphin ; proclamation de Henri V. — Entretien du duc d'Orléans avec M. de Chateaubriand ; mot à M. de Sémonville ; position de ce prince. Envoi de cinq commissaires à Charles X qui refuse de les recevoir. Le général de Foissac-Latour au Palais-Royal. — *Mardi 3 août*. Retour des commissaires à Paris. *Expédition de Rambouillet*. Ouverture des Chambres. Lettre des commissaires envoyés à Charles X ; leur entrevue avec le roi : le maréchal Maison. Départ de Charles X. — Caractère de la Révolution de Juillet. La chute de Charles X et celle de Louis-Philippe. — Arrivée du roi et des troupes à Maintenon, le *4 août* : séparation, adieux. Voyage de Charles X ; son passage à Dreux, à Laigle, à Mellerault ; séjour à Argentan. — Discussion de la *proposition Bérard* au sein des deux Chambres, le *7 août* : discours de MM. Hyde de Neuville et de Chateaubriand. — Séance du *9 août* : proclamation de Louis-Philippe comme roi des Français. — Suite du voyage de Charles X : le cortège ; les populations. — Dépêches de Londres ; envoi du général Hulot en Normandie ; rassemblements armés à Carentan. Séjour de Charles X à Valognes. Son arrivée à Cherbourg ; son entretien avec les commissaires. — **CHARLES X A BOUL DU GREAT-BRITAIN.** *Journal de Dumont-d'Urville*. — Lettre de cet officier sur son retour à Paris et la cour de Louis-Philippe.

NUIT DU VENDREDI AU SAMEDI. — Le duc d'Orléans s'était retiré au Raincy. Ce fut vers le milieu de la journée (vendredi) que les lettres de la duchesse et de la princesse Adélaïde lui firent connaître le progrès des événements, ainsi que la démarche de M. Thiers. Sa sœur le pressait de revenir à Neuilly. Le prince hésita longtemps : plusieurs fois il donna l'ordre du départ, et plusieurs fois il le rétracta. Enfin, décidé à quitter sa retraite, il monte en voiture. Un de ses officiers, M. de Montesquiou, le précédait à cheval ; bientôt le bruit des roues semble s'éloigner ; M. de Montesquiou se retourne : le duc, en proie à

de nouvelles perplexités, regagnait en toute hâte le Raincy. Cependant, à peu de temps de là, il se remet en chemin et arrive à Neuilly ; mais au lieu de rentrer dans le château, il gagne un des pavillons les plus retirés du parc. Ce fut dans cette nouvelle retraite qu'il reçut successivement le message de la Chambre des députés et le billet si pressant de M. Laffitte. Ce billet, en l'obligeant à se prononcer, augmenta son indécision et son trouble. A onze heures du soir, il cessa pourtant d'hésiter, et prit le chemin de Paris. Il était à pied, vêtu d'habits bourgeois, et ayant pour seuls compagnons de route M. de Berthois, son aide de camp, et le colonel Heymès. Le duc, après avoir traversé facilement la barrière et les Champs-Élysées, n'avance bientôt plus qu'avec peine : toutes les rues sont en partie dépavées et coupées, de cinquante pas en cinquante pas, par des barricades, qu'il lui faut franchir après avoir répondu aux *qui vive!* des factionnaires placés à chacune d'elles. Tous les réverbères sont brisés ; des lampions placés aux fenêtres des principales maisons éclairent seuls les rues. Partout règnent le silence et la solitude. Ce n'est qu'aux approches de sa résidence, que le prince trouve du mouvement et du bruit. La place et les cours du Palais-Royal sont remplis de gens armés qui y ont établi leurs bivouacs. Cette foule est animée et bruyante ; il la traverse sans que personne au milieu d'elle soupçonne dans le bourgeois pacifique, à qui elle ouvre ses rangs, le dominateur, le roi du lendemain. A peine entré dans le palais, le duc dépêche à M. Laffitte et au général de Lafayette deux officiers chargés de leur annoncer son arrivée. Un troisième envoyé se dirige vers le Luxembourg avec mission d'en ramener M. de Mortemart qui, d'abord, refuse de quitter sa retraite. « C'est dans l'intérêt de la cause du roi que le prince vous prie de vous rendre auprès de lui, » ajoute l'envoyé. M. de Mortemart se décide. Arrivé au Palais-Royal, il est introduit dans une pièce où le duc d'Orléans, étendu à terre sur un matelas, le reçoit à demi vêtu, et l'accueille par ces mots : « Duc de Mortemart, si vous voyez le roi avant moi, dites-lui qu'ils m'ont amené de force à Paris, mais que je me ferai mettre en pièces plutôt que de me laisser placer la couronne sur la tête.

Le roi m'accuse sans doute de ne pas être allé à Saint-Cloud. J'en suis fâché. Mais averti que, dès mardi soir, on l'excitait à me faire arrêter, je vous avouerai que je n'ai pas voulu aller me jeter dans un guépier. D'un autre côté, je redoutais que les Parisiens ne vinssent me chercher; je me suis donc renfermé dans une retraite connue seulement de ma famille. Mais, hier soir, une foule d'hommes ont envahi Neuilly, en me demandant au nom de la réunion des députés. Sur la réponse que j'étais absent, ces hommes ont déclaré à la duchesse qu'elle allait être conduite à Paris avec tous ses enfants, et qu'elle y resterait prisonnière jusqu'à ce que j'eusse reparu. La duchesse effrayée, m'a pressé de revenir; je n'ai plus balancé, et je suis arrivé pour délivrer ma famille; il m'ont amené ici fort avant dans la soirée. »

En faisant au représentant de Charles X cet étrange récit, le duc d'Orléans semblait dominé par le sentiment de la violence qu'il disait avoir subie; il parlait avec une extrême volubilité. Quand il eut ainsi expliqué sa présence au milieu de Paris insurgé contre le chef de sa race, et croyant sans doute avoir convaincu M. de Mortemart, il redevint soudainement plus calme, et ajouta avec une sorte de négligence : « Les députés m'ont nommé lieutenant-général du royaume pour enlever à M. de Lafayette le moyen de proclamer la république. Vos pouvoirs s'étendent-ils jusqu'à la faculté de me reconnaître ce titre? » M. de Mortemart répondit que non, et, à son tour, il demanda au prince s'il répugnerait à transmettre au roi les assurances qu'il venait de lui donner. Le duc se hâta de tracer, pour Charles X, quelques mots, que M. de Mortemart enferma soigneusement dans les plis de sa cravate. L'entrevue était terminée. Le représentant de Charles X revint au Luxembourg. « Le duc d'Orléans s'est montré parfait, dit-il à quelques personnes qui l'attendaient; ses sentiments ont été ceux d'un véritable Bourbon. » A peu d'heures de là, un nouvel envoyé du prince redemandait à M. de Mortemart les quelques lignes qu'il lui avait confiées, et que ce dernier n'hésita pas à restituer. —
« L'attitude, en effet, était changée, et les sentiments ainsi que

le rôle du premier prince du sang changeaient avec elle; le duc d'Orléans venait d'apprendre qu'à la même heure où il écrivait au roi le billet remis à M. de Mortemart, Charles X abandonnait précipitamment Saint-Cloud et se retirait au delà de Versailles.

Charles X avait vainement attendu jusqu'à la nuit un mot, le moindre message verbal de son nouveau premier ministre. Étonné de ce silence, il chargea M. Arthur de La Bourdonnaie, vers les dix heures du soir, d'aller s'informer à Paris de l'état des choses, et de lui rapporter quelque nouvelle de M. de Mortemart et de sa mission. A ce moment, plusieurs officiers venaient de signaler la présence, entre Auteuil et Boulogne, de quinze à dix-huit cents individus armés qui annonçaient l'intention de profiter de la nuit pour essayer de surprendre le château. Cette nouvelle augmente le désordre qui, depuis plusieurs heures, règne dans toutes les parties de cette résidence où, depuis la démission de Marmont, tout le monde commande et donne les ordres les plus contradictoires, où se succèdent, à chaque minute, de fausses alertes et d'inutiles prises d'armes. La duchesse de Berry, tremblante pour ses enfants, les voit déjà entre les mains des insurgés dont on vient de signaler l'approche : la frayeur s'empare de son esprit; sa tête s'exalte; elle court au dauphin, et le supplie, avec larmes et avec cris, de décider le roi à quitter Saint-Cloud. Charles X venait de se mettre au lit et dormait. Le dauphin le fait réveiller : « Qu'est-ce ? » dit le roi. — « Sire, M. le dauphin fait prier Votre Majesté de partir pour Versailles. » — « Je vais me préparer, » répondit Charles X qui, faisant appeler Marmont, lui demande de se charger du commandement de son escorte personnelle. Le maréchal y consent, et, pour arrêter toute poursuite, ordonne de dépaquer et de barricader le pont de Saint-Cloud; il rassemble en même temps l'escorte; et, à une heure et demie du matin, Charles X, sa belle-fille, le duc de Bordeaux et sa sœur quittent ce château qu'ils ne devaient plus revoir; où trente ans auparavant, le 18 brumaire, avait pris naissance le pouvoir politique de Napoléon; où, quinze ans plus tard, le 3 juillet 1845, s'était ter-

minée sa fortune, et qui, une fois encore, se trouvait témoin de la chute d'une couronne ¹. Le nombre des officiers de cour qui suivent le vieux roi est peu considérable : Saint-Cloud, dans la journée précédente, avait offert, à son tour, le honteux spectacle des lâchetés dont Fontainebleau fut le théâtre dans les premiers jours d'avril 1814. La plupart des personnages titrés qui, la veille encore, se disputaient un sourire, un regard de Charles X, avaient successivement disparu ; le vide existait déjà autour de ce prince, dès le milieu de la journée ; des officiers de sa maison, de simples serviteurs même, ne se retrouvaient plus ; le service de la messe avait été incomplet.

Composée des gardes du corps, du bataillon des élèves de l'École de Saint-Cyr, de la compagnie des gardes du corps à pied et du régiment de chasseurs à cheval de la garde, l'escorte du roi présentait un pêle-mêle qui donnait à cette marche faite au milieu de la nuit, dans le désordre inséparable d'un départ précipité, l'aspect d'une véritable fuite. Des fusils, des gibernes, des uniformes, épars sur tous les chemins, abandonnés par des soldats suisses qui cherchaient à se dérober aux résultats de la défaite, venaient augmenter le découragement de la troupe. Il était trois heures du matin lorsque le roi arriva à Trianon. Le dauphin restait à Saint-Cloud, avec le gros de l'armée, pour couvrir cette retraite.

SAMEDI 31. — Les membres de la commission chargée de transmettre au duc d'Orléans, au nom de la réunion des députés, l'invitation d'accepter les fonctions de lieutenant-général

1. V. pour la *convention militaire*, signée à Saint-Cloud, le 3 juillet 1815, t. III, chap. VI. — Peut-être n'est-il pas sans intérêt d'ajouter que par un singulier caprice de la destinée, la branche aînée de Bourbon périssait dans le même lieu et presque le même jour où avait fini, deux cent quarante et un ans auparavant, la branche royale qu'elle avait remplacée sur le trône. Ce fut, en effet, le 1^{er} août 1589, que Henri III, le dernier Valois, fut assassiné à Saint-Cloud, par le moine Jacques Clément. La chute de ces deux branches offre une autre similitude : l'une et l'autre finissent après le règne de trois frères : François II, Charles IX et Henri III, pour celle de Valois ; Louis XVI, Louis XVIII et Charles X, pour celle de Bourbon.

du royaume, prévenus, par M. Laffitte, de l'arrivée du prince, se présentèrent au Palais-Royal à huit heures du matin. Tous se montraient impatients de donner un chef à la Révolution et ne voyaient de salut que dans sa proclamation immédiate. Obligés d'attendre le duc, qui se trouvait dans ses appartements particuliers, ils virent le général Sébastiani y entrer sans se faire annoncer, comme un homme qui jouit des privilèges de l'intimité la plus étroite. Peu d'instant après, M. Dupin aîné en sortait avec le laisser-aller d'un familier de la maison. Au bout d'une demi-heure le prince reçut la députation : son accueil fut empressé, gracieux ; sa figure souriante laissait cependant percer un certain embarras. M. Gallot lui demanda s'il acceptait la lieutenance-générale : « J'ai avec Charles X des liens de parenté qui m'imposent des devoirs personnels d'une nature étroite, répondit-il ; j'ai donc besoin de réfléchir mûrement et de consulter ma famille avant de briser de tels liens. Le danger, d'ailleurs, n'est pas imminent. On vient de me transmettre, de Saint-Cloud, des renseignements qui me prouvent qu'on n'y songe pas à reprendre les hostilités. Je vous ferai connaître plus tard ma résolution. » — « Vous n'avez pas le temps de la réflexion, monseigneur, répond aussitôt M. Bérard. Vous êtes sur un volcan qui, d'un instant à l'autre, peut tout engloutir. Le terrain brûle sous vos pas comme sous les nôtres ! »

Frappé de la vivacité de ce langage, le prince, qui se disposait à congédier la députation, prie ses membres de rester et de s'asseoir. Une discussion s'établit : « Vous ne songez qu'aux craintes que peut inspirer Saint-Cloud, lui dit M. Bérard ; mais ces craintes, nous ne les éprouvons pas. Depuis trente-six heures Saint-Cloud demande à capituler, offre de se rendre à discrétion, et nous dédaignons même de lui répondre. Charles X, pour nous, a cessé de régner. Mais il est un autre danger qui vous menace, ainsi que la France et nous-mêmes : c'est la République que, peut-être, on proclame en cet instant sur la place de l'Hôtel de Ville. Votre tête est aussi compromise que la nôtre, même avec Charles X, car votre présence au milieu de nous a rompu les derniers liens qui vous unissaient à lui. Au-

jourd'hui tout vous est commun avec nous, succès et revers. »

Le général Sébastiani interrompt M. Bérard : « Je crois, mon cher collègue, que vous exagérez les dangers, dit-il ; il suffira que le prince se montre pour rallier tous les partis et tous les cœurs. Je pense, comme Son Altesse Royale, qu'il ne faut rien précipiter.

« — Je n'exagère rien, réplique M. Bérard ; c'est tromper le prince que de lui dire qu'il lui suffira de se présenter pour rallier tous les suffrages : la partie la plus nombreuse et la moins éclairée de la population le repousse comme *Bourbon* ; cette jeunesse pleine d'ardeur, d'instruction et de courage, qui a le plus contribué aux événements qui viennent de s'accomplir, le repousse parce qu'elle veut la République ; il n'a pour lui que les hommes sages, modérés, dont la voix peut bien dominer à la longue, mais n'est pas assez forte pour se faire entendre au milieu de l'effervescence révolutionnaire. Nous sommes dans un moment d'incertitude où une prompte décision peut nous sauver, et le prince avec nous ; dans une heure, il ne serait peut-être plus temps. » M. Bérard cite, à l'appui de son opinion, les offres de dictature faites à M. de Lafayette ; tous ses collègues, moins le général Sébastiani, joignent leur voix à la sienne ; M. Benjamin Delessert ajoute que M. Bérard est encore resté au-dessous de la vérité. « Vaincu par l'évidence des faits, a dit M. Bérard, le duc d'Orléans nous prie de l'attendre et passe dans son cabinet avec Sébastiani, qui, bientôt après, est rejoint par Dupin aîné. Pendant ce moment d'attente, Delessert propose de rédiger, de notre côté, un projet de proclamation. « Je crains bien, dit-il, qu'il ne sorte quelque chose de trop faible de la réunion voisine. » Je pris la plume, et j'en étais à la dernière partie de mon travail lorsque le prince reparut. Il apportait un projet qu'il venait de rédiger et qu'il soumit à notre discussion. Je le trouvai trop faible pour la circonstance ; j'insistai pour que la réunion des Chambres eût lieu sur-le-champ, et surtout pour qu'elles ne fussent pas convoquées le 3 août, jour fixé par Charles X ; il me semblait que, dans la forme comme au fond, on devait s'éloigner le plus possible de l'ancien ordre de

choses. Je fus presque seul de mon avis ; on faisait valoir des considérations étroites, mesquines, de convenance et de *légalité*. Cela me parut bien pauvre, bien pitoyable ; mais l'influence du pouvoir se faisait déjà sentir : le futur roi commençait à avoir des courtisans. Quelques mots furent cependant changés, et la proclamation suivante sortit de cette élaboration. » ¹

« Habitants de Paris !

« Les députés de la France , en ce moment réunis à Paris , ont exprimé le désir que je me rendisse dans cette capitale pour y exercer les fonctions de lieutenant-général du royaume.

« Je n'ai pas balancé à venir partager vos dangers , à me placer au milieu de cette héroïque population , et à faire tous mes efforts pour vous préserver de la guerre civile et de l'anarchie. En rentrant dans la ville de Paris , je portais avec orgueil ces couleurs glorieuses que vous avez reprises , et que j'avais moi-même longtemps portées.

« Les Chambres vont se réunir ; elles aviseront aux moyens d'assurer le règne des lois et le maintien des droits de la nation.

« *La Charte* sera désormais une vérité.

« LOUIS-PHILIPPE D'ORLÉANS. »

Les membres de la commission s'empressèrent de porter à la Chambre cette proclamation qui y fut accueillie par de bruyantes acclamations d'enthousiasme ; on en ordonna l'impression à dix mille exemplaires , et Benjamin Constant , MM. Bérard , Guizot et Villemain , furent chargés d'y répondre par une *déclaration* qui serait adressée, non pas au prince, mais à la France. La veille , M. Villemain déclarait ne pouvoir s'associer à la démarche qui appelait le duc d'Orléans à la lieutenance-générale ; aujourd'hui il acceptait la mission de déverser les accusations les plus vives sur le gouvernement qu'il entendait maintenir , et de prodiguer l'éloge au pouvoir qu'il s'efforçait de repousser. Pendant que ce député et ses collègues se livraient à ce travail , les membres de la commission municipale , à l'Hôtel de Ville , étaient obligés de publier , à leur tour , une pro-

clamation destinée à calmer les passions effervescentes de la foule armée toujours réunie autour de cet édifice, devenu le centre du mouvement populaire et des forces actives de la révolution.

La veille au soir, la démarche de M. de Sussy, annoncée dans les groupes, y avait produit une agitation que vinrent augmenter, le lendemain matin, les bruits les plus violents contre la Chambre : on accusait les députés de vouloir dérober au peuple les fruits de sa victoire ; on affirmait que, satisfaits du rappel des ordonnances et du changement de quelques ministres, ils consentaient au retour de Charles X dans Paris ; que la commission municipale donnait les mains à cette soumission, et que le duc d'Orléans, arrivé dans la nuit, était venu pour préparer la rentrée du chef de sa race. A ces nouvelles, les esprits s'échauffent, les imaginations s'exaltent. Dans l'Hôtel de Ville comme au dehors, dans l'intérieur des salles comme sur la place et dans les rues voisines, la foule armée se plaint qu'on la trahit ; les crosses des fusils résonnent sur les pavés et sur les dalles ; des voix s'élèvent pour demander que la direction de la révolution soit confiée à des mains plus énergiques. M. Barthe insiste avec force auprès des membres de la commission pour qu'ils fassent un acte décisif ; et rédige, en leur nom, la proclamation suivante qui est immédiatement publiée :

« Habitants de Paris !

« Charles X a cessé de régner sur la France ! Ne pouvant oublier l'origine de son autorité, il s'est toujours considéré comme l'ennemi de notre patrie et de ses libertés, qu'il ne pouvait comprendre. Après avoir attaqué sourdement nos institutions par tout ce que l'hypocrisie et la fraude lui prêtaient de moyens, lorsqu'il s'est cru assez fort pour les détruire ouvertement, il avait résolu de les noyer entièrement dans le sang des Français ; grâce à votre héroïsme, les crimes de son pouvoir sont finis.

« Quelques instants ont suffi pour anéantir ce gouvernement corrompu qui n'avait été qu'une conspiration permanente contre la liberté et la prospérité de la France. La nation seule est debout, parée de ces cou-

leurs nationales qu'elle a conquises au prix de son sang ; elle veut un gouvernement et des lois dignes d'elle.

« Quel peuple au monde mérita mieux la liberté ? Vainqueurs , et livrés à vous-mêmes , sans police et sans magistrats , vos vertus ont tenu lieu de toute organisation ; jamais les droits de chacun n'ont été plus religieusement respectés.

« Habitants de Paris , nous sommes fiers d'être vos frères ! En acceptant des circonstances un mandat grave et difficile , votre commission municipale a voulu s'associer à votre dévouement et à vos efforts ; ses membres éprouvent le besoin de vous exprimer l'admiration et la reconnaissance de la patrie.

« Leurs sentiments , leurs principes , sont les vôtres : au lieu d'un pouvoir imposé par les armes étrangères , vous aurez un gouvernement qui vous devra son origine ; les vertus sont dans toutes les classes ; toutes les classes ont les mêmes droits ; ces droits sont assurés.

« *Vive la France ! vive le peuple de Paris ! vive la liberté !*

« LOBAU , AUDRY DE PUTRAVEAU , MAUGUIN , DE SCHONEN .

« *Le secrétaire de la commission municipale ,*

« ODILON BARROT . »

Les signataires de cette proclamation n'avaient aucune nouvelle de Saint-Cloud ; ils croyaient que Charles X se trouvait encore dans cette résidence , entouré de sa garde , attendant des troupes nouvelles , et déjà renforcé par trente pièces d'artillerie , venues de Vincennes , et par deux régiments arrivés de Caen et d'Orléans . Le comte de Lobau , dans ses idées de soldat , n'admettait pas que le roi eût violé la Charte sans avoir les forces suffisantes pour triompher de toutes les résistances ; après avoir apposé son nom au bas de la proclamation , il se tourne vers M. de Schonen : « L'acte que nous venons de signer nous coûtera la vie , lui dit-il ; mais j'ai pris mes précautions , ajoute-t-il en tirant deux pistolets de sa poche ; voici ce qui me permettra de ne pas tomber vivant entre les mains de nos ennemis . »

Cette déclaration de déchéance apaisa la foule . Mais ce calme fut bientôt troublé par la proclamation du duc d'Orléans . Si dans le jardin du Palais-Royal , place de la Bourse et sur les boulevards , la foule d'individus de toutes les classes qui commençaient à s'inquiéter sérieusement de l'interruption des affaires

saluait avec transport, dans cette proclamation, l'espérance du rétablissement immédiat de la tranquillité publique, par contre, le langage du nouveau lieutenant-général vint raviver l'irritation des groupes assemblés sur la place de l'Hôtel de Ville : « Qui donc espère-t-on tromper ? s'écriaient des milliers de voix. Le duc d'Orléans annonce qu'il vient partager nos dangers ! mais où donc est maintenant le péril ? la bataille n'est-elle pas finie ? où était-il pendant qu'elle se livrait ? Il nous promet que désormais la Charte sera une vérité. Pense-t-il que nous nous sommes battus pour garder la Charte de Louis XVIII ? » — « On s'étonne que le duc d'Orléans tienne ce langage ! ajoutaient les plus animés ; mais le duc d'Orléans n'est-il pas un Bourbon comme Charles X ? Il faut le renvoyer avec le roi parjure ! Plus de Bourbons ! » L'agitation devint si vive, la clameur si forte, que les éclats de cette colère encore toute-puissante se firent entendre jusqu'au Palais-Royal et au Palais-Bourbon.

Les députés comprenaient eux-mêmes que le maintien absolu de la Charte de 1814 ne pouvait suffire aux légitimes exigences du triomphe populaire, et qu'il était difficile de ne pas donner une satisfaction au moins apparente à quelques-unes des réclamations élevées contre certaines dispositions de cet acte par les adversaires les plus ardents du dernier gouvernement. « Il est nécessaire que notre manifeste indique d'une manière explicite et forte les garanties que le peuple a droit d'attendre, » avait dit M. E. de Salverte lors de la nomination des quatre commissaires chargés de répondre à la déclaration du duc d'Orléans. — « La population veut, en effet, des garanties, et les veut fortement, » avait ajouté Benjamin Constant ; il sera indispensable d'en faire une énumération qui servira de commentaire à ces mots : La Charte sera désormais une vérité ¹. »

Pendant que ce député et les trois autres commissaires

1. Pour apaiser l'agitation excitée par les mots « la charte, » on s'empressa de les remplacer, dans la journée même, sur tous les nouveaux exemplaires de la proclamation, par ceux-ci : « une charte. » Pendant deux jours, le *Moniteur* imprima la proclamation en tête de sa *partie officielle* avec ce changement qui ne fut maintenu que durant le temps nécessaire à l'affermissement du nouveau

s'occupaient de rédiger l'adresse, le président, M. Laffitte, annonçait à l'Assemblée que des nouvelles fort inquiétantes lui étaient transmises de l'Hôtel de Ville : « Les craintes les plus vives, les bruits les plus alarmants agitent les esprits au sujet de la proclamation du duc d'Orléans, disait-il ; on s'inquiète de ce que cette pièce manque de date, et n'est pas revêtue du contre-seing de la commission municipale. » — « Il faut inviter le lieutenant-général à parcourir la capitale avec une députation de la Chambre, ou bien à faire contre-signer sa proclamation par le général Lafayette, » dit aussitôt M. Persil. — « Le premier expédient est le plus sûr, ajoute M. Jacqueminot. Invitons S. A. R. à monter immédiatement à cheval et à se montrer au peuple. » Ces différentes propositions où éclate le sentiment de l'Assemblée sur l'impuissance où elle est de rien entreprendre sans l'approbation et le concours des pouvoirs installés à l'Hôtel de Ville, sont accueillies par les cris de : *Partons pour l'Hôtel de Ville ! partons sur-le-champ !* M. Laffitte fait observer que la Chambre ne peut lever sa séance avant d'avoir voté et signé son adresse ; il écrit en même temps au duc d'Orléans pour l'engager à se rendre auprès du général de Lafayette et de la commission municipale ; cette démarche peut seule faire tomber toute opposition à son titre, lui dit-il, et donner à sa nomination un caractère définitif et incontesté. Le prince ne tarde pas à répondre qu'il est prêt à suivre ce conseil ; M. Laffitte lui dépêche sur-le-champ M. Bérard pour le prier de retarder son départ jusqu'au moment où l'Assemblée sera en mesure de l'accompagner.

La commission achevait alors son travail : ses membres s'étaient trouvés facilement d'accord sur le fond des engagements que la Chambre exigerait du nouveau pouvoir ; ils s'étaient divisés sur la forme dans laquelle ces garanties seraient stipu-

pouvoir. Le 4 août, la feuille officielle publiait la *rectification* suivante : « C'est par erreur que la dernière phrase de la proclamation du lieutenant général a été ainsi imprimée : *UNE charte*, etc. Cette phrase est ainsi conçue : *LA charte*, etc. C'est ainsi qu'elle se trouve dans la première édition publiée et affichée sur tous les murs de Paris. »

lées. Ainsi, Benjamin Constant et M. Bérard eurent besoin de lutter longtemps avant d'amener MM. Guizot et Villemain à consentir au maintien de ces mots : « Il (le duc d'Orléans) respectera nos droits, car il tiendra de nous les siens. » Enfin, les commissaires parvinrent à s'entendre sur tous les points, et M. Guizot put lire, en leur nom, à l'Assemblée, le projet d'adresse suivant :

« Français !

« La France est libre ! Le pouvoir absolu levait son drapeau ; l'héroïque population de Paris l'a abattu. Paris attaqué a fait triompher par les armes la cause sacrée qui venait de triompher en vain dans les élections. Un pouvoir usurpateur de nos droits, perturbateur de notre repos, menaçait à la fois la liberté et l'ordre. Nous rentrons en possession de l'ordre et de la liberté. Plus de crainte pour les droits acquis, plus de barrière entre nous et les droits qui nous manquent encore.

« Un gouvernement qui, sans délai, nous garantisse ces biens, est aujourd'hui le premier besoin de la patrie. Français ! ceux de vos députés qui se trouvent déjà à Paris se sont réunis, et, en attendant l'intervention régulière des Chambres, ils ont invité un Français qui n'a jamais combattu que pour la France, M. le duc d'Orléans, à exercer les fonctions de lieutenant-général du royaume. C'est à leurs yeux le moyen d'accomplir promptement, par la paix, le succès de la plus légitime défense.

« Le duc d'Orléans est dévoué à la cause nationale et constitutionnelle. Il en a toujours défendu les intérêts et professé les principes. Il respectera nos droits, car il tiendra de nous les siens. Nous nous assurerons par des lois toutes les garanties nécessaires pour rendre la liberté forte et durable :

« Le rétablissement de la garde nationale, avec l'intervention des gardes nationaux dans le choix de leurs officiers ;

« L'intervention des citoyens dans la formation des administrations municipales et départementales ;

« Le jury pour les délits de la presse ;

« La responsabilité légalement organisée des ministres et des agents secondaires de l'administration ;

« L'état des militaires légalement assuré ;

« La réélection des députés promus à des fonctions publiques.

« Nous donnerons à nos institutions, de concert avec le chef de l'État, les développements dont elles ont besoin.

« Français ! le duc d'Orléans lui-même a déjà parlé, et son langage

est celui qui convient à un pays libre : les Chambres vont se réunir, vous dit-il ; elles aviseront au moyen d'assurer le règne des lois et le maintien des droits de la nation.

« La Charte sera désormais une vérité. »

Des acclamations bruyantes, de longs applaudissements accueillent cette lecture ; le projet est voté d'enthousiasme¹ ; quatre-vingt-onze députés s'empressent d'y apposer leur signature, et tous, quand cette formalité est remplie, sortent en corps pour se rendre au Palais-Royal.

Le duc d'Orléans avait promptement compris que sa nomination à la lieutenance-générale du royaume ne deviendrait un fait sérieux qu'après avoir été sanctionnée par les pouvoirs installés à l'Hôtel de Ville, et reconnue par les masses armées pour qui la commission municipale était encore la seule autorité politique, et le général de Lafayette le seul chef militaire de la révolution. Cependant il aurait peut-être accueilli moins facilement le conseil de M. Laffitte, s'il n'avait pas eu la certitude de se voir parfaitement reçu à l'Hôtel de Ville. Déjà, la veille, le général de Lafayette, apprenant que le fils aîné du duc d'Orléans venait d'être arrêté par la population de Montrouge, avait chargé M. Comte, ancien rédacteur du *Censeur Européen*, de faire mettre ce jeune prince en liberté, et de lui dire, en son nom, avec recommandation de le répéter au duc, son père : « Qu'il pressentait le rôle que ce dernier aurait probablement à jouer dans les événements ; que son intention n'était pas d'y faire obstacle si le nouveau chef du gouvernement consentait à tenir sa couronne non d'une coterie, mais de la nation, et se soumettait aux obligations qui lui seraient imposées. A ces conditions le duc d'Orléans pouvait compter sur l'Hôtel de Ville. » Le matin, M. Odilon Barrot était venu, au nom du général, donner les mêmes assurances à M. Laffitte. Enfin, le général Gérard, envoyé directement par le prince à M. de Lafayette, en avait également reçu cette réponse : « Mon devoir est de me conformer à l'opinion de la majorité ; cette majorité se prononce pour le

1. Procès-verbal de la séance

duc d'Orléans ; il peut donc venir en toute confiance à l'Hôtel de Ville. Je dois cependant vous prévenir, avait-il ajouté en souriant, que je tirerai de la circonstance le meilleur parti possible pour la liberté. » Le duc d'Orléans s'habillait pour cette visite lorsque M. Bérard l'aborda et s'acquitta de son message. Le duc consentit à attendre l'Assemblée, et continua de se livrer aux soins de sa toilette. Tel était le désordre qui régnait encore dans le palais, que le futur souverain n'avait personne pour l'aider, et qu'il dut recourir à l'obligeance de M. Bérard. La conversation s'engagea bientôt sur les événements ; le prince compara la révolution qui s'accomplissait à celle de 1688 : « Charles X a de nombreux points de ressemblance avec le malheureux Stuart, ajouta-t-il, et moi, je crains bien d'être promptement appelé à jouer le rôle de Guillaume. » Le matin, il avait dit à M. Laffitte : « Que j'eusse vécu heureux sous la république, simple bourgeois de la rue Saint-Honoré ! moins de pouvoir, moins de responsabilité. » Il revint plusieurs fois sur cette pensée : « Si je parviens au trône, et je ne peux pas me dissimuler que j'en suis menacé, vous ne sauriez croire, monsieur Bérard, disait-il, à quels regrets je serai condamné. Ma vie de famille est si douce, nos goûts si simples, qu'en conscience je dois croire que ma famille et moi ne sommes pas faits pour la royauté. Je l'accepterai comme un devoir et non comme un plaisir. Et puis, faut-il vous l'avouer ? j'ai toujours conservé dans le fond de mon cœur un vieux sentiment républicain dont je sens que je ne me séparerai jamais. » M. Bérard annonce au duc, à cette occasion, que l'adresse de l'Assemblée contiendra l'énonciation de plusieurs garanties, et qu'il est probable que plus tard on en exigera de plus étendues : « Ah ! s'écria le prince, on ne m'en demandera jamais autant que je suis disposé à en accorder, et même à en offrir ! »

En ce moment, la Chambre des députés entrait dans les appartements. Le prince fit à ses membres l'accueil le plus empressé, et M. Laffitte lui donna lecture de l'adresse que nous

avons reproduite. « Les principes que vous proclamez ont toujours été les miens, répondit le duc. Je travaillerai au bonheur de la France par vous et avec vous, comme un bon père de famille. Toutefois, les députés de la nation me comprennent aisément lorsque je leur déclare que je gémissais profondément sur les déplorables circonstances qui me forcent à accepter la haute mission qu'ils me confient, et dont j'espère me rendre digne. » Cette allocution prononcée, le prince se jette dans les bras de M. Laffitte, l'embrasse et l'entraîne vers la principale fenêtre du salon, où leur présence est saluée par mille cris de *Vive le duc d'Orléans ! Vive Laffitte !* poussés par la foule qui remplit les cours du palais. Bientôt on songe au départ ; la Chambre et le nouveau chef de l'État s'apprêtent à traverser une partie de la ville pour aller rendre hommage, moins à quelques citoyens, qu'à la toute-puissance de l'insurrection ; le cortège se forme, cortège étrange, dont la composition et la faiblesse caractérisent le moment. Les deux régiments de ligne qui, l'avant-veille, s'étaient retirés de la lutte, formaient la seule troupe régulière existant dans la capitale ; mais ces régiments, pour garder leur neutralité, demeuraient enfermés dans leurs casernes. D'un autre côté, pas une seule compagnie de la garde nationale, rétablie depuis vingt-quatre heures, n'avait encore eu le temps de se faire habiller et de s'organiser. L'insurrection armée, c'est-à-dire cette foule de combattants qui, acceptant dans M. de Lafayette le chef militaire de la révolution, et, dans la commission municipale, son pouvoir politique, ne reconnaissait d'autres ordres que les ordres de l'Hôtel de Ville, voilà en réalité l'unique force qui se trouvait dans Paris ; on l'aurait vainement cherchée autour du cortège. Un tambour ouvrait la marche ; quatre huissiers de la Chambre suivaient ; derrière eux s'avancait le duc d'Orléans, à cheval, ayant auprès de lui un aide de camp, M. de Berthois, et quelques officiers de l'ancienne garde nationale. M. Laffitte, assis dans une chaise à porteurs, venait ensuite, précédant les membres de la Chambre des députés, marchant confusément au nombre de quatre-vingt-dix à cent personnes. Les cris de *Vive la*

Charte! vive la Chambre! vive le duc d'Orléans! saluèrent le cortège à sa sortie du Palais-Royal; ces cris, à mesure qu'il avançait vers la Seine, diminuaient; la foule, il est vrai, devenait moins nombreuse; elle se retrouva sur les quais, compacte et ardente, mais animée de dispositions moins bienveillantes. Vers le Pont-Neuf, des cris de *Vive la liberté! à bas les Bourbons!* commencèrent à se mêler aux cris précédents. De toutes les accusations dirigées contre le duc d'Orléans, celle d'être un *Bourbon* était la plus grave aux yeux des masses et la plus facilement accueillie; les partisans du prince avaient donc essayé de la faire tomber, à l'aide d'immenses placards affichés dans tout Paris et qui étaient ainsi conçus :

« Citoyens !

« Louis-Philippe d'Orléans, proclamé par la nation lieutenant-général du royaume, n'appartient pas, comme le roi parjure, à la famille des *Capets*, mais bien à celle des *VALOIS*, qui a régné longtemps sur la France. Il est *VALOIS*.

« Philippe d'Orléans a combattu à Jemmapes sous la bannière tricolore, qu'il s'empresse d'adopter aujourd'hui. Confiant en la dignité du peuple français, il est resté dans son sein; son administration intérieure, son caractère et ses antécédents, l'appellent à gouverner constitutionnellement notre belle patrie. Lui seul peut prévenir la guerre civile; lui seul donnera les garanties nécessaires au commerce et au monde entier.

« **PLUS DE CAPETS! Vive Louis-Philippe d'Orléans!** »

Peu d'heures après, à côté de ce placard, venaient se placer d'autres adresses conçues en ces termes :

AU PEUPLE!

« Louis-Philippe d'Orléans, nommé lieutenant-général, **EST UN BOURBON!**

« Il est de la branche cadette;

« Il est fils de Louis-Philippe-Joseph (dit *Égalité*), mort en 1793;

« Lequel était fils de Louis-Philippe, mort en 1785;

« Lequel était fils de Louis, mort en 1752;

« Lequel était fils de Philippe II (Régent), mort en 1723;

« Lequel était fils de Philippe Ier, mort en 1704,

« Lequel était frère cadet de Louis XIV.

« Et l'on ose dire qu'il est un VALOIS !

« Il est CAPET et BOURBON !! »

M. Laffitte n'était pas sans inquiétude. Des avis, venus de différents côtés, annonçaient que des tentatives seraient faites pour empêcher le duc d'Orléans d'arriver vivant à l'Hôtel de Ville; vingt jeunes gens des plus exaltés, disait-on, devaient, entre autres, se tenir embusqués dans une des petites et sombres rues qui débouchaient sur le quai de la Ferraille, et de là faire feu sur lui. Ces rumeurs étaient évidemment exagérées. Chaque fois cependant que des cris de *Vive le duc d'Orléans!* venaient se mêler aux cris plus nombreux de *Vive la liberté! plus de Bourbons!* le président de la Chambre, pour encourager et rassurer le prince, se hâtait de lui crier : « Eh bien ! cela ne va pas trop mal ! — Mais oui ! » répondait le duc, en se retournant sur son cheval et en suspendant les serremments de mains qu'il prodiguait à tous les ouvriers placés sur son passage, avec une ardeur dont les membres de la Chambre se montraient surpris et blessés. Malgré ces avances et ces caresses, l'attitude de la foule et ses cris devenaient plus hostiles à mesure que le cortège approchait de l'Hôtel de Ville. « J'avais peine à repousser les craintes qui m'assiégeaient, a dit un des députés présents. La foule était immense et presque tout armée. D'une fenêtre, d'une porte, d'un groupe, un coup de feu pouvait être si tôt tiré ! Le cœur ne cessa de me battre qu'à notre entrée dans l'Hôtel de Ville. » ¹

Il était deux heures lorsque le duc parut à l'entrée de la place; des tambours, placés sur le perron, battent aussitôt aux champs; tout à coup, ils s'arrêtent; le prince continue d'avancer; une extrême pâleur recouvre son visage; ses traits sont profondément altérés. Arrivé au perron, il descend de cheval, entre dans l'hôtel et trouve les escaliers encombrés d'hommes armés. « Vous voyez un ancien garde national de 89, qui vient rendre visite à son ancien général », disait-il aux jeunes gens placés sur son

passage. La commission municipale et M. de Lafayette l'attendaient à l'entrée des appartements; ce dernier lui fait l'accueil le plus cordial et l'introduit dans le grand salon de réception. Quand tout le cortège est entré, un député, prenant des mains de M. Laffitte la déclaration de la Chambre, en fait une nouvelle lecture au prince, qui, la main sur son cœur, répond en ces termes : « Je déplore, comme Français, le mal fait au pays et le sang qui a été versé; comme prince, je suis heureux de contribuer au bonheur de la nation. » Malgré son ambiguïté et l'embarras qu'elle décelé, cette réponse n'en est pas moins accueillie par des bravos nombreux; une sorte d'enthousiasme succède au sentiment d'incertitude et de contrainte qui avait d'abord régné au milieu de la foule entassée dans la salle. Lorsque les cris ont cessé, le général Dubourg s'avance : « Vous venez de prendre de grands engagements, dit-il au prince; j'aime à croire que vous ne les oublierez pas; mais il est peut-être bon de vous prévenir que, si vous veniez à y manquer, nous sommes gens à vous les faire tenir. » Cette brusque apostrophe tient chacun silencieux et embarrassé. Le duc, d'abord fort ému, recouvre le sang-froid et s'écrie : « Monsieur! vous ne me connaissez pas pour m'adresser un pareil langage! Sachez que je suis un honnête homme à qui l'on n'a jamais eu besoin de rappeler ses engagements! » De bruyants applaudissements éclatent aussitôt; le général Dubourg, déconcerté, se retire; le cercle d'où il est sorti s'ouvre pour lui livrer passage; les rangs se referment et ce général disparaît. En ce moment, M. de Lafayette s'approche du duc d'Orléans avec un drapeau tricolore qu'il lui met dans une main; il prend l'autre et conduit le prince à une des fenêtres qui donnent sur la place. Tous les deux se montrent à la foule en se tenant unis; le duc agite d'abord son drapeau; bientôt il serre le général dans ses bras et l'embrasse. Cette scène transforme soudainement les sentiments de la multitude armée; malveillante peu d'instants auparavant, elle devient enthousiaste; entraînée par la publique adhésion de M. de Lafayette, elle décharge ses armes en signe de joie, et pousse avec force les cris de *Vive la Chartre! vive le duc*

d'Orléans ! Ces cris , qui accueillèrent encore le prince à sa sortie , assuraient son nouveau titre ; il rentra au Palais-Royal , reconnu et accepté par la Révolution.

Inspirée, entraînée par M. Laffitte, la Chambre des députés avait proposé le duc d'Orléans pour chef de l'État; M. de Lafayette venait de consacrer ce choix. Les amis de ce général ont amèrement critiqué son rôle à cette occasion; ses adversaires se sont efforcés de l'amoindrir. Des deux parts on s'est montré injuste. La Révolution n'était pas le résultat d'une conjuration, d'un mouvement concerté à l'avance entre les chefs d'une opinion politique; œuvre de la population tout entière, aucun homme, aucun parti, dans le sens restreint du mot, ne pouvait en réclamer le bénéfice exclusif. Née d'une violation de la Charte et de la dissolution illégale d'une Chambre alors populaire, que l'on entendait soutenir contre le pouvoir royal, cette révolution venait de renverser la royauté, et laissait la Chambre debout. Or, la popularité de M. de Lafayette, si immense qu'elle fût, ne détruisait pas celle dont jouissait encore l'Assemblée élective; il fallait compter avec celle-ci. Dans ces conditions, imposer à la France, sans l'assentiment et le concours de la Chambre des députés, une autorité souveraine quelle qu'elle fût, était hors du pouvoir de M. de Lafayette, sans doute; mais aussi aucun gouvernement ne pouvait être proclamé malgré ce général, ni s'établir sans lui. D'un autre côté, la nomination du duc d'Orléans à la lieutenance-générale du royaume soulevait des répugnances et un certain mécontentement, plutôt qu'elle ne rencontrait une résistance sérieuse, décidée, et la véritable question qui se trouvait au fond du débat était celle-ci : la Chambre élue sous le dernier règne serait-elle maintenue ? Devait-on lui abandonner le droit de décider des destinées du pays ? Cette Assemblée ne se dissimulait pas l'incertitude de sa position et de son droit, et c'était le sentiment qu'elle-même avait de sa faiblesse qui venait surtout de décider ses membres à quitter leur palais pour se rendre en corps à l'Hôtel de Ville. La question, après cette démarche, se trouvait résolue : la Chambre comme le duc d'Orléans étaient acceptés par la puissance populaire; l'adhésion

de M. de Lafayette, en qui cette puissance se personnifiait, faisait taire toutes les répugnances et tomber toute opposition¹. On a parlé, à ce sujet, d'influences personnelles qui auraient dominé son opinion et sa volonté ; ce sont des suppositions dénuées de fondement : M. de Lafayette était bien moins accessible qu'on ne l'a supposé à l'action de ses amis, même les plus intimes. Personne n'avait, au contraire, dans les idées plus de fixité, et ne suivait avec une ténacité plus grande la ligne de conduite qu'il s'était tracée. Le caractère de sa vie fut précisément *l'unité*. L'opposition que présentaient fréquemment sa conversation et ses actes, a surtout accrédité ce renom d'indécision et de faiblesse. Dominé par les habitudes d'une rare politesse, il était, en outre, d'une infatigable bienveillance ; sa facilité à entrer dans la pensée de ses interlocuteurs, à dire comme eux, à louer leurs vues, donnait à ceux-ci des espérances qui, souvent déçues, faisaient ensuite accuser l'intervention des personnes de son intimité. Le cœur, chez lui, était demeuré jeune, et sa parole restait vive, ardente, enthousiaste, quand une raison calme, éclairée par une longue expérience et inspirée par la plus haute probité, dictait seule ses déterminations. Il avait pour maxime : *que dans les grandes questions personnelles le plus sûr, en général, est de se décider contre son propre intérêt* ; pour principe : *l'ordre dans la liberté* ; pour loi : *la volonté de la majorité*. Ses luttes contre les Bourbons prenaient précisément leur

1. On lit dans une lettre écrite par M. Laffitte à un député qui lui reprochait son action influente sur l'avènement du duc d'Orléans : « Vous êtes de ceux qui l'ont toujours repoussé ; vous pouvez m'en vouloir si cela vous plaît ; mais c'est bien à tort que vous m'adressez des reproches. Je vous le demande : Où était le droit ? A l'Hôtel de Ville. Où était la force ? Encore à l'Hôtel de Ville. Peuple, Lafayette, garde nationale, tout était là. Comment s'est-il présenté ? Seul, avec quatre-vingt-neuf députés, point de soldats, une seule arme, ma béquille. Que lui avez-vous dit ? *Soyez le bienvenu*, comme s'il arrivait de Chaillot et de Pontoise. Je vous l'ai présenté ! soit ; mais vous l'avez reçu. Si vous n'en vouliez pas, cela dépendait de vous. Rien de plus aisé que de jeter prince, députés et moi, dans la rivière. Napoléonistes, vous ne vous êtes pas présentés ; républicains, vous vous êtes retirés ; patriotes, vous l'avez accepté. Ne venez donc plus me faire des reproches. Mais il vous a trompés !..... Et moi donc !..... » (SARRANS. — *Louis-Philippe et la Contre-Révolution de 1830.*)

source dans l'origine de leur gouvernement imposé deux fois à la France, non par la volonté nationale, mais par les victoires de l'étranger. Ce furent son respect pour la volonté générale et sa soumission à la loi de la majorité qui firent sa conduite à l'Hôtel de Ville. Lui-même, à quatre mois de là, le proclamait en ces termes, dans une lettre qu'il écrivait à Joseph Bonaparte, alors retiré aux États-Unis, et qui s'était plaint au général de l'oubli où il avait laissé sa famille :

« Paris, 26 novembre 1830.

« Lorsque l'attentat de Charles X eut soulevé la population parisienne ; et que la confiance publique m'eut porté à la tête de ce mouvement patriotique, ma première pensée, après la victoire, fut d'en tirer le meilleur parti possible pour la liberté de mon pays. Vous jugez bien qu'aucune considération personnelle ne pouvait entrer dans cette détermination.

« La première condition du sentiment républicain étant de respecter la volonté générale, il m'était interdit de proposer une constitution purement américaine, la meilleure de toutes à mes yeux. C'eût été méconnaître le vœu de la majorité, risquer des troubles civils, appeler la guerre étrangère. Si je me suis trompé, c'est du moins contre mon inclination de tous les temps, et même, en me supposant une ambition vulgaire, contre ce qu'on appellerait mon intérêt actuel.

« Un trône populaire, au nom de la souveraineté nationale, entouré d'institutions républicaines, voilà ce que nous avons cru pouvoir ; tel a été le programme des barricades et de l'Hôtel de Ville dont je me suis fait l'interprète.

« La Chambre des députés, représentant quatre-vingt mille électeurs, allait moins loin que nous ; mais, d'accord avec l'opinion publique pour l'expulsion de la famille coupable, elle était, comme Paris et le reste de la France, pressée de rassurer toutes les inquiétudes et de savoir à quoi s'en tenir.

« Le système napoléonien avait été éclatant de gloire, mais empreint de despotisme, d'aristocratie et de servitude. D'ailleurs, le fils de votre immense frère est devenu autrichien, et vous savez ce qu'est le cabinet de Vienne. Voilà ce qui ne m'a pas permis de souhaiter le rétablissement du trône dont les Cent-Jours avaient montré la constante tendance vers d'anciens errements.

« Je connaissais à peine le duc d'Orléans. De vives inimitiés avaient existé entre son père et moi. Quelques rapports de parenté et de bons procédés ne m'avaient pas même conduit jusqu'à l'entrée du Palais-

Royal ; et néanmoins, je savais, comme tout le monde, qu'il y avait dans cette famille des vertus domestiques, des goûts simples, peu d'ambition. Je me rappelai le jeune républicain de 89, le soldat de Valmy et de Jemmapes, le professeur de Suisse et le voyageur aux États-Unis. Il s'appelait Bourbon, et c'est un nom fâcheux ; mais ce nom même était plus que le vôtre, plus que celui de la République, une garantie contre la guerre. Il n'empêchait point de constater, d'exercer le principe de la souveraineté du peuple, de mettre les armes aux mains de deux millions de citoyens nommant leurs officiers, de rendre complète la liberté de la presse, et d'avoir des institutions populaires. Il m'a donc paru utile, dans les circonstances où nous étions, pour la paix du dedans et du dehors, que les diverses nuances d'opinions politiques, à l'exception du parti de Charles X, se réunissent sur cette combinaison.

« Je ne vous dirai pas que tout s'est passé comme je l'aurais désiré. Mais vous savez que dans les affaires intérieures comme dans celles du dehors, personne ne voit tout se faire à son gré. Votre incomparable frère, avec sa puissance, son caractère et son génie, l'éprouvait lui-même. Mais je n'ai rien voulu taire de ce que j'ai fait en pleine liberté d'esprit et de volonté. »

M. de Lafayette, dans cette lettre, parlait du système napoléonien comme d'un ordre politique dont il n'avait pas souhaité le rétablissement, mais non comme d'une opinion ou d'un parti qu'il avait eu à combattre ou à repousser. Le parti napoléonien avait, en effet, disparu avec Napoléon. Le nom de l'empereur demeurait grand, éclatant, immense ; mais l'admiration qu'il excitait s'attachait exclusivement à l'homme, à sa gloire, à son génie. L'empereur conservait d'innombrables admirateurs ; l'empire n'avait pas un partisan. Les plus passionnés, parmi les premiers, séparaient si complètement l'Empire, de la personne de son chef, qu'il n'en était pas un seul qui n'eût repoussé comme un outrage à la dignité humaine, une insulte à la raison publique, une injure à une immortelle mémoire, le rétablissement de ce système de lourd despotisme et de servitude odieuse qui avait constitué le *régime impérial*, système que Napoléon lui-même avait, au reste, condamné, répudié, dans les Cent-Jours, en promulguant l'*acte additionnel*. Restaient les membres de sa famille. Malgré l'intérêt qu'ils pouvaient inspirer à quelques serviteurs du régime impérial, il

ne se trouva pas un général, un homme ayant une position politique ou un nom populaire, qui pût se décider à faire le moindre effort pour réveiller en leur faveur les souvenirs toujours palpitants laissés au sein des masses par le nom de Napoléon. Un militaire obscur, ignoré, officier d'ordonnance de l'empereur pendant les Cent-Jours, le capitaine Dumoulin, en fit seul la tentative. Il parut à l'Hôtel de Ville, revêtu de son ancien uniforme et portant plusieurs milliers d'exemplaires d'une proclamation napoléonienne. L'uniforme était oublié; on le prit pour celui des gardes du corps; les souvenirs que la proclamation s'efforçait de raviver contrastaient si étrangement, d'un autre côté, avec les idées et les besoins de liberté qui étaient alors dans tous les esprits, que le capitaine Dumoulin, après avoir essuyé les railleries des combattants qui l'écoutaient, finit par exciter leur colère; conspué, maltraité, poursuivi, il n'eut que le temps de se réfugier dans la partie de l'Hôtel de Ville occupée par M. de Lafayette, où les amis de ce général l'aiderent à se cacher, à quitter son uniforme, puis à s'évader par une porte de derrière.

La démarche habile autant que hardie du duc d'Orléans à l'Hôtel de Ville faisait tomber toute opposition active à son avènement; l'insurrection victorieuse venait d'abdiquer en ses mains par les mains de M. de Lafayette. Dès que le prince eut quitté ce quartier général de la Révolution qui, après y avoir été transporté de l'hôtel Laffitte, allait subir un nouveau déplacement, et se trouver transféré au Palais-Royal, les jeunes combattants qui entouraient M. de Lafayette se plaignirent de ce qu'il n'avait pas stipulé, en faveur des libertés et des droits de la nation, des garanties plus étendues et plus fortes que celles énoncées dans l'adresse de la Chambre des députés. « Eh bien, leur dit le général, prenez la Charte, indiquez les changements que vous croyez nécessaires; j'irai les présenter ce soir au Palais-Royal, et j'augure assez bien des dispositions du successeur de Charles X, pour être certain qu'il n'hésitera pas à les adopter. » Ces modifications furent aussitôt discutées : l'abolition de l'hé-

réité de la pairie, le renouvellement de la magistrature et l'application du principe de l'élection à la nomination des juges de paix, se trouvaient au nombre des changements convenus. Lorsque ce travail de révision fut achevé, on en fit deux copies : l'une fut remise à M. Bérard, qui projetait de proposer à ses collègues de la Chambre une révision profonde de l'acte constitutionnel de 1814 ; la seconde fut donnée à M. de Lafayette, qui se rendit, selon sa promesse, auprès du lieutenant-général du royaume. « Je crus trouver dans l'autorité et la confiance populaires dont j'étais investi, a raconté ce général, le droit et le devoir de m'expliquer franchement, au nom de ce même peuple, avec le roi projeté. « Vous savez, lui dis-je, que je suis républicain, et que je regarde la constitution des États-Unis comme la plus parfaite qui ait existé. » — « Je pense comme vous, répondit le duc d'Orléans ; il est impossible d'avoir passé deux ans en Amérique et de n'être pas de cet avis. Mais croyez-vous que dans la situation de la France, et d'après l'opinion générale, qu'il nous convienne de l'adopter ? » — « Non, lui dis-je ; ce qu'il faut aujourd'hui au peuple français, c'est un trône populaire entouré d'institutions républicaines. » — « C'est bien ainsi que je l'entends, » répondit le prince. Cet engagement mutuel, que je m'empressai de publier, rallia autour de nous ceux qui ne voulaient pas de monarchie et ceux qui en voulaient un tout autre qu'un Bourbon. » ¹

Après avoir reçu du prince cette déclaration qui constitue ce qu'on a nommé depuis *le programme de l'Hôtel de Ville*, M. de Lafayette lui remit le travail de révision qu'il avait apporté. Le duc d'Orléans le parcourut : « Je n'ai personnellement aucune objection à faire contre les modifications proposées, dit-il ; toutes me semblent justes, raisonnables. Mais vous sentez, mon cher général, ajouta-t-il avec l'apparence du plus complet abandon, que je suis malheureusement condamné à ne pouvoir rien proposer ; je ne prendrai pas la couronne ; je la recevrai de la Chambre des députés aux conditions qu'il lui conviendra de

1. Lettre de M. de Lafayette aux électeurs de Meaux, du 13 juin 1831.

m'imposer. Des modifications à la Charte, quelles qu'elles soient, ne peuvent donc être faites que par elle seule. » M. de Lafayette approuva ce scrupule, et se retira.

Tandis que le premier prince du sang préludait avec cette adresse, à sa royauté, le chef de sa famille faisait un nouveau pas vers l'exil.

Les anciens ministres n'avaient pas quitté Charles X ; le roi les fit appeler quelques heures après son arrivée à Trianon, et leur annonça qu'il commençait à perdre toute espérance de transaction avec le gouvernement provisoire. Il leur demanda conseil. Divers plans de résistance furent proposés ; Charles X, après les avoir entendus, déclara que, personnellement, il serait assez disposé, soit à se retirer en Vendée, soit à envoyer le duc de Bordeaux, avec sa mère, au château de Saumur, pendant que lui-même et son fils iraient attendre à Rambouillet le résultat des négociations que, dans sa complète ignorance des événements de Paris, il croyait encore ouvertes entre M. de Mortemart et les chefs de l'insurrection. « Cependant, ajouta-t-il, voyez ce que vous jugerez le plus convenable ; je me déciderai après l'arrivée du dauphin. »

La pensée de ramener l'armée sur Paris n'avait pas abandonné ce dernier. Avant de donner l'ordre de départ, il voulut *tâter* la troupe. Le pont de Sèvres séparait les deux partis : le village de ce nom était occupé par le bataillon suisse de Salis ; une compagnie d'infanterie de la garde française, appuyant deux pièces d'artillerie, gardait le pont. Ce fut vers ce point que se porta le fils de Charles X : au moment où il entra dans Sèvres, la majeure partie des soldats suisses venaient de livrer leurs armes aux habitants ; le prince en fit de vifs reproches à M. de Salis : « Que voulez-vous, monseigneur, répondit ce dernier en s'éloignant..... *le 10 août !* » Le dauphin poursuit son chemin, et fait transmettre, par M. de Lévis, à l'infanterie postée à la tête du pont, l'ordre de le franchir et de repousser plusieurs groupes de Parisiens embusqués de l'autre côté du fleuve. L'ordre est donné ; mais les officiers comme les soldats demeurent immobiles. Le dauphin, déconcerté, revient sur ses

pas ; à peine est-il hors de vue, que les artilleurs chargés de servir les deux bouches à feu quittent la position, et prennent, avec leurs pièces, la direction de Paris. Averti de cette nouvelle défection, le fils de Charles X ordonne aussitôt la retraite, et les troupes se dirigent, par Versailles, sur la route de Rambouillet, tandis que lui-même se rend à Trianon, où il arrive à une heure. La population de tous les villages qu'il avait traversés montrait les dispositions les plus hostiles : sur plusieurs points le drapeau tricolore était déjà arboré ; partout les fleurs de lis ou le mot *royal* se trouvaient effacés.

Ces symptômes menaçants, l'abattement des soldats, les fusils, les gibernes, les coiffures et les capotes militaires semées sur tous les chemins, mais, plus que tous ces faits, l'incident du pont de Sèvres, avait jeté un véritable trouble dans l'esprit du dauphin. A chaque instant, on le voyait descendre de cheval et y remonter comme s'il flottait entre la résolution d'arrêter la marche de l'armée ou de continuer le mouvement de retraite. Arrivé dans la cour de Trianon, ses hésitations se renouvellent ; il descend de cheval et y remonte encore plusieurs fois. Enfin, il aborde son père et lui dit qu'il croit urgent de quitter Trianon pour gagner Rambouillet. Dans le conseil tenu le matin devant le roi, M. de Guernon-Ranville avait proposé de ne pas abandonner complètement le voisinage de Paris ; d'occuper de fortes positions sur la Seine, au-dessus et au-dessous de la ville, pour empêcher les arrivages ; d'isoler l'insurrection parisienne en brisant tous les télégraphes à une certaine distance autour de la capitale ; de convoquer les Chambres législatives, le corps diplomatique et les grands corps de l'État, à Blois ou à Tours, ainsi que l'avait demandé Marmont, et d'y concentrer, sous les ordres du dauphin, toutes les forces militaires que l'on pourrait rassembler. Ce plan n'avait pas été repoussé par Charles X ; les ministres l'avaient approuvé, et, retirés dans une des pièces du palais, ils s'étaient occupés d'en régler les dispositions, et de rédiger les ordres ainsi que les actes nécessaires à son exécution. Déjà plusieurs ordonnances étaient prêtes à recevoir la signature du roi, lorsque ce monarque fait appeler M. de Mont-

bel, et lui dit que le dauphin ne trouve pas la position assez sûre ; que le général Bordesoulle, demeuré avec la division de grosse cavalerie à Versailles dont les barrières s'étaient ouvertes devant l'infanterie de la garde, annonce qu'il ne peut répondre de maintenir l'autorité royale dans cette ville que menacent de nombreux insurgés, attroupés à l'entrée de toutes les avenues : « Je vais donc partir pour Rambouillet, ajoute le roi. Dites à vos collègues que je regrette de ne pouvoir les emmener ; mais je ne veux pas les associer à mon sort ; leur présence auprès de moi peut gêner, d'ailleurs, une dernière négociation. Je les remercie de leurs services ; ils doivent maintenant songer à leur sûreté. » Les ministres déchirèrent les ordonnances déjà préparées, en jetèrent les morceaux dans les bassins du jardin, et se disposèrent à se séparer.

Les mêmes hommes qui avaient entretenu Charles X dans les illusions où il était si longtemps resté sur la situation de Paris, surexcitaient maintenant ses inquiétudes ; la population de tous les villages voisins, disaient-ils, se levait en masse, et allait emprisonner la famille royale dans Trianon. Une circonstance donnait crédit à ces rumeurs : le colonel Poque, aide de camp du général de Lafayette, venait de se présenter au général Bordesoulle, en lui annonçant qu'il avait l'ordre de faire soulever toutes les communes. Cet officier apportait une autre nouvelle : la proclamation de la déchéance du roi, publiée le matin même par la commission municipale, et dont plusieurs exemplaires commençaient à circuler dans Versailles. Peu d'instants après l'arrivée du dauphin, on était convenu que la duchesse de Berry se rendrait en voiture à Rambouillet avec ses enfants, par la route ordinaire, et que le roi, prenant à cheval un autre chemin, la rejoindrait après avoir gagné la plaine, et franchi la ligne des bois qui pouvaient servir d'embuscades aux tirailleurs attachés à la poursuite des troupes. La duchesse était partie depuis longtemps déjà, que Charles X ne semblait pas songer encore à s'éloigner. On eût dit qu'il ne pouvait se décider à quitter ce palais de plaisance, témoin des jeux de ses premiers ans et des plaisirs de sa jeunesse, où toute chose rappelait à son imagination de

riantes images, et à son cœur d'heureux souvenirs. Ceux des officiers de sa maison, qui ne l'avaient pas encore abandonné, se montraient impatients, presque irrités de ces retards ; plusieurs fois ils le firent avertir que les moments pressaient ; Charles X continuait à ne pas sortir de son cabinet. Quel motif pouvait l'y retenir ? MM. de Duras et de Luxembourg, bravant l'étiquette, se décident à y entrer. En ce moment un prêtre refermait une armoire contenant une chapelle ; le roi venait d'entendre la messe. Il sort enfin, puis s'arrête devant un aide de camp de Marmont, auquel il fait quelques questions ; il adresse ensuite la parole au maréchal lui-même : « Le roi oublie qu'il veut partir, lui dit un de ses premiers officiers. — Ah ! oui, » répond Charles X, qui s'avance à pas lents, pénibles, et en promenant un regard attristé sur toutes les parties de la pièce qu'il traverse, comme s'il y cherchait la trace de quelque ancienne impression de sa vie. Arrivé sur le perron, il s'arrête encore, jette les yeux autour de lui, monte à cheval, et s'éloigne sans prononcer une seule parole. Le dauphin l'accompagne ; mais au bout de quelques pas, il s'arrête, descend de cheval, s'assied sous un arbre, étend devant lui des cartes qu'il consulte, et après une heure d'étude, se remet en marche sans autre escorte qu'un petit nombre d'officiers et quelques gendarmes d'élite. Le chemin qu'il suivait longeait l'école de Saint-Cyr ; les élèves y étaient rentrés. Arrivé devant le poste de la poudrière, le prince est salué par les élèves de garde : « Bien, mes amis, leur cria-t-il en continuant à marcher ; les nouvelles sont bonnes ! cela va bien, très-bien ! » Le soir il couchait au village de Trappes où le gros des troupes s'était arrêté.

Pendant ce temps, Charles X continuait à s'éloigner de Paris sous l'escorte des gardes du corps et de la gendarmerie d'élite ; il rejoignait sa belle-fille, au même moment où le duc d'Orléans rentrait à sa résidence du Palais-Royal, salué par les acclamations de la foule dont il venait de conquérir les suffrages dans sa visite à l'Hôtel de Ville ; et, à dix heures du soir, le carrosse royal entrait dans la cour d'honneur de ce château de Rambouillet où Napoléon, fuyant de la Malmaison, était venu pas-

ser, lui aussi, la première nuit de son éternel exil¹. L'obscurité était complètement venue; la réception se ressentit des événements : point de cris, point de flambeaux; la lune seule éclairait la vieille tour où était mort François 1^{er}. La figure de Charles X était fortement colorée, presque violette; tous ses traits présentaient une profonde altération. Ses habits couverts de poussière, laissaient apercevoir sur la poitrine les traces des pleurs qu'il avait versés. Après avoir monté assez rapidement l'escalier, comme pour dérober son émotion aux regards des serviteurs qui l'attendaient au bas des marches, il s'arrête sur le premier palier pour donner le bras à la duchesse de Berry; cette princesse, vêtue d'un costume d'homme, était accompagnée du baron de Damas, portant dans ses bras le duc de Bordeaux endormi. Arrivé dans le premier salon, le roi y trouve les autorités de la ville : « Eh bien, monsieur Delorme, dit-il au maire, vos habitants sont-ils toujours sages? — Oui, Sire. — Ah! pourquoi n'en est-il pas ainsi partout! » Il adresse quelques mots à d'autres personnes, et revenant au maire : « Vous dites donc que vos habitants sont sages? — Sire, je réponds d'eux comme de moi-même. » Dans ce moment on lui présente le duc de Bordeaux et sa sœur, que l'on allait emmener reposer; il les embrasse en pleurant; puis, tirant sa montre : « Dix heures seulement, dit-il; je croyais qu'il était bien plus tard! » Et il se retira. « Du pain, dit aussitôt le duc de Raguse aux autorités, du pain pour ces Messieurs qui n'ont rien pris de toute la journée; du pain pour les troupes d'escorte qui n'ont rien mangé depuis vingt-quatre heures. »

Le lendemain, DIMANCHE 1^{er} AOUT, la dauphine arrivait de bonne heure à Rambouillet. Partie pour les eaux de Vichy, le 7 juillet, le jour même où les ordonnances étaient convenues en conseil, cette princesse avait emporté avec elle le secret de cette décision qu'elle n'avait ni encouragée ni combattue. Ce fut à Mâcon, au moment où elle revenait à Paris, qu'elle reçut la

1. V. t. III, chap. v (voyage à Rochefort).

première nouvelle du coup d'État, ainsi que de la résistance que paraissait vouloir lui opposer la population parisienne. « Ces ordonnances sont peut-être un bien grand malheur, » dit-elle au préfet, M. de Puymaigre. Son passage à Bourg et à Lons-le-Saulnier, où les ordonnances étaient déjà connues, ne se ressentit pas de cette circonstance. Il en fut autrement à Dijon, où la dauphine arriva le 29. Le soir elle voulut assister au spectacle : accueillie à son entrée dans la salle par des cris éclatants de : *Vive la Charte ! vivent les 221 ! à bas les ministres ! à bas les ordonnances !* et obligée de sortir après la première pièce, elle fut poursuivie jusqu'à l'hôtel de la préfecture par les mêmes cris. Le vendredi soir, elle s'arrêta au château d'Ancy-le-Franc chez le marquis de Louvois ; le 31, dans l'après-midi, elle se reposait au château de Fontainebleau, qu'elle quitta à neuf heures du soir, pour continuer sa route sous un déguisement. Informée à la Croix-de-Berny, de l'abandon de Saint-Cloud, elle tourna Paris, traversa Versailles, costumée en paysanne et dans une des petites voitures publiques qui desservait les environs de cette ville, traversa l'armée et atteignit enfin Rambouillet. « Ah ! mon père, qu'avez-vous fait ! dit-elle au roi, en pleurant et en se jetant dans ses bras ; du moins, ajouta-t-elle, nous ne nous séparerons plus ! »

Les troupes que la dauphine venait de rencontrer, échelonnées sur la route de Versailles à Rambouillet, ne s'éloignaient qu'avec peine ; la désertion y prenait les proportions d'une désorganisation véritable ; leurs rangs, pendant la nuit et le matin, s'étaient considérablement éclaircis. Nombre de soldats, décidés à ne pas aller plus loin, avaient repris le chemin de Versailles ; deux régiments de grosse cavalerie, entre autres, y étaient rentrés dans leurs casernes. Alarmés des dispositions où ils voient le reste de leurs soldats, onze colonels et lieutenants-colonels de la garde française et suisse se réunissent et conviennent d'envoyer demander au gouvernement provisoire une convention qui permette aux soldats de chaque régiment de se rallier et de rentrer dans leurs garnisons. L'un d'eux se propose pour cette négociation ; ses collègues acceptent cette

offre, et se rendent auprès du général Bordesoulle pour le prévenir de cette démarche, et lui demander, pour le colonel négociateur, l'autorisation de se rendre à Paris. Le général oppose les réglemens : « Les réglemens n'ont pas pu prévoir les circonstances où nous sommes, répondent les colonels ; aucun de nous ne peut compter sur son régiment ; avant peu d'heures, la moitié des troupes peut se trouver débandée, et nous laisser, avec le drapeau et quelques hommes, exposés aux insultes des paysans. » Le général persiste dans son refus et rentre pour faire connaître ces faits au dauphin. Il venait de terminer sa dépêche, quand un de ses aides de camp entre avec précipitation, et lui annonce que les soldats bivouaqués dans le voisinage se dispersent ; qu'une foule de paysans ont pénétré dans les bivouacs et ramassent les armes et les munitions jetées par les soldats ; que les vingt cavaliers composant le piquet du général viennent d'abandonner leur poste, et qu'il ne reste plus, pour le couvrir, même une vedette. Le général monte aussitôt à cheval, et voit, en effet, un millier de soldats et de sous-officiers de toutes armes qui s'éloignent dans toutes les directions, et jettent, en courant, leurs fusils, leurs sabres, leurs sacs, leurs gibernes. Il fait battre aussitôt la générale, et, rassemblant les troupes qui forment l'extrême arrière-garde, il les porte rapidement à Trappes, où il prend position et d'où il expédie à Rambouillet la dépêche qu'il a préparée pour le dauphin. De nombreuses désertions avaient encore signalé cette marche. Les colonels et les lieutenants-colonels se réunissent de nouveau pour discuter leur position. Le général se rend au milieu d'eux et les décide à attendre. Il visite ensuite chaque corps, harangue les soldats, invoque leurs sentiments de fidélité, et donne bientôt l'ordre de se remettre en marche. Un de ses officiers est chargé d'aller avertir le dauphin de ce mouvement qui rapproche de Rambouillet le reste de l'armée. Ce prince venait de passer la revue de quelques régiments qui l'avaient assez froidement accueilli : « Votre général m'envoie la désertion, dit-il à l'officier ; cependant je ne lui en veux pas, car il le fait dans de bonnes intentions. Mais il aurait dû laisser les troupes où elles étaient ; j'aime mieux que les soldats aban-

donnent leurs drapeaux au camp, que sous les yeux du roi. » A quelques instants de là, le colonel du 15^e léger se présentait devant le prince, suivi de treize hommes; son régiment l'avait abandonné; il en rapportait le drapeau. Pour arrêter cette désorganisation, le dauphin, cédant à l'avis de ses officiers, consent enfin à adresser aux troupes l'ordre du jour suivant :

« Le roi fait connaître aux troupes de toutes armes qu'il est entré en arrangement avec le gouvernement établi à Paris, et tout porte à croire que cet arrangement est sur le point d'être conclu.

« S. M. fait connaître ces circonstances à son armée, afin de calmer les inquiétudes et l'agitation que quelques régiments ont témoignées.

« Les troupes sentiront qu'elles doivent rester calmes et réunies, afin de veiller à la sûreté de la personne du roi, jusqu'à ce que l'arrangement soit effectivement publié.

• Rambouillet, le 4^{or} août 1830.

« LOUIS-ANTOINE. »

Reproduction presque textuelle de l'ordre publié l'avant-veille par Marmont, et qui avait amené, entre ce maréchal et le dauphin, la déplorable scène que nous avons racontée, cet ordre du jour aurait été impuissant à arrêter les désertions, si la réunion des troupes autour de Rambouillet, à quinze lieues du foyer révolutionnaire, n'avait pas isolé les soldats de quelques-unes des influences qui, depuis trois jours, portaient la désorganisation dans leurs rangs. La question des subsistances restait toujours la principale difficulté. La troupe dut se contenter, comme à Saint-Cloud, de rations insuffisantes. Les officiers se dédommageaient en dépeuplant le parc de ses faisans. Les soldats, privés des ressources de la chasse, s'efforçaient d'oublier leurs privations dans des jeux auxquels ils se livraient sous les fenêtres mêmes des appartements occupés par la famille royale, ou en se baignant, presque sous les yeux des princesses, dans les pièces d'eau du parterre. La détresse n'était pas moins grande, au reste, dans l'intérieur du château : la dauphine, faute de vêtements, ne pouvait quitter ses habits de voyage et se plaignait de manquer de linge; le roi, pour payer les dépenses de bouche de sa maison, fut obligé de vendre son argen-

terie. Le cercle de ses serviteurs se rétrécissait, en outre, d'heure en heure, et M. de Mortemart, maintenant la dernière espérance du roi, continuait à ne pas donner signe de vie. A tous ces symptômes d'universel délaissement et de ruine, venaient s'ajouter les plus désespérantes nouvelles : la Révolution, acceptée dans toutes les provinces, partout applaudie, s'organisait sans opposition, et le duc d'Orléans s'installait dans la souveraineté ; le matin même, ce prince avait décrété trois mesures : la nomination de MM. Dupont (de l'Eure), le général Gérard, le baron Louis et Guizot, comme commissaires aux départements de la justice, de la guerre, des finances et de l'intérieur ; la substitution de la cocarde et du drapeau tricolores, à la cocarde et au drapeau blancs, comme couleurs nationales ; la convocation des deux Chambres pour le surlendemain 3 août. Cette dernière date était celle que Charles X avait deux fois fixée ; les pairs et les députés du royaume allaient se réunir au jour que lui-même avait indiqué ; mais un autre présiderait à sa place, sans son aveu, à cette solennité importante. Dans l'impossibilité où il se trouvait d'empêcher cette cérémonie qui devait consacrer sa déchéance, aux yeux de la France et de l'Europe, le vieux roi crut d'une politique habile de revêtir le duc d'Orléans du titre sous lequel il allait ouvrir la session législative, et de donner ainsi à l'acte que ce prince allait accomplir l'apparence d'un devoir dont il l'aurait chargé. MM. de Montbel et Capelle étaient les seuls ministres qui, confondus parmi les officiers de sa maison, eussent suivi Charles X à Rambouillet ; le roi les fit appeler et leur annonça la résolution où il était de nommer son parent lieutenant-général du royaume : « Dans un tel désordre, dit-il, je veux essayer de faire appel au duc d'Orléans ; je ne lui ai fait que du bien ; il ne peut manquer de répondre à ma confiance. » Les deux ministres voulurent combattre ce projet comme inutile et dangereux ; ils y voyaient une véritable abdication ; Charles X repoussa toutes leurs observations, et leur dicta l'acte suivant :

« Le roi, voulant mettre fin aux troubles qui existent dans la capitale et dans une partie de la France, comptant, d'ailleurs, sur le sincère at-

tachement de son cousin le duc d'Orléans, le nomme lieutenant-général du royaume.

« Le roi, ayant jugé convenable de retirer ses ordonnances du 25 juillet, *approuve* que les Chambres se réunissent le 3 août, et il veut espérer qu'elles rétabliront la tranquillité en France.

« Le roi attendra ici le retour de la personne chargée de porter à Paris cette déclaration.

« Si l'on cherchait à attenter à la vie du roi et de sa famille, ou à leur liberté, il se défendra jusqu'à la mort.

« Fait à Rambouillet, le 4^{er} août 1830.

« CHARLES. »

Cette pièce fut remise, le soir même, au duc d'Orléans, au moment où il recevait les hommages d'une foule de personnages déjà impatients de se ménager ses bonnes grâces et de lui faire leur cour; M. de Sémonville, M. de Barbé-Marbois, premier président de la Cour des comptes, étaient au nombre des plus empressés. A peu d'instant de là, le prince passait dans son cabinet avec ses ministres et quelques-uns de ses conseillers les plus intimes, et leur annonçait « deux communications importantes » : la première concernait *la commission municipale* qui résignait son pouvoir politique entre les mains du lieutenant-général; la seconde était relative à l'acte que nous venons de reproduire. Le duc d'Orléans fit la lecture de cette pièce et s'en plaignit comme d'une sorte de perfidie de ses parents qui cherchaient, disait-il, à jeter des doutes sur sa franchise, en faisant supposer qu'il agissait d'accord avec eux. M. Laffitte était présent; il prit la défense de Charles X : « La perfidie suppose de l'adresse, dit-il; or, si, à Rambouillet, on avait eu l'intention que vous supposez, on aurait fait concorder les dates, et votre nomination serait du 30 juillet, tandis que le pauvre roi vous écrit à la date de ce matin, 1^{er} août. » Le prince demanda quel usage il devait faire de cette pièce : M. Laffitte fut d'avis de l'envoyer au *Moniteur*; la plupart des autres conseillers pensaient qu'il fallait, au contraire, la passer sous silence; dans l'opinion de M. Dupin, le duc devait répondre au roi pour lui accuser réception de cet acte et lui déclarer en même temps « qu'il était lieutenant-général par le choix de

la Chambre. » Ce député offrait de rédiger la réponse qu'il écrivit, en effet, sur-le-champ : son langage était rude , sans ménagements. On raconte que le duc prit la lettre, la lut, la signa, et s'apprêtait à en fermer l'enveloppe lorsque, paraissant se raviser tout à coup, il dit : « Ceci est trop grave pour que je ne consulte pas la duchesse. » Il sort, rentre bientôt en tenant à la main la même enveloppe ; mais quelques lignes affectueuses que terminaient, assure-t-on, de vives assurances de fidélité, avaient remplacé la lettre écrite par M. Dupin.

Cette dépêche parvint à Charles X dans la matinée du LUNDI 2 AOUT. On a dit que les termes en touchèrent si profondément le roi et lui donnèrent dans l'affection et la loyauté du duc d'Orléans une telle confiance, qu'il se décida à un dernier sacrifice. Peut-être les assurances de son parent rendirent-elles plus facile la résolution qu'il allait adopter ; mais la force même des choses l'y entraînait. Les troupes qui lui restaient, suffisantes encore pour protéger sa personne , allaient toujours diminuant : dans les premières heures de cette journée, trois régiments de grosse cavalerie avaient abandonné leur position ; le 2^e régiment de grenadiers à cheval de la garde, entre autres, était parti en masse après avoir rapporté son étendard chez le roi. Ce régiment, à la sortie de Rambouillet, avait rencontré le dauphin qui revenait des avant-postes. A sa vue, les soldats s'arrêtèrent, se rangent en bataille, rendent les honneurs ordinaires au prince, qui passe devant eux sans adresser aux officiers la moindre question sur ce mouvement, sans prononcer un seul mot ; puis, lorsqu'il a dépassé le dernier peloton, le régiment se remet en marche, dans le meilleur ordre, pour rentrer à sa garnison. Ces faits d'abandon, la désorganisation qu'il apercevait autour de lui, la rapide succession d'événements qui eussent abattu un caractère plus fort que le sien, jetaient le roi dans un accablement qui lui ôtait toute énergie, toute volonté. D'un autre côté, la délégation du pouvoir souverain qu'il avait consentie, la veille, en faveur du duc d'Orléans, venait maintenant le troubler : il était roi, et, de son aveu, un autre exerçait les droits de la royauté. Un seul moyen pouvait

le sortir de la position fausse, presque abaissée, que lui-même s'était faite, et concilier le soin de sa dignité personnelle avec les intérêts de sa famille : poser, de sa propre main, la couronne sur la tête de son petit-fils, en laissant au duc d'Orléans son titre de lieutenant-général du royaume pendant la minorité. Il consulta Marmont : « A Saint-Cloud, j'ai proposé à Votre Majesté la seule chose qui pût la sauver, quel que fût d'ailleurs l'accueil que l'on ferait à Paris aux propositions portées par M. de Mortemart, lui répondit Marmont. Le roi serait maintenant sur la Loire et aurait conservé tous les moyens que nous avons vus se perdre depuis trois jours. Aujourd'hui tout a empiré, et la situation s'aggrave d'heure en heure. Le roi n'a plus, en effet, qu'une seule chance de maintenir la couronne dans sa maison, c'est de la poser lui-même sur la tête du duc de Bordeaux. Ce parti consacrerait à la fois le principe de la légitimité et nos institutions ; il nous sauverait de l'anarchie et ôterait à l'Europe le droit d'intervenir dans nos affaires. Ce serait un grand acte de patriotisme. Que Votre Majesté proclame donc le duc de Bordeaux comme roi ; qu'elle se retire avec lui sur la Loire ; qu'elle y appelle, en son nom, le Gouvernement et les Chambres, et nous pourrions voir le terme de cette crise. » — « Mais il faut que mon fils y consente, répliqua le roi ; resteraient ensuite les moyens d'exécution. »

Le dauphin, appelé immédiatement par Charles X, se soumit sans hésiter à la volonté de son père, et annonça son abdication aux officiers qui l'attendaient à sa sortie du cabinet du roi, en ajoutant : « Puisqu'ils ne veulent pas de moi, eh bien, qu'ils s'arrangent ! »

L'acte que le dauphin et son père venaient de signer était adressé au duc d'Orléans, et conçu en ces termes :

« Rambouillet, ce 2 août 1830.

« Mon cousin,

« Je suis trop profondément peiné des maux qui affligent ou qui pourraient menacer mes peuples, pour n'avoir pas cherché un moyen de les prévenir. J'ai donc pris la résolution d'abdiquer la couronne en faveur de mon petit-fils le duc de Bordeaux.

« Le Dauphin, qui partage mes sentiments, renonce aussi à ses droits en faveur de son neveu.

« Vous aurez donc, par votre qualité de lieutenant-général du royaume, à faire proclamer l'avènement de Henri V à la couronne. Vous prendrez, d'ailleurs, toutes les mesures qui vous concernent pour régler les formes de gouvernement pendant la minorité du nouveau roi. Ici, je me borne à vous faire connaître ces dispositions ; c'est un moyen d'éviter encore bien des maux.

« Vous communiquerez mes intentions au corps diplomatique , et vous me ferez connaître le plus tôt possible la proclamation par laquelle mon petit-fils sera reconnu roi sous le nom de Henri V.

« Je charge le lieutenant général vicomte Foissac-Latour de vous remettre cette lettre. Il a l'ordre de s'entendre avec vous pour les arrangements à prendre en faveur des personnes qui m'ont accompagné, ainsi que pour les arrangements convenables pour ce qui me concerne et le reste de ma famille.

« Nous réglerons ensuite les autres mesures qui seront la conséquence du changement de règne.

« Je vous renouvelle, mon cousin, l'assurance des sentiments avec lesquels je suis votre affectionné cousin.

« CHARLES.

« LOUIS-ANTOINE. »

Si Charles X avait perdu toute espérance pour lui-même, il gardait encore toutes ses illusions sur la puissance de son droit. L'enfant de dix ans qu'il venait de proclamer roi, reçut immédiatement quelques-uns des honneurs de la royauté ; on s'efforça de faire une réalité de cette fiction ; on traita sérieusement cette déclaration vaine : « Ce fut le baron de Damas, gouverneur du jeune prince, qui lui annonça son nouveau titre, a dit un écrivain royaliste. M. de Damas l'exhorta à s'en rendre digne, et lui parla du sacrifice de son grand-père avec une onction qui parut faire sur le jeune prince la plus vive impression. On remarqua qu'il devint immédiatement plus sérieux, et lorsqu'il revit Charles X, il écouta ses instructions d'un air recueilli, et donna gracieusement l'ordre¹ aux officiers de service. » — *Le jeudi*, Charles X avait cru mettre un terme à l'insurrection en nommant de nouveaux ministres ; *le vendredi*, il se voyait obligé de retirer, en outre, les ordonnances du 25 ; ces actes étaient la

1. Le mot d'ordre pour les troupes.

cause du soulèvement; ils n'existaient plus; et, pourtant, loin de revenir sous son pouvoir, les insurgés proclamaient, *le samedi*, un lieutenant-général du royaume. *Le dimanche*, par un nouveau sacrifice, le roi confirmait cette nomination, et autorisait le duc d'Orléans à faire l'ouverture des Chambres; il croyait sauver sa couronne. Mais on n'arrête pas une révolution commencée; on ne lui dit pas : Tu n'iras pas plus loin; le mouvement, une fois imprimé, suit fatalement son cours; toute chose tentée pour entraver sa marche, vient, au contraire, l'accélérer. *Le lundi*, le roi se résignait à un nouveau sacrifice; à l'exemple de Napoléon en 1814 et en 1815, il se dépouillait de la couronne, pour assurer, du moins, le salut de sa dynastie. Cette abdication ne devait pas plus profiter au duc de Bordeaux que celle de l'empereur n'avait servi au roi de Rome; le dernier sacrifice de Charles X, comme on le verra, devait, au contraire, précipiter la chute de son petit-fils.

Marmont était toujours auprès du roi. Plusieurs amis de ce maréchal lui avaient offert, après la scène de Saint-Cloud, les moyens de se mettre en complète sûreté; il avait refusé de les utiliser, ne voulant pas, disait-il, abandonner Charles X, tant qu'il y aurait pour ce prince l'apparence même d'un péril. Le roi le fit appeler après la signature de son abdication, et le pria de reprendre le commandement des troupes. Le maréchal, après avoir d'abord résisté à cette demande, se résigna, et consentit, sur la demande du dauphin, à ne porter l'abdication à la connaissance des troupes qu'à la fin de la journée. En attendant, il s'occupa d'assurer la subsistance de l'armée : il fit immédiatement établir des fours, mit en réquisition tous les soldats connaissant l'état de boulanger, et exigea des livraisons de bestiaux dans toutes les communes voisines. Le soir, le manque de vivres, cause active de désertion, avait cessé, et le maréchal se portant devant chaque régiment, y lisait l'acte d'abdication, proclamait Henri V, haranguait chaque corps, faisait appel à son dévouement, à sa fidélité, et s'efforçait, en raffermissant le moral de la troupe, d'arrêter la désorganisation qui, depuis trois jours, avait signalé le commandement du dauphin.

Pendant ce temps, le général de Foissac-Latour se rendait à Paris. Quel accueil ferait le duc d'Orléans à l'acte qu'il allait y porter ? Ce prince consentirait-il à abandonner ses chances au trône pour y faire monter Henri V ? Voici en quels termes M. de Chateaubriand, appelé au Palais-Royal par le lieutenant-général du royaume, a raconté un entretien qu'il eut, sur ce sujet, avec le duc et la duchesse d'Orléans.

— « Ah ! monsieur de Chateaubriand, s'écria la duchesse en me faisant asseoir auprès d'elle, nous sommes bien malheureux ! Si tous les partis voulaient se réunir, peut-être pourrait-on encore se sauver. Que pensez-vous de cela ? »

— « Charles X et M. le dauphin ont abdicqué, répondis-je : Henri V est maintenant le roi ; Mgr le duc d'Orléans est lieutenant-général du royaume ; qu'il soit régent pendant la minorité de Henri V, et tout est fini. »

— « Mais, monsieur de Chateaubriand, le peuple est très-agité ; nous tomberons dans l'anarchie. »

— « Madame, oserais-je vous demander quelle est l'intention du duc d'Orléans ? Acceptera-t-il la couronne si on la lui offre ? »

« Les deux princesses hésitèrent à répondre. La duchesse d'Orléans repartit après un moment de silence : « Songez aux malheurs qui peuvent arriver. Il faut que tous les honnêtes gens s'entendent pour nous sauver de la république. A Rome, monsieur de Chateaubriand, vous pourriez rendre de si grands services ¹, ou même ici si vous ne vouliez plus quitter la France ! »

— « Madame n'ignore pas mon dévouement au jeune roi et à sa mère ? »

— « Monsieur de Chateaubriand, vous ne connaissez pas ma nièce : elle est si légère !... Pauvre Caroline !... Je vais envoyer chercher M. le duc d'Orléans, il vous persuadera mieux que moi. »

« La princesse donna des ordres, et Louis-Philippe parut au bout d'un demi-quart d'heure. Il était mal vêtu et avait l'air

1. M. de Chateaubriand, nommé à l'ambassade de Rome, sous le ministère Martignac, avait donné sa démission à l'avènement du dernier cabinet.

extrêmement fatigué. Je me levai, et lui, en m'abordant : « Madame la duchesse d'Orléans a dû vous dire combien nous sommes malheureux ! » Et, sur-le-champ, il fit une idylle sur le bonheur dont il jouissait à la campagne, sur sa vie tranquille, et selon ses goûts, qu'il passait au milieu de ses enfants. Je saisis le moment d'une pose entre deux strophes pour prendre à mon tour la parole et pour répéter à peu près ce que j'avais dit aux princesses.

— « Ah ! s'écria-t-il, c'est là mon désir ! combien je serais satisfait d'être le tuteur et le soutien de cet enfant ! je pense comme vous : prendre le duc de Bordeaux serait certainement ce qu'il y aurait de mieux à faire. Je crains seulement que les événements ne soient plus forts que nous.

— « Plus forts que nous ? N'êtes-vous pas investi de tous les pouvoirs ? Allons rejoindre Henri V ; appelez auprès de vous, hors de Paris, les Chambres et l'armée. Sur le seul bruit de votre départ, toute cette effervescence tombera, et l'on cherchera un abri sous votre pouvoir éclairé et protecteur. »

« Pendant que je parlais, j'observais Philippe. Mon conseil le mettait mal à l'aise ; je lus écrit sur son front le désir d'être roi.

« La chose est plus difficile que vous ne le pensez, me dit-il sans me regarder ; cela ne va pas comme cela. Vous ne savez pas dans quel péril nous sommes. Une bande furieuse peut se porter contre les Chambres aux derniers excès, et nous n'avons rien pour nous défendre. »

M. de Châteaubriand persiste dans son opinion, la développe, et termine ainsi : « Vous pouvez régner quinze ans sous le nom de votre pupille ; dans quinze ans l'âge du repos sera arrivé pour nous tous ; vous aurez eu la gloire unique dans l'histoire d'avoir pu monter au trône et de l'avoir laissé à l'héritier légitime ; en même temps, vous aurez élevé cet enfant dans les lumières du siècle, et vous l'aurez rendu capable de régner sur la France : une de vos filles pourrait un jour porter le sceptre avec lui. »

« Philippe, ajoute M. de Châteaubriand, promenait ses regards vaguement au-dessus de sa tête : « Pardon, me dit-il, j'ai quitté

pour m'entretenir avec vous une députation auprès de laquelle il faut que je retourne. Madame la duchesse d'Orléans vous aura dit combien je serais heureux de faire ce que vous pourriez désirer; mais, croyez-le bien, c'est moi qui retiens seul une foule menaçante. Si le parti royaliste n'est pas massacré, il ne doit la vie qu'à mes efforts. »

« Son Altesse Royale se retira, et j'allai retrouver mes amis. — « Eh bien ? s'écrièrent-ils. — Eh bien, il veut être roi. — Et la duchesse d'Orléans ? — Elle veut être reine. — Ils vous l'ont dit ? — L'un m'a parlé de bergeries, l'autre des périls qui menacent la France et de la légèreté de la *pauvre Caroline* » ¹.

Consentie par Charles X, le jeudi, même le vendredi, lorsque le duc d'Orléans n'était pas encore venu se placer au milieu de l'insurrection, la régence était une combinaison que le premier prince du sang eût accueillie avec empressement; mais elle devenait difficilement acceptable pour ce prince, le samedi matin, à plus forte raison, le lundi : trop de personnes se trouvaient déjà compromises, comme lui-même, avec la Révolution. Supporter pendant douze à quinze ans le poids et les soucis de la royauté sans en avoir, pour les siens, le bénéfice de perpétuité, était une charge que le chef de la branche cadette de Bourbon pouvait subir; mais s'imposer une pareille position volontairement, la choisir, lorsque la couronne s'offrait à lui, était tout à la fois un effort au-dessus de son caractère et une transaction hors de son pouvoir. Il avait le sentiment vrai de la situation, lorsqu'il déclarait à M. de Chateaubriand « que les événements étaient plus forts que le principe de la succession légitime et que lui-même; » il n'appréciait pas avec moins de justesse sa position personnelle, quand, répondant à M. de Sémonville qui lui conseillait également de se contenter de la régence, il ajoutait : « La moindre indisposition de cet enfant verrait renouveler contre moi les calomnies dirigées contre le régent mon aïeul; à la moindre douleur d'entrailles on m'accuserait de l'avoir empoisonné. » Les hésitations du duc d'Orléans

1. La duchesse de Berry. — *Mémoires d'Outre-Tombe*, t. IX.

avaient cessé lorsqu'il reçut à Neuilly le mot si pressant de M. Laffitte ; ses paroles à M. Bérard , avant d'aller à l'Hôtel de Ville, et la conversation privée qu'il eut le soir même avec M. de Lafayette, prouvent surabondamment que la résolution d'accepter la couronne était arrêtée dans son esprit à l'heure où il avait franchi les barrières de la capitale. Cependant, la présence de Charles X, de son fils et de son petit-fils, à quinze lieues de Paris, au milieu d'une armée forte encore de onze à douze mille hommes et de quarante pièces de canon, ne laissait pas de troubler ses décisions, d'embarrasser son langage et ses actes. Placé entre ses devoirs de famille et les nécessités de sa position personnelle, il se trouvait dans une de ces situations douteuses, suspectes, où l'on ne peut se maintenir que par l'équivoque et qui condamnent à la duplicité : impatient d'en sortir, d'en diminuer, du moins, le poids, il résolut de s'autoriser du titre même que Charles X venait de lui reconnaître, pour envoyer à Rambouillet une députation qui aurait pour mission ostensible de faire cesser toute hostilité contre les troupes encore rangées autour du roi, de protéger ce prince, sa famille et ses serviteurs, contre les éclats de la colère publique, et pour objet réel, de décider Charles X, au nom de sa sûreté personnelle et de la paix du royaume, à se retirer sur un point plus éloigné de Paris.

Le maréchal Mortier, MM. de Schonen, Jacqueminot et Odilon Barrot furent désignés pour cette démarche. Ces commissaires, à l'exception du duc de Trévise, étaient inconnus de Charles X ; pour faciliter leur arrivée jusqu'au roi, on leur adjoignit, sur la proposition du général Sébastiani, le duc de Coigny, son beau-frère, que Charles X traitait avec bienveillance. Le maréchal Mortier était *cordon bleu* ; il objecta qu'aux termes des statuts de l'ordre du Saint-Esprit, il ne pouvait paraître devant le roi sans en porter les insignes, et qu'il ne les avait pas ; on le remplaça par le maréchal Maison. Le lieutenant-général reçut les membres de la députation avant leur départ, leur annonça que c'était Charles X lui-même qui sollicitait une sauvegarde, et leur recommanda d'agir avec tous les ménagements et les égards exigés par son titre, son âge et le malheur

de sa position. M. de Schonen, ayant maladroitement demandé ce qu'ils auraient à faire si on leur remettait le duc de Bordeaux : « Le duc de Bordeaux ? dit vivement le lieutenant-général ; mais c'est votre roi ! — Ah ! vous êtes le plus honnête homme du royaume ! » s'écria aussitôt la duchesse d'Orléans en se jetant dans les bras de son mari.

Partis du Palais-Royal à quatre heures, les commissaires arrivèrent aux avant-postes de l'armée royale à neuf heures et demie du soir, moins de trois heures après la proclamation du duc de Bordeaux comme roi, sous le nom de Henri V. Le duc de Coigny n'avait pas quitté la cocarde blanche. MM. de Schonen et Jacqueminot portaient le costume de députés, M. Odilon Barrot, l'uniforme de lieutenant de la garde nationale, le maréchal Maison, l'uniforme de sa dignité militaire ; tous les quatre avaient la cocarde tricolore ; on les arrêta aux avant-postes, et ils eussent été forcés de rebrousser chemin, si M. de Coigny n'eût fait appeler le général Balthazar, et n'en eût obtenu pour les commissaires, comme pour lui-même, l'autorisation de passer outre. La nuit était venue : la route, percée dans la forêt, traversait deux lignes de bivouacs établis sous les arbres, et qui laissaient apercevoir un assez grand nombre de feux. Les commissaires descendirent dans un hôtel de la ville, et le duc de Coigny se rendit au château ; il expliqua au roi les motifs de sa venue, et, tout en le priant de recevoir les commissaires, il lui fit connaître la mission qu'ils venaient remplir : « Une sauvegarde ! dit Charles X surpris. Et pourquoi faire ? Ne suis-je pas au milieu de mon armée ? Mon lieutenant-général doit maintenant connaître mes intentions, ajouta-t-il en faisant allusion à son abdication et à l'envoi du général de Foissac-Latour à Paris ; je ne quitterai Rambouillet qu'autant qu'on s'y conformera. Quels sont ces commissaires ? » M. de Coigny les lui nomma. En entendant le nom de M. de Schonen : « Ah, oui, ce gros juge ! » dit le roi ; celui de M. Odilon Barrot : « Le fameux avocat ? — Oui, Sire. — Eh bien, ajoute Charles X, je vais charger le duc

1. M. de Schonen, conseiller à la cour royale de Paris, avait, en effet, une forte corpulence.

de Raguse de leur répondre que je n'ai nul besoin d'eux ; qu'ils peuvent cependant rester, si bon leur semble, et que s'ils se trouvent mal à leur hôtel, je leur offre un appartement dans le château. » Marmont s'acquitta de ce message ; les commissaires, loin d'accepter la réponse du roi, insistèrent pour être admis auprès de lui, et décidèrent M. de Coigny à faire une seconde démarche ; il retourna au château ; mais le roi venait de rentrer dans ses appartements et de renvoyer son service ; le duc ne fut pas reçu. Les commissaires quittèrent aussitôt Rambouillet.

Au moment où le maréchal Maison et ses collègues étaient sortis de Paris, le général de Foissac-Latour y entrait ; l'acte qu'il avait mission de remettre au lieutenant-général était déjà connu de ce dernier ; on venait de lui en apporter l'avis. Communiquée au conseil des ministres, cette nouvelle inespérée, fit décider l'envoi immédiat du capitaine de vaisseau, Dumont-d'Urville, au Havre, pour y fréter deux bâtiments destinés à transporter Charles X et sa famille à l'étranger. « Il faut partir aujourd'hui même, avant la nuit ; vous aurez probablement à vous rendre à Naples, » avait ajouté M. Tupinier, commissaire provisoire au département de la marine, chargé de cette communication. Cet ordre venait d'être expédié lorsque M. de Foissac-Latour se présenta au Palais-Royal. L'aide de camp auquel il s'adresse pour être introduit auprès du lieutenant-général lui répond qu'il ne peut être reçu. L'envoyé de Charles X insiste ; il annonce qu'il est chargé de la plus importante mission ; l'aide de camp persiste dans son refus ; de nouvelles instances, la menace de la responsabilité que cette résistance fera peser sur l'aide de camp, laissent ce dernier inflexible. Une particularité étonnait le général de Foissac : les escaliers, les vestibules étaient encombrés d'hommes du peuple et d'individus de toutes les classes, les premiers couchés sur les dalles et sur les marches ; les autres quittant les appartements ou y dirigeant leurs pas ; chacun allait, venait librement ; l'entrée des appartements du lieutenant-général n'était fermée qu'à lui seul. Dans son embarras, il songe à M. de Mortemart, ce chef immobile et impuissant du dernier cabinet de Charles X ;

il s'informe, le cherche, le découvre, et, à force de sollicitations, M. de Mortemart se décide à lui venir en aide pour remettre aux mains du lieutenant-général l'abdication du roi dont il n'a pu maintenir la couronne. Tous les deux se présentent au Palais-Royal vers les onze heures du soir, M. de Mortemart prend l'abdication, et promet de ne s'en dessaisir qu'entre les mains du duc d'Orléans, qui, en effet, la reçoit, la garde, et refuse obstinément de donner audience au général de Foissac. Ce dernier était en outre chargé de deux lettres pour la duchesse d'Orléans; l'une de madame de Gontaut, la seconde de la jeune sœur du duc de Bordeaux; il demande s'il ne peut du moins les remettre à la royale destinataire; on se montre moins difficile: la duchesse reçoit les lettres, verse des larmes en lisant les phrases candides de l'enfant qui recommande son frère à son affection; après quoi, et, sans donner au général la moindre explication sur les intentions de son mari, elle se borne à affirmer que la famille royale pouvait compter sur le duc d'Orléans, et qu'il était un honnête homme.

A quelques heures de là, LE MARDI 3 AOUT, vers les cinq heures et demie du matin, les commissaires revenaient de Rambouillet, et rentraient au Palais-Royal. Conduits jusqu'à l'entrée de l'appartement du duc d'Orléans, ce fut ce prince qui vint lui-même leur ouvrir; il n'était qu'à demi vêtu; les dispositions qu'il manifeste ne sont plus les mêmes que la veille: « Il faut absolument qu'il parte! » dit-il avec une sorte de véhémence aux commissaires, après avoir entendu leur rapport. La facile conscience de ce prince se trouve, en effet, plus à l'aise; sa position est plus forte; Charles X n'est plus roi; le dauphin a également renoncé à ses droits; le lieutenant-général possède l'acte qui consacre cette double abdication volontaire. Les ministres sont mandés: on décide que les commissaires retourneront immédiatement à Rambouillet; mais pour assurer cette fois le succès de leur mission, ils seront appuyés par une armée populaire. On a fort diversement expliqué le départ des masses armées qui allaient contraindre Charles X à prendre le chemin de l'exil: plusieurs écrivains y ont vu une habile manœuvre du lieutenant-général pour éloigner de

Paris, le jour même de l'ouverture des Chambres la partie la plus énergique et la plus exaltée de la population ; d'autres, un mouvement spontané des combattants des trois jours, pour achever l'œuvre de la révolution ; quelques-uns, le fait d'un certain nombre d'anciens officiers inoccupés, avides de se donner des commandements, des grades, ou de se créer des titres aux faveurs du pouvoir nouveau. Toutes ces suppositions tombent devant les explications du gouvernement lui-même ; voici en quels termes il a rendu compte dans *le Moniteur* des motifs vrais de cette expédition :

« On ne pouvait laisser subsister aux portes de la capitale *une force armée qui ne relevait pas du gouvernement établi*, et qui, par sa seule présence aux portes de Paris, y entretenait une irritation dangereuse. Le lieutenant-général du royaume reconnut la nécessité de devancer le mouvement que la prolongation du séjour du roi Charles X à Rambouillet ne pouvait manquer de produire dans les masses populaires, afin de placer à sa tête des chefs qui, en le régularisant, prévinsent les excès qu'on aurait pu redouter. Il sentit même que les *sentiments personnels d'affection et de parenté* lui dictaient cette mesure autant que ses devoirs envers la patrie, et qu'elle lui était surtout commandée par le devoir d'arrêter l'effusion du sang, et d'empêcher les Français de s'entr'égorger de nouveau. Le lieutenant-général se détermina donc à prendre à temps une détermination *sudite et vigoureuse*. Il ordonna au général Lafayette de faire marcher six mille hommes de garde nationale dans la direction de Rambouillet, espérant que cette démonstration suffirait pour déterminer Charles X à prendre le parti que tant de circonstances se réunissaient pour lui faire adopter, celui de *s'éloigner et de dissoudre le rassemblement dont il était entouré* ¹. »

M. de Lafayette s'empressa de faire exécuter l'ordre du lieutenant-général : cinq cents hommes furent commandés par légion ; le rappel fut battu dans tous les quartiers. Paris était au lendemain de la révolution ; l'émotion du combat subsistait encore dans toute sa force ; des barricades continuaient de cou-

1. *Moniteur* du 6 août.

vrir les rues. Le bruit des tambours attira la masse de la population sur la voie publique. Chacun s'aborde et s'interroge : « Charles X refuse de partir de Rambouillet, disent les uns. — Il veut marcher sur Paris, répliquent ceux-ci. — Il prétend nous imposer et faire couronner Henri V, » ajoutent ceux-là. Le cri : à *Rambouillet ! à Rambouillet !* ne tarde pas à se faire entendre. L'imagination mobile de la population parisienne lui présente une courte campagne militaire aux environs de la capitale comme une fête inespérée. De tous les points on voit aussitôt se diriger vers les Champs-Élysées, rendez-vous indiqué pour le départ de l'expédition, des jeunes gens et des hommes faits, des adolescents et des vieillards, en costume militaire de toute forme et de toute couleur, en habit de ville, en redingote, en veste, en blouse ; coiffés de casques, de shakos, de bonnets à poil, de chapeaux, de casquettes, et armés de fusil de munition ou de fusils de chasse, de carabines, de pistolets, d'épées, de sabres, même de lances enlevées à la troupe pendant les trois journées. Ils sont bientôt réunis au nombre d'environ dix mille. Leur joie éclate en rires bruyants et en clameurs confuses. Un grand nombre, pour s'épargner une partie des fatigues de la route, arrêtent toutes les voitures particulières qu'ils rencontrent, ainsi que les voitures publiques, en font descendre les maîtres et les voyageurs, s'y installent, et prennent la direction de Rambouillet. Ce mélange de calèches, de cabriolets, de charrettes, de fiacres, d'omnibus et de diligences, s'avancant au milieu d'une multitude confuse de piétons diversement costumés et armés, présentait le spectacle le plus bizarre. M. de Lafayette avait confié au général Pajol le commandement en chef des six mille hommes fournis par la garde nationale ; son fils Georges les commandait en second.

En même temps que cette expédition, dont les forces devaient incessamment se grossir de la population de tous les villages placés sur son chemin, s'éloignait de Paris et marchait sur le château où le vieux roi attendait la nouvelle de la proclamation de son petit-fils, les pairs et les députés se réunissaient au Palais-Bourbon pour la cérémonie d'ouverture de la session.

La décoration était celle qui servait aux solennités précédentes : même trône, mêmes draperies de velours cramoisi parsemées de fleurs de lys d'or, et surmontées du dais entouré de panaches blancs. Un drapeau tricolore placé au-dessus de la couronne royale est le seul changement que cette décoration présente. Les 221 étaient presque tous présents. Le côté droit comptait à peine vingt membres, la plupart fort attristés. La Chambre des pairs se trouvait également peu nombreuse ; on remarquait parmi ses membres : le duc de Mortemart, le duc de Bellune, M. de Chateaubriand, MM. de Sémonville et Portalis, le duc de Caraman et le marquis de Dreux-Brézé. Deux pliants destinés au lieutenant-général et à son second fils le duc de Nemours, étaient placés en avant du trône. Les ministres, sans doute à cause de leur position provisoire, n'avaient point de places privilégiées. Les mêmes canons qui, sur l'esplanade des Invalides, saluaient chaque année l'arrivée de Charles X devant les Chambres, annoncèrent, par leurs salves habituelles, l'arrivée du duc d'Orléans. Ce prince monta sur l'estrade, et se tourna vers l'assemblée, comme Charles X avait coutume de le faire ; il salua, et dit : *Asseyez-vous, Messieurs*¹. Prenant ensuite place, non sur le trône, il n'était pas encore roi, mais sur un des pliants, il se couvre, et lit un discours dont nous ne citerons que ces passages :

« Le passé m'est bien douloureux ; je déplore des infortunes que j'aurais voulu prévenir.

« Aussitôt que les Chambres seront assemblées, je ferai porter à leur connaissance l'abdication de S. M. le roi Charles X.

« Par ce même acte, Son Altesse Royale Louis-Antoine de France, Dauphin, renonce également à ses droits.

« Cet acte a été remis en mes mains, hier 2 août, à onze heures du soir. J'en ai ordonné le dépôt dans les archives de la Chambre des pairs, et je l'ai fait insérer dans la partie officielle du *Moniteur*². »

1. Cette formule caractérisait déjà le changement politique qui venait de se réaliser ; jusque-là, le roi n'invitait à s'asseoir que les seuls membres de la Chambre de pairs ; c'était le chancelier qui annonçait ensuite aux députés que le roi leur *permettait* de ne pas rester debout.

2. L'acte signé par Charles X, le 1^{er} août, pour reconnaître le duc d'Orléans

Des cris nombreux de *Vive le duc d'Orléans !* avaient accueilli l'entrée du prince dans la salle; ils éclatèrent avec plus de vivacité quand il eut achevé son discours. Rentré dans son palais, il en vit bientôt tous les salons littéralement encombrés par une foule de hauts fonctionnaires de tous les ordres qui venaient l'assurer de leurs services et protester de leur dévouement. Cette foule, sans cesse renouvelée, était encore considérable à onze heures du soir. Le duc, à ce moment, paraissait soucieux; l'ignorance où le laissaient MM. de Schonen, Maison et Odilon Barrot sur le résultat de leur mission commençait à l'inquiéter. Avaient-ils été accueillis ou repoussés? Serait-il obligé de briser violemment la difficulté, au lieu de la dénouer? Ces réflexions le troublaient assez sérieusement, lorsque, à une heure du matin, il reçut enfin la dépêche suivante :

« Rambouillet, le 3 août 1830, à dix heures du soir.

« Monseigneur,

« C'est avec bonheur que nous vous annonçons le succès de notre mission. Le roi se détermine à partir avec toute sa famille. Nous vous apporterons avec la plus grande exactitude tous les détails et tous les incidents de ce voyage. Puisse-t-il se terminer heureusement! Nous suivrons la route de Cherbourg; nous partons dans une demi-heure; toutes les troupes sont dirigées sur Épernon, et, demain matin, on déterminera quelles seront celles qui suivront définitivement le roi.

« DE SCHONEN, maréchal MAISON, ODILON BARROT. »

Les commissaires avaient pu facilement devancer l'armée parisienne; ils arrivèrent aux avant-postes de l'armée royale dans le moment où les volontaires, harassés, affamés, s'arrêtaient à une lieue environ de Rambouillet, pour se reposer de leurs fatigues et y passer la nuit. Installés dans des champs de blé et de luzerne, à droite et à gauche de la route, le plus grand nombre

dans sa fonction de lieutenant-général du royaume, ne fut inséré dans le *Moniteur* que le 4, quatre jours après sa date, non dans la *partie officielle*, mais au milieu des *faits divers*; on l'avait fait précéder de cette singulière mention : *on parle d'une pièce ainsi conçue.*

ne s'inquiétaient que des moyens de se procurer des vivres. Le plus épouvantable désordre régnait au milieu de cette foule qui pouvait alors s'élever à vingt mille hommes. De tous les points s'élevaient des cris, des discussions tumultueuses sur le plan d'attaque qu'il fallait adopter. Chacun n'avait confiance que dans son inspiration personnelle; personne ne se montrait disposé à obéir; nulle part on ne pouvait saisir la moindre trace de discipline et d'organisation. Pendant que cette multitude confuse, désordonnée, bravait avec la plus incroyable insouciance le voisinage de troupes qui n'avaient besoin que de se mettre en marche pour la disperser, les commissaires, accompagnés par Marmont, à qui ils avaient fait demander un sauf-conduit, entraient dans la demeure royale. La veille, ils avaient traversé, dans la forêt, des bivouacs où stationnaient environ trois mille hommes. On ne leur fit pas prendre le même chemin; ils furent introduits dans le château par le parc. Le gros de l'armée y campait. La force qu'ils y trouvèrent s'élevait à six ou sept mille hommes d'infanterie, deux mille cinq cents chevaux et quarante bouches à feu. Toutes ces troupes se tenaient sous les armes; les gardes du corps étaient à pied, à la tête de leurs chevaux, la bride au bras, le pistolet au poing. Les cours, les salles, traversées par les commissaires, se trouvaient remplies d'officiers de toutes armes qui les regardaient avec curiosité. Le duc de Raguse les introduisit auprès du roi; ce prince se promenait alors à grands pas; une irritation péniblement contenue se lisait sur son visage: « Sire, lui dit Marmont, voici les commissaires. — Que me veulent-ils? répondit Charles X en continuant à marcher, et en jetant à peine un regard sur M. Odilon Barrot et ses deux collègues. Qu'ils me laissent tranquille! » Le maréchal Maison prit la parole: il annonça que soixante mille Parisiens s'avançaient sur Rambouillet; que cette foule paraissait fort animée, et que les commissaires venaient se mettre à la disposition du roi comme sauvegarde. « Pourquoi les Parisiens me poursuivent-ils jusqu'ici? répond aussitôt Charles X. Je m'en irai en pays étranger. Voilà bien longtemps que j'en ai envie. Mais j'aurais voulu prendre mon

temps, choisir ma retraite. Que veulent-ils ? me tuer ? Je saurai bien mourir ¹. » — « Alors, je pris la parole, a raconté M. Odilon Barrot, et je dis au roi : « Je ne doute pas, Sire, que vous ne soyez prêt à faire le sacrifice de votre vie ; mais au nom de ces serviteurs qui, les derniers, vous sont restés fidèles, et qui, par ce motif, doivent vous être plus chers, évitez une catastrophe dans laquelle ils périraient tous sans utilité. Vous avez renoncé à la couronne ; votre fils a abdiqué... » Charles X m'interrompit avec vivacité : « Et mon petit-fils ! s'écria-t-il. J'ai réservé ses droits ! Je les défendrai jusqu'à la dernière goutte de mon sang !... » Je l'interrompis à mon tour : « Quels que soient les droits de votre petit-fils, lui dis-je, quelles que soient vos espérances d'avenir, soyez bien convaincu que, dans l'intérêt même de ces espérances, vous devez éviter que son nom soit souillé du sang français. — Que faut-il faire ? » dit le roi en se tournant vers le duc de Raguse. — « Il faut, Sire, consommer votre sacrifice, et à l'instant même, » lui dis-je, en lui prenant les mains avec une émotion que je sentais bien profondément. Nous nous retirâmes ². »

Les commissaires, en quittant Charles X, se virent immédiatement entourés par une foule d'officiers qui, réunis devant la porte du cabinet du roi, attendaient avec anxiété la fin de cette entrevue, dont le résultat devait décider de leur sort. On interrogea avidement M. Odilon Barrot et ses deux collègues sur les intentions du monarque ; ils avaient à peine eu le temps de répondre quelques mots, que Charles X, resté avec le duc de Raguse, fait appeler le maréchal Maison. D'abord, ce dernier refuse de rentrer dans le cabinet du roi sans ses collègues ; ceux-ci, pourtant, l'y décident : « Monsiennr le maréchal, lui dit Charles X avec une sorte de solennité, vous êtes militaire, et par conséquent homme d'honneur. Je vous demanderai de me donner votre parole que ce que vous m'avez annoncé tout à l'heure est vrai. Je vous croirai. » Le maréchal déclare que,

1. *Chronique*, de Rozet.

2. Lettre de M. Odilon Barrot à M. Sarrans jeune (*Louis-Philippe et la contre-révolution*, t. II).

dans sa conviction, le chiffre de soixante mille hommes est exact, et pour le prouver au roi, il fait une sorte d'énumération des masses que ses collègues et lui ont traversées depuis Paris jusqu'au delà de Saint-Cyr. « Au reste, ajoute-t-il, Votre Majesté pourra bientôt apprécier par elle-même l'importance de ce mouvement. — Quoi, vous croyez que tout ce monde veut nous attaquer avant le jour ? reprend vivement le roi. — Sire, vous serez attaqué dans la nuit, si vous restez, » ajoute le maréchal, qui, voyant Charles X ébranlé, l'adjure de se décider à la retraite. « Allons, dit le roi après un assez long silence, je partirai. » Il voulut insister ensuite sur les droits de Henri V ; mais, aux premiers mots, le maréchal Maison l'arrêta en lui faisant observer qu'il ne pouvait engager avec le roi une conversation sur la politique générale, hors de la présence de ses collègues. « En révolution, lui dit-il, on devient facilement suspect, et ma position particulière me commande la plus grande réserve. » Ce maréchal devait sa dignité militaire à Charles X, qui l'avait, en outre, comblé de ses dons ; en l'entendant avouer aussi crûment qu'il voulait se ménager avec les ennemis de son trône et de sa race, le vieux roi ne put retenir un mouvement de vive surprise : « Quoi ! vous aussi ! » s'écria-t-il. Puis, après un moment de silence, il ajouta : « Vous pouvez vous retirer. »

Demeuré seul avec Marmont, le roi lui demanda son avis : « Le nombre des Parisiens qui marchent contre nous est évidemment fort exagéré, répondit le maréchal, et je crois qu'il serait très-facile de les disperser. Mais après toutes les désertions qui ont eu lieu depuis quatre jours, les troupes qui restent ne sauraient inspirer une grande confiance. Les bois, d'ailleurs, s'étendent à deux ou trois lieues de Rambouillet, dans la direction de Paris, et la troupe, pour combattre avec avantage, devrait s'avancer jusqu'à cette distance. Or, la colonne parisienne a dû gagner du terrain depuis le passage des commissaires ; peut-être une partie est-elle déjà entrée dans les bois. Il faudrait l'en chasser avant de pouvoir employer utilement la cavalerie et l'artillerie. L'infanterie seule peut remplir cette tâche. Le roi risquerait donc de se trouver à Rambouillet sans autre force

que ses gardes du corps, troupe dévouée sans doute, mais d'un secours inutile si de forts détachements d'infanterie ne l'appuyaient pas. Or, qu'advierait-il si les soldats ne faisaient pas leur devoir, ou si l'événement devenait contraire? Marcher contre les Parisiens insurgés serait donc un mouvement hasardeux. Les attendre n'offrirait pas moins d'inconvénients. Rambouillet, placé dans une espèce d'entonnoir, au milieu de forêts étendues, n'est pas une position militaire : on ne saurait y déployer des troupes, et il suffirait de quelques gens déterminés, s'avancant proche du château, à la faveur des bois, et déchargeant leurs armes, pour jeter dans les régiments une alarme et une confusion irréparables. Dans ces conditions, ajoutait Marmont, je ne vois qu'un seul parti à prendre : se retirer, d'abord, derrière l'Eure, ensuite sur la Loire, et essayer d'y établir le gouvernement d'Henri V. » — « Eh bien ! lui dit le roi, retirons-nous à Maintenon ; nous verrons là ce que nous aurons à faire. »

Convaincu que l'armée va se porter enfin sur Tours ou sur Blois, ainsi qu'il n'avait cessé de le demander, Marmont expédie immédiatement sur Chartres l'officier d'état-major de Bertheux, pour y préparer des vivres à la brigade de cavalerie légère du général Talon, qui, sur son ordre, prend aussitôt le chemin de cette ville avec toute l'artillerie. Le maréchal fait en même temps prévenir les commissaires que le roi ira coucher à Maintenon. Charles X, à onze heures du soir, part, en effet, avec l'armée : hommes, chevaux, canons, tout, en moins d'une heure, a disparu ; Rambouillet redevient silencieux et désert. Les autorités, accompagnées de quelques citoyens armés, prennent possession du palais ; un garde du corps qui, succombant à la fatigue, s'était endormi dans une pièce assez retirée, se réveilla au milieu de gardes nationaux. Les commissaires firent demander au maire un drapeau tricolore pour l'arborer sur le château : « Il est tout prêt, répond ce fonctionnaire ; nous n'attendions que le départ du roi pour le planter¹. » Le même courrier qui

1. *Chronique* de Rozet.

portait au duc d'Orléans la dépêche que nous avons reproduite, fut chargé de remettre au général Pajol un message où les commissaires l'informaient du départ du roi, et l'invitaient à faire rebrousser chemin à ses volontaires, qui, le lendemain de bonne heure, reprirent la route de Paris. Trois ou quatre cents, des plus animés, persistèrent seuls à se porter sur Rambouillet, s'emparèrent des voitures de cour que le roi y avait laissées avec le fourgon renfermant les diamants de la couronne, et se firent ramener triomphalement dans ces carrosses éclatants de dorures, dont l'élégance et les attelages somptueux formaient le plus étrange contraste avec les blouses, les vestes d'un certain nombre de volontaires que l'on voyait à demi couchés sur les coussins de satin blanc de l'intérieur, ou assis sur les vastes sièges des cochers et jusque sur l'impériale.

On a blâmé Charles X d'avoir quitté Rambouillet sans combat : la défaite de l'expédition parisienne, a-t-on dit, était certaine, et la victoire ramenait les troupes royales dans Paris. Une attaque prompte, vigoureuse, aurait eu facilement raison, sans doute, du désordre, du défaut de discipline et du manque d'armes des volontaires parisiens. Mais toutes les troupes n'étaient pas également disposées à recommencer la lutte, ainsi que le faisait observer Marmont. Les chefs des régiments suisses, entre autres, négociaient en ce moment, par l'intermédiaire de l'un d'eux, M. de Maillardo, et à l'aide de M. de Tschann, chargé d'affaires de la Confédération helvétique à Paris, un arrangement qui assurait à leurs soldats la protection du gouvernement nouveau contre la colère publique, sans les obliger à violer le serment qu'ils avaient prêté. Décidés à se sacrifier jusqu'au dernier pour Charles X si ce prince était attaqué, ils ne feraient usage de leurs armes que pour défendre sa personne. Le sauf-conduit contenant cette garantie, fut remis, par erreur, au duc de Raguse au moment où il entra dans Épernon. La défaite des Parisiens, satisfaction vaine donnée à l'amour-propre de quelques chefs, aurait été un triomphe sans résultat ; elle ne pouvait rendre à Charles X les chances qu'il perdait. Les retours subits de fortune qui changent une

défaite en victoire se rencontrent sur un champ de bataille, entre deux armées encore en présence; ils n'appartiennent pas aux luttes engagées entre un peuple et une dynastie. Le maréchal Maison venait, il est vrai, de tromper Charles X sur les forces qui s'avançaient contre lui; cette exagération était sans doute un fait blâmable en soi, surtout dans la bouche de ce militaire; mais le chiffre qu'il avait donné serait devenu vrai le lendemain, et aurait doublé le jour suivant. Le soulèvement, en effet, était universel; chaque habitant, dans un rayon assez étendu autour de Paris, devenait un ennemi pour les soldats de la garde. D'un autre côté, la généralité des grandes villes, au signal de la capitale, s'étaient spontanément levées, et si l'on excepte Nantes, où une courte lutte s'engagea entre la troupe et les habitants, qui demeurèrent les maîtres, nulle part la cause royale n'avait été défendue; partout la révolution s'était accomplie sans résistance. Enfin, dans nombre de lieux on s'appêtait à marcher au secours de l'insurrection parisienne; déjà même les contingents de plusieurs villes s'étaient mis en route, et deux mille Rouennais, entre autres, parfaitement armés, organisés, et pourvus d'artillerie, étaient arrivés assez à temps pour se joindre à l'expédition dirigée sur Rambouillet, et en former l'arrière-garde.

Les Bourbons n'étaient pas impopulaires seulement par les douloureuses circonstances de leur retour. Arrivés au trône en vertu du droit politique renversé en 1792, leur royauté était une sorte de protestation contre tous les faits postérieurs à cette époque, une menace, toujours présente, contre les institutions et les droits issus de la Révolution. La génération de l'ancien régime n'avait pas encore disparu; les vaincus de ce régime et leurs vainqueurs se trouvaient encore en présence; et par cela seul qu'il était difficile d'interdire, aux premiers, la plainte et le regret des biens perdus, aux seconds, la crainte de se voir ravir les biens acquis, il existait dans tout le royaume des ferment d'irritation ou d'inquiétude, qui portaient le ressentiment ou la colère dans la moindre bourgade, dans le plus humble village, partout, en un mot, où existait un ancien noble dont les

privilèges se trouvaient détruits ou les domaines vendus. Cette situation explique l'enthousiasme qui accueillit la victoire des Parisiens, même dans les campagnes les plus retirées. Les journées de juillet n'inauguraient pas une ère nouvelle, dans le sens étendu du mot; mais elles complétaient, elles achevaient la révolution de 1789; leur caractère, leur résultat particulier fut de terminer irrévocablement la querelle entre l'ancien ordre politique et l'ordre nouveau. Charles X n'emportait pas seulement dans son exil les espérances comme les appréhensions suscitées par la possibilité d'un retour plus ou moins déguisé au vieil ordre politique; avec ce prince disparaissaient la royauté de droit divin, l'hérédité de certaines fonctions publiques, le crédit et les faveurs réservées à la naissance, les privilèges donnés à la propriété, en un mot, les derniers vestiges de l'ancienne monarchie. Par son intime alliance avec l'Église¹ et ses tendances, par les menaces et les forfanteries de ses partisans, beaucoup plus que par les accusations et les attaques de ses adversaires, la royauté s'était fait une telle position d'isolement et de faiblesse qu'on peut dire, en restant dans la vérité des choses, que la Restauration ne fut pas renversée; le gouvernement de Charles X eut le sort de tous les pouvoirs que l'opinion publique abandonne : un jour, la nation lassée se retira de ce monarque et des siens, et la Restauration tomba.

Dix-huit ans plus tard, le prince à qui la Révolution allait donner la couronne, devait tomber à son tour, après avoir employé de remarquables facultés à rendre sa chute aussi soudaine, aussi rapide que celle du roi, son prédécesseur. Il y a plus : ce furent les mêmes causes qui amenèrent les deux événements. Si le duc d'Orléans, à la vérité, impatient de faire oublier l'origine de son

1. Nous avons dit ailleurs (t. VI, chap. vi, *Jubilé*), que, dans la conviction de la partie la moins intelligente de la population, Charles X était engagé dans les ordres, et qu'il ne régnait qu'en vertu d'une dispense du pape. Ce bruit absurde avait pénétré si profondément dans certaines classes, que durant les premières semaines de la révolution, l'effigie de ce monarque, sur un nombre considérable de pièces de 5 fr., présentait soit une calotte, soit un rabat, tracés à l'encre, et qui lui donnaient un caractère complètement ecclésiastique.

pouvoir, eut hâte de se séparer des hommes qui n'avaient pas hésité à compromettre leur popularité pour le porter au trône, et fut ingrat envers les principaux auteurs de sa fortune, tandis que Charles X, au contraire, fidèle à son passé, montrait à ses compagnons d'exil et à ses amis, la confiance la plus obstinée, la plus compromettante; si, rusant jusqu'au dernier jour de son règne avec toute chose et avec tout le monde, le premier finit par exciter une défiance universelle; si, jugeant la conscience humaine d'après celle des ambitieux serviles ou cupides que la passion du pouvoir ou la soif de la fortune amenait à ses pieds, il érigeait la corruption en moyen de gouvernement; s'il sacrifiait les intérêts généraux à des intérêts de famille ou à cette passion de gouverner qui le possédait au point d'avoir pu faire accuser son sens moral et son sens patriotique, tandis que le second apportait dans ses actes et dans son langage une dignité et une franchise souvent impolitiques, cependant, l'un et l'autre périrent par la même obstination aveugle dans un système qui leur était propre, par une résistance semblable aux vœux et aux avertissements de l'opinion publique; tous les deux tombèrent en prononçant le mot : *Pas de concessions!* Un dernier fait peut marquer, jusqu'à un certain point, la différence que présentaient à la fois leur caractère, et les attachements ainsi que le respect qu'ils laissaient après eux : forcé à un départ précipité, presque furtif, obligé de recourir aux déguisements, de demander protection à la solitude des chemins et à l'obscurité des nuits, le duc d'Orléans erra durant quelques jours, seul, délaissé de tous, et s'échappa de la France en fugitif; Charles X, marchant à petites journées, accompagné jusqu'à la dernière heure par les onze à douze cents officiers composant ses gardes du corps, et par sa gendarmerie d'élite, se retira en roi.

Ce prince était arrivé à Maintenon, le MARDI 4 AOUT, à une heure après minuit. Les troupes s'y trouvèrent rendues à quatre heures du matin. Continueraient-elles leur route sur la Loire ? ou bien, se résignant à l'exil et se dirigeant vers le port d'embarquement que lui-même avait désigné, le roi renverrait-il l'armée dans ses garnisons ? Depuis cinq jours, Charles X ne faisait que

fléchir et céder ; ces continuels sacrifices tenaient à une résignation religieuse qui lui faisait accepter les événements comme la volonté de Dieu, autant qu'à l'abattement de son esprit. Excuse et consolation de sa faiblesse, cette soumission presque fataliste à ce qu'il regardait comme les impénétrables secrets de la Providence, se trouvait aidée par le sentiment de son impuissance à soutenir une guerre civile. La force lui avait manqué pour débarquer en Vendée, trente-cinq ans auparavant ; était-ce à soixante-treize ans qu'il irait courir les hasards devant lesquels il avait alors reculé ? Il fit appeler Marmont et lui dit que son parti était arrêté ; qu'il renonçait à se rendre sur la Loire ; que son intention était de gagner Cherbourg pour s'y embarquer, et que le soir même il coucherait à Dreux. Le duc de Raguse forma immédiatement l'escorte : les gardes du corps et les gendarmes d'élite furent désignés pour composer le cortège que complétèrent deux pièces d'artillerie avec leurs caissons. Le reste des troupes devait se diriger sur Chartres. *L'ordre du jour* suivant, adieux de Charles X à l'armée, annonça cette séparation :

« Maintenon, le 4 août 1830.

« Aussitôt après le départ du roi, tous les régiments d'infanterie de la garde et la gendarmerie, se mettront en marche sur Chartres, où ils recevront tous les vivres qui leur seront nécessaires. Messieurs les chefs de corps, après avoir rassemblé leurs régiments, leur déclareront que Sa Majesté se voit, avec la plus vive douleur, obligée de se séparer d'eux ; qu'elle les charge de leur témoigner sa satisfaction, et qu'elle conservera toujours le souvenir de leur belle conduite, de leur dévouement à supporter les fatigues et les privations dont ils ont été accablés dans ces circonstances malheureuses.

« Le roi transmet, pour la dernière fois, ses ordres aux braves troupes de la garde qui l'ont accompagné : c'est de se rendre à Paris, où elles feront leur soumission au lieutenant-général du royaume, qui a pris toutes les mesures pour leur sûreté et leur bien-être à l'avenir.

« *Le maréchal* DUC DE RAGUSE. »

La compagnie des gardes du corps à pied, dite des *Cent-Suisses*, appartenant à la maison militaire du roi et non à l'ar-

mée, remit son étendard à Charles X. Les officiers de tous les autres corps furent admis à prendre congé du monarque, ainsi que du dauphin et des deux princesses. Le roi les remercia de leur fidélité et leur donna sa main à baiser : sa douleur était profonde ; il parvint cependant à la dominer ; son attitude demeura grave et digne. La physionomie du dauphin était sans expression. La duchesse de Berry, caractère léger, esprit mobile, changeait d'humeur au moindre incident, et passait avec une égale facilité, du rire aux larmes. La fille de Louis XVI se montrait profondément émue ; elle embrassa plusieurs officiers en les serrant convulsivement dans ses bras, et ses pleurs ne cessaient de mouiller la main qu'elle tendait à ceux qui venaient y poser leurs lèvres : « Adieu, mes amis, soyez heureux ! » leur disait-elle.

Charles X quitta Maintenon à dix heures du matin. Vers midi, le comte de Geslin, maréchal des logis du palais, chargé de préparer les logements, et qui était parti à l'avance pour Dreux, vint annoncer que les habitants lui avaient signifié qu'ils ne recevraient ni Charles X, ni son escorte. Le maréchal Maison et ses deux collègues prennent aussitôt les devants, arrivent à Dreux, et se rendent à l'hôtel de ville où ils réunissent les autorités et les principaux habitants, que M. Odilon Barrot harangue ; il invoque le respect dû au malheur, et obtient que le roi pourra entrer dans la ville. Les commissaires reviennent sur leurs pas : « Monseigneur, dit M. Odilon Barrot au dauphin, la famille royale pourra coucher ce soir à Dreux ; mais il faut qu'elle se résigne à y voir les couleurs nationales. » — « Cela ne me regarde pas, répond le prince ; voyez le roi. » On prévient Charles X, qui réplique « que cela lui est indifférent. » Lorsque le cortège atteignit les premières maisons, le général Vincent, dans l'espérance d'inspirer plus de respect pour le royal voyageur, vient se placer, chapeau bas et revêtu de son uniforme d'officier-général, à une des portières du carrosse du roi : « Vincent ! Vincent ! lui crie le dauphin, c'est la place du lieutenant des gardes du corps ! » Le lendemain 5, Charles X coucha à Verneuil ; le 6, à Laigle, et le 7 à Mellerant où la duchesse

de Berry quitta les habits d'homme qu'elle portait depuis son départ de Saint-Cloud, pour reprendre des vêtements de femme, de la plus grande simplicité ¹. La veille, à Laigle, une difficulté soulevée par une question d'étiquette, avait présenté le plus étrange contraste entre l'abandon que mettait la belle-fille de Charles X dans sa tenue personnelle et le respect du vieux roi pour toutes les formes consacrées par les habitudes de sa dignité. Le roi de France ne prend jamais ses repas sur une table ronde; la place d'honneur n'y est pas assez marquée; on ne pouvait offrir à Charles X que des tables circulaires; ses serviteurs firent fabriquer à la hâte une table carrée.

Le 8, la famille royale vint coucher à Argentan où elle séjourna le lundi 9 août. Ce jour-là même, à l'heure où Charles X, fidèle à ses habitudes de piété, entendait la messe dans la principale église de cette petite ville, à Paris, au sein du Palais-Bourbon, le chef de la branche cadette de sa race déclarait, aux deux Chambres, qu'il acceptait la couronne aux conditions qu'elles lui avaient fixées. C'était l'avant-veille 7, que, sur la proposition de M. Bérard, la Chambre des députés avait discuté et voté ces conditions. La constitution cessait d'être une concession, un octroi de la couronne; la couronne, au contraire, devenait une délégation, un don conditionnel de la nation. La proposition soumise à l'Assemblée contenait : la déclaration de la vacance du trône; les modifications qui seraient apportées à la Charte de 1814; l'appel du duc d'Orléans au trône. La discussion des modifications apportées à la Charte de 1814, c'est-à-dire la discussion de la loi politique du nouveau règne, appartient à l'histoire de Louis-Philippe : le préambule et la conclusion de la proposition de M. Bérard, intéressent seuls l'histoire de Charles X; ces deux parties de la proposition étaient ainsi conçues :

Préambule. « La Chambre des députés prenant en considération l'impérieuse nécessité qui résulte des événements des 26, 27, 28 et 29 juillet

1. Le costume de la duchesse de Berry se composait d'une redingote de couleur foncée, d'une cravate noire, d'un gilet et d'un pantalon blancs, de bottes, et d'un chapeau rond à larges bords.

dernier, et de la situation générale où la France s'est trouvée placée à la suite de la violation de la Charte constitutionnelle ;

« Considérant, en outre, que par suite de cette violation et de la résistance héroïque des habitants de Paris, S. M. Charles X et tous les membres de la branche aînée de la maison royale, sortent en ce moment du territoire, *déclare que le trône est vacant, en fait et en droit, et qu'il est indispensablement besoin d'y pourvoir* ;

« La Chambre déclare, secondement, que, selon le vœu et dans l'intérêt du peuple français, le préambule de la Charte constitutionnelle est supprimé, et que les articles suivants de la même Charte doivent être supprimés ou modifiés de la manière qui va être indiquée... »

Conclusion. « Moyennant l'acceptation de ces dispositions et propositions, la Chambre des députés déclare enfin que l'intérêt universel et pressant du peuple français appelle au trône S. A. R. Louis-Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, lieutenant-général du royaume, et ses descendants, à perpétuité, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture et à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leurs descendants.

« En conséquence, S. A. R. Louis-Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, sera invité à accepter et à jurer les clauses et engagements ci-dessus énoncés, l'observation de la Charte constitutionnelle, et des modifications indiquées, et, après l'avoir fait devant les Chambres assemblées, à prendre le titre de *roi des Français*. »

La discussion sur la déclaration de la vacance du trône, déclaration qui consacrait la déchéance de Charles X et de sa race, amena successivement à la tribune MM. de Conny, Hyde de Neuville, de Lézardières, Pas de Beaulieu, Arthur de La-bourdonnaie et Berryer ; tous repoussaient la déchéance ; le langage de M. Hyde de Neuville fut le plus élevé :

« Je n'entends juger personne, dit-il ; je sais qu'en politique comme en religion, les consciences ne sont pas toutes soumises aux mêmes influences, aux mêmes impressions, et qu'ainsi les hommes voulant, cherchant également le bien, peuvent sans faillir (du moins devant Dieu), suivre des directions opposées.

« J'ai fait tout ce qu'un homme de cœur et d'honneur, tout ce qu'un bon Français pouvait faire pour éviter à sa patrie d'épouvantables calamités. J'ai été fidèle à mes serments, comme à mes affections ; et, certes, je n'ai jamais trompé cette royale famille que de faux amis, des insensés, des êtres bien perfides, bien coupables, viennent de précipiter dans l'abîme.

« Messieurs, je n'ai point trahi la fortune de ceux que j'ai servis depuis mon enfance avec un zèle que rien n'a pu décourager ; je ne trahirai pas leur malheur, ce serait trahir ma vie et me déshonorer à mes propres yeux. C'est vous dire que lors même que je pourrais me croire la mission de briser un trône et de faire un roi, je laisserais à d'autres le soin de fixer par d'aussi grands changements les nouvelles destinées de la France. Mais, je ne me reconnais pas un tel droit ; je ne peux donc que repousser la souveraineté dangereuse que la proposition m'appelle à exercer.

« Je crois qu'il peut y avoir péril à vouloir fonder l'avenir, tout l'avenir d'un peuple, et surtout d'un grand peuple sur les impressions et les préventions du moment. Mais, enfin, je n'ai pas reçu du ciel le pouvoir d'arrêter la foudre ; je ne puis rien contre un torrent qui déborde ; je n'opposerai donc à des actes que je ne peux seconder ni approuver, que mon silence et ma douleur. Je ne finirai pas sans adresser au ciel des vœux ardents pour le repos, le bonheur et les libertés de ma patrie. Dieu sait s'ils sont sincères ! »

Un député, M. de Podenas, qui soutenait la rédaction du préambule, ayant accusé Charles X « d'être l'héritier de la férocité de Charles IX, » M. de Martignac demanda vivement la parole et se précipita à la tribune. Cet ancien ministre, évitant de se prononcer sur le fond même du débat, borna son allocution à une défense chaleureuse du caractère de Charles X¹ : « Lui, cruel ! s'écria-t-il : lui, féroce ! non : l'amour de la patrie brûlait dans son cœur (*Murmures.*) Je ne juge pas le mouvement qui l'a renversé ; je ne m'étonne pas de la résistance, que je déclare moi-même héroïque, qui s'est levée dans Paris contre d'infâmes ordonnances ; c'est le nom que je leur ai donné quand elles ont paru ; mais, encore une fois, pourquoi insulter au malheur ? — Non, répliqua M. Bernard (de Rennes), Charles X

1. L'émotion qui semblait dominer M. de Martignac lorsqu'il demanda la parole, fit dire à Benjamin Constant : « Allons ! voilà M. de Martignac qui va nous jouer un *air* de sensibilité ! »

n'a pas été animé par l'amour de la patrie ; le sceptre était dans ses mains comme le signe de protection ; c'est lui qui l'a brisé en frappant sur son peuple. »

Le préambule , mis aux voix , fut adopté à la presque unanimité des votants ; les membres de l'ancien côté droit ne prirent aucune part au vote. L'appel du duc d'Orléans au trône ne fut pas discuté ; les députés de la droite sortirent de la salle au moment de l'ouverture du scrutin sur l'ensemble de la proposition. Le dépouillement des votes donna le résultat suivant :

Nombre des votants , 252 ; boules blanches pour l'adoption , 219 ; boules noires pour le rejet , 33.

Les députés se rendirent immédiatement en corps au Palais-Royal, pour porter leur résolution au duc d'Orléans. Tandis que dans ces premières heures d'universelle espérance, les membres de l'Assemblée élective échangeaient avec le lieutenant général des élans de joie et des protestations, la Chambre des pairs s'occupait, dans l'isolement et dans le silence, non de discuter, mais d'enregistrer le travail élaboré au palais Bourbon, et dont on venait de lui transmettre une copie. Ce fut le duc de Choiseul qui en proposa l'adoption pure et simple. Un seul membre, M. de Châteaubriand, demanda la parole ; son discours, le dernier, est le plus remarquable de tous ceux qu'il a composés ; toutes les forces de son intelligence et de son talent se trouvent résumées, concentrées dans cette harangue suprême ; elle réunit toutes les qualités de son style sans en avoir les défauts ; chose remarquable ! il y reste constamment dans la réalité des choses, et l'éclat poétique qui en rehausse la forme ne fait que ressortir mieux la netteté, la fermeté du fond.

« Jamais défense ne fut plus juste, plus héroïque que celle du peuple de Paris, dit-il. Il ne s'est pas soulevé contre la loi, mais pour la loi ; tant qu'on a respecté le pacte social , le peuple est demeuré paisible ; il a supporté, sans se plaindre, les insultes, les provocations, les menaces : il devait son argent et son sang en échange de la Charte ; il a prodigué l'un et l'autre. Mais lorsque après avoir menti jusqu'à la dernière heure, on a tout à coup sonné la servitude ; quand la conspiration de la bêtise et

de l'hypocrisie a soudainement éclaté; quand une terreur de château, organisée par des eunuques, a cru pouvoir remplacer la terreur de la République et le joug de fer de l'Empire, alors ce peuple s'est armé de son intelligence et de son courage; il s'est trouvé que ces *boutiquiers* respiraient assez facilement la fumée de la poudre, et qu'il fallait plus de quatre soldats et un caporal pour les réduire.

« J'ai transporté ma discussion sur le terrain de mes adversaires; je ne suis point allé bivouaquer dans le passé, sous le vieux drapeau des morts, drapeau qui n'est pas sans gloire, mais qui pend le long du bâton qui le porte, parce qu'aucun souffle de vie ne le soulève. Quand je remuerais la poussière des trente-cinq Capets, je n'en tirerais pas un argument que l'on voulût écouter. L'idolâtrie d'un nom est abolie; la monarchie n'est plus une religion, c'est une forme politique préférable dans ce moment à toute autre, parce qu'elle fait mieux entrer l'ordre dans la liberté.

« Inutile Cassandre, j'ai assez fatigué le trône et la pairie de mes avertissements dédaignés; il ne me reste qu'à m'asseoir sur les débris d'un naufrage que j'ai tant de fois prédit. Je reconnais au malheur toutes les sortes de puissance, excepté celle de me délier de mes serments de fidélité. Je dois aussi rendre ma vie uniforme: après tout ce que j'ai fait, dit et écrit pour les Bourbons, je serais le dernier des misérables si je les reniais au moment où, pour la troisième et dernière fois, ils s'acheminent vers l'exil.

« Je laisse la peur à ces généreux royalistes qui n'ont jamais sacrifié une obole ou une place à leur loyauté, à ces champions de l'autel et du trône, qui naguère me traitaient de renégat, d'apostat et de révolutionnaire. Pieux libellistes, le renégat vous appelle! Venez donc balbutier un mot, un seul mot avec lui, pour l'infortuné maître qui vous comble de ses dons et que vous avez perdu! Provocateurs de coups d'État, prédicateurs du pouvoir constituant, où êtes-vous? Vous vous cachez dans la boue du fond de laquelle vous levez vaillamment la tête pour calomnier les vrais serviteurs du roi; votre silence d'aujourd'hui est

digne de votre langage d'hier. Que tous ces preux dont les exploits projetés ont fait chasser les descendants d'Henri IV à coups de fourche, tremblent maintenant, accroupis sous la cocarde tricolore ; c'est tout naturel ; les nobles couleurs dont ils se parent protégeront leur personne et ne couvriront point leur lâcheté. »¹

Immédiatement après ce discours, la Chambre vota au scrutin sur la déclaration de la Chambre des députés. Les votants se trouvaient au nombre de 114 ; la déclaration fut adoptée par

1. Les plaintes éloquentes de M. de Châteaubriand contre « les pieux libellistes, les champions de l'autel et du trône qui, accroupis sous la cocarde tricolore, ne devaient sacrifier à leur loyauté ni une obole, ni une place », étaient une accusation fondée. La généralité des membres de la congrégation devinrent les partisans les plus passionnés du pouvoir qui dispensait maintenant les honneurs et la fortune. Lui-même en a cité un singulier exemple : arrêté en 1832, à l'occasion du débarquement de la duchesse de Berry, il fut conduit à la préfecture de police, et M. Desmortiers, juge d'instruction, se présenta pour l'interroger : « Il entra dans ma petite chambre, dit-il ; un air doux et tendre était étendu comme une couche de miel sur son visage contracté et violent. M. Desmortiers était naguère de la Congrégation, grand communiant, grand légitimiste, grand partisan des ordonnances de juillet, et devenu forcené *juste-milieu*. Je priai cet animal de s'asseoir, avec toute la politesse d'un *ancien régime* ; je lui approchai un fauteuil, je mis devant son greffier une petite table, une plume et de l'encre ; je m'assis en face de M. Desmortiers, et il me lut d'une voix bénigne les petites accusations qui, dûment prouvées, m'auraient tendrement fait couper le cou ; après quoi, il passa aux interrogatoires. »

M. de Châteaubriand refusa obstinément de répondre, même à la demande de son nom, préliminaire obligé de tous les actes de cette nature ; le juge insista : « Je déclarai de nouveau, ajoute M. de Châteaubriand, que ne reconnaissant point l'ordre politique existant, je n'avais rien à répondre et ne signerais rien ; que je serais, du reste, toujours charmé d'avoir l'honneur de recevoir M. Desmortiers.

« Je vis que cette manière d'agir mettait en fureur le saint homme ; qu'ayant partagé mes opinions, ma conduite lui semblait une satire de la sienne. A ce ressentiment se mêlait l'orgueil du magistrat, qui se croyait blessé dans ses fonctions. Il voulut raisonner avec moi ; je ne pus jamais lui faire comprendre la différence qui existe entre l'ordre social et l'ordre politique.

« Quinze jours s'écoulèrent de la sorte. M. Desmortiers, dont j'avais appris les fureurs (fureurs qu'il tâchait de communiquer aux juges), m'abordait d'un air confit, en me disant : « Vous ne voulez donc pas me dire votre illustre nom ? etc. »

(*Mémoires d'Outre-Tombe.*)

89 voix contre 10. Quinze pairs, bien que le vote fût secret, n'avaient donné que des billets blancs.

Le surlendemain, 9 AOÛT, les deux Chambres se réunissaient au Palais-Bourbon pour la proclamation du nouveau roi. La décoration était la même que le 3 août; seulement les fleurs de lis avaient disparu, et les drapeaux tricolores étaient plus nombreux. Le même trône occupait la partie supérieure de l'estrade; en avant étaient trois pliants, ainsi qu'une table recouverte d'un tapis de velours et portant un encrier. La salle était comble. Vers une heure, les députés et les pairs commencèrent à arriver; ceux-ci étaient au nombre d'environ quatre-vingt-dix, et, parmi eux, on remarquait MM. de Talleyrand, de Mortemart, Decazes, Portalis, Roy, de Sémonville. A deux heures, une salve d'artillerie annonça l'approche du lieutenant général. Les grandes députations des deux Chambres sortent pour le recevoir; bientôt il entre, accompagné de ses fils les ducs de Chartres et de Nemours; il monte lentement les degrés de l'estrade au milieu des cris de *Vive le duc d'Orléans!* poussés avec force; il s'assoit sur le pliant du milieu, entre ses deux fils qui l'imitent, se couvre, et invite les deux assemblées à s'asseoir. Quatre maréchaux en grand uniforme, les ducs de Trévise, de Reggio, de Tarente, et le comte Molitor, se placent debout, en arrière du prince, qui demande au président de la Chambre des députés de lui donner lecture de la déclaration votée l'avant-veille. M. Casimir Périer, placé en face du trône, à côté de M. Pasquier, nommé depuis quelques jours président de la Chambre des pairs, se lève, lit la déclaration, et vient ensuite la remettre entre les mains du lieutenant général. M. Pasquier, sur l'invitation du prince, se lève à son tour, et se borne à apporter l'acte d'adhésion de la Chambre héréditaire. Ces préliminaires accomplis, le duc d'Orléans salue l'Assemblée, et, assis et couvert, il dit :

« J'ai lu avec une grande attention la déclaration de la Chambre des députés et l'acte d'adhésion de la Chambre des pairs; j'en ai pesé et médité toutes les expressions.

« J'accepte, sans restriction ni réserve, les clauses et engagements que

renferme cette déclaration, et le titre de *roi des Français* qu'elle me confère, et je suis prêt à en jurer l'observation. »

Des cris nombreux de : *Vive le roi!* éclatent aussitôt dans toutes les parties de la salle; le ministre de la justice, M. Dupont (de l'Eure) s'approche et remet au prince la formule du serment qu'il doit prêter. Toute l'Assemblée se lève; le duc d'Orléans est également debout; il se découvre, et levant la main, il prononce ces paroles d'une voix ferme et sonore :

« En présence de Dieu, je jure d'observer fidèlement la Charte constitutionnelle, avec les modifications exprimées dans la déclaration; de ne gouverner que par les lois, et selon les lois; de faire rendre bonne et exacte justice à chacun selon son droit, et d'agir en toutes choses dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français. »

Les acclamations se renouvellent, et, par un cérémonial aussi nouveau que la solennité elle-même, les quatre maréchaux, debout auprès du trône, et qui tous assistaient au sacre de Charles X, où l'un d'eux, le maréchal Mortier, portait la main de justice, s'avancent successivement vers le nouveau souverain, et lui présentent les insignes de la royauté : le maréchal Macdonald lui offre la couronne; le maréchal Oudinot le sceptre; le maréchal Mortier le glaive; le maréchal Molitor la main de justice. Le nouveau monarque ôte alors son gant, et, prenant la plume que lui offre M. Dupont (de l'Eure), il appose son nom au bas des différents actes qui consacrent sa royauté. Cette formalité remplie, on enlève les pliants, et *Louis-Philippe* prend place sur le trône : là, il adresse quelques mots à l'Assemblée; il déclare « qu'il sera fidèle au pacte d'alliance qu'il vient d'accepter, » descend ensuite de l'estrade, et quitte la salle au milieu des acclamations les plus bruyantes.

Ce n'était pas un spectacle sans grandeur que cette scène si simple et si extraordinaire tout à la fois, où l'on voyait une Assemblée élective donner la première couronne du monde à des conditions discutées publiquement, et solennellement acceptées. Cette cérémonie consommait la Révolution : le duc d'Orléans était entré au Palais-Bourbon lieutenant-général du

royaume ; il en sortait roi. Pendant qu'il retournait à son palais, salué par des acclamations qui se faisaient encore entendre longtemps après qu'il y était rentré, les voitures qui emportaient en exil les trois générations de rois frappées par la révolution qui venait de s'accomplir, continuaient à s'avancer vers Cherbourg. Le cortège marchait lentement, à petites journées. Chaque matin, avant le départ, les commissaires venaient demander les ordres du roi, lui remettaient leurs journaux, que Charles X lisait tous, et prenaient les devants afin de faire préparer toute chose sur la route et au lieu où le roi avait décidé de s'arrêter. Charles X faisait la plus grande partie du chemin à cheval ; il ne montait en voiture qu'à l'approche des villes ou des bourgs qu'il lui fallait traverser. Sur sa demande, les commissaires, lorsqu'ils paraissaient devant lui, évitaient de porter la ceinture tricolore, et tenaient leurs chapeaux de manière à ne pas lui en présenter la cocarde. Mais la précaution était vaine : la vue du drapeau et de la cocarde aux trois couleurs ne cessait de poursuivre le roi depuis son passage à Dreux ; à mesure qu'il avançait, cette cocarde et ce drapeau semblaient même se multiplier ; le clocher du plus humble village était surmonté du nouvel étendard. Les populations accouraient sur son passage ; mais attirées surtout par un intérêt de curiosité, elles demeuraient muettes, et se tenaient dans l'immobilité. On eût dit qu'elles ressentaient une pitié respectueuse à la vue de ce long et silencieux cortège qui passait devant elles avec la lenteur d'un convoi funèbre : cortège de mort, en effet, car il emportait vers la terre étrangère toute une dynastie royale ; véritables funérailles qui, retour étrange des choses politiques ! se trouvaient conduites par le maréchal dont la défection, en 1814, avait ouvert les portes de la France à Charles X, et par le général qui, le premier, avait reçu Louis XVIII à son retour de l'exil. Dominé par les illusions de sa position et par le souvenir de ses voyages officiels, le vieux roi voyait dans l'attitude des habitants placés sur son passage un signe de tristesse et de regrets. Répondant à un des commissaires qui l'interrogeait sur sa santé : « Je me porte bien physiquement, lui dit-il, mais je souffre de la douleur de ces popula-

tions. » En vain toutes les têtes restaient couvertes, et la cocarde tricolore était fixée à tous les chapeaux ; ces faits ne pouvaient désabuser Charles X ; il laissait entendre que la population était comprimée dans l'expression de ses véritables sentiments , et qu'il savait comment les gouvernements parviennent à en empêcher la manifestation.

Ce prince avait prodigué bien des grâces , répandu bien des dons, au temps de sa puissance ; il aurait vainement attendu, durant ce long voyage, une marque de la reconnaissance de ceux qu'il avait comblés de ses bienfaits. Non-seulement les lettres qu'on lui adressait et que les commissaires lui faisaient fidèlement remettre, étaient en très-petit nombre, mais tous les châteaux placés sur sa route demeuraient fermés. Un seul témoignage public de sympathie lui fut donné par les habitants d'une humble demeure où ses bienfaits n'étaient jamais entrés. Lorsqu'il traversa le Val-de-Vire, des hommes, des femmes, des enfants, des domestiques, en grand deuil et portant des branches de lis à la main , sortirent de la maison du poète Chénedollé ; ils s'avancèrent vers le cortège, et, s'inclinant, déposèrent les fleurs qu'ils portaient, dans la voiture du vieux roi.

Parti le 10 d'Argentan, Charles X vint coucher, le surlendemain 12, à Saint-Lô. Son voyage comptait déjà huit jours de durée. Le nouveau gouvernement tolérait cette lenteur ; il avait décidé de ne pas laisser les exilés débarquer sur les territoires dont le voisinage pourrait offrir à Charles X de trop grandes facilités pour entretenir des relations avec son parti. Devait-il comprendre l'Angleterre dans cette exclusion ? Refuge des Bourbons pendant vingt-cinq ans, ce royaume était le foyer d'où avaient éclaté tous les complots de l'émigration. Il y a plus : le ministère placé, en ce moment même, à la tête des affaires et que présidait le duc de Wellington, représentait cette politique de conservation monarchique qui avait été le principe de toutes les coalitions de l'Europe contre la France républicaine et impériale. Ce cabinet fléchirait-il devant la nouvelle révolution ? On n'osait l'espérer, et c'était sous l'impression de cette crainte que M. Tupinier avait annoncé au capitaine Dumont-d'Urville que

Naples serait probablement sa destination. Toutefois, on avait écrit à Londres, et la réponse du cabinet britannique était arrivée plus favorable qu'on ne pouvait le supposer. Non-seulement l'Angleterre se déclarait prête à reconnaître la Révolution et son gouvernement, mais, loin de vouloir offrir le moindre secours à Charles X, elle ne lui permettrait de poser le pied sur son territoire que comme simple particulier, et ne tolérerait son séjour qu'à la condition qu'il ne donnerait aucun sujet de plainte au gouvernement de son successeur. Ainsi délivré de ses appréhensions, le nouveau pouvoir n'avait donc plus qu'à presser l'embarquement de l'ancien roi ; les commissaires furent chargés de l'engager à voyager plus vite : « Je n'en ferai rien, leur répondit Charles X ; j'ai mes habitudes ; je suis bien aise, d'ailleurs, de passer encore sur la terre de France le plus de jours que je peux. » Cette réponse, transmise à Paris, y fit prendre la résolution d'agir une seconde fois, par la peur, sur l'esprit du roi, et, comme à Rambouillet, de précipiter sa marche par une démonstration armée. Le général Hulot, envoyé, dans ce but, en Normandie, décida une sorte de levée en masse des gardes nationaux de Cherbourg, de Bayeux, de Valognes, des principales communes voisines, et vint, avec cette foule, prendre position à Carentan, petite ville assise à l'entrée de la presqu'île où se trouve Cherbourg, et qui en ferme l'unique passage. Mais l'effet que le gouvernement entendait produire se trouva dépassé. Les bruits les plus calomnieux et les plus absurdes jetaient la plus vive animation dans la multitude armée qui venait de se lever : le roi, disait-on, arrivait accompagné de régiments suisses ; le pillage marquait partout le passage des gardes du corps ; la vie des commissaires se trouvait menacée. « Il faut disperser l'escorte, enlever Charles X, tous les membres de sa famille, et les conduire nous-mêmes à Cherbourg ! » criait-on dans tous les rangs. Avertis de ces menaces, à leur arrivée à Saint-Lô, les commissaires eurent recours à M. de Lapommeraye, député influent du pays, et qui s'était joint à eux, depuis quelques jours. M. de Lapommeraye se rend aussitôt à Carentan, et, après de longs efforts, il obtient des gardes nationaux étrangers à la localité

qu'ils laisseront le passage libre au roi et regagneront leurs foyers. Toute difficulté n'était pas vaincue : les gardes nationaux de Carentan ne consentaient à en ouvrir les portes qu'à la condition de voir l'escorte quitter la cocarde blanche. On soumit cette prétention à Charles X : « Mes gardes, dit-il, ne peuvent porter d'autre cocarde que la mienne ; et jamais, non jamais, je ne prendrai la cocarde tricolore. » On promit aux habitants de Carentan que les gardes du corps quitteraient la cocarde blanche aussitôt après l'embarquement du roi ; ils permirent le passage.

Ce fut le 13 que le roi traversa cette petite ville, sans s'y arrêter ; les gardes nationaux formaient la haie ; tous les visages respiraient la colère ; un moment, le roi parut inquiet ; le duc de Bordeaux et sa sœur, habitués aux revues, et ne voyant dans ces hommes armés que des soldats réunis pour rendre honneur à leur aïeul et à eux-mêmes, leur envoyaient les gestes caressants et les sourires qu'on leur avait appris à prodiguer aux troupes qui défilaient devant la famille royale, à Saint-Cloud et aux Tuileries. A mesure que le cortège approchait de Cherbourg, les deux princesses devenaient plus tristes et plus émuës. La dauphine descendait fréquemment de voiture, marchait pendant quelque temps, s'arrêtait, s'asseyait parfois au bord de la route, se relevait brusquement, remontait en voiture, puis redescendait encore ; son agitation, par instants, devenait presque convulsive. La duchesse de Berry s'abandonnait, comme toujours, aux impressions les plus diverses : à Carentan elle avait manifesté les craintes les plus vives, et déploré que le cortège n'eût pas encore atteint Cherbourg ; à peu de lieues de là, quelques habitants du petit village de Montebourg, s'étant approchés de sa voiture et ayant baisé avec effusion les mains que leur tendait le duc de Bordeaux, elle s'était aussitôt élancée sur le marchepied de la voiture en s'écriant : « Arrêtons-nous ici ! attachons-nous à un arbre, à une borne ! mais, pour Dieu, n'allons pas plus loin, » Le soir, Charles X s'arrêtait à Valognes ; l'escorte venait de faire quatorze lieues.

Le vieux roi déclara vouloir séjourner à cette nouvelle halte ;

décidé à traverser Cherbourg sans s'y arrêter, il partirait le 16 au matin et se rendrait directement au vaisseau où il devait monter. Les deux journées du 14 et du 15 furent donc employées aux préparatifs pour l'embarquement et à la séparation officielle du roi d'avec son escorte. Les étendards des quatre compagnies des gardes du corps furent portés à Charles X, qui les reçut en disant « que ses fidèles gardes lui remettaient ces étendards sans tache, et qu'il espérait que son petit-fils les leur rendrait de même un jour. » Des larmes coulaient en ce moment de ses yeux ; des sanglots étouffaient sa voix. On avait d'abord arrêté que des députations de vingt-cinq gardes par compagnie accompagneraient seules le roi ; mais sur la réclamation unanime des officiers, comme des simples gardes et des soldats de chaque détachement, on convint que l'escorte continuerait d'accompagner Charles X jusqu'au navire où il devait s'embarquer.

Le 16 au matin, tous les escadrons se remirent donc en marche. Les gendarmes d'élite, régiment composé en entier de vieux soldats qui avaient fidèlement partagé avec les gardes du corps toutes les fatigues de cette longue route, marchaient en tête de la colonne. Arrivé aux portes de Cherbourg, le cortège pressa sa marche, traversa rapidement la ville et s'approcha du port, au milieu d'une foule immense d'habitants et d'ouvriers de l'arsenal, fort exaltés, très-hostiles, et qui poussaient avec force les cris de : *A bas la cocarde blanche ! vive la liberté !* Le 64^e de ligne, formant la garnison de la place, se tenait rangé le long des grilles du port ; il en facilita le passage à l'escorte, et les ferma brusquement sur la foule dès que le dernier peloton eut passé. Le départ de Charles X avait été calculé, le matin, sur le mouvement de la marée ; tous les bagages étaient embarqués depuis la veille ; le roi, en posant le pied hors de sa voiture, put donc descendre immédiatement sur le navire qui l'attendait, et s'y trouver installé. L'escorte demeurait rangée le long du quai. Charles X, debout sur le pont, auprès de la porte qui conduisait à sa cabine, reçut les adieux des officiers, même d'un certain nombre de simples gardes qui vinrent suc-

cessivement lui baiser la main. Bientôt il fit appeler les commissaires. Aux termes de leurs instructions, l'un d'eux devait accompagner Charles X en mer, et ne le quitter qu'après son débarquement. Le maréchal Maison n'avait pas hésité à accepter cette mission supplémentaire, qui devenait cependant sans but, puisque le roi, une fois à bord, ne courait plus aucun péril. D'un autre côté, comment concilier la déclaration, plusieurs fois répétée par Charles X, qu'il ne s'embarquerait pas s'il devait voir une seule cocarde tricolore sur son bâtiment, et la nécessité, pour le maréchal, de porter sa nouvelle cocarde ? Les commissaires avaient pris sur leur responsabilité de ne pas exécuter cette partie de leurs ordres ; ils étaient convenus de se séparer tous du roi au moment même de son embarquement. Charles X venait de les faire demander pour leur adresser ses adieux : il les remercia affectueusement de leurs attentions et leurs bons soins. Quelques jours auparavant, à la suite de paroles gracieuses que le roi adressait à M. Odilon Barrot sur un léger service rendu, ce dernier avait répondu que ses collègues et lui seraient heureux de pouvoir rapporter à leur gouvernement un témoignage de la satisfaction du roi. Charles X n'avait rien répliqué, et les commissaires avaient complètement oublié cet incident, lorsque le roi, après les remerciements qu'il venait de faire, tira de sa poche un papier qu'il leur tendit : c'était un billet ainsi conçu :

« Je me plais à rendre à messieurs les commissaires la justice qui leur est due, ainsi qu'ils m'en ont témoigné le désir. Je n'ai eu qu'à me loner de leurs attentions et de leurs respects pour ma personne et pour ma famille.

« CHARLES.

« A MM. le maréchal Maison, de Schonen, Odilon Barrot et de la Pommeraie. »

Le roi entretint ensuite les commissaires de ses affaires privées. Pendant le voyage, M. Odilon Barrot et ses collègues avaient été souvent frappés de la présence d'esprit que montrait Charles X, ainsi que du tact et de la mesure qu'il apportait dans ses paroles et dans ses actes ; ils ne furent pas moins surpris de la netteté de son langage à l'occasion des intérêts parti-

culiers qu'il laissait en France. Il parla de ses serviteurs, de ses créanciers. Ses dettes paraissaient l'occuper beaucoup. « Vous savez que je dois, dit-il aux commissaires ; j'espère que votre gouvernement ne refusera pas de reconnaître les droits de mes créanciers ; c'est une dette de la liste civile ; d'ailleurs, je laisse de quoi les payer. » Nous avons dit qu'à Rambouillet il s'était vu forcé de vendre son argenterie : lorsqu'il se résigna à l'exil, il fit demander au gouvernement une avance de 600,000 francs sur ses biens personnels ; cette somme fut apportée à Cherbourg par des employés de la trésorerie ; les commissaires la lui firent remettre à bord : « Je vais vous donner un reçu et un bon sur mon homme d'affaires de Paris, qui vous rendra cette somme, leur dit-il. — Sire, nous n'avons à vous demander ni reçu, ni bon sur Paris. » Le roi insista ; les commissaires persistèrent à refuser. « Au surplus, ajouta Charles X, je ne désire qu'une chose, c'est de ne pas être à la charge de la France, ni d'aucune puissance étrangère. — La France, Sire, ne permettra pas que celui a régné sur elle soit jamais à la charge de l'étranger. » Les 600,000 fr. que Charles X venait de recevoir ne furent, en effet, pour le nouveau gouvernement, qu'une simple avance sur le prix des biens personnels de ce prince, biens dont il avait demandé à conserver la jouissance. Cette garantie lui avait été donnée dans une dépêche adressée par le ministre de l'intérieur à M. de Schonen, qui la remit à Charles X, et que ce dernier garda comme formant titre. Mais après l'entretien que nous venons de rapporter, M. de Schonen réclama cette pièce, que le roi lui rendit sans hésiter. L'abandon de Charles X, dans cette dernière entrevue, enhardit le maréchal Maison à lui parler de son rôle auprès de lui ; il dit au roi qu'en acceptant la mission qu'il venait de remplir, il avait cru lui donner un dernier témoignage de dévouement et de reconnaissance. « Brisons là-dessus, Maréchal, » répondit le roi. En ce moment, le navire sur lequel était monté Charles X, le *Great-Britain*, commençait à s'ébranler ; les commissaires se retirèrent, et peu d'instants après, le capitaine du vaisseau, Dumont-d'Urville, commandant de l'escadrille, donnait le signal du départ.

CHARLES X A BORD DU GREAT-BRITAIN. *Journal de Dumont-d'Urville.* — le capitaine Dumont-d'Urville avait fait deux voyages autour du monde : Le premier, en 1823, 24 et 25, sur *la Coquille* ; le second en 1826, 27 et 28, à bord de *l'Astrolabe*. Laissé en oubli, malgré ces services exceptionnels, par les fonctionnaires supérieurs de la marine qui, affiliés en presque totalité à la Congrégation, ne protégeaient que les officiers affiliés comme eux-mêmes, ou recommandés par l'Association, non-seulement il avait constamment vu repousser par les contre-amiraux Halgan et de Mackau, successivement chefs du personnel, les récompenses ou l'avancement qu'il ne cessait de solliciter pour les compagnons de ses périls et de ses travaux ; mais ces officiers généraux avaient toujours évité de le présenter, soit au roi, soit au dauphin. C'était à l'initiative personnelle, à l'action directe de MM. Hyde de Neuville et d'Haussez qu'il devait uniquement les encouragements qu'il avait pu recevoir et le grade dont il était revêtu.

Les ordonnances de juillet le surprirent à Paris, en plein travail de la publication de son voyage à bord de *l'Astrolabe*. Il accueillit la résistance à ces actes, avec transport, s'inscrivit à sa mairie pour payer de sa personne dans la lutte si elle devait se prolonger, et, le 30, se présenta au ministère de la marine où il ne trouva que quelques employés inférieurs. Tous les chefs de cette administration se tenaient cachés. Un moment, il eut la pensée de prendre la direction de ce ministère abandonné. Retenu par la crainte d'irriter contre lui toutes les sommités de son arme, il revint pendant trois jours dans les bureaux sans y rencontrer un seul chef de service. Enfin, le 2 août, il prend le parti de se rendre au Palais-Royal et de s'y mettre à la disposition du nouveau chef du gouvernement. Un aide de camp fait connaître cette démarche au lieutenant-général, et, deux heures après, d'Urville était appelé par un des hommes entrés le plus avant dans les bonnes grâces de la Restauration, et que le duc d'Orléans venait de nommer commissaire au département de la marine, par M. Tupinier, qui lui dit : « que se trouvant le seul officier supérieur de l'armée navale, présent à Paris, qui se fût

mis à la disposition du gouvernement, il allait être chargé d'une mission importante. » Cette mission, ainsi qu'on l'a vu, consistait à se rendre au Havre pour y fréter deux paquebots américains qu'il dirigerait sur Cherbourg où il attendrait Charles X et sa famille : « Le roi se réserve de ne faire connaître qu'au port d'embarquement le lieu où il veut être conduit, avait ajouté M. Tupinier ; mais nous croyons qu'il ira à Naples. » D'Urville partit le soir même, comme on l'a vu, et arriva au Havre le 4, au matin. Les bâtiments dont lui avait parlé M. Tupinier, étaient le *Great-Britain* et le *Charles Carroll*, paquebots américains, parfaitement installés pour le transport de passagers nombreux, et plus commodes même que des bâtiments de guerre. D'Urville les nolisait, et, comme la destination présumée était le royaume de Naples, le marché fut conclu à raison de 50,000 fr. par chaque navire, pour un temps moindre de deux mois ; dans le cas où ce terme serait dépassé, on donnerait 10,000 fr. par chaque quinzaine en sus. Le 5, dans l'après-midi, il s'embarqua sur le *Charles Carroll*, et le 7, au matin, il débarquait à Cherbourg. Jusqu'au 15, d'Urville ne fut occupé qu'à faire opérer dans l'intérieur de chaque navire les changements exigés pour leur nouvelle destination, et à réunir les vivres nécessaires pour un voyage qu'il supposait devoir durer plus de six semaines. Une première dépêche qu'il reçut le 7, le soir même de son arrivée à Cherbourg, lui indiquait encore Naples comme le but probable de son voyage. Mais une seconde dépêche, parvenue le 9, lui enjoignait : « de conduire définitivement Charles X partout où il témoignerait le désir d'être transporté, à l'exception, toutefois, de la Belgique et des îles de Jersey et de Guernesey. » La réponse du cabinet de Londres était alors arrivée. D'Urville, au Havre, avait rencontré le plus mauvais vouloir, presque de l'hostilité, dans toutes les autorités dépendantes du ministère de la marine ; il trouva la même résistance dans les autorités maritimes de Cherbourg, et c'était à peine s'il avait achevé ses dispositions, lorsqu'on lui annonça que Charles X s'embarquerait le 16 au matin. Les équipages du *Great-Britain* et du *Charles Carroll* étaient américains. D'Urville

devait se tenir à bord du *Great-Britain* en habit de ville, afin d'éviter au roi le déplaisir de voir une cocarde tricolore ; toutefois, pour demeurer maître de la marche des deux navires, il eut d'abord le projet de faire embarquer, sur chacun d'eux, trente matelots des équipages de ligne avec leurs armes et leurs bagages. Mais cette disposition communiquée à Charles X par les officiers qu'il avait envoyés d'avance à Cherbourg, avait été formellement repoussée par ce prince qui, plutôt que de tolérer cette troupe à son bord, refuserait, disait-il, de s'embarquer. Ces soixante soldats furent alors remplacés par un nombre égal de marins des classes. Cette force pouvait cependant ne pas être suffisante contre la résistance ou la révolte des nombreux passagers que d'Urville s'attendait à transporter ; il demanda deux bâtiments d'escorte : *la Seine*, flûte de 26 canons, capitaine Thibaut, *le Rôdeur*, cutter de 6 canons, capitaine Quesnel ; on les mit à sa disposition. Mais comme il était à craindre que Charles X ne repoussât cette escorte ainsi qu'il l'avait fait pour les soixante matelots des équipages de ligne, on convint de garder le secret sur cette mesure. Quel serait le rôle de ces deux bâtiments d'escorte dans le cas où les passagers du *Great-Britain* et du *Charles Carroll* voudraient méconnaître les ordres du commandant de l'escadrille ? D'Urville soumit la question aux commissaires : il fut arrêté que le capitaine Thibaut se tiendrait au vent des deux paquebots, par leur travers, autant que possible, et qu'il en surveillerait tous les mouvements. Un pavillon rouge, en tête du mât, lui annoncerait qu'il y avait désobéissance ou révolte à bord ; il devait tirer aussitôt quelques boulets à toute volée. Une drisse de hune coupée, et le hunier venant brusquement en bascule, annoncerait qu'il y avait urgence ; *la Seine*, alors, devait s'approcher du *Great-Britain* et tirer à le couler-bas. Une autre question se présentait. Les instructions envoyées par M. Tupinier, et renouvelées par le général Sébastiani, nommé, après le 9 août, ministre titulaire de la marine, enjoignaient à d'Urville de savoir de Charles X, avant de quitter Cherbourg, quel était le port où il voulait débarquer et de l'y conduire directement. Or, le roi avait fait déclarer par le général Talon, qu'il ne

ferait connaître sa résolution définitive que dans la rade de Spithead, point où il entendait être d'abord conduit. Les commissaires prirent encore sur eux de trancher la difficulté : le point essentiel, à leurs yeux, était le prompt départ du vieux roi ; ils autorisèrent d'Urville à satisfaire au désir de Charles X qui, dans ce moment-là même, arrivait aux portes de Cherbourg, et, peu d'instants après, montait sur le *Great-Britain*. Le séjour du roi sur ce bâtiment fut beaucoup plus court que ne le supposait d'Urville. Ce célèbre marin en a retracé tous les détails dans un *journal* que nous avons sous les yeux et que nous allons reproduire ¹.

LUNDI 16 AOUT. — Les voitures de suite parurent les premières. Vers une heure trois quarts, le son des clairons annonça l'arrivée des gardes du corps, qui ne tardèrent pas à occuper les bords du quai. La voiture où se trouvait la famille royale ne tarda pas à arriver en face du point d'embarquement. Tous les membres descendent sur-le-champ à terre. M. de Damas ouvre la marche, tenant le jeune duc de Bordeaux par la main ; le roi suit ; M^{me} d'Angoulême, le Dauphin, M^{me} de Berry et sa fille, M^{me} de Gontaut, MM. de Luxembourg, de Choiseul, de Ménars, etc. Charles X est en frac et en pantalon bleus, propre, sans décoration ; le Dauphin est en noir ; il a des bottes à la Russe et un chapeau blanc ; il porte un simple ruban rouge : tout son costume est froissé, négligé. Les vêtements de la duchesse d'Angoulême le sont encore davantage. La duchesse de Berry porte une blouse de mérinos carmélite ; elle est coiffée d'un bonnet sur lequel elle a placé un chapeau d'homme. Les deux enfants sont mis d'une manière simple, mais propre : le duc de Bordeaux en veste et en pantalon, sa sœur en robe de percale écrue.

Charles X et le Dauphin, en posant le pied sur le pont du *Great-Britain*, semblaient accablés ; des larmes s'échappaient de leurs yeux. La Dauphine et la duchesse de Berry, quoique profondément affectées, n'étaient cependant pas aussi émues. Les enfants ne s'occupaient que du spectacle, nouveau pour eux, du navire et de ses agrès. Toutes les personnes de la suite avaient la consternation peinte sur le visage ; les

1. D'Urville publia des fragments de ce *journal* dans une revue hebdomadaire, quelques années après la révolution de juillet ; mais les ménagements que lui imposait sa position personnelle et la proximité des événements, l'obligèrent à modifier ou à supprimer un grand nombre de passages ; nous rétablissons ces passages dans notre copie.

traits de Marmont étaient renversés, sa figure décomposée; tout son maintien annonçait le plus profond accablement.

Le roi se tint d'abord à la porte du logement qui lui était destiné; là il reçut successivement les adieux de tous les officiers et des simples gardes du corps, qui vinrent successivement lui baiser la main, ainsi que celle des deux princesses. Les commissaires, pendant ce temps, se tenaient sur le gaillard d'arrière; ils ne se retirèrent que lorsque les adieux furent terminés. Après leur départ, Charles X me fit appeler et me dit qu'il se félicitait d'être conduit par un officier aussi distingué. « Je compte sur vous, me dit-il. — Les désirs de Votre Majesté seront des ordres pour moi, Sire, autant qu'ils ne seront pas contraires à mes instructions, répondis-je en m'inclinant, et je m'efforcerai même de les prévenir. Où Votre Majesté désire-t-elle être conduite? — A la baie de Spithead, rade de Portsmouth, d'abord, et je désire mouiller au fond du chenal, devant Cowes. Le vent est-il bon, monsieur le capitaine? — Oui, Sire; nous avons vent arrière pour sortir de la rade et même du grand bassin. Quand Votre majesté voudra partir, je suis à ses ordres.—Encore un moment, Monsieur, puis nous partirons.» Un instant après, j'entendis la duchesse de Berry lui annoncer qu'elle venait de recevoir de la nouvelle reine une lettre où elle lui apprenait qu'on avait mis une sauvegarde à sa maison de campagne de Rosny. « Ils ont bien soin de nos guenilles, s'écria-t-elle, et ils prennent la couronne de mon fils! »

A deux heures et demie, Charles X me déclara que je pouvais partir; le pont d'embarquement fut immédiatement enlevé et les amures larguées. Le navire se mit en mouvement. Une foule considérable, répandue le long des quais, assistait à ces préparatifs, et comme la marée était à mi-jusant, elle ne perdait rien des détails de ce qui se passait sur le pont de chaque navire. Un seul sentiment dominait dans la foule : la curiosité; pas un cri ne se fit entendre, et le silence ne fut un instant interrompu que par les clameurs soulevées par deux gardes du corps qui s'obstinaient à conserver la cocarde blanche.

Cependant, les navires franchirent la dernière passe de la rade. La duchesse d'Angoulême, durant le passage devant les bassins, s'était rapprochée de moi; elle me rappela, en jetant les yeux sur le bassin d'Artois, que c'était devant elle que, deux ans auparavant, les eaux de la mer y avaient été introduites pour la première fois. Ses regards, en même temps, cherchaient, parmi les divers bâtiments à l'ancre, celui qui portait le nom du *duc de Bordeaux*, de ce jeune enfant qu'un navire américain emportait en ce moment vers l'exil. Je lui montrai le vaisseau, mais en ajoutant que, depuis la veille, il avait changé son nom pour celui du *Friedland*. A mesure que l'escadrille gagnait vers la mer, les larmes se séchaient, la tristesse dispa-

raissait, tous les hôtes du *Great-Britain* ne s'occupaient plus que des manœuvres et du tableau qui se déroulait devant eux, Bientôt même la gaieté revint, et la duchesse de Berry, entre autres, tout entière aux questions ou aux jeux de ses enfants, se montra aussi calme et aussi insouciant qu'aux jours les plus heureux de sa vie. Par un hasard singulier, l'un des deux bâtiments d'escorte, le cutter le *Rôdeur*, était le navire qui, peu de mois auparavant, servait à ses promenades en mer lorsqu'elle prenait les bains de Dieppe. Il avait le même capitaine, les mêmes officiers, les mêmes matelots. La vue de ce navire et celui de la *Seine*, quittant la rade à la suite des deux paquebots américains et suivant la même direction, appela l'attention du duc d'Angoulême. « Où vont ces bâtiments ? me demanda-t-il. — Avec nous, Monseigneur, » lui répondis-je. Le duc porta immédiatement cette réponse à son père, qui s'approchant de moi, me demanda, avec l'accent d'une profonde surprise, si ces bâtiments devaient réellement les accompagner. « Oui, Sire, la *Seine* doit escorter le *Great-Britain* et le *Charles Carroll* jusqu'à leur destination définitive ; le *Rôdeur* n'ira que jusqu'à Spithead. — Comment cela ? répondit Charles X. Mais c'est fort singulier ! On m'avait promis qu'il n'y aurait que les paquebots américains pour nous conduire. — Tel était effectivement le projet primitif, Sire, mais de nouveaux ordres ont décidé que Votre Majesté serait escortée par deux bâtiments de guerre. — C'est singulier ! » répéta Charles X, qui se retira à l'écart pour s'entretenir avec son fils et les deux princesses sur cet incident qui paraissait les affecter d'une manière désagréable. Bientôt pourtant ce nuage disparut, et les deux enfants, puis le duc d'Angoulême et la duchesse de Berry, pris successivement du mal de mer, se retirèrent dans leurs cabines ; il ne resta bientôt plus sur le pont que Charles X et la duchesse d'Angoulême qui, n'éprouvant aucun malaise, continuèrent à se promener. A plusieurs reprises le roi s'approcha de moi et nous nous entretenîmes. Une fois il m'interrogea sur le motif qui avait porté le nouveau gouvernement à me choisir pour la mission que j'accomplissais. Je lui répondis que j'attribuais le choix qu'on avait fait de moi à cette circonstance, que j'étais le seul officier de marine qui, lors des derniers événements, eût offert ses services aux nouveaux pouvoirs. A quelques instants de là, je me tenais appuyé sur le bastingage du navire, admirant la belle pose du *Charles Carroll* et la bonté de sa marche. Le roi me dit en riant : « Voilà un beau navire, n'est-ce pas, capitaine ? Est-ce que nous n'avons pas aussi bien dans notre marine ? — Je ne crois pas que nous ayons dans notre marine marchande, Sire, un seul navire aussi bien gréé, aussi bien tenu et aussi richement aménagé. — Les Américains vont bien...—Oui, Sire, encore soixante ou quatre-vingts ans, et ils pourront disputer aux Anglais le sceptre des mers. — C'est pourtant à nous qu'ils doivent tout cela, répondit le roi, en

paraissant réfléchir. — Oui, Sire, c'est au frère de Votre Majesté, au roi Louis XVI ; ils ne l'ont pas oublié. » Le roi resta pensif ; enfin, paraissant répondre à sa propre pensée, il reprit : « Ce fut une faute, une très-grande faute de la part de Louis XVI. » Puis il ajouta en soupirant : « Mais qui n'en fait point dans sa vie ? »

MARDI 17. — Ce jour-là, de bonne heure, l'escadre manœuvrait pour entrer dans la rade de Spithead. Tous les passagers n'avaient point tardé à paraître sur le pont ; tous me pressaient de questions sur l'heure à laquelle on mouillera devant Cowes. A mesure que l'escadrille avance dans la baie, Charles X et le duc d'Angoulême, familiarisés avec ces parages par leur long séjour en Angleterre, me nomment chaque village. Vers les neuf heures un quart, un cutter de la marine royale accoste le *Great-Britain* ; le lieutenant qui le commande monte à bord, interroge le capitaine américain, et après avoir offert ses services à Charles X, se dirige vers Portsmouth, en tirant de temps en temps un coup de pierrier, signal convenu, sans doute, pour avertir l'amiral ; à midi et demi, les quatre bâtiments doublent le stationnaire de l'île de Wight. Les deux princesses et les enfants, une foule de paquets à la main, se tiennent prêts à descendre à terre, mais à deux lieues et demie en avant de Cowes, le courant de la marée oblige le capitaine du *Great-Britain* de s'arrêter et d'attendre, pour le remorquer, dans le chenal, un bateau à vapeur que j'avais envoyé demander aux autorités maritimes de Portsmouth. A peu de temps de là, le *Great-Britain* est accosté par plusieurs canots montés par des officiers anglais qui, avertis de la présence de Charles X sur la rade, viennent rendre visite à ce prince et aux membres de sa famille. Chaque fois qu'une de ces visites était annoncée, le roi et le duc d'Angoulême, obéissant sans doute à leurs habitudes d'autrefois, accouraient tête nue à l'échelle du navire pour recevoir les visiteurs, et restaient debout, sans chapeau, tant que durait la visite. Le roi accueillait ordinairement les visiteurs par ces mots : « Voici, Messieurs, la récompense de mes efforts pour rendre la France heureuse. Poussé à bout par les factions, j'avais tenté un dernier moyen de rétablir dans le royaume l'ordre et la tranquillité ; mais les factions ont été les plus fortes : il m'a fallu renoncer à la couronne, en attendant de meilleurs jours pour mon petit-fils. » Les Anglais restaient silencieux ou ne répondaient que par des formules de banale politesse. Le commandant en chef de Portsmouth, le général sir John Campbell, ne tarda pas à se présenter à son tour ; le roi et son fils le reçurent avec des formes encore plus empressées que celles dont ils faisaient usage avec les officiers de grades inférieurs. Par une étrange singularité, le duc d'Angoulême et son père, bien qu'ayant passé près de vingt ans en Angleterre, en connaissaient si mal la langue, que,

dans ces différentes réceptions, ils étaient souvent forcés de recourir à moi pour leur servir d'interprète. Charles X, après en avoir fait la demande au général Campbell, fit immédiatement partir pour Londres M. de Choiseul, qu'il chargea de ses communications officielles au gouvernement anglais.

Au nombre des visiteurs qui accostèrent le *Great-Britain* se trouvait le fils de l'agent consulaire français à Portsmouth, M. Vanderberg, qui venait m'offrir ses services, et qui m'annonça que le peuple anglais était ivre d'enthousiasme pour la révolution qui venait de s'accomplir en France, et que le gouvernement, quelles que fussent ses dispositions, serait obligé de céder à cette impulsion; que le sentiment n'était pas moins général à l'égard des Bourbons; que la population était exaspérée contre eux, et que l'indignation des habitants de Portsmouth et des autres villes de la côte, par exemple, se manifestait par des placards injurieux pour ces princes, et affichés au coin de toutes les rues. Charles X reçut sans doute lui-même l'avis de ces dispositions hostiles, car il vint presque immédiatement m'annoncer que les princesses et les deux enfants débarqueraient seuls à Cowes, et que son fils et lui demeureraient à bord jusqu'à ce qu'ils fussent fixés sur leur destination définitive. Ce fut seulement le soir, vers les neuf heures, qu'arriva le bateau à vapeur chargé de remonter le *Great-Britain* jusqu'à Cowes. On jeta l'ancre devant cette ville à onze heures. Tous les passagers étaient déjà retirés dans leurs cabines pour se reposer; on remit le débarquement des princesses au lendemain.

MERCREDI 18. — Dès six heures du matin, les duchesses d'Angoulême et de Berry, ainsi que le duc de Bordeaux et sa sœur, quittèrent le *Great-Britain* pour s'installer, durant le séjour du navire dans la rade, à l'hôtel de la *Fontaine*, à Cowes. Quelques heures après, Marmont quittait également le paquebot; il causa longtemps avec moi avant son départ: il me raconta longuement son rôle dans les dernières affaires, et se plaignit amèrement de la destinée qui l'avait forcé de prendre les armes pour une cause qu'au fond, disait-il, il détestait. Jusqu'au mercredi, à midi, il avait espéré que le mouvement serait facile à réprimer, qu'il pourrait faire triompher la cause royale, prendre, par suite, de l'empire sur l'esprit du roi et de sa famille, et amener Charles X, ainsi que tous les siens, à l'abandon de la politique suivie jusqu'alors, ainsi qu'à de larges concessions. « Je crois que vous vous faites illusion, lui répondis-je; vous devriez pourtant mieux connaître la cour depuis le temps que vous la fréquentez; en cas de succès, vous n'auriez travaillé qu'au profit des ministres; ils auraient été plus forts qu'auparavant, et vous auraient brisé, si vous aviez tenté de faire obstacle à leurs desseins, — Oh! non; j'aurais eu un grand empire. — J'en doute. Dans tous les

cas, pourquoi n'avoir pas traité avec M. Laffitte et les quatre autres députés ? — Je ne le pouvais pas ; les ministres seuls étaient en position de le faire. — Bah ! Monsieur, vous étiez parfaitement le maître ; vous pouviez traiter en votre nom, et, au premier mot d'opposition, menacer M. de Polignac et ses collègues de les jeter au peuple. — Sans doute, je le pouvais ; mais les royalistes n'eussent accusé de trahison. — Qu'y avez-vous gagné ? N'avez-vous pas encouru ce reproche des deux côtés ? En traitant, du moins, vous aviez chance de sauver le trône de Charles X, car, en ce moment, le triomphe de la révolution n'était pas encore décidé, et les députés, moins que personne, ne savaient comment tourneraient les événements. » Je lui demandai, à cette occasion, si les détails de la scène qui avait eu lieu, à Saint-Cloud, entre lui et le dauphin, étaient tels que les avaient rapportés les journaux : « Ces détails ne sont que trop exacts, Monsieur, me répondit-il avec un geste et un accent qui annonçaient un homme profondément ulcéré. Le dauphin est un malheureux, un fou. » Puis il ajouta : « Je plains le roi, mais son fils ne m'inspire aucune pitié. » Je l'interrogeai ensuite sur les différents ministres : « Le prince de Polignac, me dit-il, est une espèce d'illuminé, convaincu qu'il était appelé à sauver la monarchie, incapable de concevoir le moindre plan, de discuter une idée, un système, ne doutant de rien, repoussant tous les avis, n'ayant foi que dans sa prétendue mission et en lui-même, et dont lui, Marmont, ne pouvait encore comprendre la nomination comme chef de cabinet. » Il me raconta, à ce sujet, l'anecdote suivante : Lorsque M. de Polignac fut enfermé à Vincennes, après sa condamnation dans le complot de Pichegru et de Georges Cadoudal, il fit demander une entrevue au préfet de police, et lui dit : « Votre maître s'y prend fort mal avec l'Angleterre ; il ne réussira jamais à se faire reconnaître par cette puissance ; ce n'est que par *les salons* qu'on peut agir dans ce pays ; ce sont eux qui disposent de l'opinion, et personne ne sait mieux que moi comment il faut procéder pour les donner à M. Buonaparte. Qu'il me rende la liberté : je vais en Angleterre, je dispose les esprits en sa faveur, et je réponds sur ma tête qu'avant six mois l'Angleterre fera tout ce qu'il voudra. » La proposition fut rapportée au premier consul, qui se contenta de lever les épaules, en disant : « Ce Polignac est décidément un imbécile ; il croit réellement ce qu'il dit. »

« Le maréchal regardait MM. de Guernon-Ranville, de Chantelauze, de Montbel et d'Haussez comme des hommes honnêtes, mais faibles, qui se laissaient facilement dominer. Il avait moins bonne opinion du comte de Peyronnet, homme méchant, disait-il, et uniquement occupé de ses intérêts d'ambition ou de fortune. Je l'interrogeai sur les ministres du nouveau gouvernement. Le maréchal regardait le général Sébastiani comme un homme sans capacité, très-vain, d'une suffisance sans

bornes, affectant de ridicules façons de grand seigneur, et qui s'efforçait de cacher son origine commune sous une prétendue parenté avec la famille *Della Porta* d'Italie. Le général Gérard était un militaire de talent, mais il lui croyait de l'ambition. Il considérait le duc de Broglie comme un fort honnête homme, animé du désir très-sincère du bien public, mais systématique. Il reprochait au baron Louis de l'impertinence et de la fatuité. M. Guizot n'était à ses yeux qu'un professeur, une sorte d'avocat politique, prêt à plaider toutes les causes et ayant des phrases toujours prêtes pour toutes les situations et pour tous les partis. Il reprochait également à M. Molé l'absence de toute conviction. Quant à M. Dupont (de l'Eure), il ne le connaissait pas et ne pouvait prononcer sur lui. Le maréchal me citait une foule de faits à l'appui de ces jugements, qu'il me pria de ne pas divulguer à mon retour, parce que tous ses vœux tendaient, disait-il, à rentrer un jour en France. Il me dit même avoir déjà fait des démarches dans ce but, et me demanda mon opinion. Je lui répondis qu'un retour immédiat me semblait impossible, et qu'il devait encore attendre deux ou trois ans. « Les passions, lui dis-je, seront alors éteintes, et vous pourrez reparaitre sans danger. — Je partage votre opinion, me répliqua le maréchal, et j'ai le projet, en attendant, d'habiter la Toscane. » Puis, me montrant un assez grand nombre de coffres en cuir déposés le long du bastin-gage, il me dit qu'ils renfermaient ses manuscrits, et qu'il emploierait ses loisirs à écrire ses mémoires. Il était alors plus de onze heures. Le maréchal me remercia avec effusion des soins que j'avais eus pour lui, m'embrassa les larmes aux yeux, et s'avança ensuite vers Charles X et son fils, qui se promenaient alors sur le pont. Le roi embrassa le maréchal, qui lui baisa la main, et tendit ensuite la sienne au Dauphin. Si ses adieux au père étaient empreints d'une émotion et d'une sensibilité vraies, on voyait facilement, en revanche, que la main qu'il présentait au fils n'était pas une main amie ; quels que fussent les efforts qu'il faisait sur lui-même, on lisait sur ses traits la répugnance que lui causait cette démonstration de simple politesse. Débarqué à Portsmouth, il n'eut pas à se louer de l'accueil des habitants de toutes les classes : les employés de la douane, sans égards pour ses dignités, pour sa position, visitèrent tous ses effets avec la plus extrême rigueur, et, usant d'un droit qu'ils n'appliquent habituellement qu'aux marchands et aux négociants étrangers, ils brisèrent son argenterie, qui du reste était peu considérable. Lorsqu'il monta en voiture, une foule immense de peuple l'entoura en poussant d'énergiques *vivats* en l'honneur du peuple de Paris ; un certain nombre d'individus ne voulaient pas laisser partir sa calèche sans planter un drapeau tricolore sur l'impériale ; on eut les plus grandes peines à les en empêcher.

Peu d'instants après le départ du duc de Raguse, plusieurs canots

amenaient à bord du *Great-Britain* l'amiral Folley, commandant du port de Portsmouth, ses officiers, le marquis d'Anglesey et ses deux fils¹. Le roi et le duc d'Angoulême les accueillirent avec la prévenance empressée qu'ils avaient mise à recevoir les précédents visiteurs : Charles X et son fils se plaignent à différentes reprises de l'ingratitude des Français, et appuient sur l'inutilité de leurs tentatives pour résister au torrent révolutionnaire. Quand ces étrangers sont partis, les deux princes se rapprochent de moi ; dans l'espèce d'isolement où les laissent le départ de Marmont, l'absence des deux princesses et celle des enfants, ils semblent rechercher davantage ma conversation, et m'adressent de nombreuses questions sur la marine. Je me plains de la détestable composition du corps, et du peu d'espoir qu'il laisse, même pour l'avenir, par suite de l'incapacité que présentent les sommités de l'arme. Le roi et le dauphin m'écoutent avec la plus grande attention, et prononcent, comme une protestation, les noms de Navarin et d'Alger. « L'affaire d'Alger ne signifie pas grand'chose, leur dis-je ; ce n'est pas un fait d'armes ; on ne s'est pas battu ; tout le danger, pour la marine, consistait dans le débarquement ; du moment où les Turks et les Arabes ne s'y sont pas opposés, que reste-t-il comme action maritime ? Quant à Navarin, où donc est le mérite pour les flottes des trois premières puissances maritimes de l'Europe d'avoir écrasé la flotte d'une nation à demi sauvage, dont les chefs n'avaient pas la moindre idée de la tactique navale, et dont les matelots étaient incapables de servir même une batterie ? Encore les Turks furent-ils pris à l'improviste ; plusieurs vaisseaux ne tirèrent même pas leur première bordée ; les autres s'en tinrent à une seule décharge. Le mérite des vainqueurs consista surtout à se garantir des navires enflammés de l'escadre ennemie et des coups de leurs propres alliés. On dédaignerait d'honorer d'un éloge de pareils faits dans la vie des Duquesne, des Duguay-Trouin et des Tourville. Il est malheureux pour une nation de voir exalter, comme on l'a fait, des choses aussi ordinaires ; on la déshabitué des grandes choses. Si MM. de Rigny et Duperré sont de grands hommes de mer pour de pareils faits, que dirait-on donc de leur mérite, et quel nom pourrait-on leur donner, s'ils avaient battu les Anglais à égalité de forces ? » Charles X et son fils m'écoutaient d'un air profondément étonné. Le roi, à l'occasion de M. de Rigny, parla de son refus d'entrer dans le ministère de M. de Polignac, et dit en soupirant : « Ah ! Rigny s'est bien mal comporté ; nous le croyions pourtant bien des nôtres ! — M. de Rigny, Sire, accourait pour accepter, quand il fut obligé de refuser pour obéir à son oncle

1. Le marquis d'Anglesey était ce lord Uxbridge qui commandait la cavalerie anglaise à Waterloo, et qui eut une jambe emportée par la dernière décharge de notre artillerie. V. T. II, chapitre VIII.

l'abbé Louis. Sans doute il était des vôtres, comme l'étaient Mackau, Roussin, Halgan et bien d'autres ; mais vous étiez sur le trône , sire. Tous , avant d'être à vous , étaient à Napoléon ; vous verrez à qui ils seront demain ! — C'est bien possible ! » me répondit Charles X, en dirigeant sa promenade vers une autre partie du pont , car nos conversations avaient lieu, pour ainsi dire, à *bâtons rompus*. Le roi suivait rarement une longue conversation ; encore, écoutait-il beaucoup plus qu'il ne parlait ; il me faisait une question, j'y répondais ; puis, presque toujours, il s'éloignait, regardant tantôt la campagne, tantôt quelques parties du navire, et adressant un mot poli, gracieux, en passant, soit au capitaine américain du *Great-Britain* ou à son second, soit à de simples matelots.

JEUDI 19. — Dès que le roi et le duc d'Angoulême parurent sur le pont, ils reprirent avec moi l'entretien de la veille, ou pour dire mieux, leurs questions. Ils m'interrogèrent sur mes différentes campagnes, mais, surtout, sur mon voyage de circumnavigation à bord de l'*Astrolabe*. Mon récit paraissait vivement les intéresser, et s'ils m'interrompaient, c'était pour m'adresser des questions d'une remarquable naïveté et qui prouvaient que, dépourvus de toute notion, même superficielle, sur les sciences et sur les voyages, ils étaient aussi ignorants, sur ces matières, que pouvaient l'être de vieux rentiers du Marais. Lorsque je m'arrêtai, le roi me dit : « Comment se fait-il donc que vous ne m'ayez jamais été présenté ? — Je l'ignore, Sire, peut-être à cause de mes opinions. — Est-ce que vous ne nous étiez pas dévoué ? — Pardonnez-moi, Sire, j'étais parfaitement dévoué à Votre Majesté, comme chef de l'État. — Alors, comment se fait-il qu'on vous ait chargé de votre mission actuelle ? — Par une raison fort simple : je suis le seul officier de la marine qui ait offert ses services au nouveau gouvernement ; tous mes collègues et mes supérieurs se tenaient cachés ; il n'y avait donc pas de choix à faire. Toutefois, je ne me suis pas dissimulé ce qu'il y avait de pénible dans cette mission ; mais je me félicite aujourd'hui de l'avoir acceptée, car je crois m'en être acquitté à l'entière satisfaction de Votre Majesté sans manquer cependant en rien à mes principes politiques et à mes nouveaux devoirs. — Vous ne vous trompez pas ; moi et ma famille nous serons éternellement reconnaissants de vos attentions et de vos bons procédés. » Puis il ajouta, après un moment de silence : « Mais que faisiez-vous donc à Paris ? — Je m'occupais de la publication de mon voyage. — Vous avez donc assisté au mouvement ? — Oui, Sire, et j'ai vu tout ce qui s'est passé sur la place de l'Hôtel de Ville et sur la partie méridionale de la Seine. » Charles X me fit alors une foule de questions sur les journées de Juillet, sur l'esprit général de la population de Paris et des départements. Après avoir attentivement écouté

toutes mes réponses, il poussa un long soupir, et me dit : « Les ordonnances n'ont été que le prétexte de la rébellion ; le coup était monté, et le 17 septembre, la monarchie devait être renversée. — Je ne crois pas, Sire, que les journées de juillet aient été le résultat d'une conspiration. — Oh ! il y a longtemps qu'elle se tramait ! — Mais, alors, qui donc Votre Majesté suppose-t-elle en avoir été le chef ? — Mais c'est facile à voir, aujourd'hui : celui qui a profité de la rébellion. — Votre Majesté veut parler du duc d'Orléans. Ce prince a sans doute pu concevoir l'espérance de monter un jour au trône, surtout quand il a vu les mesures déplorables adoptées par les conseillers de Votre Majesté ; j'admets même que quelques personnes attachées à sa fortune ont probablement travaillé en secret pour ses intérêts ; mais ce que je peux attester hautement, affirmer, sans craindre le moindre démenti, c'est que ceux qui se sont jetés dans les rues, qui y ont payé de leur personne, décidé la révolution et renversé le trône de Votre Majesté, ne songeaient nullement à y placer le duc d'Orléans. Le peuple se souleva et combattit, d'abord, aux seuls cris de : *Vive la Charte !* plus tard, aux cris de *vive la liberté !* Quand le succès fut décidé, j'entendis des cris assez nombreux de : *vive la République !* et quelques cris très-rares, de *vive l'empereur !* jamais celui de : *vive le duc d'Orléans !* Il y a plus, le peuple, dans sa colère, ne faisait aucune distinction entre les membres de la famille de Votre Majesté. C'était les *Bourbons* en masse qu'il entendait combattre et proscrire ; et, lorsque dans la journée du samedi le duc d'Orléans se rendit à l'Hôtel de Ville, je craignis un moment qu'il ne fût mis en pièces. Il a fallu toute la popularité de M. de Lafayette et le zèle actif des hommes voués à la cause du duc d'Orléans, pour amener les véritables combattants de Juillet, à l'accepter comme chef de l'État ; leurs vœux unanimes paraissaient se diriger vers la République avec M. de Lafayette à la tête. »

Mais c'était en vain que j'accumulais les faits, les preuves pour démontrer à Charles X qu'il n'y avait pas eu de complot, que l'explosion avait été inopinée, et que durant toute la journée du mercredi 28, le simple retrait des ordonnances et le renvoi des ministres, suffisaient pour calmer la population et sauver le trône ; le roi demeurait incrédule, et persistait à soutenir que le 17 septembre, la Révolution devait éclater. « Mais les choses ne peuvent rester dans cet état, ajouta le roi, et le duc d'Orléans ne pourra jamais gouverner les Français. — Il est certain, Sire, que sa tâche sera plus difficile que celle de Votre Majesté. Les Français se montreront aujourd'hui plus exigeants ; ils ne se contenteront pas de simples concessions ; ils voudront des institutions complètement libres ainsi que la réforme des abus criants qui se sont introduits dans toutes les branches du gouvernement. — Mais vous êtes donc libéral ? s'écria tout à coup le duc d'Angoulême, qui m'avait jus-

qu'alors écouté sans prendre part à la conversation . autrement que par ces mouvements de tête nerveux , saccadés , qui lui étaient habituels. — Hélas ! oui , Monseigneur , lui répondis-je en souriant. — Ah ! c'est vrai , répliqua le prince avec une sorte de bonhomie railleuse , vous êtes un savant ! Tous les savants sont libéraux. — Beaucoup moins que vous ne le pensez , Monseigneur , car c'est le titre de *libéral* qui m'a fait préférer à l'Institut un homme attaché aux bonnes doctrines , et dont le nom et les travaux étaient ignorés des trois quarts des membres chargés d'élire , tandis que tous connaissaient les miens. »

Cette conversation fut entamée , laissée , puis reprise à différentes fois , comme celle de la veille. Quand la question devenait délicate , je m'arrêtais , craignant de froisser les préjugés du roi ; je lui faisais observer que je n'avais nulle intention de l'offenser , et que je le priais de me pardonner si je parlais des derniers événements comme de faits déjà tombés dans le domaine de l'histoire. « Si Votre Majesté trouve que je vais trop loin , lui disais-je , je la supplie de m'avertir , de m'arrêter. » Chaque fois , le roi me répondait que , loin de lui déplaire , ma franchise lui faisait plaisir , et qu'il m'en savait gré , bien qu'il ne pût partager mes opinions. Quelque sincérité que je misse , en effet , dans mon langage , Charles X m'écoutait dans le plus grand calme ; son visage restait impassible ; son déplaisir , quand il en éprouvait , se manifestait uniquement par un silence plus marqué. Durant tout le voyage , au reste , son caractère ne se démentit pas ; il se montra constamment l'homme le plus simple et le plus facile.

Vers midi , un canot s'approcha du bord avec deux passagers qui s'annoncèrent comme étant MM. d'Haussez et de Latil ; je fis avertir le roi de leur arrivée. Ce prince et son fils étaient alors occupés à lire les journaux anglais ; tous les deux accoururent aussitôt sur le pont : « Ah , Latil ! s'écria le roi , est-il encore déguisé ? » Ces derniers mots faisaient allusion à une nouvelle donnée par les journaux anglais ; ils avaient annoncé que M. de Latil , en s'embarquant sur le paquebot de Douvres , s'était déguisé en femme pour échapper à l'attention et aux railleries de ses compagnons de traversée. M. d'Haussez fut accueilli par une simple poignée de main ; en revanche Charles X et son fils se jetèrent au cou de M. de Latil et l'étreignirent longtemps contre leur poitrine. Après le premier épanchement , les deux princes revinrent à M. d'Haussez , lui firent quelques questions sur son évasion de Paris et de la France , et , se retirant ensuite à l'écart avec le cardinal , ils s'assirent près de lui sur un mât de rechange , où tous les trois se livrèrent à un entretien confidentiel qui dura longtemps et paraissait fort animé.

Resté seul au milieu du gaillard d'arrière , M. d'Haussez semblait arrassé ; je m'approchai de lui ; il me regarda pendant quelques un air incertain , puis , s'avancant vers moi , il me tendit la

main. Nous entrâmes immédiatement en conversation : il me raconta les détails de sa fuite, et me dit avec un accent où l'inquiétude perçait encore : « Je l'ai échappé belle ! — Mais, mon cher Monsieur, lui répondis-je, pourquoi n'avez-vous pas imité MM. de Chabrol et Courvoisier, et ne vous êtes-vous pas retiré quelques jours avant la publication des ordonnances ? Aujourd'hui, vous seriez, comme eux, oublié et tranquille. — Il n'était plus temps. Vous n'êtes pas au courant de ce qui se passait... un complot. — Ah ! oui, un complot pour le 17 septembre... — Certainement... Vous paraissez en douter... Mais si je vous disais que nous en tenions tous les fils, que nous avions les noms de tous les conspirateurs. Au reste, nous publierons tout cela, nous en instruirons l'Europe. — Et ce sera très-bien fait, lui dis-je en riant, surtout pour nous autres ignorants qui n'en avons pas le moindre soupçon. »

Dans ce moment, le duc d'Angoulême quitta son père et le cardinal de Latil, et vint à nous ; il nous regarda en riant, et nous dit : « Les Français se plaignaient de ce que le ministre de la marine n'était pas un marin ; ils doivent être satisfaits maintenant, car non-seulement voici ce ministre à la mer, mais aussi, ajouta-t-il en faisant une pirouette, leur Grand-Amiral ¹. — C'est vrai, Monseigneur, répondis-je ; mais avouez qu'il fallait une pareille occasion pour vous faire faire campagne. — J'en conviens, répliqua le prince, car je suis presque toujours malade à la mer. — Au reste, ajoutai-je aussitôt, je ne suis nullement de ceux qui veulent un marin au ministère de la marine. Jamais ce département n'a été plus mal dirigé que lorsqu'on y a placé un amiral. Je ne citerai pour exemple que l'administration de M. Decrès, durant tout l'Empire. Il en sera toujours ainsi. Un officier général arrive avec les passions, les préférences, les préjugés qu'il a puisés dans sa carrière ; de là ces avancements scandaleux accordés à des sujets sans mérite, au détriment d'officiers qui se contentent de faire leur devoir, sans faire leur cour, sans aller ramper devant les chefs. De là encore, chez les favorisés, l'insolence et la morgue, qui sont le cachet ordinaire de la médiocrité parvenue ; car, à défaut de mérite réel, l'homme qui se voit élevé tout à coup au-dessus de ses égaux n'a plus d'autre ressource, pour s'en distinguer, que d'affecter une hauteur indigne d'un officier de mérite et des dédains humiliants pour ceux qui en sont l'objet. » Je discutai, à cette occasion, les avantages et les inconvénients de l'avancement au choix ou par ancienneté. Je n'admettais le choix que pour les actions d'éclat, les services extraordinaires, les preuves d'un dévouement spécial, utile ou honorable à la patrie. « Mais ne peut-on s'en remettre aux notes, aux rapports des amiraux et des capitaines ? me dit M. d'Haussez. — Au premier abord,

1. Le dauphin avait le titre de grand amiral de France.

répondis-je, ce moyen paraît équitable; mais la mauvaise composition des officiers-généraux actuels le rend sans efficacité. Tous, à un très-petit nombre près, sont arrivés par l'intrigue ou par le travail des coteries; à leur tour, ils ne songent à faire avancer que leurs créatures; jamais on n'obtiendra d'eux qu'ils arrêtent leur attention sur l'officier qui, dédaignant de leur faire sa cour, n'est recommandé que par son talent ou par ses droits. Quelques-uns sont si paresseux et si ignorants, que dans les rapports qu'ils adressent au ministère sur les officiers placés sous leurs ordres, leurs notes se bornent à quelques phrases banales, insignifiantes, et sur lesquelles il est impossible d'asseoir le moindre jugement. Je ne parle pas de ceux qui, se laissant aller à leurs préventions, brisent quelquefois, d'un seul trait de plume, la carrière de l'officier plein de mérite et d'honneur qui a le malheur de leur déplaire. — Cependant, me dit le duc d'Angoulême, le corps de la marine française renferme des officiers de distinction. — Oui, certainement, Monseigneur, mais ce n'est pas dans les sommités; la plupart sont détestables et n'aiment à s'entourer que de flatteurs, de complaisants, de gens, en un mot, qui leur ressemblent. Ainsi, le cadre des capitaines de vaisseau et celui des capitaines de frégate sont remplis d'inutilités qui s'y maintiendront éternellement, tandis que tout ce qui est jeune, tout ce qui a du mérite et de l'avenir, est dans le plus grand découragement et n'aspire qu'à la retraite. — Ce que vous dites est vrai, répliqua aussitôt M. d'Haussez; mais ce n'est pas ma faute; un grand travail de mise à la retraite, préparé depuis six mois, a été constamment repoussé par le conseil de l'amirauté. — Je le crois bien, répondis-je en riant; les membres de ce conseil ne voulaient pas se suicider; ils sentaient que toute bonne justice, à cet égard, devait commencer par eux-mêmes, et ils aiment mieux toucher 15 à 20,000 francs pour ne rien faire ou faire des sottises, que de se réduire aux 4 ou 6,000 francs qui leur sont légitimement dus. Ce n'était que de vous-même que vous deviez prendre conseil. » Je citai, à ce sujet, les noms d'un certain nombre de vieux amiraux qui n'avaient pas vu la mer depuis quinze à vingt ans, et que l'on maintenait cependant sur le cadre de l'activité, de même qu'une foule de capitaines de vaisseau et de frégate qui étaient incapables de voir, d'entendre ou de marcher. Le Dauphin saisit cette occasion pour m'interroger sur le personnel du haut état-major. Sa surprise fut extrême en m'entendant ne citer honorablement, sous le rapport du caractère, que les amiraux Jurien et Grivel, dont il savait à peine les noms. « Puisque nous en sommes sur ce point, ajoutai-je, me permettrez-vous, Monseigneur, de vous demander si M..... était aussi bien en cour qu'il le disait, et s'il est vrai que, chef du personnel, lui-même se soit désigné par le grade de vice-amiral jusqu'à ce qu'enfin il l'ait obtenu? — Je le connaissais fort peu

me répondit le duc ; tout ce que je puis dire, c'est que, à différentes reprises, je me suis opposé à sa nomination, mais seulement parce qu'on m'assurait qu'il n'était pas fort en marine. — Sous ce rapport, il valait ses collègues ; le reproche que lui adressait l'arme tout entière, c'était la plus coupable indifférence pour les intérêts des officiers, et une préoccupation exclusive de ses intérêts privés. — Mais tout cela va changer sans doute, me dit le duc d'Angoulême avec un accent de bonhomie railleuse ; vous serez plus contents. — J'en doute, Monseigneur, car il faudrait pour cela faire table rase de tout ce qui compose aujourd'hui le ministère de la marine et le haut état-major de l'arme, et c'est ce qui n'aura probablement pas lieu. L'absurde et fatale importance attachée au mot *spécialités* condamne la marine, je le crains bien, à une léthargie qui ne finira pas de si tôt. »

J'avais à peine achevé ces mots, que Charles X et M. de Latil, terminant leur longue conférence, s'approchèrent de nous et mirent fin à la conversation. Le cardinal et M. d'Haussez prirent congé du roi et quittèrent le navire. En ce moment, M. Bougon, médecin, qui accompagnait le roi dans son exil, et à qui j'avais prêté les volumes déjà imprimés du voyage de l'*Astrolabe*, me rapporta l'exemplaire. Le duc d'Angoulême était présent ; il me pria de lui confier les volumes, les emporta dans sa cabine, et, au bout d'une heure ou deux, il reparut sur le pont, les yeux encore fatigués de sa lecture : « Où diable, capitaine, me dit-il, avez-vous pris tout ce que vous dites dans votre relation ? — Mais vous avez pu le voir, Monseigneur ; ces matériaux sont le résultat de mes observations personnelles et de celles de mes collaborateurs. — C'est bien amusant, surtout quand vous parlez des sauvages ; mais quand vous en venez à la science, cela m'ennuie, car je ne suis pas un savant, moi. » Je dois ajouter que le duc poursuivait courageusement sa lecture, et que, le surlendemain, il avait achevé l'ouvrage. Le jeune Vanderberg avait accosté le navire pendant l'entretien que je viens de rapporter ; il m'apprit qu'on parlait de l'arrivée du roi Guillaume IV à Brighton, et de sa visite à Portsmouth pour le jour suivant. Je m'empressai de porter cette nouvelle à Charles X, qui me répondit avec un accent qui n'était pas sans amertume : « Soyez certain qu'il ne viendra pas ici, du moins tant que j'y serai. »

Un moment après, le duc d'Angoulême vint à moi et me dit tout à coup : « Je n'ai qu'un regret, c'est de ne pas m'être fait tuer, à Paris, à la tête de la garde ! — Ce sacrifice, Monseigneur, n'aurait pas servi la cause du roi ; vous présenter comme pacificateur, dès le commencement des troubles, aurait été plus profitable pour elle. — J'en avais la pensée, mais mon père s'y est opposé. — Je le regrette ; car si vous aviez assisté au lamentable spectacle de la lutte, les concessions demandées par le peuple eussent été accordées, et le roi serait encore sur le trône.

— Ne me parlez pas de concessions, Monsieur ; elles sont la ruine du pouvoir ; tout souverain qui s'y soumet est certain de perdre sa couronne. — Je ne suis pas de votre avis, Monseigneur. Des engagements d'ailleurs avaient été pris avec la nation, et le temps n'est plus où la royauté peut impunément méconnaître ses promesses et imprimer à l'administration et à la politique une marche rétrograde. — Eh bien ! s'il en est ainsi, les Français sont ingouvernables. — Une constitution me semble, au contraire, rendre le gouvernement plus facile ; la marche du souverain est toute tracée, et l'action des autres pouvoirs le délivre de cette tyrannie des courtisans, des prêtres et des femmes, si fatale aux monarchies absolues. — Ah ! libéral, libéral !... Au reste, tout cela m'est indifférent aujourd'hui ; ma carrière politique est terminée ; je ne voudrais pas régner sur la France, lors même qu'elle me rappellerait au trône. Je ne demande qu'à vivre tranquille et retiré. Et il me faut bien peu de chose pour cela ! » Quelques instants auparavant, le prince avait également abordé brusquement mon second, M. Lottin, et lui avait dit : « Raguse va écrire ses mémoires. Faire entrer ses troupes dans les rues !... Il a une dent contre moi, parce que je ne lui ai pas donné l'expédition d'Alger ; il était sur la liste que j'ai présentée à mon père. Il est brave comme son épée ; mais vous ne vous figurez pas ce que mon père a payé pour lui. Parce que je n'employais pas les maréchaux, on a dit que je ne les aimais pas. Pourquoi le faisais-je ? C'est qu'on ne peut pas les récompenser : un général voit devant lui un bâton de maréchal ! »

Cependant, M. de Choiseul ne revenait pas. Dans la crainte de désobliger mes hôtes, je m'étais condamné à rester à bord, depuis mon arrivée dans les eaux de Portsmouth, et je m'étais abstenu d'entrer en relation officielle avec les autorités britanniques et de traiter des *saluts*. Je ne croyais pas, il est vrai, que mon séjour devant Cowes dût se prolonger au delà de quarante-huit heures ; j'y étais depuis trois jours, et Charles X ne parlait pas encore de son départ. Cette situation devenait d'autant plus difficile pour moi, que les Anglais eux-mêmes s'étonnaient de ce que, étant le premier capitaine qui parût dans les eaux anglaises avec le drapeau tricolore arboré sur les deux bâtiments d'escorte, je tardais aussi longtemps à faire reconnaître ce drapeau, au moins par un salut. Le soir de cette journée (19), j'abordai le roi, et je lui demandai s'il comptait reprendre bientôt la mer. Il me dit qu'il ne pouvait me faire une réponse positive ; que M. de Choiseul était chargé de demander, pour lui, l'autorisation de rester en Angleterre ; qu'il devait attendre le résultat de cette démarche ; mais que, dans tous les cas, il ne croyait pas pouvoir remettre à la voile avant le lundi 23. Je lui fis observer que l'espèce d'*incognito* que je m'étais imposé ne pouvait durer aussi longtemps ; que le devoir m'obligeait de notifier officiellement ma présence

aux autorités maritimes de Portsmouth, de faire et de recevoir les *saluts* en usage par le chef d'une force navale étrangère qui se présente dans un port ami. « Je ne peux laisser croire, lui dis-je, que le nouveau drapeau de la France n'ose pas se faire reconnaître. » Le roi m'avait écouté avec une sorte de distraction; aux derniers mots que je venais de prononcer, il me dit : « Si vous tenez à aller voir l'amiral et le gouverneur, je vous conseille, mon cher capitaine, de vous y rendre en habit bourgeois ou, si vous l'aimez mieux, de ne point prendre de cocarde; vous pourriez vous exposer à quelques inconvénients, car ce pavillon, ajouta-t-il en me montrant le pavillon tricolore arboré sur *la Seine*, est assez mal vu ici, et les officiers dont j'ai reçu la visite m'ont assuré que ce n'est que par égard pour moi qu'il a été souffert. — Alors, Sire, je ne dois plus hésiter. Demain, je me rendrai en grand uniforme à Portsmouth, et le nouveau drapeau sera immédiatement reconnu et salué comme le drapeau légitime de la France, ou bien je ne reste pas une heure de plus sur cette rade. » Charles X ne répliqua rien, et s'éloigna.

VENDREDI 20. — Le capitaine Thibaut et moi, nous nous rendîmes de bonne heure à Portsmouth; nous étions l'un et l'autre en grand uniforme avec la cocarde tricolore au chapeau. Nous descendîmes chez le consul : il nous dit que les autorités ne pourraient faire autrement que de nous bien recevoir, car, à la moindre impolitesse que l'on se permettrait, le peuple se soulèverait. Après un malentendu qui retarda notre visite, nous fîmes, en effet, accueillis par l'amiral Folley avec les démonstrations les plus cordiales. Cet officier général nous apprit qu'il venait de recevoir communication de la réponse de son gouvernement à Charles X. Le roi avait demandé « de descendre en Angleterre et d'y être reçu *avec les honneurs dus à son rang*. » Le ministère anglais consentait au débarquement du roi, mais à la condition que ce prince « se présenterait comme *simple particulier* et *renoncerait* à exiger les *honneurs de la royauté*. » J'abordai alors la question des *saluts*. L'amiral me dit qu'il était prêt à rendre tous ceux que lui feraient les bâtiments de guerre d'escorte; mais il me prévint que, d'après les règlements de la marine anglaise, le salut du *pavillon*, c'est-à-dire le salut dû au *grade* des commandants, devait précéder le salut de *la couleur nationale*, et qu'il consentait à me reconnaître le grade de contre-amiral, puisque je commandais une division. Mais M. Folley était vice-amiral; je lui devais, dès lors, un nombre de coups plus considérable que celui qu'il me rendrait. Il ne me convenait pas de commencer par un salut qui pourrait être interprété comme un acte d'infériorité de nation à nation; j'insistai donc pour l'égalité; puis je consentis à y renoncer si le salut de *la couleur nationale* était fait le premier. L'amiral anglais

invoqua de nouveau la lettre des règlements de sa nation, et je finis par déclarer que, satisfait de la reconnaissance formelle du drapeau tricolore par l'autorité anglaise, je consentais à ne pas insister sur la question de forme, objet du débat, et que je m'abstiendrais d'exiger le salut jusqu'à ce que j'eusse reçu les ordres de mon gouvernement.

De retour à bord, je trouvai le cutter *le Goëland* qui m'apportait un pli du ministre de la marine. Cette dépêche me renouvelait la défense formelle de déposer Charles X dans un des ports de la Belgique et de la Hollande ou sur quelque point que ce fût des îles anglaises voisines de la France. Le roi ne tarda pas à venir à moi, et à me demander comment j'avais été reçu. Je lui dis l'accueil que m'avait fait l'amiral Folley, et la conversation s'engagea de nouveau sur la politique. Charles X venait de lire une liasse de journaux : il se plaignit avec amertume d'une foule de généraux, de personnages politiques et de hauts fonctionnaires, qui, bien que ses obligés personnels et ses assidus courtisans, la veille même de sa chute, se montraient non moins empressés auprès du nouveau roi Louis-Philippe. Le nom de M. de Lafayette fut prononcé : « Ah ! celui-là, du moins, m'écriai-je, n'a jamais varié ! — Oui, c'est un vieux drapeau, répondit Charles X ; il y a bien longtemps qu'il veut être le roi de la foule, mais il ne sera jamais rien. — Cependant, Sire, permettez-moi de vous faire observer que si M. de Lafayette, lors des derniers événements, avait désiré une couronne, il avait de grandes chances pour l'obtenir. J'ai moi-même été témoin de l'enthousiasme que sa vue inspirait au peuple, et, certes, le duc d'Orléans était loin de jouir de la même popularité. — Bah ! Lafayette est à la fois un ambitieux et un niais ; on s'est servi de son nom, puis on le laissera là. » Il ajouta après quelques instants de réflexion et de silence : « Pourtant, on n'aurait jamais dit cela de lui dans sa jeunesse ; il promettait beaucoup, mais il a bien mal tourné. — Votre Majesté l'a donc connu très-jeune, Sire ? — Certainement. Nous avons fait ensemble nos exercices gymnastiques ; il s'y montrait gauche, maladroit, mais il était gracieux, aimable, et nous amusait tous. Jamais nous n'aurions pensé qu'il aurait aussi mal tourné. »

SAMEDI 21. — Le matin, de bonne heure, deux bateaux à vapeur anglais chargés d'embarquer les bagages du roi et les personnes de sa suite, accostèrent le *Great-Britain*. Je donnai immédiatement tous les ordres nécessaires pour le transbordement. Peu de moments après, le duc d'Angoulême vint me témoigner le désir de descendre à terre et d'aller voir la duchesse. Je mis sur-le-champ à sa disposition un canot et plusieurs hommes de l'équipage ; il revint au bout de deux heures, enchanté de sa promenade. Toute la famille, au reste, paraissait fort unie ; les relations de tous ses membres, entre eux, étaient empreintes

de beaucoup de naturel et d'une grande simplicité. Le dauphin témoignait à son père une affection et une déférence qui ne se démentaient jamais. Chaque fois qu'il l'approchait, il levait sa casquette et répondait à toutes ses questions avec le même respect et la même soumission que s'il avait été le dernier de ses sujets; on aurait dit qu'il tenait à donner aux autres l'exemple de l'obéissance. Bien que la duchesse d'Angoulême eût moins de soumission dans les formes, son attachement pour Charles X ne paraissait pas moins profond. La duchesse de Berry et ses deux enfants montraient, à leur tour, pour le roi, une affection qui se révélait dans tous leurs actes. Charles X, après le retour de son fils, m'apprit qu'il allait s'établir dans le comté de Dorset, au bord de la mer, à quatre ou cinq lieues de Weimouth, dans le château de Lullworth, appartenant à M. Weld, catholique anglais fort opulent, dont le frère était revêtu d'une haute dignité ecclésiastique. De nouvelles conversations politiques eurent lieu entre le roi, son fils et moi; mais elles ne sortaient pas du cercle tracé par celles que j'ai reproduites. Ces entretiens n'avaient rien de secret; ils avaient presque toujours lieu sur le pont, en présence de l'équipage, devant les officiers qui, souvent, venaient s'y mêler. Charles X ne discutait pas; il ne procédait, en général, que par assertions ou par des questions fort courtes. La maxime qu'il répétait le plus souvent était : qu'un roi ne doit jamais faire de concessions. La pensée ne lui venait pas que c'était précisément l'application de cette maxime qui l'avait perdu. Dans sa conviction, le rôle des Chambres devait se borner, non pas à discuter, mais à appuyer les mesures proposées par la couronne; c'était à peine s'il leur reconnaissait le droit de remontrance et d'avis. Toutes ses conversations se terminaient par cette affirmation : que le duc d'Orléans ne pourrait jamais gouverner la France; que la Révolution ne constituait pour la nation qu'une situation essentiellement précaire, et que le duc de Bordeaux finirait infailliblement par remonter sur le trône, en vertu de son droit; ce n'était, à ses yeux, qu'une affaire de temps.

Lorsque le transbordement des bagages fut commencé, MM. de Luxembourg et O'Hégerthy vinrent me faire observer que la famille royale, en posant le pied sur le sol anglais, se trouverait sans linge de table et sans approvisionnements; ils me demandèrent de céder au roi une partie des objets de cette nature, embarqués à bord des deux paquebots. Je leur répondis que le linge et les approvisionnements qui se trouvaient sur ces navires ayant été achetés pour le service exclusif de Charles X et des siens, je croyais remplir le vœu de mon gouvernement en leur abandonnant la totalité de ce que portaient les deux bâtiments. Le roi vint me remercier lui-même de ce don : « Ces remerciements, lui dis-je, ne me sont point dus. Non-seulement je n'ai aucun

droit personnel aux objets de toute nature embarqués pour le service de Votre Majesté, mais l'État lui-même n'en profiterait pas si je les ramenais au port. Il suffit de connaître le manège habituel des magasins de la marine pour désigner à l'avance les individus qui profiteraient des vins de prix, de conserves, des préparations de toute espèce et du linge acquis à si grands frais. »

Le soir, les princesses et les deux enfants revinrent à bord ; ils avaient fait de nombreuses excursions dans la campagne ; mais , partout , disaient les personnes qui les avaient accompagnés , le peuple anglais , en les voyant passer , gardait le plus profond silence. Quelques personnes appartenant aux classes élevées , semblaient seules les plaindre et ressentir leur infortune.

DIMANCHE 22. La messe fut solennellement célébrée à bord du *Great-Britain*. Le soir, vers les huit heures , le roi me fit appeler , et m'annonça qu'il quitterait le bâtiment, le lendemain, de bonne heure. Il ajouta que son dessein était de ne pas faire un long séjour en Angleterre ; qu'il n'y resterait que le temps nécessaire pour que les affaires, en Europe, reprissent une assiette plus calme, et qu'il se retirerait alors dans la partie méridionale des États autrichiens , vers Venise ou Vérone. Cette communication faite, le roi me prit les deux mains et les serra affectueusement dans les siennes : « Avant de vous quitter, mon cher capitaine, me dit-il, il m'est agréable de vous témoigner de nouveau toute ma gratitude, de vous remercier des complaisances et des attentions que moi et tous les membres de ma famille avons constamment trouvées en vous. Il est impossible d'avoir rempli votre mission avec plus d'honneur et de délicatesse. Je suis content de vous avoir connu ; j'espère que je ne vous vois pas pour la dernière fois, et que nous nous rencontrerons dans des temps plus heureux. — Je le désire, mais je ne l'espère point, Sire ; il faudrait pour cela que ma carrière aventureuse me portât aux lieux où Votre Majesté aurait pu choisir sa retraite : alors, je l'avoue, je serais heureux de revoir Votre Majesté. — Mais mon cher, la France ne peut pas rester dans l'état où elle est ; un jour, elle ouvrira les yeux ; le duc de Bordeaux sera son souverain légitime ; il faudra bien, alors, que vous soyez des nôtres. — Vous supposez donc, Sire, que le duc d'Orléans, sourd à la voix de l'expérience, méconnaissant l'origine de son pouvoir, s'abandonnant aux conseils d'individus aveuglés par une honteuse cupidité, maintiendra tous les abus des administrations précédentes et s'exposera à perdre la confiance et l'estime des véritables Français ? Je doute qu'il commette cette faute : votre petit-fils n'a pas d'autre chance pour remonter sur le trône ; et, pardonnez-moi ma franchise, Sire, je ne le désire pas. Un pareil événement ne s'accomplirait pas sans lutte, sans l'intervention de l'étranger,

et il serait alors acheté à trop haut prix. — Ah! mon cher, vous parlez toujours en libéral; mais un jour vous reviendrez de ces idées. Au reste, ajouta-t-il en me prenant de nouveau les mains, soyez bien convaincu que mon petit-fils ne reviendra jamais en France par l'aide des baïonnettes étrangères. Il sera rappelé par les Français eux-mêmes, ou bien il restera dans l'exil; c'est une chose dont je peux protester dans toute la sincérité de mon âme. » Je me retirai. Toute humeur, chez le roi, semblait avoir disparu. Son fils, les deux princesses, toutes les personnes de leur suite, étaient également moins tristes et plus calmes; tous se livraient volontiers aux distractions qui pouvaient s'offrir. Un seul homme avait une contenance qui faisait contraste avec la sérénité commune: c'était un gros abbé, ex-chapelain du château de Saint-Cloud, qui ne cessait de se lamenter sur les privations de la vie du bord. On l'entendait constamment anathématiser, en termes fort peu canoniques, la Révolution et les révolutionnaires qui avaient forcé le roi de s'expatrier; mais il ne se plaignait pas moins amèrement de Charles X qui l'avait forcé de le suivre. Ce saint homme ne tarissait pas de regrets sur son joli appartement au château et sur l'excellence de sa table « où il avait l'honneur de recevoir M. le grand aumônier lui-même. » S'il faisait trêve à ses lamentations sur les bonnes choses qu'il avait laissées à Saint-Cloud, c'était pour s'inquiéter des mets et des vins qui composeraient le déjeuner ou le dîner.

LUNDI 23. — Le roi et les membres de sa famille s'embarquèrent, à sept heures et demie du matin, sur le bateau à vapeur qui devait les transporter à Lullworth. Les princesses et les deux enfants quittèrent le *Great-Britain* les premiers; le roi et son fils descendirent ensuite. Je quittai en même temps le navire pour tenir compagnie à la famille exilée jusqu'au moment du départ. Je me tenais appuyé sur le bastin-gage, lorsque je vis approcher un canot où se trouvait le jeune Vanderberg. Les *tireveilles*¹ avaient été retirées, et ce jeune homme ne savait comment monter, lorsque Charles X et son fils, s'apercevant de son embarras, s'empressèrent de ramasser les cordages et de les lui jeter. Ce soin ne regarde que les matelots; le dernier des élèves de marine ne le prendrait pas, même pour l'officier-général du grade le plus élevé; il croirait descendre de son rang. Aussi, le jeune Vanderberg, lorsqu'il fut monté, ne savait-il comment s'excuser auprès du roi et de son fils. Charles X, témoin de son embarras, se mit à sourire: « Je n'ai rien à faire sur ce bâtiment, lui dit-il; je puis bien me rendre utile. » Il alla s'asseoir ensuite sur un petit banc à dossier, placé au milieu du gaillard d'arrière, et où les enfants vinrent immédiatement le retrouver. La

1. Cordages dont les passagers s'aident pour monter sur un navire..

jeune fille monta sur ses genoux, le petit duc de Bordeaux sur ses épaules, et l'un et l'autre, dans cette position, se livrèrent à des caresses, puis à des jeux que partageait leur grand-père.

Le capitaine du bateau ne tarda pas à annoncer qu'il allait donner le signal du départ. Tous les passagers se pressent aussitôt autour de moi, me renouvellent leurs remerciements et me font leurs adieux ; la duchesse d'Angoulême, dont la brusquerie apparente, le son de voix rude et dur, avaient d'abord fait sur moi la plus désagréable impression, ne se montra ni la moins empressée, ni la moins prévenante. Je remontai sur le *Great-Britain*, et à huit heures précises, je vis les roues battre d'abord lentement les eaux, accélérer ensuite leur mouvement, puis emporter rapidement le navire, qui ne laissa bientôt plus paraître à mes regards qu'une masse confuse, surmontée d'un long tube d'où s'échappaient des torrents de fumée.

Le capitaine d'Urville annonça sur-le-champ au ministre de la marine le départ définitif de Charles X pour le château de Lullworth, et fit tous ses préparatifs pour rentrer en France. Mais, pendant quatre jours, les vents le retinrent dans la rade de Spithead ; ce fut seulement le jeudi 26 août qu'il put remettre à la voile, et tourner la proue du *Great-Britain* vers Cherbourg, où, par suite de vents contraires, il n'aborda que le lendemain matin. Le lundi suivant, 30, il partait pour Paris. Reçu le surlendemain de son arrivée par le nouveau roi, il a raconté, dans une lettre qui nous a été communiquée, les détails de cette entrevue. Cette lettre nous a semblé offrir trop d'intérêt pour ne pas être reproduite ; elle appartient, d'ailleurs, à l'histoire, à un double titre : d'abord comme faisant connaître, mieux que tout ce que nous pourrions dire, le caractère élevé de son auteur, homme remarquable, qui était à cette époque une des espérances de notre marine, et qui est devenu une de ses gloires ; en second lieu, comme offrant un curieux tableau des commencements de la nouvelle royauté ; tout le règne de Louis-Philippe se montre en germe dans ce récit :

«.... Le 2 septembre, dans l'après-midi, je reçus un billet de M. de Rumigny qui m'annonçait que le roi me recevrait le lendemain, à onze heures du matin. Le lendemain, avant de partir, Gaimard vint me revoir et me féliciter sur l'avancement qui m'attendait et sur le crédit dont j'allais jouir ; je lui répondis que l'on ne devenait pas courtisan avec un

caractère comme le mien, et que je devais m'attendre à être laissé de côté, car, d'après ce que je voyais et ce que j'apprenais, il n'y avait que le roi de changé; que les hommes qui s'étaient placés eux-mêmes à la tête des affaires ne me semblaient pas valoir mieux que leurs prédécesseurs; qu'ils paraissaient suivre la même marche; qu'eux seuls et les gens de leur coterie auraient part aux faveurs du gouvernement; que le mérite et le talent seraient repoussés ou oubliés comme par le passé, et que je craignais bien que nous ne fussions tombés de Charybde en Scylla.

« A onze heures, je me rendis au Palais-Royal; on me pria d'attendre. Vers midi et demi, Sébastiani vint à passer en se rendant au conseil, et me dit qu'il n'était pas probable que le roi pût me recevoir avant trois heures. Ennuyé d'une attente déjà fort longue, je me décidai à me rendre, en attendant, au ministère de la marine pour y faire régulariser les dépenses que j'avais faites dans le cours de ma mission; elles s'élevaient à 575 fr., encore était-ce parce qu'on m'avait obligé de voyager en poste. Si tous les fonctionnaires étaient aussi économes des deniers publics, les dépenses éventuelles de chaque ministère ne s'élèveraient pas tous les ans à des sommes aussi énormes que celles qu'ils demandent annuellement aux Chambres. Il me fallut aller au trésor pour toucher; les caisses de la marine étaient vides; il est vrai que lors de la publication des ordonnances et au premier bruit d'insurrection, tous les hauts employés du ministère avaient eu soin de se payer par avance leurs traitements du mois courant, et comme tous ont conservé leurs places, ils ont pu, l'ordre une fois rétabli, régulariser facilement cet acte d'insigne cupidité.

« Je retournai au Palais-Royal, mais, avant de pouvoir être admis, je dus encore laisser passer une douzaine de députations. Deux ou trois fois, je représentai aux aides de camp de service que, n'ayant rien à demander à S. M. Louis-Philippe, je remettrais volontiers mon audience à un autre jour, et que même j'y renoncerais sans regret si le roi ne pouvait décidément me recevoir. On me pria d'attendre encore, j'y consentis, et je tuai le temps en examinant le personnel des députations. Le plus grand nombre des individus qui les formaient se composaient de bons provinciaux qui avaient fait le voyage tout exprès pour être présentés au *roi-citoyen* et pour retourner ensuite dans leur petite ville ou dans leur village raconter à leurs concitoyens ébahis les détails de leur présentation; d'autres représentaient quelques-unes de ces sociétés scientifiques de province, obscures, ignorées, et qui à peine constatent leur existence dans le *Moniteur* et dans les journaux de la localité; d'autres étaient tout simplement des solliciteurs qui venaient demander des décorations et des places à titre de sauveurs de la France dans les trois journées.

« Enfin, au bout de près de quatre heures d'attente, je fus introduit. Le roi Louis-Philippe s'avança vers moi d'un air très-amical et en me tendant la main. « Il y a longtemps que nous nous connaissons, capitaine, me dit-il en faisant allusion à mon voyage à Palerme en 1814. — C'est vrai, sire ; aussi, depuis cette époque, ai-je eu le temps de faire deux fois le tour du monde. — Eh bien, mon ami, comment s'est passé le voyage que vous venez de faire ? — Fort bien, sire, et il a été beaucoup plus court que je ne m'y attendais. — Et vos passagers ? — Ils étaient d'abord très-affligés ; mais ils ont assez promptement pris leur parti, et dans les derniers moments de leur séjour à bord, tous paraissaient calmes et résignés. — Vous ont-ils parlé ? Que vous disaient-ils ? Vous ont-ils entretenu de moi ? — Oui, sire, et je ne dois pas vous dissimuler qu'ils ne vous traitaient pas fort bien, et qu'ils voyaient même en vous le chef d'une conspiration qui les aurait renversés. — Vraiment ! Contez-moi donc tout cela. » Alors, je lui fis le résumé de plusieurs de mes conversations avec Charles X, ce qui parut le divertir beaucoup ; il me témoigna souvent sa satisfaction de ce que je leur avais affirmé que le duc d'Orléans ne pouvait être à la tête d'un complot, puisque ni avant ni après les trois journées, aucun cri ne s'était fait entendre en sa faveur, et que son nom n'avait été prononcé pour la première fois que le samedi, lors de sa visite à l'Hôtel de Ville. « Vous avez très-bien fait de lui dire tout cela, s'écria le roi. — Mais il n'a pas voulu me croire, ai-je répondu, et il est encore persuadé qu'il existait un complot. — Ah ! c'est bien là Charles X ; je lui avais pourtant prédit ce qui arriverait ; mais cet homme ne pouvait admettre qu'on pût gouverner constitutionnellement. — J'espère, sire, que vous prouverez le contraire. — Oui, oui, mon cher capitaine... Cependant, il y a bien de l'agitation, bien de l'effervescence. — Tout cela s'apaisera promptement, sire, si vous exécutez toutes les réformes que l'on attend de vous. — Avez-vous vu quelques-uns des ex-ministres en Angleterre ? » Je lui racontai la visite de M. d'Haussez et du cardinal de Latil, et j'ajoutai que j'étais bien aise de l'évasion du premier. « J'en suis fort content aussi, dit le roi, et je donnerais beaucoup pour que les quatre autres fussent également hors de France, car leur affaire est très-pénible et bien inquiétante. »

« La conversation durait depuis une demi-heure ; deux ou trois fois, des aides de camp s'étaient approchés comme pour l'interrompre, mais à chaque reprise le roi les avait éloignés ; enfin, un de ces officiers paraissant insister plus qu'on ne l'avait encore fait, je m'inclinai devant le roi, qui me prit par la main en me disant qu'il me savait le plus grand gré du zèle et du dévouement dont je venais de faire preuve, et qu'il en garderait le souvenir. Eau bénite de cour dont je savais déjà apprécier toute la valeur ! Je quittai les appartements, et j'étais déjà presque au bas du grand escalier, quand un aide de camp, accourant après moi,

me dit que le roi m'invitait à dîner pour le surlendemain, dimanche.

« Je me rendis à six heures chez le ministre de la marine, qui m'avait invité à dîner. Outre le ministre Horace Sébastiani et son frère Tiburce, nous étions dix ou douze convives ; presque tous étaient Corses. Cette circonstance me rappela qu'un an auparavant, chez M. d'Haussez, je m'étais également rencontré à table avec toute une troupe de Bordelais, ses compatriotes. Horace Sébastiani se montra dans cette soirée bien inférieur à ce que j'attendais de lui : il fut fat, suffisant, parleur infatigable et au-dessous du médiocre. Je m'étonnai moins qu'il dirigeât aussi mal la marine. Son frère Tiburce me parut avoir plus de sens, plus de tact et d'instruction ; j'étais placé près de lui, et nous causâmes longtemps de la Grèce qu'il paraît avoir visitée avec fruit. Le vice-amiral Émériaux se trouvait aussi du dîner, et il me témoigna son indignation de voir le nouveau gouvernement placer à la direction du personnel de la marine un congréganiste dévoué comme ... Je quittai le ministre dès huit heures et demie et assez mal avec lui, parce que je m'étais permis de relever plusieurs grosses bévues géographiques qu'il avait lancées avec sa fatuité ordinaire. Je vis bien vite que je n'avais rien à attendre d'un pareil ministre, et que mes services ne seraient pas un titre auprès de lui et des hommes déplorables qu'il avait maintenus dans l'administration. Je me résignai à demeurer à l'écart.

« Le dimanche 5, je songeai à aller dîner chez le roi. A six heures précises, j'entrais dans les salles du Palais-Royal : près de quatre-vingts personnes y étaient déjà réunies et formaient autour du roi et des membres de sa famille un rempart épais que je ne cherchai pas à percer. Bientôt d'ailleurs on se mit à table, puis, après le dîner, un des aides de camp près duquel on m'avait placé me présenta au prince de Joinville qui devait, disait-il, entrer bientôt dans la marine. Ce prince, âgé de douze à treize ans, avait une physionomie assez douce et assez prévenante ; mais que pouvais-je dire à un enfant ? J'étais donc passablement embarrassé, lorsque fort heureusement quelques courtisans, accourant près du petit prince, se disputèrent à qui lui ferait le plus de compliments, et finirent par s'en emparer.

« Je saluai en passant la reine, qui me regarda avec une certaine curiosité. Elle me voyait pour la première fois et cherchait sans doute à savoir qui j'étais ; mais n'ayant personne pour me présenter, je ne crus pas convenable de me nommer moi-même. Je ne songeai pas davantage à aborder Louis-Philippe : un quintuple rang d'épaulettes et d'habits brodés formait autour de lui une ligne serrée, impénétrable, où figuraient parmi les plus souriants et les plus courbés les R..., les D..., les T... (1) et la plupart de ceux qui, soigneusement cachés aux jours du

(1) Ces noms sont en toutes lettres dans l'original.

péril, levaient maintenant la tête avec la fierté de gens qui avaient sauvé la France de moitié avec l'héroïque Dupin.

« Indigné de l'effronterie de ces avides sycophantes , je me dégageai de la foule , et, le coude appuyé sur la cheminée , je restai quelques moments à examiner le tourbillon de broderies et d'épaulettes qui s'agitait autour de moi. La salle était fort grande , et néanmoins si pleine , que, hormis la place où je me trouvais, tout le reste était littéralement encombré. La circulation n'était pas possible. Il n'y avait de mouvement que lorsque le roi faisait quelques pas en avant , en arrière ou sur les côtés, mais sans parvenir à se dégager jamais de l'épais rempart qui le cernait ; le groupe, toujours compacte, s'avavançait ou reculait en même temps que Louis-Philippe, et continuait à le tenir étroitement enfermé. Las de ce spectacle, fatigué du rôle ridicule que je jouais sous ces voûtes dorées, je voulus sortir ; ce fut d'abord en vain, car le flot des arrivants barrait hermétiquement l'unique issue de la pièce. Enfin, je pus me trouver dehors ; je respirai l'air libre avec délices, et secouai la poussière de mes souliers, me promettant bien de ne plus fatiguer le plancher royal du poids de ma personne. J'avais pu me convaincre qu'en véritable Bourbon, Louis-Philippe avait déjà donné sa confiance aux intrigants qui enveloppaient ses prédécesseurs. Les hommes tels que moi n'avaient plus qu'à rentrer dans leur obscurité.

« Les instances de Tastu me décidèrent à me rendre chez M. Hyde de Neuville, qui lui avait témoigné un très-vif désir de me voir. Je ne pouvais oublier que je devais à cet ancien ministre ma promotion au grade de capitaine de vaisseau et la première décision favorable à la publication du voyage de l'*Astrolabe*. Nous causâmes longtemps des princes exilés : serviteur fidèle et dévoué de cette famille, il ne veut point abandonner leur cause. Il m'a protesté que Charles X serait demeuré fidèle à la Charte si les prêtres n'eussent pris autant d'ascendant sur son esprit. Tout en plaignant M. de Neuville de la ligne qu'ils s'obstine à suivre, je l'estime bien autrement que tous ces misérables, naguère les esclaves si empressés du congréganisme, et aujourd'hui se posant en intraitables libéraux.

« Le gouvernement de Louis-Philippe ne se montre pas plus raisonnable que les précédents sur le serment ; il exige comme eux cette inutile et immorale formalité. Talleyrand vient de prêter son quatorzième serment. Le soir du 6, je reçus l'invitation de venir prêter le mien, le 10, entre les mains du ministre. Je me suis rendu au jour indiqué près de Sébastiani , et je ne pus m'empêcher de lui dire que je regardais la formalité que je venais de remplir comme une affaire de pure forme, la mission que je venais d'accomplir devant être pour le nouveau pouvoir une garantie plus forte que tous les serments du monde. — Sans doute, répondit le ministre, nous ne pouvons douter de vos sentiments ; mais

c'est une mesure générale. — Mesure qui ne signifie pas grand'chose, » ajoutai-je aussitôt en saluant le ministre pour me retirer. Mais Sébastiani, prenant une physionomie plus souriante que de coutume, m'attira dans l'embrasure d'une fenêtre, contre la porte de son cabinet, et me dit : « Eh bien, capitaine, que dit-on de nouveau ? — Rien de bon, général ¹ ; on n'est pas satisfait de la tournure que prennent les affaires. — Mais enfin, que veut-on ? — Bien des choses. D'abord, on ne s'attendait pas à voir les ministres de Louis-Philippe succéder à ceux de Charles X, tout simplement pour occuper leur place et maintenir tous les abus du dernier règne. — Quels abus encore ? — Pour ne citer qu'un seul détail, on espérait que les ministres actuels porteraient une économie sévère dans l'administration des deniers de l'État et feraient disparaître cette foule de traitements monstrueux qui insultent à la misère publique ; on s'attendait à les voir donner les premiers l'exemple et porter ensuite une main ferme et équitable sur les traitements inférieurs. — Il y a bien moins à gagner que vous le croyez, dit le ministre avec un certain embarras. — Mais, général, vous, tout le premier, est-ce que vous n'administreriez pas les affaires de la marine avec autant de zèle et d'honneur en touchant de l'État 60,000 fr. au lieu de 120,000 fr. ? Combien de réductions semblables à opérer dans les hautes fonctions des ministères, maréchaux, généraux, directeurs, inspecteurs, présidents, procureurs généraux, préfets, etc., sans parler de ces sinécures si nombreuses que l'on pourrait tout à fait supprimer. — Bah ! bah ! tout cela ne servirait pas à grand'chose. Il n'y a pas longtemps, quand nous voulions faire tomber l'autre système, nous aussi nous criions après les sinécures : mais il est de fait que toutes les réductions possibles ne donneraient qu'une très-mince économie. — Permettez-moi d'en douter. — Oh ! c'est un calcul bien simple à faire. Il existe en tout pour 112 millions de fonctions rétribuées ; plus de 60 millions sont absorbés par des places de 3,000 francs et au-dessous ; vous conviendrez qu'il est impossible de réduire ces derniers traitements. — Sans doute, il ne faudrait agir à cet égard qu'avec beaucoup de réserve ; mais à côté des traitements de 3,000 fr. qui sont nécessaires, il existe dans cette catégorie un grand nombre de sinécures ou d'emplois inutiles ; ne pourrait-on les supprimer ? Quant aux traitements supérieurs à 3,000 fr..... — Eh bien, dit le ministre en m'interrompant, tout ce que l'on pourrait obtenir par des réductions serait une économie de 10 à 12 millions ; ce résultat vaut-il la peine de mécontenter et de gêner tant de personnes ? — Une pareille économie, à mon avis, n'est pas du tout à dédaigner ; je ne vois pas, en outre, comment les preneurs de traitements de 20, de 30, de 40,000 fr. seraient si grandement à plain-

1. Le général Sébastiani, alors ministre de la Marine, était un général de cavalerie.

dre pour n'en toucher que les deux tiers ou même la moitié. Il en résulterait d'ailleurs un effet moral fort important : les hauts fonctionnaires, moins largement rétribués, seraient moins soupçonnés de cupidité et obtiendraient plus de considération et d'estime; d'un autre côté, le nombre et l'avidité des concurrents diminueraient en proportion des émoluments affectés aux places, surtout si la responsabilité des fonctionnaires devenait en même temps plus sérieuse; enfin l'on verrait les hommes choisis pour bien remplir les places et non plus les places créées pour les hommes.—Bah! bah! Mais avec toutes ces réductions, que deviendrait le commerce, que deviendrait Paris surtout qui ne vit que par le luxe? — Ah! général, ce raisonnement n'est pas sérieux. Si la réduction possible sur la masse des traitements ne s'élève qu'à 10 ou 12 millions, la moitié au plus pèserait sur les fonctionnaires de Paris; or, quelle influence peuvent avoir 5 ou 6 millions de plus ou de moins sur la masse du commerce parisien? Ils ne suffiraient pas pour alimenter le négoce d'une seule de ses rues, de celui de la rue Vivienne, par exemple. » Le général, dans ce moment, m'écoutait à peine, il était mécontent, ennuyé; je le saluai et sortis, bien décidé à ne revenir que lorsque je serais appelé pour affaires de service, et à m'occuper obscurément, en attendant, de la publication du voyage de *l'Astrolabe*. »

TABLE ANALYTIQUE

CHAPITRE PREMIER.

1826.

SOMMAIRE. — Chute du ministère Villèle. Avènement du ministère Martignac; sa position, ses premiers actes. Nomination de M. de Vatisménil au ministère de l'instruction publique. Composition politique de la Chambre; forces de chaque parti. — **INSURRECTION DE LA GRÈCE.** Rhigas, Czerny Georges. Association des *Philomuses*. Société secrète de l'*Hétérie*; éphories. Offres faites au comte Jean Capo-d'Istria et au général Alexandre Ypsilantis; entretien de ce dernier avec l'empereur Alexandre. — Ali, pacha de Janina, appelle la Grèce aux armes; les Grecs se divisent entre Ali et le sultan Mahmoud. Siège de Janina. Ali devient membre de l'*Phétérie*. — Alexandre Ypsilantis donne le signal de l'insurrection: il entre en Moldavie; sa défaite, sa captivité. Insurrection de la Morée. Massacres à Constantinople. Première rencontre entre la flotte du sultan et la marine grecque. *Le brâlot*. Congrès d'Épidaure. La Grèce proclame son indépendance. — Chute de Janina; mort d'Ali. — Massacres de Chios. L'insurrection en 1822, 1823 et 1824; sa faiblesse politique et ses succès militaires. Découragement des Turks. Le sultan demande le secours du pacha d'Égypte; état de ce pays; administration de Mohammed-Ali; il reçoit le pachalik de Morée; départ d'une expédition sous les ordres de son fils Ibrahim-Pacha. La flotte égyptienne est dispersée. Anarchie dans le gouvernement grec. Offre de la couronne de la Grèce au duc de Nemours; le général Sébastiani; Benjamin Constant; plans de campagne envoyés de Paris. — Débarquement de l'armée égyptienne à Modon. Siège et prise de Navarin. Ibrahim entre à Tripolizza; sa marche sur Napoli de Romanie; il est repoussé. Kanaris dans le port d'Alexandrie. Position d'Ibrahim en Morée; des renforts lui sont envoyés d'Égypte. — *Siège de Missolonghi*: lettre du Ser-Asker Rachyd à Ibrahim; intervention de ce dernier. Défense de la ville pendant quinze mois; ses habitants l'abandonnent; sa destruction. — Situation de la Grèce: misère, anarchie. Chute de la citadelle d'Athènes. — Intervention de la diplomatie; secours donnés par les populations européennes. *Protocole du 4 avril 1826*. Destruction des janissaires. Conférences d'Akermann. *Traité de Londres du 6 juillet 1827*. Envoi de trois escadres dans les mers de la Grèce. **BATAILLE DE NAVARIN**. Déclaration des ministres anglais. — *Ouverture de la session de 1828*. Discours du roi. Vérification des pouvoirs. Démission de MM. de Chabrol et de Frayssinous. M. Royer-Collard est nommé président de la Chambre. MM. Hyde de Neuville et Feutrier remplacent les ministres démissionnaires. Discussion de l'adresse; réponse du roi. — Élections partielles. Réunions préparatoires publiques à Paris. — Nomination du baron de Damas comme gouverneur du duc de Bordeaux..... 1

CHAPITRE II.

1828.

SOMMAIRE. — *Continuation de la session de 1828*. Projet de loi sur la *révision annuelle des listes électorales et du jury*: discussion, adoption. — Secret des lettres; *cabinet noir*; sa suppression. — Projet de loi sur la *liberté de la presse*: discussion, adoption. — Proposition de mise en accusation du ministère Villèle: prise en considération; nomination d'une commission d'enquête. — Rapport de la commission chargée d'examiner la question des Jésuites. Les ministres offrent leur démission. *Ordonnances du 16 juin*: irritation du parti religieux; protestation des évêques; mission de M. Lasagni à Rome; réponse du pape; les ordonnances sont exécutées. — Rapport de la commission d'enquête sur la demande de mise en accusation du ministère Villèle; ses conclusions; ajournement. — Discussion du budget. Instruction publique: réclamations du parti religieux contre l'Université et en faveur de la *liberté d'enseignement*. **CLÔTURE DE LA SESSION.** — Guerre entre les Turks et les Russes; protocole signé à Londres le 29 juillet; préparatifs militaires. — *Expédition de Morée*: embarquement des troupes; tentative du cabinet de Londres pour faire avorter l'expédition; convention avec Mohammed-Ali; débarquement de l'armée; Ibrahim dans le camp français; reddition

de Modón, Korón, Navarin et Patras; prise du château de Morée; délivrance de la Grèce. — *Voyage de Charles X en Alsace*: ovations. — Réorganisation du conseil d'État. — Voyage de la duchesse de Berri en Bretagne et en Vendée. — Les Jésuites et les Bourbons... 84

CHAPITRE III.

1829.

SOMMAIRE. — Négociations entre le ministère et les députés libéraux; arrangements convenus. — Le roi et son conseil. — M. de Polignac: ses antécédents, son caractère. Charles X le fait appeler à Paris. Embarras des ministres; ils refusent d'admettre M. de Polignac dans le cabinet. Reprise des négociations avec les députés libéraux. — OUVERTURE DE LA SESSION. Discours de la couronne; adresse de la Chambre des pairs; profession de foi de M. de Polignac. Adresse de la Chambre des députés. — Présentation de deux projets de loi sur l'organisation des communes et sur celle des conseils d'arrondissement et de département. — Nouvelle proposition de mise en accusation du ministère Villèle; elle est repoussée. — Rapports sur les deux lois relatives à l'organisation des communes et des conseils de département; question de priorité. Discussion du projet de loi sur l'organisation départementale. Les deux projets sont retirés. Rupture entre le ministère et la gauche. — M. Portalis est nommé ministre des affaires étrangères, et M. Bourdeau ministre de la justice. — Rapports privés du roi avec les ministres et les députés composant le bureau de la Chambre. — Discussion du budget: incident relatif à la salle à manger du ministère de la Justice. Derniers débats. CLÔTURE DE LA SESSION. — Chute du ministère Martignac. — Avènement du ministère Polignac. Secousse produite à Paris et dans les départements. Voyage de M. de Lafayette en Auvergne et en Dauphiné; ovations qui lui sont faites à Grenoble, à Vizille et à Lyon. Visite du dauphin à Cherbourg. — Association bretonne pour le refus de l'impôt. Poursuites devant les tribunaux. — Attitude du ministère. Démission de M. de Labouderne; son remplacement par M. de Monthel. — Procès intentés au *Courrier Français* et au *Journal des Débats*; acquittement. — Mot de M. de Labouderne..... 139

CHAPITRE IV.

1830.

SOMMAIRE. — Réceptions du 1^{er} de l'an aux Tuileries. Convocation des Chambres. Polémique des journaux. Plan et projets de M. de Polignac pour la session. — OUVERTURE DES CHAMBRES. Discours du roi; incident. Premières opérations de la Chambre des députés. — Adresse de la Chambre des pairs. — *Jeu du Roi*. — Projet d'adresse de la Chambre des députés: sa discussion; son adoption par 221 voix. — Conseil des ministres, le 17 mars; résolutions adoptées. Le roi reçoit l'adresse; sa réponse. *Prorogation des Chambres*. — Société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*; son origine, sa composition, son influence. Banquet des *Vendanges de Bourgogne*. — *Rapport confidentiel* de M. de Polignac à Charles X. — Désistations. Mandements des évêques. Translation des reliques de saint Vincent de Paul. — *Question d'Alger*: son origine; son développement; insulte au consul de France; blocus; attaque contre le vaisseau parlementaire *la Provence*. Plan de M. de Polignac pour obtenir satisfaction; discussions dans le conseil; une expédition est résolue. — Choix du commandant de la flotte et du général en chef de l'armée. — Réunion des troupes et de la flotte à Toulon; leur composition et leur force. — Opposition des cours étrangères. Protestation de la cour de Londres. — Revue de la flotte par le dauphin: départ du corps expéditionnaire. — DISSOLUTION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS. Retraite de MM. de Chabrol et de Courvoisier. Nomination de MM. de Chantelauze, de Peyronnet et Capelle comme ministres de la justice, de l'intérieur et des travaux publics. — Préparatifs électoraux. *Proclamation du roi*. Mandements des évêques. — Élections de 66 départements. — EXPÉDITION D'ALGER. Mission de Tahir-Pacha. Coup de vent. Débarquement de l'armée sur la presqu'île de Sidi-Ferruch. Bataille de Staouéli. Chute du château de l'Empereur. Reddition d'Alger. — *Te Deum* à Notre-Dame. Discours de l'archevêque de Paris au roi. — Élections de vingt départements. Résultat général..... 201

CHAPITRE V.

1830.

SOMMAIRE. — Conseils tenus à Saint-Cloud, devant le roi, les dimanche 4 et mercredi 7 juillet; adoption de mesures extralégales; récit de Charles X. — Réunion chez M. de Bro-

glie. — *Le National*. M. Laffitte; Benjamin Constant; les généraux Gérard et Sébastiani; le général de Lafayette; le duc d'Orléans. — Situation politique de l'Europe. — Charles X et M. de Polignac. — Force de l'armée : camps de Saint-Omer et de Lunéville; incident belge. Garnison de Paris. Démarche des chefs royalistes de l'ouest. — Secret gardé par Charles X et par ses ministres. Conseil du samedi 24 juillet. — **DIMANCHE, 25.** Saint-Cloud, avant et pendant la messe. Le cabinet du roi. MM. de Vitrolles et de Sémonville. Conseil des ministres; *signature des ordonnances*. Dîner à Saint-Leu; le duc de Bourbon et le duc d'Orléans. — **LUNDI, 26.** Les journalistes et les députés. Réunion dans les bureaux du *National*. *Protestation des écrivains*. — Agitation à la Bourse et au Palais-Royal. Sécurité des ministres. Le roi. Marmont, à Saint-Cloud et à l'Institut. — Réunion d'électeurs dans les bureaux du *National*. Réunion de députés chez M. de Laborde. M. de Polignac et Charles X, le soir de cette journée. — **MARDI, 27.** Marmont reçoit ses lettres de service; son installation au Carrousel. — La classe moyenne, la Restauration et la classe laborieuse. Les ouvriers imprimeurs. Ateliers abandonnés ou fermés. Saisie du *National* et du *Temps*; M. Baude. Mandats décernés contre quarante-quatre journalistes. Rassemblements au Palais-Royal; charges de cavalerie; premiers coups de feu. — Réunion de députés chez M. Casimir Périer. — Premières barricades. Nouvelles charges de cavalerie. Mise en mouvement des troupes. La troupe de ligne; incident. Réunion chez M. Cadet-Gassicourt. Incendie du corps de garde de la Bourse. Réunion des ministres chez M. de Polignac. — **MERCREDI, 28.** Aspect de Paris, le matin. Destruction des armoiries royales. Apparition du *drapeau tricolore*. — *Lettre de Marmont à Charles X*. Premier plan du maréchal. Mise de Paris en état de siège. Mise en mouvement des troupes en quatre colonnes. — Réunion de députés chez M. Audry de Puyraveau; *protestation*. — Marche de la première colonne de Marmont sur l'Hôtel de Ville; de la deuxième, sur le Marché des Innocents; du colonel de Plaineselves, sur la porte Saint-Denis; de la troisième colonne, sur la place de la Bastille; de la quatrième, sur les boulevards de la Madeleine et des Capucines. — Caractère de la lutte; faits particuliers. — *Seconde lettre de Marmont à Charles X*. Le maréchal et M. Arago. — *Ordre d'arrestation* délivré contre six députés. — Entrevue de MM. Laffitte, le général Gérard, Mangin, le général Lobau, et Casimir Périer avec Marmont; leur retour chez M. Bérard; seconde réunion de députés. — Propositions de conciliation portées à Saint-Cloud par M. de Vitrolles; son entretien avec Charles X; son retour à Paris. — Situation des troupes: efforts de Marmont pour dégager le général Quinsonnas; retraite opérée par le général, par le colonel de Plaineselves et par le général Saint-Chamans. — Nouvelle réunion de députés chez M. Audry de Puyraveau à dix heures du soir. — Saint-Cloud. Le roi et le colonel de Komiérowski. — Manque de vivres. Les soldats et le peuple. Les blessés des deux partis. — Abandon de l'Hôtel de Ville. Concentration des troupes au Louvre et aux Tuileries..... 277

CHAPITRE VI.

4830.

SOMMAIRE. — **JEUDI 29 JUILLET.** Position défensive prise par le duc de Raguse; disposition de ses forces. Préparatifs des Parisiens. — Les ministres aux Tuileries. *Proclamation* de Marmont; il offre une suspension d'armes. Arrivée de MM. de Sémonville et d'Argout au Carrousel; leur entrevue avec M. de Polignac; ils sollicitent le maréchal de faire arrêter les ministres. Leur départ pour Saint-Cloud; ils sont suivis par M. de Polignac et ses collègues. — Marmont au Carrousel. Le Louvre. Les combattants du pont de Arts. Nouvelles tentatives d'armistice. — Défection des 5^e et 53^e de ligne. *Terreur panique des Suisses*. Abandon du Louvre et des Tuileries. Retraite des troupes hors de Paris. Ordre de retraite adressé par le dauphin à Marmont. — Les insurgés de la rive gauche : les élèves de l'École polytechnique; attaque et prise de la caserne de Babylone. — *Caractère de la lutte*. — Pillage des Tuileries; dévastation de l'Archevêché. — *Hôtel Laffitte*. Réunion des membres de la Chambre; séance. M. de Lafayette accepte le commandement en chef de la garde nationale. Arrivée des officiers du 53^e. *Terreur panique des députés*. Nomination d'une commission municipale parisienne. — *Hôtel de Ville*. Le général Dubourg; arrivée du général de Lafayette. M. Baude; arrivée de la commission municipale. — *Saint-Cloud*. Arrivée de MM. de Sémonville, d'Argout et des ministres. Entrevue de M. de Sémonville et du roi. Décisions prises par le conseil. Arrivée de M. de Vitrolles; ses propositions. Indécision et inertie de Charles X et de ses ministres. Arrivée de Marmont. Revue passée par le dauphin. L'École militaire de Saint-Cyr. — Nomination de M. de Mortemart comme premier ministre. — Mission de MM. de Sémonville, de Vitrolles et d'Argout à Paris; *confé-*

rence à l'*Hôtel de Ville*. M. d'Argout à l'hôtel Lafitte; discussions entre les députés. — **VENDREDI 30.** Les rédacteurs du *National* : première proclamation en faveur du duc d'Orléans. M. Lafitte et le général Sébastiani. Départ de M. Thiers pour Neuilly. — MM. de Mortemart, de Vitrolles et d'Argout à Saint-Cloud; ils proposent la révocation des ordonnances. Résistance de Charles X; il signe. — Réunion des députés à l'hôtel Lafitte; séance. — M. Bérard et M. de Mortemart. *La république*. Discussions dans les rues. — Réunion des députés au palais de la Chambre. Séance; décision relative à M. de Mortemart. — M. Thiers à Neuilly; la duchesse d'Orléans; la princesse Adélaïde. Résultat de cette démarche et son effet sur la réunion des députés. Envoi d'une députation à la Chambre des pairs. — M. de Mortemart au Luxembourg: MM. de Chateaubriand et de Broglie. — M. de Sussy présente les nouvelles ordonnances à la Chambre des députés; M. Lafitte refuse de les recevoir. Communication faite par M. Odilon Barrot. Mot de Benjamin Constant. Indécision de la Chambre. Retour des commissaires envoyés à la Chambre des pairs. *Message* adressé au duc d'Orléans. Fin de la séance. — *Hôtel de Ville*. M. de Lafayette: députations; adresse de la réunion Lointier. Arrivée de M. de Sussy; son entrevue avec M. de Lafayette et avec la commission municipale. Lettre de M. de Lafayette à M. de Mortemart. — *Saint-Cloud*. Confusion et désordre dans l'armée; désertions; le 50^e de ligne. Marmont conseille à Charles X de se retirer derrière la Loire. Rôle de ce maréchal dans les événements. Il adresse un *ordre du jour* aux troupes. Scène entre lui et le dauphin; il se démet de son commandement. — Les députés, le soir de cette journée. Abandon de l'hôtel Lafitte. 387

CHAPITRE VII.

1830.

SOMMAIRE. — NUIT DU VENDREDI AU SAMEDI. Le duc d'Orléans au Raincy: ses hésitations. Il revient à Neuilly. Nouvelles incertitudes. Le duc se décide à rentrer à Paris; son arrivée au Palais-Royal. — Charles X à Saint-Cloud. Terreurs de la duchesse de Berry. Le roi se retire à Trianon; désordre de cette retraite. — **SAMEDI 31.** La députation de la Chambre des députés au Palais-Royal; discussion avec le duc d'Orléans; ce prince adresse une *proclamation aux Parisiens*. — Agitation à l'Hôtel de Ville: *proclamation de la commission municipale*. — Nouvelle agitation parmi les masses armées: *adresse de la Chambre des députés*. Le duc d'Orléans se décide à se rendre à l'Hôtel de Ville; entretien avec M. Bérard. La Chambre des députés au Palais-Royal. *Visite à l'Hôtel de Ville*. Le cortège. Bourbons et Valois. Réception faite au duc d'Orléans; son retour. — M. de Lafayette; son caractère et son rôle; lettre à Joseph Bonaparte. Le parti bonapartiste. — Visite du général Lafayette au Palais-Royal; *programme de l'Hôtel de Ville*. — Charles X à Trianon; plans de résistance. Le dauphin au pont de Sèvres. Retraite de l'armée. Charles X quitte Trianon; son arrivée à Rambouillet. — Arrivée de la dauphine le dimanche 1^{er août}. Désorganisation dans l'armée; désertions; *ordre du jour* du dauphin aux troupes. Pénurie parmi la troupe et la famille royale. Nouvelles de Paris. Le roi nomme le duc d'Orléans lieutenant-général du royaume; réponse de ce prince. — Rambouillet le lundi 2 août: abdication du roi et du dauphin; proclamation de Henri V. — Entretien du duc d'Orléans avec M. de Chateaubriand; mot à M. de Sémonville; position de ce prince. Envoi de cinq commissaires à Charles X qui refuse de les recevoir. Le général de Follac-Latour au Palais-Royal. — **Mardi 3 août.** Retour des trois commissaires à Paris. *Expédition de Rambouillet*. Ouverture des Chambres. Lettre des commissaires envoyés à Charles X; leur entrevue avec le roi; le maréchal Maison. Départ de Charles X. — Caractère de la Révolution de Juillet. La chute de Charles X et celle de Louis-Philippe. — Arrivée du roi et des troupes à Maintenon, le 4 août: séparation, adieux. Voyage de Charles X; son passage à Dreux, à Laigle, à Mellerault; séjour à Argentan. — Discussion de la *proposition Bérard* au sein des deux Chambres, le 7 août: discours de MM. Hyde de Neuville et de Chateaubriand. — Séance du 9 août: proclamation de Louis-Philippe comme roi des Français. — Suite du voyage de Charles X: le cortège; les populations. — Dépêches de Londres; envoi du général Hulot en Normandie; rassemblements armés à Carentan. Séjour de Charles X à Volognes. Son arrivée à Cherbourg; son entretien avec les commissaires. — **CHARLES X A BORD DU GREAT-BRITAIN.** *Journal de Dumont-d'Urville*. — Lettre de cet officier sur son retour à Paris et la cour de Louis-Philippe..... 473



